

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Quatrième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Fourth Session of the Thirty-First Legislature

Le mercredi 28 novembre 1979

Dix heures

Wednesday, 28 November 1979

Ten o'clock a.m.

L'ordre du jour appelle la prise en considération du rapport de la Commission permanente de la présidence du conseil et de la constitution qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 9, «Loi électorale» (*Réimpression*).

MM. Bédard et Fontaine proposent que les amendements qu'ils ont proposés au rapport et au projet de loi soient successivement adoptés.

Et un débat s'élève sur la prise en considération du rapport et sur ces amendements.

Le débat est terminé.

Les amendements proposés par M. Bédard sont alors mis aux voix et adoptés.

L'amendement proposé par M. Fontaine est mis aux voix et rejeté après division des voix.

Le rapport est adopté.

Le projet de loi n° 9 est remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

The Order of the Day being read for the consideration of the report of the Standing Committee on the Presidency of the Council and the Constitution which considered Bill 9, "Election Act" (*Reprint*), following second reading.

Messrs Bédard and Fontaine moved that the amendments which they proposed to the report and to the Bill be respectively adopted.

And debate arising on the consideration of the report and on the amendments.

The debate was concluded.

The amendments proposed by Mr Bédard were then put to the vote and adopted.

The amendment proposed by Mr Fontaine was put to the vote and rejected on division.

The report was adopted.

Bill 9 was ordered for third reading at the next sitting.

L'ordre du jour appelle la prise en considération du rapport de la Commission permanente de la présidence du conseil et de la constitution qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 10, «Loi sur la représentation électorale».

M. Fontaine déclare retirer l'amendement qu'il a proposé au rapport et au projet de loi.

MM. Bertrand, Lamontagne et Lavoie proposent que les amendements qu'ils ont proposés au rapport et au projet de loi soient successivement adoptés.

Et un débat s'élève sur la prise en considération du rapport et sur ces amendements.

Le débat est terminé.

L'amendement proposé par M. Bertrand est alors mis aux voix et adopté.

L'amendement proposé par M. Lamontagne est mis aux voix et l'enregistrement des noms est demandé.

À la demande de M. Bertrand, au nom de M. Charron, M. le Président remet l'enregistrement des noms sur le vote de cet amendement et la mise aux voix du rapport à cet après-midi, avant l'appel des affaires du jour.

L'amendement proposé par M. Lavoie est mis aux voix et l'enregistrement des noms est demandé.

À la demande de M. Bertrand, au nom de M. Charron, M. le Président remet l'enregistrement des noms sur le vote de cet amendement et la mise aux voix du rapport à cet après-midi, avant l'appel des affaires du jour.

À treize heures seize minutes, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

The Order of the Day being read for the consideration of the report of the Standing Committee on the Presidency of the Council and the Constitution which considered Bill 10, "An Act respecting electoral representation", following second reading.

Mr Fontaine declared withdrawal of the amendment that he had proposed to the report and to the Bill.

Messrs Bertrand, Lamontagne and Lavoie moved that the amendments which they proposed to the report and to the Bill be respectively adopted.

And debate arising on the consideration of the report and on the amendments.

The debate was concluded.

The amendment proposed by Mr Bertrand was put to the vote and adopted.

The amendment proposed by Mr Lamontagne was put to the vote and the entry of names was requested.

At the request of Mr Bertrand, on behalf of Mr Charron, Mr President postponed the entry of names of the vote on this amendment and of the vote on the report until this afternoon, before Business of the Day is called.

The amendment proposed by Mr Lavoie was put to the vote and the entry of names was requested.

At the request of Mr Bertrand, on behalf of Mr Charron, Mr President postponed the entry of names of the vote on this amendment and of the vote on the report until this afternoon, before Business of the Day is called.

At sixteen minutes past one o'clock p.m., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until three o'clock p.m.

Quinze heures

Three o'clock p.m.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Morin (Sauvé):

Rapport annuel de l'Ordre des ingénieurs forestiers du Québec, pour l'année 1978/79.

(Document de la session n° 378.)

The following documents were tabled:

By Mr Morin (Sauvé):

Annual Report of the Order of Forest Engineers of Québec, for 1978/79.

(Sessional Papers, No. 378.)

Par M. Landry:

Copie d'une lettre du 27 novembre 1979 adressée à M. Robert R. de Cotret, ministre de l'Industrie et du Commerce et ministre d'État au développement économique à Ottawa, par M. Bernard Landry, ministre d'État au développement économique du Québec, l'informant de la résolution adoptée unanimement par l'Assemblée nationale le 15 novembre dernier, concernant les taux d'intérêt élevés de la Banque du Canada.

(Document de la session n° 379.)

By Mr Landry:

Copy of a letter of 27 November 1979, written to Mr Robert R. de Cotret, federal Minister of Industry, Trade and Commerce and Minister of State for Economic Development, by Mr Bernard Landry, Québec Minister of State for Economic Development, informing him of the resolution unanimously passed by the National Assembly on 15 November last, regarding the high interest rates of the Bank of Canada.

(Sessional Papers, No. 379.)

M. Baril, au nom de M. Bordeleau, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente de l'énergie et des ressources qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 60, «Loi modifiant la Loi concernant les droits sur les mines».

Le projet de loi est rapporté sans amendement.

(Document de la session n° 380.)

Mr Baril, on behalf of Mr Bordeleau, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Energy and Resources which considered Bill 60, "An Act to amend the Mining Duties Act", following second reading.

The Bill was reported without amendment.

(Sessional Papers, No. 380.)

M. Charron dépose le rapport du greffier en loi de l'Assemblée nationale sur le projet de loi privé n° 230, «Loi concernant la ville de Saint-Jean-sur-Richelieu».

(Document de la session n° 381.)

Mr Charron tabled the report of the Law Clerk of the National Assembly on Private Bill 230, "An Act respecting the city of Saint-Jean-sur-Richelieu".

(Sessional Papers, No. 381.)

Sur la motion de M. Charron, les règles de pratique concernant les projets de loi privés sont suspendues dans le cas de ce projet de loi.

On motion of Mr Charron, the Rules of Procedure relating to Private Bills were suspended for this Bill.

Les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, présentés, lus la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture:

Par M. Clair:

Projet de loi n° 65.—Loi modifiant la Loi concernant la taxe sur les carburants;

Projet de loi n° 68.—Loi modifiant de nouveau la Loi concernant l'impôt sur la vente en détail et la Loi concernant la taxe sur les carburants.

Par M. Lessard:

Projet de loi n° 69.—Loi modifiant la Loi sur les parcs.

Par M. Joron:

Projet de loi n° 70.—Loi modifiant la Loi sur les valeurs mobilières concernant le contrat de concession ou de franchisage.

Par M. Duhaime:

Projet de loi n° 73.—Loi modifiant la Loi sur l'établissement par Sidbec d'un complexe sidérurgique intégré.

Par M. Tardif:

Projet de loi n° 74.—Loi modifiant le Code municipal et la Loi sur les cités et villes concernant les ententes intermunicipales.

Le projet de loi privé n° 230, «Loi concernant la ville de Saint-Jean-sur-Richelieu», est présenté par M. Proulx et lu la première fois.

Sur la motion de M. Charron, le projet de loi est déferé à la Commission permanente des affaires municipales, pour audition publique et étude article par article.

L'Assemblée procède à l'enregistrement des noms sur le vote de la motion de M. Garon proposant que le projet de

The following Bills were severally introduced, read the first time and ordered for second reading at the next sitting:

By Mr Clair:

Bill 65.—An Act to amend the Fuel Tax Act;

Bill 68.—An Act to again amend the Retail Sales Tax Act and the Fuel Tax Act.

By Mr Lessard:

Bill 69.—An Act to amend the Parks Act.

By Mr Joron:

Bill 70.—An Act to amend the Securities Act in its applicability to the contract of concession or of franchising.

By Mr Duhaime:

Bill 73.—An Act to amend the Act respecting the establishment of an integrated steel complex by Sidbec.

By Mr Tardif:

Bill 74.—An Act to amend the Municipal Code and the Cities and Towns Act in their applicability to intermunicipal agreements.

Private Bill 230, "An Act respecting the city of Saint-Jean-sur-Richelieu", was introduced by Mr Proulx and read the first time.

On motion of Mr Charron, the Bill was referred to the Standing Committee on Municipal Affairs, for public hearing and section by section consideration.

The Assembly proceeded with the entry of names of the vote on the motion by Mr Garon proposing that Bill

loi n° 41, «Loi sur l'acquisition de terres agricoles par des non-résidents», soit maintenant lu la deuxième fois.

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit:

41, "An Act governing the acquisition of farm land by non-residents", be now read the second time.

The motion was adopted on the following division:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bédard, Bertrand, Bérubé, Bisaillon, Brassard, Brochu, Caron, Chaput-Rolland, Charron, Chevrette, Clair, Cordeau, Couture, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Dubois, Duhaime, Dussault, Fallu, Garon, Gendron, Giasson, Gosselin, Goulet, Gratton, Grégoire, Grenier, Guay, Johnson, Jolivet, Joron, Laberge, Lacoste, Lalande, Lamontagne, Landry, Laplante, Laurin, Lavigne, Lavoie, Lavoie-Roux, Lazure, Lefebvre, Léger, Le Moignan, Léonard, Lessard, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marchand, Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Mathieu, Mercier, Michaud, Morin (Louis-Hébert), Morin (Sauvé), O'Gallagher, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Pagé, Perron, Picotte, Proulx, Rancourt, Rivest, Ryan, Scowen, St-Germain, Tardif, Vaillancourt (Orford), Vaugeois, Verreault.—81.

CONTRE—NAYS:—M./Mr Shaw.—1.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Charron, le projet de loi n° 41 est déféré à la Commission permanente de l'agriculture et de l'alimentation, pour étude article par article.

L'Assemblée procède à l'enregistrement des noms sur le vote de l'amendement proposé par M. Lamontagne au rapport et au projet de loi n° 10, «Loi sur la représentation électorale».

L'amendement est rejeté, les voix se divisant comme suit:

The Bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Charron, Bill 41 was referred to the Standing Committee on Agriculture and Food, for section by section consideration.

The Assembly proceeded with the entry of names of the vote on the amendment proposed by Mr Lamontagne to the report and to Bill 10, "An Act respecting electoral representation".

The amendment was rejected on the following division:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Bellemare, Brochu, Caron, Chaput-Rolland, Ciaccia, Cordeau, Dubois, Forget, Giasson, Goulet, Gratton, Grenier, Lalande, Lavoie-Roux, LeMoignan, Levesque (Bonaventure), Marchand, Mathieu, O'Gallagher, Pagé, Raynauld, Rivest, Ryan, Scowen, Shaw, Springate, St-Germain, Vaillancourt (Orford), Verreault.—29.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bédard, Bertrand, Bérubé, Bisailon, Brassard, Charron, Chevrette, Clair, Couture, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Duhaime, Dussault, Fallu, Garon, Gendron, Gosselin, Grégoire, Guay, Johnson, Jolivet, Joron, Laberge, Lacoste, Landry, Laplante, Laurin, Lavigne, Lazure, Lefebvre, Léger, Léonard, Lessard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, Morin (Louis-Hébert), Morin (Sauvé), O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Perron, Proulx, Rancourt, Tardif, Vaugeois.—55.

L'Assemblée procède à l'enregistrement des noms sur le vote de l'amendement proposé par M. Lavoie au rapport et au projet de loi n° 10, «Loi sur la représentation électorale».

L'amendement est rejeté, les voix se divisant comme suit:

The Assembly proceeded with the entry of names of the vote on the amendment proposed by Mr Lavoie to the report and to Bill 10, "An Act respecting electoral representation".

The amendment was rejected on the following division:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Bellemare, Caron, Chaput-Rolland, Ciaccia, Dubois, Giasson, Gratton, Lalande, Lamontagne, Lavoie, Lavoie-Roux, Levesque (Bonaventure), Marchand, Mathieu, O'Gallagher, Pagé, Picotte, Raynald, Rivest, Ryan, Scowen, Shaw, Springate, St-Germain, Vaillancourt (Orford), Verreault.—26.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bédard, Bertrand, Bérubé, Bisailon, Brassard, Brochu, Charron, Chevrette, Clair, Cordeau, Couture, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Duhaime, Dussault, Fallu, Garon, Gendron, Gosselin, Goulet, Grégoire, Grenier, Guay, Johnson, Jolivet, Joron, Laberge, Lacoste, Landry, Laplante, Laurin, Lavigne, Lazure, Lefebvre, Léger, LeMoignan, Léonard, Lessard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, Morin (Louis-Hébert), Morin (Sauvé), O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Perron, Proulx, Rancourt, Tardif, Vaugeois.—60.

Le rapport sur ce projet de loi est adopté après division des voix.

Le projet de loi n° 10 est remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

The report on this Bill was adopted on division.

Bill 10 was ordered for third reading at the next sitting.

M. Charron donne avis que, demain, les commissions permanentes suivantes siégeront à compter de dix heures jusqu'à douze heures trente minutes:

Mr Charron gave notice that the following Standing Committees will sit tomorrow from ten o'clock a.m. until half-past twelve o'clock p.m.:

Au Salon Rouge:

La Commission de l'industrie, du commerce et du tourisme, pour entendre les responsables de la Société générale de financement sur les objectifs et l'orientation de la Société.

À la Salle 81 «A»:

La Commission de l'agriculture et de l'alimentation, pour l'étude, article par article, des projets de loi suivants:

Projet de loi n° 41.—Loi sur l'acquisition de terres agricoles par des non-résidents;

Projet de loi n° 43.—Loi modifiant la Loi du ministère de l'agriculture.

M. Charron propose que la Commission permanente de l'agriculture et de l'alimentation siège à la Salle 81 «A», immédiatement jusqu'à dix-huit heures, pour l'étude, article par article, des projets de loi suivants:

Projet de loi n° 41.—Loi sur l'acquisition de terres agricoles par des non-résidents;

Projet de loi n° 43.—Loi modifiant la Loi du ministère de l'agriculture.

La motion est adoptée.

QUESTIONS ET RÉPONSES

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. LeMoignan:

1. Au cours des années financières 1977/78 et 1978/79, combien de publications ont été imprimées et distribuées aux frais de l'État par les divers ministères et organismes du gouvernement?

2. Dans chaque cas, indiquer *a*) la nature de la publication, *b*) la clientèle visée, *c*) le tirage de la publication, *d*) le coût de la publication.

Sur la motion de M. Charron, il est—
Ordonné qu'il soit déposé un docu-

In the Red Room:

The Committee on Industry, Trade and Tourism, to hear officials of the General Investment Corporation of Québec in regard to the aims and objectives of the Corporation.

In Room 81 "A":

The Committee on Agriculture and Food, for section by section consideration of the following Bills:

Bill 41.—An Act governing the acquisition of farm land by non-residents;

Bill 43.—An Act to amend the Agriculture Department Act.

Mr Charron moved that the Standing Committee on Agriculture and Food do sit immediately until six o'clock p.m., in Room 81 "A", for section by section consideration of the following Bills:

Bill 41.—An Act governing the acquisition of farm land by non-residents;

Bill 43.—An Act to amend the Agriculture Department Act.

The motion was adopted.

QUESTIONS AND ANSWERS

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr LeMoignan:

1. For the fiscal years 1977/78 and 1978/79, how many publications were printed and distributed at public expense by the various government departments and agencies?

2. In each case, specify *(a)* the nature of the publication *(b)* the readership aimed at *(c)* the number of copies printed *(d)* the cost of the publication.

On motion of Mr Charron,—
Ordered, That there be tabled a

ment contenant les informations demandées.

M. Charron, au nom de M. Vaugois, dépose ledit document.

(Document de la session n° 382.)

L'Assemblée reprend le débat sur la motion (en vertu de l'article 91 du règlement) de M. Levesque (Bonaventure) proposant:

Que cette Assemblée invite le gouvernement à donner suite aux promesses de travaux et de subventions faites au cours des élections complémentaires par le parti ministériel et ses candidats.

M. Mathieu propose que la motion en discussion soit amendée en ajoutant dans la deuxième ligne, après le mot « suite », les mots « dans les meilleurs délais ».

Du consentement unanime de l'Assemblée, le débat continue tant sur la motion principale que sur l'amendement proposé.

La motion d'amendement de M. Mathieu est rejetée, les voix se divisant comme suit:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Blank, Brochu, Caron, Chaput-Rolland, Cordeau, Dubois, Giasson, Goulet, Gratton, Grenier, Lalande, Lamontagne, Larivière, Lavoie, LeMoignan, Levesque (Bonaventure), Mathieu, O'Gallagher, Picotte, Raynauld, Rivest, Russell, Ryan, Scowen, Springate, Vaillancourt (Orford), Verreault.—27.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bédard, Bisaillon, Bordeleau, Boucher, Brassard, Charron, Chevette, Couture, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Duhaime, Dussault, Fallu, Garon, Gendron, Gosselin, Grégoire, Guay, Johnson, Jolivet, Joron, Lacoste, Landry, Laplante, Laurin, Lavigne, Lazure, Lefebvre, Léger, Léonard, Lessard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marcoux, Marquis, Martel, Michaud, Morin (Louis-Hébert), Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Perron, Proulx, Rancourt, Vaugois.—48.

La motion principale de M. Levesque (Bonaventure) est rejetée, les voix se divisant comme suit:

document containing the information requested.

Mr Charron, on behalf of Mr Vaugois, tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 382.)

The Assembly resumed debate on the motion (under Standing Order 91) by Mr Levesque (Bonaventure) proposing:

That the Assembly do ask the Government to act upon the by-election promises of the governing party and its candidates, in regard to grants and projects.

Mr Mathieu moved that the motion under debate be amended by adding after the word "act", in the second line thereof, the words "as soon as possible".

With the unanimous consent of the Assembly, debate continued both on the main motion and on the proposed amendment.

The motion of amendment by Mr Mathieu was rejected on the following division:

The main motion by Mr Levesque (Bonaventure) was rejected on the following division:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Blank, Brochu, Caron, Chaput-Rolland, Cordeau, Dubois, Giasson, Goulet, Gratton, Grenier, Lalande, Lamontagne, Larivière, Lavoie, LeMoignan, Levesque (Bonaventure), Mathieu, O'Gallagher, Picotte, Raynauld, Rivest, Russell, Ryan, Scowen, Springate, Vaillancourt (Orford), Verreault.—27.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bédard, Bisaillon, Bordeleau, Boucher, Brassard, Charron, Chevrette, Couture, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Duhaime, Dussault, Fallu, Garon, Gendron, Gosselin, Grégoire, Guay, Johnson, Jolivet, Joron, Laberge, Lacoste, Landry, Laplante, Laurin, Lavigne, Lazure, Lefebvre, Léger, Léonard, Lessard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marcoux, Marquis, Martel, Michaud, Morin (Louis-Hébert), Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Perron, Proulx, Rancourt, Vaugeois.—49.

M. Charron donne avis que la Commission permanente des engagements financiers siégera demain à la Salle 91 «A», à compter de neuf heures trente minutes jusqu'à douze heures trente minutes.

À dix-huit heures cinq minutes, l'Assemblée s'ajourne à demain quatorze heures.

Mr Charron gave notice that the Standing Committee on Financial Commitments will sit tomorrow in Room 91 "A", from half-past nine o'clock a.m. until half-past twelve o'clock p.m.

At five minutes past six o'clock p.m., the Assembly adjourned until tomorrow at two o'clock p.m.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

CLÉMENT RICHARD,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Quatrième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Fourth Session of the Thirty-First Legislature

Le jeudi 29 novembre 1979

Quatorze heures

Thursday, 29 November 1979

Two o'clock p.m.

M. Charron, au nom de M. Duhaime, dépose le document suivant:

Rapport intérimaire de la Société de développement industriel du Québec, pour le premier semestre de l'année 1979/80.

(Document de la session n° 383.)

M. Charron dépose le rapport du greffier en loi de l'Assemblée nationale sur le projet de loi privé n° 236, «Loi sur la fusion de Magasin Co-Op de Sainte-Hénédine et Société coopérative agricole Etchemin».

(Document de la session n° 384.)

Sur la motion de M. Charron, les règles de pratique concernant les projets de loi privés sont suspendues dans le cas de ce projet de loi.

M. Charron obtient le consentement unanime de l'Assemblée pour la présentation et la première lecture du projet de loi privé n° 236 apparaissant en appendice au Feuilleton d'aujourd'hui.

Mr Charron, on behalf of Mr Duhaime, tabled the following document:

Interim Report of the Québec Industrial Development Corporation, for the first half of the fiscal year 1979/80.

(Sessional Papers, No. 383.)

Mr Charron tabled the report of the Law Clerk of the National Assembly on Private Bill 236, "An Act respecting the amalgamation of Magasin Co-Op de Sainte-Hénédine and Société coopérative agricole Etchemin".

(Sessional Papers, No. 384.)

On motion of Mr Charron, the Rules of Procedure relating to Private Bills were suspended for this Bill.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Charron was granted leave for the introduction and first reading of Private Bill 236, appended on the Agenda Paper for today's sitting.

Les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, présentés, lus la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture:

Par M. Charron:

Projet de loi n° 66.—Loi concernant certains ministères.

Par M. Morin (Sauvé):

Projet de loi n° 71.—Loi modifiant de nouveau la Loi sur l'instruction publique.

Par M. Charron, au nom de M. Bérubé:

Projet de loi n° 72.—Loi sur le ministère de l'énergie et des ressources.

Par M. Garon:

Projet de loi n° 75.—Loi sur les grains.

Par M. Lazure:

Projet de loi n° 76.—Loi modifiant la Loi sur les allocations familiales concernant les enfants handicapés;

Projet de loi n° 77.—Loi sur les services de garde à l'enfance.

Par M. Lessard:

Projet de loi n° 78.—Loi sur la sécurité dans les sports.

Le projet de loi n° 236, «Loi sur la fusion de Magasin Co-Op de Sainte-Hénédine et Société coopérative agricole Etchemin», est présenté par M. Ouellette et lu la première fois.

Sur la motion de M. Charron, le projet de loi est déféré à la Commission permanente des consommateurs, coopératives et institutions financières, pour audition publique et étude article par article.

M. Charron donne avis que le vendredi 7 décembre 1979, la Commission des

The following Bills were severally introduced, read the first time and ordered for second reading at the next sitting:

By Mr Charron:

Bill 66.—An Act respecting certain government departments.

By Mr Morin (Sauvé):

Bill 71.—An Act to again amend the Education Act.

By Mr Charron, on behalf of Mr Bérubé:

Bill 72.—An Act respecting the Ministère de l'énergie et des ressources.

By Mr Garon:

Bill 75.—Grain Act.

By Mr Lazure:

Bill 76.—An Act to amend the Family Allowances Act in its applicability to handicapped children;

Bill 77.—An Act respecting child day care.

By Mr Lessard:

Bill 78.—An Act respecting safety in sports.

Private Bill 236, "An Act respecting the amalgamation of Magasin Co-Op de Sainte-Hénédine and Société coopérative agricole Etchemin", was introduced by Mr Ouellette and read the first time.

On motion of Mr Charron, the said Bill was referred to the Standing Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions, for public hearing and section by section consideration.

Mr Charron gave notice that the Standing Committee on Consumer Af-

consommateurs, coopératives et institutions financières siégera à la Salle 81 «A» pour audition publique et étude, article par article, du projet de loi privé n° 236 et des autres projets de loi privés qui lui ont été déférés.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Charron il est,—

Résolu que l'ordre de deuxième lecture du projet de loi n° 73, «Loi modifiant la Loi sur l'établissement par Sidbec d'un complexe sidérurgique intégré», du 28 novembre 1979, soit révoqué et que le projet de loi soit déféré à la Commission permanente de l'industrie, du commerce et du tourisme, pour étude et audition publique.

M. Charron donne l'avis suivant:

La question avec débat du député de Mont-Royal au ministre de l'Énergie et des Ressources sur la politique relative au pétrole, qui devait avoir lieu demain, est reportée au vendredi 7 décembre.

Mardi, le 4 décembre 1979, la Commission de l'agriculture et de l'alimentation siégera à la Salle 81 «A», à compter de dix heures jusqu'à douze heures trente minutes, pour l'étude, article par article, du projet de loi n° 43, «Loi modifiant la Loi du ministère de l'agriculture».

M. Charron propose que les commissions permanentes suivantes siègent immédiatement jusqu'à vingt-deux heures, avec suspension des travaux de dix-huit heures à vingt heures:

Au Salon Rouge:

La Commission de l'industrie, du commerce et du tourisme, pour entendre les responsables de la Société géné-

fairs, Cooperatives and Financial Institutions will sit in Room 81 "A" on Friday, 7 December, for a public hearing and section by section consideration of Private Bill 236 and other Private Bills referred to the Committee.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Charron,—

Resolved, That the Order for the second reading of Bill 73, "An Act to amend the Act respecting the establishment of an integrated steel complex by Sidbec", made on 28 November 1979, be discharged, and that the Bill be referred to the Standing Committee on Industry, Trade and Tourism, for public hearing and consideration.

Mr Charron gave the following notice:

The question for debate by the Member for Mount-Royal to the Minister of Energy and Resources on the energy policy, scheduled for tomorrow, was postponed until Friday, 7 December.

On Tuesday, 4 December, the Committee on Agriculture and Food will sit in Room 81 "A", from ten o'clock a.m. until half-past twelve o'clock p.m., for a section by section consideration of Bill 43, "An Act to amend the Agriculture Department Act".

Mr Charron moved that the following Standing Committees do sit immediately until ten o'clock p.m., with suspension of work from six o'clock to eight o'clock in the evening:

In the Red Room:

The Committee on Industry, Trade and Tourism, to hear officials of the General Investment Corporation of

rale de financement sur les objectifs et l'orientation de la Société.

Québec in regard to the aims and objectives of the Corporation.

À la Salle 91 «A»:

La Commission des engagements financiers.

In Room 91 "A":

The Committee on Financial Commitments.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Baril, Bédard, Bertrand, Bisailon, Blank, Boucher, Brassard, Brochu, Caron, Chaput-Rolland, Charbonneau, Charron, Chevrette, Clair, Cordeau, Couture, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Dubois, Duhaime, Dussault, Fallu, Fontaine, Gagnon, Garon, Giasson, Gosselin, Goulet, Gratton, Grégoire, Grenier, Guay, Johnson, Jolivet, Joron, Laberge, Lalande, Lalonde, Lamontagne, Landry, Laplante, Laurin, Lavoie, Lavoie-Roux, LeBlanc-Bantey, Lefebvre, LeMoignan, Léonard, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marchand, Marcoux, Marquis, Martel, Mathieu, O'Gallagher, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Pagé, Paquette, Perron, Picotte, Proulx, Rancourt, Rivest, Russell, Ryan, Scowen, Shaw, Springate, Tardif, Vaillancourt (Jonquière), Vaillancourt (Orford), Vaugeois, Verreault.—78.

CONTRE—NAYS:—0.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission permanente de la justice qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 28, «Loi sur la protection des personnes et des biens en cas de sinistre».

Le rapport est adopté.

Le projet de loi n° 28 est remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

The Assembly proceeded to consider the report of the Standing Committee on Justice which considered Bill 28, "An Act respecting the protection of persons and property in the event of disaster", following second reading.

The report was adopted.

Bill 28 was ordered for third reading at the next sitting.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission permanente de la justice qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 55, «Loi sur les permis d'alcool».

Le rapport est adopté.

Le projet de loi n° 55 est remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

The Assembly proceeded to consider the report of the Standing Committee on Justice which considered Bill 55, "An Act respecting liquor permits", following second reading.

The report was adopted.

Bill 55 was ordered for third reading at the next sitting.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission perma-

The Assembly proceeded to consider the report of the Standing Committee

nente de l'énergie et des ressources qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 60, «Loi modifiant la Loi concernant les droits sur les mines».

Le rapport est adopté.

Le projet de loi n° 60 est remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

M. Bédard propose que le projet de loi n° 9, «Loi électorale» (*Réimpression*), soit lu la troisième fois.

Et un débat s'élève.

Le débat est terminé.

La motion est alors mise aux voix et l'enregistrement des noms est demandé.

À la demande de M. Bertrand, au nom de M. Charron, M. le Président remet l'enregistrement des noms sur le vote de cette motion à mardi, avant l'appel des affaires du jour.

M. Bédard propose que le projet de loi n° 10, «Loi sur la représentation électorale», soit lu la troisième fois.

Et un débat s'élève.

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures quinze minutes.

Vingt heures quinze minutes

Et le débat continue.

Le débat est terminé.

La motion est alors mise aux voix et l'enregistrement des noms est demandé.

on Energy and Resources which considered Bill 60, "An Act to amend the Mining Duties Act", following second reading.

The report was adopted.

Bill 60 was ordered for third reading at the next sitting.

Mr Bédard moved that Bill 9, "Election Act" (*Reprint*), be read the third time.

And debate arising thereon.

The debate was concluded.

The motion was then put to the vote and the entry of names was requested.

At the request of Mr Bertrand, on behalf of Mr Charron, Mr President postponed the entry of names of the vote on this motion until Tuesday, before Business of the Day is called.

Mr Bédard moved that Bill 10, "An Act respecting electoral representation", be read the third time.

And debate arising thereon.

At six o'clock p.m., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until fifteen minutes past eight o'clock p.m.

Fifteen minutes past eight o'clock p.m.

And debate continuing.

The debate was concluded.

The motion was then put to the vote and the entry of names was requested.

À la demande de M. Bertrand, au nom de M. Charron, M. le Président remet l'enregistrement des noms sur le vote de cette motion à mardi, avant l'appel des affaires du jour.

À vingt-deux heures dix minutes, sur la motion de M. Bertrand, au nom de M. Charron, l'Assemblée s'ajourne à mardi quinze heures.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

At the request of Mr Bertrand, on behalf of Mr Charron, Mr President postponed the entry of names of the vote on this motion until Tuesday, before Business of the Day is called.

At ten minutes past ten o'clock p.m., on motion of Mr Bertrand, on behalf of Mr Charron, the Assembly adjourned until Tuesday at three o'clock p.m.

CLÉMENT RICHARD,
President.

**PROCÈS-VERBAUX
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC**

Quatrième session de la trente et unième Législature

**VOTES AND PROCEEDINGS
OF THE NATIONAL ASSEMBLY
OF QUÉBEC**

Fourth Session of the Thirty-First Legislature

Le mardi 4 décembre 1979

Quinze heures

Tuesday, 4 December 1979

Three o'clock p.m.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Laurin:

Étude du Conseil de la langue française sur la situation linguistique dans les écoles primaires et secondaires du Québec, de 1971/72 à 1978/79.

(Document de la session n° 385.)

Par M. Charron, au nom de M. Vaugeois:

Rapport annuel de l'Éditeur officiel du Québec indiquant le nombre d'exemplaires du recueil des lois qui ont été imprimés au cours de l'année 1978, les personnes à qui des exemplaires de ce recueil ont été distribués et le nombre qui leur a été livré, l'autorisation en vertu de laquelle la livraison a été faite et le nombre d'exemplaires de recueils des lois qui restent en sa possession (1968, c. 8, aa. 25 et 26, édictés par a. 8).

(Document de la session n° 386.)

The following documents were tabled:

By Mr Laurin:

Study of the Conseil de la langue française on the language situation in Québec elementary and secondary schools from 1971/72 to 1978/79.

(Sessional Papers, No. 385.)

By Mr Charron, on behalf of Mr Vaugeois:

Annual report of the Québec Official Publisher showing the number of copies of the compilation of the statutes printed in 1978, the persons to whom copies of such compilation were distributed and the number delivered to them and under what authority, and the number of copies of the compilation of the statutes remaining in his possession (1968, c. 8, ss. 25 and 26, enacted by s. 8).

(Sessional Papers, No. 386.)

L'Assemblée procède à l'enregistrement des noms sur le vote de la motion de M. Bédard proposant que le projet de loi n° 9, «Loi électorale» (*Réimpression*), soit lu la troisième fois.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

The Assembly proceeded with the entry of names of the vote on the motion by Mr Bédard proposing that Bill 9, "Election Act" (*Reprint*), be read the third time.

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bédard, Bertrand, Bérubé, Biron, Blank, Bordeleau, Boucher, Brassard, Brochu, Caron, Charbonneau, Charron, Chevrette, Ciaccia, Clair, Cordeau, Couture, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Dubois, Duhaime, Dussault, Fallu, Fontaine, Forget, Gagnon, Garon, Gendron, Giasson, Gosselin, Goulet, Gratton, Grégoire, Grenier, Guay, Johnson, Joron, Laberge, Lacoste, Lalande, Lalonde, Lamontagne, Landry, Laplante, Laurin, Lavigne, Lavoie, Lavoie-Roux, Lazure, LeBlanc-Bantey, Léger, LeMoignan, Léonard, Lessard, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Mailloux, Marchand, Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Mathieu, Mercier, Michaud, Morin (Sauvé), O'Gallagher, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Paquette, Parizeau, Payette, Perron, Picotte, Rancourt, Raynauld, Rivest, Russell, Ryan, Scowen, Shaw, Springate, St-Germain, Tardif, Vaillancourt (Jonquière), Vaillancourt (Orford), Verreault.—92.

CONTRE—NAYS:—0.

En conséquence, le projet de loi n° 9 est lu la troisième fois.

L'Assemblée procède à l'enregistrement des noms sur le vote de la motion de M. Bédard proposant que le projet de loi n° 10, «Loi sur la représentation électorale», soit lu la troisième fois.

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit:

Bill 9 was accordingly read the third time.

The Assembly proceeded with the entry of names of the vote on the motion by Mr Bédard proposing that Bill 10, "An Act respecting electoral representation", be read the third time.

The motion was adopted on the following division:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bédard, Bertrand, Bérubé, Bordeleau, Boucher, Brassard, Charbonneau, Charron, Chevrette, Clair, Couture, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Duhaime, Dussault, Fallu, Gagnon, Garon, Gendron, Gosselin, Grégoire, Guay, Johnson, Joron, Laberge, Lacoste, Landry, Laplante, Laurin, Lavigne, Lazure, LeBlanc-Bantey, Léger, Léonard, Lessard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, Morin (Sauvé), O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Paquette, Parizeau, Payette, Perron, Rancourt, Tardif, Vaillancourt (Jonquière).—57.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs.—MM./Messrs Bellemare, Biron, Blank, Brochu, Caron, Ciaccia, Cordeau, Dubois, Fontaine, Forget, Giasson, Goulet, Gratton, Grenier, Lalonde, Lalonde, Lamontagne, Lavoie, Lavoie-Roux, Le Moignan, Levesque (Bonaventure), Mailloux, Marchand, Mathieu, O'Gallagher, Picotte, Raynald, Rivest, Russell, Ryan, Scowen, Shaw, Springate, St-Germain, Vaillancourt (Orford), Verreault.—36.

En conséquence, le projet de loi n° 10 est lu la troisième fois.

Bill 10 was accordingly read the third time.

M. Charron propose que la Commission permanente de l'agriculture et de l'alimentation siège à la Salle 81 «A», immédiatement jusqu'à vingt-quatre heures, avec suspension des travaux de dix-huit heures à vingt heures, pour l'étude, article par article, des projets de loi suivants:

Projet de loi n° 41.—Loi sur l'acquisition de terres agricoles par des non-résidents;

Projet de loi n° 43.—Loi modifiant la Loi du ministère de l'agriculture.

La motion est adoptée.

M. Charron donne avis que, le mardi 11 décembre 1979, la Commission permanente de l'industrie, du commerce et du tourisme siégera à la salle 81 «A», à dix heures, pour l'étude du projet de loi n° 73, «Loi modifiant la Loi sur l'établissement par Sidbec d'un complexe sidérurgique intégré», et entendre les représentants de Sidbec.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi n° 57, «Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives».

M. Tardif informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Tardif propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève.

Mr Charron moved that the Standing Committee on Agriculture and Food do sit immediately in Room 81 "A" until twelve o'clock midnight, with suspension of work from six o'clock until eight o'clock in the evening, for section by section consideration of the following Bills:

Bill 41.—An Act governing the acquisition of farm land by non-residents;

Bill 43.—An Act to amend the Agriculture Department Act.

The motion was adopted.

Mr Charron gave notice that the Standing Committee on Industry, Trade and Tourism will sit in Room 81 "A" on Tuesday, 11 December 1979, at ten o'clock a.m., for consideration of Bill 73, "An Act to amend the Act respecting the establishment of an integrated steel complex by Sidbec", and to hear the representatives of Sidbec.

The Order of the Day being read for the second reading of Bill 57, "An Act respecting municipal taxation and providing amendments to certain legislation".

Mr Tardif informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said Bill to their consideration.

Mr Tardif moved that the said Bill be now read the second time.

And debate arising thereon.

M. Lavoie propose que le débat soit ajourné.

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

Et un débat restreint s'élève sur la motion d'ajournement du débat.

Lors de l'exercice de son droit de réplique, M. Lavoie propose que la motion d'ajournement du débat soit retirée.

La motion de retrait est adoptée.

M. Charron donne avis que, le lundi 10 décembre 1979, la Commission permanente des affaires municipales siégera au Salon Rouge, à compter de quatorze heures jusqu'à dix-huit heures, pour entendre les représentants de la Fédération des commissions scolaires du Québec, de l'Union des municipalités du Québec et de l'Union des conseils de comté du Québec, sur les modalités du projet de loi n° 57.

Et le débat continue sur la motion principale de M. Tardif proposant que le projet de loi n° 57, «Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives», soit maintenant lu la deuxième fois.

*0 heure, le mercredi
5 décembre 1979*

M. Gratton propose que le débat soit ajourné.

Et un débat restreint s'élève.

Mr Lavoie moved that the debate be adjourned.

At six o'clock p.m., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until eight o'clock p.m.

Eight o'clock p.m.

And limited debate arising on the motion to adjourn the debate.

During the exercise of his right of reply, Mr Lavoie proposed that the motion to adjourn the debate be withdrawn.

The motion for withdrawal was adopted.

Mr Charron gave notice that the Standing Committee on Municipal Affairs will sit in the Red Room on Monday, 10 December 1979, from two o'clock p.m. until six o'clock p.m., to hear representatives of the Fédération des commissions scolaires du Québec, the Union des municipalités du Québec and the Union des conseils de comté du Québec, in regard to the terms and conditions of Bill 57.

And debate continuing on the main motion by Mr Tardif proposing that Bill 57, "An Act respecting municipal taxation and providing amendments to certain legislation", be now read the second time.

*Midnight, Wednesday,
5 December 1979*

Mr Gratton moved that the debate be ajourned.

And limited debate arising thereon.

La motion est adoptée.

The motion was adopted.

À 0 heure trente-cinq minutes, sur la motion de M. Charron, l'Assemblée s'ajourne à dix heures.

At thirty-five minutes past twelve o'clock a.m., on motion of Mr Charron, the Assembly adjourned until ten o'clock a.m.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

CLÉMENT RICHARD,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Quatrième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Fourth Session of the Thirty-First Legislature

Le mercredi 5 décembre 1979

Dix heures

Wednesday, 5 December 1979

Ten o'clock a.m.

Mme Ouellette dépose le document suivant:

Rapport annuel du ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement, pour l'année 1978/79.

(Document de la session n° 387.)

Mrs Ouellette tabled the following document:

Annual Report of the Department of Public Works and Supply, for 1978/79.

(Sessional Papers, No. 387.)

M. Charron donne avis que, le lundi 10 décembre 1979, la Commission permanente des affaires municipales siégera au Salon Rouge, à compter de quatorze heures jusqu'à dix-huit heures, pour entendre les représentants de la Fédération des commissions scolaires du Québec, de l'Union des municipalités du Québec et de l'Union des conseils de comté du Québec, sur les modalités du projet de loi n° 57.

Mr Charron gave notice that the Standing Committee on Municipal Affairs will sit in the Red Room on Monday, 10 December 1979, from two o'clock p.m. until six o'clock p.m., to hear representatives of the Fédération des commissions scolaires du Québec, the Union des municipalités du Québec and the Union des conseils de comté du Québec, in regard to the terms and conditions of Bill 57.

M. Charron propose que la Commission permanente de l'agriculture et de l'alimentation siège à la Salle 81 «A», immédiatement jusqu'à vingt-quatre heures, avec suspension des travaux

Mr Charron moved that the Standing Committee on Agriculture and Food do sit immediately in Room 81 "A" until twelve o'clock midnight, with suspension of work from one

de treize heures à quinze heures et de dix-huit heures à vingt heures, pour l'étude, article par article, du projet de loi n° 41, «Loi sur l'acquisition de terres agricoles par des non-résidents».

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bédard, Bellemare, Bertrand, Bérubé, Biron, Blank, Bordeleau, Boucher, Brassard, Brochu, Caron, Charbonneau, Charron, Chevrette, Ciaccia, Clair, Cordeau, Couture, Cuerrier, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Dubois, Duhaim, Dussault, Fallu, Fontaine, Forget, Gagnon, Gendron, Giasson, Godin, Goselin, Goulet, Gratton, Grenier, Guay, Johnson, Jolivet, Laberge, Lacoste, Lalande, Lalonde, Lamontagne, Landry, Laplante, Larivière, Laurin, Lavoie, Lavoie-Roux, Lazure, Lefebvre, Léger, Le Moignan, Léonard, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Mailloux, Marchand, Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Mathieu, Mercier, Michaud, Morin (Louis-Hébert), Morin (Sauvé), O'Gallagher, O'Neill, Ouellette (Hull), Pagé, Payette, Perron, Picotte, Proulx, Rancourt, Raynauld, Rivest, Russell, Ryan, Scowen, Shaw, Springate, St-Germain, Tardif, Tremblay, Vaillancourt (Jonquière), Vaillancourt (Orford), Verreault.—94.

CONTRE—NAYS:—0.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Tardif proposant que le projet de loi n° 57, «Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives», soit maintenant lu la deuxième fois.

À treize heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

Quinze heures

Et le débat continue.

Au cours du débat, du consentement unanime de l'Assemblée, M. Tardif dépose le document suivant:

Réforme de la fiscalité municipale et du financement des communautés ur-

o'clock until three o'clock in the afternoon, and from six o'clock until eight o'clock in the evening, for section by section consideration of Bill 41, "An Act governing the acquisition of farm land by non-residents".

The motion was adopted on the following vote:

The Assembly resumed debate on the motion by Mr Tardif proposing that Bill 57, "An Act respecting municipal taxation and providing amendments to certain legislation", be now read the second time.

At one o'clock p.m., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until three o'clock p.m.

Three o'clock p.m.

And debate continuing.

During the debate, with the unanimous consent of the Assembly, Mr Tardif tabled the following document:

Reform of municipal taxation and of the financing of the urban commu-

baines et régionale et du transport en commun.

(Document de la session n° 388.)

Et le débat continue.

Le débat est terminé.

La motion est alors mise aux voix et l'enregistrement des noms est demandé.

À la demande de M. Charron, M. le Président remet l'enregistrement des noms sur le vote de cette motion à demain, avant l'appel des affaires du jour.

À dix-huit heures vingt-cinq minutes, sur la motion de M. Charron, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

nities, the regional community and public transportation.

(Sessional Papers, No. 388.)

And debate continuing.

The debate was concluded.

The motion was then put to the vote and the entry of names was requested.

At the request of Mr Charron, Mr President postponed the entry of names of the vote on this motion until tomorrow, before Business of the Day is called.

At twenty-five minutes past six o'clock p.m., on motion of Mr Charron, the Assembly adjourned until tomorrow at ten o'clock a.m.

CLÉMENT RICHARD,
President.

**PROCÈS-VERBAUX
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC**

Quatrième session de la trente et unième Législature

**VOTES AND PROCEEDINGS
OF THE NATIONAL ASSEMBLY
OF QUÉBEC**

Fourth Session of the Thirty-First Legislature

Le jeudi 6 décembre 1979

Dix heures

M. le Président informe l'Assemblée que le secrétaire général de l'Assemblée nationale a reçu du directeur général des élections le certificat d'élection suivant:

**LE DIRECTEUR GÉNÉRAL
DES ÉLECTIONS**

Québec, le 4 décembre 1979

Monsieur le Secrétaire général
de l'Assemblée nationale
Hôtel du gouvernement
Québec

Cher monsieur,

Je certifie que, conformément à un bref d'élection émis le dix-septième (17^e) jour d'octobre mil neuf cent soixante-dix-neuf (1979) et adressé à madame Florence Friedman, administrateur, président d'élection dans le district électoral de D'Arcy McGee et domici-

Thursday, 6 December 1979

Ten o'clock a.m.

Mr President informed the Assembly that the Secretary General of the National Assembly had received from the Directeur général des élections the following Certificate of Election:

**THE DIRECTEUR GÉNÉRAL
DES ÉLECTIONS**

Québec City, 4 December 1979

The Secretary General
of the National Assembly
Government Buildings
Québec City

Sir,

I do certify that, in consequence of a Writ of Election issued on the seventeenth (17th) day of October, nineteen hundred and seventy-nine (1979) and addressed to Mrs Florence Friedman, administrator, returning officer in the Electoral District of D'Arcy McGee, re-

liée au 7497, chemin Briard, Côte-Saint-Luc, monsieur Herbert Marx, professeur de droit, a été, ainsi qu'il appert du rapport en date du 4 décembre 1979 qui se trouve dans les archives de mon bureau, élu député du collège électoral de D'Arcy McGee à l'Assemblée nationale du Québec, en remplacement de monsieur Victor Charles Goldbloom, médecin, démissionnaire.

Le directeur général des élections,
(Signé) PIERRE-F. CÔTÉ, C.R.

(Document de la session n° 389.)

M. Herbert Marx, député du district électoral de D'Arcy McGee, est présenté par M. Ryan et prend séance.

M. Grenier dépose le document suivant:

Pétition de l'Association des propriétaires de garderies du Québec inc., relativement au droit des parents de pouvoir envoyer leurs enfants dans une garderie de leur choix, face au projet de loi n° 77.

(Document de la session n° 390.)

M. Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente de l'agriculture et de l'alimentation qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 43, «Loi modifiant la Loi du ministère de l'agriculture».

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

(Document de la session n° 391.)

M. Ouellette, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente de l'industrie, du commerce et du tourisme qui a siégé le jeudi 29 novembre 1979, aux fins d'en-

siding at 7497, chemin Briard, Côte-Saint-Luc, Mr Herbert Marx, professor of law, has been elected Member to represent the constituency of D'Arcy McGee in the National Assembly of Québec, in the place and stead of Mr Victor Charles Goldbloom, physician, resigning Member, as it appears by the election return, dated 4 December 1979, now of record in my office.

(Signed) PIERRE-F. CÔTÉ, Q.C.
Directeur général des élections

(Sessional Papers, No. 389.)

Mr Herbert Marx, Member for the Electoral District of D'Arcy McGee, was introduced by Mr Ryan and took his seat in the Assembly.

Mr Grenier tabled the following document:

Petition relative to Bill 77, from the Association of Day-Care Centres' Owners of Québec Inc., upholding the right of parents to send their children to a day-care centre of their choice.

(Sessional Papers, No. 390.)

Mr Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Agriculture and Food which considered Bill 43, "An Act to amend the Agriculture Department Act", following second reading.

The Bill was reported with amendments.

(Sessional Papers, No. 391.)

Mr Ouellette, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Industry, Trade and Tourism which sat on Thursday, 29 November 1979, to hear the representatives of the

tendre les représentants de la Société générale de financement du Québec.

(Document de la session n° 392.)

M. Charron dépose le rapport du greffier en loi de l'Assemblée nationale sur le projet de loi privé n° 233. «Loi concernant le Club de golf Montmagny inc.».

(Document de la session n° 393.)

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Charron, les règles de pratique concernant les projets de loi privés sont suspendues dans le cas de ce projet de loi.

Du consentement unanime de l'Assemblée, le projet de loi privé n° 233, «Loi concernant le Club de golf Montmagny inc.», est présenté par M. Giasson et lu la première fois.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Charron, le paragraphe 4 de l'article 31 A du règlement sessionnel est suspendu, et le projet de loi n° 233 est déféré à la Commission permanente des consommateurs, coopératives et institutions financières, pour audition publique et étude article par article.

Du consentement unanime, M. Marchand propose que cette Assemblée félicite Dalpé et Frères, de Verchères, Agropur, Lactancia et Crèmerie Saint-Gérard, de Saint-Gérard, comté de L'Assomption, pour le succès qu'ils ont remporté à la Royal Agricultural Winter Fair de Toronto, en gagnant quatre des cinq premiers prix dans la catégorie des fromages fins.

La motion est adoptée.

L'Assemblée procède à l'enregistrement des noms sur le vote de la motion de M. Tardif proposant que le projet

General Investment Corporation of Québec.

(Sessional Papers, No. 392.)

Mr Charron tabled the report of the Law Clerk of the National Assembly on Private Bill 233, "An Act respecting the Club de golf de Montmagny inc.".

(Sessional Papers, No. 393.)

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Charron, the Rules of Procedure relating to Private Bills were suspended for this Bill.

With the unanimous consent of the Assembly, Private Bill 233, "An Act respecting the Club de golf de Montmagny inc.", was introduced by Mr Giasson and read the first time.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Charron, Sessional Order 31A (4) was suspended, and Bill 233 was referred to the Standing Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions, for public hearing and section by section consideration.

By unanimous consent, Mr Marchand moved that the Assembly do congratulate Dalpé et Frères of Verchères, Agropur, Lactancia and the Crèmerie Saint-Gérard of Saint-Gérard in the County of L'Assomption, for winning four of the five prizes in the specialty cheeses class at the Toronto Royal Agricultural Winter Fair.

The motion was adopted.

The Assembly proceeded with the entry of names of the vote on the motion by Mr Tardif proposing that Bill

de loi n° 57, «Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives», soit maintenant lu la deuxième fois.

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Beauséjour, Bertrand, Bérubé, Bordeleau, Boucher, Brassard, Charbonneau, Charron, Chevrete, Cuerrier, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Dussault, Fallu, Gagnon, Gendron, Godin, Guay, Johnson, Jolivet, Joron, Laberge, Lacoste, Landry, Laplante, Laurin, Lazure, LeBlanc-Bantey, Lefebvre, Léger, Léonard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marcoux, Marquis, Mercier, Michaud, Morin (Louis-Hébert), Morin (Sauvé), O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Paquette, Parizeau, Payette, Rancourt, Tardif, Vaillancourt (Jonquière), Vaugeois.—51.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Bellemare, Biron, Blank, Brochu, Caron, Chaput-Rolland, Cordeau, Dubois, Fontaine, Forget, Giasson, Goulet, Gratton, Grenier, Lalande, Lalonde, Lamontagne, Lavoie, Lavoie-Roux, Le Moignan, Levesque (Bonaventure), Mailloux, Marchand, Marx, Mathieu, O'Gallagher, Pagé, Picotte, Raynald, Rivest, Ryan, Scowen, Springate, St-Germain, Vaillancourt (Orford), Verreault.—36.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Charron, le projet de loi n° 57 est déféré pour étude à la Commission permanente des affaires municipales.

M. Charron propose que la Commission permanente de l'agriculture et de l'alimentation siège à la Salle 81 «A», à compter de quinze heures jusqu'à dix-huit heures, pour l'étude, article par article, du projet de loi n° 41, «Loi sur l'acquisition de terres agricoles par des non-résidents».

La motion est adoptée.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi n° 77, «Loi sur les services de garde à l'enfance».

M. Lazure informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

57, "An Act respecting municipal taxation and providing amendments to certain legislation", be now read the second time.

The motion was adopted on the following division:

The Bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Charron, Bill 57 was referred to the Standing Committee on Municipal Affairs for consideration.

Mr Charron moved that the Standing Committee on Agriculture and Food do sit in Room 81 "A", from three o'clock p.m. until six o'clock p.m., for section by section consideration of Bill 41, "An Act governing the acquisition of farm land by non-residents".

The motion was adopted.

The Order of the Day being read for the second reading of Bill 77, "An Act respecting child day care".

Mr Lazure informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said Bill to their consideration.

M. Lazure propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève.

À treize heures, Madame la Présidente quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

Quinze heures

Et le débat continue.

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

Et le débat continue.

Le débat est terminé.

La motion est alors mise aux voix et l'enregistrement des noms est demandé.

À la demande de M. Bertrand, au nom de M. Charron, M. le Président remet l'enregistrement des noms sur le vote de cette motion à demain, avant l'appel des affaires du jour.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi n° 76, «Loi modifiant la Loi sur les allocations familiales concernant les enfants handicapés».

M. Lazure informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Lazure propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Mr Lazure moved that the said Bill be now read the second time.

And debate arising thereon.

At one o'clock p.m., Madam President left the Chair and the sitting was suspended until three o'clock p.m.

Three o'clock p.m.

And debate continuing.

At six o'clock p.m., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until eight o'clock p.m.

Eight o'clock p.m.

And debate continuing.

The debate was concluded.

The motion was then put to the vote and the entry of names was requested.

At the request of Mr Bertrand, on behalf of Mr Charron, Mr President postponed the entry of names of the vote on this motion until tomorrow, before Business of the Day is called.

The Order of the Day being read for the second reading of Bill 76, "An Act to amend the Family Allowances Act in its applicability to handicapped children".

Mr Lazure informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said Bill to their consideration.

Mr Lazure moved that the said Bill be now read the second time.

Et un débat s'élève.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Bertrand, au nom de M. Charron, le projet de loi n° 76 est renvoyé à la commission plénière, pour étude article par article, étudié en commission plénière et rapporté; le rapport est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Lazure, le projet de loi est lu la troisième fois.

M. Tardif propose que le projet de loi n° 74, «Loi modifiant le Code municipal et la Loi sur les cités et villes concernant les ententes intermunicipales», soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Charron, le projet de loi n° 74 est déferé à la Commission permanente des affaires municipales, pour étude article par article.

À vingt-deux heures vingt-deux minutes, sur la motion de M. Charron, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

And debate arising thereon.

The motion was then adopted.

The Bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Bertrand, on behalf of Mr Charron, Bill 76 was committed, considered section by section in Committee of the Whole and reported; the report was adopted.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Lazure, the Bill was read the third time.

Mr Tardif moved that Bill 74, "An Act to amend the Municipal Code and the Cities and Towns Act in their applicability to intermunicipal agreements", be now read the second time.

And debate arising thereon.

The motion was then adopted.

The Bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Charron, Bill 74 was referred to the Standing Committee on Municipal Affairs, for section by section consideration.

At twenty-two minutes past ten o'clock p.m., on motion of Mr Charron, the Assembly adjourned until tomorrow at ten o'clock a.m.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

CLÉMENT RICHARD,
President.

N° 77

ISSN 0703-5004

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Quatrième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Fourth Session of the Thirty-First Legislature

Le vendredi 7 décembre 1979

Dix heures

Friday, 7 December 1979

Ten o'clock a.m.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Charron, au nom de M. Lévesque (Taillon):

Copie d'une lettre du 29 novembre 1979, adressée à M. Joseph Clark, Premier ministre du Canada, par M. René Lévesque, Premier ministre du Québec, relativement à la taxe d'accise fédérale sur les carburants.

(Document de la session n° 394.)

Par M. Morin (Sauvé):

Rapport de l'enquête sur l'organisation et le fonctionnement du Collège Dawson, notamment sur la gestion des fonds de l'éducation permanente, en date du 31 octobre 1979.

(Document de la session n° 395.)

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Tremblay dépose le document suivant:

Un livre intitulé: *La 3^e option.*

(Document de la session n° 396.)

The following documents were tabled:

By Mr Charron, on behalf of Mr Lévesque (Taillon):

Copy of a letter of 29 November 1979, sent to Mr Joseph Clark, the Prime Minister of Canada, by Mr René Lévesque, the Prime Minister of Québec, regarding the federal excise tax on fuel.

(Sessional Papers, No. 394.)

By Mr Morin (Sauvé):

Report on the inquiry into the organization and operation of Dawson College, more specifically, into the management of continuing education funds, dated 31 October 1979.

(Sessional Papers, No. 395.)

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Tremblay tabled the following document:

A book entitled *The 3rd Option.*

(Sessional Papers, No. 396.)

M. Beauséjour, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente de l'agriculture et de l'alimentation qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 41, «Loi sur l'acquisition de terres agricoles par des non-résidents».

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

(*Document de la session n° 397.*)

Conformément à l'article 124 du règlement, M. Marois propose que la réimpression du projet de loi n° 17, «Loi sur la santé et la sécurité du travail», soit déposée.

La motion est adoptée.

Ledit projet de loi est alors déposé.

L'Assemblée procède à l'enregistrement des noms sur le vote de la motion de M. Lazure proposant que le projet de loi n° 77, «Loi sur les services de garde à l'enfance», soit maintenant lu la deuxième fois.

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bédard, Bertrand, Bérubé, Biron, Bisaillon, Bordeleau, Boucher, Brochu, Charon, Chevrette, Clair, Cordeau, Couture, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Dussault, Fallu, Fontaine, Gagnon, Garon, Gendron, Gosselin, Grenier, Guay, Johnson, Jolivet, Joron, Laberge, Lacoste, Laplante, Lazure, LeBlanc-Bantey, Lefebvre, Léger, Léonard, Lessard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, Morin (Louis-Hébert), Morin (Sauvé), O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Paquette, Parizeau, Perron, Rancourt, Tardif, Tremblay, Vaillancourt (Jonquière).—59.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Blank, Chaput-Rolland, Ciaccia, Dubois, Giasson, Lalande, Lamontagne, Lavoie-Roux, Levesque (Bonaventure), Mailloux, Mathieu, O'Gallagher, Pagé, Picotte, Raynauld, Rivest, Ryan, Springate, Vaillancourt (Orford), Verreault.—20.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Charron, le projet de loi n° 77 est déféré à la Commission permanente des affaires sociales, pour étude article par article.

Mr Beauséjour, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Agriculture and Food which considered Bill 41, "An Act governing the acquisition of farm land by non-residents", following second reading.

The Bill was reported with amendments.

(*Sessional Papers, No. 397.*)

Pursuant to Standing Order 124, Mr Marois moved that the reprint of Bill 17, "An Act respecting occupational health and safety", be tabled.

The motion was adopted.

The said Bill was then tabled.

The Assembly proceeded with the entry of names of the vote on the motion by Mr Lazure proposing that Bill 77, "An Act respecting child day care", be now read the second time.

The motion was adopted on the following division:

The Bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Charron, Bill 77 was referred to the Standing Committee on Social Affairs, for section by section consideration.

M. Charron propose que les commissions permanentes suivantes siègent immédiatement jusqu'à vingt-quatre heures, avec suspension des travaux de treize heures à quinze heures et de dix-huit heures à vingt heures:

Au Salon Rouge:

La Commission des affaires municipales, pour l'étude, article par article, du projet de loi n° 74, «Loi modifiant le Code municipal et la Loi sur les cités et villes concernant les ententes inter-municipales».

À la Salle 81 «A»:

La Commission des consommateurs, coopératives et institutions financières, pour audition publique et étude, article par article, des projets de loi privés suivants:

Projet de loi n° 213.—Loi concernant la compagnie Centre de rénovation La Tuque Inc.;

Projet de loi n° 217.—Loi modifiant la Loi constituant en corporation le «Monastère des Augustines Hospitalières de Lévis»;

Projet de loi n° 219.—Loi concernant Les Augustines de la miséricorde de Jésus du monastère de Roberval;

Projet de loi n° 233.—Loi concernant le Club de golf de Montmagny inc.;

Projet de loi n° 236.—Loi sur la fusion de Magasin Co-Op de Sainte-Hénédine et Société coopérative agricole Etchemin;

Projet de loi n° 241.—Loi modifiant la Loi constituant en corporation «Les Soeurs de Saint-Joseph de Saint-Hyacinthe».

La motion est adoptée.

À onze heures trente minutes, du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Charron, la séance est suspendue jusqu'à treize

Mr Charron moved that the following Standing Committees do sit immediately until twelve o'clock midnight, with suspension of work from one o'clock until three o'clock in the afternoon, and from six o'clock until eight o'clock in the evening:

In the Red Room:

The Committee on Municipal Affairs, for section by section consideration of Bill 74, "An Act to amend the Municipal Code and the Cities and Towns Act in their applicability to intermunicipal agreements".

In Room 81 "A":

The Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions, for public hearing and section by section consideration of the following Private Bills:

Bill 213.—An Act respecting the company Centre de rénovation La Tuque Inc.;

Bill 217.—An Act to amend the Act to incorporate the "Monastère des Augustines Hospitalières de Lévis";

Bill 219.—An Act respecting Les Augustines de la miséricorde de Jésus du monastère de Roberval;

Bill 233.—An Act respecting the Club de golf de Montmagny inc.;

Bill 236.—An Act respecting the amalgamation of Magasin Co-Op de Sainte-Hénédine and Société coopérative agricole Etchemin;

Bill 241.—An Act to amend the Act to incorporate the Sisters of St. Joseph of St. Hyacinthe.

The motion was adopted.

At half-past eleven o'clock a.m., with the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Charron, the sitting was suspended until half-

heures trente minutes afin que la Commission permanente de l'énergie et des ressources puisse siéger au Salon Bleu pour discuter la question avec débat du député de Mont-Royal au ministre de l'Énergie et des Ressources, sur le sujet suivant:

La politique relative au pétrole.

À treize heures trente minutes, l'Assemblée reprend sa séance.

M. Charron donne avis que, le lundi 10 décembre, les commissions permanentes suivantes siégeront:

Au Salon Rouge:

La Commission des affaires municipales, à compter de quatorze heures jusqu'à dix-huit heures, pour entendre les représentants de la Fédération des commissions scolaires du Québec, de l'Union des municipalités du Québec et de l'Union des conseils de comté du Québec, sur les modalités du projet de loi n° 57, et à compter de vingt heures jusqu'à vingt-quatre heures, pour l'étude, article par article, dudit projet de loi.

À la Salle 81 «A»:

La Commission des affaires sociales, à compter de quinze heures jusqu'à vingt-quatre heures, avec suspension des travaux de dix-huit heures à vingt heures, pour l'étude, article par article, du projet de loi n° 77, «Loi sur les services de garde à l'enfance».

Sur la motion de M. Charron, au nom de M. Parizeau, l'Assemblée se transforme en commission plénière pour l'étude des crédits supplémentaires (n° 1) pour l'année financière se terminant le 31 mars 1980.

À treize heures trente-cinq minutes, M. le Président de la commission quit-

past one o'clock p.m., so that the Standing Committee on Energy and Resources could sit in the Blue Room to discuss the question for debate by the Member for Mount-Royal to the Minister of Energy and Resources, on the following matter:

The energy policy.

At half-past one o'clock p.m., the Assembly resumed sitting.

Mr Charron gave notice that the following Standing Committees will sit on Monday, 10 December:

In the Red Room:

The Committee on Municipal Affairs, from two o'clock p.m. until six o'clock p.m., to hear representatives of the Fédération des commissions scolaires du Québec, the Union des municipalités du Québec and the Union des conseils de comté du Québec, in regard to the terms and conditions of Bill 57, and from eight o'clock p.m. until twelve o'clock midnight, to give section by section consideration to the said Bill.

In Room 81 "A":

The Committee on Social Affairs, from three o'clock in the afternoon until twelve o'clock midnight, with suspension of work from six o'clock until eight o'clock in the evening, for section by section consideration of Bill 77, "An Act respecting child day care".

On motion of Mr Charron, on behalf of Mr Parizeau, the Assembly resolved itself into Committee of the Whole, for the consideration of the Supplementary Estimates of Expenditure (No. 1) for the fiscal year ending 31 March 1980.

At thirty-five minutes past one o'clock p.m., Mr Chairman of the Com-

te le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

Quinze heures

Et l'étude des crédits supplémentaires continue en commission plénière.

Madame la Présidente de la commission plénière fait le rapport suivant:

M. le Président,

J'ai l'honneur de faire rapport que la commission plénière a adopté tous les crédits supplémentaires (n° 1), soit une somme n'excédant pas, en tout, 370 919 200 \$ qui sera et pourra être prise sur le fonds consolidé du revenu de cette province, pour subvenir aux diverses charges et dépenses du gouvernement et du service public de cette province, pour l'année financière se terminant le 31 mars 1980 auxquelles il n'est pas autrement pourvu, soit le montant de chacun des différents programmes énumérés à l'annexe du projet de loi qui sera présenté.

Le rapport est adopté.

En conséquence, M. Parizeau présente le projet de loi n° 64, «Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1980, et pour d'autres fins du service public», lequel projet de loi est lu la première, la deuxième et la troisième fois.

M. Bertrand, au nom de M. Charron, donne avis que, le mardi 11 décembre, les commissions permanentes suivantes siégeront à compter de dix heures jusqu'à treize heures:

mittee of the Whole left the Chair and the sitting was suspended until three o'clock p.m.

Three o'clock p.m.

And consideration of the Supplementary Estimates of Expenditure continuing in Committee of the Whole.

Madam Chairman of the Committee of the Whole made the following report:

Mr President,

I have the honour to report that the Committee of the Whole has adopted all the Supplementary Estimates of Expenditure (No. 1), namely a sum not exceeding, in all, \$370 919 200 which shall and may be taken out of the consolidated revenue fund of this Province, to defray, for the fiscal year ending on the 31 March 1980, the charges and expenses of the Government and public service of the Province not otherwise provided for, namely the amount of the various programmes set forth in the schedule of the Bill which will be introduced.

The report was adopted.

Accordingly, Mr Parizeau introduced Bill 64, "An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the fiscal year ending 31 March 1980, and for other purposes connected with the public service", which was read the first, the second and the third time.

Mr Bertrand, on behalf of Mr Charron, gave notice that on Monday, 11 December, the following Standing Committees will sit from ten o'clock a.m. until one o'clock p.m.:

Au Salon Rouge:

La Commission des affaires municipales, pour l'étude, article par article, du projet de loi n° 57, «Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives».

À la Salle 81 «A»:

La Commission de l'industrie, du commerce et du tourisme, pour étudier le projet de loi n° 73, «Loi modifiant la Loi sur l'établissement par Sidbec d'un complexe sidérurgique», et entendre les représentants de Sidbec.

À la Salle 91 «A»:

La Commission des affaires sociales, pour l'étude, article par article, du projet de loi n° 77, «Loi sur les services de garde à l'enfance».

À dix-neuf heures quarante-deux minutes, du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Bertrand, au nom de M. Charron, l'Assemblée s'ajourne à mardi quatorze heures.

In the Red Room:

The Committee on Municipal Affairs, for section by section consideration of Bill 57, "An Act respecting municipal taxation and providing amendments to certain legislation".

In Room 81 "A":

The Committee on Industry, Trade and Tourism, to consider Bill 73, "An Act to amend the Act respecting the establishment of an integrated steel complex by Sidbec", and to hear the representatives of Sidbec.

In Room 91 "A":

The Committee on Social Affairs, for section by section consideration of Bill 77, "An Act respecting child day care".

At forty-two minutes past seven o'clock p.m., with the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Bertrand, on behalf of Mr Charron, the Assembly adjourned until Tuesday at two o'clock p.m.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

CLÉMENT RICHARD,
President.

**PROCÈS-VERBAUX
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC**

Quatrième session de la trente et unième Législature

**VOTES AND PROCEEDINGS
OF THE NATIONAL ASSEMBLY
OF QUÉBEC**

Fourth Session of the Thirty-First Legislature

Le mardi 11 décembre 1979

Quatorze heures

Tuesday, 11 December 1979

Two o'clock p.m.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. le Président:

Deuxième partie du rapport annuel du
Protecteur du citoyen, pour l'année
1978.

(Document de la session n° 398.)

Conformément au paragraphe *b* de
l'article 30 de la Loi sur la fonction
publique, l'avis de la Commission de la
fonction publique au Conseil du trésor
concernant le «Règlement modifiant le
Règlement concernant la rémunération,
les avantages sociaux et les autres
conditions de travail des cadres supé-
rieurs et des adjoints aux cadres supé-
rieurs».

(Document de la session n° 399.)

Par M. Morin (Sauvé):

Rapport annuel de la Corporation pro-
fessionnelle des médecins du Québec,
pour l'année 1978/79.

(Document de la session n° 400.)

The following documents were tabled:

By Mr President:

Part II of the Annual Report of the
Public Protector, for 1978.

(Sessional Papers, No. 398.)

Pursuant to paragraph *b* of section
30 of the Civil Service Act, the opi-
nion submitted to the Treasury Board
by the Commission de la fonction pu-
blique on the "Regulation amending
the Regulation respecting the remun-
eration, fringe benefits and other
terms of employment of senior civil
servants and assistant senior civil
servants".

(Sessional Papers, No. 399.)

By Mr Morin (Sauvé):

Annual Report of the Professional
Corporation of Physicians of Québec,
for 1978/79.

(Sessional Papers, No. 400.)

Par M. Laurin:

Rapport d'activité de l'Office de la langue française, pour l'année 1978/79.
(Document de la session n° 401.)

M. Michaud, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente des consommateurs, coopératives et institutions financières qui a étudié, après la première lecture, les projets de loi privés suivants:

Projet de loi n° 213.—Loi concernant la compagnie Centre de rénovation La Tuque Inc.;

Projet de loi n° 217.—Loi modifiant la Loi constituant en corporation le «Monastère des Augustines Hospitalières de Lévis»;

Projet de loi n° 219.—Loi concernant Les Augustines de la miséricorde de Jésus du monastère de Roberval;

Projet de loi n° 233.—Loi concernant le Club de golf de Montmagny inc.;

Projet de loi n° 236.—Loi sur la fusion de Magasin Co-Op de Sainte-Hénédine et Société coopérative agricole Etchemin;

Projet de loi n° 241.—Loi modifiant la Loi constituant en corporation «Les Soeurs de Saint-Joseph de Saint-Hyacinthe».

Les projets de loi nos 213, 219 et 241 sont rapportés sans amendement et les projets de loi nos 217, 233 et 236 sont rapportés avec des amendements.

(Document de la session n° 402.)

Le rapport est adopté.

Lesdits projets de loi sont remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

M. Charron dépose les rapports du greffier en loi de l'Assemblée nationale sur les projets de loi privés suivants:

Projet de loi n° 200.—Loi modifiant la charte de la Ville de Montréal;

By Mr Laurin:

Report of the activities of the Office de la langue française, for 1978/79.
(Sessional Papers, No. 401.)

Mr Michaud, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions which considered, after first reading, the following Private Bills:

Bill 213.—An Act respecting the company Centre de rénovation La Tuque Inc.;

Bill 217.—An Act to amend the Act to incorporate the "Monastère des Augustines Hospitalières de Lévis";

Bill 219.—An Act respecting Les Augustines de la miséricorde de Jésus du monastère de Roberval;

Bill 233.—An Act respecting the Club de golf de Montmagny inc.;

Bill 236.—An Act respecting the amalgamation of Magasin Co-Op de Sainte-Hénédine and Société coopérative agricole Etchemin;

Bill 241.—An Act to amend the Act to incorporate the Sisters of St. Joseph of St. Hyacinthe.

Bills 213, 219 and 241 were reported without amendment and Bills 217, 233 and 236 were reported with amendments.

(Sessional Papers, No. 402.)

The report was adopted.

The said Bills were ordered for second reading at the next sitting.

Mr Charron tabled the reports of the Law Clerk of the National Assembly on the following Private Bills:

Bill 200.—An Act to amend the charter of the City of Montréal;

Projet de loi n° 216.—Loi modifiant la Charte de la Ville de Québec.

(Document de la session n° 403.)

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Charron, les règles de pratique concernant les projets de loi privés sont suspendues dans le cas du projet de loi privé n° 200.

Les projets de loi privés suivants sont, l'un après l'autre, présentés et lus la première fois:

Par M. Laplante:

Projet de loi n° 200.—Loi modifiant la charte de la Ville de Montréal.

Par M. Guay:

Projet de loi n° 216.—Loi modifiant la Charte de la Ville de Québec.

Sur la motion de M. Charron, lesdits projets de loi sont déferés à la Commission permanente des affaires municipales, pour audition publique et étude article par article.

Avant l'appel des affaires du jour, conformément à l'article 78 du règlement, M. Fontaine propose que soit tenu immédiatement un débat pour discuter une affaire déterminée et importante de la compétence de l'Assemblée et dont l'étude s'impose d'urgence, savoir: la situation inquiétante qui prévaut dans plusieurs régions du Québec suite à la grève générale illimitée des syndicats d'Hydro-Québec.

Après les brèves explications du député de Nicolet-Yamaska, M. le Président rend la décision suivante:

La question soulevée est importante; la grève occasionne des inconvénients sérieux. Mais ces seules considérations ne suffisent pas pour permettre un dé-

Bill 216.—An Act to amend the Charter of the City of Québec.

(Sessional Papers, No. 403.)

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Charron, the Rules of Procedure relating to Private Bills were suspended for Private Bill 200.

The following Private Bills were severally introduced and read the first time:

By Mr Laplante:

Bill 200.—An Act to amend the charter of the City of Montreal.

By Mr Guay:

Bill 216.—An Act to amend the Charter of the City of Québec.

On motion of Mr Charron, the said Bills were referred to the Standing Committee on Municipal Affairs, for public hearing and section by section consideration.

Before Business of the Day was called and pursuant to Standing Order 78, Mr Fontaine moved that a debate be held immediately on a specific and important matter within the competence of the Assembly and in urgent need of consideration, namely: the troubling situation prevailing in several regions of Québec as a result of the unlimited general strike by Hydro-Québec unions.

After a brief explanatory statement by the Member for Nicolet-Yamaska, Mr President gave the following ruling:

The question raised was important, the strike having already caused serious disruptions. However, this did not in itself warrant an emergency de-

bat d'urgence. En effet, de nombreux précédents existent à la suite de demandes faites en vertu de l'article 78 du règlement. Parmi ceux-là, lorsqu'il était question de conflits de travail, le Président a toujours laissé agir les mécanismes normaux plutôt que de permettre un débat d'urgence trop hâtivement. Dans le cas présent, des médiateurs ont été nommés et un rapport doit être fourni prochainement. En conséquence, pour le moment, le Président ne peut faire droit à la demande du député de Nicolet-Yamaska et la motion est déclarée irrecevable.

M. Charron propose que les commissions permanentes suivantes siègent immédiatement jusqu'à vingt-quatre heures, avec suspension des travaux de dix-huit heures à vingt heures:

Au Salon Rouge:

La Commission des affaires municipales, pour l'étude, article par article, du projet de loi n° 57, «Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives».

À la Salle 81 «A»:

La Commission de l'industrie, du commerce et du tourisme, pour étudier le projet de loi n° 73, «Loi modifiant la Loi sur l'établissement par Sidbec d'un complexe sidérurgique», et entendre les représentants de Sidbec.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

bate. Numerous precedents existed as a result of motions made under Standing Order 78, among them being that the President had always allowed a normal course of procedure rather than consenting too hastily to an emergency debate. Mediators had been named and their report on this matter was forthcoming. Consequently, the President could not, at this time, accede to the request of the Member for Nicolet-Yamaska, and the motion was ruled out of Order.

Mr Charron moved that the following Standing Committees do sit immediately until twelve o'clock midnight, with suspension of work from six o'clock until eight o'clock in the evening:

In the Red Room:

The Committee on Municipal Affairs, for section by section consideration of Bill 57, "An Act respecting municipal taxation and providing amendments to certain legislation".

In Room 81 "A":

The Committee on Industry, Trade and Tourism, to consider Bill 73, "An Act to amend the Act respecting the establishment of an integrated steel complex by Sidbec", and to hear the representatives of Sidbec.

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bédard, Bellemare, Bertrand, Bérubé, Biron, Bisaillon, Blank, Bordeleau, Boucher, Brassard, Brochu, Caron, Chaput-Rolland, Charbonneau, Charron, Chevrete, Ciaccia, Clair, Cordeau, Couture, Cuerrier, de Bellefeuille, de Belval, Desbiens, Dubois, Duhaime, Dussault, Fallu, Fontaine, Forget, Gagnon, Garon, Gendron, Giasson, Gosselin, Goulet, Gratton, Gravel, Grenier, Guay, Johnson, Jolivet, Laberge, Lacoste, Lalande, Lalonde, Lamontagne, Landry, Laplante, Laurin, Lavigne, Lavoie, Lavoie-Roux, Lazure, Lefebvre, Léger, Le Moignan, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Mailloux, Marchand, Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Mathieu, Michaud, Morin (Sauvé), O'Gallagher, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Pagé, Paquette, Perron, Picotte, Proulx, Rancourt, Raynald, Rivest, Russell, Ryan, Scowen, Shaw, St-Germain, Tardif, Tremblay, Vaillancourt (Jonquière), Vaillancourt (Orford), Vaugeois, Verreault.—94.

CONTRE—NAYS:—0.

M. Morin (Sauvé) propose que le projet de loi n° 71, «Loi modifiant de nouveau la Loi sur l'instruction publique», soit maintenant lu la deuxième fois.

Mr Morin (Sauvé) moved that Bill 71, "An Act to again amend the Education Act", be now read the second time.

Et un débat s'élève.

And debate arising thereon.

À dix-huit heures, Madame la Présidente quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

At six o'clock p.m., Madam President left the Chair and the sitting was suspended until eight o'clock p.m.

Vingt heures

Eight o'clock p.m.

Et le débat continue.

And debate continuing.

Le débat est terminé.

The debate was concluded.

La motion est alors mise aux voix et l'enregistrement des noms est demandé.

The motion was then put to the vote and the entry of names was requested.

À la demande de M. Bertrand, au nom de M. Charron, M. le Président remet l'enregistrement des noms sur le vote de cette motion à demain, avant l'appel des affaires du jour.

At the request of Mr Bertrand, on behalf of Mr Charron, Mr President postponed the entry of names of the vote on this motion until tomorrow, before Business of the Day is called.

À vingt et une heures cinquante-cinq minutes, sur la motion de M. Bertrand,

At fifty-five minutes past nine o'clock p.m., on motion of Mr Bertrand, on

au nom de M. Charron, l'Assemblée
s'ajourne à demain dix heures.

behalf of Mr Charron, the Assembly
adjourned until tomorrow at ten
o'clock a.m.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

CLÉMENT RICHARD,
President.

**PROCÈS-VERBAUX
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC**

Quatrième session de la trente et unième Législature

**VOTES AND PROCEEDINGS
OF THE NATIONAL ASSEMBLY
OF QUÉBEC**

Fourth Session of the Thirty-First Legislature

Le mercredi 12 décembre 1979

Dix heures

Déclaration ministérielle de M. Parizeau, ministre des Finances, concernant l'augmentation de taxes prévue dans le budget fédéral présenté hier, et ses répercussions sur la politique fiscale du gouvernement du Québec.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Bédard:

Copie de l'arrêté en conseil 1746-79 du 20 juin 1979, concernant la Déclaration de 1975 de l'Assemblée générale des Nations Unies sur la protection de toutes les personnes contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

(Document de la session n° 404.)

Rapport des activités de la Commission de contrôle des permis d'alcool du Québec, pour l'année 1978/79.

(Document de la session n° 405.)

Wednesday, 12 December 1979

Ten o'clock a.m.

Statement by Mr Parizeau, Minister of Finance, regarding the tax increases announced in the federal budget brought down yesterday, and their effects on the fiscal policy of the Government of Québec.

The following documents were tabled:

By Mr Bédard:

Copy of Order in Council 1746-79 of 20 June 1979, regarding the Declaration on the Protection of All Persons from Being Subjected to Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment, adopted by the United Nations General Assembly in 1975.

(Sessional Papers, No. 404.)

Report of the activities of the Québec Liquor Permit Control Commission, for 1978/79.

(Sessional Papers, No. 405.)

Par M. Bérubé:

Rapport annuel de la Régie de l'électricité et du gaz, pour l'année 1978/79.
(*Document de la session n° 406.*)

Rapport annuel du ministère des Terres et Forêts, pour l'année 1978/79.
(*Document de la session n° 407.*)

Par M. Clair:

Rapport annuel de la Régie des loteries et courses du Québec, pour l'année 1978/79.
(*Document de la session n° 408.*)

M. Beauséjour, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente des affaires municipales qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 74, «Loi modifiant le Code municipal et la Loi sur les cités et villes concernant les ententes intermunicipales».

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.
(*Document de la session n° 409.*)

M. Gosselin, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente des affaires sociales qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 77, «Loi sur les services de garde à l'enfance».

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.
(*Document de la session n° 410.*)

M. Charbonneau, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente de l'industrie, du commerce et du tourisme qui a siégé le 11 décembre aux fins d'entendre les dirigeants de Sidbec sur le projet de loi n° 73, «Loi modifiant la Loi sur l'établissement par Sidbec d'un complexe sidérurgique intégré».

(*Document de la session n° 411.*)

By Mr Bérubé:

Annual Report of the Electricity and Gas Board, for 1978/79.
(*Sessional Papers, No. 406.*)

Annual Report of the Department of Lands and Forests, for 1978/79.
(*Sessional Papers, No. 407.*)

By Mr Clair:

Annual Report of the Régie des loteries et courses du Québec, for 1978/79.
(*Sessional Papers, No. 408.*)

Mr Beauséjour, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Municipal Affairs which considered Bill 74, "An Act to amend the Municipal Code and the Cities and Towns Act in their applicability to intermunicipal agreements", following second reading.

The Bill was reported with amendments.
(*Sessional Papers, No. 409.*)

Mr Gosselin, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Social Affairs which considered Bill 77, "An Act respecting child day care", following second reading.

The Bill was reported with amendments.
(*Sessional Papers, No. 410.*)

Mr Charbonneau, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Industry, Trade and Tourism which sat on 11 December to hear officials of Sidbec on Bill 73, "An Act to amend the Act respecting the establishment of an integrated steel complex by Sidbec".

(*Sessional Papers, No. 411.*)

Le projet de loi est remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

L'Assemblée procède à l'enregistrement des noms sur le vote de la motion de M. Morin (Sauvé) proposant que le projet de loi n° 71, «Loi modifiant de nouveau la Loi de l'instruction publique», soit maintenant lu la deuxième fois.

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Beauséjour, Bédard, Bellemare, Bertrand, Bérubé, Biron, Bisaillon, Blank, Bordeleau, Boucher, Brassard, Brochu, Caron, Chaput-Rolland, Charbonneau, Charron, Chevrette, Ciaccia, Clair, Cordeau, Couture, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Dubois, Duhaim, Dussault, Fallu, Fontaine, Forget, Gagnon, Gendron, Giasson, Gosselin, Goulet, Gratton, Grenier, Guay, Johnson, Jolivet, Joron, Laberge, Lacoste, Lalande, Lalonde, Lamontagne, Laplante, Larivière, Laurin, Lavigne, Lavoie, Lavoie-Roux, Lazure, LeBlanc-Bantey, Lefebvre, Le Moignan, Léonard, Lesard, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Mailloux, Marchand, Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Mathieu, Mercier, Michaud, Morin (Sauvé), O'Gallagher, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Pagé, Paquette, Parizeau, Perron, Picotte, Rancourt, Ryan, Scowen, Springate, St-Germain, Tardif, Vaillancourt (Jonquière), Vaillancourt (Orford), Verreault.—88.

CONTRE—NAYS:—M./Mr Shaw.—1.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Charron, le projet de loi n° 71 est déféré à la Commission permanente de l'éducation, pour étude article par article.

M. Charron propose que les commissions permanentes suivantes siègent immédiatement jusqu'à vingt-quatre heures, avec suspension des travaux de treize heures à quinze heures et de dix-huit heures à vingt heures:

The Bill was ordered for second reading at the next sitting.

The Assembly proceeded with the entry of names of the vote on the motion by Mr Morin (Sauvé) proposing that Bill 71, "An Act to again amend the Education Act", be now read the second time.

The motion was adopted on the following vote:

The Bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Charron, Bill 71 was referred to the Standing Committee on Education, for section by section consideration.

Mr Charron moved that the following Standing Committees do sit immediately until twelve o'clock midnight, with suspension of work from one o'clock until three o'clock in the afternoon, and from six o'clock until eight o'clock in the evening:

Au Salon Rouge:

La Commission des affaires municipales, pour l'étude, article par article, du projet de loi n° 57, «Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives».

À la Salle 81 «A»:

La Commission de l'éducation, pour l'étude, article par article, du projet de loi n° 71, «Loi modifiant de nouveau la Loi de l'instruction publique».

La motion est adoptée.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi n° 17, «Loi sur la santé et la sécurité du travail» (*Réimpression*).

M. Marois informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Marois propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève.

À treize heures sept minutes, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

Quinze heures

Et le débat continue.

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

In the Red Room:

The Committee on Municipal Affairs, for section by section consideration of Bill 57, "An Act respecting municipal taxation and providing amendments to certain legislation".

In Room 81 "A":

The Committee on Education for section by section consideration of Bill 71, "An Act to again amend the Education Act".

The motion was adopted.

The Order of the Day being read for the second reading of Bill 17, "An Act respecting occupational health and safety" (*Reprint*).

Mr Marois informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said Bill to their consideration.

Mr Marois moved that the said Bill be now read the second time.

And debate arising thereon.

At seven minutes past one o'clock p.m., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until three o'clock p.m.

Three o'clock p.m.

And the debate continuing.

At six o'clock p.m., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until eight o'clock p.m.

Vingt heures

Eight o'clock p.m.

Et le débat continue.

And debate continuing.

*0 heure, le jeudi
13 décembre 1979*

*Midnight, Thursday
13 December 1979*

Le débat est terminé.

The debate was concluded.

La motion est alors mise aux voix et l'enregistrement des noms est demandé.

The motion was then put to the vote and the entry of names was requested.

À la demande de M. Charron, Madame la Présidente remet l'enregistrement des noms sur le vote de cette motion à la prochaine séance, avant l'appel des affaires du jour.

At the request of Mr Charron, Madam President postponed the entry of names of the vote on this motion until the next sitting, before Business of the Day is called.

À une heure vingt-cinq minutes, sur la motion de M. Charron, l'Assemblée s'ajourne à dix heures.

At twenty-five minutes past one o'clock a.m., on motion of Mr Charron, the Assembly adjourned until ten o'clock a.m.

*Le Président,
CLÉMENT RICHARD.*

*CLÉMENT RICHARD,
President.*

N° 80

ISSN 0703-5004

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Quatrième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Fourth Session of the Thirty-First Legislature

Le jeudi 13 décembre 1979

Dix heures

Thursday, 13 December 1979

Ten o'clock a.m.

Déclaration ministérielle de M. Lessard, ministre des Loisirs, de la Chasse et de la Pêche, au sujet d'une décision concernant l'acquisition de la compagnie Nordair Ltée, dont le siège social est à Montréal.

Statement by Mr Lessard, Minister of Recreation, Fish and Game regarding a decision on the acquisition of Nordair Ltd., the head office of which is in Montreal.

Les documents suivants sont déposés:

The following documents were tabled:

Par M. Charron, au nom de M. Bédard:

By Mr Charron, on behalf of Mr Bédard:

Rapport annuel de la Commission québécoise des libérations conditionnelles, pour l'année 1978/79.

Annual Report of the Commission québécoise des libérations conditionnelles, for 1978/79.

(Document de la session n° 412.)

(Sessional Papers, No. 412.)

Par M. Morin (Sauvé):

By Mr Morin (Sauvé):

Rapport annuel de l'Université du Québec, pour l'année 1978/79.

Annual Report of the Université du Québec, for 1978/79.

(Document de la session n° 413.)

(Sessional Papers, No. 413.)

Par M. Charron, au nom de M. Vaugeois:

By Mr Charron, on behalf of Mr Vaugeois:

Rapport annuel du ministère des Communications, pour l'année 1978/79.
(*Document de la session n° 414.*)

Annual Report of the Department of Communications, for 1978/79.
(*Sessional Papers, No. 414.*)

Par M. Lessard:

Rapport annuel du ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche, pour l'année 1978/79.
(*Document de la session n° 415.*)

By Mr Lessard:

Annual Report of the Department of Tourism, Fish and Game, for 1978/79.
(*Sessional Papers, No. 415.*)

Rapport annuel du Comité organisateur de la fête nationale du Québec, pour l'exercice terminé le 31 juillet 1979.
(*Document de la session n° 416.*)

Annual Report of the Québec National Holiday Planning Committee, for the period ended 31 July 1979.
(*Sessional Papers, No. 416.*)

Les projets de loi suivants sont l'un après l'autre, présentés par M. Bertrand, lus la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture:

The following Private Bills were severally introduced by Mr Bertrand, read the first time and ordered for second reading at the next sitting:

Projet de loi n° 189.—Loi sur la Fédération des Magasins Co-op;

Bill 189.—An Act respecting the Fédération des Magasins Co-op;

Projet de loi n° 192.—Loi concernant la Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec.

Bill 192.—An Act respecting La Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec.

L'Assemblée procède à l'enregistrement des noms sur le vote de la motion de M. Marois proposant que le projet de loi n° 17, «Loi sur la santé et la sécurité du travail» (*Réimpression*), soit maintenant lu la deuxième fois.

The Assembly proceeded with the entry of names of the vote on the motion by Mr Marois proposing that Bill 17, "An Act respecting occupational health and safety" (*Reprint*), be now read the second time.

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit:

The motion was adopted on the following division:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bédard, Bellemare, Bertrand, Bérubé, Bisaillon, Bordeleau, Boucher, Brassard, Charbonneau, Charron, Chevette, Clair, Couture, Cuerrier, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Duhaime, Dussault, Fallu, Gagnon, Garon, Gendron, Godin, Gosselin, Guay, Johnson, Jolivet, Joron, Laberge, Lacoste, Landry, Laplante, Laurin, Lavigne, Lazure, LeBlanc-Bantey, Léger, Léonard, Lessard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marcoux, Marois Marquis, Martel, Mercier, Michaud, Morin (Sauvé), O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Paquette, Parizeau, Perron, Proulx, Rancourt, Tardif, Vaillancourt (Jonquière), Vaugeois.—63.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Biron, Blank, Brochu, Caron, Chaput-Rolland, Ciaccia, Cordeau, Dubois, Fontaine, Forget, Giasson, Goulet, Gratton, Grenier, Lalonde, Lamontagne, Lavoie, Le Moignan, Levesque (Bonaventure), Mailloux, Marchand, Mathieu, O'Gallagher, Pagé, Picotte, Raynald, Rivest, Russell, Ryan, Scowen, Springate, Vaillancourt (Orford), Verreault.—33.

ABSTENTION:—M./Mr Tremblay.—1.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Charron, le projet de loi n° 17 est déféré à la Commission permanente du travail et de la main-d'oeuvre, pour étude article par article.

M. Charron propose que les commissions permanentes suivantes siègent immédiatement jusqu'à vingt-quatre heures, avec suspension des travaux de treize heures à quinze heures et de dix-huit heures à vingt heures:

Au Salon Rouge:

La Commission des affaires municipales, pour l'étude, article par article, du projet de loi n° 57, «Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives».

À la Salle 81 «A»:

La Commission du travail et de la main-d'oeuvre, pour l'étude, article par article, du projet de loi n° 17, «Loi sur la santé et la sécurité du travail» (*Réimpression*).

La motion est adoptée.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Charron, l'ordre du jour appelle la prise en considération des questions et motion suivantes, apparaissant au Feuilleton du 12 décembre 1979:

The Bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Charron, Bill 17 was referred to the Standing Committee on Labour and Manpower, for section by section consideration.

Mr Charron moved that the following Standing Committees do sit immediately until twelve o'clock midnight, with suspension of work from one o'clock until three o'clock in the afternoon, and from six o'clock until eight o'clock in the evening:

In the Red Room:

The Committee on Municipal Affairs, for section by section consideration of Bill 57, "An Act respecting municipal taxation and providing amendments to certain legislation".

In Room 81 "A":

The Standing Committee on Labour and Manpower, for section by section consideration of Bill 17, "An Act respecting occupational health and safety" (*Reprint*).

The motion was adopted.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Charron, the Order of the Day being read for the consideration of the following questions and motion appearing on the Agenda Paper of 12 December 1979:

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Vaillancourt (Orford):

1. Combien de nouveaux employés réguliers, temporaires ou occasionnels, de contremaîtres généraux, etc., le gouvernement a-t-il engagés à salaire ou à honoraires à l'Assemblée nationale, dans les ministères, bureaux, offices, régies, commissions et sociétés relevant du gouvernement, depuis le 26 novembre 1976 jusqu'au 21 mars 1979?

2. Combien ont été engagés après s'être dûment qualifiés pour les postes qu'ils occupent à des concours de la Commission de la fonction publique annoncés dans les journaux?

3. Quel est le coût total annuel de ce nouveau personnel?

Sur la motion de M. Charron, il est—

Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Charron, au nom de certains ministres, dépose ledit document.

(Document de la session n° 417.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Gosselin:

1. Depuis la signature de la dernière convention collective, combien de griefs ont été déposés dans les réseaux des Affaires sociales et de l'Éducation en 1976, 1977 et 1978?

2. De ce nombre, combien de griefs
a) ont été entendus, b) ont été retirés, c) sont en suspens?

3. Quel a été le coût moyen pour chaque cause plaidée à ce jour?

4. Quel est le coût global relatif à l'ensemble de ces griefs assumé par le

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Vaillancourt (Orford):

1. How many new regular, temporary or casual employees, general foremen etc., were hired by the Government, on a fee or salary basis, at the National Assembly, in departments, bureaux, boards, commissions and corporations under Government jurisdiction, from 26 November 1976 to 21 March 1979?

2. How many were employed after having duly qualified themselves for their positions through competitions of the Commission de la fonction publique announced in newspapers?

3. What is the total annual cost of this new personnel?

On motion of Mr Charron,—

Ordered, That there be tabled a document containing the information requested.

Mr Charron, on behalf of certain Ministers, tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 417.)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Gosselin:

1. Since the signing of the last collective agreement for employees in the public and parapublic sectors, how many grievances were submitted in Education and Social Affairs institutions in 1976, 1977, 1978?

2. How many of these grievances
(a) have been heard (b) have been withdrawn (c) are outstanding?

3. What was the average cost of each case heard to date?

4. What was the total cost of these grievances to the Government and the

gouvernement ou les institutions des réseaux des Affaires sociales et de l'Éducation?

Sur la motion de M. Charron, il est—

Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Charron, au nom de MM. Morin (Sauvé) et Lazure, dépose ledit document.

(Document de la session n° 418.)

Sur la motion de M. Springate, il est—

Ordonné qu'il soit déposé:

Copie de l'étude qui a été effectuée récemment par ou pour le ministère de l'Éducation concernant le taux de chômage des diplômés des universités du Québec ainsi que des finissants des cégeps et des écoles secondaires.

M. Charron, au nom de M. Morin (Sauvé), dépose ledit document.

(Document de la session n° 419.)

M. Lessard propose que le projet de loi n° 69, «Loi modifiant la Loi sur les parcs», soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Charron, le projet de loi n° 69 est renvoyé à la commission plénière pour étude article par article, étudié en commission plénière et rapporté; le rapport est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Lessard, le projet de loi n° 69 est lu la troisième fois.

Education and Social Affairs institutions?

On motion of Mr Charron,—

Ordered, That there be tabled a document containing the information requested.

Mr Charron, on behalf of Messrs Morin (Sauvé) and Lazure, tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 418.)

On motion of Mr Springate,—

Ordered, That there be tabled:

Copy of a recent study carried out by or for the Department of Education, on the rate of unemployment among graduates of Québec universities, junior colleges and high schools.

Mr Charron, on behalf of Mr Morin (Sauvé), tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 419.)

Mr Lessard moved that Bill 69, "An Act to amend the Parks Act", be now read the second time.

And debate arising thereon.

The motion was then adopted.

The Bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Charron, Bill 69 was committed, considered section by section in Committee of the Whole and reported; the report was adopted.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Lessard, Bill 69 was read the third time.

M. Bérubé propose que le projet de loi n° 72, «Loi sur le ministère de l'énergie et des ressources», soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève.

À treize heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

Quinze heures

Et le débat continue.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Charron, le projet de loi n° 72 est déféré à la Commission permanente de l'énergie et des ressources, pour étude article par article.

À dix-huit heures quinze minutes, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

M. Charron propose:

Qu'en raison du jugement de la Cour suprême du Canada du 13 décembre 1979 qui déclare inconstitutionnels toutes les lois adoptées par l'Assemblée nationale après le 26 août 1977 de même que les règlements établis sous le régime de lois de la Législature du Québec, dans le but de protéger le travail et les décisions prises dans les différents corps délégués du Québec, et parce que l'Assemblée nationale doit respecter sans délai une décision du tribunal, il y a urgence, en vue de l'adoption du projet de loi n° 82, «Loi concernant un

Mr Bérubé moved that Bill 72, "An Act respecting the Ministère de l'énergie et des ressources", be now read the second time.

And debate arising thereon.

At one o'clock p.m., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until three o'clock p.m.

Three o'clock p.m.

And debate continuing.

The motion was then adopted.

The Bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Charron, Bill 72 was referred to the Standing Committee on Energy and Resources, for section by section consideration.

At fifteen minutes past six o'clock p.m., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until eight o'clock p.m.

Eight o'clock p.m.

Mr Charron moved:

That in view of the judgment by the Supreme Court of Canada on 13 December 1979 ruling unconstitutional all the laws enacted by the National Assembly since 26 August 1977, as well as all the regulations issued under the authority of acts of the Legislature of Québec, in order to protect the work and decisions of the various delegated bodies of Québec, and because the Assembly must comply immediately with the court ruling, it is urgent to pass Bill 82, "An Act respecting a judgment rendered in the Supreme Court of Can-

jugement rendu par la Cour suprême du Canada le 13 décembre 1979 sur la langue de la législation et de la justice au Québec», et conformément à l'article 84, paragraphe 2 du règlement, de suspendre l'application des articles 30 modifié par l'article 2 du règlement sessionnel, 31 modifié par l'article 3 du règlement sessionnel, 77, 87, 88, 115, 116, 134, 157;

que nonobstant les dispositions de l'article 47 paragraphe 1 du règlement, toutes les séances de l'Assemblée soient publiques;

que nonobstant les dispositions de l'article 121 du règlement, il ne peut y avoir d'amendement en deuxième lecture;

que, de plus, la commission plénière fasse rapport au plus tard trois heures après le début de ses travaux;

que quinze minutes avant l'expiration de ce délai, le président de la commission mette immédiatement aux voix, sans débat, les articles du projet de loi et les amendements dont la commission n'a pas disposé;

que le débat portant sur la troisième lecture soit limité à une intervention d'une heure par parti reconnu;

que l'application des règles ci-dessus énumérées soit suspendue et que l'Assemblée puisse siéger sans interruption de vingt heures, ce soir, jusqu'à l'adoption du projet de loi n° 82.

La motion est adoptée.

À vingt et une heures, du consentement unanime de l'Assemblée, la séance est suspendue jusqu'à vingt-deux heures trente minutes.

À vingt-deux heures trente minutes, l'Assemblée reprend sa séance.

Le projet de loi n° 82, «Loi concernant un jugement rendu par la Cour

ada on 13 December 1979 on the language of the legislature and the courts in Québec», and to suspend, pursuant to Standing Order 84(2), the application of Standing Orders 30 amended by Sessional Order 2, 31 amended by Sessional Order 3, 77, 87, 88, 115, 116, 134, 157;

that notwithstanding the provisions of Standing Order 47(1), all the sittings of the Assembly be public;

that notwithstanding the provisions of Standing Order 121, no amendments may be made at the second reading stage;

that furthermore, the Committee of the Whole do report not later than three hours after the beginning of its work:

that fifteen minutes before the expiration of such time limit, the Chairman of the Committee do put to the vote immediately, without any debate, the sections of the Bill and the amendments which the Committee has not disposed of;

that the debate at the third reading stage be limited to a speech of one hour by each of the recognized parties;

that the application of the Standing Orders enumerated above be suspended and that the Assembly be allowed to sit continuously from eight o'clock this evening until Bill 82 is passed.

The motion was adopted.

At nine o'clock p.m., with the unanimous consent of the Assembly, the sitting was suspended until half-past ten o'clock p.m.

At half-past ten o'clock p.m., the Assembly resumed sitting.

Bill 82, "An Act respecting a judgment rendered in the Supreme Court

suprême du Canada le 13 décembre 1979 sur la langue de la législation et de la justice au Québec», est présenté par M. Laurin et lu la première fois.

M. Laurin propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève.

*0 heure, le vendredi
14 décembre 1979*

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Charron, le projet de loi n° 82 est renvoyé à la commission plénière pour étude, article par article, et étudié en commission plénière.

Du consentement unanime de la commission plénière, Madame la Présidente de la commission rapporte que la commission n'a pas fini de délibérer et permission lui est donnée de siéger de nouveau au cours de la présente séance.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Bédard dépose les documents suivants:

Projet de loi n° 9.—Loi électorale (*Réimpression*).

(*Document de la session n° 420.*)

Projet de loi n° 10.—Loi sur la représentation électorale.

(*Document de la session n° 422.*)

Projet de loi n° 64.—Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1980, et pour d'autres fins du service public.

(*Document de la session n° 424.*)

of Canada on 13 December 1979 on the language of the legislature and the courts in Québec", was introduced by Mr Laurin and read the first time.

Mr Laurin moved that the said Bill be now read the second time.

And debate arising thereon.

*Midnight, Friday,
14 December 1979*

The motion was then adopted.

The Bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Charron, Bill 82 was committed and considered section by section in Committee of the Whole.

With the unanimous consent of the Committee of the Whole, Madam Chairman reported progress, and leave was granted to the Committee to sit again during the present sitting.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Bédard tabled the following documents:

Bill 9.—Election Act (*Reprint*).

(*Sessional Papers, No. 421.*)

Bill 10.—An Act respecting electoral representation.

(*Sessional Papers, No. 423.*)

Bill 64.—An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the fiscal year ending 31 March 1980, and for other purposes connected with the public service.

(*Sessional Papers, No. 425.*)

Projet de loi n° 69.—Loi modifiant la Loi sur les parcs.

(*Document de la session n° 426.*)

Projet de loi n° 76.—Loi modifiant la Loi sur les allocations familiales concernant les enfants handicapés.

(*Document de la session n° 428.*)

Projet de loi n° 125.—Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

(*Document de la session n° 430.*)

Lois refondues du Québec, 1977.

(*Document de la session n° 432.*)

Sur la motion de M. Charron, l'Assemblée se transforme en commission plénière.

Le projet de loi n° 82 est de nouveau étudié en commission plénière, article par article, amendé et rapporté; le rapport est adopté.

M. Laurin propose que le projet de loi soit lu la troisième fois.

Et un débat s'élève.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi n° 82 est lu la troisième fois.

M. Charron propose que le texte français et le texte anglais de chacun des projets de loi suivants soient lus la première fois: 3, 47, 48, 52, 59, 65, 66, 68, 70, 73, 75, 78, 189, 190, 191, 192, 193, 195, 198, 199, 200, 204, 209, 213, 216, 217, 218, 219, 230, 233, 236, 238, 241, 244, 267, 279 et 280.

La motion est adoptée.

M. Charron propose que le texte français et le texte anglais de chacun des projets de loi suivants soient lus une première et une deuxième fois: 17, 28, 41, 43, 51, 54, 55, 57, 60, 61, 71, 72, 74 et 77.

Bill 69.—An Act to amend the Parks Act.

(*Sessional Papers, No. 427.*)

Bill 76.—An Act to amend the Family Allowances Act in its applicability to handicapped children.

(*Sessional Papers, No. 429.*)

Bill 125.—An Act respecting land use planning and development.

(*Sessional Papers, No. 431.*)

Revised Statutes of Québec, 1977.

(*Sessional Papers, No. 432.*)

On motion of Mr Charron, the Assembly resolved itself into Committee of the Whole.

Bill 82 was again considered section by section in Committee of the Whole, amended and reported; the report was adopted.

Mr Laurin moved that the Bill be read the third time.

And debate arising thereon.

The motion was then adopted.

Bill 82 was accordingly read the third time.

Mr Charron moved that the French text and the English text of each of the following Bills be read the first time: 3, 47, 48, 52, 59, 65, 66, 68, 70, 73, 75, 78, 189, 190, 191, 192, 193, 195, 198, 199, 200, 204, 209, 213, 216, 217, 218, 219, 230, 233, 236, 238, 241, 244, 267, 279 and 280.

The motion was adopted.

Mr Charron moved that the French text and the English text of each of the following Bills be read the first and the second time: 17, 28, 41, 43, 51, 54, 55, 57, 60, 61, 71, 72, 74 and 77.

La motion est adoptée après division des voix, tenant compte des votes donnés antérieurement sur le texte français desdits projets de loi.

M. Charron propose que les ordres de cette Assemblée relativement à chacun des projets de loi dont elle, ou l'une de ses commissions, est présentement saisie soient confirmés et leur exécution, le cas échéant, poursuivie.

La motion est adoptée.

Hier, le jeudi 13 décembre 1979, à vingt-trois heures cinquante-cinq minutes, à la Salle 103 «A», en présence de Madame Cuerrier, vice-présidente de l'Assemblée nationale, de M. Gendron, le représentant du Premier ministre, de M. Gratton, le représentant du chef de l'Opposition officielle, de M. Brochu, le représentant du chef de l'Union Nationale, et du secrétaire général de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec de sanctionner les projets de loi suivants:

- 9 Loi électorale;
- 10 Loi sur la représentation électorale;
- 64 Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1980, et pour d'autres fins du service public;
- 69 Loi modifiant la Loi sur les parcs;
- 76 Loi modifiant la Loi sur les allocations familiales concernant les enfants handicapés.

The motion was adopted on division, taking into account the votes already taken on the French text of these laws.

Mr Charron moved that the Orders of the Assembly regarding the Bills before the House or in Committee be confirmed and, if applicable, proceeded with.

The motion was adopted.

Yesterday, Thursday, 13 December 1979, at fifty-five minutes past eleven o'clock p.m., in Room 103 "A", in the presence of Mrs Cuerrier, the Vice-President of the National Assembly, of Mr Gendron, the Delegate of the Prime Minister, of Mr Gratton, the Delegate of the Leader of the Official Opposition, of Mr Brochu, the Delegate of the Leader of the Union Nationale, and of the Secretary General of the National Assembly, the Honourable the Lieutenant-Governor of the Province of Québec was pleased to sanction the following Bills:

- 9 Election Act;
- 10 An Act respecting electoral representation;
- 64 An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the fiscal year ending 31 March 1980, and for other purposes connected with the public service;
- 69 An Act to amend the Parks Act;
- 76 An Act to amend the Family Allowances Act in its applicability to handicapped children.

À six heures quarante minutes, du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Charron, l'Assemblée s'ajourne à quatorze heures trente minutes.

Aujourd'hui, le vendredi 14 décembre 1979, à six heures quarante-cinq minutes, à la Salle 103 «A», en présence de M. Vaillancourt (Jonquière), vice-président de l'Assemblée nationale, de M. Charron, le représentant du Premier ministre, de M. Rivest, le représentant du chef de l'Opposition officielle, de M. Brochu, le représentant du chef de l'Union Nationale, de M. Bisailon et de M. Duchesne, secrétaire adjoint de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec de sanctionner le projet de loi suivant:

- 82 Loi concernant un jugement rendu par la Cour suprême du Canada le 13 décembre 1979 sur la langue de la législation et de la justice au Québec.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

At forty minutes past six o'clock a.m., with the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Charron, the Assembly adjourned until half-past two o'clock p.m.

Today, Friday, 14 December 1979, at forty-five minutes past six o'clock a.m., in Room 103 "A", in the presence of Mr Vaillancourt (Jonquière), the Vice-President of the National Assembly, of Mr Charron, the Delegate of the Prime Minister, of Mr Rivest, the Delegate of the Leader of the Official Opposition, of Mr Brochu, the Delegate of the Leader of the Union Nationale, of Mr Bisailon and of Mr Duchesne, Secretary Assistant of the National Assembly, the Honourable the Lieutenant-Governor of the Province of Québec was pleased to sanction the following Bill:

- 82 An Act respecting a judgment rendered in the Supreme Court of Canada on 13 December 1979 on the language of the legislature and the courts in Québec.

CLÉMENT RICHARD,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Quatrième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Fourth Session of the Thirty-First Legislature

Le vendredi 14 décembre 1979

Quatorze heures trente minutes

Friday, 14 December 1979

Half-past two o'clock p.m.

Du consentement unanime de l'Assemblée, au cours de la période de questions orales des députés, M. Lévesque (Taillon) dépose les documents suivants:

Copie d'un télégramme du 11 décembre 1979, adressé à M. René Lévesque, Premier ministre du Québec, par M. Joseph Clark, Premier ministre du Canada, concernant la taxe fédérale d'accise sur les carburants.

(Document de la session n° 433.)

Allocution de M. Bérubé, ministre de l'Énergie et des Ressources du Québec, à la Conférence fédérale-provinciale des Premiers ministres sur l'énergie, tenue à Ottawa le 12 novembre 1979.

(Document de la session n° 434.)

M. Charron propose que les commissions permanentes suivantes siègent immédiatement jusqu'à vingt-quatre heures, avec suspension des travaux de dix-huit heures à vingt heures:

With the unanimous consent of the Assembly, during Oral Question Period, Mr Lévesque (Taillon) tabled the following documents:

Copy of a telegram sent on 11 December 1979 to Mr René Lévesque, the Prime Minister of Québec, by Mr Joseph Clark, the Prime Minister of Canada, concerning the federal excise tax on fuel.

(Sessional Papers, No. 433.)

Statement by Mr Bérubé, Québec Minister of Energy and Resources, at the Federal-Provincial First Ministers' Conference on Energy, held in Ottawa on 12 November 1979.

(Sessional Papers, No. 434.)

Mr Charron moved that the following Standing Committees do sit immediately until twelve o'clock midnight, with suspension of work from six o'clock until eight o'clock in the evening:

Au Salon Rouge:

La Commission des affaires municipales, pour l'étude, article par article, du projet de loi n° 57, «Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives».

À la Salle 81 «A»:

La Commission du travail et de la main-d'oeuvre, pour l'étude, article par article, du projet de loi n° 17, «Loi sur la santé et la sécurité du travail» (*Réimpression*).

La motion est adoptée.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi n° 78, «Loi sur la sécurité dans les sports».

M. Lessard informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Lessard propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Charron le projet de loi n° 78 est déferé à la Commission permanente des loisirs, de la chasse et de la pêche pour étude article par article.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi n° 48, «Loi modifiant la Loi de police».

M. Bédard informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Bédard propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

In the Red Room:

The Committee on Municipal Affairs, for section by section consideration of Bill 57, "An Act respecting municipal taxation and providing amendments to certain legislation".

In Room 81 "A":

The Standing Committee on Labour and Manpower, for section by section consideration of Bill 17, "An Act respecting occupational health and safety" (*Reprint*).

The motion was adopted.

The Order of the Day being read for the second reading of Bill 78, "An Act respecting safety in sports".

Mr Lessard informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said Bill to their consideration.

Mr Lessard moved that the said Bill be now read the second time.

And debate arising thereon.

The motion was then adopted.

The Bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Charron, Bill 78 was referred to the Standing Committee on Recreation Fish and Game, for section by section consideration.

The Order of the Day being read for the second reading of Bill 48, "An Act to amend the Police Act".

Mr Bédard informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said Bill to their consideration.

Mr Bédard moved that the said Bill be now read the second time.

Et un débat s'élève.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Charron, le projet de loi n° 48 est déféré à la Commission permanente de la justice pour étude article par article.

Conformément à l'article 119A du règlement sessionnel, M. Charron propose que la deuxième lecture du projet de loi n° 52, «Loi modifiant la Loi des constituts ou du régime de tenure», soit mise aux voix sans débat.

La motion est adoptée.

En conséquence, sur la motion de M. Bédard, le projet de loi n° 52 est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Charron, le projet de loi est déféré à la Commission permanente de la justice pour étude article par article.

À vingt heures cinq minutes, sur la motion de M. Charron, l'Assemblée s'ajourne à lundi quinze heures.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

And debate arising thereon.

The motion was then adopted.

The Bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Charron, Bill 48 was referred to the Standing Committee on Justice, for section by section consideration.

Pursuant to Sessional Order 119A, Mr Charron moved that the second reading of Bill 52, "An Act to amend the Constitut or Tenure System Act" be put to the vote without debate.

The motion was adopted.

On motion of Mr Bédard, Bill 52 was accordingly read the second time.

On motion of Mr Charron, the Bill was referred to the Standing Committee on Justice, for section by section consideration.

At five minutes past eight o'clock p.m., on motion of Mr Charron, the Assembly adjourned until Monday at three o'clock p.m.

CLÉMENT RICHARD,
President.

**PROCÈS-VERBAUX
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC**

Quatrième session de la trente et unième Législature

**VOTES AND PROCEEDINGS
OF THE NATIONAL ASSEMBLY
OF QUÉBEC**

Fourth Session of the Thirty-First Legislature

Le lundi 17 décembre 1979

Quinze heures

Monday, 17 December 1979

Three o'clock p.m.

Du consentement unanime, M. Couture propose que cette Assemblée appuie la campagne de financement d'Oxfam-Québec et, par le fait même, encourage tous les Québécois à répondre à cet appel, reconnaissant que les objectifs d'Oxfam-Québec visent à aider les pays du Tiers-Monde et à sensibiliser tous les citoyens à cet égard.

La motion est adoptée.

By unanimous consent, Mr Couture moved that the Assembly do support the Oxfam-Québec fund-raising campaign and by so doing encourage all Quebecers to respond to this appeal, knowing that the aims of the organization are to provide aid to Third World countries and to sensitize all citizens in this regard.

The motion was adopted.

M. Charron propose que les commissions permanentes suivantes siègent immédiatement jusqu'à vingt-quatre heures, avec suspension des travaux de dix-huit heures à vingt heures:

Mr Charron moved that the following Standing Committees do sit immediately until twelve o'clock midnight, with suspension of work from six o'clock until eight o'clock in the evening:

Au Salon Rouge:

La Commission des affaires municipales, pour l'étude, article par article, du projet de loi n° 57, «Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives».

In the Red Room:

The Committee on Municipal Affairs, for section by section consideration of Bill 57, "An Act respecting municipal taxation and providing amendments to certain legislation".

À la Salle 81 «A»:

La Commission du travail et de la main-d'oeuvre, pour l'étude, article par article, du projet de loi n° 17, «Loi sur la santé et la sécurité du travail» (*Réimpression*).

La motion est adoptée.

Avant l'appel des affaires du jour, conformément à l'article 78 du règlement, M. Fontaine propose que soit tenu immédiatement un débat pour discuter une affaire déterminée et importante de la compétence de l'Assemblée et dont l'étude s'impose d'urgence, savoir: la situation inquiétante qui prévaut dans plusieurs régions du Québec suite à la grève générale illimitée des syndicats d'Hydro-Québec.

Etant donné la tenue d'une réunion du Conseil des ministres pour discuter cette question, à la demande du député de Nicolet-Yamaska et du consentement unanime de l'Assemblée, M. le Président remet la décision sur la recevabilité de cette motion à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Charron, au nom de M. Johnson, le projet de loi n° 61, «Loi sur les appareils sous pression et d'autres dispositions législatives», est lu la troisième fois.

Sur la motion de M. Charron, au nom de M. Bédard, le projet de loi n° 28, «Loi sur la protection des personnes et des biens en cas de sinistre», est lu la troisième fois.

Sur la motion de M. Charron, au nom de M. Bérubé, le projet de loi n° 60, «Loi modifiant la Loi concernant les droits sur les mines», est lu la troisième fois.

In Room 81 "A":

The Standing Committee on Labour and Manpower, for section by section consideration of Bill 17, "An Act respecting occupational health and safety" (*Reprint*).

The motion was adopted.

Before Business of the Day was called and pursuant to Standing Order 78, Mr Fontaine moved that a debate be held immediately on a specific and important matter within the competence of the Assembly and in urgent need of consideration, namely: the troubling situation prevailing in several regions of Québec as a result of the unlimited general strike by Hydro-Québec unions.

Since the Cabinet was meeting to discuss the matter, at the request of the Member for Nicolet-Yamaska and with the unanimous consent of the Assembly, Mr President deferred his ruling on the acceptability of this motion until the next sitting.

On motion of Mr Charron, on behalf of Mr Johnson, Bill 61, "An Act respecting pressure vessels, and other legislation", was read the third time.

On motion of Mr Charron, on behalf of Mr Bédard, Bill 28, "An Act respecting the protection of persons and property in the event of disaster", was read the third time.

On motion of Mr Charron, on behalf of Mr Bérubé, Bill 60, "An Act to amend the Mining Duties Act", was read the third time.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission permanente de l'agriculture et de l'alimentation qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 41, «Loi sur l'acquisition de terres agricoles par des non-résidents».

Le rapport est adopté.

Le projet de loi n° 41 est remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi n° 73, «Loi modifiant la Loi sur l'établissement par Sidbec d'un complexe sidérurgique intégré».

M. Duhaime informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Duhaime propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève.

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à dix-neuf heures trente minutes.

Dix-neuf heures trente minutes

Le débat est suspendu.

M. Charron donne avis que les commissions permanentes suivantes siègeront, ce soir, à compter de vingt-deux heures jusqu'à vingt-quatre heures:

À la Salle 81 «A»:

La Commission de l'énergie et des ressources, dans le but de recevoir les parties concernées dans le conflit impliquant Hydro-Québec, aux fins de les interroger sur les raisons du refus du

The Assembly proceeded to consider the report of the Standing Committee on Agriculture and Food which studied Bill 41, "An Act governing the acquisition of farm land by non-residents", following second reading.

The report was adopted.

Bill 41 was ordered for third reading at the next sitting.

The Order of the Day being read for the second reading of Bill 73, "An Act to amend the Act respecting the establishment of an integrated steel complex by Sidbec".

Mr Duhaime informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said Bill to their consideration.

Mr Duhaime moved that the said Bill be now read the second time.

And debate arising thereon.

At six o'clock p.m., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until half-past seven o'clock p.m.

Half-past seven o'clock p.m.

The debate was suspended.

Mr Charron gave notice that the following Standing Committees will sit tonight from ten o'clock until twelve o'clock midnight:

In Room 81 "A":

The Standing Committee on Energy and Resources, to meet with the parties concerned by the Hydro-Québec conflict, in order to determine the reasons for rejection of the mediation report

rapport des médiateurs et les raisons qui animent les représentants syndicaux à refuser d'appeler les syndiqués au vote.

À la Salle 91 «A»:

La Commission du travail et de la main-d'oeuvre pour l'étude, article par article, du projet de loi n° 17, «Loi sur la santé et la sécurité du travail» (*Réimpression*).

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Duhaime proposant que le projet de loi n° 73, «Loi modifiant la Loi sur l'établissement par Sidbec d'un complexe sidérurgique intégré», soit maintenant lu la deuxième fois.

Le débat est terminé.

La motion est alors mise aux voix et l'enregistrement des noms est demandé.

À la demande de M. Duhaime, au nom de M. Charron, Madame la Présidente remet l'enregistrement des noms sur le vote de cette motion à demain, avant l'appel des affaires du jour.

À vingt-deux heures, sur la motion de M. Charron, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

and refusal by union representatives to call their members to a vote.

In Room 91 "A":

The Standing Committee on Labour and Manpower, for section by section consideration of Bill 17, "An Act respecting occupational health and safety" (*Reprint*).

The Assembly resumed debate on the motion by Mr Duhaime proposing that Bill 73, "An Act to amend the Act respecting the establishment of an integrated steel complex by Sidbec", be now read the second time.

The debate was concluded.

The motion was then put to the vote and the entry of names was requested.

At the request of Mr Duhaime, on behalf of Mr Charron, Madam President postponed the entry of names of the vote on this motion until tomorrow, before Business of the Day is called.

At ten o'clock p.m., on motion of Mr Charron, the Assembly adjourned until tomorrow at ten o'clock a.m.

CLÉMENT RICHARD,
President.

**PROCÈS-VERBAUX
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC**

Quatrième session de la trente et unième Législature

**VOTES AND PROCEEDINGS
OF THE NATIONAL ASSEMBLY
OF QUÉBEC**

Fourth Session of the Thirty-First Legislature

Le mardi 18 décembre 1979

Dix heures

Tuesday, 18 December 1979

Ten o'clock a.m.

M. Lévesque (Taillon) dépose le document suivant:

Rapport annuel du ministère du Conseil exécutif, pour l'année 1978/79.

(Document de la session n° 435.)

Mr Lévesque (Taillon) tabled the following document:

Annual Report of the Department of the Executive Council, for 1978/79.

(Sessional Papers, No. 435.)

M. Perron, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente de l'énergie et des ressources qui a siégé le 17 décembre aux fins d'entendre les représentants d'Hydro-Québec et ceux des syndicats d'Hydro-Québec sur le rapport de médiation.

(Document de la session n° 436.)

Mr Perron, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Energy and Resources which sat on 17 December to hear representatives of Hydro-Québec and of Hydro-Québec unions on the mediation report.

(Sessional Papers, No. 436.)

M. Charron propose que les commissions permanentes suivantes siègent à compter de onze heures trente minutes jusqu'à vingt-quatre heures, avec suspension des travaux de treize heures à quinze heures et de dix-huit heures à vingt heures:

Mr Charron moved that the following Standing Committees do sit from half-past eleven o'clock a.m. until twelve o'clock midnight, with suspension of work from one o'clock until three o'clock in the afternoon, and from six o'clock until eight o'clock in the evening:

Au Salon Rouge:

La Commission des affaires municipales, pour l'étude, article par article, du projet de loi n° 57, «Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives».

À la Salle 81 «A»:

La Commission du travail et de la main-d'oeuvre, pour l'étude, article par article, du projet de loi n° 17, «Loi sur la santé et la sécurité du travail» (*Réimpression*).

La motion est adoptée.

L'Assemblée procède à l'enregistrement des noms sur le vote de la motion de M. Duhaime proposant que le projet de loi n° 73, «Loi modifiant la Loi sur l'établissement par Sidbec d'un complexe sidérurgique intégré», soit maintenant lu la deuxième fois.

La motion est alors adoptée, les voix se divisant comme suit:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Beauséjour, Bédard, Bertrand, Bérubé, Bordeleau, Boucher, Brassard, Charbonneau, Charron, Chevrette, Clair, Couture, Cuerrier, de Bellefeuille, de Belleval, Duhaime, Dusault, Fallu, Gagnon, Gendron, Godin, Gosselin, Guay, Jolivet, Joron, Laberge, Lacoste, Landry, Laurin, Lavigne, Lazure, LeBlanc-Bantey, Lefebvre, Léger, Léonard, Lessard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, Morin (Louis-Hébert), Morin (Sauvé), O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Paquette, Payette, Perron, Proulx, Rancourt, Tardif, Vaugeois.—56.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Bellemare, Biron, Blank, Brochu, Caron, Chaput-Rolland, Ciaccia, Cordeau, Dubois, Fontaine, Forget, Giasson, Gratton, Grenier, Lalande, Lalonde, Lamontagne, Larivière, Lavoie, Lavoie-Roux, Le Moignan, Levesque (Bonaventure), Mailloux, Marx, Mathieu, O'Gallagher, Pagé, Picotte, Raynald, Rivest, Russell, Ryan, Scowen, Shaw, St-Germain, Verreault.—36.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Charron, le projet de loi n° 73 est déferé à la Commis-

In the Red Room:

The Committee on Municipal Affairs, for section by section consideration of Bill 57, "An Act respecting municipal taxation and providing amendments to certain legislation".

In Room 81 "A":

The Standing Committee on Labour and Manpower, for section by section consideration of Bill 17, "An Act respecting occupational health and safety" (*Reprint*).

The motion was adopted.

The Assembly proceeded with the entry of names of the vote on the motion by Mr Duhaime proposing that Bill 73, "An Act to amend the Act respecting the establishment of an integrated steel complex by Sidbec", be now read the second time.

The motion was adopted on the following division:

The Bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Charron, Bill 73 was referred to the Standing Commit-

sion permanente de l'industrie, du commerce et du tourisme, pour étude article par article.

Conformément à l'article 84, paragraphe 2 du règlement, M. Charron propose:

Que en raison du conflit de travail à Hydro-Québec à cette période de l'année, il y a urgence, en vue de l'adoption du projet de loi n° 88, «Loi assurant le maintien des services de l'électricité et prévoyant les conditions de travail des salariés d'Hydro-Québec», de suspendre l'application des articles 30 modifié par l'article 2 du règlement sessionnel, 31 modifié par l'article 3 du règlement sessionnel, 77, 87, 88, 115, 116, 134 et 157;

que nonobstant les dispositions de l'article 47 paragraphe 1 du règlement, toutes les séances de l'Assemblée soient publiques;

que nonobstant les dispositions de l'article 121 du règlement, il ne peut y avoir d'amendement en deuxième lecture;

que, de plus, la commission plénière fasse rapport au plus tard trois heures après le début de ses travaux;

que dix minutes avant l'expiration de ce délai, le président de la commission mette immédiatement aux voix, sans débat, les articles du projet de loi et les amendements dont la commission n'a pas disposé;

que le débat portant sur la troisième lecture soit limité à une intervention de vingt minutes par parti reconnu;

que l'application des règles ci-dessus énumérées soit suspendue et que l'Assemblée puisse siéger immédiatement, jusqu'à l'adoption du projet de loi 88,

tee on Industry, Trade and Tourism, for section by section consideration.

Pursuant to Standing Order 84 (2), Mr Charron moved:

That in view of the labour dispute at Hydro-Québec at this time of the year, it is urgent, in order to pass Bill 88, "An Act to ensure the maintaining of electrical services and to provide the conditions of employment of the employees of Hydro-Québec", to suspend the application of Standing Orders 30 amended by Sessional Order 2, 31 amended by Sessional Order 3, 77, 87, 88, 115, 116, 134 and 157;

that notwithstanding the provisions of Standing Order 47(1), all the sittings of the Assembly be public;

that notwithstanding the provisions of Standing Order 121, no amendments may be made at the second reading stage;

that furthermore, the Committee of the Whole do report not later than three hours after the beginning of its work;

that ten minutes before the expiration of such time limit, the Chairman of the Committee do put to the vote immediately, without any debate, the sections of the Bill and the amendments which the Committee has not disposed of;

that the debate at the third reading stage be limited to a speech of twenty minutes by each of the recognized parties;

that the application of the Standing Orders enumerated above be suspended and that the Assembly be allowed to sit immediately, until Bill 88 is passed,

sans autre interruption que celle de treize heures à quinze heures déjà prévue au règlement.

Et un débat s'élève.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi n° 88, «Loi assurant le maintien des services de l'électricité et prévoyant les conditions de travail des salariés d'Hydro-Québec», est présenté par M. Johnson et lu la première fois.

M. Johnson propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève.

À treize heures, Madame la Présidente quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

Quinze heures

Et le débat continue.

Le débat est suspendu.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Duhaime, au nom de M. Charron, propose que la Commission permanente des loisirs, de la chasse et de la pêche siège à la Salle 91 «A», à compter de vingt heures jusqu'à vingt-quatre heures pour l'étude, article par article, du projet de loi n° 78, «Loi sur la sécurité dans les sports».

La motion est adoptée.

À dix-huit heures vingt minutes, du consentement unanime de l'Assemblée, la séance est suspendue jusqu'à dix-neuf heures trente minutes.

with no interruption other than that of one o'clock to three o'clock in the afternoon, provided for in the Standing Orders.

And debate arising thereon.

The motion was adopted.

Bill 88, "An Act to ensure the maintaining of electrical services and to provide the conditions of employment of the employees of Hydro-Québec", was accordingly introduced by Mr Johnson and read the first time.

Mr Johnson moved that the said Bill be now read the second time.

And debate arising thereon.

At one o'clock p.m., Madam President left the Chair and the sitting was suspended until three o'clock p.m.

Three o'clock p.m.

And debate continuing.

The debate was suspended.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Duhaime, on behalf of Mr Charron, moved that the Standing Committee on Recreation, Fish and Game do sit in Room 91 "A", from eight o'clock p.m. until twelve o'clock midnight, for section by section consideration of Bill 78, "An Act respecting safety in sports".

The motion was adopted.

At twenty minutes past six o'clock p.m., with the unanimous consent of the Assembly, the sitting was suspended until half-past seven o'clock p.m.

Dix-neuf heures trente minutes.

Half-past seven o'clock p.m.

L'Assemblée reprend sa séance et le débat continue sur la motion de M. Johnson proposant que le projet de loi n° 88, «Loi assurant le maintien des services d'électricité et prévoyant les conditions de travail des salariés d'Hydro-Québec», soit maintenant lu la deuxième fois.

La motion est alors adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit :

The Assembly having resumed its sitting, debate continued on the motion by Mr Johnson proposing that Bill 88, "An Act to ensure the maintaining of electrical services and to provide the conditions of employment of the employees of Hydro-Québec", be now read the second time.

The motion was then adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bédard, Bertrand, Bérubé, Biron, Bordeleau, Boucher, Brassard, Brochu, Caron, Charbonneau, Charron, Chevette, Ciaccia, Clair, Cordeau, Couture, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Dubois, Duhaime, Dussault, Fallu, Fontaine, Forget, Gagnon, Garon, Gendron, Giasson, Godin, Gosselin, Goulet, Gratton, Grégoire, Guay, Johnson, Jolivet, Joron, Laberge, Lacoste, Lalonde, Landry, Larivière, Laurin, Lavigne, Lavoie, Lavoie-Roux, Lazure, Lefebvre, Le Moignan, Léonard, Lessard, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Mailloux, Marchand, Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Marx, Mathieu, Mercier, Michaud, Morin (Louis-Hébert), Morin (Sauvé), O'Gallagher, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Pagé, Picotte, Proulx, Rancourt, Raynald, Rivest, Russell, Ryan, Springate, St-Germain, Tardif, Tremblay, Vaillancourt (Jonquière), Vaugeois, Verreault.—88.

CONTRE—NAYS:—0.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Charron, le projet de loi n° 88 est renvoyé à la commission plénière, pour étude article par article.

Sur la motion de M. Charron, l'Assemblée se transforme en commission plénière.

Le projet de loi n° 88 est étudié en commission plénière, article par article, amendé et rapporté; le rapport est adopté.

M. Johnson propose que le projet de loi soit lu la troisième fois.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit :

The Bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Charron, Bill 88 was referred to the Committee of the Whole, for section by section consideration.

On motion of Mr Charron, the Assembly resolved itself into Committee of the Whole.

Bill 88 was considered section by section in Committee of the Whole, amended and reported; the report was adopted.

Mr Johnson moved that the Bill be read the third time.

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bédard, Bertrand, Bérubé, Biron, Bordeleau, Boucher, Brassard, Brochu, Caron, Charbonneau, Charron, Chevette, Ciaccia, Clair, Cordeau, Couture, Cuerrier, de Bellevil, Desbiens, Dubois, Duhaime, Dussault, Fallu, Fontaine, Forget, Gagnon, Garon, Giasson, Godin, Gosselin, Grenier, Johnson, Jolivet, Joron, Laberge, Lacoste, Lalande, Lalonde, Laurin, Lavigne, Lavoie, Lavoie-Roux, Lazure, Lefebvre, Le Moignan, Léonard, Lessard, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Mailloux, Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Mathieu, Mercier, Michaud, Morin (Louis-Hébert), Morin (Sauvé), O'Gallagher, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Pagé, Picotte, Proulx, Rancourt, Raynald, Rivest, Russell, Ryan, Springate, St-Germain, Tardif, Vaillancourt (Jonquière), Verreault.—78.

CONTRE—NAYS:—0.

En conséquence, le projet de loi n° 88 est lu la troisième fois.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du projet de loi n° 54, «Loi sur le recouvrement de certaines créances».

Sur la motion de M. Charron, au nom de M. Joron, l'ordre qui vient d'être lu est révoqué; le projet de loi est renvoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière, amendé et rapporté; le rapport est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Joron propose que le projet de loi soit lu la troisième fois.

Et un débat s'élève.

La motion est alors adoptée après division des voix.

En conséquence, le projet de loi n° 54 est lu la troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi n° 70, «Loi modifiant la Loi sur les valeurs mobilières concernant le contrat de concession ou de franchisage».

M. Joron informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

Bill 88 was accordingly read the third time.

The Order of the Day being read for the third reading of Bill 54, "An Act respecting the collection of certain debts".

On motion of Mr Charron, on behalf of Mr Joron, the Order which had just been read was discharged; the Bill was committed, considered in Committee of the Whole, amended and reported; the report was adopted.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Joron moved that the Bill be read the third time.

And debate arising thereon.

The motion was then adopted on division.

Bill 54 was accordingly read the third time.

The Order of the Day being read for the second reading of Bill 70, "An Act to amend the Securities Act in its applicability to the contract of concession or of franchising".

Mr Joron informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said Bill to their consideration.

M. Joron propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Charron, le projet de loi n° 70 est renvoyé à la commission plénière, pour étude article par article.

Sur la motion de M. Charron, l'Assemblée se transforme en commission plénière.

Le projet de loi n° 70 est étudié en commission plénière article par article.

*0 heure, le mercredi
19 décembre 1979.*

Le projet de loi est alors amendé et rapporté; le rapport est adopté; le projet de loi est remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du projet de loi n° 41, «Loi sur l'acquisition de terres agricoles par des non-résidents».

Sur la motion de M. Charron, au nom de M. Garon, l'ordre qui vient d'être lu est révoqué; le projet de loi est renvoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière, amendé et rapporté; le rapport est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Garon, le projet de loi n° 41 est lu la troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération du rapport de la Commission permanente de l'agriculture et de l'alimentation qui a étudié, après la

Mr Joron moved that the said Bill be now read the second time.

And debate arising thereon.

The motion was then adopted.

The Bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Charron, Bill 70 was referred to the Committee of the Whole, for section by section consideration.

On motion of Mr Charron, the Assembly resolved itself into Committee of the Whole.

Bill 70 was considered section by section in Committee of the Whole.

*Midnight, Wednesday,
19 December 1979*

The Bill was then amended and reported; the report was adopted; the Bill was ordered for third reading at the next sitting.

The Order of the Day being read for the third reading of Bill 41, "An Act governing the acquisition of farm land by non-residents".

On motion of Mr Charron, on behalf of Mr Garon, the Order which had just been read was discharged; the Bill was committed, considered in Committee of the Whole, amended and reported; the report was adopted.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Garon, Bill 41 was read the third time.

The Order of the Day being read for the consideration of the report of the Standing Committee on Agriculture and Food which studied Bill 43, "An

deuxième lecture, le projet de loi n° 43, «Loi modifiant la Loi du ministère de l'agriculture».

M. Russell propose que les amendements qu'il a proposés au rapport et au projet de loi soient adoptés.

Et un débat s'élève sur la prise en considération du rapport et sur ces amendements.

Le débat est terminé.

Les amendements sont alors mis aux voix et rejetés après division des voix.

Le rapport est adopté.

Le projet de loi n° 43 est remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

M. Garon propose que le projet de loi n° 59, «Loi modifiant la Loi sur l'assurance-récolte et la Loi sur l'assurance-stabilisation des revenus agricoles», soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Charron, le projet de loi est déféré à la Commission permanente de l'agriculture et de l'alimentation, pour étude article par article.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi n° 75, «Loi sur les grains».

M. Garon informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Garon propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève.

Act to amend the Agriculture Department Act", following second reading.

Mr Russell moved that the amendments which he proposed to the report and to the Bill be adopted.

And debate arising on the consideration of the said report and on the amendments thereto.

The debate was concluded.

The amendments were then put to the vote and rejected on division.

The report was adopted.

Bill 43 was ordered for third reading at the next sitting.

Mr Garon moved that Bill 59, "An Act to amend the Crop Insurance Act and the Act respecting farm income stabilization insurance", be now read the second time.

And debate arising thereon.

The motion was then adopted.

The Bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Charron, the Bill was referred to the Standing Committee on Agriculture and Food, for section by section consideration.

The Order of the Day being read for the second reading of Bill 75, "Grain Act".

Mr Garon informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said Bill to their consideration.

Mr Garon moved that the said Bill be now read the second time.

And debate arising thereon.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Charron, le projet de loi n° 75 est déferé à la Commission permanente de l'agriculture et de l'alimentation, pour étude article par article.

Hier, le mardi 18 décembre 1979, à vingt-trois heures vingt-cinq minutes, à la Salle 103 «A», en présence du Président de l'Assemblée nationale, de M. Johnson, le représentant du Premier ministre, de M. Mathieu, le représentant du chef de l'Opposition officielle, de M. Brochu, le représentant du chef de l'Union Nationale, de M. Lalande et de M. Lessard, secrétaire adjoint de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec de sanctionner le projet de loi suivant:

88 Loi assurant le maintien des services d'électricité et prévoyant les conditions de travail des salariés d'Hydro-Québec.

À deux heures dix-huit minutes, sur la motion de M. Charron, l'Assemblée s'ajourne à dix heures.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

The motion was then adopted.

The Bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Charron, Bill 75 was referred to the Standing Committee on Agriculture and Food, for section by section consideration.

Yesterday, Tuesday, 18 December 1979, at twenty-five minutes past eleven o'clock p.m., in Room 103 "A", in the presence of the President of the National Assembly, of Mr Johnson, the Delegate of the Prime Minister, of Mr Mathieu, the Delegate of the Leader of the Official Opposition, of Mr Brochu, the Delegate of the Leader of the Union Nationale, of Mr Lalande and of Mr Lessard, Secretary Assistant of the National Assembly, the Honourable the Lieutenant-Governor of the Province of Québec was pleased to sanction the following Bill:

88 An Act to ensure the maintaining of electrical services and to provide the conditions of employment of the employees of Hydro-Québec.

At eighteen minutes past two o'clock a.m., on motion of Mr Charron, the Assembly adjourned until ten o'clock a.m.

CLÉMENT RICHARD,
President.

**PROCÈS-VERBAUX
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC**

Quatrième session de la trente et unième Législature

**VOTES AND PROCEEDINGS
OF THE NATIONAL ASSEMBLY
OF QUÉBEC**

Fourth Session of the Thirty-First Legislature

Le mercredi 19 décembre 1979

Dix heures

M. Morin (Sauvé) dépose le document suivant:

Rapport annuel du Conseil supérieur de l'éducation sur l'état et les besoins de l'éducation, pour l'année 1978/79.

(Document de la session n° 437.)

M. Desbiens, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente des loisirs, de la chasse et de la pêche qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 78, «Loi sur la sécurité dans les sports».

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

(Document de la session n° 438.)

Le projet de loi n° 85, «Loi modifiant la Loi sur la Société de développement coopératif», est présenté par M. Joron, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

Wednesday, 19 December 1979

Ten o'clock a.m.

Mr Morin (Sauvé) tabled the following document:

Annual Report of the Superior Council of Education on the state and needs of education, for 1978/79.

(Sessional Papers, No. 437.)

Mr Desbiens, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Recreation, Fish and Game which considered Bill 78, "An Act respecting safety in sports", following second reading.

The Bill was reported with amendments.

(Sessional Papers, No. 438.)

Bill 85, "An Act to amend the Act respecting the Société de développement coopératif", was introduced by Mr Joron, read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

De son siège à l'Assemblée nationale, M. Maurice Bellemare donne sa démission comme député du district électoral de Johnson.

À douze heures vingt minutes, du consentement unanime de l'Assemblée, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quatorze heures.

Quatorze heures

M. Charron propose que les commissions permanentes suivantes siègent immédiatement jusqu'à dix-huit heures:

Au Salon Rouge:

La Commission des affaires municipales, pour l'étude, article par article, du projet de loi n° 57, «Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives».

À la Salle 81 «A»:

La Commission du travail et de la main-d'œuvre, pour l'étude, article par article, du projet de loi n° 17, «Loi sur la santé et la sécurité du travail» (*Réimpression*).

La motion est adoptée.

M. Charron donne les avis suivants:

Ce soir, les commissions permanentes suivantes siégeront à compter de vingt heures jusqu'à vingt-quatre heures:

Au Salon Rouge:

La Commission des affaires municipales, pour l'étude, article par article, du projet de loi n° 57, «Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives».

From his seat in the National Assembly, Mr Maurice Bellemare resigned as Member for the Electoral District of Johnson.

At twenty minutes past twelve o'clock p.m., with the unanimous consent of the Assembly, Mr President left the Chair and the sitting was suspended until two o'clock p.m.

Two o'clock p.m.

Mr Charron moved that the following Standing Committees do sit immediately until six o'clock p.m:

In the Red Room:

The Committee on Municipal Affairs, for section by section consideration of Bill 57, "An Act respecting municipal taxation and providing amendments to certain legislation".

In Room 81 "A":

The Standing Committee on Labour and Manpower, for section by section consideration of Bill 17, "An Act respecting occupational health and safety" (*Reprint*).

The motion was adopted.

Mr Charron gave the following notices:

Tonight, the following Standing Committees will sit from eight o'clock until twelve o'clock midnight:

In the Red Room:

The Committee on Municipal Affairs, for section by section consideration of Bill 57, "An Act respecting municipal taxation and providing amendments to certain legislation".

À la Salle 81 «A»:

La Commission de l'éducation, pour l'étude, article par article, du projet de loi n° 71, «Loi modifiant de nouveau la Loi de l'instruction publique».

À la Salle 91 «A»:

La Commission de l'agriculture et de l'alimentation, pour l'étude article par article, des projets de loi suivants:

Projet de loi n° 59.—Loi modifiant la Loi sur l'assurance-récolte et la Loi sur l'assurance-stabilisation des revenus agricoles;

Projet de loi n° 75.—Loi sur les grains.

Demain, les commissions permanentes suivantes siégeront à compter de dix heures jusqu'à treize heures:

Au Salon Rouge:

La Commission des affaires municipales, pour l'étude, article par article, du projet de loi n° 57, «Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives».

À la Salle 81 «A»:

La Commission de l'industrie, du commerce et du tourisme, pour discuter la directive n° 2 concernant les activités de la Société générale de financement du Québec et, ensuite, pour étudier, article par article, le projet de loi n° 73, «Loi modifiant la Loi sur l'établissement par Sidbec d'un complexe sidérurgique intégré».

À la Salle 91 «A»:

La Commission de la justice, pour l'étude, article par article, des projets de loi suivants:

Projet de loi n° 48.—Loi modifiant la Loi de police;

In Room 81 "A":

The Committee on Education, for section by section consideration of Bill 71, "An Act to again amend the Education Act".

In Room 91 "A":

The Committee on Agriculture and Food, for section by section consideration of the following Bills:

Bill 59.—An Act to amend the Crop Insurance Act and the Act respecting farm income stabilization insurance;

Bill 75.—Grain Act.

Tomorrow, the following Standing Committees will sit from ten o'clock a.m. until one o'clock p.m.:

In the Red Room:

The Committee on Municipal Affairs, for section by section consideration of Bill 57, "An Act respecting municipal taxation and providing amendments to certain legislation".

In Room 81 "A":

The Committee on Industry, Trade and Tourism, for discussion of Directive No. 2 regarding the activities of the General Investment Corporation of Québec, followed by a section by section consideration of Bill 73, "An Act to amend the Act respecting the establishment of an integrated steel complex by Sidbec".

In Room 91 "A":

The Committee on Justice, for section by section consideration of the following Bills:

Bill 48.—An Act to amend the Police Act;

Projet de loi n° 52.—Loi modifiant la Loi des constituts ou du régime de tenure.

L'ordre du jour appelle la prise en considération du rapport de la Commission permanente des affaires municipales qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 74, «Loi modifiant le Code municipal et la Loi sur les cités et villes concernant les ententes intermunicipales».

M. Lavoie propose que l'amendement qu'il a proposé au rapport et au projet de loi soit adopté.

Et un débat s'élève sur la prise en considération du rapport et sur cet amendement.

Sur la motion de M. Lavoie, l'amendement est retiré.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Tardif propose des amendements au rapport et au projet de loi.

Les amendements sont adoptés.

Le rapport est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Tardif, le projet de loi n° 74 est lu la troisième fois.

M. Clair propose que le projet de loi n° 65, «Loi modifiant la Loi concernant la taxe sur les carburants», soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Charron, le projet de loi n° 65 est renvoyé à la commission plénière, pour étude article par article.

Bill 52.—An Act to amend the Constitut or Tenure System Act.

The Order of the Day being read for the consideration of the report of the Standing Committee on Municipal Affairs which studied Bill 74, "An Act to amend the Municipal Code and the Cities and Towns Act in their applicability to intermunicipal agreements", following second reading.

Mr Lavoie moved that the amendment which he had proposed to the report and to the Bill be adopted.

And debate arising on the consideration of the report and on the amendment thereto.

On motion of Mr Lavoie, the amendment was withdrawn.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Tardif moved amendments to the report and to the Bill.

The amendments were adopted.

The report was adopted.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Tardif, Bill 74 was read the third time.

Mr Clair moved that Bill 65, "An Act to amend the Fuel Tax Act", be now read the second time.

And debate arising thereon.

The motion was then adopted.

The Bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Charron, Bill 65 was referred for section by section consideration in Committee of the Whole.

M. Clair propose que le projet de loi n° 68, «Loi modifiant de nouveau la Loi concernant l'impôt sur la vente en détail et la Loi concernant la taxe sur les carburants», soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Charron, le projet de loi n° 68 est renvoyé à la commission plénière, pour étude article par article.

Sur la motion de M. Charron, l'Assemblée se transforme en commission plénière.

Les projets de loi n°s 65 et 68 sont, l'un après l'autre, étudiés en commission plénière article par article.

Le projet de loi n° 65, «Loi modifiant la Loi concernant la taxe sur les carburants», est rapporté; le rapport est adopté après division des voix.

Le projet de loi n° 68, «Loi modifiant de nouveau la Loi concernant l'impôt sur la vente en détail et la Loi concernant la taxe sur les carburants», est amendé, dont un amendement au titre, et rapporté; le rapport est adopté.

Ces projets de loi sont remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

Du consentement unanime de l'Assemblée M. Bertrand, au nom de M. Charron, propose que la Commission permanente de l'industrie, du commerce et du tourisme siège immédiatement à la Salle 91 «A», pour l'étude, article par article, du projet de loi n° 73, «Loi modifiant la Loi sur l'établissement par Sidbec d'un complexe sidérurgique intégré», et ensuite, pour

Mr Clair moved that Bill 68, "An Act to again amend the Retail Sales Tax Act and the Fuel Tax Act", be now read the second time.

And debate arising thereon.

The motion was then adopted.

The Bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Charron, Bill 68 was referred for section by section consideration in Committee of the Whole.

On motion of Mr Charron, the Assembly resolved itself into Committee of the Whole.

Bills 65 and 68 were each considered section by section in Committee of the Whole.

Bill 65, "An Act to amend the Fuel Tax Act", was reported; the report was adopted on division.

Bill 68, "An Act to again amend the Retail Sales Tax Act and the Fuel Tax Act", was amended, one of the amendments being to the title, and reported; the report was adopted.

Both Bills were ordered for third reading at the next sitting.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Bertrand, on behalf of Mr Charron, moved that the Standing Committee on Industry, Trade and Tourism do sit immediately in Room 91 "A", for section by section consideration of Bill 73, "An Act to amend the Act respecting the establishment of an integrated steel complex by Sidbec", and for discussion of Directive No. 2

discuter la directive n° 2 concernant les activités de la Société générale de financement du Québec.

La motion est adoptée.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Bertrand, au nom de M. Charron, dépose le rapport du greffier en loi de l'Assemblée nationale sur le projet de loi privé n° 252, «Loi concernant certains immeubles du cadastre de la paroisse de Saint-Jean-Chrysostôme, division d'enregistrement de Châteauguay».

(Document de la session n° 439.)

Du consentement unanime de l'Assemblée, les règles de pratique concernant les projets de loi privés sont suspendues dans le cas de ce projet de loi.

Du consentement unanime de l'Assemblée, le projet de loi privé n° 252 est présenté par M. Levesque (Bonaventure), au nom de M. Dubois, et lu la première fois.

Sur la motion de M. Bertrand, au nom de M. Charron, le projet de loi privé n° 252 est déferé à la Commission permanente de la justice, pour audition publique et étude article par article.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Perron, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente du travail et de la main-d'oeuvre qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 17, «Loi sur la santé et la sécurité du travail» (*Réimpression*).

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

(Document de la session n° 440.)

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Ber-

regarding the activities of the General Investment Corporation of Québec.

The motion was adopted.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Bertrand, on behalf of Mr Charron, tabled the report of the Law Clerk of the National Assembly on Private Bill 252, "An Act respecting certain immoveables of the cadastre of the parish of Saint-Jean-Chrysostôme, registration division of Châteauguay".

(Sessional Papers, No. 439.)

With the unanimous consent of the Assembly, the Rules of Procedure relating to Private Bills were suspended for this Bill.

With the unanimous consent of the Assembly, Private Bill 252 was introduced by Mr Levesque (Bonaventure), on behalf of Mr Dubois, and read the first time.

On motion of Mr Bertrand, on behalf of Mr Charron, Private Bill 252 was referred to the Standing Committee on Justice, for public hearing and section by section consideration.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Perron, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Labour and Manpower which studied Bill 17, "An Act respecting occupational health and safety" (*Reprint*), following second reading.

The Bill was reported with amendments.

(Sessional Papers, No. 440.)

With the unanimous consent of the Assembly and on motion by Mr Ber-

trand, au nom de M. Charron, il est—

Ordonné que les amendements au rapport et au projet de loi n° 17 puissent être remis au secrétaire général jusqu'à onze heures demain.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Bertrand, au nom de M. Charron, propose que l'ordre de renvoi du projet de loi n° 72, «Loi sur le ministère de l'énergie et des ressources», à la Commission permanente de l'énergie et des ressources, adopté le 13 décembre, soit révoqué et que le projet de loi soit renvoyé à la commission plénière, pour étude article par article.

La motion est adoptée.

Sur la motion de M. Bertrand, au nom de M. Charron, l'Assemblée se transforme en commission plénière.

Le projet de loi n° 72 est étudié en commission plénière article par article.

Madame la présidente de la commission plénière fait rapport que la commission n'a pas fini de délibérer et permission est donnée à la commission de siéger de nouveau au cours de la présente séance.

Du consentement unanime de l'Assemblée, Mr Lazure répond à une question que M. Cordeau lui avait posée ce matin, au cours de la période des questions orales des députés, en déclarant que les prestations à l'aide sociale seront indexées de neuf pour cent à compter du 1^{er} janvier 1980.

Sur la motion de M. Bertrand, au nom de M. Charron, l'Assemblée se transforme en commission plénière.

trand, on behalf of Mr Charron,—

Ordered, That the amendments to the report and to Bill 17 be filed with the Secretary General until eleven o'clock tomorrow morning.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Bertrand, on behalf of Mr Charron, moved that the Order for reference of Bill 72, "An Act respecting the Ministère de l'énergie et des ressources", to the Standing Committee on Energy and Resources, made on 13 December, be discharged, and that the Bill be referred for section by section consideration in Committee of the Whole.

The motion was adopted.

On motion of Mr Bertrand, on behalf of Mr Charron, the Assembly resolved itself into Committee of the Whole.

Bill 72 was considered section by section in Committee of the Whole.

Madam Chairman of the Committee of the Whole reported progress, and leave was granted to the Committee to sit again during the present sitting.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Lazure replied to a question addressed to him by Mr Cordeau this morning during Oral Question Period, by announcing that social allowances will be indexed by nine per cent as of 1 January 1980.

On motion of Mr Bertrand, on behalf of Mr Charron, the Assembly resolved itself into Committee of the Whole.

Le projet de loi n° 72 est de nouveau étudié en commission plénière article par article.

Madame la présidente de la commission plénière fait rapport que la commission n'a pas fini de délibérer et permission est donnée à la commission de siéger de nouveau à la prochaine séance.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Chevrette, au nom de M. Clair, le projet de loi n° 65, «Loi modifiant la Loi concernant la taxe sur les carburants», est lu la troisième fois après division des voix.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Chevrette, au nom de M. Clair, le projet de loi n° 68, «Loi modifiant de nouveau la Loi concernant l'impôt sur la vente en détail et modifiant d'autres dispositions législatives», est lu la troisième fois.

Sur la motion de M. Chevrette, au nom de M. Joron, le projet de loi n° 70, «Loi modifiant la Loi sur les valeurs mobilières concernant le contrat de concession et de franchisage», est lu la troisième fois.

À dix-huit heures trente-cinq minutes, sur la motion de M. Chevrette, au nom de M. Charron, l'Assemblée s'ajourne à demain quinze heures.

Bill 72 was again considered section by section in Committee of the Whole.

Madam President of the Committee of the Whole reported progress, and leave was granted to the Committee to sit again at the next sitting.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Chevrette, on behalf of Mr Clair, Bill 65, "An Act to amend the Fuel Tax Act", was read the third time, on division.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Chevrette, on behalf of Mr Clair, Bill 68, "An Act to again amend the Retail Sales Tax Act and to amend other legislation", was read the third time.

On motion of Mr Chevrette, on behalf of Mr Joron, Bill 70, "An Act to amend the Securities Act in its applicability to the contract of concession or of franchising", was read the third time.

At thirty-five minutes past six o'clock p.m., on motion of Mr Chevrette, on behalf of Mr Charron, the Assembly adjourned until tomorrow at three o'clock p.m.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

CLÉMENT RICHARD,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Quatrième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Fourth Session of the Thirty-First Legislature

Le jeudi 20 décembre 1979

Quinze heures

Thursday, 20 December 1979

Three o'clock p.m.

Déclaration ministérielle de M. Lévesque (Taillon), Premier ministre du Québec, concernant le projet de question devant être posée lors du référendum sur l'avenir constitutionnel du Québec.

Statement by Mr Lévesque (Taillon), the Prime Minister of Québec, regarding the proposed question in the referendum on the constitutional future of Québec.

Les documents suivants sont déposés:

The following documents were tabled:

Par M. Morin (Sauvé):

Rapport d'activité du Conseil supérieur de l'éducation, pour l'année 1978/79.

(Document de la session n° 441.)

By Mr Morin (Sauvé):

Annual Report of the Activities of the Superior Council of Education, for 1978/79.

(Sessional Papers, No. 441.)

Rapport annuel de l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec, pour l'année 1978/79.

(Document de la session n° 442.)

Annual Report of the Order of Nurses of Québec, for 1978/79.

(Sessional Papers, No. 442.)

Par M. Bérubé:

Rapport annuel de la Direction générale de l'énergie, pour l'année 1978/79.

(Document de la session n° 443.)

By Mr Bérubé:

Annual Report of the Energy Branch, for 1978/79.

(Sessional Papers, No. 443.)

Par M. Clair:

Rapport annuel du ministère du Revenu, pour l'année 1978/79.

(Document de la session n° 444.)

Par M. Joron:

Rapport annuel du Surintendant des assurances sur l'état des affaires de tous les assureurs exerçant au Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1978.

(Document de la session n° 445.)

Par M. Garon:

Rapport annuel de la Régie de l'assurance-récolte du Québec, pour l'année 1978/79.

(Document de la session n° 446.)

M. Garon, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente de l'agriculture et de l'alimentation qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 75, «Loi sur les grains».

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

(Document de la session n° 447.)

M. Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente de l'agriculture et de l'alimentation qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 59, «Loi modifiant la Loi sur l'assurance-récolte et la Loi sur l'assurance-stabilisation des revenus agricoles».

Le projet de loi est rapporté avec un amendement.

(Document de la session n° 448.)

M. Godin, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente de la justice qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 52,

By Mr Clair:

Annual Report of the Department of Revenue, for 1978/79.

(Sessional Papers, No. 444.)

By Mr Joron:

Annual Report of the Superintendent of Insurance on the affairs of all the insurers in the Province of Québec, for the fiscal year ended 31 December 1978.

(Sessional Papers, No. 445.)

By Mr Garon:

Annual Report of the Régie de l'assurance-récolte du Québec, for 1978/79.

(Sessional Papers, No. 446.)

Mr Gagnon, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Agriculture and Food which considered Bill 75, "Grain Act", following second reading.

The Bill was reported with amendments.

(Sessional Papers, No. 447.)

Mr Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Agriculture and Food which considered Bill 59, "An Act to amend the Crop Insurance Act and the Act respecting farm income stabilization insurance", following second reading.

The Bill was reported with an amendment.

(Sessional Papers, No. 448.)

Mr Godin, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Justice which considered Bill 52, "An Act to amend the Constitut or

«Loi modifiant la Loi des constituts ou du régime de tenure».

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

(Document de la session n° 449.)

M. Lefebvre, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente de l'industrie, du commerce et du tourisme qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 73, «Loi modifiant la Loi sur l'établissement par Sidbec d'un complexe sidérurgique intégré».

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

(Document de la session n° 450.)

M. Desbiens, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente de l'éducation qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 71, «Loi modifiant de nouveau la Loi de l'instruction publique».

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

(Document de la session n° 451.)

Les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, présentés, lus la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture:

Par M. Bédard:

Projet de loi n° 83.—Loi pour favoriser la perception des pensions alimentaires.

Par M. Morin (Sauvé):

Projet de loi n° 79.—Loi modifiant la Loi sur le notariat.

Par M. Bérubé:

Projet de loi n° 86.—Loi sur le fonds forestier;

Tenure System Act", following second reading.

The Bill was reported with amendments.

(Sessional Papers, No. 449.)

Mr Lefebvre, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Industry, Trade and Tourism which considered Bill 73, "An Act to amend the Act respecting the establishment of an integrated steel complex by Sidbec", following second reading.

The Bill was reported with amendments.

(Sessional Papers, No. 450.)

Mr Desbiens, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Education which considered Bill 71, "An Act to again amend the Education Act", following second reading.

The Bill was reported with amendments.

(Sessional Papers, No. 451.)

The following Bills were severally introduced, read the first time and ordered for second reading at the next sitting:

By Mr Bédard:

Bill 83.—An Act to promote the payment of support.

By Mr Morin (Sauvé):

Bill 79.—An Act to amend the Notarial Act.

By Mr Bérubé:

Bill 86.—An Act respecting the forestry fund;

Projet de loi n° 87.—Loi modifiant la Loi sur la municipalisation de l'électricité et la Loi de l'électrification rurale.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Charron, il est—

Résolu que les amendements aux rapports et aux projets de loi déposés aujourd'hui devront être déposés au bureau du secrétaire général avant vingt heures ce soir.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Charron dépose le rapport du greffier en loi de l'Assemblée nationale sur le projet de loi privé n° 205, «Loi modifiant la charte de la cité de Verdun».

(*Document de la session n° 452.*)

Du consentement unanime de l'Assemblée, les règles de pratique concernant les projets de loi privés sont suspendues dans le cas de ce projet de loi.

Du consentement unanime de l'Assemblée, le projet de loi privé n° 205, est présenté par M. Lalonde et lu la première fois.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Charron dépose le rapport du greffier en loi de l'Assemblée nationale sur le projet de loi privé n° 251, «Loi concernant la Ville de Saint-Laurent».

(*Document de la session n° 453.*)

Du consentement unanime de l'Assemblée, les règles de pratique concernant les projets de loi privés sont suspendues dans le cas de ce projet de loi.

Bill 87.—An Act to amend the Electricity Municipalization Act and the Rural Electrification Act.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Charron,—

Resolved, That the amendments to the reports and to the Bills tabled to-day must be filed with the Secretary General before eight o'clock this evening.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Charron tabled the report of the Law Clerk of the National Assembly on Private Bill 205, "An Act to amend the Charter of the city of Verdun".

(*Sessional Papers, No. 452.*)

With the unanimous consent of the Assembly, the Rules of Procedure relating to Private Bills were suspended for this Bill.

With the unanimous consent of the Assembly, Private Bill 205 was introduced by Mr Lalonde and read the first time.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Charron tabled the report of the Law Clerk of the National Assembly on Private Bill 251, "An Act respecting the City of Saint-Laurent".

(*Sessional Papers, No. 453.*)

With the unanimous consent of the Assembly, the Rules of Procedure relating to Private Bills were suspended for this Bill.

Du consentement unanime de l'Assemblée, le projet de loi privé n° 251 est présenté par M. Blank, au nom de M. Forget, et lu la première fois.

Sur la motion de M. Charron, les projets de loi privés n°s 205 et 251 sont déferés à la Commission permanente des affaires municipales, pour audition publique et étude article par article.

M. Charron propose que les commissions permanentes suivantes siègent immédiatement jusqu'à vingt-quatre heures, avec suspension des travaux de dix-huit heures à vingt heures:

À la Salle 81 «A»:

La Commission des affaires municipales pour l'étude, article par article, du projet de loi n° 57, «Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives», et ensuite, pour audition publique et étude, article par article, des projets de loi privés suivants:

Projet de loi n° 218.—Loi concernant la corporation municipale de la paroisse de Notre-Dame de l'Île Perrot;

Projet de loi n° 230.—Loi concernant la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu;

Projet de loi n° 244.—Loi modifiant la Charte de la ville de Hull;

Projet de loi n° 280.—Loi modifiant la Loi concernant la cité de Salaberry-de-Valleyfield.

À la Salle 91 «A»:

La Commission de la justice pour l'étude, article par article, du projet de loi n° 48, «Loi modifiant la Loi de police», et ensuite, pour audition publi-

With the unanimous consent of the Assembly, Private Bill 251 was introduced by Mr Blank, on behalf of Mr Forget, and read the first time.

On motion of Mr Charron, Private Bills 205 and 251 were referred to the Standing Committee on Municipal Affairs, for public hearing and section by section consideration.

Mr Charron moved that the following Standing Committees do sit immediately until twelve o'clock midnight, with suspension of work from six o'clock until eight o'clock in the evening:

In Room 81 "A":

The Committee on Municipal Affairs, for section by section consideration of Bill 57, "An Act respecting municipal taxation and providing amendments to certain legislation", followed by a public hearing and section by section consideration of the following Private Bills:

Bill 218.—An Act respecting the municipal corporation of the parish of Notre-Dame de l'Île Perrot;

Bill 230.—An Act respecting the city of Saint-Jean-sur-Richelieu;

Bill 244.—An Act to amend the Charter of the city of Hull;

Bill 280.—An Act to amend the Act respecting the city of Salaberry-de-Valleyfield.

In Room 91 "A":

The Committee on Justice, for section by section consideration of Bill 48, "An Act to amend the Police Act", followed by a public hearing and sec-

que et étude, article par article, des projets de loi privés suivants:

Projet de loi n° 190.—Loi sur la commune de la seigneurie d'Yamaska;

Projet de loi n° 238.—Loi concernant la succession de Joseph L. Greenspon;

Projet de loi n° 252.—Loi concernant certains immeubles du cadastre de la paroisse de Saint-Jean-Chrysostôme, division d'enregistrement de Châteauguay.

La motion est adoptée.

QUESTIONS ET RÉPONSES

Les questions suivantes étaient inscrites au Feuilleton du 19 décembre 1979:

Question de M. Caron:

1. Y a-t-il eu des développements concernant le problème de la pollution depuis que le ministre délégué à l'Environnement a rencontré des groupes de citoyens du Nord de Montréal, à la Salle Antique de Saint-Michel, le 15 avril 1977?

2. Sous quelles formes l'aide promise a-t-elle été accordée pour enrayer la pollution de l'air et de l'eau?

Réponse de M. Léger:

1. Depuis la rencontre du 15 avril 1977, un comité de citoyens a été formé et des rencontres ont été organisées avec les compagnies Miron Ltée et Francon, Division de Canfarge Ltée.

2. Des subventions ont été accordées par le ministre de l'Environnement à ce comité pour lui permettre d'informer la population. En juin dernier, un autre groupe, l'Association pour la défense des droits des Michelois, a été créé

tion by section consideration of the following Private Bills:

Bill 190.—An Act respecting the Common of the Seignior of Yamaska;

Bill 238.—An Act respecting the Joseph L. Greenspon estate;

Bill 252.—An Act respecting certain immoveables of the cadastre of the parish of Saint-Jean-Chrysostôme, registration division of Châteauguay.

The motion was adopted.

QUESTIONS AND ANSWERS

The following questions appeared on the Agenda Paper for 19 December 1979:

Question by Mr Caron:

1. Have there been any new developments concerning the problem of pollution since the meeting of the Minister-Delegate, Environment, with the members of the citizens' groups of the North of Montreal in the Salle Antique at Saint-Michel on 15 April 1977?

2. What forms of assistance were granted for water and air pollution control?

Answer by Mr Léger:

1. Following the encounter on 15 April 1977, a citizens' committee was set up and meetings were planned with the officials of the Miron Company Ltd. and of Francon, Division of Canfarge Ltd.

2. The group received grants from the Minister of the Environment to enable it to inform the public. In June of this year another group, l'Association pour la défense des droits des Michelois, was formed to petition for the

pour demander l'annulation d'une entente entre la ville de Montréal et la compagnie Miron, entente qui aura pour effet d'augmenter la durée de l'exploitation de la carrière de Saint-Michel.

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Picotte:

1. Quelle était l'occupation de M. Jean-Guy Charbonneau avant sa nomination au poste de sous-ministre adjoint au ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation et pour quel organisme travaillait-il auparavant?

2. À quelle date est-il entré en fonctions à titre de sous-ministre adjoint et quel était son salaire annuel au moment de sa nomination?

3. A-t-il reçu des augmentations de salaire depuis et, si oui, à quelle date et pour quel montant?

4. Depuis sa nomination, quels montants le gouvernement lui a-t-il versés à titre de a) indemnité d'assignation, b) allocation de logement, c) frais de déplacement, d) frais de déménagement, e) montants forfaitaires ou autre rémunération en plus de son salaire?

Sur la motion de M. Charron, il est—

Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Charron, au nom de M. Garon, dépose ledit document.

(*Document de la session n° 454.*)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Picotte:

1. Quelle était l'occupation de M. François Dagenais avant sa nomination au poste de sous-ministre adjoint au ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation?

cancellation of an agreement between the City of Montreal and the Miron Company Ltd., extending operations at the Saint-Michel quarry.

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Picotte:

1. What occupation did Mr Jean-Guy Charbonneau exercise before being appointed Assistant Deputy Minister of the Department of Agriculture and Food, and by what agency was he previously employed?

2. On what date did he assume his duties as Assistant Deputy Minister and what was his annual salary at the time of his appointment?

3. Has his salary been increased since then and, if so, on what date and in what amount?

4. Since his appointment, what sums has he received from the Government in the form of (a) assignment benefits (b) allowance for lodgings (c) transportation allowance (d) moving allowance (e) lump sum payments and any other remuneration above and beyond his regular salary?

On motion of Mr Charron,—

Ordered, That there be tabled a document containing the information requested.

Mr Charron, on behalf of Mr Garon, tabled the said document.

(*Sessional Papers, No. 454.*)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Picotte:

1. What occupation did Mr François Dagenais exercise before being appointed Assistant Deputy Minister of the Department of Agriculture and Food,

mentation et pour quel organisme travaillait-il auparavant?

2. À quelle date est-il entré en fonctions à titre de sous-ministre adjoint et quel était son salaire annuel au moment de sa nomination?

3. A-t-il reçu des augmentations de salaire depuis et, si oui, à quelle date et pour quel montant?

4. Depuis sa nomination, quels montants le gouvernement lui a-t-il versés à titre de *a*) indemnité d'assignation, *b*) allocation de logement, *c*) frais de déplacement, *d*) frais de déménagement, *e*) montants forfaitaires ou autre rémunération en plus de son salaire?

Sur la motion de M. Charron, il est—

Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Charron, au nom de M. Garon, dépose ledit document.

(Document de la session n° 455.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Picotte:

1. Quels sont les noms et les salaires des coordonnateurs des douze régions agricoles du Québec?

2. Quel est le salaire du directeur général des bureaux et laboratoires régionaux du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation?

3. En plus de son salaire, M. Jean Bertrand, coordonnateur de la région agricole 07, bénéficie-t-il de quelques privilèges financiers qui s'ajouteraient à son indemnité? Si oui, lesquels?

4. Sur quel critère s'est-on basé pour établir le salaire de M. Jean Bertrand et lui fournir de tels avantages?

and by what agency was he previously employed?

2. On what date did he assume his duties as Assistant Deputy Minister and what was his annual salary at the time of his appointment?

3. Has his salary been increased since then and, if so, on what date and in what amount?

4. Since his appointment, what sums has he received from the Government in the form of *(a)* assignment benefits *(b)* allowance for lodgings *(c)* transportation allowance *(d)* moving allowance *(e)* lump sum payments and any other remuneration above and beyond his regular salary?

On motion of Mr Charron,—

Ordered, That there be tabled a document containing the information requested.

Mr Charron, on behalf of Mr Garon, tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 455.)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Picotte:

1. What are the names and salaries of the coordinators in the twelve agricultural regions of Québec?

2. What is the salary of the Director General of the regional offices and laboratories of the Department of Agriculture and Food?

3. Does Mr Jean Bertrand, Coordinator for Agricultural Region 07, receive pay benefits above and beyond his regular salary? If so, specify.

4. On what are Mr Jean Bertrand's regular salary and additional pay benefits based?

Sur la motion de M. Charron, il est—

Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Charron, au nom de M. Garon, dépose ledit document.

(*Document de la session n° 456.*)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Picotte:

1. Quel poste occupe M. Marc Dion dans l'un des bureaux des sous-ministres au ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation et depuis quelle date est-il à l'emploi de ce ministère?

2. Quelle était son occupation avant cette nomination et à quel endroit travaillait-il?

3. Quel était son salaire annuel *a)* avant sa nomination, *b)* après sa nomination, *c)* au 1^{er} juillet 1979?

4. Depuis sa nomination, quels montants le gouvernement lui a-t-il versés à titre de *a)* indemnité d'assignation, *b)* allocation de logement, *c)* frais de déplacement, *d)* frais de déménagement, *e)* montants forfaitaires ou autres montants versés en plus de son salaire?

5. M. Marc Dion faisait-il partie d'un syndicat de la Fonction publique avant sa nomination? Si oui, de quel syndicat s'agit-il; si non, pour quelles raisons?

Sur la motion de M. Charron, il est—

Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Charron, au nom de M. Garon, dépose ledit document.

(*Document de la session n° 457.*)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Picotte:

On motion of Mr Charron,—

Ordered, That there be tabled a document containing the information requested.

Mr Charron, on behalf of Mr Garon, tabled the said document.

(*Sessional Papers, No. 456.*)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Picotte:

1. What position does Mr Marc Dion hold in one of the Deputy Ministers' offices in the Department of Agriculture and Food, and how long has he been with the Department?

2. What was his occupation and place of employment prior to this appointment?

3. What was his annual salary *(a)* before his appointment *(b)* after his appointment *(c)* as at 1 July 1979?

4. Since his appointment, what sums has he received from the Government in *(a)* assignment benefits *(b)* allowance for lodgings *(c)* transportation allowance *(d)* moving allowance *(e)* lump sum payments and any other remuneration above and beyond his regular salary?

5. Did Mr Marc Dion belong to a Civil Service union before his appointment? If so, which one; if not, for what reasons?

On motion of Mr Charron,—

Ordered, That there be tabled a document containing the information requested.

Mr Charron, on behalf of Mr Garon, tabled the said document.

(*Sessional Papers, No. 457.*)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Picotte:

1. Le docteur Roger Leduc, médecin vétérinaire, affecté au service vétérinaire du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation, a-t-il travaillé pour l'Ordre des médecins vétérinaires aux dates suivantes: 16 mars 1979, 2 mai 1979, 6, 7, 12, 18 et 25 juin 1979, 11 et 31 juillet 1979, 1^{er} août 1979?

2. Dans l'affirmative:

a) quelle était la nature de son travail;

b) en plus des honoraires versés par l'Ordre des médecins vétérinaires, le docteur Leduc a-t-il perçu des sommes du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation pour des frais de transport, de repas, de logement ou autres aux dates mentionnées ci-dessus;

c) existe-t-il une entente entre le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation et le docteur Leduc, permettant à ce fonctionnaire de ne pas dispenser exclusivement à ce ministère ses services professionnels, et ce, contrairement à ce qui est spécifié dans la convention collective?

Sur la motion de M. Charron, il est—

Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Charron, au nom de M. Garon, dépose ledit document.

(Document de la session n° 458.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Rivest:

1. Quel est le nombre total de contrats octroyés par le gouvernement du Québec à des firmes ou organismes classés au fichier des fournisseurs comme étant des bureaux de recherche et qui ont eu le mandat de procéder à la cueillette de données en marge de son-

1. Did Dr Roger Leduc Veterinary Surgeon with the Veterinary Services of the Québec Department of Agriculture and Food, perform services for the Order of Veterinary Surgeons on the following dates: 16 March 1979, 2 May 1979, 6, 7, 12, 18 and 25 June 1979, 11 and 31 July and 1 August 1979?

2. If so:

(a) what was the nature of his work;

(b) above and beyond the fees paid by the Order of Veterinary Surgeons, did Dr Leduc receive payment from the Department of Food and Agriculture for transportation, meals, accommodation or other expenses incurred on these dates;

(c) is there an understanding between Dr Leduc and the Department of Food and Agriculture whereby, contrary to the terms of the collective agreement, this civil servant is not bound exclusively to the Department?

On motion of Mr Charron,—

Ordered, That there be tabled a document containing the information requested.

Mr Charron, on behalf of Mr Garon, tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 458.)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Rivest:

1. What is the total number of contracts let by the Government of Québec to firms or agencies classified as Research Offices with the central listing of suppliers and commissioned to collect data relevant to the opinion polls conducted by or for any of the gov-

dages effectués par ou pour le compte de l'un ou l'autre des ministères ou organismes du gouvernement depuis novembre 1976?

2. Quel est, pour chacun de ces contrats, le montant et le nom de l'organisme ou de la firme?

3. Quel était, dans chaque cas, le but du sondage?

Sur la motion de M. Charron, il est—

Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Charron, au nom de M. Garon, dépose ledit document.

(Document de la session n° 459.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Russell:

Concernant les concours de promotion pour le poste de directeur du Service de constructions rurales et du machinisme agricole portant les numéros suivants:

G 6210 K J Période d'inscription: 1 septembre 1978 au 22 septembre 1978

H 6210 KL GA Période d'inscription: date limite 9 février 1979.

1. Pourquoi y a-t-il eu deux concours de promotion au lieu d'un concours de promotion suivi, si nécessaire, d'un concours de recrutement?

2. Quels sont les noms, professions, fonctions et qualifications des membres du jury qui ont procédé aux entrevues des candidats pour ces deux concours? En plus des membres du jury, quels sont les noms et fonctions des personnes qui étaient présentes aux entrevues?

3. Quels sont les noms, professions, fonctions et qualifications de tous les candidats ayant présenté une offre de service pour ces concours? Quels sont

ernment departments or agencies since November 1976?

2. For each of these contracts, what is the amount and the name of the firm or agency?

3. What was the purpose of each of these polls?

On motion of Mr Charron,—

Ordered, That there be tabled a document containing the information requested.

Mr Charron, on behalf of Mr Garon, tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 459.)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Russell:

As regards the competitions of advancement for the position of Director of the Farm Buildings and Farm Machinery Service, listed as follows:

G 6210 K J Registration period: 1 September 1978 to 22 September 1978

H 6210 KL GA Registration period: closing date 9 February 1979.

1. Why were two competitions of advancement held instead of one competition of advancement, followed by a competition for recruitment, if necessary?

2. What are the names, occupations, duties and qualifications of the members of the selection committee who interviewed the candidates? What are the names and duties of all other persons present at the interviews?

3. What are the names, occupations, duties and qualifications of all the applicants in this competition? Who were the candidates accepted for the inter-

ceux qui ont été admis aux entrevues? Qui fut le candidat choisi et pour quelles raisons a-t-il été choisi?

4. Considérant qu'une des exigences de ces concours était d'avoir plusieurs années d'expérience reliée aux fonctions du poste et un diplôme universitaire en génie:

a) quels étaient les fonctions, le poste et les responsabilités du candidat choisi avant sa nomination?

b) qu'est-ce qui a permis de reconnaître au candidat choisi les années d'expérience reliée aux fonctions du poste?

c) en quelle année et dans quelle discipline a-t-il obtenu son diplôme universitaire?

5. Existe-t-il un lien de parenté entre le candidat choisi et son supérieur, M. Denis Vinet, ou avec son supérieur hiérarchique, le sous-ministre adjoint, M. Jean-Guy Charbonneau? Dans l'affirmative, quel est ce lien de parenté?

6. Quelle est la date de l'entrée en fonctions du candidat choisi ainsi que son salaire et son titre?

7. Depuis sa nomination, le candidat a-t-il reçu une augmentation de salaire, un montant forfaitaire, une indemnité d'assignation ou tout autre montant autre que son salaire régulier? Le cas échéant, veuillez indiquer séparément ces montants.

8. Quelles fonctions occupait le candidat choisi avant sa nomination? Quel était son salaire et où était situé son port d'attache?

9. Depuis sa nomination, le rôle, les fonctions et les responsabilités du candidat choisi ont-ils été modifiés? Veuillez produire l'organigramme du service dont il est présentement responsable.

Sur la motion de M. Charron, il est—

Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

view? Who was the successful candidate and why was he chosen?

4. Considering that the requirements of these competitions included several years of pertinent experience and a university degree in engineering:

(a) what were the successful candidate's duties, position and responsibilities prior to his appointment?

(b) on what basis were the years of pertinent experience recognized?

(c) in what year and in which discipline did he obtain his university degree?

5. Is the successful candidate related to his superior, Mr Denis Vinet, or to his superior officer, Mr Jean-Guy Charbonneau, Assistant Deputy Minister? If so, how are they related?

6. On what date did the successful candidate take up his post, what was his starting salary and his job designation?

7. Since his appointment, has the candidate received any increase in salary, lump sum payment, assignment benefits or any other amount above and beyond his regular salary? If so, specify each amount.

8. What were his duties, salary and work location prior to his appointment?

9. Have there been any changes in his role, duties and responsibilities since his appointment? Include the organization chart for the Service of which he is currently Director.

On motion of Mr Charron,—

Ordered, That there be tabled a document containing the information requested.

M. Charron, au nom de M. Garon, dépose ledit document.

(Document de la session n° 460.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Russell:

Le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation a-t-il à son emploi un dénommé Serge Le Rouzès? Dans l'affirmative:

1. En vertu de quel contrat, entente ou concours a-t-il été engagé, et depuis quelle date est-il à l'emploi de ce ministère?

2. À quel titre a-t-il été engagé par le ministère et quelles étaient ses fonctions et responsabilités au début de son engagement?

3. Quels sont ses titres, ses responsabilités et ses fonctions à l'heure actuelle?

4. Quel emploi, fonction ou poste occupait-il avant son entrée au ministère et quel était alors son salaire? Quel était son employeur et l'adresse de ce dernier?

5. Quels ont été annuellement les salaires ou honoraires qui lui ont été versés depuis son engagement au ministère?

6. Quels montants lui ont été versés annuellement depuis son engagement au ministère, notamment à titre de frais de voyage, de déménagement, d'assignation, de forfaitaire ou toute autre somme pour quelque raison que ce soit?

7. A-t-il participé à des voyages à l'extérieur de la province aux frais du ministère? Le cas échéant, indiquer les dates, les montants des frais remboursés pour chacun de ces voyages et les raisons motivant ces voyages.

8. M. Le Rouzès est-il citoyen canadien d'origine ou d'adoption? Dans le dernier cas, à quelle date est-il entré

Mr Charron, on behalf of Mr Garon, tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 460.)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Russell:

Is Mr Serge Le Rouzès employed by the Department of Agriculture and Food? If so:

1. Under what contract or agreement or through what competition was he employed, and on what date did he commence working for the Department?

2. What were his job designation, duties and responsibilities at appointment?

3. What are his job designation, duties and responsibilities at present?

4. What was his occupation, position and salary prior to joining the Department? What was the name and the address of his former employer?

5. What salary or fees has he received annually since joining the Department?

6. What amounts has he received annually from the Department in travelling allowances, moving allowance, assignment benefits, lump sum payments or any other amount whatsoever?

7. Did he take trips outside of the Province at the expense of the Department? If so, give the dates, the amount reimbursed for travelling expenses in each case, and the purpose of each trip.

8. Is Mr Le Rouzès a native born Canadian or a Canadian by adoption? The latter being the case, on what date

au Canada et à quelle date a-t-il été reçu citoyen canadien? Quel était son pays d'origine?

9. Depuis la nomination de M. Jean-Guy Charbonneau à titre de sous-ministre adjoint, et de M. Denis Vinet à titre de directeur général du Génie, quel a été le rôle de M. Le Rouzès auprès d'eux?

Sur la motion de M. Charron, il est—

Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Charron, au nom de M. Garon, dépose ledit document.

(Document de la session n° 461.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Brassard:

1. Combien le gouvernement du Québec, par l'entremise de ces divers ministères, organismes et sociétés, a-t-il versé à titre d'honoraires professionnels à la firme d'ingénieurs Lemieux, Bourdages, Morin, Doucet, Simard et Associés dont la principale place d'affaires est située à Jonquière, et ce, pour la période s'étendant du 29 avril 1970 au 14 novembre 1976?

2. Quels sont les contrats qui ont été octroyés à cette firme, la date de chacun de ces contrats de même que les honoraires professionnels qui ont été versés?

Sur la motion de M. Charron, il est—

Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Charron, au nom de M. Garon, dépose ledit document.

(Document de la session n° 462.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération du rapport de la Commission permanente des loisirs, de la chas-

did he land in Canada and on what date was he granted Canadian citizenship? What is his country of origin?

9. What has been his role in the Department since the appointment of Mr Jean-Guy Charbonneau to the position of Assistant Deputy Minister and of Mr Denis Vinet to that of Director General of Engineering?

On motion of Mr Charron,—

Ordered, That there be tabled a document containing the information requested.

Mr Charron, on behalf of Mr Garon, tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 461.)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Brassard:

1. For the period extending from 29 April 1970 to 14 November 1976, what was the total amount paid by the Government of Québec through its various departments, agencies and corporations to the engineering firm of Lemieux, Bourdages, Morin, Doucet, Simard et Associés, the main office of which is located in Jonquière?

2. What contracts were let to this firm and, in each case, what is the date of the contract and the amount paid in professional fees?

On motion of Mr Charron,—

Ordered, That there be tabled a document containing the information requested.

Mr Charron, on behalf of Mr Garon, tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 462.)

The Order of the Day being read for the consideration of the report of the Standing Committee on Recreation,

se et de la pêche qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 78, «Loi sur la sécurité dans les sports».

M. Lessard propose que les amendements qu'il a proposés au rapport et au projet de loi soient adoptés.

Et un débat s'élève sur la prise en considération du rapport et sur ces amendements.

Au cours du débat, du consentement unanime de l'Assemblée, M. Lessard propose un autre amendement au rapport et au projet de loi.

Les amendements sont adoptés.
Le rapport est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Lessard, le projet de loi n° 78 est lu la troisième fois.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Vaugeois proposant que le projet de loi n° 51, «Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre», soit lu la troisième fois.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi n° 51 est lu la troisième fois.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du projet de loi n° 55, «Loi sur les permis d'alcool».

Sur la motion de M. Charron, au nom de M. Bédard, l'ordre qui vient d'être lu est révoqué; le projet de loi est renvoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière, amendé et rapporté; le rapport est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Godin, au nom de M. Bédard, propose que le projet de loi n° 55 soit lu la troisième fois.

Fish and Game which studied Bill 78, "An Act respecting safety in sports", following second reading.

Mr Lessard moved that the amendments which he had proposed to the report and to the Bill be adopted.

And debate arising on the consideration of the report and on the amendments thereto.

During debate, with the unanimous consent of the Assembly, Mr Lessard moved a further amendment to the report and to the Bill.

The amendments were adopted:
The report was adopted.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Lessard, Bill 78 was read the third time.

The Assembly resumed debate on the motion by Mr Vaugeois proposing that Bill 51, "An Act respecting the development of Québec firms in the book industry", be read the third time.

The motion was then adopted.

Bill 51 was accordingly read the third time.

The Order of the Day being read for the third reading of Bill 55, "An Act respecting liquor permits".

On motion of Mr Charron, on behalf of Mr Bédard, the Order which had just been read was discharged; the Bill was committed, considered in Committee of the Whole, amended and reported; the report was adopted.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Godin, on behalf of Mr Bédard, moved that Bill 55 be read the third time.

Et un débat s'élève.

À dix-huit heures, Madame la Présidente quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

Et le débat continue.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi n° 55, «Loi sur les permis d'alcool», est lu la troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération du rapport de la Commission permanente des affaires sociales qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 77, «Loi sur les services de garde à l'enfance».

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Lazure propose un amendement au rapport et au projet de loi.

L'amendement est adopté.

Le rapport est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Lazure, le projet de loi n° 77 est lu la troisième fois après division des voix.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission permanente du travail et de la main-d'œuvre qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 17, «Loi sur la santé et la sécurité du travail» (*Réimpression*).

Le rapport est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Marois propose que le projet de loi n° 17 soit lu la troisième fois.

Et un débat s'élève.

And debate arising thereon.

At six o'clock p.m., Madam President left the Chair and the sitting was suspended until eight o'clock p.m.

Eight o'clock p.m.

And debate continuing.

The motion was then adopted.

Bill 55, "An Act respecting liquor permits", was accordingly read the third time.

The Order of the Day being read for the consideration of the report of the Standing Committee on Social Affairs which studied Bill 77, "An Act respecting child day care", following second reading.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Lazure moved an amendment to the report and to the Bill.

The amendment was adopted.

The report was adopted.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Lazure, Bill 77 was read the third time, on division.

The Assembly took into consideration the report of the Standing Committee on Labour and Manpower which studied Bill 17, "An Act respecting occupational health and safety" (*Reprint*), following second reading.

The report was adopted.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Marois moved that Bill 17 be read the third time.

And debate arising thereon.

Le débat est terminé.

La motion est alors mise aux voix et l'enregistrement des noms est demandé.

À la demande de M. Charron, Madame la Présidente remet l'enregistrement des noms sur le vote de cette motion à demain, avant l'appel des affaires du jour.

Du consentement unanime de l'Assemblée, l'ordre du jour appelle la prise en considération du rapport de la Commission permanente de l'agriculture et de l'alimentation qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 75, «Loi sur les grains».

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Garon propose un amendement au rapport et au projet de loi.

L'amendement est adopté.

Le rapport est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Garon, le projet de loi n° 75 est lu la troisième fois.

Du consentement unanime, l'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission permanente de l'agriculture et de l'alimentation qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 59, «Loi modifiant la Loi sur l'assurance-récolte et la Loi sur l'assurance-stabilisation des revenus agricoles».

Le rapport est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Garon, le projet de loi n° 59 est lu la troisième fois.

Sur la motion de M. Garon, le projet de loi n° 43, «Loi modifiant la Loi du ministère de l'agriculture», est lu la troisième fois après division des voix.

The debate was concluded.

The motion was then put to the vote and the entry of names was requested.

At the request of Mr Charron, Madam President postponed the entry of names of the vote on this motion until tomorrow, before Business of the Day is called.

With the unanimous consent of the Assembly, the Order of the Day being read for the consideration of the report of the Standing Committee on Agriculture and Food which studied Bill 75, "Grain Act".

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Garon moved an amendment to the report and to the Bill.

The amendment was adopted.

The report was adopted.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Garon, Bill 75 was read the third time.

By unanimous consent, the Assembly took into consideration the report of the Standing Committee on Agriculture and Food which studied Bill 59, "An Act to amend the Crop Insurance Act and the Act respecting farm income stabilization insurance", following second reading.

The report was adopted.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Garon, Bill 59 was read the third time.

On motion of Mr Garon, Bill 43, "An Act to amend the Agriculture Department Act", was read the third time, on division.

Du consentement unanime, l'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission permanente de l'éducation qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 71, «Loi modifiant de nouveau la Loi de l'instruction publique».

Le rapport est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Morin (Sauvé) propose que le projet de loi soit lu la troisième fois.

Et un débat s'élève.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi n° 71 est lu la troisième fois.

Du consentement unanime, l'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission permanente de l'industrie, du commerce et du tourisme qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 73, «Loi modifiant la Loi sur l'établissement par Sidbec d'un complexe sidérurgique intégré».

Le rapport est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Charron, au nom de M. Duhaime, propose que le projet de loi n° 73 soit lu la troisième fois.

Et un débat s'élève.

La motion est alors adoptée après division des voix.

En conséquence, le projet de loi n° 73 est lu la troisième fois.

Du consentement unanime, l'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission permanente de la justice qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 52, «Loi modifiant la Loi des constituts ou du régime de tenure».

By unanimous consent, the Assembly took into consideration the report of the Standing Committee on Education which studied Bill 71, "An Act to again amend the Education Act", following second reading.

The report was adopted.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Morin (Sauvé) moved that the Bill be read the third time.

And debate arising thereon.

The motion was then adopted.

Bill 71 was accordingly read the third time.

By unanimous consent, the Assembly took into consideration the report of the Standing Committee on Industry, Trade and Tourism which studied Bill 73, "An Act to amend the Act respecting the establishment of an integrated steel complex by Sidbec", following second reading.

The report was adopted.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Charron, on behalf of Mr Duhaime, moved that Bill 73 be read the third time.

And debate arising thereon.

The motion was then adopted on division.

Bill 73 was accordingly read the third time.

By unanimous consent, the Assembly took into consideration the report of the Standing Committee on Justice which studied Bill 52, "An Act to amend the Constitut or Tenure System Act", following second reading.

Le rapport est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Charron, au nom de M. Bédard, le projet de loi n° 52 est lu la troisième fois.

Sur la motion de M. Charron, au nom de M. Jolivet, le projet de loi privé n° 213, «Loi concernant la compagnie Centre de rénovation La Tuque Inc.», est lu la deuxième fois.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Charron, au nom de M. Jolivet, le projet de loi privé n° 213 est lu la troisième fois.

Sur la motion de M. Charron, au nom de M. Ouellette, les projets de loi privés suivants sont, l'un après l'autre, lus la deuxième fois:

Projet de loi n° 217.—Loi modifiant la Loi constituant en corporation le «Monastère des Augustines Hospitalières de Lévis»;

Projet de loi n° 236.—Loi sur la fusion de Magasin Co-Op de Sainte-Hénédine et Société coopérative agricole Etchemin.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Charron, au nom de M. Ouellette, les projets de loi privés nos 217 et 236, sont, l'un après l'autre, lus la troisième fois.

Sur la motion de M. Charron, au nom de M. Lamontagne, le projet de loi privé n° 219, «Loi concernant les Augustines de la miséricorde de Jésus du monastère de Roberval», est lu la deuxième fois.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Charron, au nom de M. Lamontagne, le projet de loi privé n° 219 est lu la troisième fois.

The report was adopted.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Charron, on behalf of Mr Bédard, Bill 52 was read the third time.

On motion of Mr Charron, on behalf of Mr Jolivet, Private Bill 213, "An Act respecting the company Centre de rénovation La Tuque Inc.", was read the second time.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of M Charron, on behalf of Mr Jolivet, Private Bill 213 was read the third time.

On motion of Mr Charron, on behalf of Mr Ouellette, the following Private Bills were each read the second time:

Bill 217.—An Act to amend the Act to incorporate the "Monastère des Augustines Hospitalières de Lévis";

Bill 236.—An Act respecting the amalgamation of Magasin Co-Op de Sainte-Hénédine and Société coopérative agricole Etchemin.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Charron, on behalf of Mr Ouellette, Private Bills 217 and 236 were each read the third time.

On motion of Mr Charron, on behalf of Mr Lamontagne, Private Bill 219, "An Act respecting Les Augustines de la miséricorde de Jésus du monastère de Roberval", was read the second time.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Charron, on behalf of Mr Lamontagne, Private Bill 219 was read the third time.

Sur la motion de M. Charron, au nom de M. Giasson, le projet de loi privé n° 233, «Loi concernant le Club de golf de Montmagny inc.», est lu la deuxième fois.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Charron, au nom de M. Giasson, le projet de loi privé n° 233 est lu la troisième fois.

Sur la motion de M. Charron, au nom de M. Cordeau, le projet de loi privé n° 241, «Loi modifiant la Loi constituant en corporation «Les Soeurs de Saint-Joseph de Saint-Hyacinthe», est lu la deuxième fois.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Charron, au nom de M. Cordeau, le projet de loi privé n° 241 est lu la troisième fois.

Sur la motion de M. Charron, au nom de M. Bertrand, le projet de loi n° 192, «Loi concernant la Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins de Québec», est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Charron, le projet de loi est renvoyé en commission plénière, pour étude article par article.

Sur la motion de M. Charron, l'Assemblée se transforme en commission plénière.

Le projet de loi n° 192 est étudié en commission plénière, article par article, et rapporté; le rapport est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Charron, au nom de M. Bertrand, le projet de loi n° 192 est lu la troisième fois.

On motion of Mr Charron, on behalf of Mr Giasson, Private Bill 233, "An Act respecting the Club de golf de Montmagny inc.", was read the second time.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Charron, on behalf of Mr Giasson, Private Bill 233 was read the third time.

On motion of Mr Charron, on behalf of Mr Cordeau, Private Bill 241, "An Act to amend the Act to incorporate the Sisters of St. Joseph of St. Hyacinthe", was read the second time.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Charron, on behalf of Mr Cordeau, Private Bill 241 was read the third time.

On motion of Mr Charron, on behalf of Mr Bertrand, Bill 192, "An Act respecting La Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec", was read the second time.

On motion of Mr Charron, the Bill was referred for section by section consideration in Committee of the Whole.

On motion of Mr Charron, the Assembly resolved itself into Committee of the Whole.

Bill 192 was considered section by section in Committee of the Whole and reported; the report was adopted.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Charron, on behalf of Mr Bertrand, Bill 192 was read the third time.

Sur la motion de M. Charron, l'Assemblée se transforme en commission plénière.

Le projet de loi n° 72, «Loi sur le ministère de l'énergie et des ressources», est de nouveau étudié en commission plénière, article par article, amendé et rapporté; le rapport est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Bérubé, le projet de loi n° 72 est lu la troisième fois.

Sur la motion de M. Bertrand, le projet de loi n° 189, «Loi sur la Fédération des Magasins Co-op», est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Bertrand, au nom de M. Charron, le projet de loi est renvoyé à la commission plénière, pour étude article par article.

Sur la motion de M. Bertrand, au nom de M. Charron, l'Assemblée se transforme en commission plénière.

Le projet de loi n° 189 est étudié en commission plénière et rapporté; le rapport est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Bertrand, le projet de loi n° 189 est lu la troisième fois.

M. Charron propose que le projet de loi n° 66, «Loi concernant certains ministères», soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève.

0 heure, le 21 décembre 1979

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

On motion of Mr Charron, the Assembly resolved itself into Committee of the Whole.

Bill 72, "An Act respecting the Ministère de l'énergie et des ressources", was again considered section by section in Committee of the Whole, amended and reported; the report was adopted.

With the unanimous consent of the Assembly, and on motion of Mr Bérubé, Bill 72 was read the third time.

On motion of Mr Bertrand, Bill 189, "An Act respecting the Fédération des Magasins Co-op", was read the second time.

On motion of Mr Bertrand, on behalf of Mr Charron, the Bill was referred for section by section consideration in Committee of the Whole.

On motion of Mr Bertrand, on behalf of Mr Charron, the Assembly resolved itself into Committee of the Whole.

Bill 189 was considered in Committee of the Whole and reported; the report was adopted.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Bertrand, Bill 189 was read the third time.

Mr Charron moved that Bill 66, "An Act respecting certain government departments", be now read the second time.

And debate arising thereon.

Midnight, Friday, 21 December 1979

The motion was then adopted.

The Bill was accordingly read the second time.

Sur la motion de M. Charron, le projet de loi est renvoyé à la commission plénière, pour étude article par article.

Sur la motion de M. Charron, l'Assemblée se transforme en commission plénière.

Le projet de loi n° 66 est étudié en commission plénière, article par article, amendé et rapporté; le rapport est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Charron propose que le projet de loi n° 66 soit lu la troisième fois.

Et un débat s'élève.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi n° 66 est lu la troisième fois.

À une heure vingt minutes, sur la motion de M. Charron, l'Assemblée s'ajourne à dix heures.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

On motion of Mr Charron, the Bill was referred for section by section consideration in Committee of the Whole.

On motion of Mr Charron, the Assembly resolved itself into Committee of the Whole.

Bill 66 was considered section by section in Committee of the Whole, amended and reported; the report was adopted.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Charron moved that Bill 66 be read the third time.

And debate arising thereon.

The motion was then adopted.

Bill 66 was accordingly read the third time.

At twenty minutes past one o'clock a.m., on motion of Mr Charron, the Assembly adjourned until ten o'clock a.m.

CLÉMENT RICHARD,
President.

**PROCÈS-VERBAUX
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC**

Quatrième session de la trente et unième Législature

**VOTES AND PROCEEDINGS
OF THE NATIONAL ASSEMBLY
OF QUÉBEC**

Fourth Session of the Thirty-First Legislature

Le vendredi 21 décembre 1979

Dix heures

Friday, 21 December 1979

Ten o'clock a.m.

Déclaration ministérielle de M. Parizeau, ministre des Finances, concernant des modifications à la Loi sur les impôts, afin d'harmoniser les régimes d'imposition fédéral et québécois.

Au cours de sa déclaration, M. Parizeau dépose un document en annexe à cette déclaration.

(Document de la session n° 463.)

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Parizeau:

Comptes publics du gouvernement du Québec (Volumes 1 et 2), pour l'année 1978/79.

(Document de la session n° 464.)

États financiers du Québec, pour l'année financière terminée le 31 mars 1979.

(Document de la session n° 465.)

Statement by Mr Parizeau, Minister of Finance, regarding amendments made to the Taxation Act in order to harmonize the Québec taxation scheme with that of the federal Government.

During his statement, Mr Parizeau tabled a document relating thereto.

(Sessional Papers, No. 463.)

The following documents were tabled:

By Mr Parizeau:

Public Accounts of the Government of Québec (Volumes 1 and 2), for 1978/79.

(Sessional Papers, No. 464.)

Financial Statements of Québec, for the fiscal year ended 31 March 1979.

(Sessional Papers, No. 465.)

Par M. Johnson:

Rapport annuel du ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre, pour l'année 1978/79.

(*Document de la session n° 466.*)

Par M. Bédard:

Rapport annuel relatif aux autorisations obtenues par le procureur général du Québec en vertu de la Loi sur la protection de la vie privée, requis par l'article 178.22 du Code criminel, pour l'année 1978.

(*Document de la session n° 467.*)

M. Dussault, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente des affaires municipales qui a étudié, après la première lecture, les projets de loi privés suivants:

Projet de loi n° 218.—Loi concernant la corporation municipale de la paroisse de Notre-Dame de l'Île Perrot;

Projet de loi n° 230.—Loi concernant la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu;

Projet de loi n° 244.—Loi modifiant la Charte de la ville de Hull;

Projet de loi n° 280.—Loi modifiant la Loi concernant la cité de Salaberry-de-Valleyfield.

Les projets de loi privés n°s 218, 244 et 280 sont rapportés avec des amendements et l'étude du projet de loi privé n° 230 est suspendue.

(*Document de la session n° 468.*)

Le rapport est adopté.

Les projets de lois n°s 218, 244 et 280 sont remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

M. Godin, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente de la justice qui a étudié, après la première lecture, les projets de loi suivants:

By Mr Johnson:

Annual Report of the Department of Labour and Manpower, for 1978/79.

(*Sessional Papers, No. 466.*)

By Mr Bédard:

Annual Report 1978, respecting the authorizations obtained by the Attorney-General of Québec under the Protection of Privacy Act, in accordance with section 178.22 of the Criminal Code.

(*Sessional Papers, No. 467.*)

Mr Dussault, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Municipal Affairs which considered the following Private Bills after first reading:

Bill 218.—An Act respecting the municipal corporation of the parish of Notre-Dame de l'Île Perrot;

Bill 230.—An Act respecting the city of Saint-Jean-sur-Richelieu;

Bill 244.—An Act to amend the Charter of the city of Hull;

Bill 280.—An Act to amend the Act respecting the city of Salaberry-de-Valleyfield.

Private Bills 218, 244 and 280 were reported with amendments and the consideration of Private Bill 230 was suspended.

(*Sessional Papers, No. 468.*)

The report was adopted.

Private Bills 218, 244 and 280 were ordered for second reading at the next sitting.

Mr Godin, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Justice which studied the following Bills after first reading:

Projet de loi n° 190.—Loi sur la commune de la seigneurie d'Yamaska;

Projet de loi privé n° 238.—Loi concernant la succession de Joseph L. Greenspon;

Projet de loi privé n° 252.—Loi concernant certains immeubles du cadastre de la paroisse de Saint-Jean-Chrysostôme, division d'enregistrement de Châteauguay.

Les projets de loi privés n°s 238 et 252 sont rapportés sans amendement et l'étude du projet de loi n° 190 est remise à une date ultérieure.

(*Document de la session n° 469.*)

Le rapport est adopté.

Les projets de loi privés n°s 238 et 252 sont remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

M. Godin, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente de la justice qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 48, «Loi modifiant la Loi de police».

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

(*Document de la session n° 470.*)

Le projet de loi n° 80, «Loi modifiant la Loi sur les droits successoraux et modifiant de nouveau la Loi sur les impôts», est présenté par M. Clair, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

Du consentement unanime de l'Assemblée, l'enregistrement des noms sur le vote de la motion de troisième lecture du projet de loi n° 17 est reporté à plus tard aujourd'hui, de même que le vote sur une motion non annoncée.

M. Charron propose que les Commissions permanentes suivantes siègent immédiatement jusqu'à treize heures:

Bill 190.—An Act respecting the Common of the Seigniorie of Yamaska;

Private Bill 238.—An Act respecting the Joseph L. Greenspon estate;

Private Bill 252.—An Act respecting certain immoveables of the cadastre of the parish of Saint-Jean-Chrysostôme, registration division of Châteauguay.

Private Bills 238 and 252 were reported without amendment, and the consideration of Bill 190 was deferred to a later date.

(*Sessional Papers, No. 469.*)

The report was adopted.

Private Bills 238 and 252 were ordered for second reading at the next sitting.

Mr Godin, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Justice which studied Bill 48, "An Act to amend the Police Act", following second reading.

The Bill was reported with amendments.

(*Sessional Papers, No. 470.*)

Bill 80, "An Act to amend the Succession Duty Act and to again amend the Taxation Act", was introduced by Mr Clair, read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

With the unanimous consent of the Assembly, the entry of names of the vote on the motion for the third reading of Bill 17 was deferred to later today, as was also the vote on a motion without notice.

Mr Charron moved that the following Standing Committees do sit immediately until three o'clock p.m.:

Au Salon Rouge:

La Commission des affaires municipales, pour l'étude, article par article, du projet de loi n° 57, «Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives».

À la Salle 81 «A»:

La Commission de l'industrie, du commerce et du tourisme, pour discuter la directive n° 2 concernant les activités de la Société générale de financement du Québec.

La motion est adoptée.

M. Joron propose que le projet de loi n° 85, «Loi modifiant la Loi sur la Société de développement coopératif», soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi n° 85 est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Bertrand, au nom de M. Charron, le projet de loi est renvoyé à la commission plénière, pour étude article par article.

Sur la motion de M. Bertrand, au nom de M. Charron, l'Assemblée se transforme en commission plénière.

Le projet de loi n° 85 est étudié en commission plénière, article par article, et rapporté; le rapport est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Joron, le projet de loi n° 85 est lu la troisième fois.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Bertrand, au nom de M. Dussault, le projet de loi privé n° 218, «Loi concernant la corporation municipale de la paroisse

In the Red Room:

The Committee on Municipal Affairs, for section by section consideration of Bill 57, "An Act respecting municipal taxation and providing amendments to certain legislation".

In Room 81 "A":

The Committee on Industry, Trade and Tourism, for discussion of Directive No. 2 regarding the activities of the General Investment Corporation of Québec.

The motion was adopted.

Mr Joron moved that Bill 85, "An Act to amend the Act respecting the Société de développement coopératif", be now read the second time.

And debate arising thereon.

The motion was then adopted.

Bill 85 was accordingly read the second time.

On motion of Mr Bertrand, on behalf of Mr Charron, the Bill was referred for section by section consideration in Committee of the Whole.

On motion of Mr Bertrand, on behalf of Mr Charron, the Assembly resolved itself into Committee of the Whole.

Bill 85 was considered section by section in Committee of the Whole and reported; the report was adopted.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Joron, Bill 85 was read the third time.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Bertrand, on behalf of Mr Dussault, Private Bill 218, "An Act respecting the municipal corporation of the parish of

de Notre-Dame de l'Ile Perrot», est lu la deuxième et la troisième fois.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Bertrand, au nom de M. Blank, le projet de loi privé n° 238, «Loi concernant la succession de Joseph L. Greenspon», est lu la deuxième et la troisième fois.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Bertrand, le projet de loi privé n° 244, «Loi modifiant la Charte de la ville de Hull», est lu la deuxième et la troisième fois.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Bertrand, au nom de M. Dubois, le projet de loi privé n° 252, «Loi concernant certains immeubles du cadastre de la paroisse de Saint-Jean-Chrysostôme, division d'enregistrement de Châteauguay», est lu la deuxième et la troisième fois.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Bertrand, au nom de M. Lavigne, le projet de loi privé n° 280, «Loi modifiant la Loi concernant la cité de Salaberry-de-Valleyfield», est lu la deuxième et la troisième fois.

Du consentement unanime, l'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission permanente de la justice qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 48, «Loi modifiant la Loi de police».

Le rapport est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Bédard, le projet de loi n° 48 est lu la troisième fois.

Notre-Dame de l'Ile Perrot", was read the second and the third time.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Bertrand, on behalf of Mr Blank, Private Bill 238, "An Act respecting the Joseph L. Greenspon estate", was read the second and the third time.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Bertrand, Private Bill 244, "An Act to amend the Charter of the city of Hull", was read the second and the third time.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Bertrand, on behalf of Mr Dubois, Private Bill 252, "An Act respecting certain immoveables of the cadastre of the parish of Saint-Jean-Chrysostôme, registration division of Châteauguay", was read the second and the third time.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Bertrand, on behalf of Mr Lavigne, Private Bill 280, "An Act to amend the Act respecting the city of Salaberry-de-Valleyfield", was read the second and the third time.

By unanimous consent, the Assembly took into consideration the report of the Standing Committee on Justice which studied Bill 48, "An Act to amend the Police Act", following second reading.

The report was adopted.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Bédard, Bill 48 was read the third time.

Sur la motion de M. Bédard, au nom de M. Morin (Sauvé), le projet de loi n° 79, «Loi modifiant la Loi sur le notariat», est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Bertrand, au nom de M. Charron, le projet de loi est renvoyé à la commission plénière, pour étude article par article.

Sur la motion de M. Bertrand, au nom de M. Charron, l'Assemblée se transforme en commission plénière.

Le projet de loi n° 79 est étudié en commission plénière, article par article, et rapporté; le rapport est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Bédard, au nom de M. Morin (Sauvé), le projet de loi n° 79 est lu la troisième fois.

À douze heures trente minutes, du consentement unanime de l'Assemblée, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

Quinze heures

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Perron, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente de l'industrie, du commerce et du tourisme qui a siégé le 21 décembre, pour discuter la directive n° 2 concernant les activités de la Société générale de financement du Québec.

(Document de la session 471.)

À quinze heures vingt minutes, du consentement unanime et sur la motion de M. Charron, l'Assemblée suspend sa séance à loisir.

À seize heures vingt-cinq minutes, l'Assemblée reprend sa séance.

On motion of Mr Bédard, on behalf of Mr Morin (Sauvé), Bill 79, "An Act to amend the Notarial Act", was read the second time.

On motion of Mr Bertrand, on behalf of Mr Charron, the Bill was referred for section by section consideration in Committee of the Whole.

On motion of Mr Bertrand, on behalf of Mr Charron, the Assembly resolved itself into Committee of the Whole.

Bill 79 was considered section by section in Committee of the Whole and reported; the report was adopted.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Bédard, on behalf of Mr Morin (Sauvé), Bill 79 was read the third time.

At half-past twelve o'clock p.m., with the unanimous consent of the Assembly, Mr President left the Chair and the sitting was suspended until three o'clock p.m.

Three o'clock p.m.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Perron, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Industry, Trade and Tourism which sat on 21 December, for discussion of Directive No. 2 regarding the activities of the General Investment Corporation of Québec.

(Sessional Papers, No. 471.)

At twenty minutes past three o'clock p.m., by unanimous consent and on motion of Mr Charron, the sitting was suspended during the pleasure of the Assembly.

At twenty-five minutes past four o'clock p.m., the Assembly resumed sitting.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Ouellette, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente des affaires municipales qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 57, «Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives».

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

(Document de la session n° 472.)

Du consentement unanime de l'Assemblée, le rapport est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Tardif propose que le projet de loi n° 57, «Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives», soit lu la troisième fois.

Et un débat s'élève.

La motion est alors adoptée, les voix se divisant comme suit:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bédard, Bertrand, Bérubé, Bisailon, Boucher, Charbonneau, Charron, Chevrette, Clair, Couture, Cuerrier, de Belleval, Desbiens, Duhaime, Dussault, Fallu, Garon, Gendron, Gosselin, Grégoire, Guay, Johnson, Jolivet, Laberge, Landry, Laurin, Lavigne, LeBlanc-Bantey, Lefebvre, Léger, Léonard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, Morin (Louis-Hébert), Morin (Sauvé), O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Parizeau, Payette, Perron, Proulx, Rancourt, Tardif, Vaillancourt (Jonquière), Vaugeois.—55.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Biron, Chaput-Rolland, Dubois, Fontaine, Giasson, Goulet, Lalande, Lalonde, Lamontagne, Lavoie, Levesque (Bonaventure), Marx, Mathieu, Pagé, Rivest, Ryan, Scowen.—17.

En conséquence, le projet de loi n° 57 est lu la troisième fois.

L'Assemblée procède à l'enregistrement des noms sur le vote de la motion de M. Marois proposant que le projet de loi n° 17, «Loi sur la santé et la sé-

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Ouellette, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Municipal Affairs which considered Bill 57, "An Act respecting municipal taxation and providing amendments to certain legislation", following second reading.

The Bill was reported with amendments.

(Sessional Papers, No. 472.)

With the unanimous consent of the Assembly, the report was adopted.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Tardif moved that Bill 57, "An Act respecting municipal taxation and providing amendments to certain legislation", be read the third time.

An debate arising thereon.

The motion was then adopted on the following division:

Bill 57 was accordingly read the third time.

The Assembly proceeded with the entry of names of the vote on the motion by Mr Marois proposing that Bill 17, "An Act respecting occupational

curité du travail» (*Réimpression*), soit lu la troisième fois.

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit:

health and safety" (*Reprint*), be read the third time.

The motion was adopted on the following division:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bédard, Bertrand, Bérubé, Bisaillon, Boucher, Charbonneau, Charron, Chevette, Clair, Couture, Cuerrier, de Belleval, Desbiens, Duhaime, Dussault, Fallu, Garon, Gendron, Gosselin, Grégoire, Guay, Johnson, Jolivet, Laberge, Landry, Laurin, Lavigne, LeBlanc-Bantey, Lefebvre, Léger, Léonard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, Morin (Louis-Hébert), Morin (Sauvé), O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Parizeau, Payette, Perron, Proulx, Rancourt, Tardif, Vaillancourt (Jonquière), Vaugeois.—55.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Biron, Chaput-Rolland, Dubois, Fontaine, Giasson, Goulet, Lalande, Lalonde, Lamontagne, Lavoie, Levesque (Bonaventure), Marx, Mathieu, Pagé, Rivest, Ryan, Scowen.—17.

En conséquence, le projet de loi n° 17 est lu la troisième fois.

Bill 17 was accordingly read the third time.

M. Lévesque (Taillon) propose:

Que, conformément aux articles 13 et 14 de la Loi sur la représentation électorale, M. Jean-Luc Lemieux soit nommé à la fonction de directeur général de la représentation et, qu'à ce titre, il agisse comme président de la Commission de la représentation, que son traitement annuel soit celui correspondant au maximum de l'échelle de traitement des administrateurs classe III du corps d'emploi des cadres supérieurs de la Fonction publique, qu'il bénéficie des mêmes allocations que les sous-ministres au titre des frais de représentation et qu'il soit indemnisé de ses dépenses de voyage sur la même base que les sous-ministres;

que, conformément à l'article 14 de cette même loi, M. Pierre-F. Côté soit nommé membre de la Commission de la représentation, que son traitement annuel soit fixé à 6 000 \$, qu'il bénéficie des mêmes allocations que les sous-ministres au titre des frais de re-

Mr Lévesque (Taillon) moved:

That, pursuant to sections 13 and 14 of the Act respecting electoral representation, Mr Jean-Luc Lemieux be appointed Director General for Representation and that in this capacity he serve as Chairman of the Commission de la représentation, that his annual salary correspond to the maximum on the salary scale for Class III Administrators in the category of senior civil servants, that he be entitled to the same hospitality allowances as deputy ministers, and that his travelling expenses be reimbursed on the same basis as for deputy ministers;

that, pursuant to section 14 of the same Act, Mr Pierre-F. Côté be appointed Member of the Commission de la représentation, that his annual salary be fixed at \$ 6 000, that he be entitled to the same hospitality allowances as deputy ministers, and that his travel-

présentation et qu'il soit indemnisé de ses dépenses de voyage sur la même base que les sous-ministres;

que, conformément à l'article 14 de cette même loi, M. François Drouin soit nommé membre de la Commission de la représentation, que son traitement en honoraires soit de 300 \$ par jour de séance, qu'il bénéficie des mêmes allocations que les sous-ministres au titre des frais de représentation et qu'il soit indemnisé de ses dépenses de voyage sur la même base que les sous-ministres.

La motion est adoptée par les deux tiers des membres de cette Assemblée, les voix données étant enregistrées comme suit:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bédard, Bertrand, Bérubé, Biron, Bisaillon, Boucher, Chaput-Rolland, Charbonneau, Charron, Chevrette, Clair, Couture, Cuerrier, de Belleval, Desbiens, Dubois, Duhaime, Dussault, Fallu, Garon, Gendron, Giasson, Gosselin, Goulet, Gravel, Grégoire, Guay, Johnson, Jolivet, Laberge, Lalande, Lalonde, Lamontagne, Landry, Laurin, Lavigne, Lavoie, LeBlanc-Bantey, Lefebvre, Léger, Léonard, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Marx, Mathieu, Mercier, Michaud, Morin (Louis-Hébert), Morin (Sauvé), O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Pagé, Parizeau, Payette, Perron, Proulx, Rancourt, Rivest, Russell, Ryan, Scowen, Tardif, Vaillancourt (Jonquière), Vaugeois.—73.

CONTRE—NAYS:—0.

À dix-neuf heures dix minutes, sur la motion de M. Charron, l'Assemblée s'ajourne au mardi 4 mars 1980, à quatorze heures.

Aujourd'hui, le vendredi 21 décembre 1979, à dix-heuf heures quinze minutes, à la Salle 103 «A», en présence de Madame Cuerrier, vice-présidente de l'Assemblée nationale, de M. Tardif, le représentant du Premier ministre, de M. Levesque (Bonaventure), le représentant du chef de l'Opposition officielle, de M. Charron, de M. Vaugeois, de M. Mathieu et du secrétaire général

ling expenses be reimbursed on the same basis as for deputy ministers:

that, pursuant to section 14 of the same Act, Mr François Drouin be appointed Member of the Commission de la représentation, that he receive \$ 300 in fees for each day in session, that he be entitled to the same hospitality allowances as deputy ministers, and that his travelling expenses be reimbursed on the same basis as for deputy ministers.

The motion was adopted by a two-thirds majority of the Members of the Assembly, on the following vote:

At ten minutes past seven o'clock p.m., on motion of Mr Charron, the Assembly adjourned until 4 March 1980, at two o'clock p.m.

Today, Friday, 21 December 1979, at fifteen minutes past seven o'clock p.m., in Room 103 "A", in the presence of Mrs Cuerrier, Vice-President of the National Assembly, of Mr Tardif, the Delegate of the Prime Minister, of Mr Levesque (Bonaventure), the Delegate of the Leader of the Official Opposition, of Mr Charron, of Mr Vaugeois, of Mr Mathieu and of the Secretary

de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec de sanctionner les projets de loi suivants:

General of the National Assembly, the Honourable the Lieutenant-Governor of the Province of Québec was pleased to sanction the following Bills:

- | | |
|--|---|
| 17 Loi sur la santé et la sécurité du travail; | 17 An Act respecting occupational health and safety; |
| 28 Loi sur la protection des personnes et des biens en cas de sinistre; | 28 An Act respecting the protection of persons and property in the event of disaster; |
| 41 Loi sur l'acquisition de terres agricoles par des non-résidents; | 41 An Act governing the acquisition of farm land by non-residents; |
| 43 Loi modifiant la Loi du ministère de l'agriculture; | 43 An Act to amend the Act respecting the Ministère de l'agriculture; |
| 48 Loi modifiant la Loi de police; | 48 An Act to amend the Police Act; |
| 51 Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre; | 51 An Act respecting the development of Québec firms in the book industry; |
| 52 Loi modifiant la Loi des constituts ou du régime de tenure; | 52 An Act to amend the Constitut or Tenure System Act; |
| 54 Loi sur le recouvrement de certaines créances; | 54 An Act respecting the collection of certain debts; |
| 55 Loi sur les permis d'alcool; | 55 An Act respecting liquor permits; |
| 57 Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives; | 57 An Act respecting municipal taxation and providing amendments to certain legislation; |
| 59 Loi modifiant la Loi sur l'assurance-récolte et la Loi sur l'assurance-stabilisation des revenus agricoles; | 59 An Act to amend the Crop Insurance Act and the Act respecting farm income stabilization insurance; |
| 60 Loi modifiant la Loi concernant les droits sur les mines; | 60 An Act to amend the Mining Duties Act; |
| 61 Loi sur les appareils sous pression et d'autres dispositions législatives; | 61 An Act respecting pressure vessels, and other legislation; |

65	Loi modifiant la Loi concernant la taxe sur les carburants;	65	An Act to amend the Fuel Tax Act;
66	Loi concernant certains ministères;	66	An Act respecting certain government departments;
68	Loi modifiant de nouveau la Loi concernant l'impôt sur la vente en détail et modifiant d'autres dispositions législatives;	68	An Act to again amend the Retail Sales Tax Act and to amend other legislation;
70	Loi modifiant la Loi sur les valeurs mobilières concernant le contrat de concession ou de franchisage;	70	An Act to amend the Securities Act in its applicability to the contract of concession or of franchising;
71	Loi modifiant de nouveau la Loi sur l'instruction publique;	71	An Act to again amend the Education Act;
72	Loi sur le ministère de l'énergie et des ressources;	72	An Act respecting the Ministère de l'énergie et des ressources;
73	Loi modifiant la Loi sur l'établissement par Sidbec d'un complexe sidérurgique intégré;	73	An Act to amend the Act respecting the establishment of an integrated steel complex by Sidbec;
74	Loi modifiant le Code municipal et la Loi sur les cités et villes concernant les ententes intermunicipales;	74	An Act to amend the Municipal Code and the Cities and Towns Act in their applicability to intermunicipal agreements;
75	Loi sur les grains;	75	Grain Act;
77	Loi sur les services de garde à l'enfance	77	An Act respecting child day care;
78	Loi sur la sécurité dans les sports;	78	An Act respecting safety in sports;
79	Loi modifiant la Loi sur le notariat;	79	An Act to amend the Notarial Act;
85	Loi modifiant la Loi sur la Société de développement coopératif;	85	An Act to amend the Act respecting the Société de développement coopératif;
189	Loi sur la Fédération des Magasins Co-op;	189	An Act respecting the Fédération des Magasins Co-op;

192	Loi concernant La Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins de Québec;	192	An Act respecting La Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec;
213	Loi concernant la compagnie Centre de rénovation La Tuque Inc.;	213	An Act respecting the company Centre de rénovation La Tuque Inc.;
217	Loi modifiant la Loi constituant en corporation le «Monastère des Augustines Hospitalières de Lévis»;	217	An Act to amend the Act to incorporate the "Monastère des Augustines Hospitalières de Lévis";
218	Loi concernant la corporation municipale de la paroisse de Notre-Dame de l'Île Perrot;	218	An Act respecting the municipal corporation of the parish of Notre-Dame de l'Île Perrot;
219	Loi concernant Les Augustines de la miséricorde de Jésus du monastère de Roberval;	219	An Act respecting Les Augustines de la miséricorde de Jésus du monastère de Roberval;
233	Loi concernant le Club de golf Montmagny inc.;	233	An Act respecting the Club de golf Montmagny inc.;
236	Loi sur la fusion de Magasin Co-Op de Sainte-Hénédine et Société coopérative agricole Etchemin;	236	An Act respecting the amalgamation of Magasin Co-Op de Sainte-Hénédine and Société coopérative agricole Etchemin;
238	Loi concernant la succession de Joseph L. Greenspon;	238	An Act respecting the Joseph L. Greenspon estate;
241	Loi modifiant la Loi constituant en corporation «Les Soeurs de Saint-Joseph de Saint-Hyacinthe»;	241	An Act to amend the Act to incorporate the Sisters of St. Joseph of St. Hyacinthe;
244	Loi modifiant la Charte de la ville de Hull;	244	An Act to amend the Charter of the city of Hull;
252	Loi concernant certains immeubles du cadastre de la paroisse de Saint-Jean-Chrysostôme, division d'enregistrement de Château-guay;	252	An Act respecting certain immoveables of the cadastre of the parish of Saint-Jean-Chrysostôme, registration division of Château-guay;

280 Loi modifiant la Loi concernant la
cité de Salaberry-de-Valley-
field.

280 An Act to amend the Act respect-
ing the city of Salaberry-de-Valley-
field.

CLÉMENT RICHARD,
Président.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

**PROCÈS-VERBAUX
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC**

Quatrième session de la trente et unième Législature

**VOTES AND PROCEEDINGS
OF THE NATIONAL ASSEMBLY
OF QUÉBEC**

Fourth Session of the Thirty-First Legislature

Le lundi 3 mars 1980

Quinze heures

M. le Président communique à l'Assemblée les avis suivants:

M. Clément Richard
Président de l'Assemblée nationale
Hôtel du Gouvernement
Québec

Monsieur le Président,

Conformément aux dispositions de l'article 35 de la Loi de la législature, je vous remets par les présentes ma démission à titre de député du district électoral de Mégantic-Compton à l'Assemblée nationale du Québec, à compter du 7 janvier 1980.

Signé à Lac-Mégantic, le 3 janvier 1980

(Signé) FERNAND GRENIER
*Député du district électoral
de Mégantic-Compton*

Monday, 3 March 1980

Three o'clock p.m.

Mr President informed the Assembly of the following communications:

Mr Clément Richard
President of the National Assembly
Government Buildings
Québec City

Sir,

Pursuant to the provisions of section 35 of the Legislature Act, I do hereby resign as Member representing the Electoral District of Mégantic-Compton in the National Assembly of Québec, effective 7 January 1980.

Signed at Lac-Mégantic, 3 January 1980

(Signed) FERNAND GRENIER
*Member for the Electoral District
of Mégantic-Compton*

Nous soussignés attestons la signature du député du district électoral de Mégantic-Compton.

(Signé) FABIEN CORDEAU
*Député du district électoral
de Saint-Hyacinthe*

(Signé) YVON BROCHU
*Député du district électoral
de Richmond*

(Document de la session n° 473.)

Cowansville, le 11 janvier 1980

M. Clément Richard
Président de l'Assemblée nationale
Hôtel du Gouvernement
Québec

Monsieur,

Conformément aux prescriptions de la Loi de la législature, je vous avise de ma décision de démissionner à titre de député du district électoral de Brôme-Missisquoi, à compter de ce jour, en vue de me porter candidat à l'élection générale du 18 février 1980.

Vous remerciant de votre collaboration, veuillez accepter, monsieur le Président, l'expression de mes sentiments les plus respectueux.

(Signé) ARMAND RUSSELL

(Signé) FABIEN CORDEAU
Député de Saint-Hyacinthe

(Signé) YVON BROCHU
Député de Richmond

(Document de la session n° 474.)

We the undersigned testify to the signature of the Member for the Electoral District of Mégantic-Compton.

(Signed) FABIEN CORDEAU
*Member for the Electoral District
of Saint-Hyacinthe*

(Signed) YVON BROCHU
*Member for the Electoral District
of Richmond*

(Sessional Papers, No. 473.)

Cowansville, 11 January 1980

Mr Clément Richard
President of the National Assembly
Government Buildings
Québec City

Sir,

Pursuant to the provisions of the Legislature Act, I wish to inform you of my decision to resign as Member for the Electoral District of Brôme-Missisquoi, effective this day, in order to be a candidate in the general election of 18 February 1980.

I thank you for your cooperation.

Yours respectfully,

(Signed) ARMAND RUSSELL

(Signed) FABIEN CORDEAU
Member for Saint-Hyacinthe

(Signed) YVON BROCHU
Member for Richmond

(Sessional Papers, No. 474.)

Québec, le 11 janvier 1980.

Québec City, 11 January 1980

M. Clément Richard
Président de l'Assemblée nationale
Hôtel du Gouvernement
Québec

Mr Clément Richard
President of the National Assembly
Government Buildings
Québec City

Objet: Appellation modifiée du parti
«Les Démocrates»

Re: Change of name of "The Democrats"

Monsieur le Président,

Dear Sir,

Je vous informe par la présente que depuis le 1^{er} janvier 1980, notre parti («Les Démocrates») utilise l'appellation qui suit: PARTI DÉMOCRATE-CRÉDITISTE.

I do hereby inform you that as of 1 January 1980, our Party ("The Democrats") has adopted the following name: SOCIAL CREDIT DEMOCRATIC PARTY.

Soyez certain, monsieur le Président, que vous m'obligerez en communiquant cette clarification lors de la reprise de nos travaux parlementaires, et acceptez, je vous prie, l'expression de mes distingués sentiments.

I would be grateful to you, Mr President, if you could communicate this change of name when the Assembly resumes sitting.

Yours very truly,

Le député de Rouyn-Noranda,
(Signed) CAMIL SAMSON, M.A.N.
Chef démocrate-creditiste

Member for Rouyn-Noranda,
(Signed) CAMIL SAMSON, M.N.A.
*Leader of the Social
Credit Democratic Party*

(Document de la session n° 475.)

(Sessional Papers, No. 475.)

Québec, le 22 janvier 1980

Québec City, 22 January 1980

M. Clément Richard
Président de l'Assemblée nationale
Hôtel du Gouvernement
Québec

Mr Clément Richard
President of the National Assembly
Government Buildings
Québec City

Monsieur le Président,

Sir,

J'ai le plaisir de vous annoncer que lundi le 21 janvier 1980, le député de Bellechasse, monsieur Bertrand Goulet, a été désigné au poste de whip du parti de l'Union Nationale à l'Assemblée nationale du Québec.

It is with great pleasure that I am able to inform you that on Monday, 21 January 1980, the Member for Bellechasse, Mr Bertrand Goulet, was appointed Whip of the Union Nationale Party in the National Assembly of Québec.

Veuillez croire, monsieur le Président, à l'assurance de mes sentiments les plus respectueux.

Le Chef de l'Union Nationale
(Signé) RODRIGUE BIRON
Député de Lotbinière
(Document de la session n° 476.)

Québec, le 3 mars 1980

M. Clément Richard
Président de l'Assemblée nationale
Hôtel du Gouvernement
Québec

Monsieur le Président,

Je désire vous informer que j'ai remis ce matin à M. Serge Fontaine, député de Nicolet-Yamaska et président du parti, ma démission comme Chef de l'Union Nationale.

Je siégerai dorénavant comme député indépendant de Lotbinière.

Veuillez accepter, monsieur le Président, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le député de Lotbinière,
(Signé) RODRIGUE BIRON.
(Document de la session n° 477.)

Québec, le 3 mars 1980

M. Clément Richard
Président de l'Assemblée nationale
Hôtel du Gouvernement
Québec

Monsieur le Président,

Je désire vous informer que le caucus de l'Union Nationale a désigné monsieur Michel Le Moignan, député de Gaspé, pour agir à titre de Chef de l'Union Nationale, et qu'il siégera doré-

Respectfully yours,

(Signed) RODRIGUE BIRON
Leader of the Union Nationale
Member for Lotbinière
(Sessional Papers, No. 476.)

Québec City, 3 March 1980

Mr Clément Richard
President of the National Assembly
Government Buildings
Québec City

Sir,

I wish to inform you that I submitted this morning my resignation as Leader of the Union Nationale to Mr Serge Fontaine, Member for Nicolet-Yamaska and President of the Party.

I shall henceforth sit as an Independent Member for Lotbinière.

Yours very truly,

(Signed) RODRIGUE BIRON,
Member for Lotbinière
(Sessional Papers, No. 477.)

Québec City, 3 March 1980

Mr Clément Richard
President of the National Assembly
Government Buildings
Québec City

Sir,

I wish to inform you that the Union Nationale caucus has designated Mr Michel LeMoignan, Member for Gaspé, to serve as Leader of the Party, and that he will henceforth sit in this capac-

navant à ce titre à l'Assemblée nationale du Québec.

Veuillez accepter, monsieur le Président, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

*Le Leader parlementaire de
l'Union Nationale*
(Signé) YVON BROCHU

(Document de la session n° 478.)

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Bédard:

Opinion de juristes du ministère de la Justice sur la conformité de certains projets de formulation d'une question référendaire avec les dispositions de la Loi sur la consultation populaire.

(Document de la session n° 479.)

Par M. Bérubé:

Rapport annuel de la Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec (REXFOR), pour l'année 1978/79.

(Document de la session n° 480.)

À seize heures vingt-cinq minutes, sur la motion de M. Charron, l'Assemblée s'ajourne à demain quatorze heures.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

ity in the National Assembly of Québec.

Yours very truly,

(Signed) YVON BROCHU
House Leader of the Union Nationale

(Sessional Papers, No. 478.)

The following documents were tabled:

By Mr Bédard:

Legal opinion of the Department of Justice on the conformity with the provisions of the Referendum Act of certain proposals for the formulation of a referendum question.

(Sessional Papers, No. 479.)

By Mr Bérubé:

Annual report of the Québec Wood Salvage, Logging and Forest Development Company (REXFOR), for 1978/79.

(Sessional Papers, No. 480.)

At twenty-five minutes past four o'clock p.m., on motion of Mr Charron, the Assembly adjourned until tomorrow at two o'clock p.m.

CLÉMENT RICHARD,
President.

**PROCÈS-VERBAUX
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC**

Quatrième session de la trente et unième Législature

**VOTES AND PROCEEDINGS
OF THE NATIONAL ASSEMBLY
OF QUÉBEC**

Fourth Session of the Thirty-First Legislature

Le mardi 4 mars 1980

Quatorze heures

Tuesday, 4 March 1980

Two o'clock p.m.

M. le Président communique à l'Assemblée la lettre suivante:

Mr President informed the Assembly of the following letter:

**COUR PROVINCIALE
JUGE EN CHEF**

**THE PROVINCIAL COURT
CHIEF JUDGE**

Montréal, le 4 mars 1980

Montreal, 4 March 1980

M. Clément Richard
Président de l'Assemblée nationale
Hôtel du Gouvernement
Québec

Mr Clément Richard
President of the National Assembly
Government Buildings
Québec City

Monsieur le Président,

Sir,

Objet: Conseil du référendum - Loi
sur la consultation populaire -
L.Q. 1978, c. 6 -

Re: Conseil du référendum
Referendum Act, S.Q. 1978, c. 6

J'ai l'honneur de vous aviser qu'en date d'aujourd'hui, j'ai désigné les juges de la Cour provinciale devant composer le Conseil du référendum comme suit:

I have the honour to inform you that, of date today, I have designated the following Judges of the Provincial Court to compose the Conseil du référendum:

M. le juge en chef Alan B. Gold (Président)

M. le juge en chef associé Georges Chassé

M. le juge en chef adjoint Gaston Rondeau

Je vous saurais gré d'aviser les personnes intéressées.

Agréiez, Monsieur le président, mes salutations les plus distinguées.

Votre tout dévoué.

(Signé) A.B. GOLD

Juge en chef

(Document de la session n° 481.)

Les documents suivants sont déposés:

Par M. le Président:

Diagramme de l'Assemblée nationale du Québec, en date du 4 mars 1980.

(Document de la session n° 482.)

Par M. Parizeau:

Copies des décrets du gouvernement du Québec n°s 406-80 et 407-80, en date du 13 février 1980, concernant les règlements de la Caisse de dépôt et placement du Québec.

(Document de la session n° 483.)

État du rapport et des dépenses encourues au 3 mars 1980 en conséquence du mandat spécial autorisé depuis l'ajournement de l'Assemblée nationale, accompagné de la copie du décret du gouvernement du Québec n° 280-80, en date du 6 février 1980, concernant ce mandat spécial.

(Document de la session n° 484.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la motion privilégiée suivante de M. Lévesque (Taillon), en vertu de l'article 8 de la Loi sur la consultation populaire (1978, c. 6):

Mr Chief Judge Alan B. Gold (Chairman)

Mr Senior Associate Chief Judge Georges Chassé

Mr Associate Chief Judge Gaston Rondeau

I would be grateful if you could notify the persons concerned.

Yours obediently,

(Signed) A.B. GOLD

Chief Judge

(Sessional Papers, No. 481.)

The following documents were tabled:

By Mr President:

Seating plan, National Assembly of Québec, dated 4 March 1980.

(Sessional Papers, No. 482.)

By Mr Parizeau:

Copies of Orders in Council 406-80 and 407-80, dated 13 February 1980, concerning the Regulations of the Québec Deposit and Investment Fund.

(Sessional Papers, No. 483.)

Statement of the report and of the expenditures incurred as at 3 March 1980 in consequence of a special warrant authorized since the adjournment of the National Assembly, together with a copy of Order in Council 280-80, dated 6 February 1980, concerning the special warrant.

(Sessional Papers, No. 484.)

The Order of the Day being read for the consideration of the following motion of privilege by Mr Lévesque (Taillon), under section 8 of the Referendum Act (1978, c. 6):

Que les versions française et anglaise de la question devant faire l'objet d'une consultation populaire et être inscrite sur le bulletin de vote conformément aux articles 8, 9 et 20 de la Loi sur la consultation populaire, soient les suivantes:

That the French and the English text of the question which is to be the subject of a referendum and which is to be entered on the ballot-paper in accordance with sections 8, 9 and 20 of the Referendum Act, be the following:

Le gouvernement du Québec a fait connaître sa proposition d'en arriver, avec le reste du Canada, à une nouvelle entente fondée sur le principe de l'égalité des peuples;

cette entente permettrait au Québec d'acquérir le pouvoir exclusif de faire ses lois, de percevoir ses impôts et d'établir ses relations extérieures, ce qui est la souveraineté - et, en même temps de maintenir avec le Canada une association économique comportant l'utilisation de la même monnaie;

tout changement de statut politique résultant de ces négociations sera soumis à la population par référendum;

en conséquence, accordez-vous au Gouvernement du Québec le mandat de négocier l'entente proposée entre le Québec et le Canada?

☐ OUI

☐ NON

The Government of Québec has made public its proposal to negotiate a new agreement with the rest of Canada, based on the equality of nations;

this agreement would enable Québec to acquire the exclusive power to make its laws, levy its taxes and establish relations abroad - in other words, sovereignty - and at the same time, to maintain with Canada an economic association including a common currency;

any change in political status resulting from these negotiations will be submitted to the people through a referendum;

on these terms, do you give the Government of Québec the mandate to negotiate the proposed agreement between Québec and Canada?

☐ YES

☐ NO

Avant que ne soit entrepris le débat sur la motion privilégiée du Premier ministre, M. le Président informe l'Assemblée que conformément à l'article 10 du règlement il a tenu une réunion avec les leaders parlementaires des

Before the debate on the motion of privilege by the Prime Minister was opened, Mr President informed the Assembly that pursuant to Standing Order 10 he had conferred with the House Leaders of the recognized

partis reconnus en vue d'organiser ce débat limité à trente-cinq heures sur la question qui fera l'objet d'un débat parlementaire, que cette conférence n'a pas donné lieu à un accord total et qu'il doit établir d'office les règles qui seront en vigueur en ce qui concerne le partage du temps.

Cette directive est établie à partir des principes suivants: le débat portera essentiellement sur un seul objet, soit l'examen du choix d'une question par les députés; il ne s'agit pas du débat sur le choix d'une réponse dont le déroulement est régi par la Loi sur la consultation populaire et où on consacre l'égalité des chances des deux options possibles. Le Président ne peut pas présumer de la position des députés sur la réponse à cette question; il peut encore moins présumer de la position des députés sur le texte même de cette question; par conséquent, il lui est impossible, contrairement à ce qui se produira lors du débat public sur la réponse, de répartir également le temps de parole entre deux partis prônant des options différentes. Les règles ordinaires de procédure doivent donc prévaloir ici. Ces règles normales et habituelles qui régissent les délibérations de notre Assemblée ont comme premier objectif de donner à chaque député, tous égaux en principe, une égale chance de participer aux débats qui s'y déroulent.

Nous sommes en présence d'une motion de fond. L'article 94 nous impose les restrictions quant au temps de parole de chaque député en Chambre. Nous devrions suivre intégralement cette disposition de notre règlement si le débat que nous entreprenons n'était lui-même limité à trente-cinq heures. Cette limitation dans le temps nous place donc en présence d'un débat restreint. Il ne s'agit pas de ce type de

parties to organize the debate on the question to be the subject of a parliamentary debate limited to thirty-five hours, that the conference had not resulted in a general agreement and that, as a matter of course, he had to establish the rules that would govern the allocation of debate time.

The directive of the President is based on the following principles: the debate shall concentrate essentially on one subject-matter, namely the consideration by the Members of a choice of a question; it shall not concern the choice of an answer, this being governed by the Referendum Act and given equal opportunity in regard to the two possible options. The President cannot assume the position of Members on the answer to this question and even less their position on the text of the question; consequently, contrary to what will ensue during the public debate on the answer, it is impossible for him to distribute debate time equally between two parties advocating different options. The common Rules of Procedure must therefore prevail here. The main aim of the normal and customary rules governing the proceedings of our Assembly is to provide all Members, all equal in principle, an equal opportunity to participate in House debates.

We have before us a substantive motion. Standing Order 94 restricts the speech duration of each participating Member. We would have to follow entirely this provision of our Standing Orders if the debate which we are about to begin were not limited to thirty-five hours. This time limit places before us a restricted debate. It is not the type of restricted debate limited by our Standing Orders to a few hours only and making it impossible to re-

limite à quelques heures seulement et où il est impossible de respecter les droits individuels des députés, mais plutôt de ce genre de débat restreint, tels celui sur le message inaugural et celui sur le discours du budget, aux termes desquels le temps alloué permet davantage de protéger ces droits individuels; en conséquence, le partage du temps se fera en faisant prévaloir le droit individuel des députés sur les droits collectifs soit ceux des différentes formations politiques. Ainsi, en accordant à chaque député de l'Opposition un droit de parole de vingt minutes, tout en respectant l'heure dévolue à chacun des chefs des partis reconnus, en limitant à seize minutes le droit de parole des députés ministériels qui, à cause de leur grand nombre, peuvent souffrir de restrictions individuelles, le Premier ministre ayant droit à un discours d'une heure et un droit de réplique de vingt minutes, le leader parlementaire du gouvernement, à un discours d'une heure, et en ajoutant dix minutes aux vingt minutes permises au député de Rouyn-Noranda, enfin, en transformant tous ces droits individuels en droits collectifs, les premiers n'étant pas brimés par les derniers, nous en venons à la distribution suivante du temps par formation politique: le Parti libéral aura une enveloppe de dix heures et quarante minutes; l'Union Nationale, deux heures et vingt minutes; le député de Rouyn-Noranda, trente minutes; les députés de Gouin, de Pointe-Claire et de Lotbinière, chacun vingt minutes et enfin le parti ministériel, vingt heures et trente minutes.

Chaque formation politique utilisera à son gré le temps qui lui est imparti tout en respectant la règle qu'un député, même s'il lui sera permis d'intervenir plus d'une fois, sera limité à

spect the individual rights of Members; it is rather a restricted debate such as that on the inaugural message and on the budget speech under which terms the time allocated further serves to protect individual rights. Accordingly, time shall be so distributed that individual rights will prevail over collective rights, that is, those of the various political parties. Thus, by allowing each Member of the Opposition to speak for twenty minutes, account being taken of the hour granted to each of the Leaders of the recognized parties, by limiting to sixteen minutes the duration of the speeches by Government Members who, being so numerous can permit some individual restrictions, the Prime Minister being entitled to a speech of one hour and to a right of reply of twenty minutes, the Government House Leader to a speech of one hour, by adding ten minutes to the twenty minutes granted to the Member for Rouyn-Noranda and, finally, by transforming all of these individual rights into collective rights, the former not being compromised by the latter, we have arrived at the following allocation of debate time for each political party: the Liberal Party shall have a total of ten hours and forty minutes; the Union Nationale, two hours and twenty minutes; the Member for Rouyn-Noranda, thirty minutes; the Members for Gouin, for Pointe-Claire and for Lotbinière, twenty minutes each; and finally, the governing Party, twenty hours and thirty minutes.

Each political party shall use as it wishes the time allotted to it but observe the rule that a Member, even if granted leave to speak more than once, shall on each occasion be limited to a

vingt minutes par intervention, sauf pour le Premier ministre, le leader du gouvernement, le chef de l'Opposition officielle et le chef de l'Union Nationale qui auront droit à une heure pour leur première intervention.

Pour la séance d'aujourd'hui, l'ordre des intervenants sera celui-ci: en premier lieu, le Premier ministre aura le droit de parole, ensuite viendra le chef de l'Opposition officielle, puis ce sera le tour du chef de l'Union Nationale, après quoi le député de Rouyn-Noranda fera son intervention et par la suite, autant que faire se peut, l'alternance sera respectée.

Et un débat s'élève sur la motion privilégiée de M. Lévesque (Taillon).

M. Ryan propose que la motion en discussion soit amendée en remplaçant les quatres derniers alinéas par ce qui suit:

Le gouvernement du Québec a fait connaître dans son Livre blanc son projet d'un nouveau régime politique pour le Québec.

En conséquence,

1. Pensez-vous que le Québec devrait devenir un État souverain?

OUI

NON

2. Dans l'affirmative, pensez-vous qu'un Québec souverain devrait rechercher par voie de négociation une association économique avec le reste du Canada?

OUI

NON

Et le débat continue.

M. Le Moignan propose que la motion en discussion soit amendée comme suit:

speech of twenty minutes, except for the Prime Minister, the Government House Leader, the Leader of the Official Opposition and the Leader of the Union Nationale who shall each be entitled to one hour for their first speech.

For today's sitting, the speeches shall be given in the following order: by the Prime Minister, by the Leader of the Official Opposition, by the Leader of the Union Nationale, by the Member for Rouyn-Noranda, following which, the principle of alternation shall be observed.

And debate arising on the motion of privilege by Mr Lévesque (Taillon).

Mr Ryan moved that the motion under debate be amended by replacing the last four paragraphs by the following:

In its White Paper, the Government of Québec has made known its plan for a new political regime for Québec.

Consequently,

1. Do you think that Québec should become a sovereign State?

YES

NO

2. If so, do you think that a sovereign Québec should seek through negotiation an economic association with the rest of Canada?

YES

NO

And debate continuing.

Mr Le Moignan moved that the motion under debate be amended as follows:

Dans le troisième paragraphe, remplacer les mots «tout changement de statut politique» par les mots «les accords de l'association économique» ainsi que le mot «sera» par le mot «seront».

Dans le quatrième paragraphe, remplacer les mots «négocier l'entente proposée entre le Québec et le Canada?» par les mots «réaliser immédiatement la souveraineté politique du Québec et de négocier une association économique entre le Québec et le Canada?».

À dix-sept heures cinquante-cinq minutes, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

Et le débat continue.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Landry.

À vingt et une heures quarante-cinq minutes, sur la motion de M. Charron, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

By replacing in the third paragraph thereof, the words "any change in political status" by the words "the economic association agreements".

By replacing the fourth paragraph thereof, the words "negotiate the proposed agreement between Québec and Canada?" by the words "achieve without delay political sovereignty for Québec and to negotiate an economic association between Québec and Canada?".

At fifty-five minutes past five o'clock p.m., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until eight o'clock p.m.

Eight o'clock p.m.

And debate continuing.

The debate was adjourned on motion of Mr Landry.

At forty-five minutes past nine o'clock p.m., on motion of Mr Charron, the Assembly adjourned until tomorrow at ten o'clock a.m.

CLÉMENT RICHARD,
President.

**PROCÈS-VERBAUX
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC**

Quatrième session de la trente et unième Législature

**VOTES AND PROCEEDINGS
OF THE NATIONAL ASSEMBLY
OF QUÉBEC**

Fourth Session of the Thirty-First Legislature

Le mercredi 5 mars 1980

Dix heures

Wednesday, 5 March 1980

Ten o'clock a.m.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion privilégiée de M. Lévesque (Taillon), en vertu de l'article 8 de la Loi sur la consultation populaire (1978, c. 6), proposant:

Que les versions française et anglaise de la question devant faire l'objet d'une consultation populaire et être inscrite sur le bulletin de vote conformément aux articles 8, 9 et 20 de la Loi sur la consultation populaire, soient les suivantes:

The Assembly resumed debate on the motion of privilege by Mr Lévesque (Taillon), under section 8 of the Referendum Act (1978, c. 6), proposing:

That the French and the English text of the question which is to be the subject of a referendum and which is to be entered on the ballot-paper in accordance with sections 8, 9 and 20 of the Referendum Act, be the following:

Le Gouvernement du Québec a fait connaître sa proposition d'en arriver, avec le reste du Canada, à une nouvelle entente fondée sur le principe de l'égalité des peuples;

cette entente permettrait au Québec d'acquérir le pouvoir exclusif de faire ses lois, de percevoir ses impôts et d'établir ses relations extérieures, ce qui est la souveraineté - et, en même temps, de maintenir avec le Canada une association économique comportant l'utilisation de la même monnaie;

tout changement de statut politique résultant de ces négociations sera soumis à la population par référendum;

en conséquence, accordez-vous au Gouvernement du Québec le mandat de négocier l'entente proposée entre le Québec et le Canada?

☐ OUI

☐ NON

The Government of Québec has made public its proposal to negotiate a new agreement with the rest of Canada, based on the equality of nations;

this agreement would enable Québec to acquire the exclusive power to make its laws, levy its taxes and establish relations abroad - in other words, sovereignty - and at the same time, to maintain with Canada an economic association including a common currency;

any change in political status resulting from these negotiations will be submitted to the people through a referendum;

on these terms, do you give the Government of Québec the mandate to negotiate the proposed agreement between Québec and Canada?

☐ YES

☐ NO

Sur l'amendement de M. Ryan proposant:

Que la motion en discussion soit amendée en remplaçant les quatre derniers alinéas par ce qui suit:

Le gouvernement du Québec a fait connaître dans son Livre blanc son projet d'un nouveau régime politique pour le Québec.

En conséquence,

1. Pensez-vous que le Québec devrait devenir un État souverain?

OUI

NON

2. Dans l'affirmative, pensez-vous qu'un Québec souverain devrait recher-

On the amendment by Mr Ryan proposing:

That the motion under debate be amended by replacing the last four paragraphs by the following:

In its White Paper, the Government of Québec has made known its plan for a new political regime for Québec.

Consequently,

1. Do you think that Québec should become a sovereign State?

YES

NO

2. If so, do you think that a sovereign Québec should seek through nego-

cher par voie de négociation une association économique avec le reste du Canada?

OUI

NON

Et sur l'amendement de M. LeMoignan proposant:

Que la motion en discussion soit amendée comme suit:

Dans le troisième paragraphe, remplacer les mots «tout changement de statut politique» par les mots «les accords de l'association économique» ainsi que le mot «sera» par le mot «seront».

Dans le quatrième paragraphe, remplacer les mots «négocier l'entente proposée entre le Québec et le Canada?» par les mots «réaliser immédiatement la souveraineté politique du Québec et de négocier une association économique entre le Québec et le Canada?».

Le débat est ajourné sur la motion de M. Paquette.

À douze heures cinquante-trois minutes, Madame la Présidente quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

Quinze heures

Le projet de loi n° 89, «Loi instituant un nouveau Code civil et portant réforme du droit de la famille», est présenté par M. Bédard, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion privilégiée de M. Lévesque (Taillon), en vertu de l'article 8 de la Loi sur la consultation populaire (1978, c. 6), proposant:

Que les versions française et anglaise de la question devant faire l'objet d'une

tiation an economic association with the rest of Canada?

YES

NO

And on the amendment by Mr LeMoignan proposing:

That the motion under debate be amended as follows:

By replacing in the third paragraph thereof, the words "any change in political status" by the words "the economic association agreements".

By replacing in the fourth paragraph thereof, the words "negotiate the proposed agreement between Québec and Canada?" by the words "achieve without delay political sovereignty for Québec and to negotiate an economic association between Québec and Canada?".

The debate was adjourned on motion of Mr Paquette.

At fifty-three minutes past twelve o'clock p.m., Madam President left the Chair and the sitting was suspended until three o'clock p.m.

Three o'clock p.m.

Bill 89, "An Act to establish a new Civil Code and to reform family law", was introduced by Mr Bédard, read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

The Assembly resumed debate on the motion of privilege by Mr Lévesque (Taillon), under section 8 of the Referendum Act (1978, c. 6), proposing:

That the French and the English text of the question which is to be the sub-

consultation populaire et être inscrite sur le bulletin de vote conformément aux articles 8, 9 et 20 de la Loi sur la consultation populaire, soient les suivantes:

ject of a referendum and which is to be entered on the ballot-paper in accordance with sections 8, 9 and 20 of the Referendum Act, be the following:

Le Gouvernement du Québec a fait connaître sa proposition d'en arriver, avec le reste du Canada, à une nouvelle entente fondée sur le principe de l'égalité des peuples;

cette entente permettrait au Québec d'acquérir le pouvoir exclusif de faire ses lois, de percevoir ses impôts et d'établir ses relations extérieures, ce qui est la souveraineté - et, en même temps, de maintenir avec le Canada une association économique comportant l'utilisation de la même monnaie;

tout changement de statut politique résultant de ces négociations sera soumis à la population par référendum;

en conséquence, accordez-vous au Gouvernement du Québec le mandat de négocier l'entente proposée entre le Québec et le Canada?

☐ OUI

☐ NON

The Government of Québec has made public its proposal to negotiate a new agreement with the rest of Canada, based on the equality of nations;

this agreement would enable Québec to acquire the exclusive power to make its laws, levy its taxes and establish relations abroad - in other words, sovereignty - and at the same time, to maintain with Canada an economic association including a common currency;

any change in political status resulting from these negotiations will be submitted to the people through a referendum;

on these terms, do you give the Government of Québec the mandate to negotiate the proposed agreement between Québec and Canada?

☐ YES

☐ NO

Sur l'amendement de M. Ryan proposant:

Que la motion en discussion soit amendée en remplaçant les quatre derniers alinéas par ce qui suit:

On the amendment by Mr Ryan proposing:

That the motion under debate be amended by replacing the last four paragraphs by the following:

Le gouvernement du Québec a fait connaître dans son Livre blanc son projet d'un nouveau régime politique pour le Québec.

En conséquence,

1. Pensez-vous que le Québec devrait devenir un État souverain?

OUI

NON

2. Dans l'affirmative, pensez-vous qu'un Québec souverain devrait rechercher par voie de négociation une association économique avec le reste du Canada?

OUI

NON

Et sur l'amendement de M. LeMoignan proposant:

Que la motion en discussion soit amendée comme suit:

Dans le troisième paragraphe, remplacer les mots «tout changement de statut politique» par les mots «les accords de l'association économique» ainsi que le mot «sera» par le mot «seront».

Dans le quatrième paragraphe, remplacer les mots «négocier l'entente proposée entre le Québec et le Canada?» par les mots «réaliser immédiatement la souveraineté politique du Québec et de négocier une association économique entre le Québec et le Canada?».

Le débat est ajourné sur la motion de M. Parizeau.

À dix-huit heures, l'Assemblée s'ajourne à demain quatorze heures.

In its White Paper, the Government of Québec has made known its plan for a new political regime for Québec.

Consequently,

1. Do you think that Québec should become a sovereign State?

YES

NO

2. If so, do you think that a sovereign Québec should seek through negotiation an economic association with the rest of Canada?

YES

NO

And on the amendment by Mr LeMoignan proposing:

That the motion under debate be amended as follows:

By replacing in the third paragraph thereof, the words "any change in political status" by the words "the economic association agreements".

By replacing in the fourth paragraph thereof, the words "negotiate the proposed agreement between Québec and Canada?" by the words "achieve without delay political sovereignty for Québec and to negotiate an economic association between Québec and Canada?".

The debate was adjourned on motion of Mr Parizeau.

At six o'clock p.m., the Assembly adjourned until tomorrow at two o'clock p.m.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

CLÉMENT RICHARD,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Quatrième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Fourth Session of the Thirty-First Legislature

Le jeudi 6 mars 1980

Quatorze heures

Thursday, 6 March 1980

Two o'clock p.m.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. le Président:

Conformément au paragraphe *b* de l'article 30 de la Loi sur la fonction publique, les avis de la Commission de la fonction publique au Conseil du trésor concernant les règlements suivants:

1. Règlement concernant la tenue de concours en vue de la nomination et de la promotion dans la fonction publique

2. Règlement modifiant le Règlement concernant la classification des emplois

3. Règlement modifiant le Règlement concernant la rémunération, les avantages sociaux et autres conditions de travail de certains fonctionnaires

4. Règlement concernant l'intégration de certains fonctionnaires à la classe d'agent de maîtrise en investigation à la Curatelle publique

The following documents were tabled:

By Mr President:

Pursuant to paragraph *b* of section 30 of the Civil Service Act, the opinions submitted to the Treasury Board by the Commission de la fonction publique, on the following Regulations:

1. Regulations respecting the holding of competitions for appointment to and promotion in the Civil Service

2. Regulation amending the Regulation respecting the classification of positions

3. Regulation amending the Regulation respecting the remuneration, fringe benefits and other terms of employment of certain civil servants

4. Regulation respecting the integration of certain civil servants into the class of supervisor of Public Curatorship investigation

5. Règlement modifiant le Règlement de classification numéro 101 concernant les agents du vérificateur général

6. Règlement de classification numéro 269 concernant les techniciens en foresterie

7. Règlement modifiant le Règlement concernant la rémunération, les avantages sociaux et autres conditions de travail de certains fonctionnaires

8. Règlement modifiant le Règlement concernant la rémunération, les avantages sociaux et autres conditions de travail de certains fonctionnaires

9. Règlement modifiant le Règlement concernant les emplois occasionnels et leurs titulaires

10. Règlement modifiant le Règlement concernant les emplois occasionnels et leur titulaires

11. Règlement modifiant le Règlement concernant la rémunération, les avantages sociaux et autres conditions de travail de certains fonctionnaires

12. Règlement modifiant le Règlement concernant les emplois occasionnels et leurs titulaires

13. Règlement modifiant le Règlement concernant certaines conditions de travail du personnel de direction des agents de la paix oeuvrant en établissement de détention

14. Règlement concernant la rémunération et certaines conditions de travail du personnel de direction des agents de la paix autres que ceux oeuvrant en établissement de détention.

(Document de la session n° 485.)

Par M. Charron:

Rapport annuel de l'Office franco-québécois pour la jeunesse, pour l'année 1978.

(Document de la session n° 486.)

5. Regulation amending Classification Regulation 101 respecting Auditor General officers

6. Classification Regulation 269 respecting forest technicians

7. Regulation amending the Regulation respecting the remuneration, fringe benefits and other terms of employment of certain civil servants

8. Regulation amending the Regulation respecting the remuneration, fringe benefits and other terms of employment of certain civil servants

9. Regulation respecting casual positions and their incumbents

10. Regulation respecting casual positions and their incumbents

11. Regulation amending the Regulation respecting the remuneration, fringe benefits and other terms of employment of certain civil servants

12. Regulation amending the Regulation respecting casual positions and their incumbents

13. Regulation amending the Regulation respecting certain terms of employment of personnel managing peace officers working in houses of detention

14. Regulation concerning the remuneration and certain terms of employment of personnel managing peace officers other than those working in houses of detention.

(Sessional Papers, No. 485.)

By Mr Charron:

Annual Report of the Office franco-québécois pour la jeunesse, for 1978.

(Sessional Papers, No. 486.)

Par Mme Payette:

État des actions gouvernementales en matière de condition féminine, pour l'année 1979/80.

(Document de la session n° 487.)

Conformément à l'article 174A du règlement, M. le Président donne avis que le vendredi 14 mars, la Commission permanente des affaires sociales siégera au Salon Bleu pour discuter la question avec débat du député de L'Acadie au ministre des Affaires sociales, sur le sujet suivant:

La politique gouvernementale au sujet des centres d'accueil, des centres hospitaliers pour soins prolongés et des soins à domicile.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion privilégiée de M. Lévesque (Taillon), en vertu de l'article 8 de la Loi sur la consultation populaire (1978, c. 6), proposant:

Que les versions française et anglaise de la question devant faire l'objet d'une consultation populaire et être inscrite sur le bulletin de vote conformément aux articles 8, 9 et 20 de la Loi sur la consultation populaire, soient les suivantes:

Le Gouvernement du Québec a fait connaître sa proposition d'en arriver, avec le reste du Canada, à une nouvelle entente fondée sur le principe de l'égalité des peuples;

cette entente permettrait au Québec d'acquérir le pouvoir exclusif de faire ses lois, de percevoir ses impôts et d'établir ses relations extérieures, ce qui est la souveraineté - et, en même temps, de maintenir avec le Canada une association économique comportant l'utilisation de la même monnaie;

tout changement de statut politique résultant de ces négociations sera soumis à la population par référendum;

en conséquence, accordez-vous au Gouvernement du Québec le mandat de négocier l'entente proposée entre le Québec et le Canada?

By Mrs Payette:

Account of Government action in areas related to the status of women, for 1979/80.

(Sessional Papers, No. 487.)

Pursuant to Standing Order 174A, Mr President gave notice that the Standing Committee on Social Affairs will sit in the Blue Room on Friday, 14 March, to discuss the question for debate by the Member for L'Acadie to the Minister of Social Affairs, on the following matter:

Government policy in regard to reception centres, hospital centres for extended treatment and home care.

The Assembly resumed debate on the motion of privilege by Mr Lévesque (Taillon), under section 8 of the Referendum Act (1978, c. 6), proposing:

That the French and the English text of the question which is to be the subject of a referendum and which is to be entered on the ballot-paper in accordance with sections 8, 9 and 20 of the Referendum Act, be the following:

☐ OUI

☐ NON

The Government of Québec has made public its proposal to negotiate a new agreement with the rest of Canada, based on the equality of nations;

this agreement would enable Québec to acquire the exclusive power to make its laws, levy its taxes and establish relations abroad - in other words, sovereignty - and at the same time, to maintain with Canada an economic association including a common currency;

any change in political status resulting from these negotiations will be submitted to the people through a referendum;

on these terms, do you give the Government of Québec the mandate to negotiate the proposed agreement between Québec and Canada?

☐ YES

☐ NO

Sur l'amendement de M. Ryan proposant:

Que la motion en discussion soit amendée en remplaçant les quatre derniers alinéas par ce qui suit:

Le gouvernement du Québec a fait connaître dans son Livre blanc son projet d'un nouveau régime politique pour le Québec.

En conséquence,

1. Pensez-vous que le Québec devrait devenir un État souverain?

OUI

NON

2. Dans l'affirmative, pensez-vous qu'un Québec souverain devrait rechercher par voie de négociation une association économique avec le reste du Canada?

OUI

NON

Et sur l'amendement de M. LeMoignan proposant:

Que la motion en discussion soit amendée comme suit:

Dans le troisième paragraphe, remplacer les mots «tout changement de statut politique» par les mots «les accords de l'association économique», ainsi que le mot «sera» par le mot «seront».

On the amendment by Mr Ryan proposing:

That the motion under debate be amended by replacing the last four paragraphs by the following:

In its White Paper, the Government of Québec has made known its plan for a new political regime for Québec.

Consequently,

1. Do you think that Québec should become a sovereign State?

YES

NO

2. If so, do you think that a sovereign Québec should seek through negotiation an economic association with the rest of Canada?

YES

NO

And on the amendment by Mr LeMoignan proposing:

That the motion under debate be amended as follows:

By replacing in the third paragraph thereof, the words "any change in political status" by the words "the economic association agreements".

Dans le quatrième paragraphe, remplacer les mots « négocier l'entente proposée entre le Québec et le Canada? », par les mots « réaliser immédiatement la souveraineté politique du Québec et de négocier une association économique entre le Québec et le Canada? ».

M. Tremblay propose que la motion d'amendement de M. Ryan soit amendée en ajoutant à la fin, le paragraphe suivant:

3. Dans la négative, pensez-vous que le Gouvernement du Québec devrait prendre l'initiative de proposer au Gouvernement fédéral et aux gouvernements des autres provinces, un projet cohérent de réforme en profondeur du fédéralisme canadien, afin de doter le Canada d'une nouvelle constitution, selon le principe de l'égalité des deux communautés linguistiques et selon le principe d'une répartition claire et fonctionnelle des compétences entre les deux ordres souverains de gouvernement?

OUI
NON

Et le débat continue.

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

Et le débat continue.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Morin (Sauvé).

By replacing in the fourth paragraph thereof, the words "negotiate the proposed agreement between Québec and Canada?" by the words "achieve without delay political sovereignty for Québec and to negotiate an economic association between Québec and Canada?".

Mr Tremblay moved that the motion of amendment of Mr Ryan be amended by adding at the end, the following paragraph:

3. If not, do you think that the Government of Québec should take the initiative in presenting to the federal Government and to the governments of the other provinces, a coherent proposal for a thorough reform of Canadian federalism, in order to provide Canada with a new constitution based on the equality of the two linguistic communities and on a clear and functional distribution of powers between two sovereign orders of government?

YES
NO

And debate continuing.

At six o'clock p.m., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until eight o'clock p.m.

Eight o'clock p.m.

And debate continuing.

The debate was adjourned on motion of Mr Morin (Sauvé).

À vingt-deux heures, l'Assemblée
s'ajourne à mardi quatorze heures.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

At ten o'clock p.m., the Assembly
adjourned until Tuesday at two o'clock
p.m.

CLÉMENT RICHARD,
President.

**PROCÈS-VERBAUX
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC**

Quatrième session de la trente et unième Législature

**VOTES AND PROCEEDINGS
OF THE NATIONAL ASSEMBLY
OF QUÉBEC**

Fourth Session of the Thirty-First Legislature

Le mardi 11 mars 1980

Quatorze heures

Tuesday, 11 March 1980

Two o'clock p.m.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Vaugois:

Les avis de la Commission des biens culturels sur le classement de biens culturels, du 9 janvier 1976 au 6 décembre 1979.

(Document de la session n° 488.)

Document intitulé: «Le comportement des Québécois en matière d'activités culturelles de loisir», en date de septembre 1979.

(Document de la session n° 489.)

Par M. Lavoie:

Pétition signée par des citoyens du Québec et adressée au gouvernement du Québec, demandant:

1. Que le référendum pose clairement la question de la souveraineté du Québec. Qu'il soit assuré que ce référendum, révélant la volonté du peuple, lie tout à fait le gouvernement du

The following documents were tabled:

By Mr Vaugois:

Notices from the Cultural Property Commission of Québec concerning the classification of cultural property, from 9 January 1976 to 6 December 1979.

(Sessional Papers, No. 488.)

Study on the habits of Québécois in regard to recreational and cultural activities, dated September 1979.

(Sessional Papers, No. 489.)

By Mr Lavoie:

Petition signed by citizens of the Province and presented to the Government of Québec, requesting:

1. That the referendum clearly formulate the question on Québec's sovereignty and that, as an expression of the will of the people, it be completely binding on the Government of Québec,

Québec, quel que soit le parti politique qui le forme.

2. Que soient retirées de la loi 92 sur la consultation populaire, toutes les dispositions qui conduisent à limiter le plein droit d'expression et d'association pendant la période référendaire, telle l'exclusivité du financement des options représentées par les deux comités parapluie.

3. Que le débat à l'Assemblée nationale sur la question référendaire soit précédé d'une commission parlementaire à l'occasion de laquelle toutes les organisations, tous les groupes et individus intéressés pourront se faire entendre sur le libellé de la question et sur les éléments de la loi 92 qui contredisent la démocratie la plus élémentaire.

(Document de la session n° 490.)

Du consentement unanime de l'Assemblée, au cours de la période des questions orales des députés, Mme Lavoie-Roux dépose le document suivant:

Compte rendu de la réunion du comité conjoint de l'Association des centres d'accueil du Québec et du ministère des Affaires sociales, tenue le 25 mai 1979, concernant les besoins en personnel des centres d'accueil.

(Document de la session n° 491.)

Du consentement unanime, M. Joron propose que cette Assemblée exprime sa profonde sympathie à l'occasion du décès de quatre Québécois éminents savoir: M. Jacques Gagnon, président-fondateur des Caisses d'entraide économique; M. Noël Dorion, juriste; M. Adrien Pouliot, professeur de sciences et M. Thomas Maher, ingénieur forestier.

La motion est adoptée.

regardless of the political party in power.

2. That all the provisions of Bill 92, the Referendum Act, which limit rightful expression and association during the referendum period be withdrawn, such being the exclusive financing of the options represented by the two umbrella committees.

3. That the debate in the National Assembly on the referendum question be preceded by consideration in a parliamentary committee during which all organizations and interested groups and individuals will be able to speak on the wording of the question and on those principles of Bill 92 which are counter to the most basic democracy.

(Sessional Papers, No. 490.)

With the unanimous consent of the Assembly, during Oral Question Period Mrs Lavoie-Roux tabled the following document:

Minutes of the meeting of the Joint Committee of the Association des centres d'accueil du Québec and of the Department of Social Affairs, held on 25 May 1979, regarding staffing needs in reception centres.

(Sessional Papers, No. 491.)

By unanimous consent, Mr Joron moved that the Assembly express deep sympathy on the passing of four eminent Québécois, namely: Mr Jacques Gagnon, founding President of the Caisses d'entraide économique; Mr Noël Dorion, jurist; Mr Adrien Pouliot, professor of science; and Mr Thomas Maher, forest engineer.

The motion was adopted.

Avant l'appel des affaires du jour, conformément à l'article 78 du règlement, M. Pagé propose que soit tenu immédiatement un débat pour discuter une affaire déterminée et importante de la compétence de l'Assemblée et dont l'étude s'impose d'urgence, savoir: la situation grave et dangereuse qui prévaut à Montréal en raison de la grève des cols bleus de cette ville.

Après les brèves explications du député de Portneuf et les représentations du leader parlementaire du gouvernement, M. le Président remet sa décision à jeudi, après que le médiateur aura remis son rapport; mais à la suite de l'avis exprimé par le ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre de tenir ce débat immédiatement, M. le Président déclare la motion recevable.

Et un débat restreint s'élève sur la motion de M. Pagé.

Le débat est terminé.

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

L'Assemblée reprend le débat sur la motion privilégiée de M. Lévesque (Taillon), en vertu de l'article 8 de la Loi sur la consultation populaire (1978, c. 6), proposant:

Que les versions française et anglaise de la question devant faire l'objet d'une consultation populaire et être inscrite sur le bulletin de vote conformément aux articles 8, 9 et 20 de la Loi sur la consultation populaire, soient les suivantes:

Before Business of the Day was called and pursuant to Standing Order 78, Mr Pagé moved that a debate be held immediately on a specific and important matter within the competence of the Assembly and in urgent need of consideration, namely: the serious and dangerous situation prevailing in Montreal on account of the strike of civic blue-collar workers.

Following a brief explanatory statement by the Member for Portneuf and the representations by the Government House Leader, Mr President deferred his decision to Thursday, at which time the mediation report will have been submitted. However, on the express wish of the Minister of Labour and Manpower to hold the debate immediately, Mr President ruled the motion in Order.

And limited debate arising on the motion of Mr Pagé.

The debate was concluded.

At six o'clock p.m., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until eight o'clock p.m.

Eight o'clock p.m.

The Assembly resumed debate on the motion of privilege by Mr Lévesque (Taillon), under section 8 of the Referendum Act (1978, c. 6), proposing:

That the French and the English text of the question which is to be the subject of a referendum and which is to be entered on the ballot-paper in accordance with sections 8, 9 and 20 of the Referendum Act, be the following:

Le Gouvernement du Québec a fait connaître sa proposition d'en arriver, avec le reste du Canada, à une nouvelle entente fondée sur le principe de l'égalité des peuples;

cette entente permettrait au Québec d'acquérir le pouvoir exclusif de faire ses lois, de percevoir ses impôts et d'établir ses relations extérieures, ce qui est la souveraineté - et, en même temps, de maintenir avec le Canada une association économique comportant l'utilisation de la même monnaie;

tout changement de statut politique résultant de ces négociations sera soumis à la population par référendum;

en conséquence, accordez-vous au Gouvernement du Québec le mandat de négocier l'entente proposée entre le Québec et le Canada?

☐ OUI

☐ NON

The Government of Québec has made public its proposal to negotiate a new agreement with the rest of Canada, based on the equality of nations;

this agreement would enable Québec to acquire the exclusive power to make its laws, levy its taxes and establish relations abroad - in other words, sovereignty - and at the same time, to maintain with Canada an economic association including a common currency;

any change in political status resulting from these negotiations will be submitted to the people through a referendum;

on these terms, do you give the Government of Québec the mandate to negotiate the proposed agreement between Québec and Canada?

☐ YES

☐ NO

Sur l'amendement de M. Ryan proposant:

Que la motion en discussion soit amendée en remplaçant les quatre derniers alinéas par ce qui suit:

Le gouvernement du Québec a fait connaître dans son Livre blanc son projet d'un nouveau régime politique pour le Québec.

En conséquence,

1. Pensez-vous que le Québec devrait devenir un État souverain?

OUI

NON

On the amendment by Mr Ryan proposing:

That the motion under debate be amended by replacing the last four paragraphs by the following:

In its White Paper, the Government of Québec has made known its plan for a new political regime for Québec.

Consequently,

1. Do you think that Québec should become a sovereign State?

YES

NO

2. Dans l'affirmative, pensez-vous qu'un Québec souverain devrait rechercher par voie de négociation une association économique avec le reste du Canada?

OUI
NON

Sur l'amendement de M. LeMoignan proposant:

Que la motion en discussion soit amendée comme suit:

Dans le troisième paragraphe, remplacer les mots «tout changement de statut politique» par les mots «les accords de l'association économique» ainsi que le mot «sera» par le mot «seront».

Dans le quatrième paragraphe, remplacer les mots «négocier l'entente proposée entre le Québec et le Canada?» par les mots «réaliser immédiatement la souveraineté politique du Québec et de négocier une association économique entre le Québec et le Canada?».

Et sur le sous-amendement de M. Tremblay proposant:

Que la motion d'amendement de M. Ryan soit amendée en ajoutant à la fin, le paragraphe suivant:

3. Dans la négative, pensez-vous que le Gouvernement du Québec devrait prendre l'initiative de proposer au Gouvernement fédéral et aux gouvernements des autres provinces, un projet cohérent de réforme en profondeur du fédéralisme canadien, afin de doter le Canada d'une nouvelle constitution, selon le principe de l'égalité des deux communautés linguistiques et selon le principe d'une répartition claire et fonctionnelle des compétences entre les deux ordres souverains de gouvernement?

OUI
NON

2. If so, do you think that a sovereign Québec should seek through negotiation an economic association with the rest of Canada?

YES
NO

On the amendment by Mr LeMoignan proposing:

That the motion under debate be amended as follows:

By replacing in the third paragraph thereof, the words "any change in political status" by the words "the economic association agreements".

By replacing the fourth paragraph thereof, the words "negotiate the proposed agreement between Québec and Canada?" by the words "achieve without delay political sovereignty for Québec and to negotiate an economic association between Québec and Canada?".

And on the sub-amendment by Mr Tremblay proposing:

That the motion of amendment of Mr Ryan be amended by adding at the end, the following paragraph:

3. If not, do you think that the Government of Québec should take the initiative in presenting to the federal Government and to the governments of the other provinces, a coherent proposal for a thorough reform of Canadian federalism, in order to provide Canada with a new constitution based on the equality of the two linguistic communities and on a clear and functional distribution of powers between two sovereign orders of government?

YES
NO

Le débat est ajourné sur la motion
de M. Lamontagne.

À vingt-deux heures cinq minutes,
l'Assemblée s'ajourne à demain dix
heures.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

The debate was adjourned on motion
of Mr Lamontagne.

At five minutes past ten o'clock p.m.,
the Assembly adjourned until tomorrow
at ten o'clock a.m.

CLÉMENT RICHARD,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Quatrième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Fourth Session of the Thirty-First Legislature

Le mercredi 12 mars 1980

Dix heures

Wednesday, 12 March 1980

Ten o'clock a.m.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion privilégiée de M. Lévesque (Taillon), en vertu de l'article 8 de la Loi sur la consultation populaire (1978, c. 6), proposant:

Que les versions française et anglaise de la question devant faire l'objet d'une consultation populaire et être inscrite sur le bulletin de vote conformément aux articles 8, 9 et 20 de la Loi sur la consultation populaire, soient les suivantes:

The Assembly resumed debate on the motion of privilege by Mr Lévesque (Taillon), under section 8 of the Referendum Act (1978, c. 6), proposing:

That the French and the English text of the question which is to be the subject of a referendum and which is to be entered on the ballot-paper in accordance with sections 8, 9 and 20 of the Referendum Act, be the following:

Le Gouvernement du Québec a fait connaître sa proposition d'en arriver, avec le reste du Canada, à une nouvelle entente fondée sur le principe de l'égalité des peuples;

cette entente permettrait au Québec d'acquérir le pouvoir exclusif de faire ses lois, de percevoir ses impôts et d'établir ses relations extérieures, ce qui est la souveraineté - et, en même temps, de maintenir avec le Canada une association économique comportant l'utilisation de la même monnaie;

tout changement de statut politique résultant de ces négociations sera soumis à la population par référendum;

en conséquence, accordez-vous au Gouvernement du Québec le mandat de négocier l'entente proposée entre le Québec et le Canada?

☐ OUI

☐ NON

The Government of Québec has made public its proposal to negotiate a new agreement with the rest of Canada, based on the equality of nations;

this agreement would enable Québec to acquire the exclusive power to make its laws, levy its taxes and establish relations abroad - in other words, sovereignty - and at the same time, to maintain with Canada an economic association including a common currency;

any change in political status resulting from these negotiations will be submitted to the people through a referendum;

on these terms, do you give the Government of Québec the mandate to negotiate the proposed agreement between Québec and Canada?

☐ YES

☐ NO

Sur l'amendement de M. Ryan proposant:

Que la motion en discussion soit amendée en remplaçant les quatre derniers alinéas par ce qui suit:

Le gouvernement du Québec a fait connaître dans son Livre blanc son projet d'un nouveau régime politique pour le Québec.

En conséquence,

1. Pensez-vous que le Québec devrait devenir un État souverain?

OUI

NON

2. Dans l'affirmative, pensez-vous qu'un Québec souverain devrait rechercher par voie de négociation une association économique avec le reste du Canada?

OUI

NON

Sur l'amendement de M. LeMoignan proposant:

On the amendment by Mr Ryan proposing:

That the motion under debate be amended by replacing the last four paragraphs by the following:

In its White Paper, the Government of Québec has made known its plan for a new political regime for Québec.

Consequently,

1. Do you think that Québec should become a sovereign State?

YES

NO

2. If so, do you think that a sovereign Québec should seek through negotiation an economic association with the rest of Canada?

YES

NO

On the amendment by Mr LeMoignan proposing:

Que la motion en discussion soit amendée comme suit:

Dans le troisième paragraphe, remplacer les mots «tout changement de statut politique» par les mots «les accords de l'association économique», ainsi que le mot «sera» par le mot «seront».

Dans le quatrième paragraphe, remplacer les mots «négocier l'entente proposée entre le Québec et le Canada?» par les mots «réaliser immédiatement la souveraineté politique du Québec et de négocier une association économique entre le Québec et le Canada?».

Et sur le sous-amendement de M. Tremblay proposant:

Que la motion d'amendement de M. Ryan soit amendée en ajoutant à la fin, le paragraphe suivant:

3. Dans la négative, pensez-vous que le Gouvernement du Québec devrait prendre l'initiative de proposer au Gouvernement fédéral et aux gouvernements des autres provinces, un projet cohérent de réforme en profondeur du fédéralisme canadien, afin de doter le Canada d'une nouvelle constitution, selon le principe de l'égalité des deux communautés linguistiques et selon le principe d'une répartition claire et fonctionnelle des compétences entre les deux ordres souverains de gouvernement?

OUI
NON

Le débat est ajourné sur la motion de M. Forget.

À treize heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

Quinze heures

Les documents suivants sont déposés:

That the motion under debate be amended as follows:

By replacing in the third paragraph thereof, the words "any change in political status" by the words "the economic association agreements".

By replacing in the fourth paragraph thereof, the words "negotiate the proposed agreement between Québec and Canada?" by the words "achieve without delay political sovereignty for Québec and to negotiate an economic association between Québec and Canada?".

And on the sub-amendment by Mr Tremblay proposing:

That the motion of amendment of Mr Ryan be amended by adding at the end, the following paragraph:

3. If not, do you think that the Government of Québec should take the initiative in presenting to the federal Government and to the governments of the other provinces, a coherent proposal for a thorough reform of Canadian federalism, in order to provide Canada with a new constitution based on the equality of the two linguistic communities and on a clear and functional distribution of powers between two sovereign orders of government?

YES
NO

The debate was adjourned on motion of Mr Forget.

At one o'clock p.m., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until three o'clock p.m.

Three o'clock p.m.

The following documents were tabled:

Par M. Charron, au nom de M. Lazure:

Rapport annuel du ministère des Affaires sociales, pour l'année 1978/79.
(Document de la session n° 492.)

Par M. Léger:

Rapport annuel du Conseil consultatif de l'environnement, pour l'année 1978/79.
(Document de la session n° 493.)

By Mr Charron, on behalf of Mr Lazure:

Annual Report of the Department of Social Affairs, for 1978/79.
(Sessional Papers, No. 492.)

By Mr Léger:

Annual Report of the Advisory Council on the Environment, for 1978/79.
(Sessional Papers, No. 493.)

QUESTIONS ET RÉPONSES

Question de M. Brassard:

1. Combien le gouvernement du Québec, par l'entremise de ses divers ministères, organismes et sociétés, a-t-il versé à titre d'honoraires professionnels à la firme d'ingénieurs Lemieux, Bourdages, Morin, Doucet, Simard et Associés dont la principale place d'affaires est située à Jonquière, et ce, pour la période s'étendant du 29 avril 1970 au 14 novembre 1976?

2. Quels sont les contrats qui ont été octroyés à cette firme, la date de chacun de ces contrats de même que les honoraires professionnels qui ont été versés?

Réponse de Mme Ouellette:

1. 182 096,13\$ pour le seul ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement.

2. Contrats octroyés:

		Montants payés
Institut Lachesnais Roberval Contrat 1036	70-06-22	4 256,77\$

QUESTIONS AND ANSWERS

Question by Mr Brassard:

1. For the period extending from 29 April 1970 to 14 November 1976, what was the total amount paid by the Government of Québec through its various departments, agencies and corporations to the engineering firm of Lemieux, Bourdages, Morin, Doucet, Simard et Associés, the main office of which is located in Jonquière?

2. What contracts were let to this firm and, in each case, what is the date of the contract and the amount paid in professional fees?

Answer by Mrs Ouellette:

1. \$182 096.13 for the Department of Public Works and Supply alone.

2. Contracts let:

		Amount Paid
Lachesnais Institute Roberval Contract 1036	70-06-22	\$4 256.77

		<i>Montants payés</i>			<i>Amount Paid</i>
Édifice de la Sûreté du Québec Sept-Îles Contrat 224	74-03-19	1 389,19\$	Québec Police Building Sept-Îles Contract 224	74-03-19	\$ 1 389.19
Centralisation de Jonquière Contrat 259	72-05-05	157 775,28\$	Centralization of Jonquière Contract 259	72-05-05	\$157 775.28
Atelier de réparations Hâvre Saint-Pierre Contrat 247	74-07-08	18 574,89\$	Repair Shop Hâvre Saint-Pierre Contract 247	74-07-08	\$ 18 574.89

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Rivest:

1. Quel est le nombre total de contrats octroyés par le gouvernement du Québec à des firmes ou organismes classés au fichier des fournisseurs comme étant des bureaux de recherche et qui ont eu le mandat de procéder à la cueillette de données en marge de sondages effectués par ou pour le compte de l'un ou l'autre des ministères ou organismes du gouvernement depuis novembre 1976?

2. Quel est pour chacun de ces contrats le montant et le nom de l'organisme ou de la firme?

3. Quel était dans chaque cas le but du sondage?

Sur la motion de M. Charron, il est—
Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Charron, au nom de Mme Ouellette, dépose un document concernant le ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement.

(*Document de la session n° 494.*)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Rivest:

1. What is the total number of contracts let by the Government of Québec to firms or agencies classified as Research Offices with the central listing of suppliers, and commissioned to collect data relevant to the opinion polls conducted by or for any of the government departments or agencies since November 1976?

2. For each of these contracts, what is the amount and the name of the firm or agency?

3. What was the purpose of each of these polls?

On motion of Mr Charron,—
Ordered, That there be tabled a document containing the information requested.

Mr Charron, on behalf of Mrs Ouellette, tabled a document concerning the Department of Public Works and Supply.

(*Sessional Papers, No. 494.*)

Sur la motion de M. Rivest, il est—
Ordonné qu'il soit déposé:

Copie des résultats de tous les sondages effectués par ou pour le compte du gouvernement ou de l'un de ses organismes depuis novembre 1976, de même qu'une copie de tous les questionnaires employés.

M. Charron, au nom de Mme Ouellette, dépose un document concernant le ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement.

(Document de la session n° 495.)

L'Assemblée reprend le débat sur la motion privilégiée de M. Lévesque (Taillon), en vertu de l'article 8 de la Loi sur la consultation populaire (1978, c. 6), proposant:

Que les versions française et anglaise de la question devant faire l'objet d'une consultation populaire et être inscrite sur le bulletin de vote conformément aux articles 8, 9 et 20 de la Loi sur la consultation populaire, soient les suivantes:

Le Gouvernement du Québec a fait connaître sa proposition d'en arriver, avec le reste du Canada, à une nouvelle entente fondée sur le principe de l'égalité des peuples;

cette entente permettrait au Québec d'acquérir le pouvoir exclusif de faire ses lois, de percevoir ses impôts et d'établir ses relations extérieures, ce qui est la souveraineté - et, en même temps, de maintenir avec le Canada une association économique comportant l'utilisation de la même monnaie;

tout changement de statut politique résultant de ces négociations sera soumis à la population par référendum;

en conséquence, accordez-vous au Gouvernement du Québec le mandat de négocier l'entente proposée entre le Québec et le Canada?

On motion of Mr Rivest,—

Ordered, That there be tabled:

Copies of the results of all the opinion polls conducted since November 1976 by or for the Government or any of its agencies, and copies of all the questionnaires used in such polls.

Mr Charron, on behalf of Mrs Ouellette, tabled a document concerning the Department of Public Works and Supply.

(Sessional Papers, No. 495.)

The Assembly resumed debate on the motion of privilege by Mr Lévesque (Taillon), under section 8 of the Referendum Act (1978, c. 6), proposing:

That the French and the English text of the question which is to be the subject of a referendum and which is to be entered on the ballot-paper in accordance with sections 8, 9 and 20 of the Referendum Act, be the following:

☐ OUI

☐ NON

The Government of Québec has made public its proposal to negotiate a new agreement with the rest of Canada, based on the equality of nations;

this agreement would enable Québec to acquire the exclusive power to make its laws, levy its taxes and establish relations abroad - in other words, sovereignty - and at the same time, to maintain with Canada an economic association including a common currency;

any change in political status resulting from these negotiations will be submitted to the people through a referendum;

on these terms, do you give the Government of Québec the mandate to negotiate the proposed agreement between Québec and Canada?

☐ YES

☐ NO

Sur l'amendement de M. Ryan proposant:

Que la motion en discussion soit amendée en remplaçant les quatre derniers alinéas par ce qui suit:

Le gouvernement du Québec a fait connaître dans son Livre blanc son projet d'un nouveau régime politique pour le Québec.

En conséquence,

1. Pensez-vous que le Québec devrait devenir un État souverain?

OUI

NON

2. Dans l'affirmative, pensez-vous qu'un Québec souverain devrait rechercher par voie de négociation une association économique avec le reste du Canada?

OUI

NON

Sur l'amendement de M. LeMoignan proposant:

Que la motion en discussion soit amendée comme suit:

Dans le troisième paragraphe, remplacer les mots «tout changement de statut politique» par les mots «les accords de l'association économique» ainsi que le mot «sera» par le mot «seront».

Dans le quatrième paragraphe, remplacer les mots «négocier l'entente pro-

On the amendment by Mr Ryan proposing:

That the motion under debate be amended by replacing the last four paragraphs by the following:

In its White Paper, the Government of Québec has made known its plan for a new political regime for Québec.

Consequently,

1. Do you think that Québec should become a sovereign State?

YES

NO

2. If so, do you think that a sovereign Québec should seek through negotiation an economic association with the rest of Canada?

YES

NO

On the amendment by Mr LeMoignan proposing:

That the motion under debate be amended as follows:

By replacing in the third paragraph thereof, the words "any change in political status" by the words "the economic association agreements".

By replacing in the fourth paragraph thereof, the words "negotiate the pro-

posée entre le Québec et le Canada?» par les mots «réaliser immédiatement la souveraineté politique du Québec et de négocier une association économique entre le Québec et le Canada?».

Et sur le sous-amendement de M. Tremblay proposant:

Que la motion d'amendement de M. Ryan soit amendée en ajoutant à la fin, le paragraphe suivant:

3. Dans la négative, pensez-vous que le Gouvernement du Québec devrait prendre l'initiative de proposer au Gouvernement fédéral et aux gouvernements des autres provinces, un projet cohérent de réforme en profondeur du fédéralisme canadien, afin de doter le Canada d'une nouvelle constitution, selon le principe de l'égalité des deux communautés linguistiques et selon le principe d'une répartition claire et fonctionnelle des compétences entre les deux ordres souverains de gouvernement?

OUI
NON

Le débat est ajourné sur la motion de M. Marois.

À dix-huit heures cinq minutes, l'Assemblée s'ajourne à demain quatorze heures.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

posed agreement between Québec and Canada?" by the words "achieve without delay political sovereignty for Québec and to negotiate an economic association between Québec and Canada?".

And on the sub-amendment by Mr Tremblay proposing:

That the motion of amendment of Mr Ryan be amended by adding at the end, the following paragraph:

3. If not, do you think that the Government of Québec should take the initiative in presenting to the federal Government and to the governments of the other provinces, a coherent proposal for a thorough reform of Canadian federalism, in order to provide Canada with a new constitution based on the equality of the two linguistic communities and on a clear and functional distribution of powers between two sovereign orders of government?

YES
NO

The debate was adjourned on motion of Mr Marois.

At five minutes past six o'clock p.m., the Assembly adjourned until tomorrow at two o'clock a.m.

CLÉMENT RICHARD,
President.

**PROCÈS-VERBAUX
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC**

Quatrième session de la trente et unième Législature

**VOTES AND PROCEEDINGS
OF THE NATIONAL ASSEMBLY
OF QUÉBEC**

Fourth Session of the Thirty-First Legislature

Le jeudi 13 mars 1980

Quatorze heures

Thursday, 13 March 1980

Two o'clock p.m.

M. Charron, au nom de M. Bérubé, dépose le document suivant:

Rapport annuel de la Société québécoise d'initiatives pétrolières (SOQUIP), pour l'année 1978/79.

(Document de la session n° 496.)

Mr Charron, on behalf of Mr Bérubé, tabled the following document:

Annual Report of the Québec Petroleum Operations Company (SOQUIP), for 1978/79.

(Sessional Papers, No. 496.)

M. Charron donne avis que les commissions permanentes suivantes siégeront:

Mr Charron gave notice that the following Standing Committees will sit:

À la Salle 91 «A»:

Le jeudi 27 mars, à neuf heures trente minutes, la Commission des engagements financiers.

In Room 91 "A":

On Thursday, 27 March, at half-past nine o'clock a.m., the Committee on Financial Commitments.

Au Salon Bleu:

Demain, le vendredi 14 mars, à compter de dix heures jusqu'à treize heures, la Commission des affaires sociales pour discuter la question avec débat du député de L'Acadie au ministre des Affaires sociales, sur le sujet suivant:

In the Blue Room:

Tomorrow, 14 March, from ten o'clock a.m. until one o'clock p.m., the Committee on Social Affairs, to discuss the question for debate by the Member for L'Acadie to the Minister of Social Affairs, on the following matter:

La politique gouvernementale au sujet des centres d'accueil, des centres hospitaliers pour soins prolongés et des soins à domicile.

Government policy in regard to reception centres, hospital centres for extended treatment and home care.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion privilégiée de M. Lévesque (Taillon), en vertu de l'article 8 de la Loi sur la consultation populaire (1978, c. 6), proposant:

The Assembly resumed debate on the motion of privilege by Mr Lévesque (Taillon), under section 8 of the Referendum Act (1978, c. 6), proposing:

Que les versions française et anglaise de la question devant faire l'objet d'une consultation populaire et être inscrite sur le bulletin de vote conformément aux articles 8, 9 et 20 de la Loi sur la consultation populaire, soient les suivantes:

That the French and the English text of the question which is to be the subject of a referendum and which is to be entered on the ballot-paper in accordance with sections 8, 9 and 20 of the Referendum Act, be the following:

Le Gouvernement du Québec a fait connaître sa proposition d'en arriver, avec le reste du Canada, à une nouvelle entente fondée sur le principe de l'égalité des peuples;

cette entente permettrait au Québec d'acquérir le pouvoir exclusif de faire ses lois, de percevoir ses impôts et d'établir ses relations extérieures, ce qui est la souveraineté - et, en même temps, de maintenir avec le Canada une association économique comportant l'utilisation de la même monnaie;

tout changement de statut politique résultant de ces négociations sera soumis à la population par référendum;

en conséquence, accordez-vous au Gouvernement du Québec le mandat de négocier l'entente proposée entre le Québec et le Canada?

☐ OUI

☐ NON

The Government of Québec has made public its proposal to negotiate a new agreement with the rest of Canada, based on the equality of nations;

this agreement would enable Québec to acquire the exclusive power to make its laws, levy its taxes and establish relations abroad - in other words, sovereignty - and at the same time, to maintain with Canada an economic association including a common currency;

any change in political status resulting from these negotiations will be submitted to the people through a referendum;

on these terms, do you give the Government of Québec the mandate to negotiate the proposed agreement between Québec and Canada?

☐ YES

☐ NO

Sur l'amendement de M. Ryan proposant:

Que la motion en discussion soit amendée en remplaçant les quatre derniers alinéas par ce qui suit:

Le gouvernement du Québec a fait connaître dans son Livre blanc son projet d'un nouveau régime politique pour le Québec.

En conséquence,

1. Pensez-vous que le Québec devrait devenir un État souverain?

OUI

NON

2. Dans l'affirmative, pensez-vous qu'un Québec souverain devrait rechercher par voie de négociation une association économique avec le reste du Canada?

OUI

NON

Sur l'amendement de M. LeMoignan proposant:

Que la motion en discussion soit amendée comme suit:

Dans le troisième paragraphe, remplacer les mots «tout changement de statut politique» par les mots «les accords de l'association économique» ainsi que le mot «sera» par le mot «seront».

Dans le quatrième paragraphe, remplacer les mots «négocier l'entente proposée entre le Québec et le Canada?» par les mots «réaliser immédiatement la souveraineté politique du Québec et de négocier une association économique entre le Québec et le Canada?».

On the amendment by Mr Ryan proposing:

That the motion under debate be amended by replacing the last four paragraphs by the following:

In its White Paper, the Government of Québec has made known its plan for a new political regime for Québec.

Consequently,

1. Do you think that Québec should become a sovereign State?

YES

NO

2. If so, do you think that a sovereign Québec should seek through negotiation an economic association with the rest of Canada?

YES

NO

On the amendment by Mr LeMoignan proposing:

That the motion under debate be amended as follows:

By replacing in the third paragraph thereof, the words "any change in political status" by the words "the economic association agreements".

By replacing in the fourth paragraph thereof, the words "negotiate the proposed agreement between Québec and Canada?" by the words "achieve without delay political sovereignty for Québec and to negotiate an economic association between Québec and Canada?".

Et sur le sous-amendement de M. Tremblay proposant:

Que la motion d'amendement de M. Ryan soit amendée en ajoutant à la fin, le paragraphe suivant:

3. Dans la négative, pensez-vous que le Gouvernement du Québec devrait prendre l'initiative de proposer au Gouvernement fédéral et aux gouvernements des autres provinces, un projet cohérent de réforme en profondeur du fédéralisme canadien, afin de doter le Canada d'une nouvelle constitution, selon le principe de l'égalité des deux communautés linguistiques et selon le principe d'une répartition claire et fonctionnelle des compétences entre les deux ordres souverains de gouvernement?

OUI

NON

M. Biron propose que la motion en discussion soit amendée en remplaçant le troisième paragraphe de la question référendaire par le suivant:

«Aucun changement de statut politique résultant de ces négociations ne sera réalisé sans l'accord de la population lors d'un autre référendum;».

Et le débat continue.

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

Et le débat continue.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Charron.

Conformément à l'article 174A du règlement, M. le Président donne avis que le vendredi 21 mars, la Commission permanente des transports siégera au

And on the sub-amendment by Mr Tremblay proposing:

That the motion of amendment of Mr Ryan be amended by adding at the end, the following paragraph:

3. If not, do you think that the Government of Québec should take the initiative in presenting to the federal Government and to the governments of the other provinces, a coherent proposal for a thorough reform of Canadian federalism, in order to provide Canada with a new constitution based on the equality of the two linguistic communities and on a clear and functional distribution of powers between two sovereign orders of government?

YES

NO

Mr Biron moved that the motion under debate be amended by replacing the third paragraph of the referendum question by the following:

"No change in political status resulting from these negotiations will be effected without approval by the people through another referendum;".

And debate continuing.

At six o'clock p.m., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until eight o'clock p.m.

Eight o'clock p.m.

And debate continuing.

The debate was adjourned on motion of Mr Charron.

Pursuant to Standing Order 174A, Mr President gave notice that the Standing Committee on Transport will sit in the Blue Room on Friday, 21 March,

Salon Bleu pour discuter la question avec débat du député de Bellechasse au ministre des Transports sur le sujet suivant:

La politique gouvernementale en matière de construction, de subventions et d'entretien du réseau routier.

À vingt et une heures cinquante-cinq minutes, sur la motion de M. Charron, l'Assemblée s'ajourne à mardi quatorze heures.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

to discuss the question for debate by the Member for Bellechasse to the Minister of Transport, on the following matter:

The policy of the Government regarding the building, funding and maintenance of the provincial network of roads and highways.

At fifty-five minutes past nine o'clock p.m., on motion of Mr Charron, the Assembly adjourned until Tuesday at two o'clock p.m.

CLÉMENT RICHARD,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Quatrième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Fourth Session of the Thirty-First Legislature

Le mardi 18 mars 1980

Quatorze heures

Tuesday, 18 March 1980

Two o'clock p.m.

M. Parizeau dépose le document suivant:

Rapport de M. Roger Morin, c.a., sur la vérification des comptes relatifs au Vérificateur général, pour l'année financière terminée le 31 mars 1979.

(Document de la session n° 497.)

M. Beauséjour, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente des affaires municipales qui a étudié, après la première lecture, les projets de loi privés suivants:

Projet de loi n° 200.—Loi modifiant la charte de la Ville de Montréal;

Projet de loi n° 204.—Loi concernant la ville de Gagnon;

Projet de loi n° 205.—Loi modifiant la charte de la cité de Verdun;

Projet de loi n° 209.—Loi annexant certains territoires à celui de la ville de Fermont;

Mr Parizeau tabled the following document:

Report by Mr Roger Morin, C.A., on the audit of the accounts relating to the Auditor General, for the fiscal year ended 31 March 1979.

(Sessional Papers, No. 497.)

Mr Beauséjour, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Municipal Affairs which considered the following Private Bills after first reading:

Bill 200.—An Act to amend the charter of the City of Montreal;

Bill 204.—An Act respecting the town of Gagnon;

Bill 205.—An Act to amend the charter of the city of Verdun;

Bill 209.—An Act to annex certain territories to the territory of the town of Fermont;

Projet de loi n° 216.—Loi modifiant la Charte de la Ville de Québec;

Projet de loi n° 251.—Loi concernant la Ville de Saint-Laurent.

Les projets de loi privés sont rapportés avec des amendements.

(*Document de la session n° 498.*)

Le rapport est adopté.

Lesdits projets de loi privés sont remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

Au cours de la période des questions orales des députés, M. Vaugeois dépose le document suivant:

Procédures du Service général des achats concernant la location de biens meubles qui ne sont pas couverts par le répertoire des taux de location, ainsi que copie de la correspondance relative à l'établissement de l'agence de location d'automobiles Viabec.

(*Document de la session n° 499.*)

L'Assemblée reprend le débat sur la motion privilégiée de M. Lévesque (Taillon), en vertu de l'article 8 de la Loi sur la consultation populaire (1978, c. 6), proposant:

Que les versions française et anglaise de la question devant faire l'objet d'une consultation populaire et être inscrite sur le bulletin de vote conformément aux articles 8, 9 et 20 de la Loi sur la consultation populaire, soient les suivantes:

Le Gouvernement du Québec a fait connaître sa proposition d'en arriver, avec le reste du Canada, à une nouvelle entente fondée sur le principe de l'égalité des peuples;

cette entente permettrait au Québec d'acquérir le pouvoir exclusif de faire ses lois, de percevoir ses impôts et d'établir ses relations extérieures, ce qui est la souveraineté - et, en même temps, de maintenir avec le Canada une association économique comportant l'utilisation de la même monnaie;

Bill 216.—An Act to amend the Charter of the City of Québec;

Bill 251.—An Act respecting the City of Saint-Laurent.

The Private Bills were reported with amendments.

(*Sessional Papers, No. 498.*)

The report was adopted.

The said Private Bills were ordered for second reading at the next sitting.

During Oral Question Period, Mr Vaugeois tabled the following document:

Procedures of the General Purchasing Service concerning the rental of movables not covered in the rental rates index, together with copies of the correspondence pertaining to the setting up of the car rental agency Viabec.

(*Sessional Papers, No. 499.*)

The Assembly resumed debate on the motion of privilege by Mr Lévesque (Taillon), under section 8 of the Referendum Act (1978, c. 6), proposing:

That the French and the English text of the question which is to be the subject of a referendum and which is to be entered on the ballot-paper in accordance with sections 8, 9 and 20 of the Referendum Act, be the following:

tout changement de statut politique résultant de ces négociations sera soumis à la population par référendum;

en conséquence, accordez-vous au Gouvernement du Québec le mandat de négocier l'entente proposée entre le Québec et le Canada?

☐ OUI

☐ NON

The Government of Québec has made public its proposal to negotiate a new agreement with the rest of Canada, based on the equality of nations;

this agreement would enable Québec to acquire the exclusive power to make its laws, levy its taxes and establish relations abroad - in other words, sovereignty - and at the same time, to maintain with Canada an economic association including a common currency;

any change in political status resulting from these negotiations will be submitted to the people through a referendum;

on these terms, do you give the Government of Québec the mandate to negotiate the proposed agreement between Québec and Canada?

☐ YES

☐ NO

Sur l'amendement de M. Ryan proposant:

Que la motion en discussion soit amendée en remplaçant les quatre derniers alinéas par ce qui suit:

Le gouvernement du Québec a fait connaître dans son Livre blanc son projet d'un nouveau régime politique pour le Québec.

En conséquence,

1. Pensez-vous que le Québec devrait devenir un État souverain?

OUI

NON

2. Dans l'affirmative, pensez-vous qu'un Québec souverain devrait rechercher par voie de négociation une association économique avec le reste du Canada?

OUI

NON

On the amendment by Mr Ryan proposing:

That the motion under debate be amended by replacing the last four paragraphs by the following:

In its White Paper, the Government of Québec has made known its plan for a new political regime for Québec.

Consequently,

1. Do you think that Québec should become a sovereign State?

YES

NO

2. If so, do you think that a sovereign Québec should seek through negotiation an economic association with the rest of Canada?

YES

NO

Sur l'amendement de M. LeMoignan proposant:

Que la motion en discussion soit amendée comme suit:

Dans le troisième paragraphe, remplacer les mots «tout changement de statut politique» par les mots «les accords de l'association économique» ainsi que le mot «sera» par le mot «seront».

Dans le quatrième paragraphe, remplacer les mots «négocier l'entente proposée entre le Québec et le Canada?» par les mots «réaliser immédiatement la souveraineté politique du Québec et de négocier une association économique entre le Québec et le Canada?».

Sur le sous-amendement de M. Tremblay proposant:

Que la motion d'amendement de M. Ryan soit amendée en ajoutant à la fin, le paragraphe suivant:

3. Dans la négative, pensez-vous que le Gouvernement du Québec devrait prendre l'initiative de proposer au Gouvernement fédéral et aux gouvernements des autres provinces, un projet cohérent de réforme en profondeur du fédéralisme canadien, afin de doter le Canada d'une nouvelle constitution, selon le principe de l'égalité des deux communautés linguistiques et selon le principe d'une répartition claire et fonctionnelle des compétences entre les deux ordres souverains de gouvernement?

OUI
NON

Et sur l'amendement de M. Biron proposant:

Que la motion en discussion soit amendée en remplaçant le troisième paragraphe de la question référendaire par le suivant:

«Aucun changement de statut politique résultant de ces négociations ne sera réalisé sans l'accord de la population lors d'un autre référendum;».

On the amendment by Mr LeMoignan proposing:

That the motion under debate be amended as follows:

By replacing in the third paragraph thereof, the words "any change in political status" by the words "the economic association agreements".

By replacing in the fourth paragraph thereof, the words "negotiate the proposed agreement between Québec and Canada?" by the words "achieve without delay political sovereignty for Québec and to negotiate an economic association between Québec and Canada?".

On the sub-amendment by Mr Tremblay proposing:

That the motion of amendment of Mr Ryan be amended by adding at the end, the following paragraph:

3. If not, do you think that the Government of Québec should take the initiative in presenting to the federal Government and to the governments of the other provinces, a coherent proposal for a thorough reform of Canadian federalism, in order to provide Canada with a new constitution based on the equality of the two linguistic communities and on a clear and functional distribution of powers between two sovereign orders of government?

YES
NO

And on the amendment by Mr Biron proposing:

That the motion under debate be amended by replacing the third paragraph of the referendum question by the following:

"No change in political status resulting from these negotiations will be effected without approval by the people through another referendum;".

À dix-huit heures cinq minutes, Madame la Présidente quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

Et le débat continue.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Vaillancourt (Orford).

À vingt et une heures cinquante-cinq minutes, sur la motion de M. Charron, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

At five minutes past six o'clock p.m., Madam President left the Chair and the sitting was suspended until eight o'clock p.m.

Eight o'clock p.m.

And debate continuing.

The debate was adjourned on motion of Mr Vaillancourt (Orford).

At fifty-five minutes past nine o'clock p.m., on motion of Mr Charron, the Assembly adjourned until tomorrow at ten o'clock a.m.

CLÉMENT RICHARD,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Quatrième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Fourth Session of the Thirty-First Legislature

Le mercredi 19 mars 1980

Dix heures

Wednesday, 19 March 1980

Ten o'clock a.m.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion privilégiée de M. Lévesque (Taillon), en vertu de l'article 8 de la Loi sur la consultation populaire (1978, c. 6), proposant:

Que les versions française et anglaise de la question devant faire l'objet d'une consultation populaire et être inscrite sur le bulletin de vote conformément aux articles 8, 9 et 20 de la Loi sur la consultation populaire, soient les suivantes:

The Assembly resumed debate on the motion of privilege by Mr Lévesque (Taillon), under section 8 of the Referendum Act (1978, c. 6), proposing:

That the French and the English text of the question which is to be the subject of a referendum and which is to be entered on the ballot-paper in accordance with sections 8, 9 and 20 of the Referendum Act, be the following:

Le Gouvernement du Québec a fait connaître sa proposition d'en arriver, avec le reste du Canada, à une nouvelle entente fondée sur le principe de l'égalité des peuples;

cette entente permettrait au Québec d'acquiescer le pouvoir exclusif de faire ses lois, de percevoir ses impôts et d'établir ses relations extérieures, ce qui est la souveraineté - et, en même temps, de maintenir avec le Canada une association économique comportant l'utilisation de la même monnaie;

tout changement de statut politique résultant de ces négociations sera soumis à la population par référendum;

en conséquence, accordez-vous au Gouvernement du Québec le mandat de négocier l'entente proposée entre le Québec et le Canada?

☐ OUI

☐ NON

The Government of Québec has made public its proposal to negotiate a new agreement with the rest of Canada, based on the equality of nations;

this agreement would enable Québec to acquire the exclusive power to make its laws, levy its taxes and establish relations abroad - in other words, sovereignty - and at the same time, to maintain with Canada an economic association including a common currency;

any change in political status resulting from these negotiations will be submitted to the people through a referendum;

on these terms, do you give the Government of Québec the mandate to negotiate the proposed agreement between Québec and Canada?

☐ YES

☐ NO

Sur l'amendement de M. Ryan proposant:

Que la motion en discussion soit amendée en remplaçant les quatre derniers alinéas par ce qui suit:

Le gouvernement du Québec a fait connaître dans son Livre blanc son projet d'un nouveau régime politique pour le Québec.

En conséquence,

1. Pensez-vous que le Québec devrait devenir un État souverain?

OUI

NON

2. Dans l'affirmative, pensez-vous qu'un Québec souverain devrait rechercher par voie de négociation une association économique avec le reste du Canada?

OUI

NON

Sur l'amendement de M. LeMoignan proposant:

On the amendment by Mr Ryan proposing:

That the motion under debate be amended by replacing the last four paragraphs by the following:

In its White Paper, the Government of Québec has made known its plan for a new political regime for Québec.

Consequently,

1. Do you think that Québec should become a sovereign State?

YES

NO

2. If so, do you think that a sovereign Québec should seek through negotiation an economic association with the rest of Canada?

YES

NO

On the amendment by Mr LeMoignan proposing:

Que la motion en discussion soit amendée comme suit:

Dans le troisième paragraphe, remplacer les mots «tout changement de statut politique» par les mots «les accords de l'association économique» ainsi que le mot «sera» par le mot «seront».

Dans le quatrième paragraphe, remplacer les mots «négocier l'entente proposée entre le Québec et le Canada?» par les mots «réaliser immédiatement la souveraineté politique du Québec et de négocier une association économique entre le Québec et le Canada?».

Sur le sous-amendement de M. Tremblay proposant:

Que la motion d'amendement de M. Ryan soit amendée en ajoutant à la fin, le paragraphe suivant:

3. Dans la négative, pensez-vous que le Gouvernement du Québec devrait prendre l'initiative de proposer au Gouvernement fédéral et aux gouvernements des autres provinces, un projet cohérent de réforme en profondeur du fédéralisme canadien, afin de doter le Canada d'une nouvelle constitution, selon le principe de l'égalité des deux communautés linguistiques et selon le principe d'une répartition claire et fonctionnelle des compétences entre les deux ordres souverains de gouvernement?

OUI
NON

Et sur l'amendement de M. Biron proposant:

Que la motion en discussion soit amendée en remplaçant le troisième paragraphe de la question référendaire par le suivant:

«Aucun changement de statut politique résultant de ces négociations ne sera réalisé sans l'accord de la population lors d'un autre référendum;».

That the motion under debate be amended as follows:

By replacing in the third paragraph thereof, the words "any change in political status" by the words "the economic association agreements".

By replacing in the fourth paragraph thereof, the words "negotiate the proposed agreement between Québec and Canada?" by the words "achieve without delay political sovereignty for Québec and to negotiate an economic association between Québec and Canada?".

On the sub-amendment by Mr Tremblay proposing:

That the motion of amendment of Mr Ryan be amended by adding at the end, the following paragraph:

3. If not, do you think that the Government of Québec should take the initiative in presenting to the federal Government and to the governments of the other provinces, a coherent proposal for a thorough reform of Canadian federalism, in order to provide Canada with a new constitution based on the equality of the two linguistic communities and on a clear and functional distribution of powers between two sovereign orders of government?

YES
NO

And on the amendment by Mr Biron proposing:

That the motion under debate be amended by replacing the third paragraph of the referendum question by the following:

"No change in political status resulting from these negotiations will be effected without approval by the people through another referendum;".

Le débat est ajourné sur la motion de M. Charron.

À treize heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

Quinze heures

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Bérubé:

Rapport annuel du ministère des Richesses naturelles, pour l'année 1978/79.

(Document de la session n° 500.)

Par M. Duhaime:

Rapport intérimaire de la Société générale de financement du Québec, pour le 4^e trimestre de l'année 1979.

(Document de la session n° 501.)

Par M. Léger:

Rapport annuel des Services de protection de l'environnement, pour l'année 1978/79.

(Document de la session n° 502.)

Par M. Tardif:

Rapport annuel des activités de la Société d'habitation du Québec, pour l'exercice terminé le 31 décembre 1978.

(Document de la session n° 503.)

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Shaw dépose le document suivant:

Manuscrit d'un livre intitulé: *LA PARTITION: Le prix de l'indépendance du Québec.*

(Document de la session n° 504.)

QUESTIONS ET RÉPONSES

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Fontaine:

The debate was adjourned on motion of Mr Charron.

At one o'clock p.m., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until three o'clock p.m.

Three o'clock p.m.

The following documents were tabled:

By Mr Bérubé:

Annual Report of the Department of Natural Resources, for 1978/79.

(Sessional Papers, No. 500.)

By Mr Duhaime:

Interim Report of the General Investment Corporation of Québec, for the final quarter of 1979.

(Sessional Papers, No. 501.)

By Mr Léger:

Annual Report of the Environment Protection Services, for 1978/79.

(Sessional Papers, No. 502.)

By Mr Tardif:

Annual Report of the Québec Housing Corporation, for the fiscal year ended 31 December 1978.

(Sessional Papers, No. 503.)

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Shaw tabled the following document:

Manuscript of a book entitled: *PARTITION: The Price of Québec's Independence.*

(Sessional Papers, No. 504.)

QUESTIONS AND ANSWERS

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Fontaine:

1. Est-ce que Mme Raymonde Fiset a occupé un poste au ministère de la Justice jusqu'au mois de mai 1979, notamment à la Direction générale des greffes?

2. Dans ce dernier cas, quelles ont été les mutations, promotions et assignations de cette personne à compter de la date de son engagement?

3. Pour chacun de ces cas, indiquer a) s'il y a eu concours et, dans l'affirmative, la date à laquelle celui-ci a eu lieu, b) le nom des membres du jury, c) le nombre de candidats, d) les exigences requises relativement à la scolarité ou l'expérience pertinente, e) le classement et le traitement accordé.

4. Quel est le salaire actuel de cette personne par rapport à celui qu'elle recevait à la date de son engagement initial?

5. Depuis le mois de mai 1979, cette personne a-t-elle été mutée, promue ou assignée à d'autres tâches? Dans l'affirmative, y a-t-il eu un concours? Le cas échéant, a) quel est le nom des membres du jury, b) le classement obtenu, c) le traitement accordé, d) les fonctions exercées, e) la durée du mandat, s'il y a lieu?

6. Durant la période de temps où elle a été à l'emploi de la Direction générale des greffes, cette personne a-t-elle accumulé des heures de travail en temps supplémentaire? Le cas échéant, combien d'heures ont été ainsi accumulées et combien ont été créditées ou payées en congé ou en temps compensé? Quelle personne a autorisé ce temps supplémentaire et quelles furent les raisons invoquées?

7. Du 1^{er} janvier 1978 au 31 mai 1979, combien de voyages ont été effectués par Mme Fiset à l'extérieur de la ville de Québec pour le compte de la Direction générale des greffes? Pour chaque voyage, indiquer a) la date et

1. Did Mrs Raymonde Fiset hold a position in the Department of Justice, more specifically in the Court Administration Division, until May 1979?

2. If so, what transfers, promotions and assignments did she obtain from the date of appointment?

3. In each case, indicate (a) the date of the competition, if one was held (b) the names of the members of the selection committee (c) the number of candidates (d) the requirements as regards formal education and pertinent experience (e) the classification and salary.

4. How does this person's present salary compare with her starting salary?

5. If since May 1979 she has been transferred, promoted or reassigned, was this by way of a competition, and such being the case, what are (a) the names of the members of the selection committee (b) the classification (c) the salary (d) the duties (e) the term of appointment, if applicable?

6. During her period of employment at the Court Administration Division, did she accumulate any overtime? If so, how many hours were credited in leave or paid in overtime? By whom was this authorized and for what reasons?

7. From 1 January 1978 to 31 May 1979, how many trips were taken by Mrs Fiset outside Québec City for the Court Administration Division? For each trip, indicate (a) the date and duration (b) the purpose of the trip

la durée, b) le but du voyage et le nom de la personne qui l'a autorisé, c) les dépenses en frais de séjour et de déplacement.

Sur la motion de M. Charron, il est—

Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Charron, au nom de M. Bédard, dépose ledit document.

(Document de la session n° 505.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Fontaine:

Concernant le budget global de la Commission des services juridiques:

1. Quel est le montant total engagé et dépensé pour les années financières 1978/79 et 1979/80?

2. Quels sont les ministères ou organismes qui, au cours de ces deux années financières, ont contribué des fonds ou des services à la Commission ou à des corporations locales d'aide juridique et, dans chaque cas, préciser la nature et, s'il y a lieu, le montant de ces contributions.

Sur la motion de M. Charron, il est—

Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Charron, au nom de M. Bédard, dépose ledit document.

(Document de la session n° 506.)

L'Assemblée reprend le débat sur la motion privilégiée de M. Lévesque (Taillon), en vertu de l'article 8 de la Loi sur la consultation populaire (1978, c. 6), proposant:

Que les versions française et anglaise de la question devant faire l'objet d'une consultation populaire et être inscrite sur le bulletin de vote conformément

and the name of the person who authorized it (c) travel and accommodation expenses.

On motion of Mr Charron,—

Ordered, That there be tabled a document containing the information requested.

Mr Charron, on behalf of Mr Bédard, tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 505.)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Fontaine:

As regards the overall budget of the Legal Services Commission:

1. What is the total appropriation and expenditure for each of the fiscal years 1978/79 and 1979/80?

2. In these two years, which government departments or agencies contributed funds or services to the Commission or to local legal aid corporations and, in each case, specify the nature and, if applicable, the amount of the contributions.

On motion of Mr Charron,—

Ordered, That there be tabled a document containing the information requested.

Mr Charron, on behalf of Mr Bédard, tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 506.)

The Assembly resumed debate on the motion of privilege by Mr Lévesque (Taillon), under section 8 of the Referendum Act (1978, c. 6), proposing:

That the French and the English text of the question which is to be the subject of a referendum and which is to be entered on the ballot-paper in accord-

aux articles 8, 9 et 20 de la Loi sur la consultation populaire, soient les suivantes:

ance with sections 8, 9 and 20 of the Referendum Act, be the following:

Le Gouvernement du Québec a fait connaître sa proposition d'en arriver, avec le reste du Canada, à une nouvelle entente fondée sur le principe de l'égalité des peuples;

cette entente permettrait au Québec d'acquérir le pouvoir exclusif de faire ses lois, de percevoir ses impôts et d'établir ses relations extérieures, ce qui est la souveraineté - et, en même temps, de maintenir avec le Canada une association économique comportant l'utilisation de la même monnaie;

tout changement de statut politique résultant de ces négociations sera soumis à la population par référendum;

en conséquence, accordez-vous au Gouvernement du Québec le mandat de négocier l'entente proposée entre le Québec et le Canada?

☐ OUI

☐ NON

The Government of Québec has made public its proposal to negotiate a new agreement with the rest of Canada, based on the equality of nations;

this agreement would enable Québec to acquire the exclusive power to make its laws, levy its taxes and establish relations abroad - in other words, sovereignty - and at the same time, to maintain with Canada an economic association including a common currency;

any change in political status resulting from these negotiations will be submitted to the people through a referendum;

on these terms, do you give the Government of Québec the mandate to negotiate the proposed agreement between Québec and Canada?

☐ YES

☐ NO

Sur l'amendement de M. Ryan proposant:

Que la motion en discussion soit amendée en remplaçant les quatre derniers alinéas par ce qui suit:

Le gouvernement du Québec a fait connaître dans son Livre blanc son projet d'un nouveau régime politique pour le Québec.

On the amendment by Mr Ryan proposing:

That the motion under debate be amended by replacing the last four paragraphs by the following:

In its White Paper, the Government of Québec has made known its plan for a new political regime for Québec.

En conséquence,

1. Pensez-vous que le Québec devrait devenir un État souverain?

OUI

NON

2. Dans l'affirmative, pensez-vous qu'un Québec souverain devrait rechercher par voie de négociation une association économique avec le reste du Canada?

OUI

NON

Sur l'amendement de M. LeMoignan proposant:

Que la motion en discussion soit amendée comme suit:

Dans le troisième paragraphe, remplacer les mots «tout changement de statut politique» par les mots «les accords de l'association économique» ainsi que le mot «sera» par le mot «seront».

Dans le quatrième paragraphe, remplacer les mots «négocier l'entente proposée entre le Québec et le Canada?» par les mots «réaliser immédiatement la souveraineté politique du Québec et de négocier une association économique entre le Québec et le Canada?».

Sur le sous-amendement de M. Tremblay proposant:

Que la motion d'amendement de M. Ryan soit amendée en ajoutant à la fin, le paragraphe suivant:

3. Dans la négative, pensez-vous que le Gouvernement du Québec devrait prendre l'initiative de proposer au Gouvernement fédéral et aux gouvernements des autres provinces, un projet cohérent de réforme en profondeur du fédéralisme canadien, afin de doter le Canada d'une nouvelle constitution, selon le principe de l'égalité des deux communautés linguistiques et selon le

Conséquently,

1. Do you think that Québec should become a sovereign State?

YES

NO

2. If so, do you think that a sovereign Québec should seek through negotiation an economic association with the rest of Canada?

YES

NO

On the amendment by Mr LeMoignan proposing:

That the motion under debate be amended as follows:

By replacing in the third paragraph thereof, the words "any change in political status" by the words "the economic association agreements".

By replacing in the fourth paragraph thereof, the words "negotiate the proposed agreement between Québec and Canada?" by the words "achieve without delay political sovereignty for Québec and to negotiate an economic association between Québec and Canada?".

On the sub-amendment by Mr Tremblay proposing:

That the motion of amendment of Mr Ryan be amended by adding at the end, the following paragraph:

3. If not, do you think that the Government of Québec should take the initiative in presenting to the federal Government and to the governments of the other provinces, a coherent proposal for a thorough reform of Canadian federalism, in order to provide Canada with a new constitution based on the equality of the two linguistic communities and on a clear and functional distribution of

principe d'une répartition claire et fonctionnelle des compétences entre les deux ordres souverains de gouvernement?

OUI
NON

Et sur l'amendement de M. Biron proposant:

Que la motion en discussion soit amendée en remplaçant le troisième paragraphe de la question référendaire par le suivant:

«Aucun changement de statut politique résultant de ces négociations ne sera réalisé sans l'accord de la population lors d'un autre référendum;».

Le débat est ajourné sur la motion de M. Bédard.

À dix-sept heures dix minutes, sur la motion de M. Charron, l'Assemblée s'ajourne à demain quatorze heures.

powers between two sovereign orders of government?

YES
NO

And on the amendment by Mr Biron proposing:

That the motion under debate be amended by replacing the third paragraph of the referendum question by the following:

"No change in political status resulting from these negotiations will be effected without approval by the people through another referendum;".

The debate was adjourned on motion of Mr Bédard.

At ten minutes past five o'clock p.m., on motion of Mr Charron, the Assembly adjourned until tomorrow at two o'clock a.m.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

CLÉMENT RICHARD,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Quatrième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Fourth Session of the Thirty-First Legislature

Le jeudi 20 mars 1980

Quatorze heures

Thursday, 20 March 1980

Two o'clock p.m.

Du consentement unanime de l'Assemblée, au cours de la période des questions orales des députés, M. Lalonde dépose un document intitulé: Les compétences des communautés de comté (chapitre 5).

(Document de la session n° 507.)

With the unanimous consent of the Assembly, during Oral Question Period Mr Lalonde tabled a document entitled: Jurisdictions of the County Communities (chapter 5).

(Sessional Papers, No. 507.)

M. Brochu propose que la nouvelle liste des membres et intervenants des commissions élues permanentes, pour l'Union Nationale, soit la suivante:

Mr Brochu moved that the new list of the Union Nationale members and participating members on the Standing Committees, be the following:

Commission des affaires culturelles/Committee on Cultural Affairs:

Membre/Member: M./Mr Le Moignan

Intervenant/Participating Member: M./Mr Brochu

Commission des affaires intergouvernementales/Committee on Intergovernmental Affairs:

Membre/Member: M./Mr Le Moignan

Intervenant/Participating Member: M./Mr Fontaine

Commission des affaires municipales/Committee on Municipal Affairs:

Membre/Member: M./Mr Cordeau

Intervenant/Participating Member: M./Mr Fontaine

Commission des affaires sociales/*Committee on Social Affairs:*

Membre/*Member:* M./Mr Fontaine

Intervenant/*Participating Member:* M./Mr Cordeau

Commission de l'agriculture et de l'alimentation/*Committee on Agriculture and Food:*

Membre/*Member:* M./Mr Goulet

Intervenant/*Participating Member:* M./Mr Cordeau

Commission de l'Assemblée nationale/*Committee on the National Assembly:*

Membres/*Members:* MM./Messrs Brochu, Goulet

Commission des communications/*Committee on Communications:*

Membre/*Member:* M./Mr Le Moignan

Intervenant/*Participating Member:* M./Mr Fontaine

Commission des consommateurs, coopératives et institutions financières/*Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions:*

Membre/*Member:* M./Mr Goulet

Intervenant/*Participating Member:* M./Mr Cordeau

Commission des corporations professionnelles/*Committee on Professional Corporations:*

Membre/*Member:* M./Mr Fontaine

Intervenant/*Participating Member:* M./Mr Cordeau

Commission de l'éducation/*Committee on Education:*

Membre/*Member:* M./Mr Le Moignan

Intervenant/*Participating Member:* M./Mr Fontaine

Commission de l'énergie et des ressources/*Committee on Energy and Resources:*

Membre/*Member:* M./Mr Brochu

Intervenant/*Participating Member:* M./Mr Fontaine

Commission des engagements financiers/*Committee on Financial Commitments:*

Membre/*Member:* M./Mr Fontaine

Commission des finances et des comptes publics/*Committee on Finance and Public Accounts:*

Membre/*Member:* M./Mr Goulet

Intervenant/*Participating Member:* M./Mr Cordeau

Commission de la fonction publique/*Committee on the Civil Service:*

Membre/*Member:* M./Mr Brochu

Intervenant/*Participating Member:* M./Mr Fontaine

Commission de l'immigration/*Committee on Immigration:*
Membre/*Member:* M./Mr Brochu
Intervenant/*Participating Member:* M./Mr Le Moignan

Commission de l'industrie, du commerce et du tourisme/*Committee on Industry, Trade and Tourism:*
Membre/*Member:* M./Mr Goulet
Intervenant/*Participating Member:* M./Mr Cordeau

Commission de la justice/*Committee on Justice:*
Membre/*Member:* M./Mr Fontaine
Intervenant/*Participating Member:* M./Mr Cordeau

Commission des loisirs, de la chasse et de la pêche/*Committee on Recreation, Fish and Game:*
Membre/*Member:* M./Mr Fontaine
Intervenant/*Participating Member:* M./Mr Cordeau

Commission de la présidence du conseil et de la constitution/*Committee on the Presidency of the Council and the Constitution:*
Membre/*Member:* M./Mr Le Moignan
Intervenant/*Participating Member:* M./Mr Brochu

Commission de la protection de l'environnement/*Committee on the Protection of the Environment:*
Membre/*Member:* M./Mr Cordeau
Intervenant/*Participating Member:* M./Mr Brochu

Commission du revenu/*Committee on Revenue:*
Membre/*Member:* M./Mr Goulet
Intervenant/*Participating Member:* M./Mr Cordeau

Commission des transports/*Committee on Transport:*
Membre/*Member:* M./Mr Goulet
Intervenant/*Participating Member:* M./Mr Fontaine

Commission du travail et de la main-d'oeuvre/*Committee on Labour and Manpower:*
Membre/*Member:* M./Mr Brochu
Intervenant/*Participating Member:* M./Mr Fontaine

Commission des travaux publics et de l'approvisionnement/*Committee on Public Works and Supply:*
Membre/*Member:* M./Mr Cordeau
Intervenant/*Participating Member:* M./Mr Fontaine

La motion est adoptée.

The motion was adopted.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. le Président donne avis que le vendredi 28 mars, la Commission des finances et des comptes publics siégera au Salon Bleu pour discuter la question avec débat du député d'Outremont au ministre des Finances, sur le sujet suivant:

Les conséquences économiques de la souveraineté-association proposée par le gouvernement.

M. Charron donne avis que la Commission de l'Assemblée nationale siégera à la Salle 81 «A» le jeudi 27 mars, à compter de 10 heures jusqu'à douze heures trente minutes, pour opérer les changements devenus nécessaires dans la composition des diverses commissions permanentes, et pour entendre les membres de la Commission de la représentation sur le projet de carte électorale déposé à l'Assemblée nationale.

M. Charron donne avis que demain les commissions permanentes suivantes siégeront à compter de dix heures jusqu'à douze heures trente minutes:

Au Salon Bleu:

La Commission des transports, pour discuter la question avec débat du député de Bellechasse au ministre des Transports sur le sujet suivant:

La politique gouvernementale en matière de construction, de subventions et d'entretien du réseau routier.

À la Salle 81 «A»:

La Commission du travail et de la main-d'oeuvre, pour entendre les représentants syndicaux des cols bleus de la Ville de Montréal de même que les autorités municipales de cette ville, au sujet du conflit de travail en cours.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr President gave notice that the Standing Committee on Finance and Public Accounts will sit in the Blue Room on Friday, 28 March, to discuss the question for debate by the Member for Outremont to the Minister of Finance, on the following matter:

The economic consequences of the sovereignty-association proposed by the Government.

Mr Charron gave notice that the Standing Committee on the National Assembly will sit in Room 81 "A" on Thursday, 27 March, from ten o'clock a.m. until half-past twelve o'clock p.m., to make necessary changes in the membership of various Standing Committees, and to hear the Members of the Commission de la représentation on the proposed electoral map tabled in the Assembly.

Mr Charron gave notice that the following Standing Committees will sit tomorrow from ten o'clock a.m. until half-past twelve o'clock p.m.:

In the Blue Room:

The Committee on Transport, to discuss the question for debate by the Member for Bellechasse to the Minister of Transport, on the following matter:

The policy of the Government regarding the building, funding and maintenance of the provincial network of roads and highways.

In Room 81 "A":

The Committee on Labour and Manpower, to hear union representatives of the City of Montreal blue-collar workers as well as municipal authorities in regard to the city's continuing labour dispute.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion privilégiée de M. Lévesque (Taillon), en vertu de l'article 8 de la Loi sur la consultation populaire (1978, c. 6), proposant:

Que les versions française et anglaise de la question devant faire l'objet d'une consultation populaire et être inscrite sur le bulletin de vote conformément aux articles 8, 9 et 20 de la Loi sur la consultation populaire, soient les suivantes:

Le Gouvernement du Québec a fait connaître sa proposition d'en arriver, avec le reste du Canada, à une nouvelle entente fondée sur le principe de l'égalité des peuples;

cette entente permettrait au Québec d'acquérir le pouvoir exclusif de faire ses lois, de percevoir ses impôts et d'établir ses relations extérieures, ce qui est la souveraineté - et, en même temps, de maintenir avec le Canada une association économique comportant l'utilisation de la même monnaie;

tout changement de statut politique résultant de ces négociations sera soumis à la population par référendum;

en conséquence, accordez-vous au Gouvernement du Québec, le mandat de négocier l'entente proposée entre le Québec et le Canada?

☐ OUI

☐ NON

The Government of Québec has made public its proposal to negotiate a new agreement with the rest of Canada, based on the equality of nations;

this agreement would enable Québec to acquire the exclusive power to make its laws, levy its taxes and establish relations abroad - in other words, sovereignty - and at the same time, to maintain with Canada an economic association including a common currency;

any change in political status resulting from these negotiations will be submitted to the people through a referendum;

on these terms, do you give the Government of Québec, the mandate to negotiate the proposed agreement between Québec and Canada?

☐ YES

☐ NO

Sur l'amendement de M. Ryan proposant:

Que la motion en discussion soit amendée en remplaçant les quatre derniers alinéas par ce qui suit:

Le gouvernement du Québec a fait connaître dans son Livre blanc son projet d'un nouveau régime politique pour le Québec.

En conséquence,

1. Pensez-vous que le Québec devrait devenir un État souverain?

OUI

NON

2. Dans l'affirmative, pensez-vous qu'un Québec souverain devrait rechercher par voie de négociation une association économique avec le reste du Canada?

OUI

NON

Sur l'amendement de M. LeMoignan proposant:

Que la motion en discussion soit amendée comme suit:

Dans le troisième paragraphe, remplacer les mots «tout changement de statut politique» par les mots «les accords de l'association économique» ainsi que le mot «sera» par le mot «seront».

Dans le quatrième paragraphe, remplacer les mots «négocier l'entente proposée entre le Québec et le Canada?» par les mots «réaliser immédiatement la souveraineté politique du Québec et de négocier une association économique entre le Québec et le Canada?».

Sur le sous-amendement de M. Tremblay proposant:

Que la motion d'amendement de M. Ryan soit amendée en ajoutant à la fin, le paragraphe suivant:

3. Dans la négative, pensez-vous que le Gouvernement du Québec devrait prendre l'initiative de proposer au Gou-

On the amendment by Mr Ryan proposing:

That the motion under debate be amended by replacing the last four paragraphs by the following:

In its White Paper, the Government of Québec has made known its plan for a new political regime for Québec.

Consequently,

1. Do you think that Québec should become a sovereign State?

YES

NO

2. If so, do you think that a sovereign Québec should seek through negotiation an economic association with the rest of Canada?

YES

NO

On the amendment by Mr LeMoignan proposing:

That the motion under debate be amended as follows:

By replacing in the third paragraph thereof, the words "any change in political status" by the words "the economic association agreements".

By replacing in the fourth paragraph thereof, the words "negotiate the proposed agreement between Québec and Canada?" by the words "achieve without delay political sovereignty for Québec and to negotiate an economic association between Québec and Canada?".

On the sub-amendment by Mr Tremblay proposing:

That the motion of amendment of Mr Ryan be amended by adding at the end, the following paragraph:

3. If not, do you think that the Government of Québec should take the initiative in presenting to the federal Gov-

vernement fédéral et aux gouvernements des autres provinces, un projet cohérent de réforme en profondeur du fédéralisme canadien, afin de doter le Canada d'une nouvelle constitution, selon le principe de l'égalité des deux communautés linguistiques et selon le principe d'une répartition claire et fonctionnelle des compétences entre les deux ordres souverains de gouvernement?

OUI
NON

Et sur l'amendement de M. Biron proposant:

Que la motion en discussion soit amendée en remplaçant le troisième paragraphe de la question référendaire par le suivant:

«Aucun changement de statut politique résultant de ces négociations ne sera réalisé sans l'accord de la population lors d'un autre référendum;».

Le débat est terminé.

L'amendement suivant de M. Le Moignan est mis aux voix:

Que la motion en discussion soit amendée comme suit:

Dans le troisième paragraphe, remplacer les mots «tout changement de statut politique» par les mots «les accords de l'association économique», ainsi que le mot «sera» par le mot «seront».

Dans le quatrième paragraphe, remplacer les mots «négocier l'entente proposée entre le Québec et le Canada?» par les mots «réaliser immédiatement la souveraineté politique du Québec et de négocier une association économique entre le Québec et le Canada?».

L'amendement est rejeté, les voix se divisant comme suit:

ernment and to the governments of the other provinces, a coherent proposal for a thorough reform of Canadian federalism, in order to provide Canada with a new constitution based on the equality of the two linguistic communities and on a clear and functional distribution of powers between two sovereign orders of government?

YES
NO

And on the amendment by Mr Biron proposing:

That the motion under debate be amended by replacing the third paragraph of the referendum question by the following:

“No change in political status resulting from these negotiations will be effected without approval by the people through another referendum;”.

The debate was concluded.

The following amendment by Mr Le Moignan was put to the vote:

That the motion under debate be amended as follows:

By replacing in the third paragraph thereof, the words “any change in political status” by the words “the economic association agreements”.

By replacing in the fourth paragraph thereof, the words “negotiate the proposed agreement between Québec and Canada?” by the words “achieve without delay political sovereignty for Québec and to negotiate an economic association between Québec and Canada?”.

The amendment was rejected on the following division:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Blank, Brochu, Caron, Chapat-Rolland, Ciaccia, Cordeau, Dubois, Fontaine, Giasson, Goulet, Gratton, Lalande, Lalonde, Lamontagne, Larivière, Lavoie, Lavoie-Roux, Le Moignan, Levesque (Bonaventure), Mailloux, Marchand, Marx, Mathieu, O'Gallagher, Pagé, Picotte, Raynauld, Rivest, Ryan, Samson, Scowen, Shaw, Springate, St-Germain, Tremblay, Vaillancourt (Orford), Verreault.—37.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bédard, Bertrand, Bérubé, Biron, Bisaillon, Bordeleau, Boucher, Brassard, Charbonneau, Charron, Chevrette, Clair, Couture, Cuerrier, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Duhaime, Dussault, Fallu, Gagnon, Garon, Gendron, Godin, Gosselin, Gravel, Grégoire, Guay, Johnson, Jolivet, Joron, Laberge, Lacoste, Landry, Laplante, Laurin, Lavigne, Lazure, LeBlanc-Bantey, Lefebvre, Léger, Léonard, Lessard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, Morin (Louis-Hébert), Morin (Sauvé), O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Paquette, Parizeau, Payette, Perron, Proulx, Rancourt, Tardif, Vaillancourt (Jonquière), Vaugeois.—68.

L'amendement suivant de M. Biron est mis aux voix:

Que la motion en discussion soit amendée en remplaçant le troisième paragraphe de la question référendaire par le suivant:

«Aucun changement de statut politique résultant de ces négociations ne sera réalisé sans l'accord de la population lors d'un autre référendum;».

L'amendement est adopté, les voix se divisant comme suit:

The following amendment by Mr Biron was put to the vote:

That the motion under debate be amended by replacing the third paragraph of the referendum question by the following:

“No change in political status resulting from these negotiations will be effected without approval by the people through another referendum;”.

The amendment was adopted on the following division:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bédard, Bertrand, Bérubé, Biron, Bisaillon, Bordeleau, Boucher, Brassard, Charbonneau, Charron, Chevrette, Clair, Couture, Cuerrier, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Duhaime, Dussault, Fallu, Gagnon, Garon, Gendron, Godin, Gosselin, Gravel, Grégoire, Guay, Johnson, Jolivet, Joron, Laberge, Lacoste, Landry, Laplante, Laurin, Lavigne, Lazure, LeBlanc-Bantey, Lefebvre, Léger, Léonard, Lessard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, Morin (Louis-Hébert), Morin (Sauvé), O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Paquette, Parizeau, Payette, Perron, Proulx, Rancourt, Tardif, Vaillancourt (Jonquière), Vaugeois.—68.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Blank, Brochu, Caron, Chaput-Rolland, Ciaccia, Cordeau, Dubois, Fontaine, Giasson, Goulet, Gratton, Lalande, Lalonde, Lamontagne, Larivière, Lavoie, Lavoie-Roux, Le Moignan, Levesque (Bonaventure), Mailloux, Marchand, Marx, Mathieu, O'Gallagher, Pagé, Picotte, Raynauld, Rivest, Ryan, Samson, Scowen, Shaw, Springate, St-Germain, Tremblay, Vaillancourt (Orford), Verreault.—37.

Le sous-amendement suivant de M. Tremblay est mis aux voix:

Que la motion d'amendement de M. Ryan soit amendée en ajoutant à la fin, le paragraphe suivant:

3. Dans la négative, pensez-vous que le Gouvernement du Québec devrait prendre l'initiative de proposer au Gouvernement fédéral et aux gouvernements des autres provinces, un projet cohérent de réforme en profondeur du fédéralisme canadien, afin de doter le Canada d'une nouvelle constitution, selon le principe de l'égalité des deux communautés linguistiques et selon le principe d'une répartition claire et fonctionnelle des compétences entre le deux ordres souverains de gouvernement?

OUI

NON

Le sous-amendement est rejeté, les voix se divisant comme suit:

The following sub-amendment by Mr Tremblay was put to the vote:

That the motion of amendment of Mr Ryan be amended by adding at the end, the following paragraph:

3. If not, do you think that the Government of Québec should take the initiative in presenting to the federal Government and to the governments of the other provinces, a coherent proposal for a thorough reform of Canadian federalism, in order to provide Canada with a new constitution based on the equality of the two linguistic communities and on a clear and functional distribution of powers between two sovereign orders of government?

YES

NO

The sub-amendment was rejected on the following division:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Blank, Brochu, Caron, Chaput-Rolland, Ciaccia, Cordeau, Dubois, Fontaine, Giasson, Goulet, Gratton, Lalande, Lalonde, Lamontagne, Larivière, Lavoie, Lavoie-Roux, Le Moignan, Levesque (Bonaventure), Mailloux, Marchand, Marx, Mathieu, O'Gallagher, Pagé, Picotte, Raynauld, Rivest, Ryan, Samson, Scowen, Shaw, Springate, St-Germain, Tremblay, Vaillancourt (Orford), Verreault.—37.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bédard, Bertrand, Bérubé, Biron, Bisailon, Bordeleau, Boucher, Brassard, Charbonneau, Charron, Chevette, Clair, Couture, Cuerrier, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Duhaime, Dussault, Fallu, Gagnon, Garon, Gendron, Godin, Gosselin, Gravel, Grégoire, Guay, Johnson, Jolivet, Joron, Laberge, Lacoste, Landry, Laplante, Laurin, Lavigne, Lazure, LeBlanc-Bantey, Lefebvre, Léger, Léonard, Lessard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, Morin (Louis-Hébert), Morin (Sauvé), O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Paquette, Parizeau, Payette, Perron, Proulx, Rancourt, Tardif, Vaillancourt (Jonquière), Vaugeois.—68.

L'amendement suivant de M. Ryan est mis aux voix:

Que la motion en discussion soit amendée en remplaçant les quatre derniers alinéas par ce qui suit:

Le gouvernement du Québec a fait connaître dans son Livre blanc son projet d'un nouveau régime politique pour le Québec.

En conséquence,

1. Pensez-vous que le Québec devrait devenir un État souverain?

OUI

NON

2. Dans l'affirmative, pensez-vous qu'un Québec souverain devrait rechercher par voie de négociation une association économique avec le reste du Canada?

OUI

NON

L'amendement est rejeté, les voix se divisant comme suit:

The following amendment by Mr Ryan was put to the vote:

That the motion under debate be amended by replacing the last four paragraphs by the following:

In its White Paper, the Government of Québec has made known its plan for a new political regime for Québec.

Consequently,

1. Do you think that Québec should become a sovereign State?

YES

NO

2. If so, do you think that a sovereign Québec should seek through negotiation an economic association with the rest of Canada?

YES

NO

The amendment was rejected on the following division:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Blank, Brochu, Caron, Chaput-Rolland, Ciaccia, Cordeau, Dubois, Fontaine, Giasson, Goulet, Gratton, Lalande, Lalonde, Lamontagne, Larivière, Lavoie, Lavoie-Roux, Le Moignan, Levesque (Bonaventure), Mailloux, Marchand, Marx, Mathieu, O'Gallagher, Pagé, Picotte, Raynald, Rivest, Ryan, Samson, Scowen, Shaw, Springate, St-Germain, Tremblay, Vaillancourt (Orford), Verreault.—37.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bédard, Bertrand, Bérubé, Biron, Bisaillon, Bordeleau, Boucher, Brassard, Charbonneau, Charron, Chevette, Clair, Couture, Cuerrier, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Duhaime, Dussault, Fallu, Gagnon, Garon, Gendron, Godin, Gosselin, Gravel, Grégoire, Guay, Johnson, Jolivet, Joron, Laberge, Lacoste, Landry, Laplante, Laurin, Lavigne, Lazure, LeBlanc-Bantey, Lefebvre, Léger, Léonard, Lessard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, Morin (Louis-Hébert), Morin (Sauvé), O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Paquette, Parizeau, Payette, Perron, Proulx, Rancourt, Tardif, Vaillancourt (Jonquière), Vaugeois.—68.

La motion principale amendée de M. Lévesque (Taillon), se lit maintenant comme suit:

Que les versions française et anglaise de la question devant faire l'objet d'une

The main motion by Mr Lévesque (Taillon), as amended, now reads as follows:

That the French and the English text of the question which is to be the sub-

consultation populaire et être inscrite sur le bulletin de vote conformément aux articles 8, 9 et 20 de la Loi sur la consultation populaire, soient les suivantes:

ject of a referendum and which is to be entered on the ballot-paper in accordance with sections 8, 9 and 20 of the Referendum Act, be the following:

Le Gouvernement du Québec a fait connaître sa proposition d'en arriver, avec le reste du Canada, à une nouvelle entente fondée sur le principe de l'égalité des peuples;

cette entente permettrait au Québec d'acquérir le pouvoir exclusif de faire ses lois, de percevoir ses impôts et d'établir ses relations extérieures, ce qui est la souveraineté - et, en même temps, de maintenir avec le Canada une association économique comportant l'utilisation de la même monnaie;

aucun changement de statut politique résultant de ces négociations ne sera réalisé sans l'accord de la population lors d'un autre référendum;

en conséquence, accordez-vous au Gouvernement du Québec le mandat de négocier l'entente proposée entre le Québec et le Canada?

☐ OUI

☐ NON

The Government of Québec has made public its proposal to negotiate a new agreement with the rest of Canada, based on the equality of nations;

this agreement would enable Québec to acquire the exclusive power to make its laws, levy its taxes and establish relations abroad - in other words, sovereignty - and at the same time, to maintain with Canada an economic association including a common currency;

no change in political status resulting from these negotiations will be effected without approval by the people through another referendum;

on these terms, do you give the Government of Québec the mandate to negotiate the proposed agreement between Québec and Canada?

☐ YES

☐ NO

Ladite motion est alors adoptée, les voix se divisant comme suit:

The said motion was then adopted on the following division:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bédard, Bertrand, Bérubé, Biron, Bisailon, Bordeleau, Boucher, Brassard, Charbonneau, Charron, Chevrette, Clair, Couture, Cuerrier, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Duhaime, Dussault, Fallu, Gagnon, Garon, Gendron, Godin, Gosselin, Gravel, Grégoire, Guay, Johnson, Jolivet, Joron, Laberge, Lacoste, Landry, Laplante, Laurin, Lavigne, Lazure, LeBlanc-Bantey, Lefebvre, Léger, Léonard, Lessard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, Morin (Louis-Hébert), Morin (Sauvé), O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Paquette, Parizeau, Payette, Perron, Proulx, Rancourt, Tardif, Vaillancourt (Jonquière), Vaugois.—68.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Blank, Brochu, Caron, Chaput-Rolland, Ciaccia, Cordeau, Dubois, Fontaine, Giasson, Goulet, Gratton, Lalande, Lalonde, Lamontagne, Larivière, Lavoie, Lavoie-Roux, Le Moignan, Levesque (Bonaventure), Mailloux, Marchand, Marx, Mathieu, O'Gallagher, Pagé, Picotte, Raynauld, Rivest, Ryan, Samson, Scowen, Shaw, Springate, St-Germain, Tremblay, Vaillancourt (Orford), Verreault.—37.

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la motion de M. Charron proposant:

Que le montant de la subvention qui sera versée à chacun des comités nationaux conformément à l'article 40 de la Loi sur la consultation populaire soit fixé à vingt-cinq cents par électeur dans l'ensemble des districts électoraux, suivant le nombre d'électeurs déterminé conformément à l'article 35 de cette loi.

M. Charron informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de cette motion.

M. Charron propose que ladite motion soit adoptée.

La motion est alors adoptée.

À dix-neuf heures vingt-cinq minutes, sur la motion de M. Charron, l'Assemblée s'ajourne à mardi quatorze heures.

The Order of the Day being read for the consideration, of the motion by Mr Charron, proposing:

That the amount of the subsidy which will be granted to each of the national committees pursuant to section 40 of the Referendum Act be fixed at twenty-five cents per elector in the aggregate of the electoral districts, based on the number of electors established in accordance with section 35 of the said Act.

Mr Charron informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said motion to their consideration.

Mr Charron moved that the said motion be adopted.

The motion was then adopted.

At twenty-five minutes past seven o'clock p.m., on motion of Mr Charron, the Assembly adjourned until Tuesday at two o'clock p.m.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

CLÉMENT RICHARD,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Quatrième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Fourth Session of the Thirty-First Legislature

Le lundi 24 mars 1980

Quinze heures

Monday, 24 March 1980

Three o'clock p.m.

M. le Président dépose le rapport préliminaire de la Commission de la représentation, en date de mars 1980, comportant un texte explicatif, les descriptions techniques des 122 circonscriptions électorales proposées et trois cartes géographiques s'y rapportant.

(Document de la session n° 508.)

Mr President tabled the preliminary report of the Commission de la représentation, dated March 1980, consisting of an explanatory text, technical descriptions of the 122 proposed electoral divisions and three related maps.

(Sessional Papers, No. 508.)

M. Chevrette, au nom de M. Lefebvre, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente du travail et de la main-d'oeuvre qui a siégé le vendredi 21 mars 1980, aux fins d'entendre les parties relativement au conflit qui oppose la Ville de Montréal et le syndicat des cols bleus.

(Document de la session n° 509.)

Mr Chevrette, on behalf of Mr Lefebvre, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Labour and Manpower which sat on Friday, 21 March 1980, to hear the parties involved in the labour dispute between the City of Montreal and the union of blue-collar workers.

(Sessional Papers, No. 509.)

Conformément à l'article 84, paragraphe 2 du règlement, M. Charron propose:

Qu'en raison de la grève des cols bleus de la Ville de Montréal qui dure depuis six semaines, de l'impasse totale

Pursuant to Standing Order 84 (2), Mr Charron moved:

That in view of the City of Montreal blue-collar strike, now in its sixth week, of a deadlock in negotiations and

dans laquelle en sont arrivées les négociations et de l'échec de la médiation, il y a urgence, en vue de l'adoption du projet de loi n° 93, «Loi assurant la reprise de certains services de la Ville de Montréal et de la Communauté urbaine de Montréal», de suspendre l'application des articles 30 modifié par l'article 2 du règlement sessionnel, 31 modifié par l'article 3 du règlement sessionnel, 77, 87, 88, 115, 116, 134 et 157;

que nonobstant les dispositions de l'article 47 paragraphe 1 du règlement, toutes les séances de l'Assemblée soient publiques;

que nonobstant les dispositions de l'article 121 du règlement, il ne puisse y avoir d'amendement en deuxième lecture;

que, de plus, la commission plénière fasse rapport au plus tard deux heures après le début de ses travaux;

que dix minutes avant l'expiration de ce délai, le président de la commission mette immédiatement aux voix, sans débat, les articles du projet de loi et les amendements dont la commission n'aura pas disposé à ce moment;

que le débat portant sur la troisième lecture soit limité à vingt minutes par parti reconnu;

que l'application des règles ci-dessus énumérées soit suspendue et que l'Assemblée puisse siéger sans interruption à partir de maintenant jusqu'à l'adoption du projet de loi n° 93.

Et un débat s'élève.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi n° 93, «Loi assurant la reprise de certains services de la Ville de Montréal et de la Communauté urbaine de Montréal», est présenté par M. Johnson, lu la première fois et remis au cours de la présente séance pour la deuxième lecture.

of the failure of mediation, it is urgent, in order to pass Bill 93, "An Act to ensure the resumption of certain services of the City of Montreal and the Communauté urbaine de Montréal", to suspend the application of Standing Orders 30 amended by Sessional Order 2, 31 amended by Sessional Order 3, 77, 87, 88, 115, 116, 134 and 157;

that notwithstanding the provisions of Standing Order 47(1), all the sittings of the Assembly be public;

that notwithstanding the provisions of Standing Order 121, no amendments may be made at the second reading stage;

that furthermore, the Committee of the Whole do report not later than two hours after the beginning of its work;

that ten minutes before the expiration of such time limit, the Chairman of the Committee do put to the vote immediately, without any debate, the sections of the Bill and the amendments which the Committee shall not have disposed of at this point;

that the debate at the third reading stage be limited to twenty minutes per recognized party;

that the application of the Standing Orders enumerated above be suspended, and that the Assembly be allowed to sit continuously from now until Bill 93 is passed.

And debate arising thereon.

The motion was then adopted.

Bill 93, "An act to ensure the resumption of certain services of the City of Montreal and the Communauté urbaine de Montréal", was accordingly introduced by Mr Johnson, read the first time and ordered for second reading at the present sitting.

Sur la motion de M. Samson, le consentement unanime de l'Assemblée est accordé afin que le député de Rouyn-Noranda puisse intervenir pendant cinq minutes au cours du débat de troisième lecture.

À seize heures quarante-cinq minutes, du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Charron, la séance est suspendue jusqu'à dix-neuf heures.

Dix-neuf heures

L'Assemblée reprend sa séance.

M. Johnson propose que le projet de loi n° 93, «Loi assurant la reprise de certains services de la Ville de Montréal et de la Communauté urbaine de Montréal», soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Bertrand, au nom de M. Charron, le projet de loi est renvoyé à la commission plénière pour étude article par article.

Sur la motion de M. Bertrand, au nom de M. Charron, l'Assemblée se transforme en commission plénière.

Le projet de loi n° 93 est étudié en commission plénière, article par article, amendé et rapporté; le rapport est adopté.

M. Johnson propose que le projet de loi soit lu la troisième fois.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

On motion of Mr Samson, and with the unanimous consent of the Assembly, leave was granted to the Member for Rouyn-Noranda to speak for five minutes during debate on the third reading of the Bill.

At forty-five minutes past four o'clock p.m., with the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Charron, the sitting was suspended until seven o'clock p.m.

Seven o'clock p.m.

The Assembly resumed sitting.

Mr Johnson moved that Bill 93, "An Act to ensure the resumption of certain services of the City of Montreal and the Communauté urbaine de Montréal", be now read the second time.

And debate arising thereon.

The motion was then adopted.

The Bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Bertrand, on behalf of Mr Charron, the Bill was referred to the Committee of the Whole for section by section consideration.

On motion of Mr Bertrand, on behalf of Mr Charron, the Assembly resolved itself into Committee of the Whole.

Bill 93 was considered section by section in Committee of the Whole, amended and reported; the report was adopted.

Mr Johnson moved that the Bill be read the third time.

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bertrand, Bordeleau, Boucher, Brassard, Brochu, Charbonneau, Charron, Chevrette, Cuerrier, de Bellefeuille, Duhaime, Dussault, Fallu, Fontaine, Gagnon, Gosselin, Goulet, Guay, Johnson, Jolivet, Joron, Laberge, Lacoste, Lalande, Lamontagne, Le Moignan, Léonard, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marchand, Marquis, Martel, Marx, Mathieu, Mercier, Michaud, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Pagé, Payette, Perron, Rancourt, Rivest, Ryan, Samson, Scowen, Tardif, Vaillancourt (Jonquière).—52.

CONTRE—NAYS:—0.

En conséquence, le projet de loi n° 93 est lu la troisième fois.

À vingt-trois heures trente-trois minutes, sur la motion de M. Charron, l'Assemblée s'ajourne à demain quatorze heures.

Aujourd'hui, le lundi 24 mars 1980, à vingt-trois heures cinquante minutes, à la Salle 103 «A», en présence du Président de l'Assemblée nationale, de M. Johnson, le représentant du Premier ministre, de M. Lalande, le représentant du chef de l'Opposition officielle, de M. Gosselin, de M. Marx et du secrétaire général de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec de sanctionner le projet de loi suivant:

93 Loi assurant la reprise de certains services de la Ville de Montréal et de la Communauté urbaine de Montréal.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

Bill 93 was accordingly read the third time.

At thirty-three minutes past eleven o'clock p.m., on motion of Mr Charron, the Assembly adjourned until tomorrow at two o'clock p.m.

Today, Monday, 24 March 1980, at fifty minutes past eleven o'clock p.m., in Room 103 "A", in the presence of the President of the National Assembly, of Mr Johnson, the Delegate of the Prime Minister, of Mr Lalande, the Delegate of the Leader of the Official Opposition, of Mr Gosselin, of Mr Marx and of the Secretary General of the National Assembly, the Honourable the Lieutenant-Governor of the Province of Québec was pleased to sanction the following Bill:

93 An Act to ensure the resumption of certain services of the City of Montreal and the Communauté urbaine de Montréal.

CLÉMENT RICHARD,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Quatrième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Fourth Session of the Thirty-First Legislature

Le mardi 25 mars 1980

Quatorze heures

Tuesday, 25 March 1980

Two o'clock p.m.

M. Duhaime dépose le document suivant:

Estimations annuelles des comptes économiques des revenus et des dépenses du Québec, 1961-78, préparées par le Bureau de la statistique du Québec.

(Document de la session n° 510.)

Du consentement unanime de l'Assemblée, le projet de loi n° 95, «Loi modifiant la Loi sur la représentation électorale et la Loi sur la division territoriale», est présenté par M. Charron, au nom de M. Bédard, lu la première fois et remis au cours de la présente séance pour la deuxième lecture.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi n° 95, «Loi modifiant la Loi sur la représentation électorale et la Loi sur la division territoriale».

M. Charron, au nom de M. Bédard, informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la

Mr Duhaime tabled the following document:

Annual estimates of the economic accounts of the revenues and expenditures of Québec, 1961-78, prepared by the Québec Bureau of Statistics.

(Sessional Papers, No. 510.)

With the unanimous consent of the Assembly, Bill 95, "An Act to amend the Act respecting electoral representation and the Territorial Division Act", was introduced by Mr Charron, on behalf of Mr Bédard, read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

The Order of the Day being read for the second reading of Bill 95, "An Act to amend the Act respecting electoral representation and the Territorial Division Act".

Mr Charron, on behalf of Mr Bédard, informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor rec-

prise en considération de ce projet de loi.

M. Charron, au nom de M. Bédard, propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève.

La motion est alors adoptée après division des voix.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Charron, le projet de loi est renvoyé à la commission plénière pour étude article par article.

Sur la motion de M. Charron, l'Assemblée se transforme en commission plénière.

Le projet de loi n° 95 est étudié en commission plénière, article par article, et rapporté; le rapport est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Charron, au nom de M. Bédard, propose que le projet de loi soit lu la troisième fois.

Et un débat s'élève.

La motion est alors adoptée après division des voix.

En conséquence, le projet de loi n° 95 est lu la troisième fois.

À seize heures cinquante-quatre minutes, Madame la Présidente quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

M. Parizeau transmet à M. le Président et M. le Président lit à l'Assemblée le message suivant de l'honorable

ommended the said Bill to their consideration.

Mr Charron, on behalf of Mr Bédard, moved that the said Bill be now read the second time.

And debate arising thereon.

The motion was then adopted on division.

The Bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Charron, the Bill was referred to the Committee of the Whole for section by section consideration.

On motion of Mr Charron, the Assembly resolved itself into Committee of the Whole.

Bill 95 was considered section by section in Committee of the Whole and reported; the report was adopted.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Charron, on behalf of Mr Bédard, moved that the Bill be read the third time.

And debate arising thereon.

The motion was then adopted on division.

Bill 95 was accordingly read the third time.

At fifty-four minutes past four o'clock p.m., Madam President left the Chair and the sitting was suspended until eight o'clock p.m.

Eight o'clock p.m.

Mr Parizeau presented to Mr President the following message from the Honourable the Lieutenant-Governor

lieutenant-gouverneur de la province de Québec:

L'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée nationale les crédits pour l'année financière se terminant le 31 mars 1981, conformément aux dispositions de l'article 54 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867, et recommande ces crédits à la considération de l'Assemblée.

JEAN-PIERRE CÔTÉ.

Hôtel du Gouvernement
Québec, le 25 mars 1980.
(*Document de la session n° 511.*)

Conformément au paragraphe 1 de l'article 128 du règlement, M. Charron propose que les crédits de chacun des ministères soient déferés pour étude aux commissions élues appropriées, sauf les crédits de l'Assemblée nationale et tous les autres que le Leader parlementaire du gouvernement jugera à propos de déferer pour étude à la commission plénière.

La motion est adoptée.

Conformément au paragraphe 1 de l'article 127 du règlement, M. Parizeau prononce le discours du budget.

Conformément au paragraphe 1A de l'article 11 du règlement sessionnel, après l'exposé de M. Parizeau, les critiques financiers des partis d'opposition commentent le discours du budget.

M. Parizeau propose que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement.

Et le débat qui s'élève sur cette motion est ajourné sur la motion de M. Raynauld.

of the Province of Québec, which Mr President read to the Assembly:

The Honourable the Lieutenant-Governor of the Province of Québec forwards to the National Assembly the Estimates for the fiscal year ending 31 March 1981, in pursuance of the provisions of the 54th Section of the British North America Act, 1867, and recommends these Estimates to the consideration of the Assembly.

JEAN-PIERRE CÔTÉ.

Government House,
Québec City, 25 March 1980.
(*Sessional Papers, No. 511.*)

Pursuant to Standing Order 128 (1), Mr Charron moved that the estimates of each Department be referred to the appropriate Standing Committees for consideration, with the exception of the estimates of the National Assembly and any other estimates which shall be deemed expedient by the Government House Leader to refer to the Committee of the Whole.

The motion was adopted.

Pursuant to Standing Order 127 (1), Mr Parizeau delivered the Budget Speech.

Pursuant to Sessional Order 11 (1A), at the conclusion of the statement by Mr Parizeau, the finance critics of the Opposition parties commented on the Budget Speech.

Mr Parizeau moved that the Assembly do approve the budgetary policy of the Government.

And the debate arising on this motion was adjourned on motion of Mr Raynauld.

Conformément au paragraphe 1 de l'article 132 du règlement, M. Parizeau donne avis qu'à une séance subséquente, l'Assemblée se transformera en commission plénière pour voter en bloc un quart des différents articles du budget 1980/81.

À vingt-trois heures, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

Pursuant to Standing Order 132 (1), Mr Parizeau gave notice that at a subsequent sitting, the Assembly shall resolve itself into Committee of the Whole to vote one-quarter of the different items of the 1980/81 budget as a lump sum.

At eleven o'clock p.m., the Assembly adjourned until tomorrow at ten o'clock a.m.

CLÉMENT RICHARD,
President.

N° 99

ISSN 0703-5004

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Quatrième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Fourth Session of the Thirty-First Legislature

Le mercredi 26 mars 1980

Dix heures

Sur la motion de M. Parizeau, l'Assemblée se transforme en commission plénière pour voter en bloc un quart des différents articles du budget pour l'année financière se terminant le 31 mars 1981.

M. le Président de la commission plénière rapporte que la commission n'a pas fini de délibérer et permission lui est donnée de siéger de nouveau à la prochaine séance.

À treize heures six minutes, Madame la Présidente quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

Quinze heures

Les documents suivants sont déposés:

Wednesday, 26 March 1980

Ten o'clock a.m.

On motion of Mr Parizeau, the Assembly resolved itself into Committee of the Whole to vote one-fourth of the different items of the budget as a lump sum, for the fiscal year ending 31 March 1981.

Mr Chairman of the Committee of the Whole reported progress, and leave was granted to the Committee to sit again at the next sitting.

At six minutes past one o'clock p.m., Madam President left the Chair and the sitting was suspended until three o'clock p.m.

Three o'clock p.m.

The following documents were tabled:

Par M. Lévesque (Taillon):

Copie d'une lettre, en date du 26 mars 1980, adressée à M. René Lévesque, Premier ministre du Québec, par M. Pierre-F. Côté, directeur général des élections, concernant la proclamation de certains articles de la Loi électorale (1979, c. 56) pour le référendum.

(Document de la session n° 512.)

Par M. Marois:

Rapport annuel de la Commission des accidents du travail du Québec, pour l'année 1979.

(Document de la session n° 513.)

Le projet de loi n° 91, «Loi modifiant la Loi sur les normes du travail et la Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre», est présenté par M. Johnson, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

M. Charron donne avis que les commissions permanentes suivantes siégeront demain:

À la Salle 81 «A»:

La Commission de l'Assemblée nationale, à compter de dix heures jusqu'à douze heures trente minutes, pour opérer les changements devenus nécessaires dans la composition des diverses commissions permanentes et pour entendre les membres de la Commission de la représentation sur le projet de carte électorale déposé à l'Assemblée.

À la Salle 91 «A»:

La Commission des engagements financiers, à compter de neuf heures trente minutes jusqu'à douze heures trente minutes.

Conformément à l'article 91 du règlement, M. Cordeau propose:

By Mr Lévesque (Taillon):

Copy of a letter, dated 26 March 1980, sent to Mr René Lévesque, the Prime Minister of Québec, by Mr Pierre-F. Côté, Director General of Elections, concerning the proclamation of certain sections of the Election Act (1979, c. 56) for the referendum.

(Sessional Papers, No. 512.)

By Mr Marois:

Annual Report of the Québec Workmen's Compensation Commission, for 1979.

(Sessional Papers, No. 513.)

Bill 91, "An Act to amend the Act respecting labour standards and the Act respecting manpower vocational training and qualification", was introduced by Mr Johnson, read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

Mr Charron gave notice that the following Standing Committees will sit tomorrow:

In Room 81 "A":

The Committee on the National Assembly, from ten o'clock a.m. until twelve o'clock p.m., to make necessary changes in the membership of various Standing Committees and to hear the Members of the Commission de la représentation on the proposed electoral map tabled in the Assembly.

In Room 91 "A":

The Committee on Financial Commitments, from half-past nine o'clock a.m. until half-past twelve o'clock p.m.

Pursuant to Standing Order 91, Mr Cordeau moved:

Que cette Assemblée est d'avis que le gouvernement accélère son programme d'épuration des eaux de manière à ce que tous les citoyens puissent bénéficier le plus rapidement possible d'une eau potable de bonne qualité, notamment dans les régions du Québec où ceux-ci en sont privés à l'heure actuelle.

Et un débat s'élève.

M. Beauséjour propose que la motion en discussion soit amendée en insérant entre les mots «des eaux» et les mots «de manière», dans les troisième et quatrième lignes, les mots «, en collaboration avec les municipalités et les autres intervenants, industriels et agricoles, situés dans les régions cibles»,.

Du consentement unanime de l'Assemblée, le débat continue tant sur la motion principale que sur l'amendement proposé.

Le débat est terminé.

Les motions sont alors mises aux voix et l'enregistrement des noms est demandé.

À la demande de M. Bertrand, au nom de M. Charron, Madame la Présidente remet l'enregistrement des noms sur le vote de ces motions à demain, avant l'appel des affaires du jour.

À dix-huit heures cinq minutes, l'Assemblée s'ajourne à demain quatorze heures.

That, in the opinion of this Assembly, the Government should step up without delay its water purification programme to benefit all residents, particularly those in Québec regions where quality drinking water is at present unavailable.

And debate arising thereon.

Mr Beauséjour moved that the motion under debate be amended by inserting between the word "programme", in the third line, and the words "to benefit", in the fourth line, the words ", in collaboration with the municipalities and the industrial and agricultural concerns located in the target areas,".

With the unanimous consent of the Assembly, debate continued both on the main motion and on the proposed amendment.

The debate was concluded.

The motions were then put to the vote and the entry of names was demanded.

At the request of Mr Bertrand, on behalf of Mr Charron, Madam President postponed the entry of names of the votes on these motions until tomorrow, before Business of the Day is called.

At five minutes past six o'clock p.m., the Assembly adjourned until tomorrow at two o'clock p.m.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

CLÉMENT RICHARD,
President.

**PROCÈS-VERBAUX
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC**

Quatrième session de la trente et unième Législature

**VOTES AND PROCEEDINGS
OF THE NATIONAL ASSEMBLY
OF QUÉBEC**

Fourth Session of the Thirty-First Legislature

Le jeudi 27 mars 1980

Quatorze heures

Thursday, 27 March 1980

Two o'clock p.m.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Morin (Sauvé):

Rapport annuel de l'Ordre des arpenteurs-géomètres du Québec, pour l'année 1978/79.

(Document de la session n° 514.)

Rapport annuel de la Corporation professionnelle des travailleurs sociaux du Québec, pour l'année 1978/79.

(Document de la session n° 515.)

Par M. Johnson:

Commentaires et actions prises par l'Office de la construction du Québec, à la suite du rapport du Vérificateur général du Québec relatif aux traitements, honoraires et autres bénéfices du personnel de l'Office, pour la période s'étendant du 27 juin 1975 au 31 mai 1978.

(Document de la session n° 516.)

The following documents were tabled:

By Mr Morin (Sauvé):

Annual Report of the Order of Land Surveyors of Québec, for 1978/79.

(Sessional Papers, No. 514.)

Annual Report of the Professional Corporation of Social Workers of Québec, for 1978/79.

(Sessional Papers, No. 515.)

By Mr Johnson:

Comments and measures taken by the Office de la construction du Québec as a follow-up to the report of the Auditor General of Québec in regard to the salaries, professional fees and other benefits of the personnel of the Office, for the period extending from 27 June 1975 to 31 May 1978.

(Sessional Papers, No. 516.)

Par M. Marquis:

Pétition signée par des citoyens des comtés de Bonaventure, Matane, Matapédia et d'autres régions appuyant l'idée d'implanter la papeterie de la Vallée de la Matapédia.

(Document de la session n° 517.)

Par M. le Président:

Conformément au paragraphe *b* de l'article 30 de la Loi sur la fonction publique, les avis de la Commission de la fonction publique au Conseil du trésor concernant les règlements suivants:

1. Règlement de classification numéro 011 concernant le personnel de direction des agents de la paix

2. Règlement de classification numéro 030 concernant les agents de maîtrise du personnel de bureau, techniciens et assimilés

3. Règlements de classification numéros 200 à 292 concernant le personnel de bureau, techniciens et assimilés

4. Règlements de classification numéros 300 à 308 concernant les agents de la paix

5. Règlement de classification numéro 350 concernant le personnel de maîtrise des ouvriers

6. Règlement de classification numéro 400 concernant le personnel ouvrier

7. Règlement de classification numéro 500 concernant les stewards au Service aérien du gouvernement du Québec

8. Règlement de classification numéro 540 concernant certains employés à la résidence officielle du lieutenant-gouverneur

9. Règlements de classification numéros 580 et 581 concernant respectivement le personnel de direction des greffes et le personnel de direction des bureaux d'enregistrement

By Mr Marquis:

Petition signed by residents in the ridings of Bonaventure, Matane and Matapédia and other areas in support of the Matapédia Valley pulp and paper mill project.

(Sessional Papers, No. 517.)

By Mr President:

Pursuant to paragraph *b* of section 30 of the Civil Service Act, the opinions submitted to the Treasury Board by the Commission de la fonction publique, on the following Regulations:

1. Classification Regulation 011 respecting personnel managing peace officers

2. Classification Regulation 030 respecting supervisors of office personnel, technicians and ranking staff

3. Classification Regulations 200 to 292 respecting office personnel, technicians and ranking staff

4. Classification Regulations 300 to 308 respecting peace officers

5. Classification Regulation 350 respecting workmen supervisory personnel

6. Classification Regulation 400 respecting workmen

7. Classification Regulation 500 respecting stewards employed by the *Service aérien du gouvernement du Québec*

8. Classification Regulation 540 respecting certain employees in the official residence of the *lieutenant-gouverneur*

9. Classification Regulations 580 and 581 respectively concerning office of the court management personnel and registry office management personnel

10. Règlements de classification numéros 100 à 131 concernant le personnel professionnel

11. Règlement de classification numéro 620 concernant le personnel des cadres supérieurs

12. Règlement de classification numéro 621 concernant le personnel des adjoints aux cadres supérieurs

13. Règlement de classification numéro 675 concernant le personnel enseignant.

(Document de la session n° 518.)

Le projet de loi n° 94, «Loi modifiant de nouveau la Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction et d'autres dispositions législatives», est présenté par M. Johnson, lu la première fois et, du consentement unanime de l'Assemblée, remis au cours de la présente séance pour la deuxième lecture.

Le projet de loi n° 92, «Loi sur la Société québécoise d'assainissement des eaux», est présenté par M. Léger, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

L'Assemblée procède à l'enregistrement des noms sur la motion d'amendement de M. Beauséjour à la motion principale de M. Cordeau proposant:

Que cette Assemblée est d'avis que le gouvernement accélère son programme d'épuration des eaux de manière à ce que tous les citoyens puissent bénéficier le plus rapidement possible d'une eau potable de bonne qualité, notamment dans les régions du Québec où ceux-ci en sont privés à l'heure actuelle.

Laquelle motion d'amendement se lit comme suit:

10. Classification Regulations 100 to 131 respecting professional personnel

11. Classification Regulation 620 respecting senior civil servant personnel

12. Classification Regulation 621 respecting assistant senior civil servant personnel

13. Classification Regulation 675 concerning teaching personnel.

(Sessional Papers, No. 518.)

Bill 94, "An Act to again amend the Act respecting building contractors vocational qualifications and respecting other legislation", was introduced by Mr Johnson, read the first time and, with the unanimous consent of the Assembly, was ordered for second reading at the present sitting.

Bill 92, "An Act respecting the Société québécoise d'assainissement des eaux", was introduced by Mr Léger, read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

The Assembly proceeded with the entry of names on the motion of amendment by Mr Beauséjour to the main motion by Mr Cordeau proposing:

That, in the opinion of this Assembly, the Government should step up without delay its water purification programme to benefit all residents, particularly those in Québec regions where quality drinking water is at present unavailable.

And the motion of amendment being put as follows:

Que la motion en discussion soit amendée en insérant entre les mots «des eaux» et les mots «de manière», dans les troisième et quatrième lignes, les mots «, en collaboration avec les municipalités et les autres intervenants, industriels et agricoles, situés dans les régions cibles»,.

L'amendement est adopté, les voix données étant enregistrées comme suit:

That the motion under debate be amended by inserting between the word "programme", in the third line, and the words "to benefit", in the fourth line, the words ", in collaboration with the municipalities and the industrial and agricultural concerns located in the target areas,".

It was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Beauséjour, Bertrand, Bisailon, Blank, Bordeleau, Boucher, Brochu, Caron, Chevrette, Ciaccia, Cordeau, Couture, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Dubois, Duhaime, Dussault, Fallu, Forget, Garon, Gendron, Giasson, Godin, Gosselin, Goulet, Gratton, Gravel, Guay, Johnson, Jolivet, Laberge, Lacoste, Lalande, Lalonde, Lamontagne, Landry, Laurin, Lavigne, Lazure, LeBlanc-Bantey, Lefebvre, Léger, Le Moignan, Lessard, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marchand, Marcoux, Martel, Mathieu, Mercier, Michaud, Morin (Sauvé), O'Gallagher, O'Neill, Ouellette (Hull), Pagé, Parizeau, Picotte, Proulx, Rancourt, Raynald, Rivest, Ryan, Samson, Scowen, Shaw, Tremblay, Vaillancourt (Orford), Vaugeois, Verreault.—73.

CONTRE—NAYS:—0.

La motion principale amendée de M. Cordeau se lit maintenant comme suit:

Que cette Assemblée est d'avis que le gouvernement accélère son programme d'épuration des eaux, en collaboration avec les municipalités et les autres intervenants, industriels et agricoles, situés dans les régions cibles, de manière à ce que tous les citoyens puissent bénéficier le plus rapidement possible d'une eau potable de bonne qualité, notamment dans les régions du Québec où ceux-ci en sont privés à l'heure actuelle.

Ladite motion est alors adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

The main motion by Mr Cordeau, as amended, then being put as follows:

That, in the opinion of this Assembly, the Government should step up without delay its water purification programme, in collaboration with the municipalities and the industrial and agricultural concerns located in the target areas, to benefit all residents, particularly those in Québec regions where quality drinking water is at present unavailable.

It was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Beauséjour, Bertrand, Bisailon, Blank, Bordeleau, Boucher, Brochu, Caron, Chevrette, Ciaccia, Cordeau, Couture, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Dubois, Duhaime, Dussault, Fallu, Forget, Garon, Gendron, Giasson, Godin, Gosselin, Goulet, Gratton, Gravel, Guay, Johnson, Jolivet, Laberge, Lacoste, Lalande, Lalonde, Lamontagne, Landry, Laurin, Lavigne, Lazure, LeBlanc-Bantey, Lefebvre, Léger, Le Moignan, Lessard, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marchand, Marcoux, Martel, Mathieu, Mercier, Michaud, Morin (Sauvé), O'Gallagher, O'Neill, Ouellette (Hull), Pagé, Paquette, Parizeau, Picotte, Proulx, Rancourt, Raynald, Rivest, Ryan, Samson, Scowen, Shaw, Tremblay, Vaillancourt (Orford), Vaugeois, Verreault.—74.

CONTRE—NAYS:—0.

QUESTIONS ET RÉPONSES

Les questions suivantes étaient inscrites au Feuilleton du 26 mars 1980:

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Goulet:

Concernant le concours de recrutement pour un directeur général du Génie au ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (n° H 6200 JA-JT) et dont la date limite d'inscription était le 3 février 1978:

1. Quels sont les noms, professions, fonctions et qualifications des membres du jury qui ont procédé à l'entrevue des candidats? En plus des membres du jury, quels sont les noms et fonctions des personnes qui étaient présentes aux entrevues?

2. Quels sont les noms, professions, fonctions et qualifications de tous les candidats ayant présenté une offre de service pour ce concours et quels sont ceux qui ont été admis à l'entrevue pour le choix final?

3. Les exigences du concours précisait que les candidats devaient être membres de l'Ordre des ingénieurs du Québec et posséder une vaste expérience reliée aux fonctions du poste,

QUESTIONS AND ANSWERS

The following questions appeared on the Agenda Paper of 26 March 1980:

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Goulet:

As regards Competition No. H 6200 JA-JT for Director General of Engineering in the Department of Agriculture, Fisheries and Food, the closing date of which was 3 February 1978:

1. What are the names, occupations, duties and qualifications of the members of the selection committee who interviewed the candidates? What are the names and duties of all other persons present at the interviews?

2. What are the names, occupations, duties and qualifications of all the applicants in this competition and of the successful candidates accepted for the final selection interview?

3. The competition required that the candidates belong to the Order of Engineers of Québec and that they have considerable pertinent experience, including a few years at the management

dont quelques années à un niveau de direction. Est-ce que le candidat choisi, M. Denis Vinet, répondait à ces exigences? Dans l'affirmative:

a) depuis quelle date est-il membre de l'Ordre des ingénieurs du Québec?

b) qu'est-ce qui a permis aux membres du jury de reconnaître chez M. Vinet une vaste expérience reliée aux fonctions du poste?

c) quelles étaient les attributions de M. Vinet pour lui reconnaître les quelques années de niveau de direction exigées pour se qualifier candidat?

d) quelles étaient les compétences technique et administrative de M. Vinet avant sa nomination au poste de directeur général du Génie?

4. Existe-t-il un lien de parenté entre le candidat choisi, M. Denis Vinet, et l'un des membres du jury? Dans l'affirmative, indiquer le nom de ce dernier, sa fonction et le poste qu'il ou elle occupait au moment du choix du directeur général du Génie ainsi que le lien de parenté.

5. Existe-t-il un lien de parenté entre M. Denis Vinet, directeur général du Génie, et son supérieur immédiat, le sous-ministre adjoint, M. Jean-Guy Charbonneau? Dans l'affirmative, quel est ce lien de parenté?

6. Est-ce que M. Vinet a établi domicile ou résidence à Québec ou ses environs? Dans l'affirmative, à quelle adresse?

7. Ce gestionnaire possède-t-il toujours un domicile ou une résidence à Saint-Étienne-de-Beauharnois ou dans une municipalité avoisinante?

8. Depuis sa nomination le 15 mars 1978 jusqu'à ce jour, est-ce que des frais de voyage ont été remboursés à M. Vinet pour les jeudis, vendredis, et lundis? Le cas échéant, veuillez fournir,

level. Did Mr Denis Vinet, the successful candidate, meet these requirements? If so:

(a) on what date did he become a member of the Order of Engineers of Québec?

(b) on what basis did the selection committee recognize his considerable pertinent experience?

(c) which of his qualifications were recognized as the required management experience?

(d) what were Mr Vinet's technical and administrative skills prior to being appointed Director General of Engineering?

4. Is Mr Vinet related to any of the members of the selection committee? If so, give the name, duties and position held at the time the choice of Director General of Engineering was made, and specify how they are related.

5. Is Mr Denis Vinet, Director General of Engineering, related to his immediate superior, Mr Jean-Guy Charbonneau, Assistant Deputy Minister? If so, how are they related?

6. Has Mr Vinet taken up residence in Québec City or in the surrounding area? If so, at what address?

7. Does this administrator still have a place of residence at Saint-Étienne-de-Beauharnois or in one of the nearby municipalities?

8. From his appointment on 15 March 1978 to date, has Mr Vinet been reimbursed for travelling expenses incurred on Thursdays, Fridays and Mondays? If such is the case, for each trip taken

pour chaque déplacement durant ces jours de semaine, les dates de voyage, la raison invoquée pour ces voyages, leur coût et le moyen de transport utilisé.

9. Depuis sa nomination, M. Vinet a-t-il utilisé:

a) un avion commercial pour ses déplacements vers Montréal;

b) une automobile louée d'un concessionnaire;

c) un véhicule du ministère? Dans l'affirmative, veuillez fournir les dates et les raisons de ses voyages et aussi indiquer l'endroit où était remis ce véhicule durant les fins de semaine.

Sur la motion de M. Duhaime, au nom de M. Charron, il est—

Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Garon dépose ledit document.

(*Document de la session n° 519.*)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Goulet:

1. Tant pour la préparation que pour la tenue du Salon international de l'agriculture et de l'alimentation qui a eu lieu au stade olympique du 24 octobre au 4 novembre 1979:

a) Quelle a été la participation financière totale du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec?

b) Est-ce que d'autres ministères ou organismes ont participé à cet événement? Le cas échéant, indiquer la participation financière totale de chacun.

c) Combien de fonctionnaires du gouvernement y ont été affectés et, dans chaque cas, indiquer clairement

i. le mandat effectué et la durée de celui-ci;

ii. les frais de représentation et de voyage;

on these days, specify the date, the purpose, the cost and the mode of transportation.

9. Since his appointment, has Mr Vinet used:

(a) a commercial aircraft for his trips to Montreal;

(b) an automobile leased from a dealer;

(c) a department vehicle? If so, give the dates and reasons for the trips and mention where the vehicle has been kept during the weekends.

On motion of Mr Duhaime, on behalf of Mr Charron,—

Ordered, That there be tabled a document containing the information requested.

Mr Garon tabled the said document.

(*Sessional Papers, No. 519.*)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Goulet:

1. As regards both the preparation and the actual holding of the International Salon of Food and Agriculture at the Olympic Stadium from 24 October to 4 November 1979:

(a) What was the total amount contributed by the Québec Department of Agriculture, Fisheries and Food?

(b) Did other departments and agencies take part in the event? If so, mention the total financial contribution in each case.

(c) How many government employees were assigned to the Salon, and in each case, clearly indicate

i. the mandate carried out and its duration;

ii. hospitality and travelling expenses;

iii. le nom du ministère ou de l'organisme.

d) Combien de subventions ou de prêts ont été accordés par les ministères ou organismes du gouvernement à des individus et à des groupes ou associations et, dans chaque cas, indiquer:

i. le nom de la personne ou du groupe;
ii. le montant de la subvention ou du prêt;

iii. les critères sur lesquels a été basé l'octroi de la subvention ou du prêt;

iv. à quelle fin cette subvention ou ce prêt a été accordé.

e) Quel a été le montant total engagé et dépensé par le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation à des fins publicitaires dans les journaux, postes de radio et de télévision et revues spécialisées? Veuillez indiquer séparément la répartition de ces coûts par catégorie.

Est-ce que d'autres ministères ou organismes ont fait des dépenses semblables? Dans l'affirmative, indiquer le nom de ces derniers, ainsi que la nature et le nombre de ces dépenses.

2. De manière plus générale:

a) quel a été le nombre total de visiteurs à ce Salon;

b) combien y a-t-il eu d'exposants;

c) quel a été le nombre de kiosques patronnés par le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation ou relevant de celui-ci?

Sur la motion de M. Duhaime, au nom de M. Charron, il est—

Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Garon dépose ledit document.

(Document de la session n° 520.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Goulet:

iii. the name of the department or agency.

(d) How many grants or loans were made by departments or agencies to individual persons and to groups or associations and, in each case, give:

i. the name of the person or group;
ii. the amount of the grant or loan;

iii. the criteria on which the grants or loans were based;

iv. the purpose for which the grant or loan was made.

(e) What was the total amount appropriated and expended by the Department of Agriculture, Fisheries and Food on newspaper, radio, television and magazine advertising? Include an apportionment of costs by category.

Did other departments or agencies spend similar amounts? If so, name the departments or agencies and indicate the nature and the number of their expenditures.

2. In a more general way:

(a) what was the total number of visitors to the Salon;

(b) how many exhibitors did it attract;

(c) what was the number of booths sponsored or set up by the Department of Agriculture, Fisheries and Food?

On motion of Mr Duhaime, on behalf of Mr Charron,—

Ordered, That there be tabled a document containing the information requested.

Mr Garon tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 520.)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Goulet:

1. Le bureau de la Direction générale du génie, situé au 201 Crémazie Est, Montréal, est-il encore en opération?

2. Le cas échéant, quel mandat doit-il remplir depuis la décentralisation du Service de l'hydraulique agricole? Dans la négative, pourquoi et depuis quand est-il fermé? Qu'est-il advenu du personnel qui était demeuré sur place après la décentralisation?

3. Le ministère a-t-il ouvert un bureau de la Direction générale du génie à Sainte-Martine, comté de Châteauguay, ou dans une municipalité environnante?

a) Dans l'affirmative, donner l'adresse de ce bureau, sa date d'ouverture ainsi que le mandat et les responsabilités qu'on lui a confiés.

b) L'ouverture de ce bureau a-t-elle été autorisée par le ministre? Fait-elle suite à un programme de décentralisation de la Direction générale du génie ou bien le ministre se trouve-t-il devant un fait accompli et voulu par le sous-ministre adjoint à la production, M. Jean-Guy Charbonneau, et le directeur général, M. Denis Vinet?

c) De combien de personnes est composé le personnel de ce bureau? Quel est le nom, le rôle et les responsabilités de chacun?

Y a-t-il eu des mutations ou assignations de personnes de la Direction générale du génie à Québec pour remplir des postes à ce bureau? Dans le cas des mutations ou assignations, donner le nom des individus, les montants totaux versés pour chaque personne, la période et les montants hebdomadaires que ces personnes auraient reçus ou devraient recevoir pour des indemnités d'assignation ou pour des frais de déménagement ou pour tout autre frais assumé par le ministère.

Le directeur général du Génie, M. Denis Vinet, a-t-il un bureau à sa dis-

1. Is the office of the Agricultural Engineering Branch still located at 201 Crémazie East, Montreal?

2. If so, what mandate was it given following the decentralization of the Agricultural Hydraulics Service? If not, on what date was it closed and for what reasons? What has become of the personnel who stayed on after decentralization?

3. Has the Department opened an Engineering Branch office at Sainte-Martine in Châteauguay County or in a surrounding municipality?

(a) If so, give the location of the office, the date on which it was opened, and a description of its mandate and responsibilities.

(b) Did the Minister authorize the opening of this office? Did it fit into a programme of decentralization of the Engineering Branch, or was the Minister presented with a plan already executed by Mr Jean-Guy Charbonneau, Assistant Deputy Minister responsible for Production, and Mr Denis Vinet, the Director General?

(c) How many persons are on staff at this office? In each case, what are the name, job designation and responsibilities?

Were positions in this office filled by personnel transferred or assigned from the Engineering Branch in Québec City? In the case of each transfer or assignment, give the name of the person, the period covered, and the weekly amounts received or to be received in assignment benefits, moving allowance or any other allowance from the Department.

Does Mr Denis Vinet, the Director General of Engineering, have an office

position dans ce local et quel jour peut-on l'y rencontrer?

d) Est-il possible de fournir une copie de l'organigramme en vigueur de la Direction générale du Génie?

Sur la motion de M. Duhaime, au nom de M. Charron, il est—

Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Garon dépose ledit document.

(*Document de la session n° 521.*)

M. Duhaime, au nom de M. Charron, propose que la Commission permanente de l'Assemblée nationale siège au Salon Rouge, immédiatement jusqu'à vingt-deux heures, avec suspension des travaux de dix-huit heures à vingt heures, pour entendre les membres de la Commission de la représentation sur le projet de carte électorale déposé à l'Assemblée.

Madame la Présidente donne avis que la question avec débat du député d'Outremont au ministre des Finances qui devait avoir lieu demain, est reportée au vendredi 11 avril 1980.

Sur la motion de M. Duhaime, au nom de M. Charron, il est—

Ordonné que pour donner suite à la rencontre des leaders qui a eu lieu hier, l'Assemblée entende aujourd'hui, dans le cadre du débat sur le budget, les interventions du porte-parole de l'Opposition officielle, de celui de l'Union Nationale, du député de Rouyn-Noranda, d'un représentant du gouvernement pendant trente minutes et ensuite du député de Gouin;

qu'elle étudie également en deuxième et troisième lecture le projet de loi n° 94 proposé par le ministre du Travail

at this location and on which days is he available for appointments?

(d) Is it possible to supply a copy of the organization chart for the Engineering Branch?

On motion of Mr Duhaime, on behalf of Mr Charron,—

Ordered, That there be tabled a document containing the information requested.

Mr Garon tabled the said document.

(*Sessional Papers, No. 521.*)

Mr Duhaime, on behalf of Mr Charron, moved that the Standing Committee on the National Assembly do sit immediately in the Red Room until ten o'clock p.m., with suspension of work from six o'clock until eight o'clock in the evening, to hear the Members of the Commission de la représentation on the proposed electoral map tabled in the Assembly.

Madam President gave notice that the question for debate by the Member for Outremont to the Minister of Finance, scheduled for tomorrow, was postponed until Friday, 11 April 1980.

On motion of Mr Duhaime, on behalf of Mr Charron,—

Ordered, That pursuant to the conference of House leaders which was held yesterday, the Assembly today shall, within the context of the budget speech debate, hear the speaker for the Official Opposition, the speaker for the Union Nationale, the Member for Rouyn-Noranda, the representative of the Government, who shall speak for thirty minutes, and then the Member for Gouin;

that it shall also give consideration to the first and the second reading stage of Bill 94 introduced by the Min-

et de la Main-d'oeuvre et qu'elle ajourne ensuite ses travaux au lundi 31 mars 1980, à quinze heures; au moment des affaires du jour, le 31 mars, qu'elle poursuive et adopte le budget provisoire avant dix-huit heures;

que nonobstant les dispositions de l'article 3 du règlement sessionnel amendant l'article 31 du règlement, la séance d'aujourd'hui puisse se prolonger au-delà de vingt-deux heures.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Parizeau proposant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement.

M. Raynauld propose:

Que cette Assemblée blâme très sévèrement le gouvernement pour avoir présenté un budget qui, en raison principalement du montant exorbitant des emprunts, soit 2 220 000 000 \$, et du déficit record de 2 300 000 000 \$, compromet gravement l'équilibre des finances publiques, hypothèque dangereusement l'avenir des Québécois et démontre sans équivoque que ce gouvernement est inapte à conduire les affaires du Québec et prêt à exploiter tous les moyens à ses fins référendaires.

Et le débat continue.

M. Goulet propose:

Que cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement d'agir avec irresponsabilité en présentant un budget référendaire qui condamne les contribuables québécois à assumer, malgré eux, le plus imposant déficit des opérations budgétaires dans l'histoire du Québec.

ister of Labour and Manpower, and adjourn until Monday, 31 March 1980, at three o'clock in the afternoon, on which day, during Business of the Day, it shall proceed with, and adopt, the provisional budget before six o'clock p.m.;

that notwithstanding Sessional Order 3 which amends Standing Order 31, the Assembly shall this day continue to sit beyond ten o'clock p.m.

The Assembly resumed debate on the motion by Mr Parizeau proposing that the Assembly do approve the budgetary policy of the Government.

Mr Raynauld moved:

That this Assembly do pass very strict censure on the Government for having presented a budget which, mainly because of the exorbitant loans amounting to \$2 220 000 000 and of a record deficit of \$2 300 000 000, seriously compromises the balance of public finance, dangerously mortgages the future of Quebecers and proves without a doubt that the Government is incapable of managing the affairs of the Province and will stop at no means to achieve its end in regard to the referendum.

And debate continuing.

Mr Goulet moved:

That this Assembly do severely blame the Government for having acted irresponsibly by presenting a referendum budget which imposes on Québec taxpayers the largest deficit of budgetary operations in the history of the Province.

Et le débat continue.

M. Samson propose:

Que le gouvernement est à blâmer pour avoir présenté un budget exagérément déficitaire, contribuant ainsi à endetter de façon inacceptable les contribuables qui le sont déjà trop.

À dix-huit heures, Madame la Présidente quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

Et le débat continue.

M. Tremblay propose:

Que cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement actuel pour avoir présenté une politique budgétaire inacceptable et irresponsable, contenant des taxes cachées et prévoyant pour l'année fiscale 1980/81 le plus gros déficit budgétaire de l'histoire du Québec au montant de 2 300 000 000 \$, et d'hypothéquer, en ce faisant, les générations futures sans qu'un tel déficit et un tel endettement additionnel s'accompagnent ni d'une création d'emplois ni d'une baisse réelle d'impôts pour les consommateurs et les entrepreneurs.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Duhaime.

M. Johnson propose que le projet de loi n° 94, «Loi modifiant de nouveau la Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction et d'autres dispositions législatives», soit maintenant lu la deuxième fois.

And debate continuing.

Mr Samson moved:

That the Government be blamed for having presented a budget of an inordinate deficit which will have the unacceptable result of running already overburdened taxpayers into further debt.

At six o'clock p.m., Madam President left the Chair and the sitting was suspended until eight o'clock p.m.

Eight o'clock p.m.

And debate continuing.

Mr Tremblay moved:

That this Assembly severely blame the present Government for having presented an unacceptable and irresponsible budgetary policy containing hidden taxes and forecasting for the 1980/81 fiscal year a deficit for \$2 300 000 000, the largest in the history of Québec, and in so doing, mortgaging the future generations, without offsetting such a deficit and additional debt with either job creation or a real tax reduction for consumers and business investors.

And the debate was adjourned on motion of Mr Duhaime.

Mr Johnson moved that Bill 94, "An Act to again amend the Act respecting building contractors vocational qualifications and respecting other legislation", be now read the second time.

Et un débat s'élève.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Duhaime, au nom de M. Charron, le projet de loi est renvoyé à la commission plénière pour étude article par article.

Sur la motion de M. Duhaime, au nom de M. Charron, l'Assemblée se transforme en commission plénière.

Le projet de loi n° 94 est étudié en commission plénière, article par article, et rapporté; le rapport est adopté.

Sur la motion de M. Johnson, le projet de loi est lu la troisième fois.

À vingt et une heures vingt-cinq minutes, sur la motion de M. Duhaime, l'Assemblée s'ajourne à lundi quinze heures.

Aujourd'hui, le jeudi 27 mars 1980, à vingt et une heures trente minutes, à la Salle 103 «A», en présence de Madame Cuerrier, vice-présidente de l'Assemblée nationale, de M. Johnson, le représentant du Premier ministre, de M. Pagé, le représentant du chef de l'Opposition officielle, de M. Cordeau, le représentant du chef de l'Union Nationale, de M. Giasson et de M. Lessard, secrétaire adjoint à l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec de sanctionner les projets de loi suivants:

94 Loi modifiant de nouveau la Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction et d'autres dispositions législatives;

And debate arising thereon.

The motion was then adopted.

The Bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Duhaime, on behalf of Mr Charron, the Bill was referred to the Committee of the Whole for section by section consideration.

On motion of Mr Duhaime, on behalf of Mr Charron, the Assembly resolved itself into Committee of the Whole.

Bill 94 was considered section by section in Committee of the Whole and reported; the report was adopted.

On motion of Mr Johnson, the Bill was read the third time.

At twenty-five minutes past nine o'clock p.m., on motion of Mr Duhaime, the Assembly adjourned until Monday at three o'clock p.m.

Today, Thursday, 27 March 1980, at half-past nine o'clock p.m., in Room 103 "A", in the presence of Mrs Cuerrier, the Vice-President of the National Assembly, of Mr Johnson, the Delegate of the Prime Minister, of Mr Pagé, the Delegate of the Leader of the Official Opposition, of Mr Cordeau, the Delegate of the Leader of the Union Nationale, of Mr Giasson and of Mr Lessard, Secretary Assistant of the National Assembly, the Honourable the Lieutenant-Governor of the Province of Québec was pleased to sanction the following Bills:

94 An Act to again amend the Act respecting building contractors vocational qualifications and respecting other legislation;

95 Loi modifiant la Loi sur la représentation électorale et la Loi sur la division territoriale.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

95 An Act to amend the Act respecting electoral representation and the Territorial Division Act.

CLÉMENT RICHARD,
President.

N° 101

ISSN 0703-5004

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Quatrième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Fourth Session of the Thirty-First Legislature

Le lundi 31 mars 1980

Quinze heures

Monday, 31 March 1980

Three o'clock p.m.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Parizeau:

Rapport annuel de la Caisse de dépôt et placement du Québec, pour l'exercice terminé le 31 décembre 1979.

(Document de la session n° 522.)

Par M. Duhaime:

Rapport annuel de la Société Inter-Port de Québec, pour l'année 1978/79.

(Document de la session n° 523.)

Par M. le Président:

Livre premier du rapport annuel du Protecteur du citoyen, pour l'année 1979.

(Document de la session n° 524.)

Conformément à l'article 30 de la Loi sur la fonction publique, l'avis de la Commission de la fonction publique au Conseil du trésor sur le «Règlement modifiant le Règlement concernant les

The following documents were tabled:

By Mr Parizeau:

Annual Report of the Québec Deposit and Investment Fund, for the fiscal year ended 31 December 1979.

(Sessional Papers, No. 522.)

By Mr Duhaime:

Annual Report of the Société Inter-Port de Québec, for 1978/79.

(Sessional Papers, No. 523.)

By Mr President:

Part I of the Annual Report of the Public Protector, for 1979.

(Sessional Papers, No. 524.)

Pursuant to section 30 of the Civil Service Act, the opinion submitted to the Treasury Board by the Commission de la fonction publique on the "Regulation amending the Regulation respect-

emplois occasionnels et leurs titulaires».

(*Document de la session n° 525.*)

M. Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente de l'Assemblée nationale qui a siégé aux fins d'opérer les changements devenus nécessaires dans la composition des diverses commissions permanentes et entendre les membres de la Commission de la représentation sur le projet de carte électorale déposé à l'Assemblée.

Sur la motion de M. Lavoie, le rapport est adopté par l'Assemblée seulement pour ce qui concerne les changements apportés aux diverses commissions permanentes et l'approbation de la résolution de la Commission de régie interne proposant que les émoluments des membres de l'Assemblée nationale soient payés sur vingt-six périodes, à compter du 1^{er} avril 1980.

La liste modifiée des membres et intervenants des différentes commissions permanentes est la suivante:

Commission de l'Assemblée nationale/*Committee on the National Assembly:*

Membres/*Members:* Mme/Mrs—MM./Messrs Bertrand, Bisailon, Brochu, Charron, Chevette, Cuerrier, Duhaime, Dussault, Goulet, Jolivet, Lamontagne, Lavoie, Levesque (Bonaventure), Marquis, Richard, Vaillancourt (Jonquière).

Commission des affaires culturelles/*Committee on Cultural Affairs:*

Membres/*Members:* MM./Messrs, Alfred, Brassard, de Bellefeuille, Fallu, Lalonde, Le Moignan, Proulx, Rivest, Vaugois.

Intervenants/*Participating Members:* Mmes/Mrs—MM./Messrs Bisailon, Bordeleau, Brochu, Chaput-Rolland, Guay, Laplante, Lavoie-Roux, Lefebvre, Samson.

ing casual positions and their incumbents”.

(*Sessional Papers, No. 525.*)

Mr Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on the National Assembly which sat to make necessary changes in the membership of various Standing Committees and to hear the Members of the Commission de la représentation on the proposed electoral map tabled in the Assembly.

On motion of Mr Lavoie, the Assembly adopted the report only as regards the changes in the membership of the various Standing Committees and the adoption of the resolution of the Commission of Internal Economy proposing that, as of 1 April 1980, the emoluments of the Members of the National Assembly be paid on the basis of twenty-six periods.

The amended list of members and participating members on the various Standing Committees is the following:

Commission des affaires intergouvernementales/*Committee on Intergovernmental Affairs:*

Membres/*Members:* MM./Messrs Bertrand, Charbonneau, de Bellefeuille, Forget, Godin, Guay, Le Moignan, Levesque (Bonaventure), Morin (Louis-Hébert).

Intervenants/*Participating Members:* Mme/Mrs—MM./Messrs Fontaine, Gosselin, LeBlanc-Bantey, Perron, Proulx, Rancourt, Raynauld, Samson, Scowen.

Commission des affaires municipales/*Committee on Municipal Affairs:*

Membres/*Members:* MM./Messrs Beauséjour, Caron, Cordeau, Guay, Lavoie, Mercier, Ouellette (Beauce-Nord), Rancourt, Shaw, Tardif.

Intervenants/*Participating Members:* MM./Messrs Alfred, de Bellefeuille, Dubois, Fontaine, Grégoire, Lefebvre, Mailloux, Paquette, Samson.

Commission des affaires sociales/*Committee on Social Affairs:*

Membres/*Members:* Mme/Mrs—MM./Messrs Alfred, Boucher, Fontaine, Gosselin, Lavoie-Roux, Lazure, Marcoux, Martel, O'Gallagher, Samson, Shaw.

Intervenants/*Participating Members:* MM./Messrs Bertrand, Chevette, Cordeau, Godin, Guay, Larivière, Paquette, Scowen.

Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation/*Committee on Agriculture, Fisheries and Food:*

Membres/*Members:* MM./Messrs Beauséjour, Gagnon, Garon, Giasson, Goulet, LeBlanc-Bantey, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Picotte, Rancourt.

Intervenants/*Participating Members:* MM./Messrs Baril, Charbonneau, Cordeau, de Bellefeuille, Dubois, Mercier, Ouellette (Beauce-Nord), Samson, Vaillancourt (Orford).

Commission des communications/*Committee on Communications:*

Membres/*Members:* MM./Messrs Alfred, Brassard, de Bellefeuille, Fallu, Lalonde, Le Moignan, Proulx, Rivest, Vaugeois.

Intervenants/*Participating Members:* Mme/Mrs—MM./Messrs Bisaillon, Bordeleau, Chaput-Rolland, Ciaccia, Fontaine, Guay, Laplante, Lefebvre, Samson.

Commission des consommateurs, coopératives et institutions financières/*Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions:*

Membres/*Members:* MM./Messrs Gagnon, Giasson, Goulet, Joron, Laberge, Lavigne, Michaud, Paquette, St-Germain, Samson.

Intervenants/*Participating Members:* MM./Messrs Baril, Bisaillon, Brassard, Cordeau, Lalonde, Lefebvre, Martel, Mathieu.

Commission des corporations professionnelles/*Committee on Professional Corporations:*

Membres/*Members:* MM./Messrs de Bellefeuille, Fallu, Fontaine, Gosselin, Lalonde, Martel, Morin (Sauvé), O'Gallagher, O'Neill, Shaw.

Intervenants/*Participating Members:* MM./Messrs Beauséjour, Blank, Cordeau, Godin, Lefebvre, Mercier, Michaud, St-Germain, Samson.

Commission de l'éducation/*Committee on Education:*

Membres/*Members*: MM./Messrs Alfred, Brassard, Dussault, Fallu, Lalonde, Le Moignan, Morin (Sauvé), Paquette, Rivest.

Intervenants/*Participating Members*: Mme/Mrs—MM./Messrs Bertrand, Charbonneau, Desbiens, Fontaine, Lacoste, Lavoie-Roux, O'Neill, Picotte, Samson.

Commission de l'énergie et des ressources/*Committee on Energy and Resources:*

Membres/*Members*: MM./Messrs Bérubé, Bordeleau, Brochu, Ciaccia, Desbiens, Grégoire, Marquis, Perron, Raynald.

Intervenants/*Participating Members*: MM./Messrs Dussault, Fontaine, Giasson, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Mercier, Michaud, O'Gallagher, Rancourt, Samson.

Commission des engagements financiers/*Committee on Financial Commitments:*

Membres/*Members*: Mme/Mrs—MM./Messrs Baril, Fontaine, Godin, Guay, LeBlanc-Bantey, Lessard, Marchand, Mercier, Ouellette (Beauce-Nord), Proulx, Samson, Verreault.

Commission des finances et des comptes publics/*Committee on Finance and Public Accounts:*

Membres/*Members*: MM./Messrs Desbiens, Goulet, Grégoire, Laplante, Michaud, Parizeau, Perron, Raynald, Scowen.

Intervenants/*Participating Members*: MM./Messrs Baril, Brassard, Ciaccia, Cordeau, Fallu, Giasson, Laberge, Martel, Samson.

Commission de la fonction publique/*Committee on the Civil Service:*

Membres/*Members*: Mme/Mrs—MM./Messrs Bisailon, Brochu, Gendron, Gosselin, Jolivet, LeBlanc-Bantey, Mailloux, Marcoux, Pagé.

Intervenants/*Participating Members*: MM./Messrs Beauséjour, Chevrete, Fontaine, Lalande, Lavigne, O'Neill, Perron, Samson, Springate.

Commission de l'immigration/*Committee on Immigration:*

Membres/*Members*: MM./Messrs Brochu, Ciaccia, Couture, Fallu, Jolivet, Lacoste, Lefebvre, Marchand, O'Neill.

Intervenants/*Participating Members*: MM./Messrs Alfred, Blank, Caron, Gagnon, Gosselin, Laplante, Le Moignan, Proulx, Samson.

Commission de l'industrie, du commerce et du tourisme/*Committee on Industry, Trade and Tourism:*

Membres/*Members*: MM./Messrs Duhaime, Godin, Goulet, Lavigne, Lefebvre, Ouellette (Beauce-Nord), Perron, Raynald, Scowen, Shaw.

Intervenants/*Participating Members*: MM./Messrs Cordeau, Desbiens, Grégoire, Lavoie, Mailloux, Michaud, Paquette, Rancourt, Samson.

Commission de la justice/*Committee on Justice:*

Membres/*Members:* Mme/Mrs—MM./Messrs Bédard, Blank, Boucher, Fontaine, Forget, Godin, Guay, LeBlanc-Bantey, Marquis, Samson.

Intervenants/*Participating Members:* MM./Messrs Charbonneau, Cordeau, Desbiens, Laberge, Lalande, Lalonde, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Marcoux.

Commission du loisir, de la chasse et de la pêche/*Committee on Recreation, Fish and Game:*

Membres/*Members:* MM./Messrs Brassard, Chevrette, Desbiens, Fontaine, Lacoste, Lessard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Marchand, Rivest.

Intervenants/*Participating Members:* MM./Messrs Cordeau, Grégoire, Lavigne, Mailloux, Marcoux, Mercier, Ouellette (Beauce-Nord), Pagé, Samson.

Commission de la présidence du conseil et de la constitution/*Committee on the Presidency of the Council and the Constitution:*

Membres/*Members:* MM./Messrs Bertrand, Charbonneau, Dussault, Laberge, Le Moignan, Levesque (Bonaventure), Morin (Louis-Hébert), Paquette, Ryan, Samson.

Intervenants/*Participating Members:* Mme/Mrs—MM./Messrs Brochu, de Bellefeuille, Fallu, Forget, Godin, Guay, LeBlanc-Bantey, Scowen.

Commission de la protection de l'environnement/*Committee on the Protection of the Environment:*

Membres/*Members:* MM./Messrs Beauséjour, Cordeau, Dubois, Gagnon, Lavigne, Léger, Mercier, Picotte, Rancourt.

Intervenants/*Participating Members:* MM./Messrs Baril, Brassard, Brochu, Caron, Gratton, Jolivet, O'Neill, Proulx, Samson.

Commission du revenu/*Committee on Revenue:*

Membres/*Members:* MM./Messrs Clair, Gagnon, Goulet, Marcoux, Martel, Michaud, Ouellette (Beauce-Nord), Raynauld, Verreault.

Intervenants/*Participating Members:* MM./Messrs Boucher, Cordeau, Desbiens, Gosselin, Grégoire, Marquis, O'Gallagher, Samson, Scowen.

Commission des transports/*Committee on Transport:*

Membres/*Members:* MM./Messrs Baril, de Belleval, Goulet, Gratton, Grégoire, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), O'Neill, Proulx, Samson, Verreault.

Intervenants/*Participating Members:* MM./Messrs Beauséjour, Bordeleau, Fontaine, Mailloux, Mathieu, Michaud, Ouellette (Beauce-Nord), Perron.

Commission du travail et de la main-d'oeuvre/*Committee on Labour and Manpower:*

Membres/*Members:* MM./Messrs Bisaillon, Brochu, Chevrete, Johnson, Lavigne, Lefebvre, Mailloux, Pagé, Paquette.

Intervenants/*Participating Members:* Mme/Mrs—MM./Messrs Boucher, Dussault, Fontaine, Forget, Gosselin, LeBlanc-Bantey, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Springate, Samson.

Commission des travaux publics et de l'approvisionnement/*Committee on Public Works and Supply:*

Membres/*Members:* Mme/Mrs—MM./Messrs Baril, Bordeleau, Charbonneau, Cordeau, Laplante, Martel, Ouellette (Hull), Samson, Vaillancourt (Orford), Verreault.

Intervenants/*Participating Members:* MM./Messrs Beauséjour, Fontaine, Gagnon, Gratton, Jolivet, Lacoste, Mailloux, Marquis.

(*Document de la session n° 526.*)

(*Sessional Papers, No. 526.*)

Au cours de la période des questions orales des députés, M. Morin (Louis-Hébert) dépose les documents suivants:

During Oral Question Period, Mr Morin (Louis-Hébert) tabled the following documents:

Réplique, en date d'août 1979, de M. Michel Rocard, membre dirigeant du Parti socialiste (France), au fédéralisme européen exposé par M. Robert Bourassa, ex-Premier ministre du Québec.

Counter-arguments, dated August 1979, by Mr Michel Rocard, leading member of the Socialist Party (France), to the European federalism expounded by Mr Robert Bourassa, former Prime Minister of Québec.

(*Document de la session n° 527.*)

(*Sessional Papers, No. 527.*)

Extraits de deux discours prononcés par M. Raymond Barre, Premier ministre de France, l'un à Annecy, le 21 mai 1979 et l'autre à Autun, le 28 mai de la même année, au sujet d'un projet pour une organisation confédérale de l'Europe.

Excerpts from two speeches by Mr Raymond Barre, Prime Minister of France, one delivered at Annecy on 21 May 1979, and the other, at Autun on 28 May of the same year, in regard to a proposal for a confederal organization of Europe.

(*Document de la session n° 528.*)

(*Sessional Papers, No. 528.*)

M. Bertrand, au nom de M. Charron, donne avis que demain les commissions permanentes suivantes siégeront:

Mr Bertrand, on behalf of Mr Charron, gave notice that the following Standing Committees will sit tomorrow:

Au Salon Rouge:

In the Red Room:

La Commission de l'industrie, du commerce et du tourisme, à compter de onze heures jusqu'à douze heures trente minutes, pour l'étude des cré-

The Committee on Industry, Trade and Tourism, from eleven o'clock a.m. until half-past twelve o'clock p.m., for consideration of the estimates of the

dits du ministère de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme.

À la Salle 81 «A»:

La Commission des communications, à compter de dix heures jusqu'à douze heures trente minutes, pour l'étude des crédits du ministère des Communications.

À la Salle 91 «A»:

La Commission de la fonction publique, à compter de dix heures jusqu'à douze heures trente minutes, pour l'étude des crédits du ministère de la Fonction publique.

M. Bertrand, au nom de M. Charron, propose que les commissions permanentes suivantes siègent:

À la Salle 81 «A»:

La Commission de la fonction publique, immédiatement jusqu'à vingt-deux heures, avec suspension des travaux de dix-huit heures à vingt heures, pour l'étude des crédits du ministère de la Fonction publique.

À la Salle 91 «A»:

La Commission de l'industrie, du commerce et du tourisme, immédiatement jusqu'à dix-huit heures et ce soir, au Salon Rouge, à compter de vingt heures jusqu'à vingt-deux heures, pour l'étude des crédits du ministère de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

Department of Industry, Trade and Tourism.

In Room 81 "A":

The Committee on Communications, from ten o'clock a.m. until half-past twelve o'clock p.m., for consideration of the estimates of the Department of Communications.

In Room 91 "A":

The Committee on the Civil Service, from ten o'clock a.m. until half-past twelve o'clock p.m., for consideration of the estimates of the Department of the Civil Service.

Mr Bertrand, on behalf of Mr Charron, moved that the following Standing Committees do sit:

In Room 81 "A":

The Committee on the Civil Service, immediately until ten o'clock p.m., with suspension of work from six o'clock to eight o'clock in the evening, for consideration of the estimates of the Department of the Civil Service.

In Room 91 "A":

The Committee on Industry, Trade and Tourism, immediately until six o'clock p.m., and this evening, in the Red Room, from eight o'clock p.m. until ten o'clock p.m., for consideration of the estimates of the Department of Industry, Trade and Tourism.

The said motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bertrand, Bérubé, Bordeleau, Boucher, Caron, Chaput-Rolland, Chevrette, Ciaccia, Clair, Cordeau, de Bellefeuille, Desbiens, Dubois, Duhaime, Dussault, Fallu, Fontaine, Gagnon, Garon, Gendron, Giasson, Gosselin, Goulet, Gravel, Grégoire, Guay, Johnson, Jolivet, Laberge, Lacoste, Lalande, Lalonde, Lamontagne, Landry, Larivière, Laurin, Lavoie, Lavoie-Roux, LeBlanc-Bantey, Lefebvre, Le Moignan, Lessard, Levesque (Bonaventure) Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Mailloux, Marchand, Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Mathieu, Mercier, Michaud, Morin (Louis-Hébert), Morin (Sauvé), O'Gallagher, O'Neill, Ouellette (Hull), Pagé, Paquette, Parizeau, Perron, Proulx, Rancourt, Rivest, Ryan, Shaw, Springate, Tremblay, Vaillancourt (Jonquière), Vaillancourt (Orford), Vaugeois, Verreault.—77.

CONTRE—NAYS:—0.

Sur la motion de M. Parizeau, l'Assemblée se transforme en commission plénière pour voter en bloc un quart des différents articles du budget pour l'année financière se terminant le 31 mars 1981.

La proposition principale de voter en bloc ces crédits provisoires est alors étudiée et adoptée.

M. le Président de la commission plénière fait le rapport suivant:

M. le Président,

J'ai l'honneur de faire rapport que la commission plénière a voté en bloc des crédits provisoires, soit une somme n'excédant pas, en tout, 3 582 732 725 \$ qui sera et pourra être prise sur le fonds consolidé du revenu de cette province, pour subvenir aux diverses charges et dépenses du gouvernement et du service public de cette province, pour l'année financière se terminant le 31 mars 1981, auxquelles il n'est pas autrement pourvu, soit l'ensemble de un quart du montant des crédits de chaque programme du budget des dépenses de la province pour ladite année financière, présenté à l'Assemblée nationale à la présente session de la Législature, i.e.: 3 582 732 725 \$.

Le rapport est adopté après division des voix.

On motion of Mr Parizeau, the Assembly resolved itself into Committee of the Whole to vote one-fourth of the different items of the budget as a lump sum, for the fiscal year ending 31 March 1981.

The main motion to vote provisional appropriations as a lump sum was then considered and adopted.

Mr Chairman of the Committee of the Whole made the following report:

Mr President,

I have the honour to report that the Committee of the Whole has voted provisional appropriations, as a lump sum, namely a sum not exceeding, in all, \$ 3 582 732 725, which shall and may be taken out of the consolidated revenue fund of this Province, for defraying, for the fiscal year ending 31 March 1981, the charges and expenses of the Government and public service of the Province, not otherwise provided for, being the aggregate of one-fourth of the amount of the appropriations under each programme of the estimates of the Province, for the said fiscal year, as laid before the National Assembly at the present Session of the Legislature, viz.: \$ 3 582 732 725.

The report was adopted on division.

En conséquence, M. Parizeau présente le projet de loi n° 90, «Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1981, et pour d'autres fins du service public», lequel projet de loi est lu la première, la deuxième et la troisième fois après division des voix.

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

Conformément aux deuxième et troisième paragraphes de l'article 31 de la Loi sur la représentation électorale (1979, c. 57), l'Assemblée entreprend le débat de cinq heures à la suite du dépôt du rapport indiquant la délimitation des circonscriptions électorales.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Shaw.

Aujourd'hui, le lundi 31 mars 1980, à dix-huit heures quinze minutes, à la Salle 103 «A», en présence de M. Vaillancourt (Jonquière), vice-président de l'Assemblée nationale, M. Parizeau, le représentant du Premier ministre, de M. O'Gallagher, le représentant du chef de l'Opposition officielle, et de M. Duchesne, secrétaire adjoint à l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec de sanctionner le projet de loi suivant:

90 Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1981, et pour d'autres fins du service public.

Accordingly, Mr Parizeau introduced Bill 90, "An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the fiscal year ending 31 March 1981, and for other purposes connected with the public service", which was read the first, the second and the third time, on division.

At six o'clock p.m., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until eight o'clock p.m.

Eight o'clock.

Pursuant to the second and third paragraphs of section 31 of the Act respecting electoral representation (1979, c. 57), the Assembly began the debate limited to five hours, following the tabling of the report indicating the boundaries of the electoral divisions.

The debate was adjourned on motion of Mr Shaw.

Today, Monday, 31 March 1980, at fifteen minutes past six o'clock p.m., in Room 103 "A", in the presence of Mr Vaillancourt (Jonquière), the Vice-President of the National Assembly, of Mr Parizeau, the Delegate of the Prime Minister, of Mr O'Gallagher, the Delegate of the Leader of the Official Opposition, and of Mr Duchesne, Secretary Assistant of the National Assembly, the Honourable the Lieutenant-Governor of the Province of Québec was pleased to sanction the following Bill:

90 An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the fiscal year ending 31 March 1981, and for other purposes connected with the public service.

À vingt-deux heures, l'Assemblée
s'ajourne à demain quatorze heures.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

At ten o'clock p.m., the Assembly
adjourned until tomorrow at two o'clock
p.m.

CLÉMENT RICHARD,
President.

N° 102

ISSN 0703-5004

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Quatrième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Fourth Session of the Thirty-First Legislature

Le mardi 1^{er} avril 1980

Quatorze heures

Tuesday, 1 April 1980

Two o'clock p.m.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Bédard:

Rapport annuel du ministère de la Justice, pour l'année 1979/80.

(Document de la session n° 529.)

Par M. Parizeau:

Rapport de vérification, constatations et commentaires préliminaires concernant le mandat d'enquête confié au Vérificateur général par le Conseil du trésor, sur l'enseignement primaire et secondaire public.

(Document de la session n° 530.)

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Bertrand propose:

Que cette Assemblée s'engage à étudier, sans débat et au plus tard le jeudi 10 avril 1980, en première, deuxième et troisième lecture, un projet de loi modifiant l'appendice 2 de la Loi sur la consultation populaire qui permettra

The following documents were tabled:

By Mr Bédard:

Annual Report of the Department of Justice, for 1979/80.

(Sessional Papers, No. 529.)

By Mr Parizeau:

Audit report, preliminary findings and comments regarding the mandate for an inquiry into public elementary and secondary education, entrusted to the Auditor General by the Treasury Board.

(Sessional Papers, No. 530.)

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Bertrand moved:

That this Assembly do undertake to consider, without debate and not later than Thursday, 10 April 1980, the first, the second and the third reading of a bill to amend Appendix 2 of the Referendum Act which will permit the sub-

d'appliquer au référendum la substance des dispositions contenues dans la Loi électorale (1979, c. 56) en ce qui a trait:

1° aux personnes, à l'exclusion des détenus, qui peuvent voter par anticipation et à la prestation d'un simple serment pour voter, et

2° à la manière de marquer le bulletin de vote.

Et un débat s'élève.

La motion est adoptée.

M. Bertrand, au nom de M. Charron, donne avis que demain, 2 avril, à compter de dix heures jusqu'à dix-huit heures, avec suspension des travaux de douze heures trente minutes à quinze heures, les commissions permanentes suivantes siégeront si leurs travaux ne sont pas terminés ce soir:

Au Salon Rouge:

La Commission de l'industrie, du commerce et du tourisme, pour l'étude des crédits du ministère de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme.

À la Salle 81 «A»:

La Commission des communications, pour l'étude des crédits du ministère des Communications.

À la Salle 91 «A»:

La Commission de l'immigration, pour l'étude des crédits du ministère de l'Immigration.

M. Bertrand, au nom de M. Charron, propose que les commissions permanentes suivantes siègent:

Au Salon Rouge:

La Commission de l'industrie, du commerce et du tourisme, immédiatement jusqu'à vingt-deux heures, avec suspension des travaux de dix-huit

heures, à l'exception de la substance des dispositions contenues dans la Loi électorale (1979, c. 56) to apply to the referendum, as regards:

(1) persons, with the exception of inmates, who may vote in an advance poll, and the taking of a simple oath in order to vote, and

(2) the manner in which to mark the ballot paper.

And debate arising thereon.

The motion was adopted.

Mr Bertrand, on behalf of Mr Charron, gave notice that tomorrow, 2 April, from ten o'clock a.m. until six o'clock p.m., with suspension of work from half-past twelve o'clock until three o'clock in the afternoon, the following Standing Committees will sit if they do not conclude their proceedings this evening:

In the Red Room:

The Committee on Industry, Trade and Tourism, for consideration of the estimates of the Department of Industry, Trade and Tourism.

In Room 81 "A":

The Committee on Communications, for consideration of the estimates of the Department of Communications.

In Room 91 "A":

The Committee on Immigration, for consideration of the estimates of the Department of Immigration.

Mr Bertrand, on behalf of Mr Charron, moved that the following Standing Committees do sit:

In the Red Room:

The Committee on Industry, Trade and Tourism, immediately until ten o'clock p.m., with suspension of work from six o'clock to eight o'clock in the

heures à vingt heures, pour l'étude des crédits du ministère de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme.

À la Salle 81 «A»:

La Commission des communications, immédiatement jusqu'à vingt-deux heures, avec suspension des travaux de dix-huit heures à vingt heures, pour l'étude des crédits du ministère des Communications.

À la Salle 91 «A»:

La Commission de l'immigration, à compter de vingt heures jusqu'à vingt-deux heures, pour l'étude des crédits du ministère de l'Immigration.

La motion est adoptée.

L'Assemblée reprend le débat sur le rapport indiquant la délimitation des circonscriptions électorales, conformément aux deuxième et troisième paragraphes de l'article 31 de la Loi sur la représentation électorale (1979, c. 57).

Le débat est terminé.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Parizeau proposant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement, et sur les motions de censure suivantes:

De M. Raynauld:

Que cette Assemblée blâme très sévèrement le gouvernement pour avoir présenté un budget qui, en raison principalement du montant exorbitant des emprunts, soit 2 220 000 000\$, et du déficit record de 2 300 000 000\$, compromet gravement l'équilibre des finances publiques, hypothèque dangereusement l'avenir des Québécois et démontre sans équivoque que ce gouvernement est inapte à conduire les affaires

evening, for consideration of the estimates of the Department of Industry, Trade and Tourism.

In Room 81 "A":

The Committee on Communications, immediately until ten o'clock p.m., with suspension of work from six o'clock to eight o'clock in the evening, for consideration of the estimates of the Department of Communications.

In Room 91 "A":

The Committee on Immigration, from eight o'clock p.m. until ten o'clock p.m., for consideration of the estimates of the Department of Immigration.

The motion was adopted.

The Assembly resumed debate on the report indicating the boundaries of the electoral divisions, pursuant to the second and third paragraphs of section 31 of the Act respecting electoral representation (1979, c. 57).

The debate was concluded.

The Assembly resumed debate on the motion by Mr Parizeau proposing that the Assembly do approve the budgetary policy of the Government, and on the following motions of non-confidence:

By Mr Raynauld:

That this Assembly do pass very strict censure on the Government for having presented a budget which, mainly because of the exorbitant loans amounting to \$2 220 000 000 and of a record deficit of \$2 300 000 000, seriously compromises the balance of public finance, dangerously mortgages the future of Québécois and proves without a doubt that the Government is incapable of managing the affairs of

du Québec et prêt à exploiter tous les moyens à ses fins référendaires.

De M. Goulet:

Que cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement d'agir avec irresponsabilité en présentant un budget référendaire qui condamne les contribuables québécois à assumer, malgré eux, le plus imposant déficit des opérations budgétaires dans l'histoire du Québec.

De M. Samson:

Que le gouvernement est à blâmer pour avoir présenté un budget exagérément déficitaire, contribuant ainsi à endetter de façon inacceptable les contribuables qui le sont déjà trop.

De M. Tremblay:

Que cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement actuel pour avoir présenté une politique budgétaire inacceptable et irresponsable, contenant des taxes cachées et prévoyant pour l'année fiscale 1980/81 le plus gros déficit budgétaire de l'histoire du Québec au montant de 2 300 000 000\$, et d'hypothéquer, en ce faisant, les générations futures sans qu'un tel déficit et un tel endettement additionnel s'accompagnent ni d'une création d'emplois ni d'une baisse réelle d'impôts pour les consommateurs et les entrepreneurs.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Lalonde.

À dix-huit heures, sur la motion de M. Bertrand, au nom de M. Charron, l'Assemblée s'ajourne au mercredi 9 avril 1980, à quinze heures.

the Province and will stop at no means to achieve its end in regard to the referendum.

By Mr Goulet:

That this Assembly do severely blame the Government for having acted irresponsibly by presenting a referendum budget which imposes on Québec taxpayers the largest deficit of budgetary operations in the history of the Province.

By Mr Samson:

That the Government be blamed for having presented a budget of an inordinate deficit which will have the unacceptable result of running already overburdened taxpayers into further debt.

By Mr Tremblay:

That this Assembly do severely blame the present Government for having presented an unacceptable and irresponsible budgetary policy containing hidden taxes and forecasting for the 1980/81 fiscal year a deficit of \$2 300 000 000, the largest in the history of Québec, and in so doing, mortgaging the future generations, without offsetting such a deficit and additional debt either with job creation or a real tax reduction for consumers and business investors.

The debate was adjourned on motion of Mr Lalonde.

At six o'clock p.m., on motion of Mr Bertrand, on behalf of Mr Charron, the Assembly adjourned until Wednesday, 9 April 1980, at three o'clock p.m.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

CLÉMENT RICHARD,
President.

**PROCÈS-VERBAUX
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC**

Quatrième session de la trente et unième Législature

**VOTES AND PROCEEDINGS
OF THE NATIONAL ASSEMBLY
OF QUÉBEC**

Fourth Session of the Thirty-First Legislature

Le mercredi 9 avril 1980

Quinze heures

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Laurin:

Rapport annuel de la Commission de surveillance de la langue française, pour l'année 1978/79.

(Document de la session n° 531.)

Par M. Charron, au nom de M. Vaugeois:

Deux avis de la Commission des biens culturels du Québec sur le classement de biens culturels, en date du 25 février et du 19 mars 1980.

(Document de la session n° 532.)

M. Charron donne avis que les commissions permanentes suivantes siégeront demain, à compter de dix heures jusqu'à douze heures trente minutes:

Au Salon Rouge:

La Commission de l'énergie et des ressources, pour l'étude des crédits du ministère de l'Énergie et des Ressources.

Wednesday, 9 April 1980

Three o'clock p.m.

The following documents were tabled:

By Mr Laurin:

Annual Report of the Commission of surveillance de la langue française, for 1978/79.

(Sessional Papers, No. 531.)

By Mr Charron, on behalf of Mr Vaugeois:

Two notices from the Cultural Property Commission of Québec concerning the classification of cultural property, dated 25 February and 19 March 1980.

(Sessional Papers, No. 532.)

Mr Charron gave notice that the following Standing Committees will sit tomorrow, from ten o'clock a.m. until half-past twelve o'clock p.m.:

In the Red Room:

The Committee on Energy and Resources, for consideration of the estimates of the Department of Energy and Resources.

À la Salle 81 «A»:

La Commission des transports, pour l'étude des crédits du ministère des Transports.

M. Charron propose que les commissions permanentes suivantes siègent immédiatement jusqu'à dix-huit heures:

Au Salon Rouge:

La Commission de l'énergie et des ressources, pour l'étude des crédits du ministère de l'Énergie et des Ressources.

À la Salle 81 «A»:

La Commission des transports, pour l'étude des crédits du ministère des Transports.

La motion est adoptée.

QUESTIONS ET RÉPONSES

Question de M. Lavoie:

1. À quel stade le ministre responsable du H.C.J.L.S. en est-il rendu au sujet de la refonte de la carte du loisir à laquelle il a fait allusion le 4 août 1977 à l'Assemblée nationale?

2. Le H.C.J.L.S. a-t-il maintenant entériné la décision de la Fédération du sport scolaire du Québec laquelle, depuis septembre 1976, reconnaît comme étant autonome l'Association régionale du sport scolaire de la ville de Laval?

3. Quels sont les montants des subventions qui ont été accordées par le H.C.J.L.S. à cette association en a) 1977/78, b) 1978/79?

4. Pour chacune de ces deux années, quel est le montant total des subventions que cette association aurait été en droit de recevoir du H.C.J.L.S. si elle avait été reconnue comme ayant un statut autonome?

In Room 81 "A":

The Committee on Transport, for consideration of the estimates of the Department of Transport.

Mr Charron moved that the following Standing Committees do sit immediately until six o'clock p.m.:

In the Red Room:

The Committee on Energy and Resources, for consideration of the estimates of the Department of Energy and Resources.

In Room 81 "A":

The Committee on Transport, for consideration of the estimates of the Department of Transport.

The motion was adopted.

QUESTIONS AND ANSWERS

Question by Mr Lavoie:

1. At what stage is the revision of the recreation map referred to in the National Assembly on 4 August 1977 by the Minister responsible for the H.C.J.L.S.?

2. Has the H.C.J.L.S. ratified the decision of the Québec School Athletic Federation in September 1976 to recognize the City of Laval Regional School Athletic Association as an independent body?

3. What amounts did this association receive in grants from the H.C.J.L.S. in a) 1977/78 b) 1978/79?

4. For each of these two years, what total amount in H.C.J.L.S. grants would the association have been entitled to receive had its independent status been recognized?

Réponse de M. Lessard:

1. Le Livre blanc sur le loisir donne les orientations dans ce domaine.

2. Oui.

3. a) En 1977/78: 6 500\$;

b) en 1978/79: 7 000\$.

4. Les subventions versées aux régions de sport scolaire varient selon le territoire et les besoins exprimés. La région de Laval aurait eu au minimum 12 000\$.

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Lavoie:

1. Des représentations ont-elles été faites auprès du ministère des Affaires sociales et de la Régie des rentes du Québec afin que soient majorées la rente mensuelle d'orphelin payable à un orphelin d'un cotisant et la rente d'enfant de cotisant invalide payable à l'enfant d'un cotisant invalide, lesquelles sont fixées à un taux uniforme de 29\$ depuis le 1^{er} janvier 1974?

2. Dans l'affirmative, le gouvernement a-t-il l'intention de présenter une législation, en 1979, afin que soit révisé l'article 155 du Régime de rentes du Québec (1965, c. 24) en fonction de données plus conformes à l'indice des prix à la consommation au Canada?

Sur la motion de M. Charron, il est—

Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Charron, au nom de M. Lazure, dépose ledit document.

(Document de la session n° 533.)

Sur la motion de M. Lavoie, il est—

Ordonné qu'il soit déposé:

Copie de toute correspondance, mémoires, ententes, rapports, télégrammes et autres documents échangés, depuis le 26 novembre 1976 jusqu'au 7 juin 1979, entre le H.C.J.L.S., d'une

Answer by Mr Lessard:

1. The White Paper on recreation charts a course in this area.

2. Yes.

3. (a) In 1977/78: \$6 500;

(b) in 1978/79: \$7 000.

4. School athletic grants vary according to area and needs indicated. The Laval region is known to have received at least \$12 000.

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Lavoie:

1. Have representations been made to the Department of Social Affairs and to the Québec Pension Board for an increase in the orphan's pension, payable to the orphan of a contributor, and in the pension of a disabled contributor's child, payable to the child of a disabled contributor, which pensions have remained fixed since 1 January 1974 at a flat rate of 29\$?

2. If so, does the Government intend to introduce legislation in 1979 to amend section 155 of the Québec Pension Plan (1965, c. 24) according to data more in keeping with the Consumer Price Index for Canada?

On motion of Mr Charron,—

Ordered, That there be tabled a document containing the information requested.

Mr Charron, on behalf of Mr Lazure, tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 533.)

On motion of Mr Lavoie,—

Ordered, That there be tabled:

Copies of all correspondence, briefs, agreements, reports, telegrams and other documents exchanged from 26 November 1976 to 7 June 1979 between the H.C.J.L.S., on the one hand, and

part, et la Fédération de l'Âge d'or du Québec, le Conseil de l'Âge d'or du Montréal métropolitain inc. et le Conseil de l'Âge d'or de la région de Laval inc. d'autre part, concernant l'intégration de ces deux derniers conseils.

M. Charron, au nom de M. Lessard, dépose ledit document.

(Document de la session n° 534.)

Conformément à l'article 91 du règlement, M. Lalonde propose:

Que la Commission permanente de l'éducation et la Commission permanente des finances et des comptes publics se réunissent conjointement avant le 18 avril 1980 afin d'étudier tous les aspects du déficit d'un demi-milliard de dollars dans le financement des commissions scolaires ayant conduit à la crise de premier ordre avouée par le ministre des Finances lors du discours sur le budget.

Et un débat s'élève.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Guay.

À dix-huit heures, l'Assemblée s'ajourne à demain quatorze heures.

La Vice-Présidente,
LOUISE CUERRIER.

the Québec Golden Age Federation, the Greater Montreal Golden Age Council Inc. and the Laval Region Golden Age Council Inc., on the other, relating to the integration of the two Councils.

Mr Charron, on behalf of Mr Lessard, tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 534.)

Pursuant to Standing Order 91, Mr Lalonde moved:

That the Standing Committee on Education and the Standing Committee on Finance and Public Accounts do sit jointly before 18 April 1980 to consider all aspects of the deficit of one-half billion dollars in school board financing which has led to the major crisis avowed by the Minister of Finance in the Budget Speech.

And debate arising thereon.

The debate was adjourned on motion of Mr Guay.

At six o'clock p.m., the Assembly adjourned until tomorrow at two o'clock p.m.

LOUISE CUERRIER,
Vice-President.

N° 104

ISSN 0703-5004

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Quatrième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Fourth Session of the Thirty-First Legislature

Le jeudi 10 avril 1980

Quatorze heures

Thursday, 10 April 1980

Two o'clock p.m.

Déclaration ministérielle de M. Lessard, ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, concernant la politique du gouvernement sur l'aménagement et la gestion des rivières à saumon.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Garon:

Rapport annuel de la Commission administrative des régimes d'assurance-stabilisation des revenus agricoles, pour l'année 1978.

(Document de la session n° 535.)

Rapport annuel de la Régie des marchés agricoles, pour l'année 1978/79.

(Document de la session n° 536.)

Par M. de Bellefeuille:

Pétition signée par plus de 10 000 Québécois et adressée à l'Assemblée nationale à l'occasion du 65^e anniver-

Statement by Mr Lessard, Minister of Recreation, Fish and Game, concerning the policy of the Government in regard to the development and management of salmon rivers.

The following documents were tabled:

By Mr Garon:

Annual Report of the Commission administrative des régimes d'assurance-stabilisation des revenus agricoles, for 1978.

(Sessional Papers, No. 535.)

Annual Report of the Québec Agricultural Marketing Board, for 1978/79.

(Sessional Papers, No. 536.)

By Mr de Bellefeuille:

Petition bearing more than 10 000 Québec signatures and presented to the National Assembly on the occasion

saire du génocide du peuple arménien commis par la Turquie.

(Document de la session n° 537.)

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Fontaine dépose le document suivant:

Communiqué de presse, lettres et photographies adressés par le Comité de reconstruction du Petit Séminaire de Nicolet à Mme Jocelyne Ouellette, ministre des Travaux publics et de l'Approvisionnement, à M. Marc-André Bédard, ministre de la Justice, et à M. Denis Vaugeois, ministre des Affaires culturelles, concernant la réfection de cet édifice.

(Document de la session n° 538.)

Le projet de loi n° 100, «Loi modifiant la Loi sur la consultation populaire» est présenté par M. Charron, au nom de M. Bédard, lu la première fois et remis au cours de la présente séance pour la deuxième lecture.

Le projet de loi n° 98, «Loi abrogeant la Loi concernant les techniciens diplômés et modifiant certaines dispositions législatives», est présenté par M. Morin (Sauvé), lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

Du consentement unanime, M. Couture propose:

Que cette Assemblée saisisse l'occasion du 65^e anniversaire du génocide arménien perpétré en Turquie le 24 avril 1915 pour condamner un acte aussi barbare contre ce malheureux peuple, contrairement aux principes les plus fondamentaux des droits humains collectifs et individuels, et que cette Assemblée invite les Québécois à com-

of the sixty-fifth anniversary of the genocide of the Armenian people by the Turks.

(Sessional Papers, No. 537.)

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Fontaine tabled the following document:

Press release, letters and photographs sent by the Comité de reconstruction du Petit Séminaire de Nicolet to Mrs Jocelyne Ouellette, Minister of Public Works and Supply, to Mr Marc-André Bédard, Minister of Justice, and to Mr Denis Vaugeois, Minister of Cultural Affairs, in regard to the restoration of this building.

(Sessional Papers, No. 538.)

Bill 100, "An Act to amend the Referendum Act", was introduced by Mr Charron, on behalf of Mr Bédard, read the first time and ordered for second reading at the present sitting.

Bill 98, "An Act to repeal the Act respecting Certified Technicians and to amend certain legislative provisions", was introduced by Mr Morin (Sauvé), read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

By unanimous consent, Mr Couture moved:

That the Assembly, on this sixty-fifth anniversary of the Armenian genocide perpetrated in Turkey on 24 April 1915, do take the opportunity to condemn such a barbaric act in violation of the most basic principles of collective and individual human rights, and do invite the people of Québec to join the Armenian community in commemo-

mémorer le 24 avril de chaque année comme jour anniversaire de cet événement en solidarité avec toute la communauté arménienne.

Et un débat s'élève.

La motion est adoptée.

M. Charron donne avis que les commissions permanentes suivantes siégeront:

Au Salon Bleu:

Demain, à compter de dix heures jusqu'à treize heures, la Commission des finances et des comptes publics, pour discuter la question avec débat du député d'Outremont au ministre des Finances, sur le sujet suivant:

Les conséquences économiques de la souveraineté-association proposée par le gouvernement.

Au Salon Rouge:

Demain, si nécessaire, à compter de dix heures jusqu'à douze heures trente minutes, la Commission de l'énergie et des ressources, pour terminer l'étude des crédits du ministère de l'Énergie et des Ressources.

Mardi, le 15 avril, à compter de dix heures jusqu'à douze heures trente minutes:

Au Salon Rouge:

La Commission du loisir, de la chasse et de la pêche, pour l'étude des crédits du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche.

À la Salle 81 «A»:

La Commission de la protection de l'environnement, pour l'étude des crédits du ministère de l'Environnement.

rating this unfortunate event each year on the 24th day of April.

And debate arising thereon.

The motion was adopted.

Mr Charron gave notice that the following Standing Committees will sit:

In the Blue Room:

Tomorrow, from ten o'clock a.m. until one o'clock p.m., the Committee on Finance and Public Accounts, to discuss the question for debate by the Member for Outremont to the Minister of Finance, on the following matter:

The economic consequences of the sovereignty-association proposed by the Government.

In the Red Room:

Tomorrow, if necessary, from ten o'clock a.m. until half-past twelve o'clock p.m., the Committee on Energy and Resources, to complete the consideration of the estimates of the Department of Energy and Resources.

Tuesday, 15 April, from ten o'clock a.m. until half-past twelve o'clock p.m.:

In the Red Room:

The Committee on Recreation, Fish and Game, for consideration of the estimates of the Department of Recreation, Fish and Game.

In Room 81 "A":

The Committee on the Protection of the Environment, for consideration of the estimates of the Department of the Environment.

À la Salle 91 «A»:

La Commission des transports, si nécessaire, pour l'étude des crédits du ministère des Transports.

M. Charron propose que les commissions permanentes suivantes siègent immédiatement jusqu'à vingt-deux heures, avec suspension des travaux de dix-huit heures à vingt heures:

Au Salon Rouge:

La Commission de l'énergie et des ressources, pour l'étude des crédits du ministère de l'Énergie et des Ressources.

À la Salle 81 «A»:

La Commission des transports, pour l'étude des crédits du ministère des Transports.

La motion est adoptée.

M. Dussault, au nom de M. Bédard, propose que le projet de loi n° 100, «Loi modifiant la Loi sur la consultation populaire», soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Johnson, au nom de M. Charron, le projet de loi est renvoyé à la commission plénière pour étude article par article.

Sur la motion de M. Johnson, au nom de M. Charron, l'Assemblée se transforme en commission plénière.

Le projet de loi n° 100 est étudié en commission plénière, article par article, et rapporté; le rapport est adopté.

In Room 91 "A":

The Committee on Transport, if necessary, for consideration of the estimates of the Department of Transport.

Mr Charron moved that the following Standing Committees do sit immediately until ten o'clock p.m., with suspension of work from six o'clock to eight o'clock in the evening:

In the Red Room:

The Committee on Energy and Resources, for consideration of the estimates of the Department of Energy and Resources.

In Room 81 "A":

The Committee on Transport, for consideration of the estimates of the Department of Transport.

The motion was adopted.

Mr Dussault, on behalf of Mr Bédard, moved that Bill 100, "An Act to amend the Referendum Act", be now read the second time.

And debate arising thereon.

The motion was then adopted.

The Bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Johnson, on behalf of Mr Charron, the Bill was referred to the Committee of the Whole for section by section consideration.

On motion of Mr Johnson, on behalf of Mr Charron, the Assembly resolved itself into Committee of the Whole.

Bill 100 was considered section by section in Committee of the Whole and reported; the report was adopted.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Johnson, au nom de M. Bédard, le projet de loi est lu la troisième fois.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Parizeau proposant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement, et sur les motions de censure suivantes:

De M. Raynauld:

Que cette Assemblée blâme très sévèrement le gouvernement pour avoir présenté un budget qui, en raison principalement du montant exorbitant des emprunts, soit 2 220 000 000\$, et du déficit record de 2 300 000 000\$, compromet gravement l'équilibre des finances publiques, hypothèque dangereusement l'avenir des Québécois et démontre sans équivoque que ce gouvernement est inapte à conduire les affaires du Québec et prêt à exploiter tous les moyens à ses fins référendaires.

De M. Goulet:

Que cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement d'agir avec irresponsabilité en présentant un budget référendaire qui condamne les contribuables québécois à assumer, malgré eux, le plus imposant déficit des opérations budgétaires dans l'histoire du Québec.

De M. Samson:

Que le gouvernement est à blâmer pour avoir présenté un budget exagérément déficitaire, contribuant ainsi à endetter de façon inacceptable les contribuables qui le sont déjà trop.

De M. Tremblay:

Que cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement actuel pour avoir

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Johnson, on behalf of Mr Bédard, the Bill was read the third time.

The Assembly resumed debate on the motion by Mr Parizeau proposing that the Assembly do approve the budgetary policy of the Government, and on the following motions of non-confidence:

By Mr Raynauld:

That this Assembly do pass very strict censure on the Government for having presented a budget which, mainly because of the exorbitant loans amounting to \$2 220 000 000 and of a record deficit of \$2 300 000 000, seriously compromises the balance of public finance, dangerously mortgages the future of Quebecers and proves without a doubt that the Government is incapable of managing the affairs of the Province and will stop at no means to achieve its end in regard to the referendum.

By Mr Goulet:

That this Assembly do severely blame the Government for having acted irresponsibly by presenting a referendum budget which imposes on Québec taxpayers the largest deficit of budgetary operations in the history of the Province.

By Mr Samson:

That the Government be blamed for having presented a budget of an inordinate deficit which will have the unacceptable result of running already overburdened taxpayers into further debt.

By Mr Tremblay:

That this Assembly severely blame the present Government for having

présenté une politique budgétaire inacceptable et irresponsable, contenant des taxes cachées et prévoyant pour l'année fiscale 1980/81 le plus gros déficit budgétaire de l'histoire du Québec au montant de 2 300 000 000\$, et d'hypothéquer, en ce faisant, les générations futures sans qu'un tel déficit et un tel endettement additionnel s'accompagnent ni d'une création d'emplois ni d'une baisse réelle d'impôts pour les consommateurs et les entrepreneurs.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Brassard.

M. Johnson propose que le projet de loi n° 91, «Loi modifiant la Loi sur les normes du travail et la Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre», soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Johnson, au nom de M. Charron, le projet de loi est renvoyé à la commission plénière pour étude article par article.

Sur la motion de M. Johnson, au nom de M. Charron, l'Assemblée se transforme en commission plénière.

Le projet de loi n° 91 est étudié en commission plénière, article par article, amendé et rapporté; le rapport est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Johnson, le projet de loi est lu la troisième fois.

À dix-sept heures cinquante-cinq minutes, Madame la Présidente quitte le

presented an unacceptable and irresponsible budgetary policy containing hidden taxes and forecasting for the 1980/81 fiscal year a deficit of \$2 300 000 000, the largest in the history of Québec, and in so doing, mortgaging the future generations, without offsetting such a deficit and additional debt either with job creation or a real tax reduction for consumers and business investors.

The debate was adjourned on motion of Mr Brassard.

Mr Johnson moved that Bill 91, "An Act to amend the Act respecting labour standards and the Act respecting manpower vocational training and qualification", be now read the second time.

And debate arising thereon.

The motion was then adopted.

The Bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Johnson, on behalf of Mr Charron, the Bill was referred to the Committee of the Whole for section by section consideration.

On motion of Mr Johnson, on behalf of Mr Charron, the Assembly resolved itself into Committee of the Whole.

Bill 91 was considered section by section in Committee of the Whole, amended and reported; the report was adopted.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Johnson, the Bill was read the third time.

At fifty-five minutes past five o'clock p.m., Madam President left the Chair

fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Parizeau proposant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement, et sur les motions de censure suivantes:

De M. Raynauld:

Que cette Assemblée blâme très sévèrement le gouvernement pour avoir présenté un budget qui, en raison principalement du montant exorbitant des emprunts, soit 2 220 000 000\$, et du déficit record de 2 300 000 000\$, compromet gravement l'équilibre des finances publiques, hypothèque dangereusement l'avenir des Québécois et démontre sans équivoque que ce gouvernement est inapte à conduire les affaires du Québec et prêt à exploiter tous les moyens à ses fins référendaires.

De M. Goulet:

Que cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement d'agir avec irresponsabilité en présentant un budget référendaire qui condamne les contribuables québécois à assumer, malgré eux, le plus imposant déficit des opérations budgétaires dans l'histoire du Québec.

De M. Samson:

Que le gouvernement est à blâmer pour avoir présenté un budget exagérément déficitaire, contribuant ainsi à endetter de façon inacceptable les contribuables qui le sont déjà trop.

De M. Tremblay:

Que cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement actuel pour avoir

and the sitting was suspended until eight o'clock p.m.

Eight o'clock p.m.

The Assembly resumed debate on the motion by Mr Parizeau proposing that the Assembly do approve the budgetary policy of the Government, and on the following motions of non-confidence:

By Mr Raynauld:

That this Assembly do pass very strict censure on the Government for having presented a budget which, mainly because of the exorbitant loans amounting to \$2 220 000 000 and of a record deficit of \$2 300 000 000, seriously compromises the balance of public finance, dangerously mortgages the future of Québecers and proves without a doubt that the Government is incapable of managing the affairs of the Province and will stop at no means to achieve its end in regard to the referendum.

By Mr Goulet:

That this Assembly do severely blame the Government for having acted irresponsibly by presenting a referendum budget which imposes on Québec taxpayers the largest deficit of budgetary operations in the history of the Province.

By Mr Samson:

That the Government be blamed for having presented a budget of an inordinate deficit which will have the unacceptable result of running already overburdened taxpayers into further debt.

By Mr Tremblay:

That this Assembly severely blame the present Government for having

présenté une politique budgétaire inacceptable et irresponsable, contenant des taxes cachées et prévoyant pour l'année fiscale 1980/81 le plus gros déficit budgétaire de l'histoire du Québec au montant de 2 300 000 000\$, et d'hypothéquer, en ce faisant, les générations futures sans qu'un tel déficit et un tel endettement additionnel s'accompagnent ni d'une création d'emplois ni d'une baisse réelle d'impôts pour les consommateurs et les entrepreneurs.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Mathieu.

À vingt-deux heures, l'Assemblée s'ajourne à mardi quatorze heures.

Aujourd'hui, le jeudi 10 avril 1980, à vingt-deux heures cinq minutes, à la Salle 103 «A», en présence de M. Vaillancourt (Jonquière), vice-président de l'Assemblée nationale, de M. Johnson, le représentant du Premier ministre, de M. Lamontagne, le représentant du chef de l'Opposition officielle, de M. Boucher, de M. Dussault, de M. Rivest et du secrétaire général de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec de sanctionner les projets de loi suivants:

- 91 Loi modifiant la Loi sur les normes du travail et la Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre;
- 100 Loi modifiant la Loi sur la consultation populaire.

Le Vice-Président,
CLAUDE VAILLANCOURT.

presented an unacceptable and irresponsible budgetary policy containing hidden taxes and forecasting for the 1980/81 fiscal year a deficit of \$2 300 000 000, the largest in the history of Québec, and in so doing, mortgaging the future generations, without offsetting such a deficit and additional debt either with job creation or a real tax reduction for consumers and business investors.

The debate was adjourned on motion of Mr Mathieu.

At ten o'clock p.m., the Assembly adjourned until Tuesday at two o'clock p.m.

Today, Thursday, 10 April 1980, at five minutes past ten o'clock p.m., in Room 103 "A", in the presence of Mr Vaillancourt (Jonquière), the Vice-President of the National Assembly, of Mr Johnson, the Delegate of the Prime Minister, of Mr Lamontagne, the Delegate of the Leader of the Official Opposition, of Mr Boucher, of Mr Dussault, of Mr Rivest and of the Secretary General of the National Assembly, the Honourable the Lieutenant-Governor of the Province of Québec was pleased to sanction the following Bills:

- 91 An Act to amend the Act respecting labour standards and the Act respecting manpower vocational training and qualification;
- 100 An Act to amend the Referendum Act.

CLAUDE VAILLANCOURT,
Vice-President.

**PROCÈS-VERBAUX
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC**

Quatrième session de la trente et unième Législature

**VOTES AND PROCEEDINGS
OF THE NATIONAL ASSEMBLY
OF QUÉBEC**

Fourth Session of the Thirty-First Legislature

Le mardi 15 avril 1980

Quatorze heures

Tuesday, 15 April 1980

Two o'clock p.m.

Déclaration ministérielle de M. Lévesque (Taillon), Premier ministre du Québec, relativement au référendum sur l'avenir politique du Québec dont la date est fixée au mardi 20 mai 1980.

Statement by Mr Lévesque (Taillon), the Prime Minister of Québec, announcing Tuesday, 20 May 1980, as the date of the referendum on the political future of Québec.

Les documents suivants sont déposés:

The following documents were tabled:

Par M. Laurin:

Rapport de la mission de la Basse-Côte-Nord sur les perspectives de développement de cette région, en date de novembre 1979.

(Document de la session n° 539.)

By Mr Laurin:

Report of the Task Force on the Development of the Lower North Shore, dated November 1979.

(Sessional Papers, No. 539.)

Par M. Joron:

Rapport annuel du Surintendant des assurances sur la tarification en assurance automobile au Québec, pour l'année 1979.

(Document de la session n° 540.)

By Mr Joron:

Annual Report of the Superintendent of Insurance on automobile insurance rates in Québec, for 1979.

(Sessional Papers, No. 540.)

Par M. de Belleval:

Rapport annuel de l'Office des autoroutes du Québec, pour l'année 1979.

(Document de la session n° 541.)

Par M. Tremblay:

Petition signée par les travailleurs de l'entreprise de transport Minibus Forest Inc, demandant à la C.T.C.U.M. de reconnaître leur droit au travail et leur droit à la reconnaissance syndicale dès le début de la prise en charge dudit transport par la C.T.C.U.M.

(Document de la session n° 542.)

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Lavoie dépose copie d'une lettre qu'il a adressée le 3 avril 1980 à M. Michel Rocard, député des Yvelines, Assemblée nationale (France), relativement à l'intervention de ce dernier dans le débat constitutionnel qui concerne le Québec et le reste du Canada, ainsi que copie de la réplique de M. Robert Bourassa à M. Michel Rocard, prononcée au Colloque de l'Ordre des comptables agréés du Québec, tenu à Montréal le 9 avril 1980.

(Document de la session n° 543.)

M. Charron dépose les rapports du greffier en loi de l'Assemblée nationale sur les projets de loi privés suivants:

Projet de loi n° 208.—Loi abrogeant la Loi relative au Collège Saint-Paul;

Projet de loi n° 226.—Loi concernant la ville de Fermont;

Projet de loi n° 231.—Loi concernant la Communauté hellénique de Montréal;

Projet de loi n° 235.—Loi concernant la création de deux nouvelles munici-

By Mr de Belleval:

Annual Report of the Québec Autoroutes Authority, for 1979.

(Sessional Papers, No. 541.)

By Mr Tremblay:

Petition signed by the employees of Minibus Forest Inc., requesting that the M.U.C.T.C. recognize their right to work and their union status from the outset of the takeover of the transport company by the M.U.C.T.C.

(Sessional Papers, No. 542.)

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Lavoie tabled a copy of his letter of 3 April 1980, addressed to Mr Michel Rocard, Member for Les Yvelines, National Assembly (France), concerning the interference of the French politician in the constitutional debate between Québec and the rest of Canada, and a copy of the reply to Mr Rocard, enunciated by Mr Robert Bourassa at the Symposium of the Order of Chartered Accountants of Québec, held in Montreal on 9 April 1980.

(Sessional Papers, No. 543.)

Mr Charron tabled the reports of the Law Clerk of the National Assembly on the following Private Bills:

Bill 208.—An Act to repeal the Act respecting the Collège Saint-Paul;

Bill 226.—An Act respecting the town of Fermont;

Bill 231.—An Act respecting the Hellenic Community of Montreal;

Bill 235.—An Act respecting the establishment of two new munici-

palités dans le comté de Rivière-du-Loup;

Projet de loi n° 242.—Loi concernant un immeuble de Les Soeurs Servantes du Saint-Coeur de Marie.

(*Document de la session n° 544.*)

Sur la motion de M. Charron, les règles de pratique concernant les projets de loi privés sont suspendues dans le cas de ces projets de loi.

Les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, présentés, lus la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture:

Par M. Bédard:

Projet de loi n° 96.—Loi modifiant diverses dispositions législatives;

Projet de loi n° 99.—Loi modifiant de nouveau la Loi régissant le financement des partis politiques.

Par M. Clair:

Projet de loi n° 102.—Loi modifiant la Loi sur les impôts et certaines dispositions législatives;

Projet de loi n° 103.—Loi modifiant de nouveau la Loi concernant la taxe sur les carburants et modifiant d'autres dispositions législatives;

Projet de loi n° 104.—Loi modifiant de nouveau la Loi sur les droits successoraux.

Du consentement unanime de l'Assemblée, le projet de loi n° 105, «Loi modifiant certaines dispositions législatives concernant la démocratie et la rémunération des élus dans les municipalités», est présenté par M. Tardif, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

palities in the county of Rivière-du-Loup;

Bill 242.—An Act respecting an immoveable of Les Soeurs Servantes du Saint-Coeur de Marie.

(*Sessional Papers, No. 544.*)

On motion of Mr Charron, the Rules of Procedure concerning Private Bills were suspended for these Bills.

The following Bills were severally introduced, read the first time and ordered for second reading at the next sitting:

By Mr Bédard:

Bill 96.—An Act to amend various legislative provisions;

Bill 99.—An Act to again amend the Act to govern the financing of political parties.

By Mr Clair:

Bill 102.—An Act to amend the Taxation Act and certain legislation;

Bill 103.—An Act to again amend the Fuel Tax Act and other legislation;

Bill 104.—An Act to again amend the Succession Duty Act.

With the unanimous consent of the Assembly, Bill 105, "An Act to amend certain provisions of law respecting democratic procedure and the remuneration of elected officials, in municipalities", was introduced by Mr Tardif, read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

Les projets de loi privés suivants sont, l'un après l'autre, présentés et lus la première fois:

Par M. Chevrette, au nom de M. Laplante:

Projet de loi n° 208.—Loi abrogeant la Loi relative au Collège Saint-Paul.

Par M. Godin:

Projet de loi n° 231.—Loi concernant la Communauté hellénique de Montréal.

Sur la motion de M. Charron, ces projets de loi privés sont, l'un après l'autre, déferés à la Commission permanente des consommateurs, coopératives et institutions financières, pour audition publique et étude article par article.

Les projets de loi privés suivants sont, l'un après l'autre, présentés et lus la première fois:

Par M. Chevrette au nom de M. Perron:

Projet de loi n° 226.—Loi concernant la ville de Fermont.

Par M. Boucher:

Projet de loi n° 235.—Loi concernant la création de deux nouvelles municipalités dans le comté de Rivière-du-Loup.

Sur la motion de M. Charron, ces projets de loi privés sont, l'un après l'autre, déferés à la Commission permanente des affaires municipales, pour audition publique et étude article par article.

Le projet de loi privé n° 242, «Loi concernant un immeuble de Les Soeurs Servantes du Saint-Coeur de Marie»,

The following Private Bills were severally introduced and read the first time:

By Mr Chevrette, on behalf of Mr Laplante:

Bill 208.—An Act to repeal the Act respecting the Collège Saint-Paul.

By Mr Godin:

Bill 231.—An Act respecting the Hellenic Community of Montreal.

On motion of Mr Charron, these Private Bills were severally referred to the Standing Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions, for public hearing and section by section consideration.

The following Private Bills were severally introduced and read the first time:

By Mr Chevrette, on behalf of Mr Perron:

Bill 226.—An Act respecting the town of Fermont.

By Mr Boucher:

Bill 235.—An Act respecting the establishment of two new municipalities in the county of Rivière-du-Loup.

On motion of Mr Charron, these Private Bills were severally referred to the Standing Committee on Municipal Affairs, for public hearing and section by section consideration.

Private Bill 242, "An Act respecting an immoveable belonging to Les Soeurs Servantes du Saint-Coeur de Marie",

est présenté par M. Gravel et lu la première fois.

Sur la motion de M. Charron, le projet de loi est déféré à la Commission permanente de la justice, pour audition publique et étude article par article.

Les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, présentés et lus la première fois:

Par M. Ouellette:

Projet de loi n° 194.—Loi concernant des terrains de La Fabrique de la paroisse de Saint-Elzéar.

Par M. Lavigne, au nom de M. Biron:

Projet de loi n° 197.—Loi concernant des terrains de La Fabrique de la paroisse de Saint-Édouard de Lotbinière.

Sur la motion de M. Charron, ces projets de loi sont déferés à la Commission permanente de la justice, pour étude et audition publique.

Sur la motion de M. Tardif, au nom de M. Laplante, le projet de loi privé n° 200, «Loi modifiant la charte de la Ville de Montréal», est lu la deuxième fois.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Charron, le projet de loi est renvoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière, amendé et rapporté; le rapport est adopté.

Sur la motion de M. Tardif, au nom de M. Laplante, le projet de loi privé n° 200 est lu la troisième fois.

Sur la motion de M. Guay, le projet de loi privé n° 216, «Loi modifiant la

was introduced by Mr Gravel and read the first time.

On motion of Mr Charron, the said Bill was referred to the Standing Committee on Justice, for public hearing and section by section consideration.

The following Bills were severally introduced and read the first time:

By Mr Ouellette:

Bill 194.—An Act respecting parcels of land of La Fabrique de la paroisse de Saint Elzéar.

By Mr Lavigne, on behalf of Mr Biron:

Bill 197.—An Act respecting parcels of land of La Fabrique de la paroisse de Saint-Édouard de Lotbinière.

On motion of Mr Charron, these Bills were referred to the Standing Committee on Justice, for consideration and public hearing.

On motion of Mr Tardif, on behalf of Mr Laplante, Private Bill 200, "An Act to amend the charter of the city of Montréal", was read the second time.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Charron, the Bill was committed, considered in Committee of the Whole, amended and reported; the report was adopted.

On motion of Mr Tardif, on behalf of Mr Laplante, Private Bill 200 was read the third time.

On motion of Mr Guay, Private Bill 216, "An Act to amend the Charter of

Charte de la Ville de Québec», est lu la deuxième fois.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Charron, le projet de loi est renvoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière, amendé et rapporté; le rapport est adopté.

Sur la motion de M. Guay, le projet de loi privé n° 216 est lu la troisième fois.

Sur la motion de M. Charron, au nom de M. Perron, les projets de loi privés suivants sont, l'un après l'autre, lus la deuxième et la troisième fois:

Projet de loi n° 204.—Loi concernant la ville de Gagnon;

Projet de loi n° 209.—Loi annexant certains territoires à celui de la ville de Fermont.

Sur la motion de M. Lavoie, au nom de M. Lalonde, le projet de loi n° 205, «Loi modifiant la charte de la cité de Verdun», est lu la deuxième et la troisième fois.

Sur la motion de M. Forget, le projet de loi n° 251, «Loi concernant la Ville de Saint-Laurent», est lu la deuxième et la troisième fois.

À dix-sept heures trente minutes, sur la motion de M. Charron, l'Assemblée s'ajourne au mardi 3 juin 1980, à quinze heures.

Aujourd'hui, le mardi 15 avril 1980, à dix-huit heures cinq minutes, à la Salle 103 «A», en présence de Madame Cuerrier, vice-présidente de l'Assemblée nationale, de M. Tardif, le représentant du Premier ministre, de M.

the city of Québec", was read the second time.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Charron, the Bill was committed, considered in Committee of the Whole, amended and reported; the report was adopted.

On motion of Mr Guay, Private Bill 216 was read the third time.

On motion of Mr Charron, on behalf of Mr Perron, the following Private Bills were severally read the second and the third time:

Bill 204.—An Act respecting the town of Gagnon;

Bill 209.—An Act to annex certain territories to the territory of the town of Fermont.

On motion of Mr Lavoie, on behalf of Mr Lalonde, Bill 205, "An Act to amend the charter of the city of Verdun", was read the second and the third time.

On motion of Mr Forget, Bill 251, "An Act respecting the City of Saint-Laurent", was read the second and the third time.

At half-past five o'clock p.m., on motion of Mr Charron, the Assembly adjourned until Tuesday, 3 June 1980, at three o'clock p.m.

Today, Tuesday, 15 April 1980, at five minutes past six o'clock p.m., in Room 103 "A", in the presence of Mrs Cuerrier, the Vice-President of the National Assembly, of Mr Tardif, the Delegate of the Prime Minister, of Mr

Lalonde, le représentant du chef de l'Opposition officielle, de M. Cordeau, le représentant du chef de l'Union Nationale, de M. Guay et du secrétaire général de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec de sanctionner les projets de loi suivants:

Lalonde, the Delegate of the Leader of the Official Opposition, of Mr Cordeau, the Delegate of the Leader of the Union Nationale, of Mr Guay and of the Secretary General of the National Assembly, the Honourable the Lieutenant-Governor of the Province of Québec was pleased to sanction the following Bills:

200 Loi modifiant la charte de la Ville de Montréal;

200 An Act to amend the charter of the city of Montréal;

204 Loi concernant la ville de Gagnon;

204 An Act respecting the town of Gagnon;

205 Loi modifiant la charte de la cité de Verdun;

205 An Act to amend the charter of the city of Verdun;

209 Loi annexant certains territoires à celui de la ville de Fermont;

209 An Act to annex certain territories to the territory of the town of Fermont;

216 Loi modifiant la Charte de la Ville de Québec;

216 An Act to amend the Charter of the city of Québec;

251 Loi concernant la Ville de Saint-Laurent.

251 An Act respecting the City of Saint-Laurent.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

CLÉMENT RICHARD,
President.

**PROCÈS-VERBAUX
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC**

Quatrième session de la trente et unième Législature

**VOTES AND PROCEEDINGS
OF THE NATIONAL ASSEMBLY
OF QUÉBEC**

Fourth Session of the Thirty-First Legislature

Le mardi 3 juin 1980

Quinze heures

Tuesday, 3 June 1980

Three o'clock p.m.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Duhaime:

Rapport annuel des activités de Sidbec et de ses filiales, pour l'année 1979.

(Document de la session n° 545.)

Par M. Léger:

Rapport annuel du Conseil consultatif des réserves écologiques, pour l'année 1978/79.

(Document de la session n° 546.)

Par M. le Président:

Conformément à l'article 30 de la Loi sur la fonction publique, les avis de la Commission de la fonction publique au Conseil du trésor sur les règlements suivants:

1. Règlement modifiant le Règlement concernant la rémunération, les avantages sociaux et autres conditions de travail de certains fonctionnaires

2. Règlement modifiant le Règlement concernant la rémunération, les

The following documents were tabled:

By Mr Duhaime:

Annual Report of the activities of Sidbec and its subsidiaries, for 1979.

(Sessional Papers, No. 545.)

By Mr Léger:

Annual Report of the Advisory Council on Ecological Reserves, for 1978/79.

(Sessional Papers, No. 546.)

By Mr President:

Pursuant to section 30 of the Civil Service Act, the opinions submitted to the Treasury Board by the Commission de la fonction publique on the following Regulations:

1. Regulation amending the Regulation respecting the remuneration, fringe benefits and other terms of employment of certain civil servants

2. Regulation amending the Regulation respecting the remuneration,

avantages sociaux et autres conditions de travail de certains fonctionnaires

3. Règlement concernant la rémunération et certaines conditions de travail du personnel de maîtrise et de direction

4. Règlement modifiant le Règlement concernant la rémunération, les avantages sociaux et les autres conditions de travail des cadres supérieurs et des adjoints aux cadres supérieurs

5. Règlement concernant la rémunération, les avantages sociaux et les autres conditions de travail de certains hauts fonctionnaires

6. Règlement modifiant le Règlement concernant certaines conditions de travail du personnel de direction des agents de la paix oeuvrant en établissement de détention

7. Règlement modifiant le Règlement de classification numéro 030 concernant les agents de maîtrise du personnel de bureau, techniciens et assimilés

8. Règlement modifiant le Règlement concernant la rémunération et certaines conditions de travail du personnel de maîtrise et de direction

9. Règlement concernant l'intégration de certains fonctionnaires à la classe d'agent de maîtrise en investigation à la Curatelle publique

10. Règlement de classification numéro 120 concernant les médecins

11. Règlement de classification numéro 121 concernant les médecins vétérinaires

12. Règlement de classification numéro 269 concernant les techniciens en foresterie.

(Document de la session n° 547.)

De son siège à l'Assemblée nationale, M. André Raynauld donne sa démission comme député du district électoral d'Outremont, conformément à l'article 21 de la Loi sur la Législature.

fringe benefits and other terms of employment of certain civil servants

3. Regulation respecting the remuneration and certain terms of employment of supervisory and management personnel

4. Regulation amending the Regulation respecting the remuneration, fringe benefits and other terms of employment of senior civil servants and assistant senior civil servants

5. Regulation respecting the remuneration, fringe benefits and other terms of employment of certain senior civil servants

6. Regulation amending the Regulation respecting certain terms of employment of personnel managing peace officers working in houses of detention

7. Regulation amending Classification Regulation 030 respecting supervisors of office personnel, technicians and ranking staff

8. Regulation amending the Regulation concerning the remuneration and certain terms of employment of supervisory and management personnel

9. Regulation respecting the integration of certain civil servants into the class of supervisor of Public Curatorship investigation

10. Classification Regulation 120 respecting physicians

11. Classification Regulation 121 respecting veterinary surgeons

12. Classification Regulation 269 respecting forest technicians.

(Sessional Papers, No. 547.)

From his seat in the National Assembly, Mr André Raynauld resigned as Member for the Electoral District of Outremont, pursuant to section 21 of the Legislature Act.

Avant l'appel des affaires du jour, conformément à l'article 78 du règlement, M. Ryan propose que soit tenu immédiatement un débat pour discuter une affaire déterminée et importante de la compétence de l'Assemblée et dont l'étude s'impose d'urgence, savoir: la position que le gouvernement québécois entend adopter à la conférence constitutionnelle du 9 juin prochain.

Après avoir entendu les brèves explications du chef de l'Opposition officielle sur la recevabilité de cette motion et suite à l'engagement du Leader parlementaire du gouvernement de poursuivre le débat sur le discours du budget dès après la période des questions orales des députés jeudi prochain, M. le Président reconnaît que cet autre moyen s'insère dans un délai raisonnable pour discuter ce sujet et déclare la motion irrecevable.

M. Charron donne avis que les commissions permanentes suivantes siégeront ce soir à compter de vingt heures jusqu'à vingt-quatre heures:

Au Salon Rouge:

La Commission du loisir, de la chasse et de la pêche, pour l'étude des crédits du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche.

À la Salle 81 «A»:

La Commission de la protection de l'environnement, pour l'étude des crédits du ministère de l'Environnement.

À la Salle 91 «A»:

La Commission de l'éducation, pour l'étude des crédits du ministère de l'Éducation.

M. Charron propose que les commissions permanentes suivantes siègent immédiatement jusqu'à dix-huit heures:

Before Business of the Day was called and pursuant to Standing Order 78, Mr Ryan moved that a debate be held immediately on a specific and important matter within the competence of the Assembly and in urgent need of consideration, namely: the position that the Government of Québec intends to take at the constitutional conference on 9 June 1980.

Following a brief explanatory statement by the Leader of the Official Opposition on the acceptability of the motion, in view of the fact that the Government House Leader had undertaken to resume the budget speech debate right after Oral Question Period on Thursday of this week, Mr President acknowledged that it would be possible to discuss the matter at that time and therefore ruled the motion out of Order.

Mr Charron gave notice that the following Standing Committees will sit this evening from eight o'clock p.m. until twelve o'clock midnight:

In the Red Room:

The Committee on Recreation, Fish and Game, for consideration of the estimates of the Department of Recreation, Fish and Game.

In Room 81 "A":

The Committee on the Protection of the Environment, for consideration of the estimates of the Department of the Environment.

In Room 91 "A":

The Committee on Education, for consideration of the estimates of the Department of Education.

Mr Charron moved that the following Standing Committees do sit immediately until six o'clock p.m.:

Au Salon Rouge:

La Commission du loisir, de la chasse et de la pêche, pour l'étude des crédits du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche.

À la Salle 81 «A»:

La Commission de la protection de l'environnement, pour l'étude des crédits du ministère de l'Environnement.

La motion est adoptée.

M. Clair propose que le projet de loi n° 80, «Loi modifiant la Loi sur les droits successoraux et modifiant de nouveau la Loi sur les impôts», soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève.

La motion est alors adoptée après division des voix.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Bertrand, au nom de M. Charron, le projet de loi n° 80 est déféré à la Commission permanente du revenu, pour étude article par article.

M. Clair propose que le projet de loi n° 104, «Loi modifiant de nouveau la Loi sur les droits successoraux», soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève.

La motion est alors adoptée après division des voix.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

In the Red Room:

The Committee on Recreation, Fish and Game for consideration of the estimates of the Department of Recreation, Fish and Game.

In Room 81 "A":

The Committee on the Protection of the Environment, for consideration of the estimates of the Department of the Environment.

The motion was adopted.

Mr Clair moved that Bill 80, "An Act to amend the Succession Duty Act and to again amend the Taxation Act", be now read the second time.

And debate arising thereon.

The motion was then adopted on division.

The Bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Bertrand, on behalf of Mr Charron, Bill 80 was referred to the Standing Committee on Revenue, for section by section consideration.

Mr Clair moved that Bill 104, "An Act to again amend the Succession Duty Act", be now read the second time.

And debate arising thereon.

The motion was then adopted on division.

The Bill was accordingly read the second time.

Sur la motion de M. Bertrand, au nom de M. Charron, le projet de loi n° 104 est déferé à la Commission permanente du revenu, pour étude article par article.

À dix-sept heures cinquante-quatre minutes, sur la motion de M. Bertrand, au nom de M. Charron, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

On motion of Mr Bertrand, on behalf of Mr Charron, Bill 104 was referred to the Standing Committee on Revenue, for section by section consideration.

At fifty-four minutes past five o'clock p.m., on motion of Mr Bertrand, on behalf of Mr Charron, the Assembly adjourned until tomorrow at ten o'clock a.m.

CLÉMENT RICHARD,
President.

**PROCÈS-VERBAUX
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC**

Quatrième session de la trente et unième Législature

**VOTES AND PROCEEDINGS
OF THE NATIONAL ASSEMBLY
OF QUÉBEC**

Fourth Session of the Thirty-First Legislature

Le mercredi 4 juin 1980

Dix heures

Wednesday, 4 June 1980

Ten o'clock a.m.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Morin (Louis-Hébert):

Rapport annuel du ministère des Affaires intergouvernementales, pour l'année 1978/79.

(Document de la session n° 548.)

Par M. le Président:

Rapport annuel du bibliothécaire sur les activités de la bibliothèque de la Législature, pour l'année 1979.

(Document de la session n° 549.)

Rapport annuel du Vérificateur général du Québec, pour l'année 1978/79.

(Document de la session n° 550.)

M. Charron donne avis que les commissions permanentes suivantes siégeront ce soir à compter de vingt heures jusqu'à vingt-quatre heures:

The following documents were tabled:

By Mr Morin (Louis-Hébert):

Annual Report of the Department of Intergovernmental Affairs, for 1978/79.

(Sessional Papers, No. 548.)

By Mr President:

Annual Report of the Librarian on the activities of the Library of the Legislature, for 1979.

(Sessional Papers, No. 549.)

Annual Report of the Auditor General of Québec, for 1978/79.

(Sessional Papers, No. 550.)

Mr Charron gave notice that the following Standing Committees will sit this evening from eight o'clock p.m. until twelve o'clock midnight:

Au Salon Rouge:

La Commission de l'éducation, pour l'étude des crédits du ministère de l'Éducation.

À la Salle 81 «A»:

La Commission des consommateurs, coopératives et institutions financières, pour l'étude des crédits du ministère des Consommateurs, Coopératives et Institutions financières.

À la Salle 91 «A»:

La Commission des affaires municipales, pour l'étude des crédits du ministère des Affaires municipales.

M. Charron donne avis que la Commission permanente des engagements financiers siégera demain à la Salle 91 «A» après les affaires courantes.

M. Charron propose que la Commission permanente de l'éducation siège au Salon Rouge cet après-midi, à compter de quinze heures jusqu'à dix-huit heures, pour l'étude des crédits du ministère de l'Éducation.

La motion est adoptée.

M. Clair propose que le projet de loi n° 102, «Loi modifiant la Loi sur les impôts et certaines dispositions législatives», soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève.

La motion est alors adoptée après division des voix.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Bertrand, au nom de M. Charron, le projet de loi

In the Red Room:

The Committee on Education, for consideration of the estimates of the Department of Education.

In Room 81 "A":

The Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions, for consideration of the estimates of the Department of Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions.

In Room 91 "A":

The Committee on Municipal Affairs, for consideration of the estimates of the Department of Municipal Affairs.

Mr Charron gave notice that the Standing Committee on Financial Commitments will sit tomorrow in Room 91 "A" after Routine Business.

Mr Charron moved that the Committee on Education do sit in the Red Room this afternoon, from three o'clock p.m. until six o'clock p.m., for consideration of the estimates of the Department of Education.

The motion was adopted.

Mr Clair moved that Bill 102, "An Act to amend the Taxation Act and certain legislation", be now read the second time.

And debate arising thereon.

The motion was then adopted on division.

The Bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Bertrand, on behalf of Mr Charron, Bill 102 was referred

n° 102 est déferé à la Commission permanente du revenu, pour étude article par article.

M. Clair propose que le projet de loi n° 103, «Loi modifiant de nouveau la Loi concernant la taxe sur les carburants et modifiant d'autres dispositions législatives», soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève.

La motion est alors adoptée après division des voix.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Bertrand, au nom de M. Charron, le projet de loi n° 103 est déferé à la Commission permanente du revenu, pour étude article par article.

À treize heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

Quinze heures

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi n° 86, «Loi sur le fonds forestier».

M. Bérubé informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Bérubé propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève.

La motion est alors adoptée.

to the Standing Committee on Revenue, for section by section consideration.

Mr Clair moved that Bill 103, "An Act to again amend the Fuel Tax Act and other legislation", be now read the second time.

And debate arising thereon.

The motion was then adopted on division.

The Bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Bertrand, on behalf of Mr Charron, Bill 103 was referred to the Standing Committee on Revenue, for section by section consideration.

At one o'clock p.m., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until three o'clock p.m.

Three o'clock p.m.

The Order of the Day being read for the second reading of Bill 86, "An Act respecting the forestry fund".

Mr Bérubé informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said Bill to their consideration.

Mr Bérubé moved that the said Bill be now read the second time.

And debate arising thereon.

The motion was then adopted.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Bertrand, au nom de M. Charron, le projet de loi n° 86 est renvoyé à la commission plénière pour étude article par article.

M. Bérubé propose que le projet de loi n° 87, «Loi modifiant la Loi sur la municipalisation de l'électricité et la Loi de l'électrification rurale», soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Bertrand, au nom de M. Charron, le projet de loi n° 87 est renvoyé à la commission plénière pour étude article par article.

Sur la motion de M. Bertrand, au nom de M. Charron, l'Assemblée se transforme en commission plénière.

Le projet de loi n° 86, «Loi sur le fonds forestier», est étudié en commission plénière, article par article, et rapporté; le rapport est adopté; le projet de loi est remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

À dix-huit heures quinze minutes, sur la motion de M. Bertrand, au nom de M. Charron, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

The Bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Bertrand, on behalf of Mr Charron, Bill 86 was referred for section by section consideration in Committee of the Whole.

Mr Bérubé moved that Bill 87, "An Act to amend the Electricity Municipalization Act and the Rural Electrification Act", be now read the second time.

And debate arising thereon.

The motion was then adopted.

The Bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Bertrand, on behalf of Mr Charron, Bill 87 was referred for section by section consideration in Committee of the Whole.

On motion of Mr Bertrand, on behalf of Mr Charron, the Assembly resolved itself into Committee of the Whole.

Bill 86, "An Act respecting the forestry fund", was considered section by section in Committee of the Whole and reported; the report was adopted; the Bill was ordered for third reading at the next sitting.

At fifteen minutes past six o'clock p.m., on motion of Mr Bertrand, on behalf of Mr Charron, the Assembly adjourned until tomorrow at ten o'clock a.m.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

CLÉMENT RICHARD,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Quatrième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Fourth Session of the Thirty-First Legislature

Le jeudi 5 juin 1980

Dix heures

Thursday, 5 June 1980

Ten o'clock a.m.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Lévesque (Taillon):

Rapport de la Commission d'enquête
sur le coût de la 21^e olympiade.

(Document de la session n° 551.)

The following documents were tabled:

By Mr Lévesque (Taillon):

Report of the Commission of inquiry
into the cost of the 21st Olympiad.

(Sessional Papers, No. 551.)

Copie d'un télégramme, en date du 4 juin 1980, adressé à M. Pierre Elliott Trudeau, Premier ministre du Canada, par M. René Lévesque, Premier ministre du Québec, lui confirmant qu'il sera présent à la session de travail des premiers ministres qui se tiendra à Ottawa le 9 juin prochain.

(Document de la session n° 552.)

Copy of a telegram dated 4 June 1980, sent to Mr Pierre Elliott Trudeau, Prime Minister of Canada, by Mr René Lévesque, Prime Minister of Québec, to confirm that he would be attending the work session of First Ministers to be held in Ottawa on the 9th of June.

(Sessional Papers, No. 552.)

Copie d'un télex, en date du 28 mai 1980, adressé à M. René Lévesque, Premier ministre du Québec, par M. Brian A. Peckford, Premier ministre de Terre-Neuve, l'invitant à une rencontre des premiers ministres des provinces qui pourrait avoir lieu à Ottawa dans la soirée du 8 juin, et copie d'un

Copy of a telex dated 28 May 1980, sent to Mr René Lévesque, Prime Minister of Québec, by Mr Brian A. Peckford, Premier of Newfoundland, inviting him to an informal meeting of provincial Premiers suggested for the evening of June 8th, and a copy of a telex, dated 1 June 1980, sent to Mr

télex, en date du 1^{er} juin 1980, informant M. Peckford que M. René Lévesque serait présent si la tenue de cette rencontre devait être confirmée.

(Document de la session n° 553.)

Par M. Parizeau:

État du rapport et des dépenses encourues au 3 juin 1980 en conséquence des mandats spéciaux autorisés depuis l'ajournement de l'Assemblée nationale, pour l'année financière 1980/81.

(Document de la session n° 554.)

Par M. Joron:

Rapport annuel d'activité de la Régie de l'assurance automobile du Québec et celui du Fonds d'indemnisation automobile du Québec, pour l'exercice financier terminé le 29 février 1980.

(Document de la session n° 555.)

M. Levesque (Bonaventure) propose qu'à l'article 3 du feuillet d'aujourd'hui, son nom soit substitué à celui de M. Raynauld comme proposeur de la première motion de censure.

La motion est adoptée.

M. Charron donne avis que les commissions permanentes suivantes siégeront:

Le lundi 9 juin 1980, à compter de quinze heures jusqu'à vingt-quatre heures, avec suspension des travaux de dix-huit heures à vingt heures, et le mardi 10 juin 1980, à compter de dix heures jusqu'à treize heures:

Au Salon Rouge:

La Commission des finances et des comptes publics, pour l'étude des crédits du ministère des Finances.

Peckford to inform him that Mr René Lévesque would be in attendance should such a meeting be confirmed.

(Sessional Papers, No. 553.)

By Mr Parizeau:

Statement of the report and of the expenditures incurred as at 3 June 1980 in consequence of the special warrants authorized since the adjournment of the National Assembly, for the 1980/81 fiscal year.

(Sessional Papers, No. 554.)

By Mr Joron:

Annual Report of activities of the Régie de l'assurance automobile du Québec and of the Fonds d'indemnisation automobile du Québec, for the fiscal year ended 29 February 1980.

(Sessional Papers, No. 555.)

Mr Levesque (Bonaventure) moved that at item 3 on the Agenda Paper for today, his name be substituted for that of Mr Raynauld as proposer of the first motion of non-confidence.

The motion was adopted.

Mr Charron gave notice that the following Standing Committees will sit:

On Monday, 9 June 1980, from three o'clock p.m. until twelve o'clock midnight, with suspension of work from six o'clock p.m. to eight o'clock p.m., and on Tuesday, 10 June 1980, from ten o'clock p.m. until one o'clock p.m.

In the Red Room:

The Committee on Finance and Public Accounts, for consideration of the estimates of the Department of Finance.

À la Salle 81 «A»:

La Commission des affaires sociales, pour l'étude des crédits du ministère des Affaires sociales.

À la Salle 91 «A»:

La Commission des affaires culturelles, pour l'étude des crédits du ministère des Affaires culturelles.

Ce soir, à compter de vingt heures jusqu'à vingt-quatre heures:

Au Salon Rouge:

La Commission de l'éducation, pour l'étude des crédits du ministère de l'Éducation.

À la Salle 81 «A»:

La Commission du revenu pour l'étude des crédits du ministère du Revenu.

À la Salle 91 «A»:

La Commission des engagements financiers.

M. Charron propose que les commissions permanentes suivantes siègent aujourd'hui:

Au Salon Rouge:

Immédiatement jusqu'à treize heures, la Commission des corporations professionnelles, pour l'étude des crédits de l'Office des professions et de quinze heures jusqu'à dix-huit heures, la Commission de l'éducation, pour l'étude des crédits du ministère de l'Éducation.

À la Salle 91 «A»:

Immédiatement jusqu'à dix-huit heures, avec suspension des travaux de treize heures à quinze heures, la Commission des engagements financiers.

La motion est adoptée.

In Room 81 "A":

The Committee on Social Affairs, for consideration of the estimates of the Department of Social Affairs.

In Room 91 "A":

The Committee on Cultural Affairs, for consideration of the estimates of the Department of Cultural Affairs.

This evening, from eight o'clock p.m. until twelve o'clock midnight:

In the Red Room:

The Committee on Education, for consideration of the estimates of the Department of Education.

In Room 81 "A":

The Committee on Revenue, for consideration of the estimates of the Department of Revenue.

In Room 91 "A":

The Committee on Financial Commitments.

Mr Charron moved that the following Standing Committees do sit today:

In the Red Room:

Immediately until one o'clock p.m., the Committee on Professional Corporations, for consideration of the estimates of the Québec Professions Board, and from three o'clock p.m. until six o'clock p.m., the Committee on Education, for consideration of the estimates of the Department of Education.

In Room 91 "A":

Immediately until six o'clock p.m., with suspension of work from one o'clock p.m. to three o'clock p.m., the Committee on Financial Commitments.

The motion was adopted.

L'ordre du jour appelle la reprise du débat sur la motion de M. Parizeau proposant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement, et sur les motions de censure suivantes:

De M. Levesque (Bonaventure):

Que cette Assemblée blâme très sévèrement le gouvernement pour avoir présenté un budget qui, en raison principalement du montant exorbitant des emprunts, soit 2 220 000 000\$, et du déficit record de 2 300 000 000\$, compromet gravement l'équilibre des finances publiques, hypothèque dangereusement l'avenir des Québécois et démontre sans équivoque que ce gouvernement est inapte à conduire les affaires du Québec et prêt à exploiter tous les moyens à ses fins référendaires.

De M. Goulet:

Que cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement d'agir avec irresponsabilité en présentant un budget référendaire qui condamne les contribuables québécois à assumer, malgré eux, le plus imposant déficit des opérations budgétaires dans l'histoire du Québec.

De M. Samson:

Que le gouvernement est à blâmer pour avoir présenté un budget exagérément déficitaire, contribuant ainsi à endetter de façon inacceptable les contribuables qui le sont déjà trop.

De M. Tremblay:

Que cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement actuel pour avoir présenté une politique budgétaire inacceptable et irresponsable, contenant des taxes cachées et prévoyant pour l'année fiscale 1980/81 le plus gros déficit budgétaire de l'histoire du Québec au

The Order of the Day being read for the resumption of debate on the motion by Mr Parizeau proposing that the Assembly do approve the budgetary policy of the Government, and on the following motions of non-confidence:

By Mr Levesque (Bonaventure):

That this Assembly do pass very strict censure on the Government for having presented a budget which, mainly because of the exorbitant loans amounting to \$2 220 000 000 and of a record deficit of \$2 300 000 000, seriously compromises the balance of public finance, dangerously mortgages the future of Québécois and proves without a doubt that the Government is incapable of managing the affairs of the Province and will stop at no means to achieve its end in regard to the referendum.

By Mr Goulet:

That this Assembly do severely blame the Government for having acted irresponsibly by presenting a referendum budget which imposes on Québec taxpayers the largest deficit of budgetary operations in the history of the Province.

By Mr Samson:

That the Government be blamed for having presented a budget of an inordinate deficit which will have the unacceptable result of running already overburdened taxpayers into further debt.

By Mr Tremblay:

That this Assembly severely blame the present Government for having presented an unacceptable and irresponsible budgetary policy containing hidden taxes and forecasting for the 1980/81 fiscal year a deficit of \$2 300 000 000, the largest in the his-

montant de 2 300 000 000\$, et d'hypothéquer, en ce faisant, les générations futures sans qu'un tel déficit et un tel endettement additionnel s'accompagnent ni d'une création d'emplois ni d'une baisse réelle d'impôts pour les consommateurs et les entrepreneurs.

Avant la reprise du débat, du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Charron, il est—

Ordonné que le chef de l'Opposition officielle puisse scinder son discours d'une heure en deux périodes; que le député de Rouyn-Noranda ait un droit de parole additionnel de cinq minutes et que le député de Beauce-Sud puisse épuiser son droit de parole plus tard au cours du débat.

Et l'Assemblée reprend alors le débat.

À douze heures cinquante minutes, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

Quinze heures

Et le débat continue.

Le débat est terminé.

Les motions de censure et la motion principale sont alors mises aux voix et l'enregistrement des noms est demandé.

À la demande de M. Bertrand, au nom de M. Charron, M. le Président remet l'enregistrement des noms sur les votes de ces motions à demain, avant l'appel des affaires du jour.

tory of Québec, and in so doing, mortgaging the future generations, without offsetting such a deficit and additional debt either with job creation or a real tax reduction for consumers and business investors.

Before resuming debate, with the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Charron,

Ordered, That the Leader of the Official Opposition be allowed to divide his speech of one hour over two periods; that the Member for Rouyn-Noranda be allowed to speak for an additional five minutes; and that the Member for Beauce South be able to use up his speech time later on in the debate.

And the Assembly then resumed debate.

At fifty minutes past twelve o'clock p.m., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until three o'clock p.m.

Three o'clock p.m.

And debate continuing.

The debate was concluded.

The motions of non-confidence and the main motion were then put to the vote and the entry of names was demanded.

At the request of Mr Bertrand, on behalf of Mr Charron, Mr President postponed the entry of names of the votes on these motions until tomorrow, before Business of the Day is called.

À dix-huit heures huit minutes, sur la motion de M. Bertrand, au nom de M. Charron, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

At eight minutes past six o'clock p.m., on motion of Mr Bertrand, on behalf of Mr Charron, the Assembly adjourned until tomorrow at ten o'clock a.m.

CLÉMENT RICHARD,
President.

**PROCÈS-VERBAUX
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC**

Quatrième session de la trente et unième Législature

**VOTES AND PROCEEDINGS
OF THE NATIONAL ASSEMBLY
OF QUÉBEC**

Fourth Session of the Thirty-First Legislature

Le vendredi 6 juin 1980

Dix heures

Friday 6 June 1980

Ten o'clock a.m.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Duhaime, au nom de M. Joron:
Rapport annuel de la Régie de l'assurance-dépôts du Québec, pour l'année 1979.

(Document de la session n° 556.)

Par M. Duhaime, au nom de M. Bérubé:

Rapport annuel d'Hydro-Québec, pour l'année 1979.

(Document de la session n° 557.)

L'Assemblée procède à l'enregistrement des noms sur les votes des motions de censure suivantes à la motion de M. Parizeau proposant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement:

De M. Levesque (Bonaventure):

Que cette Assemblée blâme très sévèrement le gouvernement pour avoir présenté un budget qui, en raison prin-

The following documents were tabled:

By Mr Duhaime, on behalf of Mr Joron:
Annual Report of the Québec Deposit Insurance Board, for 1979.

(Sessional Papers, No. 556.)

By Mr Duhaime, on behalf of Mr Bérubé:

Annual Report of Hydro-Québec, for 1979.

(Sessional Papers, No. 557.)

The Assembly proceeded with the entry of names of the votes on the following motions of non-confidence to the motion by Mr Parizeau proposing that the Assembly do approve the budgetary policy of the Government:

By Mr Levesque (Bonaventure):

That this Assembly do pass very strict censure on the Government for having presented a budget which,

cipalement du montant exorbitant des emprunts, soit 2 220 000 000\$, et du déficit record de 2 300 000 000\$, compromet gravement l'équilibre des finances publiques, hypothèque dangereusement l'avenir des Québécois et démontre sans équivoque que ce gouvernement est inapte à conduire les affaires du Québec et prêt à exploiter tous les moyens à ses fins référendaires.

mainly because of the exorbitant loans amounting to \$2 220 000 000 and of a record deficit of \$2 300 000 000, seriously compromises the balance of public finance, dangerously mortgages the future of Québécois and proves without a doubt that the Government is incapable of managing the affairs of the Province and will stop at no means to achieve its end in regard to the referendum.

La motion est rejetée, les voix se divisant comme suit:

The motion was rejected on the following division:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM. Messrs Brochu, Cordeau, Dubois, Fontaine, Forget, Giasson, Goulet, Lalande, Lalonde, Lamontagne, Lavoie, Lavoie-Roux, Levesque (Bonaventure), Marx, Mathieu, O'Gallagher, Pagé, Picotte, Rivest, Ryan, Scowen, Springate, Vaillancourt (Orford).—23.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Baril, Beauséjour, Bédard, Bertrand, Bérubé, Bordeleau, Boucher, Charbonneau, Chevette, Clair, Couture, Cuerrier, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Duhaime, Dussault, Fallu, Gagnon, Gendron, Gosselin, Guay, Jolivet, Joron, Laberge, Lacoste, Laurin, Lavigne, Lazure, LeBlanc-Bantey, Léger, Léonard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marcoux, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, Morin (Louis-Hébert), Morin (Sauvé), O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Paquette, Parizeau, Rancourt, Tardif, Vaillancourt (Jonquière).—49.

De M. Goulet:

Que cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement d'agir avec irresponsabilité en présentant un budget référendaire qui condamne les contribuables québécois à assumer, malgré eux, le plus imposant déficit des opérations budgétaires dans l'histoire du Québec.

By Mr Goulet:

That this Assembly do severely blame the Government for having acted irresponsibly by presenting a referendum budget which imposes on Québec taxpayers the largest deficit of budgetary operations in the history of the Province.

La motion est rejetée, les voix se divisant comme suit:

The motion was rejected on the following division:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM. Messrs Brochu, Cordeau, Dubois, Fontaine, Forget, Giasson, Goulet, Lalande, Lalonde, Lamontagne, Lavoie, Lavoie-Roux, Levesque (Bonaventure), Marx, Mathieu, O'Gallagher, Pagé, Picotte, Rivest, Ryan, Scowen, Springate, Vaillancourt (Orford).—23.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Baril, Beauséjour, Bédard, Bertrand, Bérubé, Bordeleau, Boucher, Charbonneau, Chevrette, Clair, Couture, Cuerrier, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Duhaime, Dussault, Fallu, Gagnon, Gendron, Gosselin, Guay, Jolivet, Joron, Laberge, Lacoste, Laurin, Lavigne, Lazure, LeBlanc-Bantey, Léger, Léonard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marcoux, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, Morin (Louis-Hébert), Morin (Sauvé), O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Paquette, Parizeau, Rancourt, Tardif, Vaillancourt (Jonquière).—49.

De M. Samson:

Que le gouvernement est à blâmer pour avoir présenté un budget exagérément déficitaire, contribuant ainsi à endetter de façon inacceptable les contribuables qui le sont déjà trop.

La motion est rejetée, les voix se divisant comme suit:

By Mr Samson:

That the Government be blamed for having presented a budget of an inordinate deficit which will have the unacceptable result of running already overburdened taxpayers into further debt.

The motion was rejected on the following division:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM. Messrs Brochu, Cordeau, Dubois, Fontaine, Forget, Giasson, Goulet, Lalande, Lalonde, Lamontagne, Lavoie, Lavoie-Roux, Levesque (Bonaventure), Marx, Mathieu, O'Gallagher, Pagé, Picotte, Rivest, Ryan, Scowen, Springate, Vaillancourt (Orford).—23.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Baril, Beauséjour, Bédard, Bertrand, Bérubé, Bordeleau, Boucher, Charbonneau, Chevrette, Clair, Couture, Cuerrier, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Duhaime, Dussault, Fallu, Gagnon, Gendron, Gosselin, Guay, Jolivet, Joron, Laberge, Lacoste, Laurin, Lavigne, Lazure, LeBlanc-Bantey, Léger, Léonard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marcoux, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, Morin (Louis-Hébert), Morin (Sauvé), O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Paquette, Parizeau, Rancourt, Tardif, Vaillancourt (Jonquière).—49.

De M. Tremblay:

Que cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement actuel pour avoir présenté une politique budgétaire inacceptable et irresponsable, contenant des taxes cachées et prévoyant pour l'année fiscale 1980/81 le plus gros déficit budgétaire de l'histoire du Québec au

By Mr Tremblay:

That this Assembly severely blame the present Government for having presented an unacceptable and irresponsible budgetary policy containing hidden taxes and forecasting for the 1980/81 fiscal year a deficit of \$2 300 000 000, the largest in the his-

montant de 2 300 000 000\$, et d'hypothéquer, en ce faisant, les générations futures sans qu'un tel déficit et un tel endettement additionnel s'accompagnent ni d'une création d'emplois ni d'une baisse réelle d'impôts pour les consommateurs et les entrepreneurs.

La motion est rejetée, les voix se divisant comme suit:

tory of Québec, and in so doing, mortgaging the future generations, without offsetting such a deficit and additional debt either with job creation or a real tax reduction for consumers and business investors.

The motion was rejected on the following division:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM. Messrs Brochu, Cordeau, Dubois, Fontaine, Forget, Giasson, Goulet, Lalande, Lalonde, Lamontagne, Lavoie, Lavoie-Roux, Levesque (Bonaventure), Marx, Mathieu, O'Gallagher, Pagé, Picotte, Rivest, Ryan, Scowen, Springate, Vaillancourt (Orford).—23.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Baril, Beauséjour, Bédard, Bertrand, Bérubé, Bordeleau, Boucher, Charbonneau, Chevrette, Clair, Couture, Cuerrier, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Duhaime, Dussault, Fallu, Gagnon, Gendron, Gosselin, Guay, Jolivet, Joron, Laberge, Lacoste, Laurin, Lavigne, Lazure, LeBlanc-Bantey, Léger, Léonard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marcoux, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, Morin (Louis-Hébert), Morin (Sauvé), O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Paquette, Parizeau, Rancourt, Tardif, Vaillancourt (Jonquière).—49.

La motion principale de M. Parizeau proposant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement est adoptée, les voix se divisant comme suit:

The main motion by Mr Parizeau proposing that the Assembly do approve the budgetary policy of the Government was adopted on the following division:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Baril, Beauséjour, Bédard, Bertrand, Bérubé, Bordeleau, Boucher, Charbonneau, Chevrette, Clair, Couture, Cuerrier, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Duhaime, Dussault, Fallu, Gagnon, Gendron, Gosselin, Guay, Jolivet, Joron, Laberge, Lacoste, Laurin, Lavigne, Lazure, LeBlanc-Bantey, Léger, Léonard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marcoux, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, Morin (Louis-Hébert), Morin (Sauvé), O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Paquette, Parizeau, Rancourt, Tardif, Vaillancourt (Jonquière).—49.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Brochu, Cordeau, Dubois, Fontaine, Forget, Giasson, Goulet, Lalande, Lalonde, Lamontagne, Lavoie, Lavoie-Roux, Levesque (Bonaventure), Marx, Mathieu, O'Gallagher, Pagé, Picotte, Rivest, Ryan, Scowen, Springate, Vaillancourt (Orford).—23.

M. Duhaime, au nom de M. Charron, donne avis que les commissions permanentes suivantes siégeront:

Ce soir, au Salon Rouge, à compter de vingt heures jusqu'à vingt-quatre heures, la Commission des affaires sociales, pour l'étude des crédits du ministère des Affaires sociales.

Le lundi 9 juin 1980, à compter de quinze heures jusqu'à vingt-quatre heures, avec suspension des travaux de dix-huit heures à vingt heures:

Au Salon Rouge:

La Commission des finances et des comptes publics, pour l'étude des crédits du ministère des Finances.

À la Salle 81 «A»:

La Commission des affaires sociales, pour l'étude des crédits du ministère des Affaires sociales.

À la Salle 91 «A»:

La Commission des affaires culturelles, pour l'étude des crédits du ministère des Affaires culturelles.

Le mardi 10 juin 1980, à compter de dix heures jusqu'à treize heures:

Au Salon Rouge:

La Commission des finances et des comptes publics, pour l'étude des crédits du ministère des Finances.

À la Salle 81 «A»:

La Commission des affaires sociales, pour l'étude des crédits du ministère des Affaires sociales.

M. Duhaime, au nom de M. Charron, donne avis que le mardi 10 juin 1980,

Mr Duhaime, on behalf of Mr Charron, gave notice that the following Standing Committees will sit:

This evening, in the Red Room, from eight o'clock p.m. until twelve o'clock midnight, the Committee on Social Affairs, for consideration of the estimates of the Department of Social Affairs.

On Monday, 9 June 1980, from three o'clock p.m. until twelve o'clock midnight, with suspension of work from six o'clock p.m. to eight o'clock p.m.:

In the Red Room:

The Committee on Finance and Public Accounts, for consideration of the estimates of the Department of Finance.

In Room 81 "A":

The Committee on Social Affairs, for consideration of the estimates of the Department of Social Affairs.

In Room 91 "A":

The Committee on Cultural Affairs, for consideration of the estimates of the Department of Cultural Affairs.

On Tuesday, 10 June 1980, from ten o'clock a.m. until one o'clock p.m.:

In the Red Room:

The Committee on Finance and Public Accounts, for consideration of the estimates of the Department of Finance.

In Room 81 "A":

The Committee on Social Affairs, for consideration of the estimates of the Department of Social Affairs.

Mr Duhaime, on behalf of Mr Charron, gave notice that on Tuesday, 10

au Salon Rouge, à compter de vingt heures jusqu'à vingt-quatre heures, la Commission de l'Assemblée nationale siégera pour étudier les règlements découlant de la Loi électorale (1979, c. 56).

M. Duhaime, au nom de M. Charron, propose que les commissions permanentes suivantes siègent immédiatement jusqu'à dix-huit heures:

Au Salon Rouge:

La Commission des affaires municipales, pour l'étude des crédits du ministère des Affaires municipales.

À la Salle 81 «A»:

La Commission des consommateurs, coopératives et institutions financières, pour l'étude des crédits du ministère des Consommateurs, coopératives et institutions financières.

La motion est adoptée.

M. Morin (Sauvé) propose que le projet de loi n° 98, «Loi abrogeant la Loi concernant les techniciens diplômés et modifiant certaines dispositions législatives», soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Duhaime, au nom de M. Charron, le projet de loi n° 98 est déféré à la Commission permanente des corporations professionnelles, pour étude article par article.

June 1980, in the Red Room, from eight o'clock p.m. until twelve o'clock midnight, the Committee on the National Assembly will sit to consider the regulations ensuing from the Election Act (1979, c. 56).

Mr Duhaime, on behalf of Mr Charron, moved that the following Standing Committees do sit immediately until six o'clock p.m.:

In the Red Room:

The Committee on Municipal Affairs, for consideration of the estimates of the Department of Municipal Affairs.

In Room 81 "A":

The Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions, for consideration of the estimates of the Department of Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions.

The motion was adopted.

Mr Morin (Sauvé) moved that Bill 98, "An Act to repeal the Act respecting Certified Technicians and to amend certain legislative provisions", be now read the second time.

And debate arising thereon.

The motion was then adopted.

The Bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Duhaime, on behalf of Mr Charron, Bill 98 was referred to the Standing Committee on Professional Corporations, for section by section consideration.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi n° 92, «Loi sur la Société québécoise d'assainissement des eaux».

M. Léger informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Léger propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Duhaime, au nom de M. Charron, le projet de loi n° 92 est déféré à la Commission permanente de la protection de l'environnement, pour étude article par article.

À treize heures trente-cinq minutes, sur la motion de M. Duhaime, l'Assemblée s'ajourne à mardi quinze heures.

The Order of the Day being read for the second reading of Bill 92, "An Act respecting the Société québécoise d'assainissement des eaux".

Mr Léger informed the Assembly that the Honourable Lieutenant-Governor recommended the said Bill to their consideration.

Mr Léger moved that the said Bill be now read the second time.

And debate arising thereon.

The motion was then adopted.

The Bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Duhaime, on behalf of Mr Charron, Bill 92 was referred to the Standing Committee on the Protection of the Environment, for section by section consideration.

At thirty-five minutes past one o'clock p.m., on motion of Mr Duhaime, the Assembly adjourned until Tuesday at three o'clock p.m.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

CLÉMENT RICHARD,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Quatrième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Fourth Session of the Thirty-First Legislature

Le mardi 10 juin 1980

Quinze heures

Tuesday, 10 June 1980

Three o'clock p.m.

Les documents suivants sont déposés:

The following documents were tabled:

Par M. Lévesque (Taillon):

By Mr Lévesque (Taillon):

Copie d'un télex, en date du 6 juin 1980, adressé à M. Robert Normand, sous-ministre des Affaires intergouvernementales du Québec, par M. Michael J.L. Kirby, secrétaire du Cabinet pour les relations fédérales-provinciales, à Ottawa, proposant une «Déclaration de principes en faveur d'une nouvelle Constitution» pouvant servir de base aux pourparlers des premiers ministres lors de leur réunion à Ottawa le 9 juin 1980, accompagné du texte anglais de ladite déclaration.

Copie of a telex, dated 6 June 1980, sent to Mr Robert Normand, Québec Deputy Minister of Intergovernmental Affairs, by Mr Michael J.L. Kirby, Secretary to the Cabinet for Federal-Provincial Relations (Ottawa), proposing a "Statement of Principles for a New Constitution" as the basis for discussion at the First Ministers' meeting in Ottawa on 9 June 1980, together with the English text of the said statement.

(Document de la session n° 558.)

(Sessional Papers, No. 558.)

Notes pour une intervention de M. René Lévesque, Premier ministre du Québec, à la rencontre des premiers ministres à Ottawa le 9 juin 1980.

Remarks by Mr René Lévesque, Prime Minister of Québec, at the First Ministers' meeting in Ottawa on 9 June 1980.

(Document de la session n° 559.)

(Sessional Papers, No. 559.)

Priorités pour une nouvelle Constitution canadienne, proposées par le gouvernement du Canada, le 9 juin 1980, accompagnées du texte anglais dudit document.

(Document de la session n° 560.)

Calendrier, en date du 9 juin 1980, proposé par le gouvernement du Canada, pour les réunions à venir des premiers ministres et des ministres responsables de la Constitution, accompagné du texte anglais dudit document.

(Document de la session n° 561.)

Par M. Duhaime:

Rapport annuel de la Société de développement industriel du Québec, pour l'année financière terminée le 31 mars 1980.

(Document de la session n° 562.)

Par M. Vaugeois:

Rapport concernant la disparition de certains biens culturels, en date du 28 décembre 1979.

(Document de la session n° 563.)

Conformément à l'article 124 du règlement, M. Charron, au nom de M. Tardif, dépose la réimpression du projet de loi n° 105, «Loi modifiant certaines dispositions législatives concernant la démocratie et la rémunération des élus dans les municipalités».

Au cours de la période de questions orales des députés, M. Bérubé dépose les documents suivants:

Document de travail sur l'entente auxiliaire Canada-Québec sur les infrastructures industrielles reliées au projet de mine de sel des Îles-de-la-Madeleine, en date du 20 novembre 1979.

(Document de la session n° 564.)

Priorities for a New Canadian Constitution, proposed by the Government of Canada on 9 June 1980, together with the French text of the said document.

(Sessional Papers, No. 560.)

Calendar for Future Meetings of First Ministers and Ministers on the Constitution, proposed by the Government of Canada, dated 9 June 1980, together with the French text of the said document.

(Sessional Papers, No. 561.)

By Mr Duhaime:

Annual Report of the Québec Industrial Development Corporation, for the fiscal year ended 31 March 1980.

(Sessional Papers, No. 562.)

By Mr Vaugeois:

Report on the disappearance of certain cultural property, dated 28 December 1979.

(Sessional Papers, No. 563.)

Pursuant to Standing Order 124, Mr Charron, on behalf of Mr Tardif, tabled a reprint of Bill 105, "An Act to amend certain provisions of law respecting democratic procedure and the remuneration of elected officials, in municipalities".

During Oral Question Period, Mr Bérubé tabled the following documents:

Background paper on the Canada-Québec subsidiary agreement on the industrial infrastructures related to the proposed salt mine for the Magdalen Islands, dated 20 November 1979.

(Sessional Papers, No. 564.)

Copie de l'entente auxiliaire Canada-Québec sur les infrastructures industrielles 1974-1983, signée le 24 janvier 1978.

(Document de la session n° 565.)

M. Charron donne avis que les commissions permanentes suivantes siégeront ce soir, à compter de vingt heures jusqu'à vingt-quatre heures:

Au Salon Rouge:

La Commission de l'Assemblée nationale, pour l'étude des règlements découlant de la Loi électorale (1979, c. 56).

À la Salle 81 «A»:

La Commission des affaires sociales, pour l'étude des crédits du ministère des Affaires sociales.

À la Salle 91 «A»:

La Commission du travail et de la main-d'oeuvre, pour l'étude des crédits du ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre.

M. Charron propose que la Commission permanente des affaires sociales siège à la Salle 81 «A», immédiatement jusqu'à dix-huit heures, pour l'étude des crédits du ministère des Affaires sociales.

La motion est adoptée.

Sur la motion de M. Charron, l'Assemblée se transforme en commission plénière.

Le projet de loi n° 87, «Loi modifiant la Loi sur la municipalisation de l'électricité et la Loi de l'électrification rurale», est étudié en commission plénière, article par article, et rapporté; le rapport est adopté.

Copy of the Canada-Québec subsidiary agreement on industrial infrastructures 1974-1983, signed on 24 January 1978.

(Sessional Papers, No. 565.)

Mr Charron gave notice that the following Standing Committees will sit this evening from eight o'clock p.m. until twelve o'clock midnight:

In the Red Room:

The Committee on the National Assembly, for consideration of the regulations ensuing from the Election Act (1979, c. 56).

In Room 81 "A":

The Committee on Social Affairs, for consideration of the estimates of the Department of Social Affairs.

In Room 91 "A":

The Committee on Labour and Manpower, for consideration of the estimates of the Department of Labour and Manpower.

Mr Charron moved that the Standing Committee on Social Affairs do sit immediately in Room 81 "A", for consideration of the estimates of the Department of Social Affairs.

The motion was adopted.

On motion of Mr Charron, the Assembly resolved itself into Committee of the Whole.

Bill 87, "An Act to amend the Electricity Municipalization Act and the Rural Electrification Act", was considered section by section in Committee of the Whole and reported; the report was adopted.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Bérubé, le projet de loi n° 87 est lu la troisième fois.

Sur la motion de M. Bérubé, le projet de loi n° 86, «Loi sur le fonds forestier», est lu la troisième fois.

À dix-sept heures vingt minutes, sur la motion de M. Chevrette, au nom de M. Charron, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Bérubé, Bill 87 was read the third time.

On motion of Mr Bérubé, Bill 86, "An Act respecting the forestry fund", was read the third time.

At twenty minutes past five o'clock p.m., on motion of Mr Chevrette, on behalf of Mr Charron, the Assembly adjourned until tomorrow at ten o'clock a.m.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

CLÉMENT RICHARD,
President.

**PROCÈS-VERBAUX
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC**

Quatrième session de la trente et unième Législature

**VOTES AND PROCEEDINGS
OF THE NATIONAL ASSEMBLY
OF QUÉBEC**

Fourth Session of the Thirty-First Legislature

Le mercredi 11 juin 1980

Dix heures

Wednesday, 11 June 1980

Ten o'clock a.m.

Les documents suivants sont déposés:

The following documents were tabled:

Par M. Charron:

Rapport annuel de la Régie des installations olympiques, pour l'année 1979.

(Document de la session n° 566.)

By Mr Charron:

Annual Report of the Régie des installations olympiques, for 1979.

(Sessional Papers, No. 566.)

Par M. le Président:

Conformément à l'article 30 de la Loi sur la fonction publique, l'avis de la Commission de la fonction publique au Conseil du trésor sur le «Règlement accordant une rémunération additionnelle à certains fonctionnaires en application de la mesure transitoire prévue à l'article 132 de la Loi sur la fonction publique».

(Document de la session n° 567.)

By Mr President:

Pursuant to section 30 of the Civil Service Act, the opinion submitted to the Treasury Board by the Commission de la fonction publique on the "Regulation granting additional remuneration to certain civil servants in application of the transitional measure provided for in section 132 of the Civil Service Act".

(Sessional Papers, No. 567.)

Au moment de la présentation des projets de loi au nom du gouvernement, M. Bédard propose le dépôt de

At the moment which called for the introduction of Government Bills, Mr Bédard moved the tabling of a reprint

la réimpression du projet de loi n° 83, «Loi pour favoriser la perception des pensions alimentaires», inscrit en deuxième lecture au Feuilleton.

M. Forget soulève une question de règlement et objecte que le projet de loi réimprimé contient des changements substantiels en regard du projet initial et doit suivre les étapes prévues par le règlement et porter un numéro différent.

M. le Président reconnaît que l'objection soulevée est importante et prend la question en délibéré afin d'examiner le contenu du projet de loi réimprimé.

M. Charron donne avis que les commissions permanentes suivantes siègeront aujourd'hui:

Immédiatement après la suspension des travaux de l'Assemblée, jusqu'à treize heures:

Au Salon Rouge:

La Commission des affaires intergouvernementales, pour l'étude des crédits du ministère des Affaires intergouvernementales.

À la Salle 81 «A»:

La Commission du travail et de la main-d'oeuvre, pour l'étude des crédits du ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre.

Ce soir, à compter de vingt heures jusqu'à vingt-quatre heures:

Au Salon Rouge:

La Commission des affaires intergouvernementales, pour l'étude des crédits du ministère des Affaires intergouvernementales.

of Bill 83, "An Act to promote the payment of support", standing for second reading on the Agenda Paper.

Mr Forget raised a question of Order and argued that since the reprint of the Bill contained substantive changes with respect to the original Bill, it was required to pass through the various stages prescribed in the Standing Orders and to have a different number.

Mr President agreed that the objection raised was important and took the question under advisement in order to consider the content of the reprint of the Bill.

Mr Charron gave notice that the following Standing Committees will sit today:

Immediately after the suspension of proceedings of the Assembly, until one o'clock p.m.:

In the Red Room:

The Committee on Intergovernmental Affairs, for consideration of the estimates of the Department of Intergovernmental Affairs.

In Room 81 "A":

The Committee on Labour and Manpower, for consideration of the estimates of the Department of Labour and Manpower.

This evening, from eight o'clock p.m. until twelve o'clock midnight:

In the Red Room:

The Committee on Intergovernmental Affairs, for consideration of the estimates of the Department of Intergovernmental Affairs.

À la Salle 81 «A»:

La Commission du travail et de la main-d'oeuvre, pour l'étude des crédits du ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre.

À la Salle 91 «A»:

La Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, pour l'étude des crédits du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.

M. Charron propose que les Commissions permanentes suivantes siègent cet après-midi, à compter de quinze heures jusqu'à dix-huit heures:

Au Salon Rouge:

La Commission des affaires intergouvernementales, pour l'étude des crédits du ministère des Affaires intergouvernementales.

À la Salle 81 «A»:

La Commission du travail et de la main-d'oeuvre, pour l'étude des crédits du ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre.

La motion est adoptée.

À onze heures quinze minutes, sur la motion de M. Charron, l'Assemblée suspend ses travaux jusqu'à quinze heures.

Quinze heures

À la reprise des travaux, après l'examen des arguments du député de Saint-Laurent et une lecture attentive du projet de loi n° 83 réimprimé, M. le Président rend la décision suivante:

Le règlement de l'Assemblée nationale parle à deux endroits de la réim-

In Room 81 "A":

The Committee on Labour and Manpower, for consideration of the estimates of the Department of Labour and Manpower.

In Room 91 "A":

The Committee on Agriculture, Fisheries and Food, for consideration of the estimates of the Department of Agriculture, Fisheries and Food.

Mr Charron moved that the following Standing Committees do sit this afternoon, from three o'clock p.m. until six o'clock p.m.:

In the Red Room:

The Committee on Intergovernmental Affairs, for consideration of the estimates of the Department of Intergovernmental Affairs.

In Room 81 "A":

The Committee on Labour and Manpower, for consideration of the estimates of the Department of Labour and Manpower.

The motion was adopted.

At fifteen minutes past eleven o'clock p.m., on motion of Mr Charron, the Assembly suspended proceedings until three o'clock p.m.

Three o'clock p.m.

Upon resumption of proceedings, having carefully considered the argumentation by the Member for Saint-Laurent and having perused the reprint of Bill 83, Mr President ruled as follows:

The question of bills ordered reprinted is dealt with in two of the Standing

pression d'un projet de loi. L'article 119 couvre le cas où, après la première lecture mais avant la deuxième lecture, un projet de loi aurait été étudié en commission et le rapport en recommanderait la réimpression. Comme le projet de loi n° 83 n'a pas été étudié en commission après la première lecture et qu'aucun rapport de commission n'en recommande la réimpression, cet article ne s'applique pas. L'article 124 permet de proposer la réimpression d'un projet de loi avant la troisième lecture lorsque celui-ci a subi des changements considérables. Le projet de loi n° 83 n'ayant franchi que l'étape de la première lecture, il n'a pu subir encore aucun changement. Donc l'article 124 ne s'applique pas non plus. Aux termes de ces deux articles, la réimpression ne devrait apporter aucun élément nouveau; elle n'aurait pour but que de faciliter la lecture du texte du projet de loi en vue des étapes subséquentes. La réimpression ne devrait donc pas servir à éviter une étape dans l'étude d'un projet de loi. Si, par le biais d'un projet de loi réimprimé, on permettait que soient présentés des éléments nouveaux, il serait possible d'imaginer que le vote donné sur le projet initial aurait pu être différent. Comme on ne peut pas faire indirectement ce que l'on ne peut faire directement, il n'est pas permis de présenter un projet de loi réimprimé qui, à cause des éléments nouveaux qu'il contient, aurait pour effet de faire passer outre à une étape essentielle de l'étude d'un projet de loi.

Pour ces raisons, M. le Président fait droit à la requête du député de Saint-Laurent et déclare que le ministre de la Justice ne peut, à ce moment-ci, déposer une réimpression du projet de loi n° 83.

Sur la motion de M. Charron, au nom de M. Parizeau, l'Assemblée se trans-

Orders of the National Assembly. Standing Order 119 covers the case of a bill which, after first reading but before second reading, has been studied in committee and reported to be recommended for a reprint. However, this Standing Order does not apply here, since Bill 83 did not receive committee consideration after first reading, and that there is no committee report recommending the Bill reprinted. Under Standing Order 124, the reprinting of a bill may be proposed before third reading, if considerable amendments have been made to the bill. Having passed through the first reading stage only, Bill 83 has yet to receive any amendment. Standing Order 124 is thus also inapplicable in this case. Under these two Standing Orders, the reprint of a bill should not introduce any new element whatsoever, but should rather serve to facilitate the reading of the bill at subsequent stages. The reprint must not be used to avoid any of the consideration stages of a bill. If it were possible to introduce new elements to a bill by way of a reprint, it could easily be assumed that the vote on the original bill would probably have been different. As we may not effect indirectly what cannot be effected directly, a reprint of a bill containing new elements may not be introduced, since it would allow an essential stage in the consideration of a bill to be disregarded.

For these reasons, Mr President ruled in favour of the request by the Member for Saint-Laurent and declared that the Minister of Justice could not, at such time, table a reprint of Bill 83.

On motion of Mr Charron, on behalf of Mr Parizeau, the Assembly resolved

forme en commission plénière pour l'étude des crédits de l'Assemblée nationale.

Madame la Présidente de la commission plénière fait le rapport suivant:

M. le Président,

J'ai l'honneur de faire rapport que la commission plénière a adopté tous les programmes des crédits de l'Assemblée nationale, pour l'année financière se terminant le 31 mars 1981.

Le rapport est adopté.

À seize heures dix-neuf minutes, sur la motion de M. Charron, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

itself into Committee of the Whole to consider the estimates of the National Assembly.

Madam Chairman of the Committee of the Whole made the following report:

Mr President,

I have the honour to report that the Committee of the Whole has adopted all the programmes of the estimates of the National Assembly, for the fiscal year ending 31 March 1981.

The report was adopted.

At nineteen minutes past four o'clock p.m., on motion of Mr Charron, the Assembly adjourned until tomorrow at ten o'clock a.m.

CLÉMENT RICHARD,
President.

N° 112

ISSN 0703-5004

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Quatrième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Fourth Session of the Thirty-First Legislature

Le jeudi 12 juin 1980

Dix heures

Thursday, 12 June 1980

Ten o'clock a.m.

Les documents suivants sont déposés:

The following documents were tabled:

Par M. Bédard:

Rapport annuel de la Sûreté du Québec, pour l'année 1979.

(Document de la session n° 568.)

By Mr Bédard:

Annual Report of the Québec Police Force, for 1979.

(Sessional Papers, No. 568.)

Par M. Bérubé:

Copie du décret n° 1355-80, en date du 11 mai 1980, concernant l'acquisition d'actions par la Société nationale de l'amiante.

(Document de la session n° 569.)

By Mr Bérubé:

Copy of Order in Council 1355-80 of 11 May 1980, concerning the acquisition of shares by the Société nationale de l'amiante.

(Sessional Papers, No. 569.)

Copie de la convention signée le 19 mai 1980 par Turner & Newall Limited et Turner & Newall International Limited, et la Société nationale de l'amiante.

(Document de la session n° 570.)

Copy of the agreement signed on 19 May 1980 by Turner & Newall Limited and Turner & Newall International Limited, and the Société nationale de l'amiante.

(Sessional Papers, No. 570.)

Rapport de Currie, Coopers & Lybrand pour Turner & Newall Limited

Report prepared by Currie, Coopers & Lybrand for Turner & Newall Lim-

et la Société nationale de l'amiante, en date du 6 mars 1980.

(Document de la session n° 571.)

Par M. Duhaime:

Répertoire des produits fabriqués au Québec, 1980.

(Document de la session n° 572.)

M. Dussault, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente de l'Assemblée nationale qui a siégé le 10 juin 1980 aux fins d'étudier les règlements découlant de la Loi électorale (1979, c. 56), lesquels ont été adoptés avec des amendements.

(Document de la session n° 573.)

M. Charron dépose les rapports du greffier en loi de l'Assemblée nationale sur les projets de loi privés suivants:

Projet de loi n° 261.—Loi modifiant la charte du Crédit Foncier Franco-Canadien;

Projet de loi n° 263.—Loi concernant la municipalité de Notre-Dame-de-la-Merci.

(Document de la session n° 574.)

Sur la motion de M. Charron, les règles de pratique concernant les projets de loi privés sont suspendues dans le cas des projets de loi privés n° 261 et 263.

Du consentement unanime de l'Assemblée, les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, présentés par M. Bédard, lus la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture:

Projet de loi n° 111.—Loi modifiant diverses dispositions électorales;

Projet de loi n° 183.—Loi pour favoriser la perception des pensions alimentaires.

ited and the Société nationale de l'amiante, dated 6 March 1980.

(Sessional Papers, No. 571.)

By Mr Duhaime:

Directory of Québec manufacturers and their products, 1980.

(Sessional Papers, No. 572.)

Mr Dussault, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on the National Assembly which sat on 10 June 1980 to consider the regulations ensuing from the Election Act (1979, c. 56), which regulations were adopted with amendments.

(Sessional Papers, No. 573.)

Mr Charron tabled the reports of the Law Clerk of the National Assembly on the following Private Bills:

Bill 261.—An Act to amend the charter of Crédit Foncier Franco-Canadien;

Bill 263.—An Act respecting the municipality of Notre-Dame-de-la-Merci.

(Sessional Papers, No. 574.)

On motion of Mr Charron, the Rules of Procedure relating to Private Bills were suspended for Private Bills 261 and 263.

With the unanimous consent of the Assembly, the following Bills were severally introduced by Mr Bédard, read the first time and ordered for second reading at the next sitting:

Bill 111.—An Act to amend various provisions respecting elections;

Bill 183.—An Act to promote the payment of support.

Le projet de loi privé n° 261, «Loi modifiant la charte du Crédit Foncier Franco-Canadien», est présenté par M. Michaud et lu la première fois.

Sur la motion de M. Charron, le projet de loi est déferé à la Commission permanente des consommateurs, coopératives et institutions financières, pour audition publique et étude article par article.

Le projet de loi privé n° 263, «Loi concernant la municipalité de Notre-Dame-de-la-Merci», est présenté par M. Chevette et lu la première fois.

Sur la motion de M. Charron, le projet de loi est déferé à la Commission permanente des affaires municipales, pour audition publique et étude article par article.

M. Charron donne avis que les commissions permanentes suivantes siégeront:

Ce soir, à compter de vingt heures jusqu'à vingt-quatre heures:

Au Salon Rouge:

La Commission de la justice, pour l'étude des crédits du ministère de la Justice.

À la Salle 81 «A»:

La Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, pour les crédits du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.

À la Salle 91 «A»:

La Commission des travaux publics et de l'approvisionnement, pour l'étude des crédits du ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement.

Private Bill 261, "An Act to amend the Charter of Crédit Foncier Franco-Canadien", was introduced by Mr Michaud and read the first time.

On motion of Mr Charron, the Bill was referred to the Standing Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions, for public hearing and section by section consideration.

Private Bill 263, "An Act respecting the municipality of Notre-Dame-de-la-Merci", was introduced by Mr Chevette and read the first time.

On motion of Mr Charron, the Bill was referred to the Standing Committee on Municipal Affairs, for public hearing and section by section consideration.

Mr Charron gave notice that the following Standing Committees will sit:

This evening, from eight o'clock p.m. until twelve o'clock midnight:

In the Red Room:

The Committee on Justice, for consideration of the estimates of the Department of Justice.

In Room 81 "A":

The Committee on Agriculture, Fisheries and Food, for consideration of the estimates of the Department of Agriculture, Fisheries and Food.

In Room 91 "A":

The Committee on Public Works and Supply, for consideration of the estimates of the Department of Public Works and Supply.

Le vendredi 13 juin 1980:

À compter de dix heures jusqu'à treize heures:

Au Salon Rouge:

La Commission de la présidence du conseil et de la constitution, pour l'étude des crédits alloués à la Condition féminine.

À la Salle 81 «A»:

La Commission de la protection de l'environnement, pour entendre les personnes concernées par le projet de loi n° 92, «Loi sur la Société québécoise d'assainissement des eaux», et ensuite pour l'étude de ce projet de loi, article par article.

À la Salle 91 «A»:

La Commission de la justice, pour l'étude des crédits du ministère de la Justice.

À compter de quinze heures jusqu'à dix-huit heures:

Au Salon Rouge:

La Commission de la présidence du conseil et de la constitution, pour l'étude des crédits alloués au Développement culturel.

À la Salle 81 «A»:

La Commission de la protection de l'environnement, pour l'étude, article par article, du projet de loi n° 92.

À la Salle 91 «A»:

La Commission de la justice, pour l'étude des crédits du ministère de la Justice.

M. Charron propose que la Commission permanente de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation siège à la Salle 81 «A», immédiatement jusqu'à

On Friday, 13 June 1980:

From ten o'clock a.m. until one o'clock p.m.:

In the Red Room:

The Committee on the Presidency of the Council and the Constitution, for consideration of the estimates allocated to the Status of Women.

In Room 81 "A":

The Committee on the Protection of the Environment, to hear those persons interested in Bill 92 "An Act respecting the Société québécoise d'assainissement des eaux", followed by a section by section consideration of the Bill.

In Room 91 "A":

The Committee on Justice, for consideration of the estimates of the Department of Justice.

From three o'clock p.m. until six o'clock p.m.:

In the Red Room:

The Committee on the Presidency of the Council and the Constitution, for consideration of the estimates allocated to Cultural Development.

In Room 81 "A":

The Committee on the Protection of the Environment, for section by section consideration of Bill 92.

In Room 91 "A":

The Committee on Justice, for consideration of the estimates of the Department of Justice.

Mr Charron moved that the Standing Committee on Agriculture, Fisheries and Food do sit in Room 81 "A", immediately until six o'clock p.m., with

dix-huit heures, avec suspension des travaux de treize heures à quinze heures, pour l'étude des crédits du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, et que la Commission permanente de la justice siège au Salon Rouge, à compter de quinze heures jusqu'à dix-huit heures, pour l'étude des crédits du ministère de la Justice.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Baril, Beauséjour, Bédard Bertrand, Bisaillon, Blank, Bordeleau, Boucher, Brassard, Brochu, Caron, Chaput-Rolland, Charbonneau, Charron, Chevrette, Ciaccia, Clair, Cordeau, Couture, Cuerrier, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Dubois, Duhaime, Dussault, Fallu, Fontaine, Forget, Gagnon, Garon, Giasson, Godin, Goulet, Gratton, Grégoire, Guay, Johnson, Jolivet, Joron, Laberge, Lalande, Lalonde, Lamontagne, Laurin, Lavigne, Lavoie, Lazure, LeBlanc-Bantey, Léger, Le Moignan, Léonard, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Mailloux, Marchand, Marcoux, Marquis, Martel, Marx, Mathieu, Mercier, Michaud, Morin (Sauvé), O'Gallagher, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Pagé, Paquette, Payette, Perron, Picotte, Proulx, Rancourt, Rivest, Ryan, Samson, Scowen, Springate, St-Germain, Tardif, Tremblay, Vaillancourt (Jonquière), Vaillancourt (Orford), Verreault.—86.

CONTRE—NAYS:—0.

Conformément à l'article 24 du règlement, M. Forget propose:

Que cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement pour son attitude désinvolte et répréhensible envers le pouvoir judiciaire.

Avant l'ouverture du débat, M. le Président, à la suite d'une conférence avec les leaders parlementaires des partis reconnus, partage le temps comme suit: trente-sept minutes au gouvernement; trente-trois minutes à l'Opposition officielle; seize minutes à l'Union Nationale; cinq minutes au député de Rouyn-Noranda.

suspension of work from one o'clock until three o'clock in the afternoon, for consideration of the estimates of the Department of Agriculture, Fisheries and Food, and that the Standing Committee on Justice do sit in the Red Room, from three o'clock p.m. until six o'clock p.m., for consideration of the estimates of the Department of Justice.

The motion was adopted on the following vote:

Pursuant to Standing Order 24, Mr Forget moved:
That this Assembly do severely blame the Government for its contemptuous and reprehensible attitude towards judicial power.

Before the debate was opened, Mr President, having conferred with the House Leaders of the recognized Parties, allocated debate time as follows: thirty-seven minutes to the Government; thirty-three minutes to the Official Opposition; sixteen minutes to the Union Nationale; five minutes to the Member for Rouyn-Noranda.

Le consentement de l'Assemblée est accordé afin que le débat puisse dépasser treize heures.

Et un débat s'élève sur la motion de M. Forget.

La motion est alors rejetée, les voix se divisant comme suit:

By leave of the Assembly, it was agreed to allow the debate to continue beyond one o'clock p.m.

And debate arising on the motion by Mr Forget.

The motion was then rejected on the following division:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Blank, Brochu, Caron, Chaput-Rolland, Ciaccia, Cordeau, Dubois, Fontaine, Forget, Giasson, Goulet, Gratton, Lalande, Lalonde, Lamontagne, Lavoie, Levesque (Bonaventure), Mailloux, Marchand, Marx, Mathieu, O'Gallagher, Pagé, Picotte, Rivest, Ryan, Samson, Scowen, Springate, St-Germain, Vaillancourt (Orford).—31.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Baril, Beauséjour, Bédard, Bertrand, Bérubé, Bisailon, Bordeleau, Boucher, Brassard, Charbonneau, Charon, Chevrette, Clair, Couture, Cuerrier, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Duhaime, Dussault, Fallu, Gagnon, Garon, Godin, Grégoire, Johnson, Jolivet, Joron, Laberge, Landry, Laurin, Lavigne, LeBlanc-Bantey, Léger, Léonard, Lessard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marcoux, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, Morin (Sauvé), O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Paquette, Payette, Perron, Proulx, Rancourt, Tardif, Vaillancourt (Jonquière), Vaugois.—55.

À treize heures vingt minutes, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

At twenty minutes past one o'clock p.m., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until three o'clock p.m.

Quinze heures

Three o'clock p.m.

M. Tardif propose que le projet de loi n° 105, «Loi modifiant certaines dispositions législatives concernant la démocratie et la rémunération des élus dans les municipalités» (*Réimpression*), soit maintenant lu la deuxième fois.

Mr Tardif moved that Bill 105, "An Act to amend certain provisions of law respecting democratic procedure and the remuneration of elected officials, in municipalities" (*Reprint*), be now read the second time.

Et un débat s'élève.

And debate arising thereon.

La motion est alors adoptée.

The motion was then adopted.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

The Bill was accordingly read the second time.

Sur la motion de M. Bertrand, au nom de M. Charron, le projet de loi n° 105 est déféré à la Commission permanente des affaires municipales, pour étude article par article.

À dix-huit heures trente-cinq minutes, sur la motion de M. Bertrand, au nom de M. Charron, l'Assemblée s'ajourne à lundi quinze heures.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

On motion of Mr Bertrand, on behalf of Mr Charron, Bill 105 was referred to the Standing Committee on Municipal Affairs, for section by section consideration.

At thirty-five minutes past six o'clock p.m., on motion of Mr Bertrand, on behalf of Mr Charron, the Assembly adjourned until Monday at three o'clock p.m.

CLÉMENT RICHARD,
President.

N° 113

ISSN 0703-5004

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Quatrième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Fourth Session of the Thirty-First Legislature

Le lundi 16 juin 1980

Quinze heures

Monday, 16 June 1980

Three o'clock p.m.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. le Président:

Conformément à l'article 30 de la Loi sur la fonction publique, l'avis de la Commission de la fonction publique au Conseil du trésor sur le «Règlement modifiant le Règlement concernant la rémunération, les avantages sociaux et autres conditions de travail de certains fonctionnaires».

(Document de la session n° 575.)

Par M. Bédard:

Rapport annuel de la Société québécoise d'information juridique, pour l'année 1978/79.

(Document de la session n° 576.)

Rapport annuel de la Commission de police du Québec, pour l'année 1979.

(Document de la session n° 577.)

The following documents were tabled:

By Mr President:

Pursuant to section 30 of the Civil Service Act, the opinion submitted to the Treasury Board by the Commission de la fonction publique on the "Regulation amending the Regulation respecting the remuneration, fringe benefits and other terms of employment of certain civil servants".

(Sessional Papers, No. 575.)

By Mr Bédard:

Annual Report of the Société québécoise d'information juridique, for 1978/79.

(Sessional Papers, No. 576.)

Annual Report of the Québec Police Commission, for 1979.

(Sessional Papers, No. 577.)

Par M. Laurin:

Un projet collectif. Énoncé d'orientations et plan d'action pour la mise en oeuvre d'une politique québécoise de la recherche scientifique.

(Document de la session n° 578.)

Par M. Charron, au nom de M. Léonard:

Rapport annuel de l'Office de planification et de développement du Québec, pour l'année 1978/79.

(Document de la session n° 579.)

Par M. Bérubé:

Rapport annuel de la Société québécoise d'exploration minière (SOQUEM), pour l'année 1979/80.

(Document de la session n° 580.)

Rapport annuel de la Société de développement de la Baie James, pour l'année 1979.

(Document de la session n° 581.)

Par M. Duhaime:

Rapport annuel de la Société générale de financement du Québec, pour l'année 1979.

(Document de la session n° 582.)

Rapport annuel du Centre de recherche industrielle du Québec, pour l'année 1979/80.

(Document de la session n° 583.)

M. Gagnon, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente de la protection de l'environnement qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 92, «Loi sur la Société québécoise d'assainissement des eaux».

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

(Document de la session n° 584.)

By Mr Laurin:

A Collective Project, Statement of policy objectives and plan of action for the implementation of a scientific research policy for Québec.

(Sessional Papers, No. 578.)

By Mr Charron, on behalf of Mr Léonard:

Annual Report of the Québec Planning and Development Bureau, for 1978/79.

(Sessional Papers, No. 579.)

By Mr Bérubé:

Annual Report of the Société québécoise d'exploration minière (SOQUEM), for 1979/80.

(Sessional Papers, No. 580.)

Annual Report of the James Bay Development Corporation, for 1979.

(Sessional Papers, No. 581.)

By Mr Duhaime:

Annual Report of the General Investment Corporation of Québec, for 1979.

(Sessional Papers, No. 582.)

Annual Report of the Centre de recherche industrielle du Québec, for 1979/80.

(Sessional Papers, No. 583.)

Mr Gagnon, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on the Protection of the Environment which considered Bill 92, "An Act respecting the Société québécoise d'assainissement des eaux", following second reading.

The Bill was reported with amendments.

(Sessional Papers, No. 584.)

M. Charron dépose le rapport du greffier en loi de l'Assemblée nationale sur le projet de loi privé n° 268, «Loi concernant la ville de Chicoutimi».

(*Document de la session n° 585.*)

Sur la motion de M. Charron, les règles de pratique concernant les projets de loi privés sont suspendues dans le cas du projet de loi privé n° 268.

Le projet de loi n° 108, «Loi modifiant la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, la Loi sur le régime de retraite des enseignants et la Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires», est présenté par M. Gendron, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

Du consentement unanime de l'Assemblée, les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, présentés, lus la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture:

Par M. Johnson:

Projet de loi n° 109.—Loi modifiant la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction et concernant la représentativité de certaines associations représentatives.

Par M. Tardif:

Projet de loi n° 112.—Loi concernant la Communauté urbaine de Montréal.

Le projet de loi n° 187, «Loi concernant BNP Canada Inc.», est présenté par M. Michaud et lu la première fois.

Sur la motion de M. Charron, le projet de loi est déferé à la Commission permanente des consommateurs, coopératives et institutions financières, pour

Mr Charron tabled the report of the Law Clerk of the National Assembly on Private Bill 268, "An Act respecting the city of Chicoutimi".

(*Sessional Papers, No. 585.*)

On motion of Mr Charron, the Rules of Procedure relating to Private Bills were suspended for Private Bill 268.

Bill 108, "An Act to amend the Act respecting the Government and Public Employees Retirement Plan, the Act respecting the Teachers Pension Plan and the Act respecting the Civil Service Superannuation Plan", was introduced by Mr Gendron, read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

With the unanimous consent of the Assembly, the following Bills were severally introduced, read the first time and ordered for second reading at the next sitting:

By Mr Johnson:

Bill 109.—An Act to amend the Act respecting labour relations in the construction industry, and respecting the representativeness of certain representative associations.

By Mr Tardif:

Bill 112.—An Act respecting the Communauté urbaine de Montréal.

Bill 187, "An Act respecting BNP Canada Inc.", was introduced by Mr Michaud and read the first time.

On motion of Mr Charron, the Bill was referred to the Standing Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions, for public

audition publique et étude article par article.

Le projet de loi privé n° 268, «Loi concernant la ville de Chicoutimi», est présenté par M. Desbiens et lu la première fois.

Sur la motion de M. Charron, le projet de loi est déféré à la Commission permanente des affaires municipales, pour audition publique et étude article par article.

Au cours de la période des questions orales des députés, M. Bédard dépose le document suivant:

Autorisation du Conseil du trésor n° 125970, en date du 28 avril 1980, pour le remboursement de certaines dépenses encourues par la Commission Keable lors d'auditions à huis clos d'un témoin et de rencontres informelles avec celui-ci.

(Document de la session n° 586.)

M. Charron propose que les commissions permanentes suivantes siègent aujourd'hui:

Au Salon Rouge:

La Commission de la présidence du conseil et de la constitution, immédiatement jusqu'à dix-huit heures trente minutes, pour l'étude des crédits alloués au Développement économique; de dix-huit heures trente minutes jusqu'à dix-neuf heures trente minutes, pour l'étude des crédits alloués au Développement social et de vingt heures trente minutes jusqu'à vingt-quatre heures, pour l'étude des crédits alloués au Cabinet du Premier ministre.

À la Salle 81 «A»:

La Commission de la présidence du conseil et de la constitution, immédiatement jusqu'à dix-sept heures

hearing and section by section consideration.

Private Bill 268, "An Act respecting the city of Chicoutimi", was introduced by Mr Desbiens and read the first time.

On motion of Mr Charron, the Bill was referred to the Standing Committee on Municipal Affairs, for public hearing and section by section consideration.

During Oral Question Period, Mr Bédard tabled the following:

Authorized Treasury Board allocation 125970 of 28 April 1980, for the reimbursement of certain expenses incurred by the Keable Commission in consequence of closed sessions and informal meetings with a witness.

(Sessional Papers, No. 586.)

Mr Charron moved that the following Standing Committees do sit today:

In the Red Room:

The Committee on the Presidency of the Council and the Constitution, immediately until half past six o'clock p.m., for consideration of the estimates allocated to Economic Development; from half past six o'clock p.m. until half-past seven o'clock p.m., for consideration of the estimates allocated to Social Development; and from half-past eight o'clock p.m. until twelve o'clock midnight, for consideration of the estimates allocated to the Office of the Prime Minister.

In Room 81 "A":

The Committee on the Presidency of the Council and the Constitution, immediately until half-past five o'clock

trente minutes, pour l'étude des crédits alloués à la Régie des installations olympiques; de dix-sept heures trente minutes jusqu'à dix-huit heures, pour l'étude des crédits alloués à l'Aménagement et de dix-huit heures jusqu'à dix-huit heures trente minutes, pour l'étude des crédits alloués à la Réforme électorale et, à la même Salle, la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, de vingt heures jusqu'à vingt et une heures trente minutes, pour l'étude des crédits du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et à vingt et une heures trente minutes, la Commission des corporations professionnelles, pour l'étude, article par article, du projet de loi n° 98, «Loi abrogeant la Loi concernant les techniciens diplômés et modifiant certaines dispositions législatives».

La motion est adoptée.

M. Bédard propose que le projet de loi n° 183, «Loi pour favoriser la perception des pensions alimentaires», soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève.

M. Forget propose que la motion en discussion soit amendée en retranchant le mot «maintenant», et en ajoutant à la fin les mots «dans quarante-huit heures».

Du consentement unanime de l'Assemblée, il est—

Ordonné que le député de Nicolet-Yamaska puisse faire immédiatement son intervention sur la motion de deuxième lecture de ce projet de loi.

Et un débat s'élève sur la motion d'amendement de M. Forget.

p.m., for consideration of the estimates allocated to the Régie des installations olympiques; from half-past five o'clock p.m. until six o'clock p.m., for consideration of the estimates allocated to Planning; and from six o'clock p.m. until half-past six o'clock p.m. for consideration of the estimates allocated to Electoral Reform, followed in the same Room, by the Committee on Agriculture, Fisheries and Food, from eight o'clock p.m. until half-past nine o'clock p.m., for consideration of the estimates of the Department of Agriculture, Fisheries and Food, and at half-past nine o'clock p.m., by the Committee on Professional Corporations, for section by section consideration of Bill 98, "An Act to repeal the Act respecting Certified Technicians and to amend certain legislative provisions".

The motion was adopted.

Mr Bédard moved that Bill 183, "An Act to promote the payment of support", be now read the second time.

And debate arising thereon.

Mr Forget moved that the motion under debate be amended by striking out the word "now", and by adding at the end the words "this day forty-eight hours".

With the unanimous consent of the Assembly,—

Ordered, That the Member for Nicolet-Yamaska be granted leave to speak forthwith to the motion for the second reading of the Bill.

And debate arising on the motion of amendment by Mr Forget.

À dix-huit heures, Madame la Présidente quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

Et le débat continue.

La motion d'amendement est alors rejetée après division des voix.

Et le débat continue sur la motion principale de M. Bédard proposant que le projet de loi n° 183, «Loi pour favoriser la perception des pensions alimentaires», soit maintenant lu la deuxième fois.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Duhaime, au nom de M. Charron, le projet de loi n° 183 est déféré à la Commission permanente de la justice, pour étude article par article.

Sur la motion de M. Bédard, le projet de loi n° 96, «Loi modifiant diverses dispositions législatives», est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Duhaime, au nom de M. Charron, le projet de loi n° 96 est déféré à la Commission permanente de la justice, pour étude article par article.

M. Bédard propose que le projet de loi n° 111, «Loi modifiant diverses dispositions électorales», soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

At six o'clock p.m., Madam President left the Chair and the sitting was suspended until eight o'clock p.m.

Eight o'clock p.m.

And debate continuing.

The motion of amendment was then rejected on division.

And debate continuing on the main motion by Mr Bédard proposing that Bill 183, "An Act to promote the payment of support", be now read the second time.

The motion was then adopted.

The Bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Duhaime, on behalf of Mr Charron, Bill 183 was referred to the Standing Committee on Justice, for section by section consideration.

On motion of Mr Bédard, Bill 96, "An Act to amend various legislative provisions", was read the second time.

On motion of Mr Duhaime, on behalf of Mr Charron, Bill 96 was referred to the Standing Committee on Justice for section by section consideration.

Mr Bédard moved that Bill 111, "An Act to amend various provisions respecting elections", be now read the second time.

And debate arising thereon.

The motion was then adopted.

The Bill was accordingly read the second time.

Sur la motion de M. Duhaime, au nom de M. Charron, le projet de loi n° 111 est déféré à la Commission permanente de la présidence du conseil et de la constitution, pour étude article par article.

À vingt-trois heures vingt-cinq minutes, sur la motion de M. Duhaime, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

On motion of Mr Duhaime, on behalf of Mr Charron, Bill 111 was referred to the Standing Committee on the Presidency of the Council and the Constitution, for section by section consideration.

At twenty-five minutes past eleven o'clock p.m., on motion of Mr Duhaime, the Assembly adjourned until tomorrow at ten o'clock a.m.

CLÉMENT RICHARD,
President.

**PROCÈS-VERBAUX
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC**

Quatrième session de la trente et unième Législature

**VOTES AND PROCEEDINGS
OF THE NATIONAL ASSEMBLY
OF QUÉBEC**

Fourth Session of the Thirty-First Legislature

Le mardi 17 juin 1980

Dix heures

Le consentement de l'Assemblée est accordé afin que M. le Président puisse déposer, au cours de la présente séance, le rapport annuel de la Commission de la fonction publique.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. le Président:

Avant-projet de loi intitulé: Loi sur l'Assemblée nationale.

(Document de la session n° 587.)

Par M. Charron, au nom de M. Duhaime:

Rapport annuel du ministère de l'Industrie et du Commerce pour l'année 1978/79.

(Document de la session n° 588.)

M. Fallu, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente des corporations professionnelles qui a étudié, après la deuxième lecture,

Tuesday, 17 June 1980

Ten o'clock a.m.

With the consent of the Assembly, Mr President was granted leave to table the Annual Report of the Commission de la fonction publique, in the course of this day's sitting.

The following documents were tabled:

By Mr President:

Draft Bill entitled "An Act respecting the National Assembly".

(Sessional Papers, No. 587.)

By Mr Charron, on behalf of Mr Duhaime:

Annual Report of the Department of Industry and Trade, for 1978/79.

(Sessional Papers, No. 588.)

Mr Fallu, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Professional Corporations which considered Bill 98, "An Act to

le projet de loi n° 98, «Loi abrogeant la Loi concernant les techniciens diplômés et modifiant certaines dispositions législatives».

Le projet de loi est rapporté avec un amendement.

(Document de la session n° 589.)

Conformément à l'article 130 du règlement, M. Parizeau dépose le rapport groupant les rapports des commissions permanentes qui ont procédé à l'étude des crédits du budget principal de l'année financière 1980/81 pour chacun des ministères du gouvernement du Québec.

(Document de la session n° 590.)

Du consentement unanime, M. Desbiens propose que cette Assemblée félicite les membres de la Jeune Chambre de La Baie, comté de Dubuc, pour avoir remporté au niveau national le trophée pour la catégorie «Vie municipale par excellence» ainsi que le poste CKPB à La Baie pour avoir obtenu le prix «Reconnaissance à la presse», à l'occasion du 45^e congrès de la Fédération des Jeunes Chambres du Canada français inc.

La motion est adoptée.

M. Charron propose que les commissions permanentes suivantes siègent aujourd'hui:

Au Salon Rouge:

Immédiatement jusqu'à vingt-quatre heures, avec suspension des travaux de treize heures à quinze heures et de dix-huit heures à vingt heures, la Commission de la justice, pour audition publique et étude, article par article, des projets de loi suivants:

repeal the Act respecting Certified Technicians and to amend certain legislative provisions", following second reading.

The Bill was reported with an amendment.

(Sessional Papers, No. 589.)

Pursuant to Standing Order 130, Mr Parizeau tabled the report grouping the reports of the Standing Committees which considered the estimates of the main budget for the 1980/81 fiscal year of each of the Departments of the Government of Québec.

(Sessional Papers, No. 590.)

By unanimous consent, Mr Desbiens moved that the Assembly do congratulate the members of La Baie Junior Chamber, in Dubuc County, on winning the national trophy for the best contribution to community life, and station CKPB in La Baie, on meriting the press recognition prize, on the occasion of the 45th convention of the Fédération des Jeunes Chambres du Canada français inc.

The motion was adopted.

Mr Charron moved that the following Standing Committees do sit today:

In the Red Room:

Immediately until twelve o'clock midnight, with suspension of work from one o'clock until three o'clock in the afternoon, and from six o'clock until eight o'clock in the evening, the Committee on Justice, for public hearing and section by section consideration of the following Bills:

Projet de loi n° 194.—Loi concernant des terrains de La Fabrique de la paroisse de Saint-Elzéar;

Projet de loi n° 197.—Loi concernant des terrains de la Fabrique de la paroisse de Saint-Édouard de Lotbinière;

Projet de loi privé n° 242.—Loi concernant un immeuble de Les Soeurs Servantes du Saint-Coeur de Marie.

Ensuite, la même Commission, pour l'étude, article par article, des projets de loi suivants:

Projet de loi n° 96.—Loi modifiant diverses dispositions législatives;

Projet de loi n° 183.—Loi pour favoriser la perception des pensions alimentaires.

Et enfin, après l'étude de ces projets de loi, la Commission de la présidence du conseil et de la constitution, pour l'étude, article par article, du projet de loi n° 111, «Loi modifiant diverses dispositions électorales».

À la Salle 81 «A»:

Immédiatement après que le projet de loi n° 112 aura été déféré en commission après la deuxième lecture et jusqu'à vingt-quatre heures, avec suspension des travaux de treize heures à quinze heures et de dix-huit heures à vingt heures, la Commission des affaires municipales, pour audition publique et étude, article par article, des projets de loi privés suivants:

Projet de loi n° 226.—Loi concernant la ville de Fermont;

Projet de loi n° 263.—Loi concernant la municipalité de Notre-Dame-de-la-Merci;

Bill 194.—An Act respecting parcels of land of the Fabrique de la paroisse de Saint-Elzéar;

Bill 197.—An Act respecting parcels of land of the Fabrique de la paroisse de Saint-Édouard de Lotbinière;

Private Bill 242.—An Act respecting an immovable of Les Soeurs Servantes du Saint-Coeur de Marie.

The same Committee then continuing with a section by section consideration of the following Private Bills:

Bill 96.—An Act to amend various legislative provisions;

Bill 183.—An Act to promote the payment of support.

And concluding with the Committee on the Presidency of the Council and the Constitution, for a section by section consideration of Bill 111, "An Act to amend various provisions respecting elections".

In Room 81 "A":

Immediately upon the second reading and reference of Bill 112, until twelve o'clock midnight, with suspension of work from one o'clock until three o'clock in the afternoon and from six o'clock until eight o'clock in the evening, the Committee on Municipal Affairs, for public hearing and section by section consideration of the following Private Bills:

Bill 226.—An Act respecting the town of Fermont;

Bill 263.—An Act respecting the municipality of Notre-Dame-de-la-Merci;

Projet de loi n° 268.—Loi concernant la ville de Chicoutimi.

Et ensuite, la même Commission, pour l'étude, article par article, des projets de loi suivants:

Projet de loi n° 105.—Loi modifiant certaines dispositions législatives concernant la démocratie et la rémunération des élus dans les municipalités (*Réimpression*);

Projet de loi n° 112.—Loi concernant la Communauté urbaine de Montréal.

À la Salle 91 «A»:

Immédiatement jusqu'à treize heures, la Commission des consommateurs, coopératives et institutions financières, pour audition publique et étude, article par article, des projets de loi suivants:

Projet de loi n° 187.—Loi concernant BNP Canada Inc.;

Projet de loi privé n° 208.—Loi abrogeant la Loi relative au Collège Saint-Paul;

Projet de loi privé n° 231.—Loi concernant la Communauté hellénique de Montréal;

Projet de loi privé n° 261.—Loi modifiant la charte du Crédit Foncier Franco-Canadien.

Ensuite, à la même Salle, à compter de quinze heures jusqu'à vingt-quatre heures, avec suspension des travaux de dix-huit heures à vingt heures, la Commission du revenu, pour l'étude, article par article, des projets de loi suivants:

Bill 268.—An Act respecting the city of Chicoutimi.

The same Committee then continuing with a section by section consideration of the following Bills:

Bill 105.—An Act to amend certain provisions of law respecting democratic procedure and the remuneration of elected officials, in municipalities (*Re-print*);

Bill 112.—An Act respecting the Communauté urbaine de Montréal.

In Room 91 "A":

Immediately, until one o'clock p.m., the Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions, for public hearing and section by section consideration of the following Bills:

Bill 187.—An Act respecting BNP Canada Inc.;

Private Bill 208.—An Act to repeal the Act respecting the Collège Saint-Paul;

Private Bill 231.—An Act respecting the Hellenic Community of Montreal;

Private Bill 261.—An Act to amend the charter of Crédit Foncier Franco-Canadien.

And then following, in the same Room, from three o'clock p.m. until twelve o'clock midnight, with suspension of work from six o'clock until eight o'clock in the evening, the Committee on Revenue, for section by section consideration of the following Bills:

Projet de loi n° 80.—Loi modifiant la Loi sur les droits successoraux et modifiant de nouveau la Loi sur les impôts;

Projet de loi n° 102.—Loi modifiant la Loi sur les impôts et certaines dispositions législatives;

Projet de loi n° 103.—Loi modifiant de nouveau la Loi concernant la taxe sur les carburants et modifiant d'autres dispositions législatives;

Projet de loi n° 104.—Loi modifiant de nouveau la Loi sur les droits successoraux.

La motion est adoptée.

M. Tardif propose que le projet de loi n° 112, «Loi concernant la Communauté urbaine de Montréal», soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Gendron, au nom de M. Charron, le projet de loi n° 112 est déferé à la Commission permanente des affaires municipales, pour étude article par article.

À douze heures quinze minutes, sur la motion de M. Charron, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

Bill 80.—An Act to amend the Succession Duty Act and to again amend the Taxation Act;

Bill 102.—An Act to amend the Taxation Act and certain legislation;

Bill 103.—An Act to again amend the Fuel Tax Act and other legislation;

Bill 104.—An Act to again amend the Succession Duty Act.

The motion was adopted.

Mr Tardif moved that Bill 112, "An Act respecting the Communauté urbaine de Montréal", be now read the second time.

And debate arising thereon.

The motion was then adopted.

The Bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Gendron, on behalf of Mr Charron, Bill 112 was referred to the Standing Committee on Municipal Affairs, for section by section consideration.

At fifteen minutes past twelve o'clock p.m., on motion of Mr Charron, the Assembly adjourned until tomorrow at ten o'clock a.m.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

CLÉMENT RICHARD,
President.

**PROCÈS-VERBAUX
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC**

Quatrième session de la trente et unième Législature

**VOTES AND PROCEEDINGS
OF THE NATIONAL ASSEMBLY
OF QUÉBEC**

Fourth Session of the Thirty-First Legislature

Le mercredi 18 juin 1980

Dix heures

Wednesday, 18 June 1980

Ten o'clock a.m.

Les documents suivants sont déposés:

The following documents were tabled:

Par M. le Président:

Rapport annuel de la Commission de la fonction publique du Québec, pour l'année 1979/80.

(Document de la session n° 591.)

By Mr President:

Annual Report of the Commission de la fonction publique du Québec, for 1979/80.

(Sessional Papers, No. 591.)

Par M. Charron:

Rapports de firmes d'ingénieurs conseil sur l'état du mât du Stade olympique et recommandations relatives à la continuation des travaux et à l'aménagement d'un complexe sportif au Parc olympique.

(Document de la session n° 592.)

By Mr Charron:

Reports by consulting engineering firms on the condition of the Olympic Stadium tower, and recommendations regarding the continuation of work and the development of a sports complex at Olympic Park.

(Sessional Papers, No. 592.)

Par M. Charron, au nom de M. Bédard:

Rapport annuel de la Société québécoise d'information juridique, pour l'année 1979/80.

(Document de la session n° 593.)

By Mr Charron, on behalf of Mr Bédard:

Annual Report of the Société québécoise d'information juridique, for 1979/80.

(Sessional Papers, No. 593.)

Par M. Charron, au nom de M. Laurin:

Rapport annuel du Conseil de la langue française, pour l'année 1978/79.

(Document de la session n° 594.)

Ouvrage intitulé: *Rédaction des lois: rendez-vous du droit et de la culture.*

(Document de la session n° 595.)

Rapport intitulé: *Langage et système des lois: analyse critique du cadre législatif d'une institution administrative québécoise.*

(Document de la session n° 596.)

Par M. Parizeau:

Rapport annuel de la Société des loteries et courses du Québec, pour l'année 1979/80.

(Document de la session n° 597.)

Par M. Morin (Sauvé):

Rapport annuel de l'Office des professions du Québec, pour l'année 1979/80.

(Document de la session n° 598.)

Plan quinquennal des investissements universitaires, pour la période 1979-1984.

(Document de la session n° 599.)

Statistiques de l'Université du Québec, pour l'année 1978/79.

(Document de la session n° 600.)

Par M. Léonard, au nom de M. Landry:

Rapport intitulé: *L'impact des transferts sur la répartition des revenus au Québec, 1967-1975.*

(Document de la session n° 601.)

Par M. Vaugeois:

Rapport annuel du ministère des Communications, pour l'année 1979/80.

(Document de la session n° 602.)

By Mr Charron, on behalf of Mr Laurin:

Annual Report of the Conseil de la langue française, for 1978/79.

(Sessional Papers, No. 594.)

Publication on the drafting of legislation: a meeting of law and culture.

(Sessional Papers, No. 595.)

Report on legal language and the system of legislation: a critical analysis of the legal framework of a Québec administrative body.

(Sessional Papers, No. 596.)

By Mr Parizeau:

Annual Report of the Société des loteries et courses du Québec, for 1979/80.

(Sessional Papers, No. 597.)

By Mr Morin (Sauvé):

Annual report of the Québec Professions Board, for 1979/80.

(Sessional Papers, No. 598.)

Quinquennial university investment plan, 1979-1984.

(Sessional Papers, No. 599.)

Statistical Report of the Université du Québec, for 1978/79.

(Sessional Papers, No. 600.)

By Mr Léonard, on behalf of Mr Landry:

Report on the impact of transfers on income distribution in Québec, 1967-1975.

(Sessional Papers, No. 601.)

By Mr Vaugeois:

Annual Report of the Department of Communications, for 1979/80.

(Sessional Papers, No. 602.)

Rapport annuel de la Société de radio-télévision du Québec, pour l'année 1978/79.

(Document de la session n° 603.)

Par M. Clair:

Rapport annuel de la Régie des loteries et courses du Québec, pour l'année 1979/80.

(Document de la session n° 604.)

Par M. Joron:

Rapport annuel de l'Office de la protection du consommateur, pour l'année 1979/80.

(Document de la session n° 605.)

État des permis accordés aux compagnies étrangères au cours de l'année financière 1979/80.

(Document de la session n° 606.)

Par M. de Belleval:

Rapport annuel de la Commission des transports du Québec, pour l'année 1979/80.

(Document de la session n° 607.)

Par M. Johnson:

Rapport annuel du Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre, pour l'année 1978/79.

(Document de la session n° 608.)

Par M. Duhaime:

Rapport annuel de la Société du parc industriel du centre du Québec, pour l'année 1978/79.

(Document de la session n° 609.)

Par M. Charron, au nom de M. Lazure:

Rapport annuel de la Régie de l'assurance-maladie du Québec, pour l'année 1979/80.

(Document de la session n° 610.)

Annual Report of the Société de radio-télévision du Québec, for 1978/79.

(Sessional Papers, No. 603.)

By Mr Clair:

Annual Report of the Régie des loteries et courses du Québec, for 1979/80.

(Sessional Papers, No. 604.)

By Mr Joron:

Annual Report of the Office de la protection du consommateur, for 1979/80.

(Sessional Papers, No. 605.)

A statement showing the licences issued to extra-provincial companies during the 1979/80 fiscal year.

(Sessional Papers, No. 606.)

By Mr de Belleval:

Annual Report of the Québec Transport Commission, for 1979/80.

(Sessional Papers, No. 607.)

By Mr Johnson:

Annual Report of the Advisory Council on Labour and Manpower, for 1978/79.

(Sessional Papers, No. 608.)

By Mr Duhaime:

Annual Report of the Central Québec Industrial Park Corporation, for 1978/79.

(Sessional Papers, No. 609.)

By Mr Charron, on behalf of Mr Lazure:

Annual Report of the Québec Health Insurance Board, for 1979/80.

(Sessional Papers, No. 610.)

Par M. Lalonde:

Pétition du Comité de citoyens pour la préservation des Rapides de Lachine, pour protester contre le projet de développement hydro-électrique dans les Rapides de Lachine et les environs.

(Document de la session n° 611.)

Par M. Marcoux:

Pétition du Comité des citoyens du quartier Sacré-Coeur et du département de la santé communautaire de Rimouski s'opposant à l'implantation d'un site d'enfouissement sanitaire régional dans la ville de Rimouski.

(Document de la session n° 612.)

Par M. Fontaine:

Pétition d'organismes et de citoyens de la région de Saint-Léonard-d'Aston, comté de Nicolet, demandant au gouvernement du Québec d'implanter un foyer pour personnes âgées à Saint-Léonard-d'Aston.

(Document de la session n° 613.)

M. Beauséjour, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente des affaires municipales qui a étudié, après la première lecture, les projets de loi privés suivants:

Projet de loi n° 263.—Loi concernant la municipalité de Notre-Dame-de-la-Merci;

Projet de loi n° 268.—Loi concernant la ville de Chicoutimi.

Le projet de loi n° 263 est rapporté avec des amendements et le projet de loi n° 268 est rapporté sans amendement.

(Document de la session n° 614.)

Le rapport est adopté.

By Mr Lalonde:

Petition from the citizens' committee for the preservation of the Lachine Rapids, in protest against the planned hydro-electric development project in the Lachine Rapids and surrounding area.

(Sessional Papers, No. 611.)

By Mr Marcoux:

Petition from the Sacré-Coeur district citizens' committee and the Rimouski community health department, in opposition to the setting up of a regional sanitary landfill site within the city limits of Rimouski.

(Sessional Papers, No. 612.)

By Mr Fontaine:

Petition from organizations and private persons in the Saint-Léonard-d'Aston area (Nicolet County), requesting the Government of Québec to open a nursing home for the aged in Saint-Léonard-d'Aston.

(Sessional Papers, No. 613.)

Mr Beauséjour, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Municipal Affairs which considered the following Private Bills, after first reading:

Bill 263.—An Act respecting the municipality of Notre-Dame-de-la-Merci;

Bill 268.—An Act respecting the city of Chicoutimi.

Bill 263 was reported with amendments, and Bill 268 was reported without amendment.

(Sessional Papers, No. 614.)

The report was adopted.

M. Marquis, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente de la justice qui a étudié, après la première lecture, les projets de loi suivants:

Projet de loi n° 194.—Loi concernant des terrains de La Fabrique de la paroisse de Saint-Elzéar;

Projet de loi n° 197.—Loi concernant des terrains de la Fabrique de la paroisse de Saint-Édouard de Lotbinière;

Projet de loi privé n° 242.—Loi concernant un immeuble de Les Soeurs Servantes du Saint-Coeur de Marie.

Les projets de loi sont rapportés avec des amendements.

(Document de la session n° 615.)

Le rapport est adopté.

M. Marquis, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente de la justice qui a étudié, après la deuxième lecture, les projets de loi suivants:

Projet de loi n° 96.—Loi modifiant diverses dispositions législatives;

Projet de loi n° 183.—Loi pour favoriser la perception des pensions alimentaires.

Les projets de loi sont rapportés avec des amendements.

(Document de la session n° 616.)

M. Dussault, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente de la présidence du conseil et de la constitution qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 111, «Loi modifiant diverses dispositions électorales».

Mr Marquis, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Justice which considered the following Bills, after first reading:

Bill 194.—An Act respecting parcels of land of the Fabrique de la paroisse de Saint-Elzéar;

Bill 197.—An Act respecting parcels of land of the Fabrique de la paroisse de Saint-Édouard de Lotbinière;

Private Bill 242.—An Act respecting an immovable of Les Soeurs Servantes du Saint-Coeur de Marie.

The Bills were reported with amendments.

(Sessional Papers, No. 615).

The report was adopted.

Mr Marquis, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Justice which considered the following Bills, after second reading:

Bill 96.—An Act to amend various legislative provisions;

Bill 183.—An Act to promote the payment of support.

The Bills were reported with amendments.

(Sessional Papers, No. 616).

Mr Dussault, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on the Presidency of the Council and the Constitution which considered Bill 111, "An Act to amend various provisions respecting elections", after second reading.

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

(*Document de la session n° 617.*)

M. Michaud, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente des consommateurs, coopératives et institutions financières qui a étudié, après la première lecture, les projets de loi suivants:

Projet de loi n° 187.—Loi concernant BNP Canada Inc.;

Projet de loi privé n° 208.—Loi abrogeant la Loi relative au Collège Saint-Paul;

Projet de loi privé n° 231.—Loi concernant la Communauté hellénique de Montréal;

Projet de loi privé n° 261.—Loi modifiant la charte du Crédit Foncier Franco-Canadien.

Les projets de loi n°s 187, 208 et 261 sont rapportés sans amendement et le projet de loi n° 231 est rapporté avec des amendements.

(*Document de la session n° 618.*)

Le rapport est adopté.

M. Gagnon, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente du revenu qui a étudié, après la deuxième lecture, les projets de loi suivants:

Projet de loi n° 80.—Loi modifiant la Loi sur les droits successoraux et modifiant de nouveau la Loi sur les impôts;

Projet de loi n° 102.—Loi modifiant la Loi sur les impôts et certaines dispositions législatives;

Projet de loi n° 103.—Loi modifiant de nouveau la Loi concernant la taxe sur les carburants et modifiant d'autres dispositions législatives;

The Bill was reported with amendments.

(*Sessional Papers, No. 617.*)

Mr Michaud, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions which considered the following Bills, after first reading:

Bill 187.—An Act respecting BNP Canada Inc.;

Private Bill 208.—An Act to repeal the Act respecting the Collège Saint-Paul;

Private Bill 231.—An Act respecting the Hellenic Community of Montreal;

Private Bill 261.—An Act to amend the charter of Crédit Foncier Franco-Canadien.

Bills 187, 208 and 261 were reported without amendment, and Bill 231 was reported with amendments.

(*Sessional Papers, No. 618.*)

The report was adopted.

Mr Gagnon, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Revenue which considered the following Bills, after second reading:

Bill 80.—An Act to amend the Succession Duty Act and to again amend the Taxation Act;

Bill 102.—An Act to amend the Taxation Act and certain legislation;

Bill 103.—An Act to again amend the Fuel Tax Act and other legislation;

Projet de loi n° 104.—Loi modifiant de nouveau la Loi sur les droits successoraux.

Les projets de loi sont rapportés avec des amendements.

(*Document de la session n° 619.*)

Au cours de la période des questions orales des députés, les documents suivants sont déposés:

Par M. Morin (Louis-Hébert):

Liste des douze sujets qui ont été soumis aux ministres responsables de la constitution lors de la réunion tenue à Ottawa le 17 juin 1980.

(*Document de la session n° 620.*)

Par M. Vaugeois:

Correspondance concernant l'aide financière que le Festival des films du monde a sollicitée du ministère des Communications.

(*Document de la session n° 621.*)

M. Lévesque (Taillon) propose:

Que le mandat de M^e René Hurtubise comme membre et président de la Commission des droits de la personne soit renouvelé pour une durée de trois ans à compter du 27 juin 1980;

que la durée du mandat de madame Francine Fournier, qui a été nommée membre et vice-présidente de la Commission le 20 décembre 1978, soit de cinq ans à compter de la date de sa nomination;

que le mandat de M^e Michael Cain comme membre de la Commission soit renouvelé pour une durée de deux ans à compter d'aujourd'hui;

que l'Assemblée nationale nomme comme membres de la Commission des droits de la personne, en remplacement des autres membres dont le man-

Bill 104.—An Act to again amend the Succession Duty Act.

The Bills were reported with amendments.

(*Sessional Papers, No. 619.*)

During Oral Question Period, the following documents were tabled:

By Mr Morin (Louis-Hébert):

List of the twelve topics submitted to the Ministers on the Constitution at the meeting held in Ottawa on 17 June 1980.

(*Sessional Papers, No. 620.*)

By Mr Vaugeois:

Correspondence concerning the financial assistance sought by the World Film Festival from the Department of Communications.

(*Sessional Papers, No. 621.*)

Mr Lévesque (Taillon) moved:

That the mandate of Mr René Hurtubise, Advocate, as member and President of the Commission des droits de la personne, be renewed for a term of three years, effective from 27 June 1980;

that the mandate of Mrs Francine Fournier, appointed member and Vice-President of the Commission on 20 December 1978, be for a term of five years, effective from the date of appointment;

that the mandate of Mr Michael Cain, Advocate, as member of the Commission, be renewed for a term of two years, effective from this day;

that the National Assembly do appoint to the Commission des droits de la personne, to succeed those members whose mandate has expired or is

dat est expiré ou vient à expiration le 27 juin 1980, les personnes suivantes:

M. Michael Yarosky, vice-président du Fonds national juif au Canada;

M. Luc André, travailleur communautaire;

M. Jean-Louis Roy, directeur de l'Institut d'études canadiennes-françaises de l'Université McGill;

M^e Michèle Rivet, professeur;

M^e Vaughan Dowie, Centre de services sociaux Ville-Marie, Montréal;

M^e Margaret Cuddihy-Martin, professeur;

Mme Armande St-Jean, journaliste; *que* messieurs Yarosky, André et Roy ainsi que M^e Rivet soient nommés pour une durée de trois ans;

que monsieur Dowie et mesdames Cuddihy-Martin et St-Jean soient nommés pour une durée de deux ans à compter du 27 juin 1980.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

due to expire on 27 June 1980, the following persons:

Mr Michael Yarosky, Vice-President of the Jewish National Fund of Canada;

Mr Luc André, Community Worker;

Mr Jean-Louis Roy, Director of the Institute for French-Canadian Studies, McGill University;

Mrs Michèle Rivet, Professor;

Mr Vaughan Dowie, Ville Marie Social Service Centre, Montréal;

Mrs Margaret Cuddihy-Martin, Professor;

Mrs Armande St-Jean, Journalist; *that* Messrs Yarosky, André and Roy and Mrs Rivet, Advocate, be appointed for a term of three years;

that Mr Dowie, Mrs Cuddihy-Martin and Mrs St-Jean be appointed for a term of two years, effective from 27 June 1980.

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Beauséjour, Bertrand, Bérubé, Biron, Blank, Bordeleau, Boucher, Brassard, Brochu, Caron, Chaput-Rolland, Charbonneau, Charron, Chevrette, Ciaccia, Clair, Cordeau, Couture, Cuerrier, de Bellefeuille, de Belval, Desbiens, Dubois, Duhaime, Dussault, Fallu, Fontaine, Gagnon, Garon, Gendron, Giasson, Godin, Goulet, Gratton, Grégoire, Guay, Johnson, Jolivet, Joron, Laberge, Lacoste, Lalande, Lalonde, Lamontagne, Landry, Laplante, Lavigne, Lavoie, Lavoie-Roux, Lazure, Léger, Le Moignan, Léonard, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Mailloux, Marchand, Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Marx, Mathieu, Mercier, Michaud, Morin (Louis-Hébert), Morin (Sauvé), O'Gallagher, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Pagé, Paquette, Parizeau, Payette, Perron, Picotte, Proulx, Rancourt, Rivest, Ryan, Samson, Shaw, St-Germain, Tardif, Vaillancourt (Jonquière), Vaillancourt (Orford), Vaugeois, Verreault.—91.

CONTRE—NAYS:—0.

M. Lévesque (Taillon) propose:

Que le salaire annuel du vérificateur général, M. Gérard Larose, soit fixé à 62 842 \$ au 1^{er} juillet 1979 et à 67 000 \$ au 1^{er} juillet 1980;

Mr Lévesque (Taillon) moved:

That the annual salary of the Auditor General, Mr Gérard Larose, be fixed at \$62 842, as of 1 July 1979, and at \$67 000, effective from 1 July 1980;

que le salaire annuel du protecteur du citoyen, M^e Luce Patenaude, soit fixé à 52 230 \$ au 1^{er} juillet 1979 et à 57 200 \$ au 1^{er} juillet 1980;

que le salaire annuel du directeur général du financement des partis politiques, M^e Pierre-Olivier Boucher, soit fixé à 52 230 \$ au 1^{er} juillet 1979 et à 57 200 \$ au 1^{er} juillet 1980;

que le salaire annuel de M. Michael Sheehan, adjoint au directeur du financement des partis politiques, soit fixé à 48 750 \$ au 1^{er} juillet 1979 et à 53 400 \$ au 1^{er} juillet 1980;

que le salaire annuel de M. Clément Vincent, adjoint au directeur du financement des partis politiques, soit fixé à 48 750 \$ au 1^{er} juillet 1979 et à 53 400 \$ au 1^{er} juillet 1980.

Et un débat s'élève.

La motion est alors adoptée, les voix se divisant comme suit:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Beauséjour, Bertrand, Bérubé, Biron, Blank, Bordeleau, Boucher, Brassard, Caron, Chaput-Rolland, Charron, Chevrette, Ciaccia, Clair, Couture, Cuerrier, de Bellefeuille, de Bel-leval, Desbiens, Dubois, Duhaime, Dussault, Fallu, Forget, Gagnon, Garon, Gendron, Giasson, Godin, Gratton, Grégoire, Guay, Johnson, Jolivet, Joron, La-berge, Lacoste, Lalande, Lamontagne, Landry, Laplante, Lavigne, Lavoie, Lavoie-Roux, Lazure, Léger, Léonard, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Mailloux, Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Marx, Mathieu, Mercier, Michaud, Morin (Louis-Hébert), Mo-rin (Sauvé), O'Gallagher, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Pagé, Paquette, Parizeau, Payette, Perron, Proulx, Rancourt, Rivest, Ryan, Samson, St-Germain, Tardif, Vaillancourt (Jonquière), Vaillancourt (Orford), Vaugeois.—81.

CONTRE—NAYS:—MM./Messrs Brochu, Cordeau, Fontaine, Goulet, Le Moignan, Shaw.—6.

Du consentement unanime, M. Le Moignan propose:

that the annual salary of the Public Protector, Mrs Luce Patenaude, Ad-vocate, be fixed at \$52 230, as of 1 July 1979, and at \$57 200, effective from 1 July 1980;

that the annual salary of the Director General of Financing of Political Parties, Mr Pierre-Olivier Boucher, Advocate, be fixed at \$52 230, as of 1 July 1979, and at \$57 200, effective from 1 July 1980;

that the annual salary of Mr Michael Sheehan, Assistant to the Director General of Financing of Political Parties, be fixed at \$48 750, as of 1 July 1979, and at \$53 400, effective from 1 July 1980;

that the annual salary of Mr Clé-ment Vincent, Assistant to the Director General of Financing of Political Parties, be fixed at \$48 750, as of 1 July 1979, and at \$53 400, effective from 1 July 1980

And debate arising thereon.

The motion was then adopted on the following division:

By unanimous consent, Mr Le Moi-gnan moved:

Que cette Assemblée nationale se joigne à tous ses concitoyens pour souligner la Fête nationale des Québécois, le 24 juin ainsi que la Fête du Canada, le 1^{er} juillet.

La motion est adoptée.

Du consentement unanime et sur la motion de M. Charron, il est—

Ordonné que la séance de l'Assemblée se poursuive durant la période de la suspension de treize heures à quinze heures.

M. Charron propose que la Commission permanente des affaires municipales siège immédiatement au Salon Rouge, pour l'étude, article par article, du projet de loi n° 112, «Loi concernant la Communauté urbaine de Montréal», que le rapport soit fait comme si le projet de loi avait été étudié en commission plénière; que la même commission dépose le rapport écrit sur le projet de loi n° 105 dès qu'il sera prêt et que la Commission permanente de l'Assemblée nationale siège immédiatement à la Salle 81 «A», afin de procéder à la nomination des membres d'une sous-commission pour l'étude de l'avant-projet de loi intitulé: Loi sur l'Assemblée nationale.

La motion est adoptée.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi n° 108, «Loi modifiant la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, la Loi sur le régime de retraite des enseignants et la Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires».

M. Gendron informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

That the National Assembly do join all their fellow citizens in underlining the Québec National Holiday, on the 24th of June, and Canada Day, on the 1st of July.

The motion was adopted.

By unanimous consent and on motion of Mr Charron,—

Ordered, That the Assembly do sit continuously, without suspending proceedings from one o'clock until three o'clock in the afternoon.

Mr Charron moved that the Standing Committee on Municipal Affairs do sit immediately in the Red Room, for section by section consideration of Bill 112, "An Act respecting the Communauté urbaine de Montréal"; that the Bill be reported as if it had been considered in Committee of the Whole; that the same Committee table the written report on Bill 105 forthwith upon its completion; and that the Standing Committee on the National Assembly do sit immediately in Room 81 "A", to proceed with the appointment of members to a Subcommittee for the consideration of the draft Bill entitled "An Act respecting the National Assembly".

The motion was adopted.

The Order of the Day being read for the second reading of Bill 108, "An Act to amend the Act respecting the Government and Public Employees Retirement Plan, the Act respecting the Teachers Pension Plan and the Act respecting the Civil Service Superannuation Plan".

Mr Gendron informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said Bill to their consideration.

M. Gendron propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Charron, le projet de loi n° 108 est renvoyé à la commission plénière pour étude article par article.

Sur la motion de M. Charron, l'Assemblée se transforme en commission plénière.

Le projet de loi n° 108, est étudié en commission plénière, article par article, amendé et rapporté; le rapport est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Gendron, le projet de loi n° 108 est lu la troisième fois.

Conformément à un ordre de l'Assemblée adopté antérieurement, M. Bertrand, au nom de M. Beauséjour, dépose le rapport de la Commission permanente des affaires municipales qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 105, «Loi modifiant certaines dispositions législatives concernant la démocratie et la rémunération des élus dans les municipalités (*Réimpression*)».

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

(*Document de la session n° 622.*)

M. Jolivet fait rapport que la Commission permanente des affaires municipales a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 112, «Loi concernant la Communauté urbaine de Montréal».

Mr Gendron moved that the said Bill be now read the second time.

And debate arising thereon.

The motion was then adopted.

The Bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Charron, Bill 108 was referred for section by section consideration in Committee of the Whole.

On motion of Mr Charron, the Assembly resolved itself into Committee of the Whole.

Bill 108 was considered section by section in Committee of the Whole, amended and reported; the report was adopted.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Gendron, Bill 108 was read the third time.

Pursuant to an Order previously made by the Assembly, Mr Bertrand, on behalf of Mr Beauséjour, tabled the report of the Standing Committee on Municipal Affairs which considered Bill 105, "An Act to amend certain provisions of law respecting democratic procedure and the remuneration of elected officials, in municipalities (*Reprint*)", following second reading.

The Bill was reported with amendments.

(*Sessional Papers, No. 622.*)

Mr Jolivet reported that the Standing Committee on Municipal Affairs had considered Bill 112, "An Act respecting the Communauté urbaine de Montréal", after second reading.

Le projet de loi est rapporté avec des amendements; le rapport est adopté.

Du consentement unanime, M. Michaud fait rapport que la Commission permanente de l'Assemblée nationale, a formé une sous-commission pour l'étude de l'avant-projet de loi intitulé: Loi sur l'Assemblée nationale», qui sera composée des membres suivants:

Président/*President*: M./Mr Richard.

Membres/*Members*: MM./Messrs: Blank, Charron, Chevrette, Dussault, Fontaine, Lalonde, Michaud, Samson.

Substituts/*Substitutes*: MM./Messrs: Brochu, Guay, Ouellette.

M. Johnson propose que le projet de loi n° 109, «Loi modifiant la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction et concernant la représentativité de certaines associations représentatives», soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Charron, le projet de loi n° 109 est déferé à la Commission permanente du travail et de la main-d'oeuvre, pour étude article par article.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission permanente de la protection de l'environnement qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 92, «Loi sur la Société québécoise de l'assainissement des eaux».

The Bill was reported with amendments; the report was adopted.

By unanimous consent, Mr Michaud reported that the Standing Committee on the National Assembly had formed a Sub-committee for the consideration of a draft Bill entitled "An Act respecting the National Assembly", comprising the following members:

Mr Johnson moved that Bill 109, "An Act to amend the Act respecting labour relations in the construction industry, and respecting the representativeness of certain representative associations", be now read the second time.

And debate arising thereon.

The motion was then adopted.

The Bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Charron, Bill 109 was referred to the Standing Committee on Labour and Manpower, for section by section consideration.

The Assembly proceeded to consider the report of the Standing Committee on the Protection of the Environment which studied Bill 92, "An Act respecting the Société québécoise d'assainissement des eaux", following second reading.

Le rapport est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Léger propose que le projet de loi soit lu la troisième fois.

Et un débat s'élève.

La motion est alors adoptée après division des voix.

En conséquence, le projet de loi n° 92 est lu la troisième fois.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission permanente des corporations professionnelles qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 98, «Loi abrogeant la Loi concernant les techniciens diplômés et modifiant certaines dispositions législatives».

Le rapport est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée, sur la motion de M. Charron, au nom de M. Morin (Sauvé), le projet de loi n° 98 est lu la troisième fois.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Charron, au nom de M. Chevrette, le projet de loi privé n° 263, «Loi concernant la municipalité de Notre-Dame-de-la-Merci», est lu la deuxième et la troisième fois.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Charron, au nom de M. Desbiens, le projet de loi privé n° 268, «Loi concernant la ville de Chicoutimi», est lu la deuxième et la troisième fois.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Charron, au nom de M. Gravel, le projet de

The report was adopted.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Léger moved that the Bill be read the third time.

And debate arising thereon.

The motion was then adopted on division.

Bill 92 was accordingly read the third time.

The Assembly proceeded to consider the report of the Standing Committee on Professional Corporations which studied Bill 98, "An Act to repeal the Act respecting Certified Technicians and to amend certain legislation", following second reading.

The report was adopted.

With the unanimous consent of the Assembly, on motion of Mr Charron, on behalf of Mr Morin (Sauvé), Bill 98 was read the third time.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Charron, on behalf of Mr Chevrette, Private Bill 263, "An Act respecting the municipality of Notre-Dame-de-la-Merci", was read the second and the third time.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Charron, on behalf of Mr Desbiens, Private Bill 268, "An Act respecting the city of Chicoutimi", was read the second and the third time.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Charron, on behalf of Mr Gravel, Private

loi privé n° 242, «Loi concernant un immeuble de Les Soeurs Servantes du Saint-Coeur de Marie», est lu la deuxième et la troisième fois.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Charon, il est—

Ordonné que l'article 118A du règlement soit suspendu dans le cas des projets de loi publics nos 187, 194 et 197 émanant des députés, et que leur étude en commission permanente, après la première lecture, soit régulière comme dans le cas des projets de loi privés.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Charon, au nom de M. Ouellette, le projet de loi n° 194, «Loi concernant des terrains de La Fabrique de la paroisse de Saint-Elzéar», est lu la deuxième et la troisième fois.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Charon, au nom de M. Biron, le projet de loi n° 197, «Loi concernant des terrains de la Fabrique de la paroisse de Saint-Édouard de Lotbinière», est lu la deuxième et la troisième fois.

Du consentement unanime, l'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission permanente de la justice qui a étudié, après la deuxième lecture, les projets de loi suivants:

Projet de loi n° 96.—Loi modifiant diverses dispositions législatives;

Projet de loi n° 183.—Loi pour favoriser la perception des pensions alimentaires.

Et un débat s'élève sur la prise en considération de la partie du rapport concernant le projet de loi n° 183.

Bill 242, "An Act respecting an immoveable of Les Soeurs Servantes du Saint-Coeur de Marie", was read the second and the third time.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Charon,—

Ordered, That Standing Order 118A be suspended for Public Bills 187, 194 and 197, standing in the name of Members, and that these Bills be considered in Committee after first reading according to the procedure for Private Bills.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Charon, on behalf of Mr Ouellette, Bill 194, "An Act respecting parcels of land of the Fabrique de la paroisse de Saint-Elzéar", was read the second and the third time.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Charon, on behalf of Mr Biron, Bill 197, "An Act respecting parcels of land of the Fabrique de la paroisse de Saint-Édouard de Lotbinière", was read the second and the third time.

By unanimous consent, the Assembly proceeded to consider the report of the Standing Committee on Justice which studied, after second reading, the following Bills:

Bill 96.—An Act to amend various legislative provisions;

Bill 183.—An Act to promote the payment of support.

And debate arising on the consideration of the section of the report which concerned Bill 183.

Le débat est terminé.

The debate was concluded.

Cette partie du rapport est alors adoptée.

The section of the report in question was then adopted.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Char-ron, au nom de M. Bédard, le projet de loi n° 183 est lu la troisième fois.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Char-ron, on behalf of Mr Bédard, Bill 183 was read the third time.

La partie du rapport concernant le projet de loi n° 96 est adoptée.

The section of the report concerning Bill 96 was adopted.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Char-ron, au nom de M. Bédard, le projet de loi n° 96 est lu la troisième fois.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Char-ron, on behalf of Mr Bédard, Bill 96 was read the third time.

Du consentement unanime, l'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission permanente de la présidence du conseil et de la constitution qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 111, «Loi modifiant diverses dispositions électorales».

By unanimous consent, the Assembly proceeded to consider the report of the Standing Committee on the Presidency of the Council and the Constitution which studied Bill 111, "An Act to amend various provisions respecting elections", following second reading.

Le rapport est adopté.

The report was adopted.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Charron, au nom de M. Bédard, propose que le projet de loi n° 111 soit lu la troisième fois.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Charron, on behalf of Mr Bédard, moved that Bill 111 be read the third time.

Et un débat s'élève.

And debate arising thereon.

La motion est alors adoptée.

The motion was then adopted.

En conséquence, le projet de loi est lu la troisième fois.

The Bill was accordingly read the third time.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Char-ron, au nom de M. Laplante, le projet de loi privé n° 208, «Loi abrogeant la Loi relative au Collège Saint-Paul», est lu la deuxième et la troisième fois.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Charron, on behalf of Mr Laplante, Private Bill 208, "An Act to repeal the Act respecting the Collège Saint-Paul", was read the second and the third time.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Charon, au nom de M. Godin, le projet de loi privé n° 231, «Loi concernant la Communauté hellénique de Montréal», est lu la deuxième et la troisième fois.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Charon, au nom de M. Michaud, les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, lus la deuxième et la troisième fois:

Projet de loi n° 187.—Loi concernant BNP Canada Inc.;

Projet de loi privé n° 261.—Loi modifiant la charte du Crédit Foncier Franco-Canadien.

Du consentement unanime, l'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission permanente du revenu qui a étudié, après la deuxième lecture, les projets de loi suivants:

Projet de loi n° 80.—Loi modifiant la Loi sur les droits successoraux et modifiant de nouveau la Loi sur les impôts;

Projet de loi n° 102.—Loi modifiant la Loi sur les impôts et certaines dispositions législatives;

Projet de loi n° 103.—Loi modifiant de nouveau la Loi concernant la taxe sur les carburants et modifiant d'autres dispositions législatives;

Projet de loi n° 104.—Loi modifiant de nouveau la Loi sur les droits successoraux.

Le rapport est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Clair propose que le projet de loi n° 80, «Loi modifiant la Loi sur les droits successoraux et modifiant de nouveau la Loi sur les impôts», soit lu la troisième fois.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Charon, on behalf of Mr Godin, Private Bill 231, "An Act respecting the Hellenic Community of Montreal", was read the second and the third time.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Charon, on behalf of Mr Michaud, the following Bills were severally read the second and the third time:

Bill 187.—An Act respecting BNP Canada Inc.;

Private Bill 261.—An Act to amend the charter of Crédit Foncier Franco-Canadien.

By unanimous consent, the Assembly proceeded to consider the report of the Standing Committee on Revenue which studied, after second reading, the following Bills:

Bill 80.—An Act to amend the Succession Duty Act and to again amend the Taxation Act;

Bill 102.—An Act to amend the Taxation Act and certain legislation;

Bill 103.—An Act to again amend the Fuel Tax Act and other legislation;

Bill 104.—An Act to again amend the Succession Duty Act.

The report was adopted.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Clair moved that Bill 80, "An Act to amend the Succession Duty Act and to again amend the Taxation Act", be read the third time.

Et un débat s'élève.

La motion est alors adoptée après division des voix.

En conséquence, le projet de loi est lu la troisième fois.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Clair propose que le projet de loi n° 103, «Loi modifiant de nouveau la Loi concernant la taxe sur les carburants et modifiant d'autres dispositions législatives», soit lu la troisième fois.

Et un débat s'élève.

La motion est alors adoptée après division des voix.

En conséquence, le projet de loi est lu la troisième fois.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Clair, les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, lus la troisième fois, après division des voix:

Projet de loi n° 102.—Loi modifiant la Loi sur les impôts et certaines dispositions législatives;

Projet de loi n° 104.—Loi modifiant de nouveau la Loi sur les droits successoraux.

Du consentement unanime de l'Assemblée, l'ordre du jour appelle la prise en considération du rapport de la Commission permanente des affaires municipales qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 105, «Loi modifiant certaines dispositions législatives concernant la démocratie et la rémunération des élus dans les municipalités (*Réimpression*)».

And debate arising thereon.

The motion was then adopted on division.

The Bill was accordingly read the third time.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Clair moved that Bill 103, "An Act to again amend the Fuel Tax Act and other legislation", be read the third time.

And debate arising thereon.

The motion was then adopted on division.

The Bill was accordingly read the third time.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Clair, the following Bills were severally read the third time, on division:

Bill 102.—An Act to amend the Taxation Act and certain legislation;

Bill 104.—An Act to again amend the Succession Duty Act.

With the unanimous consent of the Assembly, the Order of the Day was read for the consideration of the report of the Standing Committee on Municipal Affairs which studied Bill 105, "An Act to amend certain provisions of law respecting democratic procedure and the remuneration of elected officials, in municipalities (*Reprint*)", following second reading.

M. Tardif propose que les amendements qu'il a proposés au rapport et au projet de loi soient adoptés.

Et un débat s'élève sur la prise en considération dudit rapport et sur les amendements proposés.

Le débat est terminé.

Les amendements sont alors adoptés.

Le rapport est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Tardif propose que le projet de loi n° 105 soit lu la troisième fois.

Et un débat s'élève.

La motion est alors adoptée après division des voix.

En conséquence, le projet de loi n° 105 est lu la troisième fois.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Tardif propose que le projet de loi n° 112, «Loi concernant la Communauté urbaine de Montréal», soit lu la troisième fois.

Et un débat s'élève.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi n° 112 est lu la troisième fois.

À dix-sept heures cinquante-cinq minutes, du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Charron, la séance est suspendue jusqu'à dix-neuf heures trente minutes.

Mr Tardif moved that the amendments which he proposed to the report and to the Bill be adopted.

And debate arising on the consideration of the said report and on the proposed amendments.

The debate was concluded.

The amendments were then adopted.

The report was adopted.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Tardif moved that Bill 105 be read the third time.

And debate arising thereon.

The motion was then adopted on division.

Bill 105 was accordingly read the third time.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Tardif moved that Bill 112, "An Act respecting the Communauté urbaine de Montréal", be read the third time.

And debate arising thereon.

The motion was then adopted.

Bill 112 was accordingly read the third time.

At fifty-five minutes past five o'clock p.m., with the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Charron, the sitting was suspended until half-past seven o'clock p.m.

Dix neuf heures trente minutes

L'ordre du jour appelle la prise en considération du rapport groupant les rapports des commissions permanentes qui ont procédé à l'étude des crédits du budget principal de l'année financière 1980/81 pour chacun des ministères du gouvernement du Québec.

Et un débat s'élève sur la prise en considération du rapport.

Au cours du débat, M. Landry dépose un document intitulé: Mandats sectoriels se rapportant à divers ministères.

(Document de la session n° 623.)

Le débat est terminé.

Le rapport est alors mis aux voix et adopté.

Conformément à l'article 131 du règlement, le projet de loi n° 106, «Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1981, et pour d'autres fins du service public», est présenté par M. Parizeau et lu la première, la deuxième et la troisième fois.

Aujourd'hui, le mercredi 18 juin 1980, à vingt-trois heures cinquante minutes, à la Salle 103 «A», en présence du Président de l'Assemblée nationale, du Premier ministre, du chef de l'Opposition officielle, de M. Brochu, le représentant du chef de l'Union Nationale, de M. Charron, de M. Duhaime, de M. Levesque (Bonaventure), de M. Parizeau et du secrétaire général de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable lieutenant-gouver-

Half-past seven o'clock p.m.

The Order of the Day being read for the consideration of the report grouping the reports of the Standing Committees which studied the estimates of the main budget for the 1980/81 fiscal year of each of the Departments of the Government of Québec.

And debate arising on the consideration of the report.

During debate, with the unanimous consent of the Assembly, Mr Landry tabled a document dealing with the sectorial powers of various Departments.

(Sessional Papers, No. 623.)

The debate was concluded.

The report was then put to the vote and adopted.

Pursuant to Standing Order 131, Bill 106, "An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the fiscal year ending 31 March 1981, and for other purposes connected with the public service", was introduced by Mr Parizeau and read the first, the second and the third time.

Today, Wednesday, 18 June 1980, at fifty minutes past eleven o'clock p.m., in Room 103 "A", in the presence of the President of the National Assembly, of the Prime Minister, of the Leader of the Official Opposition, of Mr Brochu, the Delegate of the Leader of the Union Nationale, of Mr Charron, of Mr Duhaime, of Mr Levesque (Bonaventure), of Mr Parizeau and of the Secretary General of the National Assembly, the Honourable the Lieutenant-Governor

neur de la province de Québec de sanctionner les projets de loi suivants:

of the Province of Québec was pleased to sanction the following Bills:

- | | |
|--|---|
| 80 Loi modifiant la Loi sur les droits successoraux et modifiant de nouveau la Loi sur les impôts; | 80 An Act to amend the Succession Duty Act and to again amend the Taxation Act; |
| 86 Loi sur le fonds forestier; | 86 An Act respecting the forestry fund; |
| 87 Loi modifiant la Loi sur la municipalisation de l'électricité et la Loi de l'électrification rurale; | 87 An Act to amend the Electricity Municipalization Act and the Rural Electrification Act; |
| 92 Loi sur la Société québécoise d'assainissement des eaux; | 92 An Act respecting the Société québécoise d'assainissement des eaux; |
| 96 Loi modifiant diverses dispositions législatives; | 96 An Act to amend various legislative provisions; |
| 98 Loi abrogeant la Loi concernant les techniciens diplômés et modifiant certaines dispositions législatives; | 98 An Act to repeal the Act respecting Certified Technicians and to amend certain legislative provisions; |
| 102 Loi modifiant la Loi sur les impôts et certaines dispositions législatives; | 102 An Act to amend the Taxation Act and certain legislation; |
| 103 Loi modifiant de nouveau la Loi concernant la taxe sur les carburants et modifiant d'autres dispositions législatives; | 103 An Act to again amend the Fuel Tax Act and other legislation; |
| 104 Loi modifiant de nouveau la Loi sur les droits successoraux; | 104 An Act to again amend the Succession Duty Act; |
| 105 Loi modifiant certaines dispositions législatives concernant la démocratie et la rémunération des élus dans les municipalités; | 105 An Act to amend certain provisions of law respecting democratic procedure and the remuneration of elected officials, in municipalities; |
| 106 Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1981, et pour d'autres fins du service public; | 106 An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the fiscal year ending 31 March 1981, and for other purposes connected with the public service; |

108	Loi modifiant la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, la Loi sur le régime de retraite des enseignants et la Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires;	108	An Act to amend the Act respecting the Government and Public Employees Retirement Plan, the Act respecting the Teachers Pension Plan and the Act respecting the Civil Service Superannuation Plan;
111	Loi modifiant diverses dispositions électorales;	111	An Act to amend various provisions respecting elections;
112	Loi concernant la Communauté urbaine de Montréal;	112	An Act respecting the Communauté urbaine de Montréal;
183	Loi pour favoriser la perception des pensions alimentaires;	183	An Act to promote the payment of support;
187	Loi concernant BNP Canada Inc.;	187	An Act respecting BNP Canada Inc.;
194	Loi concernant des terrains de La Fabrique de la paroisse de Saint-Elzéar;	194	An Act respecting parcels of land of the Fabrique de la paroisse de Saint-Elzéar;
197	Loi concernant des terrains de la Fabrique de la paroisse de Saint-Édouard de Lotbinière;	197	An Act respecting parcels of land of the Fabrique de la paroisse de Saint-Édouard de Lotbinière;
208	Loi abrogeant la Loi relative au Collège Saint-Paul;	208	An Act to repeal the Act respecting the Collège Saint-Paul;
231	Loi concernant la Communauté hellénique de Montréal;	231	An Act respecting the Hellenic Community of Montreal;
242	Loi concernant un immeuble de Les Soeurs Servantes du Saint-Coeur de Marie;	242	An Act respecting an immovable of Les Soeurs Servantes du Saint-Coeur de Marie;
261	Loi modifiant la charte du Crédit Foncier Franco-Canadien;	261	An Act to amend the charter of Crédit Foncier Franco-Canadien;
263	Loi concernant la municipalité de Notre-Dame-de-la-Merci;	263	An Act respecting the municipality of Notre-Dame-de-la-Merci;
268	Loi concernant la ville de Chicoutimi.	268	An Act respecting the city of Chicoutimi.

0 heure, le jeudi 19 juin 1980

L'honorable lieutenant-gouverneur fait son entrée dans l'Assemblée nationale, accompagné de son aide de camp et occupe le fauteuil du Président.

Après quoi, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec de clore la quatrième session de la trente et unième Législature de la province de Québec, par le discours suivant:

Mesdames, Messieurs
de l'Assemblée nationale,

Vous terminez aujourd'hui la plus longue des sessions qu'a jamais connues notre parlement québécois, et sans doute une des plus importantes.

Pour la première fois de son histoire, le peuple québécois a pu décider librement de son avenir constitutionnel en se prononçant directement sur une question que vous avez adoptée après un débat que la population a pu suivre, jour après jour, grâce à la télévision et et aux autres média d'information. La manière dont ce droit fondamental à l'autodétermination a été exercé témoigne bien de la santé démocratique et de la grande maturité de notre peuple. À la suite de ce référendum, la population s'attend à ce que votre Assemblée précise, dans un prochain avenir, la position du Québec dans cet important dossier. Je suis sûr que tous les membres de votre Assemblée voudront s'attaquer à cette tâche en mettant au-dessus des considérations partisans les intérêts supérieurs de la nation québécoise.

Ces événements de nature constitutionnelle pourraient, à cause de leur actualité, faire oublier le bilan impressionnant de vos travaux depuis l'ouverture de cette session. Cela serait

Midnight, Thursday, 19 June 1980

The Honourable the Lieutenant-Governor, accompanied by his Aide-de-Camp, entered the National Assembly, and occupied the President's Chair.

After which, the Honourable the Lieutenant-Governor of the Province of Québec was pleased to close the Fourth Session of the Thirty-First Legislature of the Province of Québec, with the following speech:

Ladies and Gentlemen
of the National Assembly,

You conclude today the longest Session ever held by the Parliament of Québec and, unquestionably, one of the most important.

For the first time in their history, the people of Québec were able to decide freely on their constitutional future by a direct vote on a question that you had adopted after a parliamentary debate that television and other media coverage enabled the public to follow closely from day to day. The manner in which the fundamental right to self-determination was exercised is proof of a sound democracy and of the great maturity of our people. Now that the referendum has been held, the people of Québec are looking to the Assembly to define, in the near future, the position of Québec on this capital issue. I am certain that all the Members of the Assembly will want to apply themselves to this task by putting greater national interests before partisan considerations.

Constitutional preoccupations, because of their relevance today, could make us forget the impressive record of achievements which has characterized the entire Session. This would be re-

dommage puisqu'un grand nombre de gestes ont été posés qui marqueront notre société pour des années à venir. La liste de ces nouveaux programmes et de ces réformes est très longue et j'hésite à mentionner même les mesures principales. Je suis assuré que l'on profitera de l'occasion que fournit la fin de cette session pour en faire un bilan exhaustif afin de rappeler à tous nos concitoyens l'ensemble des mesures adoptées depuis le début de vos travaux en mars 1979.

Mesdames et messieurs de l'Assemblée nationale, vous avez bien mérité les vacances qui s'en viennent et, en prorogeant *sine die* cette quatrième session de la 31^e Législature, je vous souhaite tout le repos et la récupération qu'exigeront les tâches importantes qui vous attendent.

L'honorable lieutenant-gouverneur se retire, accompagné de son aide de camp.

Puis, M. le Président s'exprime comme suit:

C'est la volonté et le désir de l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec que cette quatrième session de la 31^e Législature soit prorogée *sine die*, et cette session est, en conséquence, prorogée *sine die*.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

grettable indeed, since a great number of measures have been taken that will have a considerable impact on our society for years to come. The list of new programmes and reforms is very long; I hesitate to mention even the principal ones. I am confident that the opportunity provided by the end of the Session to make a full assessment of the work accomplished will be availed of, to remind our fellow citizens of all the measures enacted since the commencement of proceedings in March 1979.

Ladies and Gentlemen of the National Assembly, you have truly earned the holidays before you, and in proroguing *sine die* this Fourth Session of the Thirty-First Legislature, I wish you a good rest and all the renewed strength that the important tasks awaiting you will require.

The Honourable the Lieutenant-Governor withdrew, accompanied by his Aide-de-Camp.

Mr President then spoke as follows:

It is the will and pleasure of the Honourable the Lieutenant-Governor that this Fourth Session of the Thirty-First Legislature be prorogued *sine die*; and this Session is accordingly prorogued *sine die*.

CLÉMENT RICHARD,
President.

PRÉCIS DES DÉCISIONS PRONONCÉES PAR LE PRÉSIDENT SUR DES QUESTIONS DE RÈGLEMENT

Séance du 16 mai 1979

Le sens et la portée de l'article 91 du règlement sont à l'effet que le député peut choisir de parler ou sur la motion principale ou sur la motion d'amendement, mais qu'il ne peut exercer qu'un seul droit de parole d'une durée de dix minutes. (Page 236)

Séance du 16 mai 1979

Un amendement est une modification significative à une proposition principale. L'amendement qui n'affecte que la proposition subordonnée dans le contenu d'une motion n'écarte pas la question principale et, par conséquent, est recevable (article 70 du règlement). (Page 236)

Séance du 31 mai 1979

Une demande de débat d'urgence, faite en vertu de l'article 78 du règlement, portant sur des grèves rotatives dans les hôpitaux de la région de Québec, ne peut être reçue après que la période de questions ait porté presque entièrement sur le sujet et que le ministre des Affaires sociales ait indiqué qu'il n'y a pas grève générale. (Page 275)

Séance du 7 juin 1979

L'urgence de discuter de la grève qui paralyse le transport en commun dans la région de Québec ne peut être prouvée et une motion présentée sur le sujet en vertu de l'article 78 du règlement ne peut être reçue car, même si le problème est grave, la crise n'est pas soudaine. De plus, les journaux annoncent une reprise des négociations. Enfin, comme le Président se doit d'être très strict pour accorder un débat d'urgence à la veille de l'ajournement d'été alors qu'il reste peu de temps à consacrer au programme législatif du gouvernement, c'est à ce dernier qu'il doit accorder la priorité. (Page 301)

SUMMARY OF THE DECISIONS RENDERED BY THE PRESIDENT ON QUESTIONS OF ORDER

Sitting of 16 May 1979

The meaning and scope of Standing Order 91 are such that a Member may choose to speak to a main motion or to a motion of amendment only once, for ten minutes. (*Page 236*)

Sitting of 16 May 1979

An amendment significantly modifies a principal clause. An amendment which alters only the subordinate clause of a main motion does not set aside the main question and is therefore in Order (Standing Order 70). (*Page 236*)

Sitting of 31 May 1979

A motion for an emergency debate proposed under Standing Order 78 in regard to the rotating hospital strikes in the Québec City area was ruled out of Order, the matter having already been dealt with during most of Question Period and the Minister of Social Affairs having already indicated that it did not concern a general strike. (*Page 275*)

Sitting of 7 June 1979

There was no cause for an emergency debate on the strike paralyzing public transportation in the Québec City area. A motion on the matter, proposed under Standing Order 78, could not be ruled in Order because, notwithstanding the gravity of the problem, it did not concern a sudden crisis. The press had, moreover, announced that negotiations had been resumed. Finally, the President could not easily allow an emergency debate just before adjournment for the summer, when priority had to be given to the legislative programme of the Government. (*Page 301*)

Séance du 15 juin 1979

Ce n'est pas en utilisant l'article 79 du règlement qu'on peut exiger d'un ministre qu'il dépose un document à l'Assemblée. Si, en vertu de l'article 153 du règlement, une commission parlementaire constate que le directeur général des élections refuse de déposer des documents qu'il s'était engagé à rendre publics, elle n'a qu'à faire le rapport prévu à l'article 161(2) et, à ce moment, il sera loisible au Président de l'Assemblée de prendre les moyens nécessaires pour satisfaire la commission. Tant et aussi longtemps que l'Assemblée n'est pas informée par un rapport de ses commissions, elle ne peut s'ingérer dans le travail de ces dernières. À l'Assemblée, il peut toutefois être présenté une motion en vertu de l'article 175 pour requérir le dépôt de documents. (Page 343)

Séance du 21 juin 1979

La gravité d'une situation ne justifie pas un débat d'urgence demandé en vertu de l'article 78 du règlement lorsque la question soumise (le conflit de travail à l'institution Charleroi-Boyer) n'offre qu'un caractère local et que l'Assemblée est à la veille de l'ajournement d'été. (Page 388)

Séance du 9 octobre 1979

La grève qui affecte certains hôpitaux de la région de Montréal ne peut donner lieu à un débat d'urgence en vertu de l'article 78 du règlement, d'abord parce qu'elle s'inscrit dans le mouvement des grèves sporadiques d'une durée très limitée qui sévissent depuis le printemps dernier, ce qui démontre que la crise n'est pas soudaine. Aussi, une longue tradition s'est établie à l'effet qu'on n'accorde pas de débat d'urgence sur la question soulevée lorsque des négociations sont en cours. (Page 408)

Séance du 9 octobre 1970

Un débat d'urgence en vertu de l'article 78 du règlement sur la fermeture de l'usine I.T.T. Rayonier de Port-Cartier n'a pas sa raison d'être puisque la compagnie a cessé ses opérations depuis un certain temps déjà; il n'y a donc pas de crise soudaine. De plus, à la reprise de la session, le programme législatif du gouvernement doit avoir priorité. Enfin, il est de notoriété publique qu'un comité ministériel s'intéresse de près à cette question. (Page 408)

Sitting of 15 June 1979

It is not by availing oneself of Standing Order 79 that one can require a Minister to table a document in the Assembly. If a parliamentary committee is aware that the Director General of Elections has not complied with Standing Order 153 by refusing to table documents that he has already undertaken to make public, it has only to submit a report pursuant to Standing Order 161(2), following which the President may take the necessary steps to satisfy the Committee. Not until the Assembly has been informed through a report from a committee, may it interfere in the work of that committee. However, a motion may be presented under Standing Order 175 requiring a document to be tabled. (Page 343)

Sitting of 21 June 1979

The seriousness of the situation did not in itself justify the holding of an emergency debate moved under Standing Order 78, since the question raised, namely, the labour dispute at the Institution Charleroi-Boyer, was of a local nature and the Assembly was about to adjourn for the summer. (Page 388)

Sitting of 9 October 1979

The strike affecting various hospitals in the Montreal area did not warrant an emergency debate under Standing Order 78, as it was but one in a series of short sporadic strikes that had occurred since the spring of 1979, thereby proving that it was not a sudden crisis. Moreover, in accordance with a long-standing tradition, an emergency debate cannot be allowed if negotiations on the question raised are in progress. (Page 408)

Sitting of 9 October 1979

There was no grounds for an emergency debate under Standing Order 78 on the closing of the Port-Cartier I.T.T. Rayonier plant, since the company had already ceased operations some time before. It was therefore not a matter of sudden crisis. Moreover, at the resumption of the Session, priority had to be given to the legislative programme of the Government. Finally, it was public knowledge that a government committee was already giving careful consideration to the matter. (Page 408)

Séance du 9 octobre 1979

Une question de privilège en vertu de l'article 49 du règlement, et à fortiori une motion en vertu de l'article 79, ne peuvent être reçues, sur le refus de la Présidence de déposer les copies de documents qu'elle a en mains et dont les originaux ont été transmis à un ministre, à sa demande, par le président de la Commission des droits de la personne; d'abord, parce qu'il n'existe aucune obligation au Président de déposer ces documents et aussi, parce qu'il s'exposerait à une motion de censure s'il les faisait déposer alors que le ministre lui-même a le droit, en vertu de l'article 175 du règlement, de refuser de produire lesdits documents. (Page 409)

Séance du 16 octobre 1979

Une motion d'urgence présentée conformément à l'article 78 du règlement portant sur la grève du transport en commun dans la région de Montréal ne peut être reçue parce que le conflit ne fait que débiter, que depuis la réouverture de la session, presque tout le temps de la Chambre a été consacré aux motions de l'Opposition, qu'il faut permettre aux mécanismes normaux de fonctionner dans ce conflit de travail, qu'il n'y a pas crise soudaine ni urgence de discuter de cette question. (Page 426)

Séance du 24 octobre 1979

Au sujet de l'ordre des intervenants dans un débat, la règle générale est établie par l'article 92 du règlement: le premier qui se lève en s'adressant au Président se voit accorder le droit de parole. Cependant, le Président respecte une rotation entre les différentes formations politiques à l'origine du débat. Par la suite, selon une tradition maintenant établie, le principe de l'alternance entre en jeu: un opinant pour, un opinant contre. Cette pratique n'est toutefois pas absolue. (Page 451)

Séance du 31 octobre 1979

Même si on soutient qu'un projet de loi est incomplet parce que certains de ses articles se réfèrent à un autre projet de loi qui n'a pas été adopté et qu'en conséquence le débat de deuxième lecture ne peut être tenu, le Président ne peut en interrompre la discussion parce qu'en vertu de l'article 120 du règlement, le débat est restreint aux principes fondamentaux seulement, et qu'il ne lui appartient pas d'émettre des opinions juridiques sur son contenu. (Page 461)

Sitting of 9 October 1979

A question of privilege raised under Standing Order 49 and, a fortiori, a subsequent motion proposed under Standing Order 79, could not be ruled in Order, following the refusal of the Chair to table copies of the documents in its possession, the originals of which had been forwarded by the Chairman of the Commission des droits de la personne to the Minister who had requested them. The President was under no obligation whatever to table such documents and, had he done so, would have subjected himself to censure, whereas a Minister could, under Standing Order 175, rightfully refuse to produce the said documents. (Page 409)

Sitting of 16 October 1979

A motion for an emergency debate moved under Standing Order 78 on the public transit strike in the Montreal area was ruled out of Order, given that the dispute was only in its first days, that the House, since reconvening, had devoted almost all of its time to motions by the Opposition, that the normal course of action had to be followed in this labour dispute, and that, moreover, it did not concern a sudden crisis, nor a matter for urgent consideration. (Page 426)

Sitting of 24 October 1979

As regards the order of the speakers in a debate, the general rule is set down in Standing Order 92: the President recognizes that speaker who rises to address him first. However, at the start of the debate, the President follows the principle of rotation in calling on the different political parties. Then, according to tradition, the principle of alternation is brought into play: a speaker for, and a speaker against. This, however, is not an absolute practice. (Page 451)

Sitting of 31 October 1979

Even if it is maintained that a bill is incomplete because certain of its sections refer to another bill which has still to be passed and that, consequently, it cannot be debated at the second reading stage, the President may not interrupt the debate since, pursuant to Standing Order 120, debate is limited to the vital principles only, and it is not competent for the President to give legal opinions on the contents of a bill. (Page 461)

Séance du 14 novembre 1979

Une motion de sous-amendement, pour être recevable, doit être greffée sur la motion d'amendement; de plus, elle doit remplir les conditions de l'article 70 du règlement. Il est loisible au Président, en vertu de l'article 65, de modifier dans sa forme une motion d'amendement pour la rendre recevable. (Page 509)

Séance du 11 décembre 1979

Une motion présentée en vertu de l'article 78 du règlement en vue d'obtenir un débat d'urgence suite à la grève illimitée des employés syndiqués d'Hydro-Québec est déclarée irrecevable parce que le rapport des médiateurs nommés dans ce conflit n'a pas encore été fourni. (Page 591)

Séance du 4 mars 1980

Après avoir tenu une conférence des leaders parlementaires en vertu de l'article 10 du règlement pour organiser le débat de trente-cinq heures sur la question référendaire, le Président, constatant le désaccord, établit la répartition du temps à partir des principes suivants: il ne s'agit pas du débat sur la consultation populaire; en conséquence, le Président ne peut être tenu de diviser le temps également entre les deux options possibles. Les règles ordinaires de procédure prévalant, le Président doit rechercher la participation du plus grand nombre de députés au débat; les droits individuels des députés seront donc préférés aux droits collectifs. Cependant, l'article 94 du règlement permettant un droit de parole de vingt minutes par député, les trente-cinq heures dévolues au débat ne suffiront pas. Étant donné que la majorité des députés ministériels compense pour le moins grand nombre de députés d'Opposition, le temps d'intervention des membres du premier groupe sera réduit à seize minutes alors que celui des membres de l'Opposition demeurera à vingt minutes. Et, convertissant le temps imputé à chaque individu en une enveloppe globale pour chaque formation politique que ces dernières pourront utiliser à leur gré, nous respecterons à la fois les droits individuels des députés, les droits collectifs des différentes formations politiques et l'article 9 de la Loi sur la consultation populaire qui autorise un député à prendre la parole plus d'une fois au cours de ce débat. (Page 683)

Séance du 11 mars 1980

Malgré le fait que le Président ait voulu remettre sa décision ultérieurement sur une demande de débat d'urgence faite en vertu de l'article 78 du règlement et portant sur le conflit syndical des cols bleus de la ville de Montréal,

Sitting of 14 November 1979

For a motion of sub-amendment to be in Order, it must be directly related to the motion of amendment. It must also be in conformity with Standing Order 70. The President may, under Standing Order 65, change the form of a motion so as to render it in Order. (Page 509)

Sitting of 11 December 1979

A motion moved under Standing Order 78 for an emergency debate on the unlimited strike by unionized employees of Hydro-Québec was ruled out of Order because the mediators' report had still to be presented. (Page 591)

Sitting of 4 March 1980

Following a conference with the House Leaders, called under Standing Order 10 for the purpose of organising the thirty-five-hour debate on the referendum question, the President, noting disagreement, allocated debate time according to the following principles: Since it did not concern a debate on the referendum, the President was not bound to divide the time equally between the two possible options. Customary rules of procedure prevailing, the President had to ensure the participation of the greatest number of Members in the debate; the individual rights of Members had to be given preference over their collective rights. However, since under Standing Order 94 each Member could speak for twenty minutes, the thirty-five hours allotted for the debate would not suffice. Seeing that Government Members were in the majority, the debate time allocated to them would be reduced to sixteen minutes per speaker, whereas Opposition Members would retain their usual time allocation of twenty minutes per speaker. Furthermore, by converting the time allotted to individual Members into an overall time frame for each political party, to be used as each party saw fit, there would be respect for the individual rights of Members, the collective rights of the different political parties and section 9 of the Referendum Act which authorized a Member to speak more than once in the course of the debate. (Page 683)

Sitting of 11 March 1980

Notwithstanding the fact that the President had preferred to postpone his decision in regard to a motion for an emergency debate moved under Standing Order 78, concerning a contract dispute involving the city of Montreal blue-collar

le désir du ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre de tenir le débat immédiatement a permis d'accélérer la décision du Président et le débat est tenu. (Page 703)

Séance du 3 juin 1980

Le leader parlementaire du gouvernement s'étant engagé à poursuivre le débat sur le discours du budget avant la date ultime pour discuter la question, M. le Président déclare irrecevable une motion présentée par le chef de l'Opposition officielle, en vertu de l'article 78 du règlement, proposant que soit tenu immédiatement un débat sur la position que le gouvernement québécois entendait adopter à la conférence constitutionnelle du 9 juin 1980. (Page 811)

Séance du 11 juin 1980

La réimpression ne doit pas avoir pour effet d'éviter une étape essentielle dans l'étude d'un projet de loi. Si aucun rapport de commission après la première lecture ne recommande la réimpression ou que le projet de loi n'a pas été étudié article par article après la deuxième lecture et par conséquent n'a subi aucun changement, le projet de loi réimprimé qui contiendrait des modifications doit porter un nouveau numéro et subir l'étape de la première lecture conformément aux articles 119 et 124 du règlement. (Page 839)

workers, the express wish of the Minister of Labour and Manpower for an immediate debate resulted in an earlier ruling by the President in favour of a debate. (Page 703)

Sitting of 3 June 1980

The Government House Leader having already undertaken to proceed with the Budget Speech debate within a period deemed to be reasonable by the President, that is, before the time limit set for debate on the question, Mr President disallowed a motion for an emergency debate presented by the Leader of the Official Opposition pursuant to Standing Order 78. (Page 811)

Sitting of 11 June 1980

A reprint must not result in the avoidance of an essential consideration stage of a bill. If, after first reading, there is no committee report recommending that the bill be reprinted or, if the bill has not been given section by section consideration on second reading and, consequently, has not received any amendments, the reprint containing amendments must be given a new number and pass through the first reading stage in accordance with Standing Orders 119 and 124. (Page 839)

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

MEMBRES DU CONSEIL EXÉCUTIF
(par ordre de préséance)

et leurs

ADJOINTS PARLEMENTAIRES

DEPARTMENT OF THE EXECUTIVE COUNCIL

MEMBERS OF THE EXECUTIVE COUNCIL
(in order of precedence)

and their

PARLIAMENTARY ASSISTANTS

L'honorable

The Honourable

*Adjoints
parlementaires*

*Parliamentary
Assistants*

RENÉ LÉVESQUE	Premier ministre Président du Conseil exécutif Prime Minister President of the Executive Council	
JACQUES-YVAN MORIN	Vice-premier ministre Ministre de l'Éducation Deputy Prime Minister Minister of Education	Élie Fallu
JACQUES PARIZEAU	Ministre des Finances Président du Conseil du trésor Minister of Finance Chairman of the Treasury Board	
CLAUDE MORIN	Ministre des Affaires intergouvernementales Minister of Intergovernmental Affairs	Pierre de Bellefeuille
CAMILLE LAURIN	Ministre d'État au Développement culturel et scientifique Minister of State for Cultural and Scientific Development	
BERNARD LANDRY	Ministre d'État au Développement économique Minister of State for Economic Development	

L'honorable

The Honourable

*Adjoints
parlementaires*

*Parliamentary
Assistants*

PIERRE MAROIS	Ministre d'État au Développement social Minister of State for Social Development	
JACQUES LÉONARD	Ministre d'État à l'Aménagement Ministre responsable de l'OPDQ Minister of State for Planning Minister responsible for the OPDQ	
MARC-ANDRÉ BÉDARD	Ministre de la Justice Ministre d'État à la réforme électorale Minister of Justice Minister of State for Electoral Reform	Gérald Godin
LISE PAYETTE	Ministre d'État à la Condition féminine Minister of State for the Status of Women	
CLAUDE CHARRON	Leader parlementaire du gouvernement Ministre délégué aux Affaires parlementaires Government House Leader Minister-Delegate for Parliamentary Affairs	Jean-François Bertrand
LUCIEN LESSARD	Ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche Vice-président du Conseil du trésor Minister of Recreation, Fish and Game Vice-Chairman of the Treasury Board	
MARCEL LÉGER	Ministre de l'Environnement Minister of the Environment	
GUY JORON	Ministre des Consommateurs, Coopératives et Institutions financières Minister of Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions	
YVES BÉRUBÉ	Ministre de l'Énergie et des Ressources Minister of Energy and Resources	Gilles Grégoire
JEAN GARON	Ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation Minister of Agriculture, Fisheries and Food	Réal Rancourt
DENIS LAZURE	Ministre des Affaires sociales Minister of Social Affairs	Alain Marcoux
GUY TARDIF	Ministre des Affaires municipales Minister of Municipal Affairs	Richard Guay
JACQUES COUTURE	Ministre de l'Immigration Minister of Immigration	

L'honorable
The Honourable

*Adjoints
parlementaires*

*Parliamentary
Assistants*

YVES DUHAIME	Ministre de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme Minister of Industry, Trade and Tourism	Denise LeBlanc-Bantey
DENIS de BELLEVAL	Ministre des Transports Minister of Transport	
PIERRE-MARC JOHNSON	Ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre Minister of Labour and Manpower	
JOCELYNE OUELLETTE	Ministre des Travaux publics et de l'Approvisionnement Minister of Public Works and Supply	Maurice Martel
DENIS VAUGEOIS	Ministre des Affaires culturelles Ministre des Communications Minister of Cultural Affairs Minister of Communications	
FRANÇOIS GENDRON	Ministre de la Fonction publique Minister of the Civil Service	
MICHEL CLAIR	Ministre du Revenu Minister of Revenue	

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Président President	L'honorable The Honourable	CLÉMENT RICHARD
Vice-présidente Vice-president		LOUISE CUERRIER
Vice-président Vice-president		CLAUDE VAILLANCOURT
Premier ministre Prime Minister	L'honorable The Honourable	RENÉ LÉVESQUE
Leader parlementaire du gouvernement Government House Leader	L'honorable The Honourable	CLAUDE CHARRON
Chef de l'Opposition officielle Leader of the Official Opposition	L'honorable The Honourable	CLAUDE RYAN
Leader parlementaire de l'Opposition officielle Parliamentary Leader of the Official Opposition		GÉRARD D. LEVESQUE
Chef intérimaire de l'Union Nationale Interim Leader of the Union Nationale		MICHEL LE MOIGNAN
<hr/>		
Secrétaire général de l'Assemblée Secretary General of the Assembly		RENÉ BLONDIN
Secrétaire adjoint de l'Assemblée Secretary Assistant of the Assembly		JACQUES LESSARD
Secrétaire adjoint de l'Assemblée Secretary Assistant of the Assembly		PIERRE DUCHESNE
<hr/>		
Sergent d'armes Sergeant-at-Arms		RENÉ JALBERT
Sergent d'armes adjoint Deputy Sergeant-at-Arms		JEAN-BAPTISTE TRUELLE
<hr/>		

LISTE ALPHABÉTIQUE
des
DISTRICTS ÉLECTORAUX
représentés à
L'ASSEMBLÉE NATIONALE
Quatrième session, Trente et unième Législature

ALPHABETICAL LIST
of the
ELECTORAL DISTRICTS
represented in the
NATIONAL ASSEMBLY
Fourth Session, Thirty-First Legislature

A

ABITIBI-EST (EAST)
ABITIBI-OUEST (WEST)
ANJOU
ARGENTEUIL
ARTHABASKA

Bordeleau, Jean-Paul
Gendron, Hon. François
Johnson, Hon. Pierre-Marc
Ryan, Hon. Claude¹
Baril, Jacques

B

BEAUCE-NORD (NORTH)
BEAUCE-SUD (SOUTH)

BEAUHARNOIS
BELLECHASSE
BERTHIER
BONAVENTURE
BOURASSA
BOURGET
BRÔME-MISSISQUOI

Ouellette, Adrien
Roy, Fabien²
Mathieu, Hermann³
Lavigne, Laurent
Goulet, Bertrand
Mercier, Jean-Guy
Levesque, Gérard-D.
Laplane, Patrice
Laurin, Hon. Camille
Russell, Armand⁴

¹ Élu le 30 avril 1979./Elected on 30 April 1979.

² A démissionné le 5 avril 1979./Resigned on 5 April 1979.

³ Élu le 14 novembre 1979./Elected on 14 November 1979.

⁴ A démissionné le 11 janvier 1980./Resigned on 11 January 1980. v

C

CHAMBLY
CHAMPLAIN
CHARLESBOURG
CHARLEVOIX
CHÂTEAUGUAY
CHAUVEAU
CHICOUTIMI
CRÉMAZIE

Lazure, Hon. Denis
Gagnon, Marcel
de Belleval, Hon. Denis
Mailloux, Raymond
Dussault, Roland
O'Neill, Louis
Bédard, Hon. Marc-André
Tardif, Hon. Guy

D

D'ARCY McGEE

DEUX-MONTAGNES (TWO MOUNTAINS)
DORION
DRUMMOND
DUBUC
DUPLESSIS

Goldbloom, Victor C.¹
Marx, Herbert²
de Bellefeuille, Pierre
Payette, Hon. Lise
Clair, Hon. Michel
Desbiens, Hubert
Perron, Denis

F

FABRE
FRONTENAC

Landry, Hon. Bernard
Grégoire, Gilles

G

GASPÉ
GATINEAU
GOVIN

Le Moignan, Michel
Gratton, Michel
Tremblay, Rodrigue

H

HULL
HUNTINGDON

Ouellette, Hon. Jocelyne
Dubois, Claude

I

IBERVILLE
ÎLES-DE-LA-MADELEINE (MAGDALEN ISLANDS)

Beauséjour, Jacques
LeBlanc-Bantey, Denise

J

JACQUES-CARTIER
JEANNE-MANCE

St-Germain, Noël
Laberge, Henri-E.

¹ A démissionné le 16 octobre 1979./Resigned on 16 October 1979.

² Élu le 26 novembre 1979./Elected on 26 November 1979.

J

JEAN-TALON
JOHNSON
JOLIETTE-MONTCALM
JONQUIÈRE

Rivest, Jean-Claude¹
Bellemare, Maurice²
Chevrette, Guy
Vaillancourt, Claude

K

KAMOURASKA-TÉMISCOUATA

Lévesque, Léonard

L

L'ACADIE_
LAC-SAINT-JEAN
LAFONTAINE
LAPORTE
LAPRAIRIE
L'ASSOMPTION
LAURENTIDES-LABELLE
LAURIER
LAVAL
LAVIOLETTE
LÉVIS
LIMOILLOU
LOTBINIÈRE
LOUIS-HÉBERT

Lavoie-Roux, Thérèse
Brassard, Jacques
Léger, Hon. Marcel
Marois, Hon. Pierre
Michaud, Gilles
Parizeau, Hon. Jacques
Léonard, Hon. Jacques
Marchand, André
Lavoie, Jean-Noël
Jolivet, Jean-Pierre
Garon, Hon. Jean
Gravel, Raymond
Biron, Rodrigue
Morin, Hon. Claude

M

MAISONNEUVE

MARGUERITE-BOURGEOYS
MASKINONGÉ
MATANE
MATAPÉDIA
MÉGANTIC-COMPTON
MERCIER
MILLE-ÎLES
MONTMAGNY-L'ISLET
MONTMORENCY
MONT-ROYAL (MOUNT ROYAL)

Burns, Hon. Robert³
Lalande, Georges⁴
Lalonde, Fernand
Picotte, Yvon
Bérubé, Hon. Yves
Marquis, Léopold
Grenier, Fernand⁵
Godin, Gérard
Joron, Hon. Guy
Giasson, Julien
Richard, Hon. Clément
Ciaccia, John

¹ Élu le 30 avril 1979./Elected on 30 April 1979.

² A démissionné le 19 décembre 1979./Resigned on 19 December 1979.

³ A démissionné le 8 août 1979./Resigned on 8 August 1979.

⁴ Élu le 14 novembre 1979./Elected on 14 November 1979.

⁵ A démissionné le 7 janvier 1980./Resigned on 7 January 1980.

N

NICOLET-YAMASKA
NOTRE-DAME-DE-GRÂCE

Fontaine, Serge
Scowen, Reed

O

ORFORD
OUTREMONT

Vaillancourt, Georges
Raynauld, André¹

P

PAPINEAU
POINTE-CLAIRE
PONTIAC-TÉMISCAMINGUE
PORTNEUF
PRÉVOST

Alfred, Jean
Shaw, William
Larivière, Jean-Guy
Pagé, Michel
Cardinal, Jean-Guy²,
Chaput-Rolland, Solange³

R

RICHELIEU
RICHMOND
RIMOUSKI
RIVIÈRE-DU-LOUP
ROBERT-BALDWIN
ROBERVAL
ROSEMONT
ROUYN-NORANDA

Martel, Maurice
Brochu, Yvon
Marcoux, Alain
Boucher, Jules
O'Gallagher, John
Lamontagne, Robert
Paquette, Gilbert
Samson, Camil

S

SAGUENAY
SAINTE-ANNE
SAINT-FRANÇOIS
SAINT-HENRI
SAINT-HYACINTHE
SAINT-JACQUES
SAINT-JEAN
SAINT-LAURENT
SAINT-LOUIS
SAINTE-MARIE
SAINT-MAURICE
SAUVÉ
SHEFFORD
SHERBROOKE

Lessard, Hon. Lucien
Lacoste, Jean-Marc
Rancourt, Réal
Couture, Hon. Jacques
Cordeau, Fabien
Charron, Hon. Claude
Proulx, Jérôme
Forget, Claude-E.
Blank, Harry
Bisaillon, Guy
Duhaime, Hon. Yves
Morin, Hon. Jacques-Yvan
Verreault, Richard
Gosselin, Gérard

¹ A démissionné le 3 juin 1980./Resigned on 3 June 1980.

² Décédé le 6 mars 1979./Died on 6 March 1979.

³ Élu le 14 novembre 1979./Elected on 14 November 1979.

T

TAILLON
TASCHEREAU
TERREBONNE
TROIS-RIVIÈRES

Lévesque, Hon. René
Guay, Richard
Fallu, Élie
Vaugeois, Hon. Denis

V

VANIER
VAUDREUIL-SOULANGES
VERCHÈRES
VERDUN
VIAU

Bertrand, Jean-François
Cuerrier, Louise
Charbonneau, Jean-Pierre
Caron, Lucien
Lefebvre, Charles-A.

W

WESTMOUNT

Springate, George

**LISTE ALPHABÉTIQUE
DES
MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE**
Quatrième Session, Trente et unième Législature

**ALPHABETICAL LIST
OF THE
MEMBERS OF THE NATIONAL ASSEMBLY**
Fourth Session, Thirty-First Legislature

A

ALFRED, Jean

Papineau

B

BARIL, Jacques
BEAUSÉJOUR, Jacques
BÉDARD, Hon. Marc-André
BELLEMARE, Maurice¹
BERTRAND, Jean-François
BÉRUBÉ, Hon. Yves
BIRON, Rodrigue
BISAILLON, Guy
BLANK, Harry
BORDELEAU, Jean-Paul
BOUCHER, Jules
BRASSARD, Jacques
BROCHU, Yvon
BURNS, Hon. Robert²

Arthabaska
Iberville
Chicoutimi
Johnson
Vanier
Matane
Lotbinière
Sainte-Marie
Saint-Louis
Abitibi-Est (East)
Rivière-du-Loup
Lac-Saint-Jean
Richmond
Maisonneuve

C

CARDINAL, Jean-Guy³
CARON, Lucien
CHAPUT-ROLLAND, Solange⁴
CHARBONNEAU, Jean-Pierre

Prévost
Verdun
Prévost
Verchères

¹ A démissionné le 19 décembre 1979./*Resigned on 19 December 1979.*

² A démissionné le 8 août 1979./*Resigned on 8 August 1979.*

³ Décédé le 16 mars 1979./*Died on 16 March 1979.*

⁴ Élu le 14 novembre 1979./*Elected on 14 November 1979.*

C

CHARRON, Hon. Claude
CHEVRETTE, Guy
CIACCIA, John
CLAIR, Hon. Michel
CORDEAU, Fabien
COUTURE, Hon. Jacques
CUERRIER, Louise

Saint-Jacques
Joliette-Montcalm
Mont-Royal (Mount Royal)
Drummond
Saint-Hyacinthe
Saint-Henri
Vaudreuil-Soulanges

D

de BELLEFEUILLE, Pierre
de BELLEVAL, Hon. Denis
DESEBIENS, Hubert
DUBOIS, Claude
DUHAIME, Hon. Yves
DUSSAULT, Roland

Deux-Montagnes (Two Mountains)
Charlesbourg
Dubuc
Huntingdon
Saint-Maurice
Châteauguay

F

FALLU, Élie
FONTAINE, Serge
FORGET, Claude-E.

Terrebonne
Nicolet-Yamaska
Saint-Laurent

G

GAGNON, Marcel
GARON, Hon. Jean
GENDRON, Hon. François
GIASSON, Julien
GODIN, Gérald
GOLDBLOOM, Victor C.¹
GOSSELIN, Gérard
GOULET, Bertrand
GRATTON, Michel
GRAVEL, Raymond
GRÉGOIRE, Gilles
GRENIER, Fernand²
GUAY, Richard

Champlain
Lévis
Abitibi-Ouest (West)
Montmagny-L'Islet
Mercier
D'Arcy McGee
Sherbrooke
Bellechasse
Gatineau
Limoilou
Frontenac
Mégantic-Compton
Taschereau

J

JOHNSON, Hon. Pierre-Marc
JOLIVET, Jean-Pierre
JORON, Hon. Guy

Anjou
Laviolette
Mille-  les

¹ A démissionné le 16 octobre 1979./Resigned on 16 October 1979.

² A démissionné le 7 janvier 1980./Resigned on 7 January 1980.

L

LABERGE, Henri-E.
 LACOSTE, Jean-Marc
 LALANDE, Georges'
 LALONDE, Fernand
 LAMONTAGNE, Robert
 LANDRY, Hon. Bernard
 LAPLANTE, Patrice
 LARIVIÈRE, Jean-Guy
 LAURIN, Hon. Camille
 LAVIGNE, Laurent
 LAVOIE, Jean-Noël
 LAVOIE-ROUX, Thérèse
 LAZURE, Hon. Denis
 LEBLANC-BANTEY, Denise
 LEFEBVRE, Charles-A.
 LÉGER, Hon. Marcel
 LE MOIGNAN, Michel
 LÉONARD, Hon. Jacques
 LESSARD, Hon. Lucien
 LEVESQUE, Gérard-D.
 LÉVESQUE, Léonard
 LÉVESQUE, Hon. René

Jeanne-Mance
 Sainte-Anne
 Maisonneuve
 Marguerite-Bourgeoys
 Roberval
 Fabre
 Bourassa
 Pontiac-Témiscamingue
 Bourget
 Beauharnois
 Laval
 L'Acadie
 Chambly
 Îles-de-la-Madeleine (Magdalen Islands)
 Viau
 Lafontaine
 Gaspé
 Laurentides-Labelle
 Saguenay
 Bonaventure
 Kamouraska-Témiscouata
 Taillon

M

MAILLOUX, Raymond
 MARCHAND, André
 MARCOUX, Alain
 MAROIS, Hon. Pierre
 MARQUIS, Léopold
 MARTEL, Maurice
 MARX, Herbert²
 MATHIEU, Hermann¹
 MERCIER, Jean-Guy
 MICHAUD, Gilles
 MORIN, Hon. Claude
 MORIN, Hon. Jacques-Yvan

Charlevoix
 Laurier
 Rimouski
 Laporte
 Matapédia
 Richelieu
 D'Arcy McGee
 Beauce-Sud (South)
 Berthier
 Laprairie
 Louis-Hébert
 Sauvé

O

O'GALLAGHER, John
 O'NEILL, Louis
 OUELLETTE, Adrien
 OUELLETTE, Hon. Jocelyne

Robert-Baldwin
 Chauveau
 Beauce-Nord (North)
 Hull

¹ Élu le 14 novembre 1980./Elected on 14 November 1980.

² Élu le 26 novembre 1979./Elected on 26 November 1979.

³ Élu le 14 novembre 1980./Elected on 14 November 1980.

P

PAGÉ, Michel
PAQUETTE, Gilbert
PARIZEAU, Hon. Jacques
PAYETTE, Hon. Lise
PERRON, Denis
PICOTTE, Yvon
PROULX, Jérôme

Portneuf
Rosemont
L'Assomption
Dorion
Duplessis
Maskinongé
Saint-Jean

R

RANCOURT, Réal
RAYNAULD, André¹
RICHARD, Hon. Clément
RIVEST, Jean-Claude²
ROY, Fabien³
RUSSELL, Armand⁴
RYAN, Hon. Claude²

Saint-François
Outremont
Montmorency
Jean-Talon
Beauce-Sud (South)
Brôme-Missisquoi
Argenteuil

S

SAMSON, Camil
SCOWEN, Reed
SHAW, William
SPRINGATE, George
ST-GERMAIN, Noël

Rouyn-Noranda
Notre-Dame-de-Grâce
Pointe-Claire
Westmount
Jacques-Cartier

T

TARDIF, Hon. Guy
TREMBLAY, Rodrigue

Crémazie
Gouin

V

VAILLANCOURT, Claude
VAILLANCOURT, Georges
VAUGEOIS, Hon. Denis
VERREAU, Richard

Jonquière
Orford
Trois-Rivières
Shefford

¹ A démissionné le 3 juin 1980./Resigned on 3 June 1980.

² Élu le 30 avril 1979./Elected on 30 April 1979.

³ A démissionné le 5 avril 1979./Resigned on 5 April 1979.

⁴ A démissionné le 11 janvier 1980./Resigned on 11 January 1980.

INDEX
DES
PROCÈS-VERBAUX
L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC

Quatrième session, 31^e Législature

A

ACQUISITION DE TERRES AGRICOLES PAR DES NON-RÉSIDENTS:—Loi sur l'—.
Projet de loi n° 41.

ADOPTION:—Loi modifiant la Loi de l'—. Projet de loi n° 13.

AIDE AU DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL DU QUÉBEC:—Loi modifiant la Loi de
l'—. Projet de loi n° 7.

AIDE AU DÉVELOPPEMENT TOURISTIQUE:—Loi sur l'—. Projet de loi n° 37.

ALLOCATIONS FAMILIALES CONCERNANT LES ENFANTS HANDICAPÉS:—Loi mo-
difiant la Loi sur les—. Projet de loi n° 76.

AMÉNAGEMENT:—Loi sur l'—, et l'urbanisme. Projet de loi n° 125.

APPAREILS SOUS PRESSION:—Loi sur les—, et d'autres dispositions législatives.
Projet de loi n° 61.

Assemblée nationale:

Ajournement du 11 au 24 avril 1979, 159 (débat restreint).

Ajournement du 21 décembre 1979 au 4 mars 1980, 669.

Pour les Documents de la session et les Questions, voir «Documents de la Session» et «Questions et Réponses».

Assemblée nationale:—Suite

Ajournement du 1^{er} au 9 avril 1980, 788.

Ajournement du 15 avril au 3 juin 1980, 806.

Beauce-Sud:—Mandat d'émettre un bref pour l'élection d'un député dans le district électoral de—, 148.

Bellemare, M. Maurice:—Démission de—, comme leader parlementaire de l'Union Nationale, 457. Démission comme député du district électoral de Johnson, 632.

Biron, M. Rodrigue:—Démission de—, comme chef de l'Union Nationale, 678.

Burns, M. Robert:—Démission de—, 401.

Cardinal, M. Jean-Guy:—Moment de recueillement à la mémoire de—, 99. Ajournement de l'Assemblée en signe de deuil, 100.

Chaput-Rolland, Mme Solange:—Élue députée de Prévost, 536.

Chevrette, M. Guy:—Nouveau whip en chef du gouvernement, 421.

Cols bleus de la ville de Montréal:—Motion visant à suspendre l'application de certains articles du règlement en vue de l'adoption du projet de loi n° 93, 749.

Conférences des leaders parlementaires, 335; 443; 494; 770; 847.

Consultation populaire:—Motion concernant la subvention versée à chacun des comités nationaux conformément à l'article 40 de la Loi sur la—. Motion adoptée, 748.

D'Arcy McGee:—Mandat d'émettre un bref pour l'élection d'un député dans le district électoral de—, 431.

Débat en vertu de l'article 31 de la Loi sur la représentations électorale, 783; 787.

Décisions du Président, 236; 275; 301; 343; 388; 408; 409; 426; 451; 461; 509; 591; 683; 703; 811; 839.

Dubois, M. Claude:—Démission de—, du caucus de l'Union Nationale, 402.

Goldbloom, M. Victor:—Démission de—, 426.

Goulet, M. Bertrand:—Nommé whip de l'Union Nationale, 677.

Assemblée nationale:—Suite

Grenier, M. Fernand:—Démission de—, comme député du district électoral de Mégantic-Compton, 675.

Hydro-Québec:—Motion visant à suspendre l'application de certains articles du règlement en vue de l'adoption du projet de loi n° 88, 623.

Jugement de la Cour suprême du Canada:—Motion visant à suspendre l'application de certains articles du règlement en vue de l'adoption du projet de loi n° 82, 606.

Lalande, M. Georges:—Élu député de Maisonneuve, 535.

L'Assemblée siège le lundi 4 juin 1979 à quatorze heures, 276.

L'Assemblée siège le lundi 12 novembre 1979 à dix heures:—Séance spéciale en vue de l'adoption du projet de loi n° 62, Loi sur les propositions aux salariés des secteurs de l'éducation, des affaires sociales et de la fonction publique, 493.

Leader parlementaire de l'Union Nationale:—M. Yvon Brochu désigné—, 499.

LeMoignan, M. Michel:—Agira à titre de chef de l'Union Nationale, 678.

Levesque, M. Gérard D.:—Agira à titre de leader parlementaire de l'Opposition officielle, 203.

Loi sur la consultation populaire:—Motion concernant l'adoption d'un projet de loi modifiant la—. Motion adoptée, 785.

Marx, M. Herbert:—Élu député de D'Arcy McGee, 577.

Mathieu, M. Hermann:—Élu député de Beauce-Sud, 534.

Parti démocrate-créditiste:—Nouvelle appellation du parti *Les Démocrates*, 677.

Prévost:—Mandat d'émettre un bref pour l'élection d'un député dans le district électoral de—, 101.

Questions de privilège, 343; 364; 409.

Questions orales des députés:—Réponse du ministre des Affaires sociales à une question de M. Cordeau, 637.

Raynauld, M. André:—Démission de—, comme député du district électoral d'Outremont, 810.

Assemblée nationale:—Suite

*Règlement sessionnel de l'Assemblée nationale:—Ordre concernant le—, 4.
Reconduit pour la présente session, 107. Amendé, 477.*

Rivest, M. Jean-Claude:—Élu député de Jean-Talon, 202.

*Roy, M. Fabien:—Démission de—, comme député du district électoral de
Beauce-Sud, 143.*

Ryan, M. Claude:—Élu député d'Argenteuil, 202.

*Russell, M. Armand:—Démission de—, comme député du district électoral
de Brôme-Missisquoi, 676.*

*Sanctions, 122; 244; 254; 270; 395; 440; 488; 497; 530; 550; 610; 611; 629;
669; 752; 773; 783; 800; 806; 883.*

Tremblay, M. Rodrigue:—Démission de—, du Parti québécois, 402.

*Vice-président de l'Assemblée nationale:—M. Claude Vaillancourt
(Jonquière) élu—, 241.*

ASSOCIATIONS COOPÉRATIVES:—Loi modifiant la Loi des—. Projet de loi n° 19.

**ASSUJETTISSEMENT DU GOUVERNEMENT ET DE SES ORGANISMES À CERTAINES
LOIS FISCALES:—Loi modifiant la Loi de l'impôt sur la vente en détail et
concernant l—. Projet de loi n° 18.**

**ASSURANCE-RÉCOLTE:—Loi modifiant la Loi sur l—, et la Loi sur l'assurance-
stabilisation des revenus agricoles. Projet de loi n° 59.**

**ASSURANCES:—Loi modifiant la Loi sur les—, et modifiant de nouveau le Code
civil. Projet de loi n° 36.**

**AUGUSTINES DE LA MISÉRICORDE DE JÉSUS DU MONASTÈRE DE ROBERVAL:—
Loi concernant Les—. Projet de loi n° 219.**

B

BNP CANADA INC.:—Loi concernant—. Projet de loi n° 187.

BROSSARD:—Loi concernant la ville de—. Projet de loi n° 227.

Budget et crédits:

Pour l'année financière se terminant le 31 mars 1980:

Projets de loi nos 15, 46 et 64.

Budget et crédits:—Suite

Budget déposé:

Document n° 28, 117.

Document n° 351, 519.

Ordre concernant l'étude des crédits provisoires, 112.

Commission plénière pour l'étude des crédits, 119; 201; 543; 586.

Rapports, 119; 587.

Pour l'année financière se terminant le 31 mars 1981:

Projets de loi n°s 90 et 106.

Budget déposé:

Document n° 511, 755.

Commission plénière pour l'étude des crédits, 757; 782; 840.

Rapports, 782; 840.

Motion: «Que les crédits de chacun des ministères soient déferés pour étude aux commissions élues appropriées, sauf les crédits de l'Assemblée nationale et tous les autres que le Leader parlementaire du gouvernement jugera à propos de déferer pour étude à la commission plénière.» Motion adoptée, 117; 755.

Séances des commissions permanentes de l'Assemblée nationale pour l'étude des crédits des ministères, pour 1979/80 et 1980/81:

Commission des affaires culturelles, 191; 821; 829.

Commission des affaires intergouvernementales, 248; 250; 838; 839.

Commission des affaires municipales, 138; 139; 143; 144; 816; 830.

Commission des affaires sociales, 218; 225; 231; 241; 248; 252; 821; 829; 835.

Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, 218; 225; 230; 231; 242; 839; 845; 846; 847; 855.

Commission de l'Assemblée nationale, 264; 276.

Commission des communications, 156; 163; 170; 781; 786; 787.

Budget et crédits:—Suite

Commission des consommateurs, coopératives et institutions financières, 174; 181; 182; 187; 816; 830.

Commission des corporations professionnelles, 218; 821.

Commission de l'éducation, 191; 196; 211; 212; 217; 218; 811; 816; 821.

Commission de l'énergie et des ressources, 155; 170; 187; 789; 790; 795; 796.

Commission des finances et des comptes publics, 251; 276; 820; 829.

Commission de la fonction publique, 125; 131; 781.

Commission de l'immigration, 175; 786; 787.

Commission de l'industrie, du commerce et du tourisme, 251; 258; 264; 780; 781; 786; 787.

Commission de la justice, 144; 149; 155; 156; 845; 846; 847.

Commission du loisir, de la chasse et de la pêche, 139; 143; 144; 149; 795; 811; 812.

Commission de la présidence du conseil et de la constitution, 264; 276; 846; 854.

Commission de la protection de l'environnement, 125; 130; 131; 795; 811; 812.

Commission du revenu, 264; 821.

Commission des terres et forêts, 175; 181; 182.

Commission des transports, 191; 197; 211; 212; 790; 796.

Commission du travail et de la main-d'oeuvre, 241; 248; 252; 835; 838; 839.

Commission des travaux publics et de l'approvisionnement, 251; 258; 845.

Rapport groupant les rapports des commissions permanentes qui ont procédé à l'étude des crédits du budget 1979/80:— Déposé, 279 (document n° 150). Rapport adopté, 280.

Rapport groupant les rapports des commissions permanentes qui ont procédé à l'étude des crédits du budget 1980/81:— Déposé, 860 (document n° 590). Rapport adopté, 883.

Budget et crédits:—Suite

DISCOURS DU BUDGET:

Débat sur le discours du budget (1979/80), 117. Débat ajourné, 117. Reprise du débat; 1^{re} motion de censure proposée; débat ajourné, 126; 145; 165. Reprise du débat; 2^e motion de censure proposée; document n° 88 déposé; débat terminé; motions de censure rejetées après div. (votes); motion princ. adoptée après div. (vote), 197-199.

Débat sur le discours du budget (1980/81), 755. Débat ajourné, 755. Reprise du débat; motions de censure proposées; débat ajourné, 771, 772. Reprise du débat; débat ajourné, 787; 797; 799. Reprise du débat; débat terminé; motions de censure mises aux voix; enregistrement des noms retardé; 822, 823. Enregistrement des noms; motions rejetées après div. (votes); motion princ. adoptée après div. (vote), 825-828.

C

CENTRE DE RÉNOVATION LA TUQUE INC.:—Loi concernant la compagnie.—
Projet de loi n° 213.

CHARTRE DE LA CITÉ DE VERDUN:—Loi modifiant la—. Projet de loi n° 205.

CHARTRE DE LA VILLE DE HULL:—Loi modifiant la—. Projet de loi n° 244.

CHARTRE DE LA VILLE DE MONTRÉAL:—Loi modifiant la—. Projet de loi n° 200.

CHARTRE DE LA VILLE DE QUÉBEC:—Loi modifiant la—, la Charte de la Ville de Montréal et d'autres dispositions législatives. Projet de loi n° 22.

CHARTRE DE LA VILLE DE QUÉBEC:—Loi modifiant la—. Projet de loi n° 216.

CHICOUTIMI:—Loi concernant la ville de—. Projet de loi n° 268.

CLUB DE GOLF MONTMAGNY INC.:—Loi concernant le—. Projet de loi n° 233.

CODE CIVIL:—Loi modifiant le—. Projet de loi n° 31.

CODE CIVIL:—Loi instituant un nouveau—, et portant réforme du droit de la famille. Projet de loi n° 89.

CODE DE PROCÉDURE CIVILE:—Loi modifiant le—, et d'autres dispositions législatives. Projet de loi n° 40.

CODE MUNICIPAL:—Loi modifiant le—, la Loi des cités et villes et d'autres dispositions législatives. Projet de loi n° 39.

COLLÈGE SAINT-PAUL:—Loi abrogeant la Loi relative au—. Projet de loi n° 208.

COLLÈGES D'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL ET PROFESSIONNEL:—Loi modifiant la Loi des—. Projet de loi n° 25.

COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE:—M^e Lise Langlois nommé membre de la—, 153.

COMMISSION DE LA REPRÉSENTATION:—Nominations à la—, 668.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE:—Renouvellement de mandats et nominations à la—, 871.

COMMISSION MUNICIPALE:—Loi modifiant la Loi de la—. Projet de loi n° 33.

Commission de l'Assemblée nationale (au moment de la prorogation de la 4^e session de la 31^e Législature):

*Commission des affaires culturelles:—*Membres et intervenants nommés, 74. Rapports, 305; 407; 525.

*Commission des affaires intergouvernementales:—*Membres et intervenants nommés, 75.

*Commission des affaires municipales:—*Membres et intervenants nommés, 75. Rapports, 189; 283; 292; 340; 341; 596; 662; 721; 868.

La Commission, telle que constituée lors de la dernière session, siège pour étudier le projet de loi n° 107, 3. Rapports, 120; 425.

La Commission siège pour étudier le projet de loi n° 125. Rapports, 179; 422.

La Commission siège pour entendre les représentants de la FCSQ, de l'UMQ et de l'UCCQ sur les modalités du projet de loi n° 57, 570. Rapport, 667.

La Commission siège pour étudier le projet de loi n° 105. Rapport, 875.

*Commission des affaires sociales:—*Membres et intervenants nommés, 75. Rapports, 314; 525; 596.

La Commission siège pour étudier le projet de loi n° 1. Rapport, 223.

La Commission siège pour étudier l'avant-projet de loi sur les services de garde à l'enfance. Rapport, 453.

*Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation:—*Membres et intervenants nommés, 75. Rapports, 380; 580; 584; 640.

Commissions de l'Assemblée nationale:—Suite

Commission de l'Assemblée nationale:—Instituée, 3. Membres nommés, 3. Rapports, 73; 280.

La Commission siège pour étudier le rapport de la sous-commission relativement aux allocations des députés. Rapport, 215.

La sous-commission siège à huis clos pour discuter des sociétés d'État, 442.

La Commission siège pour opérer des changements dans la composition des commissions parlementaires et pour entendre les membres de la Commission de la représentation. Rapport, 776.

La Commission siège pour étudier les règlements découlant de la Loi électorale. Rapport, 844.

La Commission siège pour former une sous-commission qui étudiera l'avant-projet de loi sur l'Assemblée nationale. Rapport verbal et membres nommés, 876.

Commission des communications:—Membres et intervenants nommés, 75.

La Commission siège pour étudier les projets de loi n^{os} 4 et 5. Rapports, 262; 341; 407.

Commission des consommateurs, coopératives et institutions financières:—Membres et intervenants nommés, 75. Rapports, 224; 313; 380; 511; 540; 590; 870.

Commission des corporations professionnelles:—Membres et intervenants nommés, 76.

La Commission siège pour étudier le projet de règlement concernant les actes médicaux et infirmiers autorisés. Rapports, 162; 859.

Commission de l'éducation:—Membres et intervenants nommés, 76. Rapports, 224; 347; 362; 641.

La Commission siège pour étudier les projets de loi n^{os} 24 et 25. Rapports, 291; 362.

Commission de l'énergie et des ressources:—Membres et intervenants nommés, 78 (Commission des richesses naturelles et Commission des terres et forêts). Rapport, 553.

La Commission siège pour étudier le projet de loi n^o 121. Rapport, 319.

Commissions de l'Assemblée nationale:—Suite

La Commission siège afin de rencontrer les parties concernées dans le conflit d'Hydro-Québec, 619. Rapport, 621.

*Commission des engagements financiers:—*Membres et intervenants nommés, 76.

Séances (4^e session, 31^e Législature): 22, 23 et 28 mars, 3 et 31 mai, 9 et 30 août, 25 octobre, 29 novembre 1979; 31 janvier, 28 février, 27 mars, 5 juin 1980.

*Commission des finances et des comptes publics:—*Membres et intervenants nommés, 76. Rapport, 347.

*Commission de la fonction publique:—*Membres et intervenants nommés, 76.

*Commission de l'immigration:—*Membres et intervenants nommés, 77.

*Commission de l'industrie, du commerce et du tourisme:—*Membres et intervenants nommés, 77. Rapport, 384.

La Commission siège pour étudier le programme de redressement industriel de Marine Industrie Limitée, 300.

La Commission siège pour entendre les responsables de la Société générale de financement, 527. Rapport, 578.

La Commission siège pour entendre les dirigeants de Sidbec sur le projet de loi n° 73. Rapport, 596. Étude du projet de loi après la deuxième lecture. Rapport, 641.

La Commission siège pour discuter la directive n° 2 concernant la Société générale de financement. Rapport, 666.

*Commission de la justice:—*Membres et intervenants nommés, 77. Rapports, 339; 362; 380; 406; 407; 545; 640; 662; 663; 869.

La Commission siège pour étudier la réforme du droit de la famille. Rapport, 124.

*Commission du loisir, de la chasse et de la pêche:—*Membres et intervenants nommés, 78 (Commission de la jeunesse, des loisirs et des sports et Commission du tourisme, de la chasse et de la pêche). Rapports, 362; 631.

*Commission de la présidence du conseil et de la constitution:—*Membres et intervenants nommés, 77. Rapports, 546; 869.

Commissions de l'Assemblée nationale:—Suite

La Commission siège aux fins d'entendre les membres de la Commission permanente de la réforme des districts électoraux, 477. Rapport, 489.

Commission de la protection de l'environnement:—Membres et intervenants nommés, 78. Rapports, 476; 852.

Commission du revenu:—Membres et intervenants nommés, 78. Rapports, 351; 870.

Commission des transports:—Membres et intervenants nommés, 78.

La Commission siège pour entendre les représentants d'organismes relativement à la réforme du Code de la route, 353. Rapport, 406.

La Commission siège pour étudier le rapport de la firme CEGIR. Rapport, 407.

Commission du travail et de la main-d'oeuvre:—Membres et intervenants nommés, 79.

La Commission siège pour étudier l'application du règlement de placement dans l'industrie de la construction. Rapport, 85.

La Commission siège pour étudier le projet de loi n° 126, Loi sur les normes du travail. Rapports, 121; 324.

La Commission siège pour étudier le projet de loi n° 17. Rapports, 431; 636.

La Commission siège pour entendre les représentants syndicaux des cols bleus de la ville de Montréal. Rapport, 749.

Commission des travaux publics et de l'approvisionnement:—Membres et intervenants nommés, 79.

Commission élues permanentes:—Présidents et membres des différentes—, nommés, 74. Modifications apportées dans la composition des—, 280 (document n° 151). Nouvelle liste des—, 477; 776. Nouvelle liste des membres de l'Union Nationale, 737.

COMMUNAUTÉ HELLÉNIQUE DE MONTRÉAL:—Loi concernant la—. Projet de loi n° 231.

COMMUNAUTÉ URBAINE DE MONTRÉAL:—Loi modifiant la Loi de la—. Projet de loi n° 63.

COMMUNAUTÉ URBAINE DE MONTRÉAL:—Loi concernant la—. Projet de loi n° 112.

COMMUNE DE LA SEIGNEURIE D'YAMASKA:—Loi sur la—. Projet de loi n° 190.

COMPAGNIES:—Loi modifiant la Loi des—, et d'autres dispositions législatives. Projet de loi n° 34.

CONFÉDÉRATION DES CAISSES POPULAIRES ET D'ÉCONOMIE DESJARDINS DU QUÉBEC:—Loi concernant La—. Projet de loi n° 192.

CONSEIL DES COLLÈGES:—Loi sur les—. Projet de loi n° 24.

CONSTITUTS:—Loi modifiant la Loi des—, ou du régime de tenure. Projet de loi n° 52.

CONSULTATION POPULAIRE:—Loi modifiant la Loi sur la—. Projet de loi n° 100.

CONTRAT DE CONCESSION OU DE FRANCHISAGE:—Loi modifiant la Loi sur les valeurs mobilières concernant le—. Projet de loi n° 70.

CONVENTION DU NORD-EST QUÉBÉCOIS:—Loi concernant les dispositions législatives prévues par la—, et modifiant d'autres dispositions législatives. Projet de loi n° 26.

CORPORATIONS DE FONDS DE SÉCURITÉ:—Loi sur les—. Projet de loi n° 53.

CORPS DE POLICE DES VILLAGES CRIS ET DU VILLAGE NASKAPI:—Loi sur les—. Projet de loi n° 38.

CRÉDIT AUX PÊCHERIES MARITIMES:—Loi modifiant la Loi du—. Projet de loi n° 29.

CRÉDIT FONCIER FRANCO-CANADIEN:—Loi modifiant la charte du—. Projet de loi n° 237.

CRÉDIT FONCIER FRANCO-CANADIEN:—Loi modifiant la charte du—. Projet de loi n° 261.

D

Débats de fin de séance (en vertu de l'article 174 du règlement):

M. Fontaine:—L'effondrement d'une digue dans le Parc industriel de Bécancour, 126.

M. Fontaine:—Le dossier de La Parmentière inc., 438. Débat remis, 439. Débat, 444.

Débats de fin de séance:—Suite

M. Goldbloom:—La publicité pré-électorale et l'esprit et la lettre de la Loi électorale et de la Loi régissant le financement des partis politiques, 97. Document n° 19 déposé à la fin du débat.

M. Grenier:—L'entente fédérale-provinciale relativement aux pâtes et papiers, 225.

M. Lamontagne:—La faillite de Thibeault et Associés inc., 112.

Déclarations ministérielles:

M. Bédard:—L'inscription des femmes mariées et des veuves sous leur nom de famille sur la liste électorale, 429.

M. Joron:—La tarification de la Régie de l'assurance automobile, 421.

M. Léonard:—La modernisation des usines de pâtes et papiers et le développement forestier, 215.

M. Lessard:—L'acquisition de la compagnie Nordair Ltée, 601.

M. Lessard:—La politique du gouvernement sur l'aménagement et la gestion des rivières à saumon, 793.

M. Lévesque (Taillon):—L'échéancier du référendum, 383.

M. Lévesque (Taillon):—Le projet de question devant être posée lors du référendum, 639.

M. Lévesque (Taillon):—Le référendum sur l'avenir politique du Québec dont la date est fixée au 20 mai 1980, 801.

M. Parizeau:—L'état des négociations dans les secteurs public et parapublic. Consent. accordé, 518. Déclarations, 530; 535.

M. Parizeau:—Le budget fédéral et ses répercussions sur la politique fiscale du Québec, 595.

M. Parizeau:—Les modifications à la Loi sur les impôts afin d'harmoniser les régimes d'imposition fédéral et québécois. Document n° 463 déposé, 661.

DÉMOCRATIE ET LA RÉMUNÉRATION DES ÉLUS DANS LES MUNICIPALITÉS:—Loi modifiant certaines dispositions législatives concernant la—. Projet de loi n° 105.

DESFOSSÉS:—Loi concernant Claude—. Projet de loi n° 262.

DISPOSITIONS ÉLECTORALES:—Loi modifiant diverses—. Projet de loi n° 111.

DISPOSITIONS LÉGISLATIVES:—Loi modifiant ou abrogeant certaines—. Projet de loi n° 35.

DISPOSITIONS LÉGISLATIVES:—Loi modifiant diverses—. Projet de loi n° 96.

DIVISION TERRITORIALE:—Loi modifiant la Loi de la—. Projet de loi n° 11.

DIVISION TERRITORIALE:—Loi modifiant la Loi sur la représentation électorale et la Loi sur la—. Projet de loi n° 95.

Documents de la session:

Administrateurs agréés:—Rapport annuel de la Corporation professionnelle des—, pour 1978/79. Déposé, 430 (*Document n° 260.*)

Affaires culturelles:—Rapport annuel du ministère des—, pour 1978/79. Déposé, 361. (*Document n° 201.*)

Affaires intergouvernementales:—Rapport annuel du ministère des—, pour 1977/78. Déposé, 239. (*Document n° 127.*)

Affaires intergouvernementales:—Rapport annuel du ministère des—, pour 1978/79. Déposé, 815. (*Document n° 548.*)

Affaires municipales:—Rapport annuel du ministère des—, pour 1978/79. Déposé, 422. (*Document n° 252.*)

Affaires sociales:—Rapport annuel du ministère des—, pour 1977/78. Déposé, 103. (*Document n° 25.*)

Affaires sociales:—Rapport annuel du ministère des—, pour 1978/79. Déposé, 710. (*Document n° 492.*)

Âge d'Or:—Télégramme de la Fédération de l'—, concernant les grèves dans les secteurs public et parapublic. Déposé, 441. (*Document n° 279.*)

Agents de conservation de la faune:—Lettre concernant un programme de formation offert aux—. Déposé, 501. (*Document n° 340.*)

Agriculture:—Rapport annuel du ministère de l'—, pour 1977/78. Déposé, 107. (*Document n° 27.*)

Agronomes:—Rapport annuel de l'Ordre des—, pour 1978/79. Déposé, 453. (*Document n° 288.*)

Documents de la session:—Suite

- Alcan:*—Communiqué de presse annonçant l'établissement d'un centre d'expérimentation au Centre de recherche d'—. Déposé, 142. (*Document n° 48.*)
- Allocations des députés:*—Rapport de la sous-commission de l'Assemblée nationale relativement aux—. Déposé, 215. (*Document n° 110.*)
- Allocations des députés:*—Résolution adoptée par la Commission de régie interne concernant les—. Déposé, 384. (*Document n° 222.*)
- Amiante:*—Correspondance échangée entre le président de la Société Asbestos Limitée et le sous-ministre des Finances. Déposé, 136. (*Document n° 40.*)
- Amiante:*—Arrêté en conseil concernant l'implantation d'une unité de production de composés du magnésium dérivés des résidus d'—. Déposé, 196. (*Document n° 86.*)
- Amiante:*—Déclaration du sénateur Percy de l'Illinois concernant la Société Asbestos Limitée. Déposé, 217. (*Document n° 112.*)
- Amiante:*—Copie de l'arrêté en conseil concernant l'acquisition d'actions de la Canadian Distex Corporation Ltd. Déposé, 255. (*Document n° 135.*)
- Amiante:*—Copie de la correspondance concernant le caractère confidentiel du rapport Lazard Frères & Co. Déposé, 292. (*Document n° 160.*)
- Amiante:*—Copies du décret du gouvernement, de la convention et du rapport d'une firme de comptables concernant l'acquisition d'actions par la Société nationale de l'amiante. Déposés, 843. (*Documents n°s 569, 570 et 571.*)
- Architectes:*—Rapport annuel de l'Ordre des—, pour 1978/79. Déposé, 506. (*Document n° 342.*)
- Archives nationales du Québec:*—Rapport pour la période du 1^{er} janvier 1976 au 31 mars 1977. Déposé, 430. (*Document n° 261.*)
- Arpenteurs-géomètres:*—Rapport annuel de l'Ordre des—, pour 1978/79. Déposé, 761. (*Document n° 514.*)
- Association économique:*—Deux études sur les possibilités d'—. Déposés, 93. (*Documents n°s 14 et 15.*)
- Assurance automobile:*—Rapport annuel du Surintendant des assurances sur la tarification en—. Déposé, 801. (*Document n° 540.*)

Documents de la session:—Suite

*Assurance automobile:—*Rapport annuel d'activité de la Régie de l'—, et celui du Fonds d'indemnisation automobile pour l'exercice terminé le 29 février 1980. Déposé, 820. (*Document n° 555.*)

*Audioprothésistes:—*Rapport annuel de l'Ordre des—, pour 1978/79. Déposé, 441. (*Document n° 277.*)

*Autobus:—*Combien d'—, ont été achetés grâce à une subvention du gouvernement. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 266. (*Document n° 141.*)

*Avant-projet de loi sur les services de garde à l'enfance:—*Déposé, 406. (*Document n° 239.*)

*Avant-projet de loi sur l'Assemblée nationale:—*Déposé, 859. (*Document n° 587.*)

*Avant-projet du Code de la route:—*Déposé, 351. (*Document n° 197.*)

*Bagot:—*Quelle est la superficie des terrains détenus par le ministère des Transports dans le comté de—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 529. (*Document n° 359.*)

*Banque du Canada:—*Copie d'une lettre adressée au ministre de l'Industrie et du Commerce à Ottawa concernant les taux d'intérêt élevés de la—. Déposé, 553. (*Document n° 379.*)

*Barre, M. Raymond:—*Extraits de deux discours prononcés par—, concernant un projet pour une organisation confédérale de l'Europe. Déposé, 780. (*Document n° 528.*)

*Barreau du Québec:—*Rapport annuel pour 1978/79. Déposé, 476. (*Document n° 313.*)

*Bâtir le Québec:—*Énoncé de politique économique intitulé—. Déposé, 406. (*Document n° 237.*)

*Beauce-Sud:—*Mandat d'émettre un bref pour l'élection d'un député dans le district électoral de—. Déposé, 148. (*Document n° 51.*)

*Bibliothèque de la législature:—*Rapport annuel du bibliothécaire sur les activités de la—, pour 1979. Déposé, 815. (*Document n° 549.*)

*Biens culturels:—*Rapport concernant la disparition de—. Déposé, 834. (*Document n° 563.*)

Documents de la session:—Suite

Biron, M. Rodrigue:—Lettre de démission de—, comme chef de l'Union Nationale. Déposé, 678. (*Document n° 477.*)

Black Lake:—Copie de toute correspondance entre le ministre des Transports et la Ligue des citoyens de—. Déposé, 368. (*Document n° 207.*)

Bouchard, M. Maurice:—Copie des deux textes rédigés par—, dans le cadre du Livre blanc sur la politique de développement culturel. Déposé, 369. (*Document n° 209.*)

Bref pour l'élection d'un député dans le district électoral de Beauce-Sud:—Mandat d'émettre un—. Déposé, 148. (*Document n° 51.*)

Bref pour l'élection d'un député dans le district électoral de D'Arcy McGee:—Mandat d'émettre un—. Déposé, 431. (*Document n° 266.*)

Bref pour l'élection d'un député dans le district électoral de Prévost:—Mandat d'émettre un—. Déposé, 102. (*Document n° 21.*)

Brun, M. Henri:—Copie de l'avis juridique émis par—, relatif au projet de loi n° 2. Déposé, 138. (*Document n° 41.*)

Buckingham:—Copie d'une lettre concernant la division éventuelle de la ville de—. Déposé, 219. (*Document n° 113.*)

Budget:—Dépenses pour l'année financière se terminant le 31 mars 1980. Déposé, 117. (*Document n° 28.*)

Budget:—Dépenses pour l'année financière se terminant le 31 mars 1981. Déposé, 755. (*Document n° 511.*)

Budget supplémentaire (n° 1), 1979/80:—Déposé, 519. (*Document n° 351.*)

Budgets d'immobilisation:—Rapport relatif à certains— des organismes gouvernementaux et paragouvernementaux. Déposé, 184. (*Document n° 79.*)

Burns, M. Robert:—Lettre de démission de—. Déposé, 401. (*Document n° 230.*)

Caisse de dépôt et placement:—Rapport annuel pour 1978. Déposé, 123. (*Document n° 32.*)

Caisse de dépôt et placement:—Rapport annuel pour 1979. Déposé, 775. (*Document n° 522.*)

Documents de la session:—Suite

Caisse de dépôt et placement:—Copies des règlements de la—. Déposé, 179. (Document n° 77.)

Caisse de dépôt et placement:—Copies des décrets concernant les règlements de la—. Déposé, 682. (Document n° 483.)

Campagne référendaire:—Document adressé aux militants du comté de Chauveau par M. Louis O'Neill. Déposé, 458. (Document n° 293.)

Canadian Distex Corporation Ltd.:—Copie de l'arrêté en conseil concernant l'acquisition par la Société nationale de l'amiante d'actions de la—. Déposé, 255. (Document n° 135.)

Carte électorale:—Hypothèse de découpage des districts électoraux et—, en date d'octobre 1979. Déposé, 475. (Document n° 310.)

CEGIR:—Rapport final de la firme—, sur la Commission des transports. Déposé, 147. (Document n° 50.)

CEGIR:—Rapport de la Commission permanente des transports qui a étudié le rapport de la firme—. Déposé, 407. (Document n° 244.)

Centre de recherche industrielle du Québec (CRIQ):—Rapport annuel pour 1978/79. Déposé, 383. (Document n° 216.)

Centre de recherche industrielle du Québec (CRIQ):—Rapport annuel pour 1979/80. Déposé, 852. (Document n° 583.)

Centre des congrès:—Échéancier maître pour la construction du—. Déposé, 185. (Document n° 80.)

Centre hospitalier de LaSalle:—Copie de l'étude concernant le—. Déposé, 234. (Document n° 125.)

Centres d'accueil:—Compte rendu de la réunion du comité conjoint de l'Association des—, et du ministère des Affaires sociales concernant les besoins en personnel des—. Déposé, 702. (Document n° 491.)

Centres d'accueil Lanaudière:—Rapport d'enquête sur les—. Déposé, 190. (Document n° 84.)

Chantiers maritimes:—Rapport du Comité d'étude sur l'avenir des grands—. Déposé, 283. (Document n° 152.)

Chaput-Rolland, Mme Solange:—Certificat d'élection de—, député de Prévost. Déposé, 536. (Document n° 365.)

Documents de la session:—Suite

- Charbonneau, M. Jean-Guy*:—Quelle était l'occupation de—, avant sa nomination au poste de sous-ministre adjoint au ministère de l'Agriculture et l'Alimentation. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 645. (*Document n° 454.*)
- Charte de la langue française*:—Copie de la correspondance relative à la décision rendue par le juge en chef de la Cour supérieure sur la constitutionnalité du chapitre III de la—. Déposé, 94. (*Document n° 17.*)
- Charte de la langue française*:—Copie de l'avis juridique sur l'application de la—. Déposé, 210. (*Document n° 107.*)
- Chef de l'Union Nationale*:—Lettre informant le Président que M. Michel LeMoignan agira comme—. Déposé, 678. (*Document n° 478.*)
- Chimistes*:—Rapport annuel de l'Ordre des—, pour 1978/79. Déposé, 463. (*Document n° 295.*)
- Chiropraticiens*:—Rapport annuel de l'Ordre des—, pour 1978/79. Déposé, 540. (*Document n° 368.*)
- Chômage chez les finissants des universités, cégeps et écoles secondaires*:—Étude effectuée sur le taux de—. Déposé, 605. (*Document n° 419.*)
- CLSC des Mille-Îles*:—Liste de tout le personnel sur la liste de paye du—. Déposés, 434 et 529. (*Documents n°s 270 et 360.*)
- CLSC du Marigot*:—Liste de tout le personnel sur la liste de paye du—. Déposés, 434 et 529. (*Documents n°s 269 et 360.*)
- CLSC Norman Bethune*:—Liste de tout le personnel inscrit sur la feuille de paye du—. Déposés, 433 et 529. (*Documents n°s 268 et 360.*)
- Code de la route*:—Avant-projet du—. Déposé, 351. (*Document n° 197.*)
- Collège Dawson*:—Rapport de l'enquête sur le fonctionnement du—. Déposé, 583. (*Document n° 395.*)
- Colloque sur la mise en oeuvre rationnelle des facteurs de production agricole*:—Combien de personnes ont participé au—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 206. (*Document n° 98.*)
- Colloque sur l'enseignement professionnel et la formation de la main-d'oeuvre*:—Rapport sur le—, tenu à Saint-Anselme. Déposé, 500. (*Document n° 338.*)

Documents de la session:—Suite

Cols bleus de la ville de Montréal:—Rapport de la Commission permanente du travail et de la main-d'oeuvre qui a siégé pour entendre les représentants syndicaux des—. Déposé, 749. (Document n° 509.)

Comité de la protection de la jeunesse:—Rapport annuel pour 1978/79. Déposé, 475. (Document n° 311.)

Comité d'étude sur l'avenir des grands chantiers maritimes:—Rapport du—. Déposé, 283. (Document n° 152.)

Comité d'étude sur le fonctionnement de l'évolution du commerce au Québec:—Rapport final du—. Déposé, 85. (Document n° 10.)

Comité organisateur de la fête nationale du Québec:—Rapport annuel pour l'exercice terminé le 31 juillet 1979. Déposé, 602. (Document n° 416.)

Commission administrative des régimes d'assurance-stabilisation des revenus agricoles:—Rapport annuel pour 1978. Déposé, 793. (Document n° 535.)

Commission administrative du régime de retraite:—Rapport annuel pour 1978. Déposé, 441. (Document n° 278.)

Commission consultative de l'enseignement privé:—Rapport annuel pour 1977/78. Déposé, 339. (Document n° 187.)

Commission de contrôle des permis d'alcool:—Rapport des activités pour 1978/79. Déposé, 595. (Document n° 405.)

Commission de la fonction publique:—Avis concernant certains règlements. Déposés, 323, 403, 430, 507, 589, 695, 762, 775, 809, 837, 851. (Documents nos 176, 235, 259, 347, 399, 485, 518, 525, 547, 567 et 575.)

Commission de la fonction publique:—Rapport annuel pour 1978/79. Déposé, 406. (Document n° 240.)

Commission de la fonction publique:—Rapport annuel pour 1979/80. Déposé, 865. (Document n° 591.)

Commission de la représentation:—Rapport préliminaire de la—, comportant les descriptions techniques des 122 circonscriptions électorales proposées. Déposé, 749. (Document n° 508.)

Commission d'enquête sur le coût de la 21^e olympiade:—Rapport de la—. Déposé, 819. (Document n° 551.)

Documents de la session:—Suite

Commission de police:—Rapport annuel pour 1978. Déposé, 262. (Document n° 138.)

Commission de police:—Rapport annuel pour 1979. Déposé, 851. (Document n° 577.)

Commission de régie interne de l'Assemblée nationale:—Copie de deux arrêtés en conseil nommant trois commissaires et trois commissaires suppléants. Déposé, 93. (Document n° 13.)

Commission de régie interne de l'Assemblée nationale:—Résolution adoptée par la—, concernant les allocations des députés. Déposé, 384. (Document n° 222.)

Commission de régie interne de l'Assemblée nationale:—Arrêté en conseil nommant M. François Gendron commissaire de la régie interne. Déposé, 490. (Document n° 332.)

Commission de surveillance de la langue française:—Rapport annuel pour 1978/79. Déposé, 789. (Document n° 531.)

Commission des accidents du travail:—Rapport annuel pour 1979. Déposé, 758. (Document n° 513.)

Commission des affaires sociales:—Rapport annuel pour 1978/79. Déposé, 545. (Document n° 373.)

Commission des biens culturels:—Rapport annuel pour 1978/79. Déposé, 500. (Document n° 336.)

Commission des biens culturels:—Avis de la—. Déposés, 701 et 789. (Documents nos 488 et 532.)

Commission des droits de la personne:—Rapport annuel pour 1978. Déposé, 351. (Document n° 196.)

Commission des services juridiques:—Rapport annuel pour 1978/79. Déposé, 445. (Document n° 280.)

Commission des services juridiques:—Quel est le montant total du budget de la—, engagé et dépensé en 1978/79 et 1979/80. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 732. (Document n° 506.)

Commission des transports:—Rapport annuel pour 1978/79. Déposé, 384. (Document n° 219.)

Documents de la session:—Suite

Commission des transports:—Rapport annuel pour 1979/80. Déposé, 867. (Document n° 607.)

Commission des valeurs mobilières:—Bulletin de statistiques de la—. Déposé, 425. (Document n° 256.)

Commission d'étude sur les universités:—Rapport de la—. (Rapport Angers). Déposé, 300. (Document n° 166.)

Commission Keable:—Autorisation du Conseil du trésor pour le remboursement de dépenses encourues par la—, lors d'auditions à huis clos d'un témoin. Déposé, 854. (Document n° 586.)

Commission municipale de Québec:—Copies de réclamations pour frais de voyages des commissaires de la—. Déposé, 387. (Document n° 226.)

Commission municipale du Québec:—Rapport annuel pour 1978/79. Déposé, 422. (Document n° 253.)

Commission permanente des affaires culturelles:—Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi n° 2. Déposé, 305. (Document n° 169.)

Commission permanente des affaires culturelles:—Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi n° 51. Déposé, 407. (Document n° 243.)

Commission permanente des affaires culturelles:—Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi n° 51. Déposé, 525. (Document n° 356.)

Commission permanente des affaires municipales:—Rapports de la—, qui a étudié le projet de loi n° 107. Déposés, 120 et 425. (Documents n°s 29 et 258.)

Commission permanente des affaires municipales:—Rapports de la—, qui a étudié le projet de loi n° 125. Déposés, 179 et 422. (Documents n°s 78 et 254.)

Commission permanente des affaires municipales:—Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi n° 119. Déposé, 189. (Document n° 82.)

Commission permanente des affaires municipales:—Rapport de la—, qui a étudié les projets de loi privés n°s 227, 245, 273, 275 et 278. Déposé, 283. (Document n° 153.)

Commission permanente des affaires municipales:—Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi n° 22. Déposé, 292. (Document n° 159.)

Documents de la session:—Suite

Commission permanente des affaires municipales:—Rapport de la—, qui a étudié les projets de loi n^{os} 33, 39 et 44. Déposé, 340. (Document n^o 191.)

Commission permanente des affaires municipales:—Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi privé n^o 257. Déposé, 341. (Document n^o 192.)

Commission permanente des affaires municipales:—Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi n^o 74. Déposé, 596. (Document n^o 409.)

Commission permanente des affaires municipales:—Rapport de la—, sur les projets de loi privés n^{os} 218, 230, 244 et 280. Déposé, 662. (Document n^o 468.)

Commission permanente des affaires municipales:—Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi n^o 57. Déposé, 667. (Document n^o 472.)

Commission permanente des affaires municipales:—Rapport de la—, qui a étudié les projets de loi privés n^{os} 200, 204, 205, 209, 216 et 251. Déposé, 721. (Document n^o 498.)

Commission permanente des affaires municipales:—Rapport de la—, qui a étudié les projets de loi privés n^{os} 263 et 268. Déposé, 868. (Document n^o 614.)

Commission permanente des affaires municipales:—Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi n^o 105. Déposé, 875. (Document n^o 622.)

Commission permanente des affaires sociales:—Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi n^o 1. Déposé, 223. (Document n^o 116.)

Commission permanente des affaires sociales:—Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi n^o 13. Déposé, 314. (Document n^o 173.)

Commission permanente des affaires sociales:—Rapport de la—, qui a étudié l'avant-projet de loi sur les services de garde à l'enfance. Déposé, 453. (Document n^o 290.)

Commission permanente des affaires sociales:—Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi n^o 56. Déposé, 525. (Document n^o 357.)

Commission permanente des affaires sociales:—Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi n^o 77. Déposé, 596. (Document n^o 410.)

Commission permanente de l'agriculture:—Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi n^o 16. Déposé, 380. (Document n^o 212.)

Documents de la session:—Suite

Commission permanente de l'agriculture et de l'alimentation:—Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi n° 43. Déposé, 578. (Document n° 391.)

Commission permanente de l'agriculture et de l'alimentation:—Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi n° 41. Déposé, 584. (Document n° 397.)

Commission permanente de l'agriculture et de l'alimentation:—Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi n° 75. Déposé, 640. (Document n° 447.)

Commission permanente de l'agriculture et de l'alimentation:—Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi n° 59. Déposé, 640. (Document n° 448.)

Commission permanente de l'Assemblée nationale:—Rapport de la—, qui a siégé afin de désigner les membres qui feront partie des commissions permanentes. Déposé, 73. (Document n° 3.)

Commission permanente de l'Assemblée nationale:—Rapport de la sous-commission relativement aux allocations des députés. Déposé, 215. (Document n° 110.)

Commission permanente de l'Assemblée nationale:—Rapport de la—, qui a siégé aux fins de nommer les nouveaux présidents de commissions permanentes. Déposé, 280. (Document n° 151.)

Commission permanente de l'Assemblée nationale:—Rapport de la—, qui a siégé pour entendre les membres de la Commission de la représentation et opérer des changements dans la composition des commissions permanentes. Déposé, 776. (Document n° 526.)

Commission permanente de l'Assemblée nationale:—Rapport de la—, qui a siégé aux fins d'étudier les règlements découlant de la Loi électorale. Déposé, 844. (Document n° 573.)

Commission permanente des communications:—Rapports de la—, qui a étudié les projets de loi n^{os} 4 et 5. Déposés, 262 et 341. (Documents n^{os} 140 et 193.)

Commission permanente des communications:—Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi n° 4. Déposé, 407. (Document n° 246.)

Commission permanente des consommateurs, coopératives et institutions financières:—Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi n° 19. Déposé, 224. (Document n° 117.)

Documents de la session:—Suite

- Commission permanente des consommateurs, coopératives et institutions financières:—Rapport de la—, qui a étudié les projets de loi privés n^{os} 213, 220, 222, 232, 237, 254 et 284. Déposé, 313. (Document n^o 172.)*
- Commission permanente des consommateurs, coopératives et institutions financières:—Rapport de la—, qui a étudié les projets de loi n^{os} 34, 36 et 45. Déposé, 380. (Document n^o 214.)*
- Commission permanente des consommateurs, coopératives et institutions financières:—Rapport de la—, sur le projet de loi n^o 53. Déposé, 511. (Document n^o 349.)*
- Commission permanente des consommateurs, coopératives et institutions financières:—Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi n^o 54. Déposé, 540. (Document n^o 370.)*
- Commission permanente des consommateurs, coopératives et institutions financières:—Rapport de la—, qui a étudié les projets de loi privés n^{os} 213, 217, 219, 233, 236 et 241. Déposé, 590. (Document n^o 402.)*
- Commission permanente des consommateurs, coopératives et institutions financières:—Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi n^o 187 et les projets de loi privés n^{os} 208, 231 et 261. Déposé, 870. (Document n^o 618.)*
- Commission permanente des corporations professionnelles:—Rapport de la—, qui a étudié le projet de règlement concernant les actes médicaux et infirmiers autorisés. Déposé, 162. (Document n^o 63.)*
- Commission permanente des corporations professionnelles:—Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi n^o 98. Déposé, 859. (Document n^o 589)*
- Commission permanente de l'éducation:—Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi privé n^o 281. Déposé, 224. (Document n^o 118.)*
- Commission permanente de l'éducation:—Rapports de la—, qui a étudié les projets de loi n^{os} 24 et 25. Déposés, 291, 347 et 362. (Documents n^{os} 158, 195 et 204.)*
- Commission permanente de l'éducation:—Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi n^o 30. Déposé, 362. (Document n^o 205.)*
- Commission permanente de l'éducation:—Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi n^o 71. Déposé, 641. (Document n^o 451.)*

Documents de la session:—Suite

Commission permanente de l'énergie et des ressources:—Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi n° 60. Déposé, 553. (Document n° 380.)

Commission permanente de l'énergie et des ressources:—Rapport de la—, qui a siégé pour entendre les parties concernées par le conflit d'Hydro-Québec. Déposé, 621. (Document n° 436.)

Commission permanente des finances et des comptes publics:—Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi n° 101. Déposé, 347. (Document n° 194.)

Commission permanente de l'industrie et du commerce:—Rapport de la—, qui a étudié le programme de redressement industriel de Marine Industrie Limitée. Déposé, 300. (Document n° 167.)

Commission permanente de l'industrie et du commerce:—Rapport de la—, qui a étudié les projets de loi nos 7 et 29. Déposé, 384. (Document n° 223.)

Commission permanente de l'industrie et du commerce:—Rapport de la—, qui a siégé afin d'entendre les représentants de la Société générale de financement du Québec. Déposé, 578. (Document n° 392.)

Commission permanente de l'industrie, du commerce et du tourisme:—Rapport de la—, qui a siégé aux fins d'entendre les dirigeants de Sidbec sur le projet de loi n° 73. Déposé, 596. (Document n° 411.)

Commission permanente de l'industrie, du commerce et du tourisme:—Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi n° 73. Déposé, 641. (Document n° 450.)

Commission permanente de l'industrie, du commerce et du tourisme:—Rapport de la—, qui a siégé pour discuter la directive n° 2 concernant la SGFQ. Déposé, 666. (Document n° 471.)

Commission permanente de la justice:—Rapport de la—, qui a étudié la réforme du droit de la famille. Déposé, 124. (Document n° 36.)

Commission permanente de la justice:—Rapport de la—, qui a étudié les projets de loi privés nos 207, 228, 234, 239, 248 et 262. Déposé, 339. (Document n° 190.)

Commission permanente de la justice:—Rapport de la—, qui a étudié les projets de loi nos 11, 31, 35, 38 et 40. Déposé, 362. (Document n° 203.)

Commission permanente de la justice:—Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi n° 49. Déposé, 380. (Document n° 213.)

Documents de la session:—Suite

Commission permanente de la justice:—Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi n° 48. Déposé, 406. (Document n° 242.)

Commission permanente de la justice:—Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi n° 28. Déposé, 407. (Document n° 245.)

Commission permanente de la justice:—Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi n° 55. Déposé, 545. (Document n° 374.)

Commission permanente de la justice:—Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi n° 52. Déposé, 640. (Document n° 449.)

Commission permanente de la justice:—Rapport de la—, qui a étudié les projets de loi nos 190, 238 et 252. Déposé, 662. (Document n° 469.)

Commission permanente de la justice:—Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi n° 48. Déposé, 663. (Document n° 470.)

Commission permanente de la justice:—Rapport de la—, qui a étudié les projets de loi nos 194 et 197 et le projet de loi privé n° 242. Déposé, 869. (Document n° 615.)

Commission permanente de la justice:—Rapport de la—, qui a étudié les projets de loi nos 96 et 183. Déposé, 869. (Document n° 616.)

Commission permanente du loisir, de la chasse et de la pêche:—Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi n° 78. Déposé, 631. (Document n° 438.)

Commission permanente de la présidence du conseil et de la constitution:—Rapport de la—, qui a siégé pour entendre les membres de la Commission permanente de la réforme des districts électoraux. Déposé, 489. (Document n° 329.)

Commission permanente de la présidence du conseil et de la constitution:—Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi n° 9. Déposé, 546. (Document n° 375.)

Commission permanente de la présidence du conseil et de la constitution:—Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi n° 10. Déposé, 546. (Document n° 376.)

Commission permanente de la présidence du conseil et de la constitution:—Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi n° 111. Déposé, 869. (Document n° 617.)

Documents de la session:—Suite

Commission permanente de la protection de l'environnement:—Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi n° 50. Déposé, 476. (Document n° 316.)

Commission permanente de la protection de l'environnement:—Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi n° 92. Déposé, 852. (Document n° 584.)

Commission permanente de la réforme des districts électoraux:—Hypothèse de découpage et carte électorale préparées par la—. Déposé, 475. (Document n° 310.)

Commission permanente du revenu:—Rapport de la—, qui a étudié les projets de loi n°s 6, 8, 14, 18 et 42. Déposé, 351. (Document n° 199.)

Commission permanente du revenu:—Rapport de la—, qui a étudié les projets de loi n°s 80, 102, 103 et 104. Déposé, 870. (Document n° 619.)

Commission permanente des richesses naturelles:—Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi n° 121. Déposé, 319. (Document n° 175.)

Commission permanente des terres et forêts:—Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi n° 97. Déposé, 136. (Document n° 39.)

Commission permanente du tourisme, de la chasse et de la pêche:—Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi n° 37. Déposé, 362. (Document n° 206.)

Commission permanente des transports:—Rapport de la—, qui a siégé aux fins d'entendre les personnes et organismes concernés par l'avant-projet du Code de la route. Déposé, 406. (Document n° 241.)

Commission permanente des transports:—Rapport de la—, qui a étudié le rapport CEGIR sur la Commission des transports. Déposé, 407. (Document n° 244.)

Commission permanente du travail et de la main-d'oeuvre:—Rapport de la—, qui a étudié l'application du règlement de placement dans l'industrie de la construction. Déposé, 85. (Document n° 12.)

Commission permanente du travail et de la main-d'oeuvre:—Rapports de la—, qui a étudié le projet de loi n° 126. Déposés, 121 et 324. (Documents n°s 30 et 179.)

Commission permanente du travail et de la main-d'oeuvre:—Rapports de la—, qui a étudié le projet de loi n° 17. Déposés, 431 et 636. (Documents n°s 265 et 440.)

Documents de la session:—Suite

Commission permanente du travail et de la main-d'oeuvre:—Rapport de la—, qui a siégé pour entendre les représentants syndicaux des cols bleus de la ville de Montréal. Déposé, 749. (Document n° 509.)

Commission québécoise des libérations conditionnelles:—Rapport annuel pour 1978/79. Déposé, 601. (Document n° 412.)

Commissions:—Liste des—, délivrées aux employés publics en 1978. Déposé, 102. (Document n° 22.)

Commissions permanentes:—Rapport groupant les rapports des—, qui ont procédé à l'étude des crédits du budget 1979/80. Déposé, 279. (Document n° 150.)

Commissions permanentes:—Rapport groupant les rapports des—, qui ont procédé à l'étude des crédits du budget 1980/81. Déposé, 860. (Document n° 590.)

Commissions scolaires:—Rapport du Vérificateur général relativement au déficit de \$500 millions des—. Déposé, 785. (Document n° 530.)

Communautés de comté:—Document intitulé: Les compétences des—, Déposé, 737. (Document n° 507.)

Communication-Québec:—Quelle est l'adresse des bureaux de—, à Saint-Jean. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 207. (Document n° 99.)

Communications:—Le ministère des—, a-t-il organisé des rencontres dites «administratives». (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 205. (Document n° 97.)

Communications:—Rapport annuel du ministère des—, pour 1977/78. Déposé, 247. (Document n° 130.)

Communications:—Rapport annuel du ministère des—, pour 1978/79. Déposé, 602. (Document n° 414.)

Communications:—Rapport annuel du ministère des—, pour 1979/80. Déposé, 866. (Document n° 602.)

Composés du magnésium dérivés des résidus d'amiante:—Arrêté en conseil concernant l'implantation d'une unité de production de—. Déposé, 196. (Document n° 86.)

Comptables agréés:—Rapport annuel de l'Ordre des—, pour 1978/79. Déposé, 331. (Document n° 183.)

Documents de la session:—Suite

- Comptables en administration industrielle:—Rapport annuel de la Corporation professionnelle des—, pour 1978/79. Déposé, 545. (Document n° 372.)*
- Comptables généraux licenciés:—Rapport annuel de la Corporation professionnelle des—, pour 1978/79. Déposé, 475. (Document n° 312.)*
- Comptes économiques du Québec, 1962-1977:—Estimations annuelles des—. Déposé, 123. (Document n° 33.)*
- Comptes économiques du Québec, 1961-78:—Estimations annuelles des—. Déposé, 753. (Document n° 510.)*
- Comptes publics du gouvernement du Québec:—Volumes 1 et 2 des—, pour 1978/79. Déposé, 661. (Document n° 464.)*
- Condition féminine:—État des actions gouvernementales en matière de—, pour 1979/80. Déposé, 697. (Document n° 487.)*
- Conférence au sommet de Montebello:—Le programme horaire de la—. Déposé, 81. (Document n° 4.)*
- Conférence au sommet de Montebello:—Document de travail en prévision de la—. Déposé, 81. (Document n° 5.)*
- Conférence constitutionnelle:—Documents relatifs à la—, tenue à Ottawa le 9 juin 1980. Déposés, 833 et 834. (Documents nos 558, 559, 560 et 561.)*
- Conférences socio-économiques:—Bilan des—. Déposé, 81. (Document n° 6.)*
- Conseil consultatif de l'environnement:—Rapport annuel pour 1978/79. Déposé, 710. (Document n° 493.)*
- Conseil consultatif des réserves écologiques:—Rapport annuel pour 1978/79. Déposé, 809. (Document n° 546.)*
- Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre:—Rapport pour 1977/78. Déposé, 82. (Document n° 9.)*
- Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre:—Rapport annuel pour 1978/79. Déposé, 867. (Document n° 608.)*
- Conseil de la langue française:—Étude du—, sur la situation linguistique dans les écoles primaires et secondaires de 1971/72 à 1978/79. Déposé, 567. (Document n° 385.)*

Documents de la session:—Suite

Conseil de la langue française:—Rapport annuel pour 1978/79. Déposé, 866. (Document n° 594.)

Conseil de la langue française:—Deux ouvrages publiés par le—, intitulés: Rédaction des lois et Langage et système des lois. Déposés, 866. (Documents n°s 595 et 596.)

Conseil des affaires sociales et de la famille:—Rapport annuel pour 1978/79. Déposé, 506. (Document n° 346.)

Conseil des universités:—Rapport annuel pour 1977/78. Déposé, 102. (Document n° 23.)

Conseil des universités:—Rapport annuel pour 1978/79. Déposé, 406. (Document n° 236.)

Conseil du référendum:—Lettre avisant le Président de la composition du—. Déposé, 681. (Document n° 481.)

Conseil exécutif:—Rapport annuel pour 1978/79. Déposé, 621. (Document n° 435.)

Conseil interprofessionnel du Québec:—Rapport annuel pour 1978/79. Déposé, 484. (Document n° 318.)

Conseil supérieur de l'éducation:—Rapport annuel sur l'état et les besoins de l'éducation, pour 1978/79. Déposé, 631. (Document n° 437.)

Conseil supérieur de l'éducation:—Rapport d'activité pour 1978/79. Déposé, 639. (Document n° 441.)

Conseils régionaux de la santé et des services sociaux:—Rapports annuels pour 1978/79. Déposé, 414. (Document n° 248.)

Conseillers d'orientation:—Rapport annuel de la Corporation des—, pour 1978/79. Déposé, 506. (Document n° 341.)

Conseillers en relations industrielles:—Rapport annuel de la Corporation professionnelle des—, pour 1978/79. Déposé, 484. (Document n° 319.)

Consommateurs, Coopératives et Institutions financières:—Rapport annuel du ministère des—, pour 1978/79. Déposé, 540. (Document n° 369.)

Constitution:—Copies de télégrammes relatifs à la conférence constitutionnelle tenue à Ottawa le 9 juin 1980. Déposés, 819. (Documents n°s 552 et 553.)

Documents de la session:—Suite

Constitution:—Liste des douze sujets soumis le 17 juin 1980 aux ministres responsables de la—. Déposé, 871. (*Document n° 620.*)

Construction navale:—Correspondance concernant les recommandations du groupe de travail sur l'industrie canadienne de la—. Déposé, 195. (*Document n° 85.*)

CONTAX:—Rapport de la tournée de consultation sur le règlement 6 concernant le transport par taxi. Déposé, 323. (*Document n° 177.*)

Contrats de publicité du gouvernement:—Directive du Conseil du trésor concernant les—. Déposé, 141. (*Document n° 46.*)

Coordonneurs des régions agricoles:—Quels sont les noms et les salaires des—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 646. (*Document n° 456.*)

CROP inc.:—Rapport de—, sur les campagnes de publicité du gouvernement. Déposé, 141. (*Document n° 45.*)

Curateur public:—Rapport annuel au 31 décembre 1978. Déposé, 437. (*Document n° 272.*)

Dagenais, M. François:—Quelle était l'occupation de—, avant sa nomination au poste de sous-ministre adjoint au ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 645. (*Document n° 455.*)

D'Arcy McGee:—Mandat d'émettre un bref pour l'élection d'un député dans le district électoral de—. Déposé, 431. (*Document n° 266.*)

Décentralisation de la Direction générale des pêches maritimes:—Copie d'un article concernant la—. Déposé, 414. (*Document n° 249.*)

Déclaration de 1975 de l'Assemblée générale des Nations Unies:—Arrêté en conseil concernant la—, sur la protection des personnes contre la torture. Déposé, 595. (*Document n° 404.*)

Déficit de \$500 millions des commissions scolaires:—Rapport du Vérificateur général relativement au—. Déposé, 785. (*Document n° 530.*)

Dentistes:—Rapport annuel de l'Ordre des—, pour 1978/79. Déposé, 545. (*Document n° 371.*)

Denturologistes:—Rapport annuel de l'Ordre des—, pour 1978/79. Déposé, 438. (*Document n° 274.*)

Documents de la session:—Suite

*Dépenses du gouvernement:—*La ventilation des nouvelles priorités de—, pour 1979/80. Déposé, 465. (*Document n° 303.*)

*Députés:—*Copie du rapport de M. Vincent Lemieux sur le rôle des—, et les modes de représentation des citoyens à l'Assemblée nationale. Déposé, 138. (*Document n° 42.*)

*Desgagné, M. André:—*Y a-t-il une relation entre—, président de l'Office des professions, et le candidat du Parti québécois aux élections générales de 1973. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 168. (*Document n° 69.*)

*Diagrammes de l'Assemblée nationale:—*Déposés, 403, 533 et 682. (*Documents n°s 233, 362 et 482.*)

*Dietétistes:—*Rapport annuel de la Corporation professionnelle des—, pour 1978/79. Déposé, 453. (*Document n° 289.*)

*Dion, M. Marc:—*Quel poste occupe—, au ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 647. (*Document n° 457.*)

*Directeur du Service de constructions rurales et du machinisme agricole:—*Pourquoi y a-t-il eu deux concours de promotion pour le poste de—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 649. (*Document n° 460.*)

*Direction générale de l'Énergie:—*Rapport annuel pour 1978/79. Déposé, 639. (*Document n° 443.*)

*Direction générale du Génie:—*Quels sont les noms des candidats pour le poste de directeur général du Génie, au ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 765. (*Document n° 519.*)

*Direction générale du Génie:—*La—a-t-elle encore un bureau situé à Montréal. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 769. (*Document n° 521.*)

*Disparition de biens culturels:—*Rapport concernant la—. Déposé, 834. (*Document n° 563.*)

*Drainage de la rivière Saint-Régis:—*Quels sont les noms des soumissionnaires pour les travaux de—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 450. (*Document n° 287.*)

Documents de la session:—Suite

Drapeau officiel du Québec:—Copies de trois arrêtés en conseil concernant le—. Déposé, 330. (*Document n° 181.*)

Driscoll College Inc.:—Document du ministère de l'Éducation concernant l'institution—. Déposé, 173. (*Document n° 74.*)

Dubois, M. Claude:—Lettre de démission de—, du caucus de l'Union Nationale. Déposé, 402. (*Document n° 231.*)

Éditeur officiel du Québec:—Rapport annuel indiquant le nombre de recueils de lois imprimés, etc. Déposé, 567. (*Document n° 386.*)

Éducation:—Rapport annuel du ministère de l'—, et du HCJLS pour 1976/77 et 1977/78. Déposé, 161. (*Document n° 60.*)

Éducation:—Rapport annuel du ministère de l'—, pour 1978/79. Déposé, 517. (*Document n° 350.*)

Élections partielles dans Argenteuil et Jean-Talon:—Arrêtés en conseil concernant les—. Déposé, 101. (*Document n° 20.*)

Élections partielles dans Beauce-Sud, D'Arcy McGee Maisonneuve et Prévost:—Arrêtés en conseil concernant les—. Déposé, 437. (*Document n° 271.*)

Employés engagés à salaire ou à honoraires:—Combien y a-t-il eu d'—, du 26 novembre 1976 au 21 mars 1979. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 604. (*Document n° 417.*)

Énergie:—Allocution de M. Bérubé à la Conférence fédérale-provinciale des premiers ministres sur l'—. Déposé, 613. (*Document n° 434.*)

Énergie:—Rapport annuel de la Direction générale de l'—, pour 1978/79. Déposé, 639. (*Document n° 443.*)

Enquête policière:—Copie de la correspondance concernant une présumée—. Déposé, 94. (*Document n° 17.*)

Enquêtes policières:—Affidavits de trois citoyens de Chomedey au sujet d'—. Déposé, 94. (*Document n° 18.*)

Entente auxiliaire Canada-Québec:—Copie de l'amendement à l'—, sur le développement forestier. Déposé, 229. (*Document n° 120.*)

Entreprises du Québec:—États financiers des—, pour 1977/78. Déposé, 313. (*Document n° 171.*)

Documents de la session:—Suite

Environnement:—Étude sur la perception de l'—, préparée par Pluram Inc. Déposé, 425. (*Document n° 257.*)

Environnement:—Combien de formulaires d'affidavit, mis à la disposition des citoyens pour combattre les pollueurs, ont été retournés au ministère. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 433. (*Document n° 267.*)

Épargne:—Copie de l'étude effectuée par M. Henri-Paul Rousseau sur l'—. Déposé, 508. (*Document n° 348.*)

Ergothérapeutes:—Rapport annuel de la Corporation professionnelle des—, pour 1978/79. Déposé, 463. (*Document n° 294.*)

États financiers des entreprises du Québec:—Pour l'année 1977/78. Déposé, 313. (*Document n° 171.*)

États financiers du Québec:—Pour l'année se terminant le 31 mars 1979. Déposé, 661. (*Document n° 465.*)

Évaluateurs agréés:—Rapport annuel de la Corporation professionnelle des—, pour 1978/79. Déposé, 540. (*Document n° 367.*)

Fédération de l'Âge d'or:—Télégramme de la—, concernant les grèves dans les secteurs public et parapublic. Déposé, 441. (*Document n° 279.*)

Fédération de l'Âge d'or:—Copie de la correspondance échangée avec la—, concernant l'intégration de deux Conseils de l'Âge d'or. Déposé, 791. (*Document n° 534.*)

Festival des films du monde:—Correspondance concernant l'aide que le—, a sollicitée du ministère des Communications. Déposé, 871. (*Document n° 621.*)

Fichier central:—Copie de la liste des fournisseurs de services, des entrepreneurs et des professionnels qui ont fait une demande d'inscription au—. Déposés, 208-210. (*Documents nos 100 à 106 incl.*)

Fichiers de personnes de l'administration publique:—Copie de l'étude sur le contenu des—. Déposés, 467 et 487. (*Documents nos 307 et 326.*)

Financement des partis politiques:—Copie de l'avis juridique émis par M. Henri Brun relatif au projet de loi n° 2. Déposé, 138. (*Document n° 41.*)

Financement des partis politiques:—Premier rapport annuel du directeur général du—. Déposé, 403. (*Document n° 234.*)

Documents de la session:—Suite

Fiset, Mme Raymonde:—Est-ce que—, a occupé un poste au ministère de la Justice. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 731. (*Document n° 505.*)

Fonction publique:—Rapport annuel du ministère de la—, pour 1978/79. Déposé, 476. (*Document n° 315.*)

Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers:—Rapport annuel au 31 mars 1979. Déposé, 430. (*Document n° 262.*)

Fonds d'indemnisation automobile:—Rapport d'activité de la Régie de l'assurance automobile et celui du—, pour l'exercice terminé le 29 février 1980. Déposé, 820. (*Document n° 555.*)

Francisation:—Copie de l'étude effectuée par M. Roger Putzel sur la réaction du haut-patronat à la—. Déposé, 266. (*Document n° 143.*)

Francophones sur le marché du travail:—Copie de l'étude sur la place des—. Déposé, 211. (*Document n° 109.*)

Garderies:—Avant-projet de loi sur les services de garde à l'enfance. Déposé, 406. (*Document n° 239.*)

Garderies:—Pétition de l'Association des propriétaires de—, du Québec inc. Déposé, 578. (*Document n° 390.*)

Greffier en loi de l'Assemblée nationale:—Rapport sur le projet de loi n° 275. Déposé, 121. (*Document n° 31.*)

Greffier en loi de l'Assemblée nationale:—Rapport sur les projets de loi privés n°s 234 et 239. Déposé, 142. (*Document n° 47.*)

Greffier en loi de l'Assemblée nationale:—Rapport sur le projet de loi privé n° 267. Déposé, 162. (*Document n° 64.*)

Greffier en loi de l'Assemblée nationale:—Rapports sur les projets de loi privés n°s 213 et 245. Déposé, 190. (*Document n° 83.*)

Greffier en loi de l'Assemblée nationale:—Rapport sur le projet de loi privé n° 227. Déposé, 196. (*Document n° 87.*)

Greffier en loi de l'Assemblée nationale:—Rapports sur les projets de loi privés n°s 281 et 284. Déposé, 204. (*Document n° 95.*)

Greffier en loi de l'Assemblée nationale:—Rapports sur les projets de loi privés n°s 254 et 273. Déposé, 215. (*Document n° 111.*)

Documents de la session:—Suite

Greffier en loi de l'Assemblée nationale:—Rapport sur le projet de loi privé n° 248. Déposé, 229. (Document n° 121.)

Greffier en loi de l'Assemblée nationale:—Rapports sur les projets de loi privés n°s 278 et 279. Déposé, 239. (Document n° 128.)

Greffier en loi de l'Assemblée nationale:—Rapport sur le projet de loi privé n° 232. Déposé, 249. (Document n° 132.)

Greffier en loi de l'Assemblée nationale:—Rapports sur les projets de loi privés n°s 228 et 262. Déposé, 256. (Document n° 136.)

Greffier en loi de l'Assemblée nationale:—Rapports sur les projets de loi privés n°s 220, 222 et 227. Déposé, 273. (Document n° 147.)

Greffier en loi de l'Assemblée nationale:—Rapport sur le projet de loi privé n° 207. Déposé, 305. (Document n° 170.)

Greffier en loi de l'Assemblée nationale:—Rapport sur le projet de loi privé n° 257. Déposé, 332. (Document n° 186.)

Greffier en loi de l'Assemblée nationale:—Rapport sur le projet de loi n° 244. Déposé, 457. (Document n° 292.)

Greffier en loi de l'Assemblée nationale:—Rapport sur le projet de loi privé n° 280. Déposé, 463. (Document n° 301.)

Greffier en loi de l'Assemblée nationale:—Rapports sur les projets de loi privés n°s 217 et 219. Déposé, 476. (Document n° 317.)

Greffier en loi de l'Assemblée nationale:—Rapport sur le projet de loi privé n° 238. Déposé, 485. (Document n° 325.)

Greffier en loi de l'Assemblée nationale:—Rapport sur le projet de loi privé n° 209. Déposé, 490. (Document n° 330.)

Greffier en loi de l'Assemblée nationale:—Rapport sur le projet de loi privé n° 204. Déposé, 500. (Document n° 339.)

Greffier en loi de l'Assemblée nationale:—Rapports sur les projets de loi privés n°s 218 et 241. Déposé, 546. (Document n° 377.)

Greffier en loi de l'Assemblée nationale:—Rapport sur le projet de loi privé n° 230. Déposé, 553. (Document n° 381.)

Greffier en loi de l'Assemblée nationale:—Rapport sur le projet de loi privé n° 236. Déposé, 561. (Document n° 384.)

Documents de la session:—Suite

Greffier en loi de l'Assemblée nationale:—Rapport sur le projet de loi privé n° 233. Déposé, 579. (Document n° 393.)

Greffier en loi de l'Assemblée nationale:—Rapport sur les projets de loi privés n°s 200 et 216. Déposé, 590. (Document n° 403.)

Greffier en loi de l'Assemblée nationale:—Rapport sur le projet de loi privé n° 252. Déposé, 636. (Document n° 439.)

Greffier en loi de l'Assemblée nationale:—Rapport sur le projet de loi privé n° 205. Déposé, 642. (Document n° 452.)

Greffier en loi de l'Assemblée nationale:—Rapport sur le projet de loi privé n° 251. Déposé, 642. (Document n° 453.)

Greffier en loi de l'Assemblée nationale:—Rapports sur les projets de loi privés n°s 208, 226, 231, 235 et 242. Déposé, 802. (Document n° 544.)

Greffier en loi de l'Assemblée nationale:—Rapports sur les projets de loi privés n°s 261 et 263. Déposé, 844. (Document n° 574.)

Greffier en loi de l'Assemblée nationale:—Rapport sur le projet de loi privé n° 268. Déposé, 853. (Document n° 585.)

Grenier, M. Fernand:—Lettre de démission de—, comme député du district électoral de Mégantic-Compton. Déposé, 675. (Document n° 473.)

Griefs dans les réseaux des Affaires sociales et de l'Éducation:—Combien y a-t-il eu de—, en 1976, 1977 et 1978. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 604. (Document n° 418.)

Gulf Canada Limitée:—Copie de la correspondance échangée avec la—, concernant l'écart fiscal entre le Québec et l'Ontario. Déposé, 465. (Document n° 302.)

Habitat, environnement et culture:—Copie du texte rédigé par M. Jean-Claude Marsan. Déposé, 169. (Document n° 72.)

Harmonisation des régimes d'imposition fédéral et québécois:—Document concernant l'—. Déposé, 661. (Document n° 463.)

Haut-commissariat à la jeunesse, aux loisirs et aux sports:—Rapport annuel du—, pour 1976/77 et 1977/78. Déposé, 161. (Document n° 60.)

Honoraires professionnels:—Document complétant les réponses partielles fournies en 1977 et en 1978. Déposé, 158. (Document n° 57.)

Documents de la session:—Suite

Hydro-Québec:—États financiers et statistiques pour 1978. Déposé, 262. (Document n° 139.)

Hydro-Québec:—Rapport annuel pour 1978. Déposé, 506. (Document n° 344.)

Hydro-Québec:—Rapport annuel pour 1979. Déposé, 825. (Document n° 557.)

Hygiénistes dentaires:—Rapport annuel de la Corporation professionnelle des—, pour 1978/79. Déposé, 500. (Document n° 335.)

Immigration:—Deux tableaux indiquant les investissements réalisés et le nombre d'immigrants reçus de 1968 à 1978. Déposé, 205. (Document n° 96.)

Impact des transferts sur la répartition des revenus au Québec, 1967-1975:—Rapport intitulé: *L'—*. Déposé, 866. (Document n° 601.)

Industrie et Commerce:—Rapport annuel du ministère, pour 1978/79. Déposé, 859. (Document n° 588.)

Infirmières et infirmiers:—Rapport annuel de l'Ordre des—, pour 1978/79. Déposé, 639. (Document n° 442.)

Infirmières et infirmiers auxiliaires:—Rapport de la Corporation professionnelle des—, pour 1978/79. Déposé, 279. (Document n° 149.)

Ingénieurs:—Rapport annuel de l'Ordre des—, pour 1978/79. Déposé, 441. (Document n° 276.)

Ingénieurs forestiers:—Rapport annuel de l'Ordre des—, pour 1978/79. Déposé, 553. (Document n° 378.)

Institut national de productivité:—Rapport annuel pour 1978/79. Déposé, 485. (Document n° 323.)

Isolation des maisons:—Copie d'une lettre concernant le programme canadien d'—. Déposé, 224. (Document n° 119.)

Jugement de la Cour suprême du Canada:—Documents déposés lors de l'étude du projet de loi n° 82. Déposés, 608 et 609. (Documents n°s 420 à 432 incl.)

Justice:—Rapport d'activités du ministère de la—, pour 1977/78 et 1978/79. Déposé, 351. (Document n° 184.)

Documents de la session:—Suite

Justice:—Rapport annuel du ministère de la—, pour 1979/80. Déposé, 785. (Document n° 529.)

La 3^e option:—Un livre intitulé—. Déposé, 583. (Document n° 396.)

Lalande, M. Georges:—Certificat d'élection de—, député de Maisonneuve. Déposé, 535. (Document n° 364.)

Lauzon, Mme Adèle:—Est-elle à l'emploi du gouvernement. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 234. (Document n° 124.)

Laval:—Copie de la correspondance concernant l'intégration du service de transport en commun de la ville de—, à la CTCUM. Déposé, 466. (Document n° 305.)

Laval:—Copie de la correspondance échangée avec la ville de—, concernant le projet du REM Mirabel. Déposé, 466. (Document n° 306.)

Leader parlementaire de l'Union Nationale:—Lettre avisant que M. Yvon Brochu a été désigné—. Déposé, 499. (Document n° 333.)

Leduc, docteur Roger:—Le—, a-t-il déjà travaillé pour l'Ordre des médecins vétérinaires. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 648. (Document n° 458.)

Législation:—Deux ouvrages publiés par le Conseil de la langue française, intitulés: Rédaction des lois et Langage et système des lois. Déposés, 866. (Documents n°s 595 et 596.)

Lemieux, Bourdages, Morin, Doucet, Simard et Associés:—Quelle somme le gouvernement a-t-il versée à titre d'honoraires professionnels à—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 652. (Document n° 462.)

Lemieux, M. Vincent:—Copie du rapport de—, sur le rôle du député et les modes de représentation. Déposé, 138. (Document n° 42.)

Le Rouzès, M. Serge:—Est-il à l'emploi du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 651. (Document n° 461.)

Levesque, M. Gérard D.:—Lettre informant l'Assemblée que—, agira à titre de leader parlementaire de l'Opposition officielle. Déposé, 203. (Document n° 91.)

Documents de la session:—Suite

Livre blanc sur la politique du développement culturel:—Copie des deux textes rédigés par M. Maurice Bouchard dans le cadre du—. Déposé, 369. (Document n° 209.)

Livre blanc sur la souveraineté-association:—Déposé, 471. (Document n° 309.)

Livre blanc sur la souveraineté-association:—Document indiquant le coût de la publication du—. Déposé, 490. (Document n° 331.)

Livre blanc sur le loisir au Québec:—Déposé, 406. (Document n° 238.)

Livre vert sur la recherche scientifique:—Déposé, 82. (Document n° 7.)

Livre vert sur la réforme du mode de scrutin:—Déposé, 161. (Document n° 59.)

Livre vert sur l'enseignement primaire et secondaire:—Synthèse des résultats de la consultation sur le—. Déposé, 425. (Document n° 255.)

Loi électorale du Québec:—Copie d'une lettre du président de la Commission des droits de la personne accompagnée de recommandations d'amendements à la—. Déposé, 300. (Document n° 165.)

Loisir:—Document intitulé: Le comportement des Québécois en matière d'activités culturelles de—. Déposé, 701. (Document n° 489.)

Loto-Québec:—Rapport de la Société d'exploitation des loteries et courses portant sur les casinos. Déposé, 141. (Document n° 44.)

Loto-Québec:—Rapport annuel pour 1978/79. Déposé, 361. (Document n° 200.)

Loto-Québec:—Rapport annuel pour 1979/80. Déposé, 866. (Document n° 597.)

Mandat spécial:—Autorisé depuis l'ajournement de l'Assemblée nationale. Déposé, 682. (Document n° 484.)

Mandats sectoriels se rapportant à certains ministères:—Déposé, 883. (Document n° 623.)

Mandats spéciaux:—Autorisés depuis l'ajournement de l'Assemblée nationale, pour 1980/81. Déposé, 820. (Document n° 554.)

Marine Industrie Limitée:—Programme de redressement de—. Déposé, 273. (Document n° 145.)

Documents de la session:—Suite

Marine Industrie Limitée:—Rapport de la Commission permanente de l'industrie et du commerce qui a étudié le programme de redressement industriel de—. Déposé, 300. (*Document n° 167.*)

Marsan, M. Jean-Claude:—Copie du texte rédigé par—, sur les problèmes de l'habitat, de l'environnement et de la culture. Déposé, 169. (*Document n° 72.*)

Marx, M. Herbert:—Certificat d'élection de—, député de D'Arcy McGee. Déposé, 577. (*Document n° 389.*)

Mât du Stade olympique:—Rapports sur l'état du—. Déposé, 865. (*Document n° 592.*)

Mathieu, M. Hermann:—Certificat d'élection de—, député de Beauce-Sud. Déposé, 534. (*Document n° 363.*)

Médecins:—Rapport annuel de la Corporation professionnelle des—, 1978/79. Déposé, 589. (*Document n° 400.*)

Médecins vétérinaires:—Rapport annuel de l'Ordre des—, pour 1978/79. Déposé, 331. (*Document n° 182.*)

Mine de sel des Îles-de-la-Madeleine:—La direction de SOQUEM a-t-elle soumis une recommandation concernant l'exploitation de la—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 417. (*Document n° 250.*)

Mine de sel des Îles-de-la-Madeleine:—Document de travail sur l'entente auxiliaire Canada-Québec concernant le projet de—. Déposé, 834. (*Document n° 564.*)

Mine de sel des Îles-de-la-Madeleine:—Copie de l'entente auxiliaire Canada-Québec sur les infrastructures industrielles reliées au projet de—. Déposé, 835. (*Document n° 565.*)

Minorités:—Document d'information sur les ministères et les—. Déposé, 153. (*Document n° 53.*)

Mission de la Basse-Côte-Nord:—Rapport de la—, sur les perspectives de développement de cette région. Déposé, 801. (*Document n° 539.*)

Moyennes et grandes entreprises:—La liste des—, qui ont fermé leurs portes depuis le 1^{er} janvier 1977. Déposé, 168. (*Document n° 70.*)

Documents de la session:—Suite

Négociations dans les secteurs public et parapublic:—Propositions patronales faites dans le cadre des—. Déposés, 524 et 536. (Documents n^{os} 355 et 366.)

Notaires:—Rapport annuel de l'Ordre des—, pour 1978/79. Déposé, 446. (Document n^o 281.)

Office de la construction:—États financiers pour l'exercice terminé le 31 décembre 1978. Déposé, 463. (Document n^o 297.)

Office de la construction:—Rapport annuel pour 1978. Déposé, 463. (Document n^o 298.)

Office de la construction:—Rapport de vérification spéciale relatif à l'—. Déposé, 463. (Document n^o 299.)

Office de la construction:—Commentaires et actions prises par l'—, à la suite du rapport du Vérificateur général. Déposé, 761. (Document n^o 516.)

Office de la langue française:—Rapport d'activité pour 1978/79. Déposé, 590. (Document n^o 401.)

Office de la protection du consommateur:—Rapport annuel pour 1978/79. Déposé, 476. (Document n^o 314.)

Office de la protection du consommateur:—Rapport annuel pour 1979/80. Déposé, 867. (Document n^o 605.)

Office de planification et de développement:—Rapport annuel pour 1978/79. Déposé, 852. (Document n^o 579.)

Office de radio-télédiffusion du Québec:—Rapport annuel pour 1977/78. Déposé, 361. (Document n^o 202.)

Office des autoroutes:—Rapport annuel pour 1978. Déposé, 162. (Document n^o 62.)

Office des autoroutes:—Rapport annuel pour 1979. Déposé, 802. (Document n^o 541.)

Office des professions:—Rapport annuel pour 1978/79. Déposé, 223. (Document n^o 114.)

Office des professions:—Rapport annuel pour 1979/80. Déposé, 866. (Document n^o 598.)

Documents de la session:—Suite

Office du crédit agricole:—Rapport annuel au 31 mars 1979. Déposé, 430. (Document n° 263.)

Office du crédit agricole:—Rapport annuel concernant le crédit forestier, pour 1978/79. Déposé, 506. (Document n° 343.)

Office franco-qubécois pour la jeunesse:—Rapport annuel pour 1978. Déposé, 696. (Document n° 486.)

O'Neill, M. Louis:—Document adressé aux militants du comté de Chauveau par—. Déposé, 458. (Document n° 293.)

Optométristes:—Rapport annuel de l'Ordre des—, pour 1978/79. Déposé, 524. (Document n° 354.)

Orthophonistes et audiologistes:—Rapport annuel de la Corporation professionnelle des—, pour 1978/79. Déposé, 437. (Document n° 273.)

Parcs provinciaux:—Quel a été le nombre d'employés réguliers et occasionnels à l'emploi du gouvernement dans certains—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 158. (Document n° 56.)

Parti démocrate-créditiste:—Nouvelle appellation du parti Les Démocrates. Déposé, 677. (Document n° 475.)

Partition: Le prix de l'indépendance du Québec:—Manuscrit d'un livre intitulé: La—. Déposé, 730. (Document n° 504.)

Pavillon des jeunes de Saint-Damien:—Copie d'une lettre concernant le—. Déposé, 284. (Document n° 154.)

Pêches maritimes:—Copie d'un article concernant la décentralisation de la Direction générale des—. Déposé, 414. (Document n° 249.)

Permis accordés aux compagnies étrangères:—État indiquant les—, pour 1978/79. Déposé, 291. (Document n° 157.)

Permis accordés aux compagnies étrangères:—État indiquant les—, pour 1979/80. Déposé, 867. (Document n° 606.)

Pétition à l'occasion du 65^e anniversaire du génocide du peuple arménien:—Déposé, 793. (Document n° 537.)

Pétition appuyant l'idée d'implanter une papeterie dans la Vallée de la Matapédia:—Déposé, 762. (Document n° 517.)

Documents de la session:—Suite

Pétition concernant le référendum:—Déposé, 701. (Document n° 490.)

Pétition de citoyens réclamant un foyer pour personnes âgées à Saint-Léonard-d'Aston:—Déposé, 868. (Document n° 613.)

Pétition de citoyens s'opposant à l'implantation d'un site d'enfouissement sanitaire à Rimouski:—Déposé, 868. (Document n° 612.)

Pétition de l'Association des propriétaires de garderies du Québec inc.:—Déposé, 578. (Document n° 390.)

Pétition des citoyens de la Ville de Buckingham:—Déposé, 132. (Document n° 37.)

Pétition des citoyens du bassin de la rivière Bécancour:—Déposé, 94. (Document n° 16.)

Pétition des travailleurs de Minibus Forest Inc.:—Déposé, 802. (Document n° 542.)

Pétition du Comité d'assainissement du haut et du moyen Saint-François:—Déposé, 438. (Document n° 275.)

Pétition du Comité de citoyens pour la préservation des Rapides de Lachine:—Déposé, 868. (Document n° 611.)

Pétition pour un retour au travail à la CTCUQ:—Déposé, 299. (Document n° 164.)

Petit Séminaire de Nicolet:—Communiqué de presse et correspondance concernant la réfection du—. Déposé, 794. (Document n° 538.)

Physiothérapeutes:—Rapport annuel de la Corporation professionnelle des—, pour 1978/79. Déposé, 500. (Document n° 334.)

Planification familiale:—Quelle est la liste des centres hospitaliers qui ont accepté de mettre sur pied des cliniques de—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 157. (Document n° 55.)

Plan quinquennal des investissements universitaires, 1978-1983:—Déposé, 161. (Document n° 61.)

Plan quinquennal des investissements universitaires, 1979-1984:—Déposé, 866. (Document n° 599.)

Podiatres:—Rapport annuel de l'Ordre des—, pour 1978/79. Déposé, 446. (Document n° 282.)

Documents de la session:—Suite

Politique scientifique:—Livres vert intitulé: *Pour une politique québécoise de la recherche scientifique*. Déposé, 82. (*Document n° 7.*)

Politique scientifique:—Document préparé par le Conseil de la—. Déposé, 82. (*Document n° 8.*)

Prévost:—Mandat d'émettre un bref pour l'élection d'un député dans le district électoral de—. Déposé, 102. (*Document n° 21.*)

Produits fabriqués au Québec:—Répertoire des—, 1979. Déposé, 204. (*Document n° 92.*)

Produits fabriqués au Québec:—Répertoire des—, 1980. Déposé, 844. (*Document n° 572.*)

Professeurs universitaires:—Le gouvernement a-t-il retenu les services de—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 186. (*Document n° 81.*) Voir aussi *Document n°s 580 et 595* déposés en 1978.

Programmes d'aide offerts aux entreprises québécoises:—Guide de—. Déposé, 73. (*Document n° 2.*)

Propositions aux employés des secteurs public et parapublic:—Déposés, 524 et 536. (*Documents n°s 355 et 366.*)

Protecteur du citoyen:—Livre premier du rapport annuel pour 1978. Déposé, 141. (*Document n° 43.*)

Protecteur du citoyen:—Livre second du rapport annuel pour 1978. Déposé, 589. (*Document n° 398.*)

Protecteur du citoyen:—Livre premier du rapport annuel pour 1979. Déposé, 775. (*Document n° 524.*)

Protection de la vie privée:—Rapport annuel relatif aux autorisations obtenues par le Procureur général en vertu de la Loi sur la—, pour 1978. Déposé, 662. (*Document n° 467.*)

Protection des personnes contre la torture:—Arrêté en conseil concernant la Déclaration des Nations Unies sur la—. Déposé, 595. (*Document n° 404.*)

Psychologues:—Rapport annuel de la Corporation professionnelle des—, pour 1978/79. Déposé, 279. (*Document n° 148.*)

Documents de la session:—Suite

*Publications:—*Combien de—, ont été subventionnées par le gouvernement. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 327. (*Document n° 180.*)

*Publications imprimées aux frais de l'État:—*Combien y a-t-il eu de—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 557. (*Document n° 382.*)

*Publications non gouvernementales:—*Quelles sommes ont été versées pour la diffusion de—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 448. (*Document n° 284.*)

*Publicité du gouvernement:—*Rapport de CROP inc. sur les campagnes de—. Déposé, 141. (*Document n° 45.*)

*Publicité du gouvernement:—*Directive du Conseil du trésor concernant les contrats de—. Déposé, 141. (*Document n° 46.*)

*Question référendaire:—*Opinion de juristes sur la formulation de la—. Déposé, 679. (*Document n° 479.*)

*Radio-Québec:—*Rapport annuel pour 1978/79. Déposé, 867. (*Document n° 603.*)

*Rapport Angers:—*Rapport de la Commission d'étude sur les universités. Déposé, 300. (*Document n° 166.*)

*Rapport Jodoin:—*Rapport sur la sécurité dans le transport par autobus. Déposé, 124. (*Document n° 35.*)

*Rapport Malouf:—*Rapport de la Commission d'enquête sur le coût de la 21^e olympiade. Déposé, 819. (*Document n° 551.*)

*Ratelle, M^c Gilles:—*Quel montant a été versé à—, et à M^c Luc Ratelle de Joliette. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 387. (*Document n° 225.*)

*Recensement:—*Fiche d'inscription pour les recenseurs urbains du Parti québécois. Déposé, 241. (*Document n° 129.*)

*Recherche scientifique:—*Énoncé d'orientations et plan d'action pour la mise en oeuvre d'une politique québécoise de la—. Déposé, 852. (*Document n° 578.*)

*Référendum:—*Règles d'action pour la campagne référendaire proposées par M. Louis O'Neill aux militants de son comté. Déposé, 458. (*Document n° 293.*)

Documents de la session:—Suite

Référendum:—Opinion de juristes sur la formulation de la question référendaire. Déposé, 679. (Document n° 479.)

Référendum:—Copie d'une lettre du Directeur général des élections concernant la proclamation de certains articles de la Loi électorale en vue du—. Déposé, 758. (Document n° 512.)

Réforme de la fiscalité municipale et du financement des communautés urbaines et régionale et du transport en commun:—Document déposé lors de l'étude du projet de loi n° 57. Déposé, 574. (Document n° 388.)

Réforme des districts électoraux:—Hypothèse de découpage et carte électorale préparées par la Commission permanente de la—. Déposé, 475. (Document n° 310.)

Réforme des districts électoraux:—Rapport de la Commission permanente de la présidence du conseil et de la constitution qui a siégé pour entendre les membres de la Commission permanente de la—. Déposé, 489. (Document n° 329.)

Régie de l'assurance automobile:—Rapport annuel pour 1978/79. Déposé, 273. (Document n° 146.)

Régie de l'assurance automobile:—Rapport d'activité de la—, et celui du Fond d'indemnisation automobile, pour l'exercice terminé le 29 février 1980. Déposé, 820. (Document n° 555.)

Régie de l'assurance-dépôts:—Rapport annuel pour 1978. Déposé, 223. (Document n° 115.)

Régie de l'assurance-dépôts:—Rapport annuel pour 1979. Déposé, 825. (Document n° 556.)

Régie de l'assurance-maladie:—Rapport annuel pour 1978/79. Déposé, 384. (Document n° 221.)

Régie de l'assurance-maladie:—Rapport annuel pour 1979/80. Déposé, 867. (Document n° 610.)

Régie de l'assurance-récolte:—Rapport annuel pour 1978/79. Déposé, 640. (Document n° 446.)

Régie de l'électricité et du gaz:—Rapport annuel pour 1978/79. Déposé, 596. (Document n° 406.)

Régie des entreprises de construction:—Rapport annuel pour 1978/79. Déposé, 351. (Document n° 198.)

Documents de la session:—Suite

Régie des installations olympiques:—Rapport annuel pour 1978. Déposé, 107. (Document n° 26.)

Régie des installations olympiques:—Rapport annuel pour 1979. Déposé, 837. (Document n° 566.)

Régie des loteries et courses:—Rapport annuel pour 1978/79. Déposé, 596. (Document n° 408.)

Régie des loteries et courses:—Rapport annuel pour 1979/80. Déposé, 867. (Document n° 604.)

Régie des marchés agricoles:—Rapport annuel pour 1978/79. Déposé, 793. (Document n° 536.)

Régie des rentes:—Rapport annuel pour 1978. Déposé, 135. (Document n° 38.)

Régie des rentes:—Aperçu des activités de communication à la—. Déposé, 284. (Document n° 155.)

Régie des rentes:—Rapport annuel des activités de la—, en vertu du Régime des allocations familiales, pour 1978/79. Déposé, 339. (Document n° 188.)

Régie des services publics:—Rapport annuel pour 1977/78. Déposé, 123. (Document n° 34.)

Régie du logement:—Deux règlements et un projet de règlement déposés lors de l'étude du projet de loi n° 107. Déposés, 393. (Documents n°s 227, 228 et 229.)

Régime de rentes:—Analyse actuarielle au 31 décembre 1978. Déposé, 384. (Document n° 220.)

Régime des allocations familiales:—Rapport annuel des activités du—, pour 1978/79. Déposé, 339. (Document n° 188.)

Registre des électeurs:—Copie de documents relatifs au projet de loi n° 3, Loi sur le—. Déposé, 369. (Document n° 210.)

Registre des électeurs:—Tableau indiquant les contrats autorisés par le Conseil du trésor relativement au—. Déposé, 386. (Document n° 224.)

Registre des électeurs:—Copie de tous les contrats conclus en vue de la mise en place d'un—. Déposé, 467. (Document n° 308.)

Documents de la session:—Suite

*Relance à l'université:—*Rapport de l'enquête concernant le placement des diplômés des universités. Déposés, 169 et 524. (*Document n^{os} 71 et 352.*)

*Relations de travail au Québec:—*Copie de l'exposé de M. Léo Roback sur la situation des—. Déposé, 169. (*Document n^o 73.*)

*Remise des droits et peines:—*État détaillé des—. Déposé, 102. (*Document n^o 24.*)

*Rentes d'orphelin et d'enfant de cotisant invalide:—*Des représentations ont-elles été faites afin que soient majorées les—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 791. (*Document n^o 533.*)

*Répertoire des produits fabriqués au Québec, 1979:—*Déposé, 204. (*Document n^o 92.*)

*Répertoire des produits fabriqués au Québec, 1980:—*Déposé, 844. (*Document n^o 572.*)

*Revenu:—*Rapport annuel du ministère du—, pour 1978/79. Déposé, 640. (*Document n^o 444.*)

*Revenu disponible ajusté pour le différentiel du coût de la vie:—*Tableau montrant la comparaison entre Montréal et Toronto. Déposé, 198. (*Document n^o 88.*)

*REXFOR:—*Rapport annuel pour 1977/78. Déposé, 204. (*Document n^o 94.*)

*REXFOR:—*Rapport annuel pour 1978/79. Déposé, 679. (*Document n^o 480.*)

*Richesses naturelles:—*Rapport annuel du ministère des—, pour 1977/78. Déposé, 255. (*Document n^o 134.*)

*Richesses naturelles:—*Rapport annuel du ministère des—, pour 1978/79. Déposé, 730. (*Document n^o 500.*)

*Rivest, M. Jean-Claude:—*Certificat d'élection de—, député de Jean-Talon. Déposé, 201. (*Document n^o 89.*)

*Rivest, M. Jean-Claude:—*Copie d'une lettre circulaire sollicitant une aide particulière en faveur de—. Déposé, 97. (*Document n^o 19.*)

*Roback, M. Léo:—*Copie de l'exposé de—, sur la situation des relations de travail au Québec. Déposé, 169. (*Document n^o 73.*)

Documents de la session:—Suite

Rocard, M. Michel:—Réplique de—, au fédéralisme européen exposé par M. Robert Bourassa. Déposé, 780. (*Document n° 527.*)

Rocard, M. Michel:—Copies de la lettre de M. Jean-Noël Lavoie et de la réplique de M. Robert Bourassa à—. Déposé, 802. (*Document n° 543.*)

Russell, M. Armand:—Lettre de démission de—, comme député du district électoral de Brôme-Missisquoi. Déposé, 676. (*Document n° 474.*)

Ryan, M. Claude:—Certificat d'élection de—, député d'Argenteuil. Déposé, 202. (*Document n° 90.*)

Saccage du chantier LG-2:—Copie du document relatif au règlement hors cour à la suite du—. Déposé, 235. (*Document n° 126.*)

Saint-Hyacinthe:—Quelle est la superficie des terrains détenus par le ministère des Transports dans le comté de—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 449. (*Document n° 285.*)

Salon international de l'agriculture et de l'alimentation:—Quelle a été la participation financière du gouvernement au—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 767. (*Document n° 520.*)

Santé et sécurité des travailleurs:—Copie des études effectuées en vue de la préparation d'une loi cadre. Déposé, 210. (*Document n° 108.*)

Sécurité du revenu:—Premier rapport du groupe de travail sur la—. Déposé, 73. (*Document n° 1.*)

Services de garde à l'enfance:—Avant-projet de loi sur les—. Déposé, 406. (*Document n° 239.*)

Services de protection de l'environnement:—Rapport annuel pour 1977/78. Déposé, 457. (*Document n° 291.*)

Services de protection de l'environnement:—Rapport annuel pour 1978/79. Déposé, 730. (*Document n° 502.*)

Services essentiels:—Tableau indiquant le résultat des négociations. Déposé, 85. (*Document n° 11.*)

Services essentiels:—Copie d'une résolution et d'un télégramme concernant les—, à l'Institut de cardiologie de Québec et à l'Hôpital du Sacré-Coeur à Montréal. Déposés, 295. (*Documents n°s 161 et 162.*)

Documents de la session:—Suite

Services essentiels:—Copie d'une lettre adressée au juge en chef du Tribunal du travail concernant le maintien des—, dans six hôpitaux du Québec. Déposé, 315. (*Document n° 174.*)

Services essentiels:—Copie d'une lettre du ministre des Transports concernant l'entretien des routes et l'entente sur les—. Déposé, 485. (*Document n° 324.*)

Sherbrooke:—Quels ont été les déboursés relatifs à la construction de H.L.M. à—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 447. (*Document n° 283.*)

Sidbec:—Rapport annuel de—, et des filiales pour 1978. Déposé, 255. (*Document n° 133.*)

Sidbec:—Rapport annuel de—, et de ses filiales pour 1979. Déposé, 809. (*Document n° 545.*)

Situation linguistique dans les écoles primaires et secondaires:—Étude du Conseil de la langue française sur la—, de 1971/72 à 1978/79. Déposé, 567. (*Document n° 385.*)

Société Asbestos Limitée:—Déclaration du sénateur Percy de l'Illinois concernant la—. Déposé, 217. (*Document n° 112.*)

Société Asbestos Limitée:—Copie de la correspondance concernant le caractère confidentiel du rapport Lazard Frères & Co. Déposé, 292. (*Document n° 160.*)

Société d'aménagement de l'Outaouais:—Rapport annuel pour 1978/79. Déposé, 500. (*Document n° 337.*)

Société de cartographie:—Rapport annuel pour 1977/78. Déposé, 204. (*Document n° 93.*)

Société de cartographie:—Rapport annuel pour 1978/79. Déposé, 506. (*Document n° 345.*)

Société de développement coopératif:—Rapport annuel pour 1978/79. Déposé, 484. (*Document n° 320.*)

Société de développement de la Baie James:—Rapport annuel pour 1978. Déposé, 291. (*Document n° 156.*)

Société de développement de la Baie James:—Rapport annuel pour 1979. Déposé, 852. (*Document n° 581.*)

Documents de la session:—Suite

Société de développement immobilier:—Rapport pour l'année se terminant le 31 mars 1979. Déposé, 414. (Document n° 247.)

Société de développement industriel:—Rapport annuel pour 1978/79. Déposé, 383. (Document n° 215.)

Société de développement industriel:—Rapport intérimaire pour le premier semestre de l'année 1979/80. Déposé, 561. (Document n° 383.)

Société de développement industriel:—Rapport annuel au 31 mars 1980. Déposé, 834. (Document n° 562.)

Société d'énergie de la Baie James:—Rapport d'activité pour 1978. Déposé, 305. (Document n° 168.)

Société de radio-télévision du Québec:—Rapport annuel pour 1978/79. Déposé, 867. (Document n° 603.)

Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers (REXFOR):—Rapport annuel pour 1977/78. Déposé, 204. (Document n° 94.)

Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers (REXFOR):—Rapport annuel pour 1978/79. Déposé, 679. (Document n° 480.)

Société des alcools:—La SAQ a-t-elle loué un local au Cap-de-la-Madeleine. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 372. (Document n° 211.)

Société des alcools:—Rapport annuel pour 1978/79. Déposé, 485. (Document n° 332.)

Société des loteries et courses:—Rapport portant sur les casinos. Déposé, 141. (Document n° 44.)

Société des loteries et courses:—Rapport annuel pour 1978/79. Déposé, 361. (Document n° 200.)

Société des loteries et courses:—Rapport annuel pour 1979/80. Déposé, 866. (Document n° 597.)

Société des traversiers:—Rapport annuel pour 1978/79. Déposé, 463. (Document n° 296.)

Société d'habitation du Québec:—Rapport annuel des activités pour l'exercice terminé le 31 décembre 1978. Déposé, 730. (Document n° 503.)

Documents de la session:—Suite

Société du parc industriel du centre du Québec:—Rapport annuel pour 1977/78. Déposé, 273. (Document n° 144.)

Société du parc industriel du centre du Québec:—Rapport annuel pour 1978/79. Déposé, 867. (Document n° 609.)

Société du parc industriel et commercial aéroportuaire de Mirabel (SPICAM):—Rapport annuel pour 1978/79. Déposé, 484. (Document n° 321.)

Société générale de financement:—Rapport annuel pour 1978. Déposé, 249. (Document n° 131.)

Société générale de financement:—Directive visant à étendre les activités de la—, au domaine de la pétrochimie. Déposé, 530. (Document n° 361.)

Société générale de financement:—Rapport intérimaire pour le 4^e trimestre de 1979. Déposé, 730. (Document n° 501.)

Société générale de financement:—Rapport annuel pour 1979. Déposé, 852. (Document n° 582.)

Société Inter-Port de Québec:—Rapport annuel pour 1978/79. Déposé, 775. (Document n° 523.)

Société nationale de l'amiante:—Copies du décret du gouvernement, de la convention et du rapport d'une firme de comptables concernant l'acquisition d'actions par la—. Déposés, 843. (Documents n^{os} 569, 570 et 571.)

Société québécoise d'exploration minière (SOQUEM):—Rapport annuel pour 1978/79. Déposé, 384. (Document n° 217.)

Société québécoise d'exploration minière (SOQUEM):—Rapport annuel pour 1979/80. Déposé, 852. (Document n° 580.)

Société québécoise d'information juridique:—Rapport annuel pour 1978/79. Déposé, 851. (Document n° 576.)

Société québécoise d'information juridique:—Rapport annuel pour 1979/80. Déposé, 865. (Document n° 593.)

Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires (SOQUIA):—Rapport annuel pour 1978/79. Déposé, 430. (Document n° 264.)

Société québécoise d'initiatives pétrolières (SOQUIP):—Rapport annuel pour 1978/79. Déposé, 715. (Document n° 496.)

Documents de la session:—Suite

*Sommet économique:—*Copie du document préparé par M. J.-Thomas Bernard dans le cadre du—. Déposé, 266. (*Document n° 142.*)

*Sondage sur les campagnes de publicité du gouvernement:—*Rapport de CROP inc. concernant un—. Déposé, 141. (*Document n° 45.*)

*Sondages:—*Copie des résultats de tous les—, effectués depuis novembre 1976. Déposé, 712. (*Document n° 495.*)

*Sondages:—*Quel est le nombre total de contrats octroyés pour effectuer des—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposés, 648 et 711. (*Documents n°s 459 et 494.*)

*Sources d'épargne au Québec:—*Copie de l'étude concernant les principales—. Déposé, 159. (*Document n° 58.*)

*SPICAM:—*Rapport annuel pour 1978/79. Déposé, 484. (*Document n° 321.*)

*Statistiques fiscales des particuliers du Québec:—*Déposé, 463. (*Document n° 300.*)

*Subventions:—*Quels districts électoraux ont bénéficié de—, dans le cadre du programme d'aide à l'amélioration du réseau municipal. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 449. (*Document n° 286.*)

*Subventions hors-normes:—*Liste des—, accordées par le Conseil exécutif. Déposé, 466. (*Document n° 304.*)

*Supplément au revenu de travail:—*Document de travail sur le—, intitulé: *Révision fédérale-provinciale de la sécurité sociale*. Déposé, 164. (*Document n° 66.*)

*Supplément au revenu de travail:—*Copies de deux lettres adressées au ministre fédéral de la Santé nationale et du Bien-être social concernant le programme de—. Déposé, 164. (*Document n° 65.*)

*Supplément au revenu de travail:—*Projet de règlement concernant le—. Déposé, 176. (*Document n° 75.*)

*Supplément au revenu de travail:—*Copie d'un télégramme de Mlle Monique Bégin concernant le projet de loi n° 1. Déposé, 259. (*Document n° 137.*)

*Supplément au revenu de travail:—*Copie d'une lettre du président de la Commission des droits de la personne et commentaires sur le projet de loi n° 1. Déposé, 299. (*Document n° 163.*)

Documents de la session:—Suite

Sûreté du Québec:—Rapport annuel pour 1977/78. Déposé, 153. (Document n° 54.)

Sûreté du Québec:—Rapport annuel pour 1979. Déposé, 843. (Document n° 568.)

Surintendant des assurances:—Rapport annuel du—, sur la tarification en assurance automobile, pour 1978. Déposé, 339. (Document n° 189.)

Surintendant des assurances:—Rapport annuel pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1978. Déposé, 640. (Document n° 445.)

Surintendant des assurances:—Rapport annuel du—, sur la tarification en assurance automobile, pour 1979. Déposé, 801. (Document n° 540.)

Syndicats de la construction en tutelle:—Rapport annuel pour 1978/79. Déposé, 384. (Document n° 218.)

Taxe d'accise fédérale sur les carburants:—Copie d'une lettre adressée au Premier ministre du Canada concernant la—. Déposé, 583. (Document n° 394.)

Taxe d'accise fédérale sur les carburants:—Copie d'un télégramme adressé au Premier ministre du Canada concernant la—. Déposé, 613. (Document n° 433.)

Taxi:—Rapport de la tournée de consultation sur le règlement 6 concernant le transport par—. Déposé, 323. (Document n° 177.)

Taxi:—Rapport d'une étude sur l'industrie du—. Déposé, 324. (Document n° 178.)

Techniciens dentaires:—Rapport annuel de la Corporation professionnelle des—, pour 1978/79. Déposé, 489. (Document n° 327.)

Techniciens en radiologie:—Rapport annuel de l'Ordre des—, pour 1978/79. Déposé, 489. (Document n° 328.)

Technologistes médicaux:—Rapport annuel de la Corporation professionnelle des—, pour 1978/79. Déposé, 524. (Document n° 353.)

Terres et Forêts:—Rapport annuel du ministère des—, pour 1978/79. Déposé, 596. (Document n° 407.)

Tourisme, Chasse et Pêche:—Rapport annuel du ministère, pour 1977/78. Déposé, 147. (Document n° 49.)

Documents de la session:—Suite

- Tourisme, Chasse et Pêche*:—Rapport annuel du ministère, pour 1978/79. Déposé, 602. (*Document n° 415.*)
- Tournées ministérielles à travers le Québec*:—Un document complétant les réponses fournies le 18 octobre 1978 à une question concernant les—. Déposé, 369. (*Document n° 208.*)
- Transport par autobus*:—Rapport sur la sécurité dans le—. Déposé, 124. (*Document n° 35.*)
- Transports*:—Rapport annuel du ministère des—, pour 1978/79. Déposé, 331. (*Document n° 185.*)
- Transports*:—Quelle est la superficie des terrains détenus par le ministère des—, dans le comté de Saint-Hyacinthe. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 449. (*Document n° 285.*)
- Transports*:—Quelle est la superficie des terrains détenus par le ministère des—, dans le comté de Bagot. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 529. (*Document n° 359.*)
- Travail et Main-d'oeuvre*:—Rapport annuel du ministère, pour 1978/79. Déposé, 662. (*Document n° 466.*)
- Travailleurs sociaux*:—Rapport annuel de la Corporation des—, pour 1978/79. Déposé, 761. (*Document n° 515.*)
- Travaux publics*:—Arrêtés en conseil sous le régime de la section 2 de la Loi des—. Déposé, 166. (*Document n° 68.*)
- Travaux publics et Approvisionnement*:—Rapport annuel du ministère, pour 1978/79. Déposé, 573. (*Document n° 387.*)
- Tremblay, M. Rodrigue*:—Lettre de démission de—. Déposé, 402. (*Document n° 232.*)
- Université du Québec*:—Rapport annuel pour 1978/79. Déposé, 601. (*Document n° 413.*)
- Université du Québec*:—Statistiques pour 1978/79. Déposé, 866. (*Document n° 600.*)
- Universités*:—Rapport de l'enquête concernant le placement des diplômés des—. Déposés, 169 et 524. (*Documents n°s 71 et 352.*)
- Universités*:—Rapport de la Commission d'étude sur les—, (Rapport Angers). Déposé, 300. (*Document n° 166.*)

Documents de la session:—Suite

Urbanistes:—Rapport annuel de la Corporation professionnelle des—, pour 1977/78. Déposé, 166. (Document n° 67.)

Vérificateur général:—Rapport annuel pour 1977/78. Déposé, 153. (Document n° 52.)

Vérificateur général:—Rapport sur la vérification des comptes relatifs au—, pour l'année se terminant le 31 mars 1978. Déposé, 179. (Document n° 76.)

Vérificateur général:—Rapport sur la vérification des comptes relatifs au—, pour l'année se terminant le 31 mars 1979. Déposé, 721. (Document n° 497.)

Vérificateur général:—Rapport du—, sur l'enseignement primaire et secondaire public. Déposé, 785. (Document n° 530.)

Vérificateur général:—Rapport annuel pour 1978/79. Déposé, 815. (Document n° 550.)

Verrette, M. Yvon:—Quel poste est occupé par—, au ministère de l'Éducation depuis mai 1979. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 528. (Document n° 358.)

Viabec:—Procédures du Service général des achats concernant la location de biens meubles non couverts par le répertoire des taux de location et copie de la correspondance relative à—. Déposé, 722. (Document n° 499.)

Vinet, M. Denis:—Voir Direction générale du Génie.

Voyages du Premier ministre:—Quels sont les fonctionnaires qui ont accompagné le Premier ministre en Louisiane et à Washington. (Questions transformées en motions pour dépôt de documents). Déposés, 233. (Documents nos 122 et 123.)

Whip de l'Union Nationale:—Lettre désignant M. Bertrand Goulet au poste de—. Déposé, 677. (Document n° 476.)

Whip en chef du gouvernement:—Lettre concernant la nomination de M. Guy Chevette au poste de—. Déposé, 421. (Document n° 251.)

DROITS SUCCESSORAUX:—Loi modifiant la Loi sur les—, et modifiant de nouveau la Loi sur les impôts. Projet de loi n° 80.

DROITS SUCCESSORAUX:—Loi modifiant de nouveau la Loi sur les—. Projet de loi n° 104.

DROITS SUR LES MINES:—Loi modifiant la Loi concernant les—. Projet de loi n° 60.

E

ÉLECTIONS DE 1978:—Loi modifiant la Loi concernant les—, dans certaines municipalités et modifiant la Loi des cités et villes. Projet de loi n° 44.

EMPLOYÉS PUBLICS:—Loi modifiant la Loi des—. Projet de loi n° 101.

ENTENTES INTERMUNICIPALES:—Loi modifiant le Code municipal et la Loi sur les cités et villes concernant les—. Projet de loi n° 74.

ÉPARGNE-ACTIONS:—Loi sur les régimes d'—, modifiant de nouveau la Loi sur les impôts et modifiant la Loi des valeurs mobilières. Projet de loi n° 8.

ÉVALUATION FONCIÈRE:—Loi modifiant la Loi modifiant la Loi sur l'—, et modifiant d'autres dispositions législatives. Projet de loi n° 23.

F

FABRIQUE DE LA PAROISSE DE SAINT-ÉDOUARD DE LOTBINIÈRE:—Loi concernant des terrains de la—. Projet de loi n° 197.

FABRIQUE DE LA PAROISSE DE SAINT-ELZÉAR:—Loi concernant des terrains de La—. Projet de loi n° 194.

FÉDÉRATION DE QUÉBEC DES UNIONS RÉGIONALES DES CAISSES POPULAIRES DESJARDINS:—Loi modifiant la Loi concernant la—. Projet de loi n° 196.

FÉDÉRATION DES MAGASINS CO-OP:—Loi sur la—. Projet de loi n° 189.

FERMONT:—Loi annexant certains territoires à celui de la ville de—. Projet de loi n° 209.

FERMONT:—Loi concernant la ville de—. Projet de loi n° 226.

FINANCEMENT DES PARTIS POLITIQUES:—Traitement des membres fixés, 873.

FINANCEMENT DES PARTIS POLITIQUES:—Loi modifiant la Loi régissant le—. Projet de loi n° 47.

FINANCEMENT DES PARTIS POLITIQUES:—Loi modifiant de nouveau la Loi régissant le—. Projet de loi n° 99.

FISCALITÉ MUNICIPALE:—Loi sur la—, et modifiant certaines dispositions législatives. Projet de loi n° 57.

FONDS FORESTIER:—Loi sur le—. Projet de loi n° 86.

FORMATION ET QUALIFICATION PROFESSIONNELLES DE LA MAIN-D'OEUVRE:—Loi modifiant la Loi sur les normes du travail et la Loi sur la—. Projet de loi n° 91.

FUSION DE MAGASIN CO-OP DE SAINTE-HÉNÉDINE ET SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE AGRICOLE ETCHEMIN;—Loi sur la—. Projet de loi n° 236.

G

GAGNON:—Loi concernant la ville de—. Projet de loi n° 204.

GRAINS:—Loi sur les—. Projet de loi n° 75.

H

HYDRO-QUÉBEC:—Loi assurant le maintien des services d'électricité et prévoyant les conditions de travail des salariés d'—. Projet de loi n° 88.

I

IMPÔT SUR LA VENTE EN DÉTAIL:—Loi modifiant la Loi de l'—, et concernant l'assujettissement du gouvernement et de ses organismes à certaines lois fiscales. Projet de loi n° 18.

IMPÔT SUR LA VENTE EN DÉTAIL:—Loi modifiant de nouveau la Loi concernant l'—, et modifiant d'autres dispositions législatives. Projet de loi n° 68.

IMPÔTS:—Loi modifiant la Loi sur les—, et modifiant la Loi modifiant la Loi sur les impôts et certaines dispositions législatives d'ordre fiscal. Projet de loi n° 14.

IMPÔTS:—Loi modifiant de nouveau la Loi sur les—, et modifiant d'autres dispositions législatives. Projet de loi n° 42.

IMPÔTS:—Loi modifiant la Loi sur les—, et certaines dispositions législatives. Projet de loi n° 102.

INSTITUT QUÉBÉCOIS DE RECHERCHE SUR LA CULTURE:—Loi constituant l'—. Projet de loi n° 2.

INSTRUCTION PUBLIQUE:—Loi modifiant la Loi de l'—. Projet de loi n° 30.

INSTRUCTION PUBLIQUE:—Loi modifiant de nouveau la Loi sur l'—. Projet de loi n° 71.

J

JUGEMENT RENDU PAR LA COUR SUPRÊME DU CANADA:—Loi concernant un—, le 13 décembre 1979 sur la langue de la législation et de la justice au Québec. Projet de loi n° 82.

L

LAMBDA CHI ALPHA (MCGILL) HOUSING CORPORATION;—Loi concernant—. Projet de loi n° 254.

LANGLOIS, M^{re} LISE:—Nommée membre de la Commission de la fonction publique, 153.

LÉGISLATION DÉLÉGUÉE:—Loi sur la—. Projet de loi n° 198.

LIVRE:—Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du—. Projet de loi n° 51.

LOI DE POLICE:—Loi modifiant la—. Projet de loi n° 48.

LOI ÉLECTORALE:—Projet de loi n° 9.

LOI ÉLECTORALE:—Loi modifiant la—. Projet de loi n° 195.

LOI ÉLECTORALE:—Loi modifiant de nouveau la—. Projet de loi n° 58.

LOI ÉLECTORALE:—Loi modifiant de nouveau la—. Projet de loi n° 199.

M

Message inaugural:—

Message inaugural prononcé par le Premier ministre, 3. Prise en considération; débat; débat ajourné, 3. Reprise du débat; 1^{re} motion de censure proposée; débat ajourné, 80. Reprise du débat; 2^e motion de censure proposée; débat ajourné, 83; 87; 89; 91; 96. Reprise du débat; débat terminé; mise aux voix; enregistrement des noms retardé, 104. Enregistrement des noms; motions de censure rejetées, 108.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE:—Loi modifiant la Loi sur le—. Projet de loi n° 43.

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES RESSOURCES:—Loi sur le—. Projet de loi n° 72.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT:—Loi du—. Projet de loi n° 50.

MINISTÈRES:—Loi concernant certains—. Projet de loi n° 66.

MISE EN MARCHÉ DES PRODUITS AGRICOLES:—Loi modifiant la Loi sur la—.
Projet de loi n° 193.

MONASTÈRE DES AUGUSTINES HOSPITALIÈRES DE LÉVIS:—Loi modifiant la Loi
constituant en corporation le—. Projet de loi n° 217.

Motions de fond (en vertu de l'article 91 du règlement):

M. Biron:—Motion concernant le droit de grève dans les secteurs public et parapublic. Débat; amend. proposé; sous-amend. proposé; débat ajourné, 451, 452. Reprise du débat; débat terminé; sous-amend. rejeté après div. (vote); amend. adopté après div. (vote); motion princ. adoptée (vote), 467-470.

M. Cordeau:—Motion concernant le programme d'épuration des eaux du gouvernement. Débat; amend. proposé; débat terminé; motions mises aux voix; enregistrement des noms retardé, 759. Enregistrement des noms; amend. adopté (vote); motion princ. adoptée (vote), 763.

M. Fontaine:—Motion concernant la politique gouvernementale visant à rendre plus cohérente l'image du gouvernement. Débat; débat ajourné, 188. Reprise du débat; amend. proposé; résolution concernant la tenue du débat; amend. rejeté après div. (vote); motion princ. rejetée après div. (vote), 212.

M. Lalonde:—Motion relative à la convocation de commissions parlementaires pour étudier le déficit dans le financement des commissions scolaires. Débat; débat ajourné, 792.

M. Levesque (Bonaventure):—Motion concernant l'option de souveraineté-association du gouvernement. Débat; débat ajourné, 121. Reprise du débat; motion rejetée après div. (vote), 139.

M. Levesque (Bonaventure):—Motion invitant le gouvernement à donner suite aux promesses faites au cours des élections complémentaires. Débat; débat ajourné, 530. Reprise du débat; amend. proposé; amend. rejeté après div. (vote); motion princ. rejetée après div. (vote), 558.

M. Raynauld:—Motion concernant la politique fiscale du gouvernement relative aux dépenses d'automobile pour les travailleurs autonomes. Débat; débat ajourné, 159. Reprise du débat; motion rejetée après div. (vote), 170.

M. Ryan:—Motion priant le gouvernement d'assumer son leadership dans la fédération canadienne. Débat; amend. proposé (décision du Président); sous-amend. proposé; débat ajourné, 235-237. Reprise du débat;

Motions de fond:—Suite

2^e sous-amend. proposé; débat terminé; 2^e sous-amend. rejeté après div. (vote); 1^{er} sous-amend. adopté après div. (vote); motion d'amend. adoptée après div. (vote); motion princ. adoptée après div. (vote), 267-270.

M. Ryan:—Motion concernant l'utilisation de fonds publics à des fins partisans. Débat; débat ajourné, 418. Reprise du débat; motion rejetée après div. (vote), 435.

M. Samson:—Motion concernant le taux d'intérêt de la Banque du Canada. Débat; amend. proposé; sous-amend. pris en délibéré; débat ajourné, 487. Consentement accordé pour suspendre le vote, 507. Reprise du débat; sous-amend. reformulé (décision du Président); débat terminé, 508-510. Mise aux voix; sous-amend. rejeté après div. (vote); amend. adopté (vote); motion princ. adoptée (vote), 512-514.

Motions non annoncées:

Année internationale de l'enfant:—Motion pour souligner la présence d'un groupe de jeunes dans les galeries, 547.

Baie James:—Félicitations aux travailleurs de la—. Motion; débat; motion d'ajournement proposée; débat restreint; motion d'ajournement retirée; débat clos; motion princ. adoptée (vote), 453, 454.

Bertrand, M. Lionel:—Condoléances à la famille de—, 121.

Canadiens de Montréal:—Félicitations aux—, pour leur conquête de la Coupe Stanley, 247.

Cardinal Paul-Émile Léger:—Voeux offerts au—, à l'occasion du cinquantième anniversaire de son ordination, 230.

Collègues de l'Assemblée nationale:—Voeux de prompt rétablissement adressés à des—, 90.

Condoléances aux familles Gagnon, Dorion, Pouliot et Maher, 702.

Député d'un jour:—Félicitations à Mlle Claire Morais à l'occasion de son élection comme—, 501.

Équipe de hockey de l'Assemblée nationale:—Félicitations à l'—, pour la victoire remportée à Sainte-Marie-de-Beauce, 108.

Fête du 1^{er} mai:—Hommage rendu aux travailleurs du Québec, 180.

Motions non annoncées:—Suite

*Fête nationale des Québécois:—*Motion pour souligner la—, ainsi que la Fête du Canada, 874.

*Génocide du peuple arménien:—*Motion invitant les Québécois à commémorer chaque année le—, 794.

*Jeux d'hiver du Canada:—*Félicitations à l'équipe du Québec qui s'est classée première lors des—, 79.

*Journée internationale de la femme:—*Voeux offerts à l'occasion de la—, 82.

*Journée internationale de l'enfant:—*Motion à l'occasion de la—, 446.

*La Baie:—*Félicitations aux membres de la Jeune Chambre et au poste CKPB, 860.

*LeBlanc-Bantey, Mme Denise:—*Félicitations à—, qui a donné naissance à une petite fille, 162.

*Maires et conseillers municipaux:—*Félicitations aux—, élus ou réélus, 477.

*Monseigneur Victor Tremblay:—*Hommage rendu à la mémoire de—, 363.

*Nordiques de Québec:—*Félicitations aux—, et aux amateurs de hockey professionnel, 129. Voeux de succès adressés aux—, 411.

*Oxfam-Québec:—*Motion pour appuyer la campagne de financement d'—, 617.

*Premier ministre du Canada:—*Félicitations à M. Joe Clark pour son élection comme—. Motion; débat; débat ajourné, 248. Motion adoptée, 352.

*Premier ministre du Québec:—*Félicitations au—, et à Mme Corinne Côté-Lévesque à l'occasion de leur mariage, 180.

*Prix du gouvernement du Québec:—*Félicitations aux cinq récipiendaires des—, 432.

*Prix Goncourt 1979:—*Félicitations à Antonine Maillet pour le—, qui lui fut décerné, 517.

*Royal Agricultural Winter Fair:—*Félicitations aux quatre gagnants de premiers prix à la—, 579.

*Semaine de la Caisse Populaire:—*Motion à l'occasion de la—, 432.

Motions non annoncées:—Suite

*Semaine du bénévolat:—*Proclamation de la—, 154.

*Terre-Neuve:—*Félicitations aux nouveaux élus de la Chambre d'assemblée de—, 352.

*Tragédie aérienne de Sainte-Foy:—*Condoléances aux familles des victimes de la—, 129.

*Trudeau, M. Pierre-Elliott:—*Remerciements et appréciation exprimés à—, à l'occasion de sa démission, 525.

*Union Nationale:—*Motion à l'occasion du 44^e anniversaire de la fondation de l'—, 487.

*Villeneuve, M. Gilles:—*Félicitations à—, qui a remporté le Grand Prix des États-Unis, 148.

Motions privilégiées:

Motion en vertu de l'article 8 de la Loi sur la consultation populaire (1978, c. 6):

*M. Lévesque (Taillon):—*La question devant faire l'objet d'une consultation populaire. Directive du Président; partage du temps; débat; amend. proposés; débat ajourné, 683-687. Reprise du débat; débat ajourné, 689; 691. Reprise du débat; sous-amend. proposé; débat ajourné, 697-699. Reprise du débat; débat ajourné, 703-706; 707-709; 712-714. Reprise du débat; amend. proposé; débat ajourné, 716-718. Reprise du débat; débat ajourné, 722-725; 727-730; 732-735. Reprise du débat; débat terminé; amend. et sous-amend. mis aux voix et rejetés après div. (votes); motion princ. amendée adoptée après div. (vote), 741-748.

Motions en vertu de l'article 24 du règlement:

*M. Biron:—*L'attitude du gouvernement face aux négociations dans les secteurs public et parapublic. Répartition du temps; débat; motion rejetée après div. (vote), 442.

*M. Forget:—*L'attitude désinvolte et reprehensible du gouvernement envers le pouvoir judiciaire. Répartition du temps; débat; motion rejetée après div. (vote), 847.

*M. Ryan:—*La conduite du gouvernement dans la préparation du référendum. Répartition du temps; débat; motion rejetée après div. (vote), 423.

Motions privilégiées:—Suite

Motions proposant un débat d'urgence en vertu de l'article 78 du règlement:

M. Biron:—La fermeture de l'usine I.T.T. Rayonier de Port-Cartier. Motion déclarée irrecevable (décision du Président), 408.

M. Bisailon:—La situation difficile créée à l'Institution Charleroi-Boyer par un conflit de travail. Motion déclarée irrecevable (décision du Président), 388.

M. Fontaine:—La situation inquiétante qui prévaut suite à la grève d'Hydro-Québec. Motion déclarée irrecevable (décision du Président), 591. 2^e motion prise en délibéré, 618.

M. Grenier:—La situation inquiétante qui prévaut dans plusieurs hôpitaux de Montréal. Motion déclarée irrecevable (décision du Président), 408.

M. Lavoie:—La grève qui paralyse le transport en commun à Montréal. Motion déclarée irrecevable (décision du Président), 426.

Mme Lavoie-Roux:—La situation alarmante qui prévaut dans les hôpitaux. Motion déclarée irrecevable (décision du Président), 275.

Mme Lavoie-Roux:—La situation alarmante qui prévaut dans plusieurs hôpitaux, surtout dans la région de Montréal. Motion déclarée recevable; débat; documents n^{os} 161 et 162 déposés; débat terminé, 294 et 295.

M. Pagé:—La grève qui paralyse le transport en commun dans la région de Québec. Motion déclarée irrecevable (décision du Président), 300.

M. Pagé:—La situation qui prévaut à Montréal à la suite de la grève des cols bleus. Motion déclarée recevable; débat; débat terminé, 703.

M. Ryan:—La position que le gouvernement québécois entend adopter à la conférence constitutionnelle du 9 juin 1980. Motion déclarée irrecevable (décision du Président), 811.

Motions en vertu de l'article 79:

M. Lavoie:—Motion priant le Président de déposer tous les documents transmis par la Commission des droits de la personne. Question de privilège prise en délibéré, 364, 365. Motion déclarée irrecevable (décision du Président), 409.

MUNICIPALISATION DE L'ÉLECTRICITÉ:—Loi modifiant la Loi sur la—, et la Loi de l'électrification rurale. Projet de loi n° 87.

MUNICIPALITÉS DE L'OUTAOUAIS ET DU HAUT-SAGUENAY:—Loi modifiant la Loi concernant certaines—. Projet de loi n° 32.

N

NON-RÉSIDENTS:—Loi sur l'acquisition de terres agricoles par des—. Projet de loi n° 41.

NORMES DU TRAVAIL:—Loi modifiant la Loi sur les—, et la Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre. Projet de loi n° 91.

NORMES DU TRAVAIL:—Loi sur les—. Projet de loi n° 126.

NOTARIAT:—Loi modifiant la Loi sur le—. Projet de loi n° 79.

NOTRE-DAME-DE-LA-MERCI:—Loi concernant la municipalité de—. Projet de loi n° 263.

NOTRE-DAME DE L'ÎLE PERROT:—Loi concernant la corporation municipale de la paroisse de—. Projet de loi n° 218.

O

OEUVRE PONTIFICALE DE LA PROPAGATION DE LA FOI (CONSEIL DE QUÉBEC):—Loi concernant L'—. Projet de loi n° 279.

OFFICE DE RADIO-TÉLÉVISION DU QUÉBEC:—Loi modifiant la Loi de l'—. Projet de loi n° 5.

OUTAOUAIS:—Loi constituant certaines municipalités dans l'—. Projet de loi n° 119.

P

PARCS:—Loi modifiant la Loi sur les—. Projet de loi n° 69.

PENSIONS ALIMENTAIRES:—Loi pour favoriser la perception des—. Projets de loi nos 83 et 183.

PERMIS D'ALCOOL:—Loi sur les—. Projet de loi n° 55.

POINTE-AUX-TREMBLES:—Loi concernant la cité de la—. Projet de loi n° 245.

POLICE:—Loi modifiant la Loi de—. Projet de loi n° 48.

PRÊT HYPOTHÉCAIRE:—Loi modifiant la charte de la société Le—. Projet de loi n° 220.

PROGRAMMATION ÉDUCATIVE:—Loi sur la—. Projet de loi n° 4.

Projets de loi:

Projet de loi n° 1.—Loi sur le supplément au revenu de travail.—M. Marois.—1^{re} lect., 107. motion de 2^e lect., (It-g.); débat; documents n^{os} 65 et 66 déposés; débat ajourné, 163. Reprise du débat; projet de règlement déposé (*document n° 75*); débat terminé; motion mise aux voix; enregistrement des noms retardé, 176. Enregistrement des noms; motion adoptée; 2^e lect.; déferé à la Commission des affaires sociales, 181. Rapp. (*document n° 116*), 223. Prise en considération du rapport; rapport adopté, 243. Motion de 3^e lect.; débat; document n° 137 déposé; motion adoptée; 3^e lect.; 259. Sanction, 270. (1979, c. 9)

Projet de loi n° 2.—Loi constituant l'Institut québécois de recherche sur la culture.—M. Laurin.—1^{re} lect., 103. Motion de 2^e lect. (It-g.); débat; débat ajourné, 133. Reprise du débat; débat ajourné, 135; 177. Reprise du débat; amend. proposé; débat ajourné, 183. Reprise du débat; amend. rejeté après div.; motion princ. adoptée; 2^e lect.; déferé à la Commission des affaires culturelles, 192. Rapp. (*document n° 169*), 305. Prise en considération du rapport; rapport adopté, 316. 3^e lect. après div., 354. Sanction, 396. (1979, c. 10)

Projet de loi n° 3.—Loi sur le registre des électeurs.—M. Bédard.—1^{re} lect., 166. Ordre que le projet de loi soit déferé à la Commission de la présidence du conseil et de la constitution au cours du débat sur la motion de 2^e lecture, 226. Motion de 2^e lect. (It-g.); débat; débat suspendu; déferé à la Commission de la présidence du conseil et de la constitution, 226. Motion proposant un nouveau parrain adoptée, 411. 1^{re} lect. confirmée, 609.

Projet de loi n° 4.—Loi sur la programmation éducative.—M. Vaugeois.—1^{re} lect., 180. Ordre de 2^e lect. révoqué; projet de loi déferé à la Commission des communications, 185. Rapp. (*document n° 140*), 262. Motion de 2^e lect.; débat; amend. proposé; débat ajourné, 316. Reprise du débat; amend. rejeté après div. (vote); débat ajourné, 321. Reprise du débat; débat ajourné, 322; 330. Reprise du débat; débat terminé; motion mise aux voix; enregistrement des noms retardé, 334. Enregistrement des noms; motion adoptée après div.; 2^e lect.; déferé à la Commission des communications, 341. Rapp. (*document n° 246*), 407. Motion proposant un nouveau parrain adoptée, 441. Prise en considération du rapport; rapport adopté, 483. Ordre de 3^e lect. révoqué; renvoyé en commission pl.; amendé; rapp.; rapport adopté, 3^e lect. après div., 503. Sanction, 550. (1979, c. 52)

Projet de loi n° 5.—Loi modifiant la Loi de l'Office de radio-télédiffusion du Québec.—M. O'Neill.—1^{re} lect.; déferé à la Commission des communications, 180. Rapp. (*document n° 140*), 262. Motion de 2^e lect. (It-g.); débat; débat terminé; motion mise aux voix; enregistrement des noms retardé, 321. Enregis-

Projets de loi:—Suite

trement des noms; motion adoptée; 2^e lect.; déferé à la Commission des communications, 324. Rapp. (*document n° 193*), 341. Prise en considération du rapport; rapport adopté, 355. 3^e lect., 377. Sanction, 396. (1979, c. 11)

Projet de loi n° 6.—Loi sur le remboursement d'impôts fonciers.—M. Parizeau.—1^{re} lect., 240. Motion de 2^e lect. (lt-g.); débat; motion adoptée; 2^e lect.; déferé à la Commission du revenu, 312. Rapp. (*document n° 199*), 351. Prise en considération du rapport; rapport adopté; 3^e lect., 376. Sanction, 396. (1979, c. 12)

Projet de loi n° 7.—Loi modifiant la Loi de l'aide au développement industriel du Québec.—M. Tremblay.—1^{re} lect., 216. Motion de 2^e lect. (lt-g.); débat; débat ajourné, 228. Reprise du débat; débat suspendu, 372. Reprise du débat; motion adoptée; 2^e lect.; déferé à la Commission de l'industrie et du commerce, 374. Rapp. (*document n° 223*), 384. Prise en considération du rapport; rapport adopté; 3^e lect., 392. Sanction, 396. (1979, c. 13)

Projet de loi n° 8.—Loi sur les régimes d'épargne-actions, modifiant de nouveau la Loi sur les impôts et modifiant la Loi des valeurs mobilières.—M. Parizeau.—1^{re} lect., 274. Motion de 2^e lect.; débat; débat suspendu, 310. Reprise du débat; motion adoptée; 2^e lect.; déferé à la Commission du revenu, 311. Rapp. (*document n° 199*), 352. Prise en considération du rapport; rapport adopté; 3^e lect., 376. Sanction, 396. (1979, c. 14)

Projet de loi n° 9.—Loi électorale.—M. Bédard.—1^{re} lect., 385. Motion proposant un nouveau parrain adoptée, 411. Motion de 2^e lect. (lt-g.); débat; question de règlement soulevée; décision du Président; débat ajourné, 461. Reprise du débat; motion adoptée; 2^e lect.; déferé à la Commission de la présidence du conseil et de la constitution, 472. Réimpression du projet de loi déposée, 541. Rapp. (*document n° 375*), 546. Prise en considération du rapport; amend. de M. Bédard adopté après div.; amend. de M. Fontaine rejeté après div.; rapport adopté, 551. Motion de 3^e lect.; débat; débat terminé; motion mise aux voix; enregistrement des noms retardé, 565. Enregistrement des noms; motion adoptée après div.; 3^e lect., 568. Sanction, 610. (1979, c. 56)

Projet de loi n° 10.—Loi sur la représentation électorale.—M. Bédard.—1^{re} lect. (vote), 385. Motion proposant un nouveau parrain adoptée, 411. Motion de 2^e lect. (lt-g.); débat; débat ajourné, 411. Reprise du débat; amend. proposé; débat ajourné, 413. Reprise du débat; amend. rejeté après div. (vote); débat ajourné, 427. Reprise du débat; débat ajourné; 429: 439: 445. Reprise du débat; débat terminé; motion mise aux voix; enregistrement des noms retardé, 459. Enregistrement des noms; motion adoptée après div. (vote); 2^e lect.; déferé à la Commission de la présidence du conseil et de la constitution, 464. Rapp. (*document n° 376*), 546. Prise en considération du rapport; amend. proposés; amend. de M. Bertrand adopté; amend. de MM. Lamontagne et Lavoie mis aux voix; enregistrement des noms retardé, 552. Enregistrement des noms; amend. rejetés après div. (votes), 552. Motion de 3^e lect.; débat; débat terminé; motion mise

Projets de loi:—Suite

aux voix; enregistrement des noms retardé, 565. Enregistrement des noms; motion adoptée après div.; 3^e lect., 568. Sanction, 610. (1979, c. 57)

Projet de loi n° 11.—Loi modifiant la Loi de la division territoriale.—M. Bédard.—1^{re} lect., 124. Motion de 2^e lect.; débat; motion adoptée; 2^e lect.; déferé à la Commission de la justice, 287. Rapp. (*document n° 203*), 361. Prise en considération du rapport; rapport adopté; 3^e lect., 390. Sanction, 396. (1979, c. 15)

Projet de loi n° 12.—Loi sur la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris bénéficiaires de la Convention de la Baie James et du Nord québécois.—M. Lazure.—1^{re} lect., 184. Motion de 2^e lect. (lt-g.); débat; motion adoptée; 2^e lect.; déferé à la Commission des richesses naturelles, 374. Ordre concernant le rapport de la Commission, 392. Rapp.; rapport adopté; 3^e lect., 394. Sanction, 396. (1979, c. 16)

Projet de loi n° 13.—Loi modifiant la Loi de l'adoption.—M. Lazure.—1^{re} lect., 136. Motion de 2^e lect.; débat; débat ajourné, 182. Reprise du débat; motion adoptée; 2^e lect.; déferé à la Commission des affaires sociales, 183. Rapp. (*document n° 173*), 314. Prise en considération du rapport; rapport adopté, 320. 3^e lect., 359. Sanction, 396. (1979, c. 17)

Projet de loi n° 14.—Loi modifiant la Loi sur les impôts et modifiant la Loi modifiant la Loi sur les impôts et certaines dispositions législatives d'ordre fiscal.—M. Parizeau.—1^{re} lect., 173. Motion de 2^e lect.; débat; motion adoptée; 2^e lect.; déferé à la Commission du revenu, 200. Rapp. (*document n° 199*), 352. Prise en considération du rapport; rapport adopté; 3^e lect., 376. Sanction, 396. (1979, c. 18)

Projet de loi n° 15.—Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1980, et pour d'autres fins du service public.—M. Parizeau.—1^{re}, 2^e et 3^e lect., 120. Sanction, 122. (1979, c. 5)

Projet de loi n° 16.—Loi modifiant la Loi constituant la Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires.—M. Garon.—1^{re} lect., 148. 2^e lect.; déferé à la Commission de l'agriculture, 176. Rapp. (*document n° 212*), 380. Prise en considération du rapport; rapport adopté; 3^e lect., 390. Sanction, 396. (1979, c. 19)

Projet de loi n° 17.—Loi sur la santé et la sécurité du travail.—M. Marois.—1^{re} lect.; déferé à la Commission du travail et de la main-d'oeuvre, 363. Rapp. (*document n° 265*), 431. Réimpression déposée, 584. Motion de 2^e lect. (lt-g.); débat; débat terminé; motion mise aux voix; enregistrement des noms retardé, 598. Enregistrement des noms; motion adoptée après div.; 2^e lect.; déferé à la Commission du travail et de la main-d'oeuvre, 602. 1^{re} et 2^e lect. confirmées, 609. Rapp. (*document n° 440*), 636. Ordre concernant les amend. au rapport, 637. Prise en considération du rapport; rapport adopté; motion de 3^e lect.;

Projets de loi:—Suite

débat; débat terminé; motion mise aux voix; enregistrement des noms retardé, 654. Enregistrement des noms; motion adoptée après div. (vote); 3^e lect., 667. Sanction, 670. (1979, c. 63)

Projet de loi n° 18.—Loi modifiant la Loi de l'impôt sur la vente en détail et concernant l'assujettissement du gouvernement et de ses organismes à certaines lois fiscales.—M. Parizeau.—1^{re} lect., 173. 2^e lect.; déferé à la Commission du revenu, 199. Rapp. (*document n° 199*), 352. Prise en considération du rapport; rapport adopté; 3^e lect., 376. Sanction, 397. (1979, c. 20)

Projet de loi n° 19.—Loi modifiant la Loi des associations coopératives.—Mme Payette.—1^{re} lect., 173. 2^e lect.; déferé à la Commission des consommateurs, coopératives et institutions financières, 192. Rapp. (*document n° 117*), 223. Prise en considération du rapport; rapport adopté; 3^e lect., 243. Sanction, 243. (1979, c. 6)

Projet de loi n° 20.—Loi modifiant la Charte de la Société de cartographie du Québec.—M. Bérubé.—1^{re} lect., 184. 2^e lect.; en commission pl.; rapp.; rapport adopté, 375. Motion de 3^e lect.; débat; motion adoptée après div.; 3^e lect., 389. Sanction, 397. (1979, c. 21)

Projet de loi n° 21.—Loi concernant le rôle de la valeur locative de la Ville de Montréal et de Ville Saint-Pierre ainsi que des cités de Côte-Saint-Luc, Outremont et Westmount.—M. Tardif.—1^{re} lect., 189. 2^e lect.; déferé en commission pl., 220. En commission pl.; amendé; rapp.; rapport adopté, 220. Ordre de 3^e lect. révoqué; renvoyé en commission pl.; amendé; rapp.; rapport adopté; 3^e lect., 244. Sanction, 245. (1979, c. 94)

Projet de loi n° 22.—Loi modifiant la Charte de la Ville de Québec, la Charte de la Ville de Montréal et d'autres dispositions législatives.—M. Tardif.—1^{re} lect., 216. 2^e lect.; déferé à la Commission des affaires municipales, 227. Rapp. (*document n° 159*), 292. Prise en considération du rapport; rapport adopté, 316. 3^e lect., 376. Sanction, 397. (1979, c. 22)

Projet de loi n° 23.—Loi modifiant la Loi modifiant la Loi sur l'évaluation foncière et modifiant d'autres dispositions législatives.—M. Tardif.—1^{re} lect., 196. 2^e lect.; déferé en commission pl., 220. En commission pl.; rapp.; rapport adopté, 220. 3^e lect., 244. Sanction, 245. (1979, c. 7)

Projet de loi n° 24.—Loi sur le Conseil des collèges.—M. Morin (Sauvé).—1^{re} lect.; déferé à la Commission de l'éducation (article 118 A du règlement suspendu), 240. Rapp. (*document n° 158*), 291. Motion de 2^e lect. (lt-g.); débat; débat terminé; motion mise aux voix, enregistrement des noms retardé, 303. Enregistrement des noms; motion adoptée; 2^e lect., 307. Déferé à la Commission de l'éducation, 308. Rapp. (*document n° 204*), 362. Prise en considération du rapport; rapport adopté; 3^e lect., 389. Sanction, 397. (1979, c. 23)

Projets de loi:—Suite

Projet de loi n° 25.—Loi modifiant la Loi des collèges d'enseignement général et professionnel.—M. Morin (Sauvé).—1^{re} lect.; déferé à la Commission de l'éducation (article 118 A du règlement suspendu), 240. Rapp. (*document n° 158*), 291. Motion de 2^e lect.; débat; amend. proposé; amend. rejeté après div. (vote); débat ajourné, 296. Reprise du débat; débat suspendu, 302. Reprise du débat; débat terminé; motion mise aux voix; enregistrement des noms retardé, 303. Enregistrement des noms; motion adoptée après div.; 2^e lect., 306. Déferé à la Commission de l'éducation, 308. Rapp. (*document n° 195*), 347. Prise en considération du rapport; amend. proposés; débat; débat terminé; amend. rejetés après div.; rapport adopté après div., 359. Ordre de 3^e lect. révoqué; envoyé en commission pl.; amendé; rapp.; rapport adopté; motion de 3^e lect.; débat; débat terminé; motion mise aux voix; enregistrement des noms retardé, 377. Enregistrement des noms; motion adoptée après div.; 3^e lect., 386. Sanction, 397. (1979, c. 24)

Projet de loi n° 26.—Loi concernant les dispositions législatives prévues par la Convention du Nord-Est québécois et modifiant d'autres dispositions législatives.—M. Bérubé.—1^{re} lect., 249. 2^e lect.; déferé à la Commission des richesses naturelles, 375. Ordre concernant le rapport de la Commission, 392. Rapp.; rapport adopté; 3^e lect., 394. Sanction, 397. (1979, c. 25)

Projet de loi n° 27.—Loi constituant la Société de développement des Naskapis.—M. Bérubé.—1^{re} lect., 249. 2^e lect.; déferé à la Commission des richesses naturelles, 375. Ordre concernant le rapport de la Commission, 392. Rapp.; rapport adopté; 3^e lect., 394. Sanction, 397. (1979, c. 26)

Projet de loi n° 28.—Loi sur la protection des personnes et des biens en cas de sinistre.—M. Bédard.—1^{re} lect., 229. Motion de 2^e lect. (lt-g.); débat; débat terminé; motion mise aux voix; enregistrement des noms retardé, 288. Enregistrement des noms; motion adoptée; 2^e lect.; déferé à la Commission de la justice, 293. Rapp. (*document n° 245*), 407. Prise en considération du rapport; rapport adopté, 564. 1^{re} et 2^e lect. confirmées, 609. 3^e lect., 618. Sanction, 670. (1979, c. 64)

Projet de loi n° 29.—Loi modifiant la Loi du crédit aux pêcheries maritimes.—M. Tremblay.—1^{re} lect., 224. 2^e lect. (lt-g.); déferé à la Commission de l'industrie et du commerce, 371. Rapp. (*document n° 223*), 384. Prise en considération du rapport; rapport adopté; 3^e lect., 392. Sanction, 397. (1979, c. 27)

Projet de loi n° 30.—Loi modifiant la Loi de l'instruction publique.—M. Morin (Sauvé).—1^{re} lect., 256. Motion de 2^e lect.; débat; débat terminé; motion mise aux voix; enregistrement des noms retardé, 304. Enregistrement des noms; motion adoptée; 2^e lect., 307. Déferé à la Commission de l'éducation, 308. Rapp. (*document n° 205*), 362. Prise en considération du rapport; rapport adopté, 389. Motion de 3^e lect.; débat; motion adoptée après div. (dissidence); 3^e lect., 392. Sanction, 397. (1979, c. 28)

Projets de loi:—Suite

Projet de loi n° 31.—Loi modifiant le Code civil.—M. Bédard.—1^{re} lect., 256. Motion de 2^e lect.; débat; débat terminé; motion mise aux voix; enregistrement des noms retardé, 286. Enregistrement des noms; motion adoptée; 2^e lect.; déferé à la Commission de la justice, 292. Rapp. (*document n° 203*), 361. Prise en considération du rapport; rapport adopté; 3^e lect., 390. Sanction, 397. (1979, c. 29)

Projet de loi n° 32.—Loi modifiant la Loi concernant certaines municipalités de l'Outaouais et du Haut-Saguenay.—M. Tardif.—1^{re} lect., 247. 2^e lect.; en commission pl.; rapport.; rapport adopté; 3^e lect., 252. Sanction, 254. (1979, c. 97)

Projet de loi n° 33.—Loi modifiant la Loi de la Commission municipale.—M. Tardif.—1^{re} lect., 247. Motion de 2^e lect.; débat; débat terminé; motion mise aux voix; enregistrement des noms retardé, 327. Enregistrement des noms; motion adoptée après div.; 2^e lect.; déferé à la Commission des affaires municipales, 328. Rapp. (*document n° 191*), 340. Prise en considération; rapport adopté, 358. 3^e lect. après div., 376. Sanction, 397. (1979, c. 30)

Projet de loi n° 34.—Loi modifiant la Loi des compagnies et d'autres dispositions législatives.—Mme Payette.—1^{re} lect., 263. 2^e lect. (lt-g.); déferé à la Commission des consommateurs, coopératives et institutions financières, 357. Rapp. (*document n° 214*), 380. Prise en considération du rapport; rapport adopté; 3^e lect., 391. Sanction, 397. (1979, c. 31)

Projet de loi n° 35.—Loi modifiant ou abrogeant certaines dispositions législatives.—M. Bédard.—1^{re} lect., 256. Motion de 2^e lect.; débat; motion adoptée après div.; 2^e lect.; déferé à la Commission de la justice, 286. Rapp. (*document n° 203*), 361. Prise en considération du rapport; rapport adopté; 3^e lect., 390. Sanction, 397. (1979, c. 32)

Projet de loi n° 36.—Loi modifiant la Loi sur les assurances et modifiant de nouveau le Code civil.—Mme Payette.—1^{re} lect., 263. 2^e lect.; déferé à la Commission des consommateurs, coopératives et institutions financières, 356. Rapp. (*document n° 214*), 380. Prise en considération du rapp; rapport adopté; 3^e lect., 391. Sanction, 398. (1979, c. 33)

Projet de loi n° 37.—Loi sur l'aide au développement touristique.—M. Duhaime.—1^{re} lect., 263. Motion de 2^e lect. (lt-g.); débat; débat ajourné, 349. Reprise du débat; motion adoptée (vote); 2^e lect.; déferé à la Commission du tourisme, de la chasse et de la pêche, 356. Rapp. (*document n° 206*), 362. Prise en considération du rapport; rapport adopté; 3^e lect., 389. Sanction, 398. (1979, c. 34)

Projet de loi n° 38.—Loi sur les corps de police des villages cris et du village naskapi.—M. Bédard.—1^{re} lect., 263. 2^e lect. (lt-g.); déferé à la Commission de

Projets de loi:—Suite

la justice, 287. Rapp. (*document n° 203*), 361. Prise en considération du rapport; rapport adopté; 3^e lect., 390. Sanction, 398. (1979, c. 35)

Projet de loi n° 39.—Loi modifiant le Code municipal, la Loi des cités et villes et d'autres dispositions législatives.—M. Tardif.—1^{re} lect., 274. Motion de 2^e lect.; débat; débat ajourné, 328. Reprise du débat; document n° 181 déposé; motion adoptée; 2^e lect.; déferé à la Commission des affaires municipales, 329. Rapp. (*document n° 191*), 340. Prise en considération; rapport adopté, 358. 3^e lect., 376. Sanction, 398. (1979, c. 36)

Projet de loi n° 40.—Loi modifiant le Code de procédure civile et d'autres dispositions législatives.—M. Bédard.—1^{re} lect., 263. 2^e lect.; déferé à la Commission de la justice, 288. Rapp. (*document n° 203*), 361. Prise en considération du rapport; rapport adopté; 3^e lect., 390. Sanction, 398. (1979, c. 37)

Projet de loi n° 41.—Loi sur l'acquisition de terres agricoles par des non-résidents.—M. Garon.—1^{re} lect., 501. Motion de 2^e lect.; débat; débat ajourné, 520. Reprise du débat; débat ajourné, 523. Reprise du débat; débat terminé; motion mise aux voix; enregistrement des noms retardé, 548. Enregistrement des noms; motion adoptée; 2^e lect.; déferé à la Commission de l'agriculture et de l'alimentation, 554. Rapp. (*document n° 397*), 584. 1^{re} et 2^e lect. confirmées, 609. Prise en considération du rapport; rapport adopté, 619. Ordre de 3^e lect. révoqué; renvoyé en commission pl.; amendé et rapporté; rapport adopté; 3^e lect., 627. Sanction, 670. (1979, c. 65)

Projet de loi n° 42.—Loi modifiant de nouveau la Loi sur les impôts et modifiant d'autres dispositions législatives.—M. Parizeau.—1^{re} lect., 274. Motion de 2^e lect.; débat; motion adoptée après div.; 2^e lect.; déferé à la Commission du revenu, 312. Rapp. (*document n° 199*), 352. Prise en considération du rapport; rapport adopté; 3^e lect., 376. Sanction, 398. (1979, c. 38)

Projet de loi n° 43.—Loi modifiant la Loi sur le ministère de l'agriculture.—M. Garon.—1^{re} lect. après div. (vote), 263. Motion de 2^e lect. (lt-g.); débat; amend. proposé; débat ajourné, 505. Reprise du débat; amend. rejeté après div.; débat ajourné, 515. Reprise du débat; débat terminé; motion mise aux voix; enregistrement des noms retardé, 520. Enregistrement des noms; motion adoptée après div. (vote); 2^e lect.; déferé à la Commission de l'agriculture et de l'alimentation, 526. Rapp. (*document n° 391*), 578. 1^{re} et 2^e lect. confirmées, 609. Prise en considération du rapport; amend. proposés; débat; amend. rejetés après div.; rapport adopté, 627. 3^e lect. après div., 655. Sanction, 670. (1979, c. 66)

Projet de loi n° 44.—Loi modifiant la Loi concernant les élections de 1978 dans certaines municipalités et modifiant la Loi des cités et villes.—M. Tardif.—1^{re} lect., 274. 2^e lect.; déferé à la Commission des affaires municipales, 328. Rapp. (*document n° 191*), 340. Prise en considération du rapport; rapport adopté, 358. 3^e lect., 377. Sanction, 398. (1979, c. 39)

Projets de loi:—Suite

Projet de loi n° 45.—Loi modifiant la Loi constituant la Société de développement coopératif.—Mme Payette.—1^{re} lect., 274. 2^e lect. (lt-g.); déferé à la Commission des consommateurs, coopératives et institutions financières, 357. Rapp. (*document n° 214*), 380. Prise en considération du rapport; rapport adopté; 3^e lect., 391. Sanction, 398. (1979, c. 40)

Projet de loi n° 46.—Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1980, et pour d'autres fins du service public.—M. Parizeau.—1^{re}, 2^e et 3^e lect., 306. Sanction, 398. (1979, c. 41)

Projet de loi n° 47.—Loi modifiant la Loi régissant le financement des partis politiques.—M. Burns.—1^{re} lect., 292. 1^{re} lect. confirmée, 609.

Projet de loi n° 48.—Loi modifiant la Loi de police.—M. Bédard.—1^{re} lect.; déferé à la Commission de la justice, 385. Rapp. (*document n° 242*), 406. 1^{re} lect. confirmée, 609. 2^e lect.; déferé à la Commission de la justice, 614. Rapp. (*document n° 470*), 663. Prise en considération du rapport; rapport adopté; 3^e lect., 665. Sanction, 670. (1979, c. 67)

Projet de loi n° 49.—Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires, le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics et d'autres dispositions législatives.—M. Bédard.—1^{re} lect., 324. Motion de 2^e lect. (article 119A du règlement); motion adoptée; 2^e lect.; déferé à la Commission de la justice, 373. Rapp. (*document n° 213*), 380. Prise en considération du rapport; rapport adopté; 3^e lect., 391. Sanction, 398. (1979, c. 42)

Projet de loi n° 50.—Loi du ministère de l'environnement.—M. Léger.—1^{re} lect., 352. Motion de 2^e lect.; débat; débat ajourné, 455. Reprise du débat; motion adoptée (vote); 2^e lect.; déferé à la Commission de la protection de l'environnement, 458. Rapp. (*document n° 316*), 476. Prise en considération du rapport; rapport adopté, 483. 3^e lect., 491. Sanction, 497. (1979, c. 49)

Projet de loi n° 51.—Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre.—M. Vaugeois.—1^{re} lect.; déferé à la Commission des affaires culturelles, 352. Rapp. (*document n° 243*), 407. 2^e lect. (lt-g.); déferé à la Commission des affaires culturelles, 491. Rapp. (*document n° 356*), 525. Prise en considération du rapport; rapport adopté, 542. Motion de 3^e lect.; débat; débat ajourné, 550. 1^{re} et 2^e lect. confirmées, 609. Reprise du débat; motion adoptée; 3^e lect., 653. Sanction, 670. (1979, c. 68)

Projet de loi n° 52.—Loi modifiant la Loi des constituts ou du régime de tenure.—M. Bédard.—1^{re} lect., 386. 1^{re} lect. confirmée, 609. 2^e lect. (article 119A du règlement sessionnel); déferé à la Commission de la justice, 615. Rapp. (*document n° 449*), 640. Prise en considération du rapport; rapport adopté; 3^e lect., 656. Sanction, 670. (1979, c. 69)

Projets de loi.—Suite

Projet de loi n° 53.—Loi sur les corporations de fonds de sécurité.—M. Joron.—1^{re} lect., 426. 2^e lect.; déferé à la Commission des consommateurs, coopératives et institutions financières, 481. Rapp. (*document n° 349*), 511. Prise en considération du rapport; rapport adopté, 542. 3^e lect., 549. Sanction, 550. (1979, c. 53)

Projet de loi n° 54.—Loi sur le recouvrement de certaines créances.—M. Joron.—1^{re} lect., 426. 2^e lect. (lt-g.), déferé à la Commission des consommateurs, coopératives et institutions financières, 482. Rapp. (*document n° 370*), 540. Prise en considération du rapport; rapport adopté, 548. 1^{re} et 2^e lect. confirmées, 609. Ordre de 3^e lect. révoqué; renvoyé en commission pl.; amendé et rapporté; rapport adopté; 3^e lect. après div., 626. Sanction, 670. (1979, c. 70)

Projet de loi n° 55.—Loi sur les permis d'alcool.—M. Bédard.—1^{re} lect., 464. 2^e lect. (lt-g.); déferé à la Commission de la justice, 503. Rapp. (*document n° 374*), 545. Prise en considération du rapport; rapport adopté, 564. 1^{re} et 2^e lect. confirmées, 609. Ordre de 3^e lect. révoqué; renvoyé en commission pl.; amendé; rapp.; rapport adopté; 3^e lect., 653. Sanction, 670. (1979, c. 71)

Projet de loi n° 56.—Loi modifiant la Loi sur le régime de rentes du Québec.—M. Lazure.—1^{re} lect., 476. 2^e lect. (article 119A du règlement sessionnel); déferé à la Commission des affaires sociales, 502. Rapp. (*document n° 357*), 525. Prise en considération du rapport; rapport adopté, 542. 3^e lect., 549. Sanction, 550. (1979, c. 54)

Projet de loi n° 57.—Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives.—M. Tardif.—1^{re} lect., 517. Motion de 2^e lect. (lt-g.); débat; motion d'ajournement du débat; débat restreint; motion retirée; 2^e motion d'ajournement; débat restreint; motion adoptée; débat ajourné, 569-571. Reprise du débat; document n° 388 déposé; débat terminé; motion mise aux voix; enregistrement des noms retardé, 574. Enregistrement des noms; motion adoptée après div., 2^e lect.; déferé à la Commission des affaires municipales, 579. 1^{re} et 2^e lect. confirmées, 609. Rapp. (*document n° 472*); rapport adopté, 667. Motion de 3^e lect.; débat; motion adoptée après div. (vote); 3^e lect., 667. Sanction, 670. (1979, c. 72)

Projet de loi n° 58.—Loi modifiant de nouveau la Loi électorale.—M. Bédard.—1^{re} lect., 428. 2^e lect.; en commission pl.; rapp.; rapport adopté; 3^e lect., 440. Sanction, 440. (1979, c. 47)

Projet de loi n° 59.—Loi modifiant la Loi sur l'assurance-récolte et la Loi sur l'assurance-stabilisation des revenus agricoles.—M. Garon.—1^{re} lect., 546. 1^{re} lect. confirmée, 609. 2^e lect.; déferé à la Commission de l'agriculture et de l'alimentation, 628. Rapp. (*document n° 448*), 640. Prise en considération du rapport; rapport adopté, 3^e lect., 655. Sanction, 670. (1979, c. 73)

Projets de loi:—Suite

Projet de loi n° 60.—Loi modifiant la Loi concernant les droits sur les mines.—M. Bérubé.—1^{re} lect., 501. 2^e lect.; déferé à la Commission de l'énergie et des ressources, 543. Rapp. (*document n° 380*), 553. Prise en considération du rapport; rapport adopté, 564. 1^{re} et 2^e lect., confirmées, 609. 3^e lect., 618. Sanction, 670. (1979, c. 74)

Projet de loi n° 61.—Loi sur les appareils sous pression et d'autres dispositions législatives.—M. Johnson.—1^{re} lect., 541. 2^e lect.; en commission pl.; rapp.; rapport adopté, 549. 3^e lect., 618. 1^{re} et 2^e lect. confirmées, 609. Sanction, 670. (1979, c. 75)

Projet de loi n° 62.—Loi sur les propositions aux salariés des secteurs de l'éducation, des affaires sociales et de la fonction publique.—M. Johnson.—1^{re} lect.; motion de 2^e lect.; débat; motion adoptée après div. (vote); 2^e lect.; en commission pl.; amendé et rapp.; rapport adopté; motion de 3^e lect.; débat; motion adoptée après div. (vote); 3^e lect., 495-497. Sanction 497. (1979, c. 50)

Projet de loi n° 63.—Loi modifiant la Loi de la Communauté urbaine de Montréal.—M. Tardif.—1^{re} lect., 517. 2^e lect.; en commission pl.; rapp.; rapport adopté; 3^e lect., 548. Sanction, 550. (1979, c. 88)

Projet de loi n° 64.—Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1980, et pour d'autres fins du service public.—M. Parizeau.—1^{re}, 2^e et 3^e lect., 587. Sanction, 610. (1979, c. 58)

Projet de loi n° 65.—Loi modifiant la Loi concernant la taxe sur les carburants.—M. Clair.—1^{re} lect., 554. 1^{re} lect. confirmée, 609. 2^e lect.; renvoyé en commission pl.; rapp.; rapport adopté après div., 634, 635. 3^e lect. après div., 638. Sanction, 671. (1979, c. 76)

Projet de loi n° 66.—Loi concernant certains ministères.—M. Charron.—1^{re} lect. confirmée, 609. 2^e lect.; en commission pl.; amendé; rapp.; rapport adopté; 3^e lect., 659. Sanction, 671. (1979, c. 77)

Projet de loi n° 68.—Loi modifiant de nouveau la Loi concernant l'impôt sur la vente en détail et modifiant d'autres dispositions législatives.—M. Clair.—1^{re} lect., 554. 1^{re} lect. confirmée, 609. 2^e lect.; renvoyé en commission pl.; amendé; rapp.; rapport adopté après div., 635. 3^e lect., 638. Sanction, 671. (1979, c. 78)

Projet de loi n° 69.—Loi modifiant la Loi sur les parcs.—M. Lessard.—1^{re} lect., 554. 2^e lect.; en commission pl.; rapp.; rapport adopté; 3^e lect., 605. Sanction, 610. (1979, c. 59)

Projet de loi n° 70.—Loi modifiant la Loi sur les valeurs mobilières concernant le contrat de concession ou de franchisage.—M. Joron.—1^{re} lect., 554.

Projets de loi:—Suite

1^{re} lect. confirmée, 609. 2^e lect. (lt-g.); en commission pl.; amendé et rapporté; rapport adopté, 626. 3^e lect., 638. Sanction, 671. (1979, c. 79)

Projet de loi n° 71.—Loi modifiant de nouveau la Loi sur l'instruction publique.—M. Morin (Sauvé).—1^{re} lect., 562. Motion de 2^e lect.; débat; débat terminé; motion mise aux voix; enregistrement des noms retardé, 593. Enregistrement des noms; motion adoptée après div.; 2^e lect.; déferé à la Commission de l'éducation, 597. 1^{re} et 2^e lect. confirmées, 609. Rapp. (*document n° 451*), 641. Prise en considération du rapport; rapport adopté; 3^e lect., 656. Sanction, 671. (1979, c. 80)

Projet de loi n° 72.—Loi sur le ministère de l'énergie et des ressources.—M. Bérubé.—1^{re} lect., 562. Motion de 2^e lect.; débat; motion adoptée; 2^e lect.; déferé à la Commission de l'énergie et des ressources, 606. 1^{re} et 2^e lect. confirmées, 609. Ordre de renvoi en commission révoqué; renvoyé en commission pl.; progrès, 637. De nouveau en commission pl.; progrès, 638. De nouveau en commission pl.; amendé; rapp.; rapport adopté; 3^e lect., 659. Sanction, 671. (1979, c. 81)

Projet de loi n° 73.—Loi modifiant la Loi sur l'établissement par Sidbec d'un complexe sidérurgique intégré.—M. Duhaime.—1^{re} lect., 554. Ordre de 2^e lect. révoqué; projet de loi déferé à la Commission de l'industrie, du commerce et du tourisme, 563. Rapp. (*document n° 411*), 596. 1^{re} lect. confirmée, 609. Motion de 2^e lect. (lt-g.); débat; débat suspendu, 619. Reprise du débat; débat terminé; motion mise aux voix; enregistrement des noms retardé, 620. Enregistrement des noms; motion adoptée après div.; 2^e lect.; déferé à la Commission de l'industrie, du commerce et du tourisme, 622. Rapp. (*document n° 450*), 641. Prise en considération du rapport; rapport adopté; 3^e lect. après div., 656. Sanction, 671. (1979, c. 82)

Projet de loi n° 74.—Loi modifiant le Code municipal et la Loi sur les cités et villes concernant les ententes intermunicipales.—M. Tardif.—1^{re} lect., 554. 2^e lect.; déferé à la Commission des affaires municipales, 582. Rapp. (*document n° 409*), 596. 1^{re} et 2^e lect. confirmées, 609. Prise en considération du rapport; amend. proposé; débat; amend. retiré; amend. du ministre adoptés; rapport adopté; 3^e lect., 634. Sanction, 671. (1979, c. 83)

Projet de loi n° 75.—Loi sur les grains.—M. Garon.—1^{re} lect., 562. 1^{re} lect. confirmée, 609. 2^e lect. (lt-g.); déferé à la Commission de l'agriculture et de l'alimentation, 628. Rapp. (*document n° 447*), 640. Prise en considération du rapport; amend. proposé et adopté; rapport adopté; 3^e lect., 655. Sanction, 671. (1979, c. 84)

Projet de loi n° 76.—Loi modifiant la Loi sur les allocations familiales concernant les enfants handicapés.—M. Lazure.—1^{re} lect., 562. 2^e lect. (lt-g.); en commission pl.; rapp.; rapport adopté; 3^e lect., 581. Sanction, 610. (1979, c. 60)

Projets de loi:—Suite

Projet de loi n° 77.—Loi sur les services de garde à l'enfance.—M. Lazure.—1^{re} lect., 562. Pétition déposée (*document n° 390*), 578. Motion de 2^e lect. (lt-g.); débat; débat terminé; motion mise aux voix; enregistrement des noms retardé, 580. Enregistrement des noms; motion adoptée après div.; 2^e lect.; déferé à la Commission des affaires sociales, 584. Rapp. (*document n° 410*), 596. 1^{re} et 2^e lect. confirmées, 609. Prise en considération; amend. proposé et adopté; 3^e lect. après div., 654. Sanction, 671. (1979, c. 85)

Projet de loi n° 78.—Loi sur la sécurité dans les sports.—M. Lessard.—1^{re} lect., 562. 1^{re} lect. confirmée, 609. 2^e lect.; déferé à la Commission des loisirs, de la chasse et de la pêche, 614. Rapp. (*document n° 438*), 631. Prise en considération du rapport; amend. proposés; débat; amend. adoptés; rapport adopté; 3^e lect., 652, 653. Sanction, 671. (1979, c. 86)

Projet de loi n° 79.—Loi modifiant la Loi sur le notariat.—M. Morin (Sauvé).—1^{re} lect., 641. 2^e lect.; en commission pl.; rapporté; rapport adopté; 3^e lect., 666. Sanction, 671. (1979, c. 87)

Projet de loi n° 80.—Loi modifiant la Loi sur les droits successoraux et modifiant de nouveau la Loi sur les impôts.—M. Clair.—1^{re} lect., 663. 2^e lect. après div.; déferé à la Commission du revenu, 812. Rapp. (*document n° 619*), 870. Prise en considération du rapport; rapport adopté; 3^e lect. après div., 880. Sanction, 884. (1980, c. 7)

Projet de loi n° 82.—Loi concernant un jugement rendu par la Cour suprême du Canada le 13 décembre 1979 sur la langue de la législation et de la justice au Québec.—M. Laurin.—1^{re} lect.; motion de 2^e lect.; débat; motion adoptée; 2^e lect.; en commission pl.; documents n°s 420 à 432 incl. déposés; amendé; rapp.; rapport adopté; motion de 3^e lect.; débat; motion adoptée; 3^e lect., 609. Sanction, 611. (1979, c. 61)

Projet de loi n° 83.—Loi pour favoriser la perception des pensions alimentaires.—M. Bédard.—1^{re} lect., 641. Motion proposant le dépôt de la réimpression du projet de loi; motion prise en délibéré, 837. Décision du Président, 839. (*Voir projet de loi n° 183*)

Projet de loi n° 85.—Loi modifiant la Loi sur la Société de développement coopératif.—M. Joron.—1^{re} lect., 631. 2^e lect.; en commission pl.; rapp.; rapport adopté; 3^e lect., 664. Sanction, 671. (1979, c. 55)

Projet de loi n° 86.—Loi sur le fonds forestier.—M. Bérubé.—1^{re} lect., 641. 2^e lect. (lt-g.); en commission pl.; rapp.; rapport adopté, 817-818. 3^e lect., 836. Sanction, 884. (1980, c. 8)

Projet de loi n° 87.—Loi modifiant la Loi sur la municipalisation de l'électricité et la Loi de l'électrification rurale.—M. Bérubé.—1^{re} lect., 641. 2^e lect.;

Projets de loi:—Suite

renvoyé en commission pl., 818. Étudié en commission pl.; rapp.; rapport adopté, 835. 3^e lect., 836. Sanction, 884. (1980, c. 9)

Projet de loi n° 88.—Loi assurant le maintien des services d'électricité et prévoyant les conditions de travail des salariés d'Hydro-Québec.—M. Johnson.—1^{re} lect.; motion de 2^e lect.; débat; débat suspendu, 624. Reprise du débat; motion adoptée (vote), 2^e lect.; en commission pl.; amendé et rapp.; rapport adopté; 3^e lect. (vote), 625, 626. Sanction, 629. (1979, c. 62)

Projet de loi n° 89.—Loi instituant un nouveau Code civil et portant réforme du droit de la famille.—M. Bédard.—1^{re} lect., 691.

Projet de loi n° 90.—Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1981, et pour d'autres fins du service public.—M. Parizeau.—1^{re}, 2^e et 3^e lect. après div., 783. Sanction, 783. (1980, c. 4)

Projet de loi n° 91.—Loi modifiant la Loi sur les normes du travail et la Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre.—M. Johnson.—1^{re} lect., 758. 2^e lect.; en commission pl.; amendé; rapp.; rapport adopté; 3^e lect., 798. Sanction, 800. (1980, c. 5)

Projet de loi n° 92.—Loi sur la Société québécoise d'assainissement des eaux.—M. Léger.—1^{re} lect., 763. 2^e lect. (lt-g.); déferé à la Commission de la protection de l'environnement, 830. Rapp. (*document n° 584*), 852. Prise en considération du rapport; rapport adopté; 3^e lect. après div., 876. Sanction, 884. (1980, c. 10)

Projet de loi n° 93.—Loi assurant la reprise de certains services de la Ville de Montréal et de la Communauté urbaine de Montréal.—M. Johnson.—1^{re} lect.; droit de parole accordé au député de Rouyn-Noranda; 2^e lect.; en commission pl.; amendé; rapp.; rapport adopté; 3^e lect. (vote), 750-752. Sanction, 752. (1980, c. 1)

Projet de loi n° 94.—Loi modifiant de nouveau la Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction et d'autres dispositions législatives.—M. Johnson.—1^{re} lect., 763. 2^e lect.; en commission pl.; rapp.; rapport adopté; 3^e lect., 772. Sanction, 773. (1980, c. 2)

Projet de loi n° 95.—Loi modifiant la Loi sur la représentation électorale et la Loi sur la division territoriale.—M. Bédard.—1^{re} lect.; 2^e lect. (lt-g.) après div.; en commission pl.; rapp.; rapport adopté; 3^e lect. après div., 753-754. Sanction, 774. (1980, c. 3)

Projet de loi n° 96.—Loi modifiant diverses dispositions législatives.—M. Bédard.—1^{re} lect., 803. 2^e lect.; déferé à la Commission de la justice, 856.

Projets de loi:—Suite

Rapp. (*document n° 616*), 869. Prise en considération du rapport; rapport adopté; 3^e lect., 878. Sanction, 884. (1980, c. 11)

Projet de loi n° 97.—Loi modifiant la Loi de la Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec.—M. Bérubé.—Projet de loi inscrit au feuillet au stade où il se trouvait au moment de la prorogation, 103. Motion de 2^e lect. (lt-g.); débat; débat ajourné, 111, 112. Reprise du débat; motion adoptée après div.; 2^e lect.; déferé à la Commission des terres et forêts, 116. Rapp. (*document n° 39*), 135. Motion de prise en considération du rapport; débat; amend. adopté; rapport adopté, 221. Motion de 3^e lect.; débat; motion adoptée; 3^e lect., 227. Sanction, 245. (1979, c. 8)

Projet de loi n° 98.—Loi abrogeant la Loi concernant les techniciens diplômés et modifiant certaines dispositions législatives.—M. Morin (Sauvé).—1^{re} lect., 794. 2^e lect.; déferé à la Commission des corporations professionnelles, 830. Rapp. (*document n° 589*), 859. Prise en considération du rapport; rapport adopté; 3^e lect., 877. Sanction, 884. (1980, c. 12)

Projet de loi n° 99.—Loi modifiant de nouveau la Loi régissant le financement des partis politiques.—M. Bédard.—1^{re} lect., 803.

Projet de loi n° 100.—Loi modifiant la Loi sur la consultation populaire.—M. Bédard.—1^{re} lect., 794. 2^e lect.; en commission pl.; rapp.; rapport adopté; 3^e lect., 796. Sanction, 800. (1980, c. 6)

Projet de loi n° 101.—Loi modifiant la Loi des employés publics.—M. Parizeau.—Projet de loi inscrit au feuillet au stade où il se trouvait au moment de la prorogation, 103. 2^e lect. (article 119 A du règlement sessionnel); déferé à la Commission des finances et des comptes publics, 310. Rapp. (*document n° 194*), 347. Prise en considération du rapport; rapport adopté; 3^e lect., 354. Sanction, 398. (1979, c. 43)

Projet de loi n° 102.—Loi modifiant la Loi sur les impôts et certaines dispositions législatives.—M. Clair.—1^{re} lect., 803. 2^e lect. après div.; déferé à la Commission du revenu, 816. Rapp. (*document n° 619*), 871. Prise en considération du rapport; rapport adopté, 881. 3^e lect. après div., 881. Sanction, 884. (1980, c. 13)

Projet de loi n° 103.—Loi modifiant de nouveau la Loi concernant la taxe sur les carburants et modifiant d'autres dispositions législatives.—M. Clair.—1^{re} lect., 803. 2^e lect. après div.; déferé à la Commission du revenu, 817. Rapp. (*document n° 619*), 871. Prise en considération du rapport; rapport adopté, 881. 3^e lect. après div., 881. Sanction, 884. (1980, c. 14)

Projet de loi n° 104.—Loi modifiant de nouveau la Loi sur les droits successoraux.—M. Clair.—1^{re} lect., 803. 2^e lect. après div.; déferé à la Commission

Projets de loi:—Suite

du revenu, 812. Rapp. (*document n° 619*), 871. Prise en considération du rapport; rapport adopté, 881. 3^e lect. après div., 881. Sanction, 884. (1980, c. 15)

Projet de loi n° 105.—Loi modifiant certaines dispositions législatives concernant la démocratie et la rémunération des élus dans les municipalités.—M. Tardif.—1^{re} lect., 803. Réimpression déposée, 834. 2^e lect.; déferé à la Commission des affaires municipales, 848. Ordre concernant le rapport de la Commission, 874. Rapp. (*document n° 622*), 876. Prise en considération du rapport; amend. proposés; débat; débat terminé; amend. adoptés; rapport adopté, 881. 3^e lect. après div., 882. Sanction, 884. (1980, c. 16)

Projet de loi n° 106.—Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1981, et pour d'autres fins du service public.—M. Parizeau.—1^{re}, 2^e et 3^e lect., 884. Sanction, 884. (1980, c. 17)

Projet de loi n° 107.—Loi instituant la Régie du logement et modifiant le Code civil et d'autres dispositions législatives.—M. Tardif.—Projet de loi inscrit au feuillet au stade où il se trouvait au moment de la prorogation, 103. Rapp. (*document n° 29*), 120. Réimpression du projet de loi déposée, 347. Motion de 2^e lect. (lt-g.); débat; documents n°s 227, 228 et 229 déposés; débat suspendu, 393. Reprise du débat; motion adoptée après div. (vote); 2^e lect.; déferé à la Commission des affaires municipales, 394. Rapp. (*document n° 258*), 425. Prise en considération du rapport; amend. proposés par M. Tardif adoptés; autres amend. rejetés après div.; rapport adopté après div., 472. Ordre de 3^e lect. révoqué; renvoyé en commission pl.; amendé; rapp.; rapport adopté; motion de 3^e lect.; débat; débat terminé; motion mise aux voix; enregistrement des noms retardé, 479. Enregistrement des noms; motion adoptée après div. (vote); 3^e lect., 480. Sanction, 488. (1979, c. 48)

Projet de loi n° 108.—Loi modifiant la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, la Loi sur le régime de retraite des enseignants et la Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires.—M. Gendron.—1^{re} lect., 853. 2^e lect. (lt-g.); en commission pl.; amendé et rapp.; rapport adopté; 3^e lect., 874, 875. Sanction, 885. (1980, c. 18)

Projet de loi n° 109.—Loi modifiant la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction et concernant la représentativité de certaines associations représentatives.—M. Johnson.—1^{re} lect., 853. 2^e lect.; déferé à la Commission du travail et de la main-d'oeuvre, 876.

Projet de loi n° 111.—Loi modifiant diverses dispositions électorales.—M. Bédard.—1^{re} lect., 844. 2^e lect.; déferé à la Commission de la présidence du conseil et de la constitution, 856. Rapp. (*document n° 617*), 869. Prise en considération du rapport; rapport adopté; 3^e lect., 879. Sanction, 885. (1980, c. 19)

Projets de loi:—Suite

Projet de loi n° 112.—Loi concernant la Communauté urbaine de Montréal.—M. Tardif.—1^{re} lect., 853. 2^e lect.; déferé à la Commission des affaires municipales, 863. Rapp. verbalement; rapport adopté, 875. 3^e lect., 882. Sanction, 885. (1980, c. 20)

Projet de loi n° 119.—Loi constituant certaines municipalités dans l'Outaouais.—M. Tardif.—Projet de loi inscrit au feuillet au stade où il se trouvait au moment de la prorogation, 103. Reprise du débat; amend. proposé; document n° 37 déposé; amend. rejeté après div.; débat terminé; mise aux voix; enregistrement des noms retardé, 131-133. Enregistrement des noms; motion adoptée; 2^e lect.; déferé à la Commission des affaires municipales, 136. Rapp. (*document n° 82*), 189. Prise en considération; rapport adopté après div., 197. Motion de 3^e lect.; débat; document n° 113 déposé; motion adoptée après div.; 3^e lect., 219. Sanction, 245. (1979, c. 95)

Projet de loi n° 121.—Loi modifiant la Loi constituant la Société nationale de l'amiante.—M. Bérubé.—Projet de loi inscrit au feuillet au stade où il se trouvait au moment de la prorogation, 103. Motion de 2^e lect.; débat; amend. proposé; débat ajourné, 253. Reprise du débat; débat ajourné, 259. Reprise du débat; motion d'ajournement du débat (article 77 du règlement); débat restreint; débat sur la motion de 2^e lect. ajourné, 261. Reprise du débat; amend. rejeté après div. (vote); débat ajourné, 276. Reprise du débat; débat terminé; motion mise aux voix; enregistrement des noms retardé, 281. Enregistrement des noms; motion adoptée; 2^e lect.; déferé à la Commission des richesses naturelles, 284. Rapp. (*document n° 175*), 319. Prise en considération du rapport; amend. proposés, débat; conférence des leaders; amend. adoptés; après div.; rapport adopté, 335. Motion de 3^e lect.; débat; débat terminé; motion mise aux voix; enregistrement des noms retardé, 358. Enregistrement des noms; motion adoptée après div.; 3^e lect., 363. Sanction, 399. (1979, c. 44)

Projet de loi n° 125.—Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.—M. Léonard.—Projet de loi inscrit au feuillet au stade où il se trouvait au moment de la prorogation, 103. Rapp. (*document n° 78*), 179. Réimpression du projet de loi déposé, 300. Motion de 2^e lect.; débat; amend. proposé; débat ajourné, 336. Reprise du débat; amend. rejeté après div. (vote); débat ajourné, 344-346. Reprise du débat; débat terminé; motion mise aux voix; enregistrement des noms retardé, 349. Enregistrement des noms; motion adoptée après div.; 2^e lect.; déferé à la Commission des affaires municipales, 353. Rapp. (*document n° 254*), 422. Prise en considération du rapport; amend. adoptés; autres amend. mis aux voix; enregistrement des noms retardé; cons. unan. accordé pour que la 3^e lect. ait lieu le lendemain, 479. Enregistrement des noms; amend. de M. Goulet rejetés après div. (vote); rapport adopté après div., 481. Motion de 3^e lect.; débat; débat terminé; motion mise aux voix; enregistrement des noms retardé, 483. Enregistrement des noms; motion adoptée après div. (vote); 3^e lect., 486. Sanction, 530. (1979, c. 51)

Projets de loi:—Suite

Projet de loi n° 126.—Loi sur les normes du travail.—M. Johnson.—Projet de loi inscrit au feuillet au stade où il se trouvait au moment de la prorogation, 103. Rapp. (*document n° 30*), 121. Motion de 2^e lect. (lt-g.); débat; motion adoptée; 2^e lect.; déferé à la Commission du travail et de la main-d'oeuvre, 150. Réimpression du projet de loi déposée, 314. Rapp. (*document n° 179*), 324. Prise en considération du rapport; rapport adopté; motion de 3^e lect.; débat; débat terminé; motion mise aux voix; enregistrement des noms retardé, 335. Enregistrement des noms; motion adoptée; 3^e lect., 342. Sanction, 399. (1979, c. 45)

Projet de loi n° 183.—Loi pour favoriser la perception des pensions alimentaires.—M. Bédard.—1^{re} lect., 844. Motion de 2^e lect.; débat; amend. proposé; amend. rejeté après div.; motion princ. adoptée; 2^e lect.; déferé à la Commission de la justice, Rapp. (*document n° 616*), 869. Prise en considération du rapport; débat; débat terminé; rapport adopté; 3^e lect., 878. Sanction, 885. (1980, c. 21)

Projet de loi n° 187.—Loi concernant BNP Canada Inc.—M. Michaud.—1^{re} lect.; déferé à la Commission des consommateurs, coopératives et institutions financières, 853. Rapp. (*document n° 618*); rapport adopté, 870. Ordre de suspendre l'article 118A du règlement, 878. 2^e et 3^e lect., 880. Sanction, 885. (1980, insérer ici le numéro de chapitre).

Projet de loi n° 189.—Loi sur la Fédération des Magasins Co-op.—M. Bertrand.—1^{re} lect., 602. 1^{re} lect. confirmée, 609. 2^e lect.; en commission pl.; rapp.; rapport adopté; 3^e lect., 659. Sanction, 671. (1979, c. 89)

Projet de loi n° 190.—Loi sur la commune de la seigneurie d'Yamaska.—M. Bertrand.—1^{re} lect.; déferé à la Commission de la justice, 501. 1^{re} lect. confirmée, 609. Étude du projet de loi reportée, 663.

Projet de loi n° 191.—Loi régissant l'usage du tabac dans les endroits publics.—M. Blank.—1^{re} lect., 184. 1^{re} lect. confirmée, 609.

Projet de loi n° 192.—Loi concernant La Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins de Québec.—M. Bertrand.—1^{re} lect., 602. 1^{re} lect. confirmée, 609. 2^e lect.; en commission pl.; rapp.; rapport adopté; 3^e lect., 658. Sanction, 672. (1979, c. 90)

Projet de loi n° 193.—Loi modifiant la Loi sur la mise en marché des produits agricoles.—M. Dubois.—1^{re} lect. confirmée, 609.

Projet de loi n° 194.—Loi concernant des terrains de La Fabrique de la paroisse de Saint-Elzéar.—M. Ouellette.—1^{re} lect.; déferé à la Commission de la justice, 805. Rapp. (*document n° 615*); rapport adopté, 869. Ordre de suspendre l'article 118A du règlement; 2^e et 3^e lect., 878. Sanction, 885. (1980, insérer ici le numéro de chapitre).

Projets de loi:—Suite

Projet de loi n° 195.—Loi modifiant la Loi électorale.—M. Gratton.—1^{re} lect., 136. 1^{re} lect. confirmée, 609.

Projet de loi n° 196.—Loi modifiant la Loi concernant la Fédération de Québec des Unions régionales des Caisses Populaires Desjardins.—M. Clair.—1^{re} lect., 306. Motion de 2^e lect.; débat; motion adoptée; 2^e lect.; en commission pl.; amendé; rapp.; rapport adopté, 350. 3^e lect., 355. Sanction, 399. (1979, c. 46)

Projet de loi n° 197.—Loi concernant des terrains de La Fabrique de la paroisse de Saint-Édouard de Lotbinière.—M. Biron.—1^{re} lect.; déferé à la Commission de la justice, 805. Rapp. (*document n° 615*); rapport adopté, 869. Ordre de suspendre l'article 118A du règlement, 878. 2^e et 3^e lect., 879. Sanction, 885. (1980, *insérer ici le numéro de chapitre*).

Projet de loi n° 198.—Loi sur la législation déléguée.—M. Forget.—1^{re} lect., 332. 1^{re} lect. confirmée, 609.

Projet de loi n° 199.—Loi modifiant de nouveau la Loi électorale.—M. Grenier.—1^{re} lect., 426. 1^{re} lect. confirmée, 609.

Projet de loi n° 200.—Loi modifiant la charte de la Ville de Montréal.—M. Laplante.—Rapport du greffier en loi déposé (*document n° 403*), 590. 1^{re} lect.; déferé à la Commission des affaires municipales, 591. 1^{re} lect. confirmée, 609. Rapp. (*document n° 498*); rapport adopté, 721. 2^e lect.; en commission pl.; amendé; rapp.; rapport adopté; 3^e lect., 805. Sanction, 807. (1980, *insérer ici le numéro de chapitre*).

Projet de loi n° 204 —Loi concernant la ville de Gagnon.—M. Perron.—Rapport du greffier en loi déposé (*document n° 339*), 500. 1^{re} lect.; déferé à la Commission des affaires municipales, 501. 1^{re} lect. confirmée, 609. Rapp. (*document n° 498*); rapport adopté, 721. 2^e et 3^e lect., 806. Sanction, 807. (1980, *insérer ici le numéro de chapitre*).

Projet de loi n° 205.—Loi modifiant la charte de la cité de Verdun.—M. Lalonde.—Rapport du greffier en loi (*document n° 452*), 642. 1^{re} lect., 642. Déferé à la Commission des affaires municipales, 643. Rapp. (*document n° 498*); rapport adopté, 721. 2^e et 3^e lect., 806. Sanction, 807. (1980, *insérer ici le numéro de chapitre*).

Projet de loi n° 207.—Loi concernant la succession de Malvina Beauchamp.—M. Godin.—Rapport du greffier en loi déposé (*document n° 170*), 305. 1^{re} lect.; déferé à la Commission de la justice, 306. Rapp. (*document n° 190*); rapport adopté, 339. 2^e et 3^e lect., 377. Sanction, 399. (1979, c. 98)

Projet de loi n° 208.—Loi abrogeant la Loi relative au Collège Saint-Paul.—M. Laplante.—Rapport du greffier en loi déposé (*document n° 544*), 802. 1^{re} lect.; déferé à la Commission des consommateurs, coopératives et institutions

Projets de loi:—Suite

financières, 804. Rapp. (*document n° 618*); rapport adopté, 870. 2^e et 3^e lect., 879. Sanction, 885. (1980, *insérer ici le numéro de chapitre*).

Projet de loi n° 209.—Loi annexant certains territoires à celui de la ville de Fermont.—M. Perron.—Rapport du greffier en loi déposé (*document n° 330*), 489. 1^{re} lect.; déferé à la Commission des affaires municipales, 490. 1^{re} lect. confirmée, 609. Rapp. (*document n° 498*); rapport adopté, 721. 2^e et 3^e lect., 806. Sanction, 807. (1980, *insérer ici le numéro de chapitre*).

Projet de loi n° 213.—Loi concernant la compagnie Centre de rénovation La Tuque Inc.—M. Jolivet.—Rapport du greffier en loi déposé (*document n° 83*); 1^{re} lect.; déferé à la Commission des consommateurs, coopératives et institutions financières, 190. Étude du projet de loi suspendue (*document n° 172*), 313. Rapp. (*document n° 402*); rapport adopté, 590. 1^{re} lect. confirmée, 609. 2^e et 3^e lect., 657. Sanction, 672. (1979, c. 116)

Projet de loi n° 216.—Loi modifiant la Charte de la Ville de Québec.—M. Guay.—Rapport du greffier en loi déposé (*document n° 403*), 590. 1^{re} lect.; déferé à la Commission des affaires municipales, 591. 1^{re} lect. confirmée, 609. Rapp. (*document n° 498*); rapport adopté, 721. 2^e lect.; en commission pl.; amendé; rapp.; rapport adopté; 3^e lect., 805. Sanction, 807. (1980, *insérer ici le numéro de chapitre*).

Projet de loi n° 217.—Loi modifiant la Loi constituant en corporation le «Monastère des Augustines Hospitalières de Lévis».—M. Ouellette.—Rapport du greffier en loi déposé (*document n° 317*), 476. 1^{re} lect.; déferé à la Commission des consommateurs, coopératives et institutions financières, 477. Rapp. (*document n° 402*); rapport adopté, 590. 1^{re} lect. confirmée, 609. 2^e et 3^e lect., 657. Sanction, 672. (1979, c. 117)

Projet de loi n° 218.—Loi concernant la corporation municipale de la paroisse de Notre-Dame de l'Île Perrot.—M. Dussault.—Rapport du greffier en loi déposé (*document n° 377*), 546. 1^{re} lect.; déferé à la Commission des affaires municipales, 546. 1^{re} lect. confirmée, 609. Rapp. (*document n° 468*); rapport adopté, 662. 2^e et 3^e lect., 664. Sanction, 672. (1979, c. 118)

Projet de loi n° 219.—Loi concernant Les Augustines de la miséricorde de Jésus du monastère de Roberval.—M. Lamontagne.—Rapport du greffier en loi déposé (*document n° 317*), 476. 1^{re} lect.; déferé à la Commission des consommateurs, coopératives et institutions financières, 477. Rapp. (*document n° 402*); rapport adopté, 590. 1^{re} lect. confirmée, 609. 2^e et 3^e lect., 657. Sanction, 672. (1979, c. 119)

Projet de loi n° 220.—Loi modifiant la charte de la société Le prêt hypothécaire.—M. Bertrand.—Rapport du greffier en loi déposé (*document n° 147*), 274. 1^{re} lect.; déferé à la Commission des consommateurs, coopératives et insti-

Projets de loi:—Suite

tutions financières, 275. Rapp. (*document n° 172*); rapport adopté, 313. 2^e et 3^e lect., 378. Sanction, 399. (1979, c. 99)

Projet de loi n° 222.—Loi concernant la Société mutuelle de réassurance du Québec.—M. Bertrand.—Rapport du greffier en loi déposé (*document n° 147*), 274. 1^{re} lect.; déferé à la Commission des consommateurs, coopératives et institutions financières, 275. Rapp. (*document n° 172*); rapport adopté, 313. 2^e et 3^e lect., 378. Sanction, 399. (1979, c. 100)

Projet de loi n° 226.—Loi concernant la ville de Fermont.—M. Perron.—Rapport du greffier en loi déposé (*document n° 544*), 802. 1^{re} lect.; déferé à la Commission des affaires municipales, 804.

Projet de loi n° 227.—Loi concernant la ville de Brossard.—M. Michaud.—Rapport du greffier en loi déposé (*document n° 87*); 1^{re} lect.; déferé à la Commission des affaires municipales, 196. Rapp. (*document n° 153*); rapport adopté, 283. 2^e et 3^e lect., 378. Sanction, 399. (1979, c. 101)

Projet de loi n° 228.—Loi concernant la succession de Pierre Victor Rougier.—M. Paquette.—Rapport du greffier en loi déposé (*document n° 136*); 1^{re} lect.; déferé à la Commission de la justice, 256. Rapp. (*document n° 190*); rapport adopté, 339. 2^e et 3^e lect., 378. Sanction, 399. (1979, c. 102)

Projet de loi n° 230.—Loi concernant la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu.—M. Proulx.—Rapport du greffier en loi déposé (*document n° 381*), 553. 1^{re} lect.; déferé à la Commission des affaires municipales, 554. 1^{re} lect. confirmée, 609. Étude du projet de loi suspendue, 662.

Projet de loi n° 231.—Loi concernant la Communauté hellénique de Montréal.—M. Godin.—Rapport du greffier en loi déposé (*document n° 544*), 802. 1^{re} lect.; déferé à la Commission des consommateurs, coopératives et institutions financières, 804. Rapp. (*document n° 618*); rapport adopté, 870. 2^e et 3^e lect., 880. Sanction, 885. (1980, *insérer ici le numéro de chapitre*).

Projet de loi n° 232.—Loi concernant la Société coopérative agricole du canton de Granby.—M. Verreault.—Rapport du greffier en loi déposé (*document n° 132*), 249. 1^{re} lect.; déferé à la Commission des consommateurs, coopératives et institutions financières, 250. Rapp. (*document n° 172*); rapport adopté, 313. 2^e et 3^e lect., 378. Sanction, 399. (1979, c. 103)

Projet de loi n° 233.—Loi concernant le Club de golf Montmagny inc.—M. Giasson.—Rapport du greffier en loi déposé (*document n° 393*), 579. 1^{re} lect.; déferé à la Commission des consommateurs, coopératives et institutions financières, 579. Rapp. (*document n° 402*); rapport adopté, 590. 1^{re} lect. confirmée, 609. 2^e et 3^e lect., 658. Sanction, 672. (1979, c. 120)

Projets de loi:—Suite

Projet de loi n° 234.—Loi concernant la succession de Julien Levasseur.—M. Marcoux.—Rapport du greffier en loi déposé (*document n° 47*), 142. 1^{re} lect.; déferé à la Commission de la justice, 142. Rapp. (*document n° 190*); rapport adopté, 339. 2^e et 3^e lect., 378. Sanction, 399. (1979, c. 104)

Projet de loi n° 235.—Loi concernant la création de deux nouvelles municipalités dans le comté de Rivière-du-Loup.—M. Boucher.—Rapport du greffier en loi déposé (*document n° 544*), 802. 1^{re} lect.; déferé à la Commission des affaires municipales, 804.

Projet de loi n° 236.—Loi sur la fusion de Magasin Co-Op de Sainte-Hénédine et Société coopérative agricole Etchemin.—M. Ouellette.—Rapport du greffier en loi déposé (*document n° 384*), 561. 1^{re} lect.; déferé à la Commission des consommateurs, coopératives et institutions financières, 562. Rapp. (*document n° 402*); rapport adopté, 590. 1^{re} lect. confirmée, 609. 2^e et 3^e lect., 657. Sanction 672. (1979, c. 121)

Projet de loi n° 237.—Loi modifiant la charte du Crédit Foncier Franco-Canadien.—M. Clair.—Rapport du greffier en loi déposé (*document n° 147*), 274. 1^{re} lect.; déferé à la Commission des consommateurs, coopératives et institutions financières, 275. Rapp. (*document n° 172*); rapport adopté, 313. 2^e et 3^e lect., 378. Sanction, 399. (1979, c. 105)

Projet de loi n° 238.—Loi concernant la succession de Joseph L. Greenspon.—M. Blank.—Rapport du greffier en loi déposé (*document n° 325*), 485. 1^{re} lect.; déferé à la Commission de la justice, 485. 1^{re} lect. confirmée, 609. Rapp. (*document n° 469*); rapport adopté, 663. 2^e et 3^e lect., 665. Sanction, 672. (1979, c. 122)

Projet de loi n° 239.—Loi concernant la succession de Nicholas (Nicolas) Minailo.—M. Laplante.—Rapport du greffier en loi déposé (*document n° 47*), 142. 1^{re} lect.; déferé à la Commission de la justice, 142. Rapp. (*document n° 190*); rapport adopté, 339. 2^e et 3^e lect., 379. Sanction, 399. (1979, c. 106)

Projet de loi n° 241.—Loi modifiant la Loi constituant en corporation «Les Soeurs de Saint-Joseph de Saint-Hyacinthe».—M. Cordeau.—Rapport du greffier en loi déposé (*document n° 377*), 546. 1^{re} lect.; déferé à la Commission des consommateurs, coopératives et institutions financières, 547. Rapp. (*document n° 402*); rapport adopté, 590. 1^{re} lect. confirmée, 609. 2^e et 3^e lect., 658. Sanction, 672. (1979, c. 123)

Projet de loi n° 242.—Loi concernant un immeuble de Les Soeurs Servantes du Saint-Coeur de Marie.—M. Gravel.—Rapport du greffier en loi déposé (*document n° 544*), 802. 1^{re} lect.; déferé à la Commission de la justice, 804. Rapp. (*document n° 615*); rapport adopté, 869. 2^e et 3^e lect., 878. Sanction, 885. (1980, *insérer ici le numéro de chapitre*).

Projets de loi:—Suite

Projet de loi n° 244.—Loi modifiant la Charte de la ville de Hull.—M. Bertrand.—1^{re} lect.; déferé à la Commission des affaires municipales, 457. 1^{re} lect. confirmée, 609. Rapp. (*document n° 468*); rapport adopté, 662. 2^e et 3^e lect., 665. Sanction, 672. (1979, c. 124)

Projet de loi n° 245.—Loi concernant la cité de la Pointe-aux-Trembles.—M. Lefebvre.—Rapport du greffier en loi déposé (*document n° 83*); 1^{re} lect.; déferé à la Commission des affaires municipales, 190. Rapp. (*document n° 153*); rapport adopté, 283. 2^e et 3^e lect., 379. Sanction, 399. (1979, c. 107)

Projet de loi n° 248.—Loi concernant la succession de Charles Frenette.—M. Bertrand.—Rapport du greffier en loi déposé (*document n° 121*), 229. 1^{re} lect.; déferé à la Commission de la justice, 230. Rapp. (*document n° 190*); rapport adopté, 339. 2^e et 3^e lect., 379. Sanction, 399. (1979, c. 108)

Projet de loi n° 251.—Loi concernant la Ville de Saint-Laurent.—M. Forget.—Rapport du greffier en loi déposé, (*document n° 453*), 642. 1^{re} lect.; déferé à la Commission des affaires municipales, 643. Rapp. (*document n° 498*); rapport adopté, 721. 2^e et 3^e lect., 806. Sanction, 807. (1980, *insérer ici le numéro de chapitre*).

Projet de loi n° 252.—Loi concernant certains immeubles du cadastre de la paroisse de Saint-Jean-Chrysostôme, division d'enregistrement de Château-guay.—M. Dubois.—Rapport du greffier en loi déposé (*document n° 439*); 1^{re} lect.; déferé à la Commission de la justice, 636. Rapp. (*document n° 469*); rapport adopté, 663. 2^e et 3^e lect., 665. Sanction, 672. (1979, c. 125)

Projet de loi n° 254.—Loi concernant Lambda Chi Alpha (McGill) Housing Corporation.—M. Ciaccia.—Rapport du greffier en loi déposé (*Document n° 111*), 215. 1^{re} lect.; déferé à la Commission des consommateurs, coopératives et institutions financières, 216. Rapp. (*document n° 172*); rapport adopté, 313. 2^e et 3^e lect., 379. Sanction, 400. (1979, c. 109)

Projet de loi n° 257.—Loi constituant la Société d'exploitation de la centrale de traitement d'eau Chambly-Marieville-Richelieu.—M. Beauséjour.—Rapport du greffier en loi déposé (*document n° 186*); 1^{re} lect.; déferé à la Commission des affaires municipales, 332. Rapp. (*document n° 192*); rapport adopté, 341. 2^e et 3^e lect., 379. 3^e lect. révoquée; déferé en commission pl.; amendé; rapp.; rapport adopté; 3^e lect., 392. Sanction, 400. (1979, c. 110)

Projet de loi n° 261.—Loi modifiant la charte du Crédit Foncier Franco-Canadien.—M. Michaud.—Rapport du greffier en loi déposé (*document n° 574*), 844. 1^{re} lect.; déferé à la Commission des consommateurs, coopératives et institutions financières, 845. Rapp. (*document n° 618*); rapport adopté, 870. 2^e et 3^e lect., 880. Sanction, 885. (1980, *insérer ici le numéro de chapitre*).

Projets de loi:—Suite

Projet de loi n° 262.—Loi concernant Claude Desfossés.—M. Paquette.—Rapport du greffier en loi déposé (*document n° 136*); 1^{re} lect.; déferé à la Commission de la justice, 256. Rapp. (*document n° 190*); rapport adopté, 339. 2^e et 3^e lect., 379. Sanction, 400. (1979, c. 111)

Projet de loi n° 263.—Loi concernant la municipalité de Notre-Dame-de-la-Merci.—M. Chevrette.—Rapport du greffier en loi déposé (*document n° 574*), 844. 1^{re} lect.; déferé à la Commission des affaires municipales, 845. Rapp. (*document n° 614*); rapport adopté, 868. 2^e et 3^e lect., 877. Sanction, 885. (1980, *insérer ici le numéro de chapitre*).

Projet de loi n° 267.—Loi concernant Ville Dégelis.—M. Lévesque (Kamou-raska-Témiscouata).—Rapport du greffier en loi déposé (*document n° 64*); 1^{re} lect.; déferé à la Commission des affaires municipales, 162. 1^{re} lect. confirmée, 609.

Projet de loi n° 268.—Loi concernant la ville de Chicoutimi.—M. Desbiens.—Rapport du greffier en loi déposé (*document n° 585*), 853. 1^{re} lect.; déferé à la Commission des affaires municipales, 854. Rapp. (*document n° 614*); rapport adopté, 868. 2^e et 3^e lect., 877. Sanction, 885. (1980, *insérer ici le numéro de chapitre*).

Projet de loi n° 273.—Loi modifiant la Loi de la Société du parc industriel du centre du Québec.—M. Fontaine.—Rapport du greffier en loi déposé (*document n° 111*), 215. 1^{re} lect.; déferé à la Commission des affaires municipales, 216. Rapp. (*document n° 153*); rapport adopté, 283. 2^e et 3^e lect., 379. Sanction, 400. (1979, c. 112)

Projet de loi n° 275.—Loi concernant Ville d'Anjou.—M. Laplante.—Rapport du greffier en loi déposé (*document n° 31*), 121. 1^{re} lect.; déferé à la Commission des affaires municipales, 121. Rapp. (*document n° 153*); rapport adopté, 283. 2^e et 3^e lect., 379. 3^e lect. révoquée; déferé en commission pl.; amendé; rapp.; rapport adopté; 3^e lect., 395. Sanction, 400. (1979, c. 113)

Projet de loi n° 278.—Loi concernant la ville de Sainte-Agathe-des-Monts.—M. Clair.—Rapport du greffier en loi déposé (*document n° 128*), 239. 1^{re} lect.; déferé à la Commission des affaires municipales, 240. Rapp. (*document n° 153*); rapport adopté, 283. 2^e et 3^e lect., 380. Sanction, 400. (1979, c. 114)

Projet de loi n° 279.—Loi concernant L'Oeuvre Pontificale de la Propagation de la Foi (Conseil de Québec).—M. Bertrand.—Rapport du greffier en loi déposé (*document n° 128*), 239. 1^{re} lect.; déferé à la Commission des affaires municipales, 240. 1^{re} lect. confirmée, 609.

Projet de loi n° 280.—Loi modifiant la Loi concernant la cité de Salaberry-de-Valleyfield.—M. Lavigne.—Rapport du greffier en loi déposé (*document n° 301*), 463. 1^{re} lect.; déferé à la Commission des affaires municipales, 464.

Projets de loi:—Suite

1^{re} lect., confirmée, 609. Rapp. (*document n° 468*); rapport adopté, 662. 2^e et 3^e lect., 665. Sanction, 673. (1979, c. 126)

Projet de loi n° 281.—Loi concernant le Séminaire de Québec.—M. Guay.—Rapport du greffier en loi déposé (*document n° 95*); 1^{re} lect.; déferé à la Commission de l'éducation, 204. Rapp. (*document n° 118*), 224. 2^e et 3^e lect., 243. Sanction, 245. (1979, c. 96)

Projet de loi n° 284.—Loi abrogeant la Charte de la Société Saint-Jean-Baptiste diocésaine de Rimouski.—M. Marcoux.—Rapport du greffier en loi déposé (*document n° 95*), 204. 1^{re} lect.; déferé à la Commission des consommateurs, coopératives et institutions financières, 205. Rapp. (*document n° 172*); rapport adopté, 313. 2^e et 3^e lect., 380. Sanction, 400. (1979, c. 115)

PROPOSITIONS AUX SALARIÉS DES SECTEURS DE L'ÉDUCATION, DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE:—Loi sur les—. Projet de loi n° 62.

PROTECTEUR DU CITOYEN:—Traitement fixé, 873.

PROTECTION DES PERSONNES ET DES BIENS EN CAS DE SINISTRE:—Projet de loi n° 28.

Q

QUALIFICATION PROFESSIONNELLE DES ENTREPRENEURS DE CONSTRUCTION:—Loi modifiant de nouveau la Loi sur la—, et d'autres dispositions législatives. Projet de loi n° 94.

Questions avec débat (en vertu de l'article 174A du règlement):

M. Bellemare:—Le déroulement des négociations collectives dans les secteurs public et parapublic. Avis, 154. Débat, 174.

M. Bellemare:—Les mesures que le gouvernement entend prendre pour protéger la population face aux nombreuses menaces de grèves. Avis, 438. Débat reporté *sine die*, 454.

M. Biron:—La place occupée par les sociétés d'État québécoises. Avis, 219. Débat, 241.

M. Ciaccia:—La politique relative au pétrole. Avis, 541. Débat reporté, 563. Débat, 585.

M. Forget:—Les problèmes du transport dans la région de Montréal. Avis, 454. Débat, 471.

Questions avec débat:—Suite

- M. Goulet*:—La politique gouvernementale en matière de construction, de subventions et d'entretien du réseau routier. Avis, 719. Débat, 740.
- M. Gratton*:—La publicité payée à même les fonds publics. Avis, 174.
- M. Grenier*:—La définition d'une politique familiale. Avis, 492. Débat, 514.
- M. Lalonde*:—Les méthodes d'enquête du Service de renseignements de la Sûreté du Québec. Avis, 124. Débat, 143.
- M. Lavoie*.—La réforme électorale et la réforme des districts électoraux. Avis, 95. Débat reporté, 104. Débat, 124.
- Mme Lavoie-Roux*:—L'indifférence du gouvernement face aux revendications du Conseil du statut de la femme. Avis, 242. Débat, 250.
- Mme Lavoie-Roux*:—Le maintien des services essentiels dans le secteur des affaires sociales. Avis, 423. Débat, 439.
- Mme Lavoie-Roux*:—La politique gouvernementale au sujet des centres d'accueil, des centres hospitaliers pour soins prolongés et des soins à domicile. Avis, 697. Débat, 715.
- M. Pagé*:—L'application du règlement de placement dans l'industrie de la construction. Avis, 511. Débat, 541.
- M. Raynauld*:—Le livre blanc sur la souveraineté-association. Avis, 471. Débat, 491.
- M. Raynauld*:—Les conséquences économiques de la souveraineté-association. Avis, 740. Débat reporté, 770. Débat, 795.
- M. Scowen*:—La situation économique désastreuse du secteur privé de Montréal. Avis, 190. Débat, 217.

Questions et réponses:

- Assurance automobile*:—Depuis l'entrée en vigueur du nouveau régime d'—, combien d'automobilistes ne détenaient pas une assurance de responsabilité civile minimale de \$50 000, 365.
- Autobus*:—Combien d'autobus ont été achetés grâce à une subvention du gouvernement. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 266. (Voir aussi *Documents de la session*.)

Questions et réponses:—Suite

Bagot:—Quelle est la superficie des terrains détenus par le ministère des Transports dans le comté de—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 529. (Voir aussi *Documents de la session*.)

Baie Trinité:—Le gouvernement a-t-il donné suite à une demande d'étude concernant un débarcadère pour le bateau-rail, 265.

Charbonneau, M. Jean-Paul:—Quelle était l'occupation de—, avant sa nomination au poste de sous-ministre adjoint au ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation, 366. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 645. (Voir aussi *Documents de la session*.)

Chauffeurs et gardes du corps:—Combien de personnes ont occupé le poste de—, pour chacun des membres du Conseil exécutif, 527.

Chevaux de course:—Quel est le nom de la firme de consultants dont les services ont été retenus pour faire une étude sur l'industrie des—, 167.

Cloutier, M^e Pierre:—Est-il à l'emploi du gouvernement, 137.

Colloque sur la mise en oeuvre rationnelle des facteurs de production agricole:—Combien de personnes ont participé au—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 206. (Voir aussi *Documents de la session*.)

Commission des services juridiques:—Quel est le montant total du budget de la—, engagé et dépensé en 1978/79 et 1979/80. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 732. (Voir aussi *Documents de la session*.)

Commissions scolaires:—Quel est le montant total des dettes des—, pour chacune des années de 1970 à 1977, 185.

Communication-Québec:—Quelle est l'adresse des bureaux de—, à Saint-Jean. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 207. (Voir aussi *Documents de la session*.)

Communications:—Le ministère des—, a-t-il organisé des rencontres dites «administratives». (Question transformée en motion pour dépôt de document), 205. (Voir aussi *Documents de la session*.)

Compagnies étrangères:—Le gouvernement a-t-il retiré le permis à des—, 417.

Coordonateurs des régions agricoles:—Quels sont les noms et les salaires des—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 646. (Voir aussi *Documents de la session*.)

Questions et réponses:—Suite

Dagenais, M. François:—Quelle était l'occupation de—, avant sa nomination au poste de sous-ministre adjoint au ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 645. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Desgagné, M. André:—Y a-t-il une relation entre—, président de l'Office des professions, et le candidat du Parti québécois aux élections générales de 1973. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 168. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Dion, M. Marc:—Quel poste occupe—, au ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 647. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Directeur du Service de constructions rurales et du machinisme agricole:—Pourquoi y a-t-il eu deux concours de promotion pour le poste de—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 649. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Direction générale du Génie:—Quels sont les noms des candidats qui se sont présentés au concours de recrutement pour le poste de directeur général du Génie, au ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 765. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Direction générale du Génie:—Le bureau de la—, situé à Montréal, est-il encore en opération. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 769. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Drainage de la rivière Saint-Régis:—Quels sont les noms des soumissionnaires pour les travaux de—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 450. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Employés engagés à salaire ou à honoraires:—Combien y a-t-il eu d'—, du 26 novembre 1976 au 21 mars 1979. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 604. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Environnement:—Le gouvernement envisage-t-il toujours d'imposer une taxe spéciale aux entreprises pour couvrir les frais d'épuration de l'air et de l'eau, 432.

Environnement:—Combien de formulaires d'affidavit, mis à la disposition des citoyens pour combattre les pollueurs, ont été retournés au ministère. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 433. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Questions et réponses:—Suite

Environnement:—Y a-t-il eu des développements depuis que le ministre délégué à l'—, a rencontré un groupe de citoyens à Saint-Michel, 644.

Félix Leclerc:—Quel montant le chansonnier—, a-t-il touché pour sa participation à une campagne publicitaire, 326.

Felquistes en exil à Paris:—Quelle est la somme totale déboursée par le gouvernement pour le rapatriement des—, 156.

Fiset, Mme Raymonde:—Est-ce que—, a occupé un poste au ministère de la Justice. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 731. (Voir aussi *Documents de la session*.)

Griefs dans les réseaux des Affaires sociales et de l'Éducation:—Combien y a-t-il eu de—, en 1976, 1977 et 1978. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 604. (Voir aussi *Documents de la session*.)

Lauzon, Mme Adèle:—Est-elle à l'emploi du gouvernement. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 234. (Voir aussi *Documents de la session*.)

Laval:—Des représentations ont-elles été faites par l'Association des Locataires des Habitations de l'Île à—, pour bénéficier de subventions pour la location de logements, 416.

Leduc, docteur Roger:—Le—, a-t-il déjà travaillé pour l'Ordre des médecins vétérinaires. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 648. (Voir aussi *Documents de la session*.)

Lemieux, Bourdages, Morin, Doucet, Simard et Associés:—Quelle somme le gouvernement a-t-il versée à titre d'honoraires professionnels à—, 710. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 652. (Voir aussi *Documents de la session*.)

Le Rouzès, M. Serge:—Est-il à l'emploi du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 651. (Voir aussi *Documents de la session*.)

Loisir:—À quel stade le ministre responsable du H.C.J.L.S. en est-il rendu au sujet de la refonte de la carte du—, 790.

Loto-Québec:—Quels ont été les revenus brut et net de—, 415.

Maisons mobiles:—Quelle décision a été prise concernant la réduction de la taxe de vente sur les—, 414.

Questions et réponses:—Suite

Mine de sel aux Îles-de-la-Madeleine:—La direction de SOQUEM a-t-elle soumis une recommandation concernant l'exploitation d'une—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 417. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Parcs provinciaux:—Quel a été le nombre d'employés réguliers et occasionnels à l'emploi du gouvernement dans certains—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 158. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Permis à des compagnies étrangères:—Le gouvernement a-t-il retiré le—, 417.

Planification familiale:—Quelle est la liste des centres hospitaliers qui ont accepté de mettre sur pied des cliniques de—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 157. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Professeurs universitaires:—Le gouvernement a-t-il retenu les services de—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 186. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Publications:—Combien de—, ont été subventionnées par le gouvernement. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 327. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Publications imprimées aux frais de l'État:—Combien y a-t-il eu de—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 557. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Publications non gouvernementales:—Quelles sommes ont été versées pour la diffusion de—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 448. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Ratelle, M^c Gilles:—Quel montant a été versé à—, et à M^c Luc Ratelle de Joliette. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 387. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Rentes d'orphelin et d'enfant de cotisant invalide:—Des représentations ont-elles été faites pour que soient majorées les—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 791. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Rouyn-Noranda:—Quels furent les crédits affectés par le ministère des Transports dans le district électoral de—, 447.

Questions et réponses:—Suite

Saint-Hyacinthe:—Quelle est la superficie des terrains détenus par le ministère des Transports dans le comté de—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 449. (Voir aussi *Documents de la session*.)

Salon international de l'agriculture et de l'alimentation:—Quelle a été la participation financière du gouvernement au—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 767. (Voir aussi *Documents de la session*.)

Shawinigan et l'autoroute 55:—Quel est le meilleur tracé pour relier, 265.

Sherbrooke:—Quels ont été les déboursés relatifs à la construction de H.L.M. à—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 447. (Voir aussi *Documents de la session*.)

Société des alcools:—La SAQ a-t-elle loué un local au Cap-de-la-Madeleine. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 372. (Voir aussi *Documents de la session*.)

Sondages:—Quel est le nombre de contrats octroyés pour effectuer des—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 648. (Voir aussi *Documents de la session*.)

Standard Life:—Les autorités de la—, ont-elles communiqué avec le gouvernement avant de céder leurs actifs à la Manufacturers Life, 231.

Subventions:—Quels districts électoraux ont bénéficié de—, dans le cadre du programme d'aide à l'amélioration du réseau municipal. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 449. (Voir aussi *Documents de la session*.)

Transports:—À combien se sont élevés les crédits périmés du ministère des—, 446.

Transports:—Quels furent les crédits affectés par le ministère des—, dans le district électoral de Rouyn-Noranda, 447.

Transports:—Quelle est la superficie des terrains détenus par le ministère des—, dans le comté de Saint-Hyacinthe. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 449. (Voir aussi *Documents de la session*.)

Transquébécoise:—Quel est le montant des dépenses encourues pour le tronçon entre Saint-Albert et Richmond, 166.

Questions et réponses:—Suite

Tricofil inc.:—Quel montant le MIC a-t-il versé à—, 168.

Verrette, M. Yvon:—Quel poste est occupé par—, au ministère de l'Éducation depuis mai 1979. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 528. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Vinet, M. Denis:—À quelle date M. Vinet a-t-il été nommé directeur du Service de l'hydraulique agricole, 367. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Voyages du Premier Ministre:—Quels sont les fonctionnaires qui ont accompagné le Premier ministre en Louisiane et à Washington. (Questions transformées en motions pour dépôt de documents), 233. (Voir aussi *Documents de la session.*)

R

RECouvreMENT DE CERTAINES CRÉANCES:—Loi sur le—. Projet de loi n° 54.

RÉGIE DU LOGEMENT:—Loi instituant la—, et modifiant le Code civil et d'autres dispositions législatives. Projet de loi n° 107.

RÉGIME DE RENTES DU QUÉBEC:—Loi modifiant la Loi sur le—. Projet de loi n° 56.

RÉGIME DE RETRAITE DES EMPLOYÉS DU GOUVERNEMENT ET DES ORGANISMES PUBLICS:—Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires, le— et d'autres dispositions législatives. Projet de loi n° 49.

RÉGIME DE RETRAITE DES EMPLOYÉS DU GOUVERNEMENT ET DES ORGANISMES PUBLICS;—Loi modifiant la Loi sur le—, la Loi sur le régime de retraite des enseignants et la Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires. Projet de loi n° 108.

RÉGIME DE TENURE:—Loi modifiant la Loi des constituts ou du—. Projet de loi n° 52.

REGISTRE DES ÉLECTEURS:—Loi sur le—. Projet de loi n° 3.

RELATIONS DE TRAVAIL DANS L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION CONCERNANT LA REPRÉSENTATIVITÉ DE CERTAINES ASSOCIATIONS REPRÉSENTATIVES:—Loi modifiant la Loi sur les—. Projet de loi n° 109.

REMBOURSEMENT D'IMPÔTS FONCIERS:—Loi sur le—. Projet de loi n° 6.

REPRÉSENTATION ÉLECTORALE:—Loi sur la—. Projet de loi n° 10.

REPRÉSENTATION ÉLECTORALE:—Loi modifiant la Loi sur la—, et la Loi sur la division territoriale. Projet de loi n° 95.

REPRISE DE CERTAINS SERVICES DE LA VILLE DE MONTRÉAL ET DE LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE MONTRÉAL:—Loi assurant la—. Projet de loi n° 93.

RIVIÈRE-DU-LOUP:—Loi concernant la création de deux nouvelles municipalités dans le comté de—. Projet de loi n° 235.

S

SAINTE-AGATHE-DES-MONTS:—Loi concernant la ville de—. Projet de loi n° 278.

SAINT-JEAN-CHRYSTÔME, DIVISION D'ENREGISTREMENT DE CHÂTEAUGUAY:—Loi concernant certains immeubles du cadastre de la paroisse de—. Projet de loi n° 252.

SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU:—Loi concernant la Ville de—. Projet de loi n° 230.

SAINT-LAURENT:—Loi concernant la Ville de—. Projet de loi n° 251.

SALABERRY-DE-VALLEYFIELD:—Loi modifiant la Loi concernant la cité de—. Projet de loi n° 280.

SANTÉ ET LA SÉCURITÉ DU TRAVAIL:—Loi sur la—. Projet de loi n° 17.

SÉCURITÉ DANS LES SPORTS:—Loi sur la—. Projet de loi n° 78.

SÉCURITÉ DU REVENU DES CHASSEURS ET PIÉGEURS CRIS BÉNÉFICIAIRES DE LA CONVENTION DE LA BAIE JAMES ET DU NORD QUÉBÉCOIS:—Loi sur la—. Projet de loi n° 12.

SÉMINAIRE DE QUÉBEC:—Loi concernant le—. Projet de loi n° 281.

SERVICES DE GARDE À L'ENFANCE:—Loi sur les—. Projet de loi n° 77.

SIDBEC:—Loi modifiant la Loi sur l'établissement par—, d'un complexe sidérurgique intégré. Projet de loi n° 73.

SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE AGRICOLE DU CANTON DE GRANBY:—Loi concernant la—. Projet de loi n° 232.

SOCIÉTÉ DE CARTOGRAPHIE DU QUÉBEC:—Loi modifiant la Charte de la—. Projet de loi n° 20.

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT COOPÉRATIF:—Loi modifiant la Loi constituant la—. Projet de loi n° 45.

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT COOPÉRATIF:—Loi modifiant la Loi sur la—.
Projet de loi n° 85.

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES NASKAPIS:—Loi constituant la—. Projet
de loi n° 27.

SOCIÉTÉ DE RÉCUPÉRATION, D'EXPLOITATION ET DE DÉVELOPPEMENT FORESTIERS DU QUÉBEC:—Loi modifiant la Loi de la—. Projet de loi n° 97.

SOCIÉTÉ D'EXPLOITATION DE LA CENTRALE DE TRAITEMENT D'EAU CHAMBLY-MARIEVILLE-RICHELIEU:—Loi constituant la—. Projet de loi n° 257.

SOCIÉTÉ DU PARC INDUSTRIEL DU CENTRE DU QUÉBEC:—Loi modifiant la Loi de la—. Projet de loi n° 273.

SOCIÉTÉ MUTUELLE DE RÉASSURANCE DU QUÉBEC:—Loi concernant la—.
Projet de loi n° 222.

SOCIÉTÉ NATIONALE DE L'AMIANTE:—Loi modifiant la Loi constituant la—.
Projet de loi n° 121.

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX:—Loi sur la—. Projet de
loi n° 92.

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INITIATIVES AGRO-ALIMENTAIRES:—Loi modifiant la
Loi constituant la—. Projet de loi n° 16.

SOCIÉTÉ SAINT-JEAN-BAPTISTE DIOCÉSAIN DE RIMOUSKI:—Loi abrogeant la
Charte de la—. Projet de loi n° 284.

SOEURS DE SAINT-JOSEPH DE SAINT-HYACINTHE:—Loi modifiant la Loi constituant en corporation Les—. Projet de loi n° 241.

SOEURS SERVANTES DU SAINT-COEUR DE MARIE:—Loi concernant un immeuble de Les—. Projet de loi n° 242.

SUCCESSION DE CHARLES FRENETTE:—Loi concernant la—. Projet de loi
n° 248.

SUCCESSION DE JOSEPH L. GREENSPON:—Loi concernant la—. Projet de loi
n° 238.

SUCCESSION DE JULIEN LEVASSEUR:—Loi concernant la—. Projet de loi n° 234.

SUCCESSION DE MALVINA BEAUCHAMP:—Loi concernant la—. Projet de loi
n° 207.

SUCCESSION DE NICHOLAS (NICOLAS) MINAILO:—Loi concernant la—. Projet de loi n° 239.

SUCCESSION DE PIERRE VICTOR ROUGIER:—Loi concernant la—. Projet de loi n° 228.

SUPPLÉMENT AU REVENU DE TRAVAIL:—Loi sur le—. Projet de loi n° 1.

T

TABAC DANS LES ENDROITS PUBLICS:—Loi régissant l'usage du—. Projet de loi n° 191.

TAXE SUR LES CARBURANTS:—Loi modifiant la Loi concernant la—. Projet de loi n° 65.

TAXE SUR LES CARBURANTS:—Loi modifiant de nouveau la Loi concernant la—, et modifiant d'autres dispositions législatives. Projet de loi n° 103.

TECHNICIENS DIPLÔMÉS:—Loi abrogeant la Loi concernant les—, et modifiant certaines dispositions législatives. Projet de loi n° 98.

TRIBUNAUX JUDICIAIRES:—Loi modifiant la Loi des—, le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics et d'autres dispositions législatives. Projet de loi n° 49.

V

VALEUR LOCATIVE DE LA VILLE DE MONTRÉAL ET DE VILLE SAINT-PIERRE AINSI QUE DES CITÉS DE CÔTE-SAINT-LUC, OUTREMONT ET WESTMOUNT:—Loi concernant la—. Projet de loi n° 21.

VALEURS MOBILIÈRES:—Loi modifiant la Loi sur les—, concernant le contrat de concession ou de franchisage. Projet de loi n° 70.

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL:—Traitement fixé, 872.

VILLE D'ANJOU:—Loi concernant—. Projet de loi n° 275.

VILLE DÉGELIS:—Loi concernant—. Projet de loi n° 267.

INDEX
TO THE
VOTES AND PROCEEDINGS
NATIONAL ASSEMBLY
OF QUÉBEC

Fourth Session, 31st Legislature

A

Accounts and Papers: (See **Sessional Papers**)

ADOPTION ACT:—An Act to amend the—. Bill 13.

AGRICULTURE:—An Act to amend the Act respecting the Ministère de l'—. Bill 43.

AMALGAMATION OF MAGASIN CO-OP DE SAINTE-HÉNÉDINE AND SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE AGRICOLE ETCHÉMIN:—An Act respecting the—. Bill 236.

ANJOU:—An Act respecting the town of—. Bill 275.

ASSISTANCE FOR TOURIST DEVELOPMENT:—An Act respecting—. Bill 37.

AUDITOR GENERAL:—Salary, 872.

AUGUSTINES DE LA MISÉRICORDE DE JÉSUS DU MONASTÈRE DE ROBERVAL:—An Act respecting Les—. Bill 219.

B

BEAUCHAMP ESTATE:—An Act respecting the Malvina—. Bill 207.

For Interpellations:—See Questions and/or Sessional Papers.

Bills:

Bill 1.—An Act respecting work income supplement.—Mr Marois.—1st R., 107. Motion for 2nd R. (Lt-G.); debate; Sessional Papers Nos. 65 and 66 tabled; debate adjourned, 163. Resuming debate; draft regulations tabled (*Sessional Paper No. 75*); debate concluded; motion put to the vote; entry of names postponed, 176. Entry of names; motion adopted; 2nd R.; referred to Committee on Social Affairs, 181. Reported (*Sessional Paper No. 116*), 223. Consideration of report; report adopted, 243. Motion for 3rd R.; debate; Sessional Paper No. 137 tabled; motion adopted; 3rd R., 259. R. A., 270. (1979, c. 9)

Bill 2.—An Act to establish the Institut québécois de recherche sur la culture.—Mr Laurin.—1st R., 103. Motion for 2nd R. (Lt-G.); debate; debate adjourned, 133. Resuming debate; debate adjourned, 135; 177. Resuming debate; amdt proposed; debate adjourned, 183. Resuming debate; amdt rejected on div.; main motion adopted; 2nd R.; referred to Committee on Cultural Affairs, 192. Reported (*Sessional Paper No. 169*), 305. Consideration of report; report adopted, 316. 3rd R. on div., 354. R. A., 396. (1979, c. 10)

Bill 3.—An Act respecting the register of electors.—Mr Bédard.—1st R., 166. Order that the Bill be referred to the Committee on the Presidency of the Council and the Constitution during 2nd R. debate, 226. Motion for 2nd R. (Lt-G.); debate; debate suspended; referred to Committee on the Presidency of the Council and the Constitution, 226. Motion proposing new sponsor adopted, 411. 1st R. confirmed, 609.

Bill 4.—An Act respecting educational programming.—Mr Vaugeois.—1st R., 180. Order for 2nd R. rescinded; Bill referred to Committee on Communications, 185. Reported (*Sessional Paper No. 140*), 262. Motion for 2nd R.; debate; amdt proposed; debate adjourned, 316. Resuming debate; amdt rejected on div. (vote); debate adjourned, 321. Resuming debate; debate adjourned, 322; 330. Resuming debate; debate concluded; motion put to the vote; entry of names postponed, 334. Entry of names; motion adopted on div.; 2nd R.; referred to Committee on Communications, 341. Reported (*Sessional Paper No. 246*), 407. Motion proposing new sponsor adopted, 411. Consideration of report; report adopted, 483. Order for 3rd R. discharged; in Committee of the Whole; amended; reported; report adopted; 3rd R. on div., 503. R. A., 550. (1979, c. 52)

Bill 5.—An Act to amend the Québec Broadcasting Bureau Act.—Mr O'Neill.—1st R.; referred to Committee on Cultural Affairs, 180. Reported (*Sessional Paper No. 140*), 262. Motion for 2nd R. (Lt-G.); debate; debate concluded; motion put to the vote; entry of names postponed, 321. Entry of names; motion adopted; 2nd R.; referred to Committee on Communications, 324. Reported (*Sessional Paper No. 193*), 341. Consideration of report; report adopted, 355. 3rd R., 377. R. A., 396. (1979, c. 11)

Bill 6.—Real Estate Tax Refund Act.—Mr Parizeau.—1st R., 240. Motion for 2nd R. (Lt-G.); debate; motion adopted; 2nd R.; referred to Committee on

Bills:—Continued

Revenue, 312. Reported (*Sessional Paper No. 199*), 351. Consideration of report; report adopted; 3rd R., 376. R. A., 396. (1979, c. 12)

Bill 7.—An Act to amend the Québec Industrial Development Assistance Act.—Mr Tremblay.—1st R., 216. Motion for 2nd R. (Lt-G.); debate; debate adjourned, 228. Resuming debate; debate suspended, 372. Resuming debate; motion adopted; 2nd R.; referred to Committee on Industry and Commerce, 374. Reported (*Sessional Paper No. 223*), 384. Consideration of report; report adopted; 3rd R., 392. R. A., 396. (1979, c. 13)

Bill 8.—An Act respecting stock savings plans, and to again amend the Taxation Act and to amend the Securities Act.—Mr Parizeau.—1st R., 274. Motion for 2nd R.; debate; debate suspended, 310. Resuming debate; motion adopted; 2nd R.; referred to Committee on Revenue, 311. Reported (*Sessional Paper No. 199*), 352. Consideration of report; report adopted; 3rd R., 376. R. A., 396. (1979, c. 14)

Bill 9.—Election Act.—Mr Bédard.—1st R., 385. Motion proposing new sponsor adopted, 441. Motion for 2nd R. (Lt-G.); question of order raised; ruling by the President; debate adjourned, 461. Resuming debate; motion adopted; 2nd R.; referred to Committee on the Presidency of the Council and the Constitution, 472. Reprint of Bill tabled, 541. Reported (*Sessional Paper No. 375*), 546. Consideration of report; amdt by Mr Bédard adopted on div.; amdt proposed by Mr Fontaine rejected on div.; report adopted, 551. Motion for 3rd R.; debate; debate concluded; motion put to the vote; entry of names postponed, 565. Entry of names; motion adopted on div.; 3rd R., 568. R. A., 610. (1979, c. 56)

Bill 10.—An Act respecting electoral representation.—Mr Bédard.—1st R. (vote), 385. Motion proposing new sponsor adopted, 411. Motion for 2nd R. (Lt-G.); debate; debate adjourned, 411. Resuming debate; amdt proposed; debate adjourned, 413. Resuming debate; amdt rejected on div. (vote); debate adjourned, 427. Resuming debate; debate adjourned, 429; 439; 445. Resuming debate; debate concluded; motion put to the vote; entry of names postponed, 459. Entry of names; motion adopted on div. (vote); 2nd R.; referred to Committee on the Presidency of the Council and the Constitution, 464. Reported (*Sessional Paper No. 376*), 546. Consideration of report; amdts proposed; amdt by Mr Bertrand adopted on div.; amdts by Messrs Lamontagne and Lavoie put to the vote; entry of names postponed, 552. Entry of names; amdts rejected on div. (votes), 552. Motion for 3rd R.; debate; debate concluded; motion put to the vote; entry of names postponed, 565. Entry of names; motion adopted on div.; 3rd R., 568. R. A., 610. (1979, c. 57)

Bill 11.—An Act to amend the Territorial Division Act.—Mr Bédard.—1st R., 124. Motion for 2nd R.; debate; motion adopted. 2nd R.; referred to Committee on Justice, 287. Reported (*Sessional Paper No. 203*), 361. Consideration of report; report adopted; 3rd R., 390. R. A., 396. (1979, c. 15)

Bills:—Continued

Bill 12.—An Act respecting income security for Cree hunters and trappers who are beneficiaries under the Agreement concerning James Bay and Northern Québec.—Mr Lazure.—1st R., 184. Motion for 2nd R. (Lt-G.); debate; motion adopted; 2nd R.; referred to Committee on Natural Resources, 374. Order concerning the report of the Committee, 392. Reported; report adopted; 3rd R., 394. R. A., 396. (1979, c. 16)

Bill 13.—An Act to amend the Adoption Act.—Mr Lazure.—1st R., 136. Motion for 2nd R.; debate; debate adjourned, 182. Resuming debate; motion adopted; 2nd R.; referred to Committee on Social Affairs, 183. Reported (*Sessional Paper No. 173*), 314. Consideration of report; report adopted, 320. 3rd R., 359. R. A., 396. (1979, c. 17)

Bill 14.—An Act to amend the Taxation Act and to amend the Act to amend the Taxation Act and certain fiscal legislation.—Mr Parizeau.—1st R., 173. Motion for 2nd R.; debate; motion adopted; 2nd R.; referred to Committee on Revenue, 200. Reported (*Sessional Paper No. 199*), 352. Consideration of report; report adopted; 3rd R., 376. R. A., 396. (1979, c. 18)

Bill 15.—An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the fiscal year ending 31 March 1980, and for other purposes connected with the public service.—Mr Parizeau.—1st, 2nd and 3rd R., 120. R. A., 122. (1979, c. 5)

Bill 16.—An Act to amend the Act to constitute the "Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires".—Mr Garon.—1st R., 148. 2nd R.; referred to Committee on Agriculture, 176. Reported (*Sessional Paper No. 212*), 380. Consideration of report; report adopted; 3rd R., 390. R. A., 396. (1979, c. 19)

Bill 17.—An Act respecting occupational health and safety.—Mr Marois.—1st R.; referred to Committee on Labour and Manpower, 363. Reported (*Sessional Paper No. 265*), 431. Reprinted Bill tabled, 584. Motion for 2nd R. (Lt-G.); debate; debate concluded; motion put to the vote; entry of names postponed, 598. Entry of names; motion adopted on div.; 2nd R.; referred to Committee on Labour and Manpower, 602. 1st and 2nd R. confirmed, 609. Reported (*Sessional Paper No. 440*); 636. Order concerning amdts to report, 627. Consideration of report; report adopted; motion for 3rd R.; debate; debate concluded; motion put to the vote; entry of names postponed, 654. Entry of names; motion adopted on div. (vote); 3rd R., 667. R. A., 670. (1979, c. 63)

Bill 18.—An Act to amend the Retail Sales Tax Act and to make the Government and government agencies subject to certain fiscal laws.—Mr Parizeau.—1st R., 173. 2nd R.; referred to Committee on Revenue, 199. Reported (*Sessional Paper No. 199*), 352. Consideration of report; report adopted, 3rd R., 376. R. A., 397. (1979, c. 20)

Bills:—Continued

Bill 19.—An Act to amend the Cooperative Associations Act.—Mrs Payette.—1st R., 173. 2nd R.; referred to Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions, 192. Reported (*Sessional Paper No. 117*), 223. Consideration of report; report adopted; 3rd R., 243. R. A., 245. (1979, c. 6)

Bill 20.—An Act to amend the Charter of the Québec Cartography Company.—Mr Bérubé.—1st R., 184. 2nd R.; in Committee of the Whole; reported; report adopted, 375. Motion for 3rd R.; debate; motion adopted on div.; 3rd R., 389. R. A., 397. (1979, c. 21)

Bill 21.—An Act respecting the roll of rental values of the City of Montreal, of Ville Saint-Pierre, and of the cities of Côte-Saint-Luc, Outremont and Westmount.—Mr Tardif.—1st R., 189. 2nd R.; referred to Committee of the Whole, 220. In Committee of the Whole; amended; reported; report adopted, 220. Order for 3rd R. discharged; Bill recommitted; amended; reported; report adopted; 3rd R., 244. R. A., 245. (1979, c. 94)

Bill 22.—An Act to amend the Charter of the City of Québec, the Charter of the City of Montreal and other legislation.—Mr Tardif.—1st R., 216. 2nd R.; referred to Committee on Municipal Affairs, 227. Reported (*Sessional Paper No. 159*), 292. Consideration of report; report adopted, 316. 3rd R., 376. R. A., 397. (1979, c. 22)

Bill 23.—An Act to amend the Act to amend the Real Estate Assessment Act to amend other legislation.—Mr Tardif.—1st R., 196. 2nd R.; referred to Committee of the Whole, 220. In Committee of the Whole; reported; report adopted, 220. 3rd R., 244. R. A., 245. (1979, c. 7)

Bill 24.—An Act respecting the Conseil des collèges.—Mr Morin (Sauvé).—1st R.; referred to Committee on Education (Standing Order 118A suspended), 240. Reported (*Sessional Paper No. 158*), 291. Motion for 2nd R. (Lt-G.); debate; debate concluded; motion put to the vote; entry of names postponed, 303. Entry of names; motion adopted; 2nd R., 307. Referred to Committee on Education, 308. Reported (*Sessional Paper No. 204*), 362. Consideration of report; report adopted; 3rd R., 389. R. A., 397. (1979, c. 23)

Bill 25.—An Act to amend the General and Vocational Colleges Act.—Mr Morin (Sauvé).—1st R.; referred to Committee on Education (Standing Order 118A suspended), 240. Reported (*Sessional Paper No. 158*), 291. Motion for 2nd R.; debate; amdt proposed; amdt rejected on div. (vote); debate adjourned, 296. Resuming debate; debate suspended, 302. Resuming debate; debate concluded; motion put to the vote; entry of names postponed, 303. Entry of names; motion adopted on div.; 2nd R., 306. Referred to Committee on Education, 308. Reported (*Sessional Paper No. 195*), 347. Consideration of report; amdts proposed; debate; debate concluded; amdts rejected on div.; report adopted on div., 359. Order for 3rd R. discharged; Bill referred to Committee of the Whole; amended; reported; motion for 3rd R.; debate; debate concluded; motion put to

Bills:—Continued

the vote; entry of names postponed, 377. Entry of names; motion adopted on div.; 3rd R., 386. R. A., 397. (1979, c. 24)

Bill 26.—An Act respecting the legislation provided for in the Northeastern Québec Agreement and amending other legislation.—Mr Bérubé.—1st R., 249. 2nd R.; referred to Committee on Natural Resources, 375. Order concerning the report of the Committee, 392. Reported; report adopted; 3rd R., 394. R. A., 397. (1979, c. 25)

Bill 27.—An Act to establish the Naskapi Development Corporation.—Mr Bérubé.—1st R., 249. 2nd R.; referred to Committee on Natural Resources, 375. Order concerning the report of the Committee, 392. Reported; report adopted; 3rd R., 394. R. A., 397. (1979, c. 26)

Bill 28.—An Act respecting the protection of persons and property in the event of disaster.—Mr Bédard.—1st R., 229. Motion for 2nd R. (Lt-G.); debate; debate concluded; motion put to the vote; entry of names postponed, 288. Entry of names; motion adopted; 2nd R.; referred to Committee on Justice, 293. Reported (*Sessional Paper No. 245*), 407. Consideration of report; report adopted, 564. 1st and 2nd R. confirmed, 609. R. A., 670. (1979, c. 64)

Bill 29.—An Act to amend the Maritime Fisheries Credit Act.—Mr Tremblay.—1st R., 224. 2nd R. (Lt-G.); referred to Committee on Industry and Commerce, 371. Reported (*Sessional Paper No. 223*), 384. Consideration of report; report adopted; 3rd R., 392. R. A., 397. (1979, c. 27)

Bill 30.—An Act to amend the Education Act.—Mr Morin (Sauvé).—1st R., 256. Motion for 2nd R.; debate; debate concluded; motion put to the vote; entry of names postponed, 304. Entry of names; motion adopted; 2nd R., 307. Referred to Committee on Education, 308. Reported (*Sessional Paper No. 205*), 362. Consideration of report; report adopted, 389. Motion for 3rd R.; debate; motion adopted on div. (Mr Bisailon dissenting); 3rd R., 392. R. A., 397. (1979, c. 28)

Bill 31.—An Act to amend the Civil Code.—Mr Bédard.—1st R., 256. Motion for 2nd R.; debate; debate concluded; motion put to the vote; entry of names postponed, 286. Entry of names; motion adopted; 2nd R.; referred to Committee on Justice, 292. Reported (*Sessional Paper No. 203*), 361. Consideration of report; report adopted; 3rd R., 390. R. A., 397. (1979, c. 29)

Bill 32.—An Act to amend the Act respecting certain municipalities of the Outaouais and Haut-Saguenay.—Mr Tardif.—1st R., 247. 2nd R.; in Committee of the Whole; reported; report adopted; 3rd R., 252. R. A., 254. (1979, c. 97)

Bill 33.—An Act to amend the Municipal Commission Act.—Mr Tardif.—1st R., 247. Motion for 2nd R.; debate; debate concluded; motion put to the vote; entry of names postponed, 327. Entry of names; motion adopted on div.;

Bills:—Continued

2nd R.; referred to Committee on Municipal Affairs, 328. Reported (*Sessional Paper No. 191*), 340. Consideration of report; report adopted, 358. 3rd R. on div., 376. R. A., 397. (1979, c. 30)

Bill 34.—An Act to amend the Companies Act and other legislation.—Mrs Payette.—1st R., 263. 2nd R. (Lt-G.); referred to Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions, 357. Reported (*Sessional Paper No. 214*), 380. Consideration of report; report adopted; 3rd R., 391. R. A., 397. (1979, c. 31)

Bill 35.—An Act to amend or repeal certain legislation.—Mr Bédard.—1st R., 256. Motion for 2nd R.; debate; motion adopted on div.; 2nd R.; referred to Committee on Justice, 286. Reported (*Sessional Paper No. 203*), 361. Consideration of report; report adopted; 3rd R., 390. R. A., 397. (1979, c. 32)

Bill 36.—An Act to amend the Act respecting insurance and to again amend the Civil Code.—Mrs Payette.—1st R., 263. 2nd R.; referred to Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions, 356. Reported (*Sessional Paper No. 214*), 380. Consideration of report; report adopted; 3rd R., 391. R. A., 398. (1979, c. 33)

Bill 37.—An Act respecting assistance for tourist development.—Mr Duhaime.—1st R., 263. Motion for 2nd R. (Lt-G.); debate; debate adjourned, 349. Resuming debate; motion adopted (vote); 2nd R.; referred to Committee on Tourism, Fish and Game, 356. Reported (*Sessional Paper No. 206*), 362. Consideration of report; report adopted; 3rd R., 389. R. A., 398. (1979, c. 34)

Bill 38.—An Act respecting the police force of Cree villages and of the Naskapi village.—Mr Bédard.—1st R., 263. 2nd R. (Lt-G.); referred to Committee on Justice, 287. Reported (*Sessional Paper No. 203*), 361. Consideration of report; report adopted; 3rd R., 390. R. A., 398. (1979, c. 35)

Bill 39.—An Act to amend the Municipal Code, the Cities and Towns Act and other legislation.—Mr Tardif.—1st R., 274. Motion for 2nd R.; debate; debate adjourned, 328. Resuming debate; *Sessional Paper No. 181* tabled; motion adopted; 2nd R.; referred to Committee on Municipal Affairs, 329. Reported (*Sessional Paper No. 191*), 340. Consideration of report; report adopted, 358. 3rd R., 376. R. A., 398 (1979, c. 36)

Bill 40.—An Act to amend the Code of Civil Procedure and other legislation.—Mr Bédard.—1st R., 263. 2nd R.; referred to Committee on Justice, 288. Reported (*Sessional Paper No. 203*), 361. Consideration of report; report adopted; 3rd R., 390. R. A., 398. (1979, c. 37)

Bill 41.—An Act governing the acquisition of farm land by non-residents.—Mr Garon.—1st R., 501. Motion for 2nd R.; debate; debate adjourned, 520. Resuming debate; debate adjourned, 523. Resuming debate; debate concluded;

Bills:—Continued

motion put to the vote; entry of names postponed, 548. Entry of names; motion adopted; 2nd R.; referred to Committee on Agriculture and Food, 554. Reported (*Sessional Paper No. 397*), 584. 1st and 2nd R. confirmed, 609. Consideration of report; report adopted, 619. Order for 3rd R. discharged; referred to Committee of the Whole; amended and reported; report adopted; 3rd R., 627. R. A., 670. (1979, c. 65)

Bill 42.—An Act to again amend the Taxation Act and to amend other legislation.—Mr Parizeau.—1st R., 274. Motion for 2nd R.; debate; motion adopted on div.; 2nd R.; referred to Committee on Revenue, 312. Reported (*Sessional Paper No. 199*), 352. Consideration of report; report adopted; 3rd R., 376. R. A., 398 (1979, c. 38)

Bill 43.—An Act to amend the Act respecting the Ministère de l'agriculture.—Mr Garon.—1st R. on div. (vote), 263. Motion for 2nd R. (Lt-G.); debate; amdt proposed; debate adjourned, 505. Resuming debate; amdt rejected on div.; debate adjourned, 515. Resuming debate; debate concluded; motion put to the vote; entry of names postponed, 520. Entry of names; motion adopted on div. (vote); 2nd R.; referred to Committee on Agriculture and Food, 526. Reported (*Sessional Paper No. 391*), 578. 1st and 2nd R. confirmed, 609. Consideration of report; amdts proposed; debate; amdts rejected on div.; report adopted, 627. 3rd R., on div., 655. R. A., 670. (1979, c. 66)

Bill 44.—An Act to amend the Act respecting the 1978 elections in certain municipalities and amending the Cities and Towns Act.—Mr Tardif.—1st R., 274. 2nd R.; referred to Committee on Municipal Affairs, 328. Reported (*Sessional Paper No. 191*), 340. Consideration of report; report adopted, 358. 3rd R., 377. R. A., 398. (1979, c. 39)

Bill 45.—An Act to amend the Act to incorporate the Société de développement coopératif.—Mrs Payette.—1st R., 274. 2nd R. (Lt-G.); referred to Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions, 357. Reported (*Sessional Paper No. 214*), 380. Consideration of report; report adopted; 3rd R., 391. R. A., 398. (1979, c. 40)

Bill 46.—An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the fiscal year ending 31 March 1980, and for other purposes connected with the public service.—Mr Parizeau.—1st, 2nd and 3rd R., 306. R. A., 398. (1979, c. 41)

Bill 47.—An Act to amend the Act to govern the financing of political parties.—Mr Burns.—1st R., 292. 1st R. confirmed, 609.

Bill 48.—An Act to amend the Police Act.—Mr Bédard.—1st R.; referred to Committee on Justice, 384. Reported (*Sessional Paper No. 242*), 406. 1st R. confirmed, 609. 2nd R.; referred to Committee on Justice, 614. Reported

Bills:—Continued

(*Sessional Paper No. 470*), 663. Consideration of report; report adopted; 3rd R., 665. R. A., 670. (1979, c. 67)

Bill 49.—An Act to amend the Courts of Justice Act, the Government and Public Employees Retirement Plan and other legislation.—Mr Bédard.—1st R., 324. Motion for 2nd R. (*Sessional Order 119 A*); motion adopted; 2nd R.; referred to Committee on Justice, 373. Reported (*Sessional Paper No. 213*), 380. Consideration of report; report adopted; 3rd R., 391. R. A., 398. (1979, c. 42)

Bill 50.—An Act respecting the Ministère de l'environnement.—Mr Léger.—1st R., 352. Motion for 2nd R.; debate; debate adjourned, 455. Resuming debate; motion adopted (vote); 2nd R.; referred to Committee on the Protection of the Environment, 458. Reported (*Sessional Paper No. 316*), 476. Consideration of report; report adopted, 483. 3rd R., 491. R. A., 497. (1979, c. 49)

Bill 51.—An Act respecting the development of Québec firms in the book industry.—Mr Vaugeois.—1st R.; referred to Committee on Cultural Affairs, 352. Reported (*Sessional Paper No. 243*), 407. 2nd R. (Lt-G.); referred to Committee on Cultural Affairs, 491. Reported (*Sessional Paper No. 356*), 525. Consideration of report; report adopted, 542. Motion for 3rd R.; debate; debate adjourned, 550. 1st and 2nd R. confirmed, 609. Resuming debate; motion adopted; 3rd R., 653. R. A., 670. (1979, c. 68)

Bill 52.—An Act to amend the Constitut or Tenure System Act.—Mr Bédard.—1st R., 386. 1st R. confirmed, 609. 2nd R. (*Sessional Order 119 A*); referred to Committee on Justice, 615. Reported (*Sessional Paper No. 449*), 640. Consideration of report; report adopted; 3rd R., 656. R. A., 670. (1979, c. 69)

Bill 53.—An Act respecting security fund corporations.—Mr Joron.—1st R., 426. 2nd R.; referred to Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions, 481. Reported (*Sessional Paper No. 349*), 511. Consideration of report; report adopted, 542. 3rd R., 549. R. A., 550. (1979, c. 53)

Bill 54.—An Act respecting the collection of certain debts.—Mr Joron.—1st R., 426. 2nd R. (Lt-G.); referred to Standing Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions, 482. Reported (*Sessional Paper No. 370*), 540. Consideration of report; report adopted, 548. 1st and 2nd R. confirmed, 609. Order for 3rd R. discharged; Bill referred to Committee of the Whole; amended and reported; report adopted; 3rd R. on div., 626. R. A., 670. (1979, c. 70)

Bill 55.—An Act respecting liquor permits.—Mr Bédard.—1st R., 464. 2nd R. (Lt-G.); referred to Committee on Justice, 503. Reported (*Sessional Paper No. 374*), 545. Consideration of report; report adopted, 564. 1st and 2nd R. confirmed, 609. Order for 3rd R. discharged; Bill referred to Committee of the Whole; amended; reported; report adopted; 3rd R., 653. R. A., 670. (1979, c. 71)

Bills:—Continued

Bill 56.—An Act to amend the Act respecting the Québec Pension Plan.—Mr Lazure.—1st R., 476. 2nd R. (Sessional Order 119 A); referred to Committee on Social Affairs, 502. Reported (*Sessional Paper No. 357*), 525. Consideration of report; report adopted, 542. 3rd R., 549. R. A., 550. (1979, c. 54)

Bill 57.—An Act respecting municipal taxation and providing amendments to certain legislation.—Mr Tardif.—1st R., 517. Motion for 2nd R. (Lt-G.); debate; motion to adjourn debate; limited debate; motion withdrawn; 2nd motion to adjourn debate; limited debate; motion adopted; debate adjourned, 569-571. Resuming debate; Sessional Paper No. 388 tabled; debate concluded; motion put to the vote; entry of names postponed, 574. Entry of names; motion adopted on div.; 2nd R.; referred to Committee on Municipal Affairs, 580. 1st and 2nd R. confirmed, 609. Reported (*Sessional Paper No. 472*); report adopted, 667. Motion for 3rd R.; debate; motion adopted on div. (vote); 3rd R., 667. R. A., 670. (1979, c. 72)

Bill 58.—An Act to again amend the Election Act.—Mr Bédard.—1st R., 438. 2nd R.; in Committee of the Whole; reported; report adopted; 3rd R., 440. R. A., 440. (1979, c. 47)

Bill 59.—An Act to amend the Crop Insurance Act and the Act respecting farm income stabilization insurance.—Mr Garon.—1st R., 546. 1st R. confirmed, 609. 2nd R.; referred to Committee on Agriculture and Food, 628. Reported (*Sessional Paper No. 448*), 640. Consideration of report; report adopted; 3rd R., 655. R. A., 670. (1979, c. 73)

Bill 60.—An Act to amend the Mining Duties Act.—Mr Bérubé.—1st R., 501. 2nd R.; referred to Committee on Energy and Resources, 543. Reported (*Sessional Paper No. 380*), 553. Consideration of report; report adopted, 564. 1st and 2nd R. confirmed, 609. 3rd R., 618. R. A., 670. (1979, c. 74)

Bill 61.—An Act respecting pressure vessels, and other legislation.—Mr Johnson.—1st R., 541. 2nd R.; in Committee of the Whole; reported; report adopted, 549, 3rd R., 618. 1st and 2nd R. confirmed, 609. R. A., 670. (1979, c. 75)

Bill 62.—An Act respecting proposals to employees in the education, social affairs and civil service sectors.—Mr Johnson.—1st R.; motion for 2nd R.; debate; motion adopted on div. (vote); 2nd R.; in Committee of the Whole; amended and reported; report adopted; motion for 3rd R.; debate; motion adopted on div. (vote); 3rd R., 495-497. R. A., 497. (1979, c. 50)

Bill 63.—An Act to amend the Montreal Urban Community Act.—Mr Tardif.—1st R., 517. 2nd R.; in Committee of the Whole; reported; report adopted; 3rd R., 548. R. A., 550. (1979, c. 88)

Bills:—Continued

Bill 64.—An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the fiscal year ending 31 March 1980, and for other purposes connected with the public service.—Mr Parizeau.—1st, 2nd and 3rd R., 587. R. A., 610. (1979, c. 58)

Bill 65.—An Act to amend the Fuel Tax Act.—Mr Clair.—1st R., 554. 1st R. confirmed, 609. 2nd R.; in Committee of the Whole; reported; report adopted on div., 634, 635. 3rd R. on div., 638. R. A., 671. (1979, c. 76)

Bill 66.—An Act respecting certain government departments.—Mr Charon.—1st R., 562. 1st R. confirmed, 609. 2nd R.; in Committee of the Whole; amended; reported; report adopted; 3rd R., 659. R. A., 671. (1979, c. 77)

Bill 68.—An Act to again amend the Retail Sales Tax Act and to amend other legislation.—Mr Clair.—1st R., 554. 1st R. confirmed, 609. 2nd R.; in Committee of the Whole; amended; reported; report adopted, 635. 3rd R., 638. R. A., 671. (1979, c. 78)

Bill 69.—An Act to amend the Parks Act.—Mr Lessard.—1st R., 554. 2nd R.; in Committee of the Whole; reported; report adopted; 3rd R., 605. R. A., 610. (1979, c. 59)

Bill 70.—An Act to amend the Securities Act in its applicability to the contract of concession or of franchising.—Mr Joron.—1st R., 554. 1st R. confirmed, 609. 2nd R. (Lt-G.); in Committee of the Whole; amended and reported; report adopted, 626. 3rd R., 638. R. A., 671. (1979, c. 79)

Bill 71.—An Act to again amend the Education Act.—Mr Morin (Sauvé).—1st R., 562. Motion for 2nd R.; debate; debate concluded; motion put to the vote; entry of names postponed, 593. Entry of names; motion adopted on div.; 2nd R.; referred to Committee on Education, 597. 1st and 2nd R. confirmed, 609. Reported (*Sessional Paper No. 45*), 641. Consideration of report; report adopted; 3rd R., 656. R. A., 671. (1979, c. 80)

Bill 72.—An Act respecting the Ministère de l'énergie et des ressources.—Mr Bérubé.—1st R., 562. Motion for 2nd R.; debate; motion adopted; 2nd R.; referred to Committee on Energy and Resources, 606. 1st and 2nd R. confirmed, 609. Order to refer Bill to Committee discharged; in Committee of the Whole; progress, 637. Again in Committee of the Whole; progress, 638. Again in Committee of the Whole; amended; reported; report adopted; 3rd R., 659. R. A., 671. (1979, c. 81)

Bill 73.—An Act to amend the Act respecting the establishment of an integrated steel complex by Sidbec.—Mr Duhaime.—1st R., 554. Order for 2nd R. discharged; Bill referred to Committee on Industry, Trade and Tourism, 563. Reported (*Sessional Paper No. 410*), 596. 1st R. confirmed, 609. Motion for 2nd R. (Lt-G.); debate; debate suspended, 619. Resuming debate; debate

Bills:—Continued

concluded; motion put to the vote; entry of names postponed, 620. Entry of names; motion adopted on div.; 2nd R.; referred to Committee on Industry, Trade and Tourism, 622. Reported (*Sessional Paper No. 450*), 641. Consideration of report; report adopted; 3rd R. on div., 656. R. A., 671. (1979, c. 82)

Bill 74.—An Act to amend the Municipal Code and the Cities and Towns Act in their applicability to intermunicipal agreements.—Mr Tardif.—1st R., 554. 2nd R.; referred to Committee on Municipal Affairs, 582. Reported (*Sessional Paper No. 409*), 596. 1st and 2nd R. confirmed, 609. Consideration of report; amdt proposed; debate; amdt withdrawn; amdts by the Minister adopted; report adopted; 3rd R., 634. R. A., 671. (1979, c. 83)

Bill 75.—Grain Act.—Mr Garon.—1st R., 562. 1st R. confirmed, 609. 2nd R. (Lt-G.); referred to Committee on Agriculture and Food, 628. Reported (*Sessional Paper No. 447*), 640. Consideration of report; amdt proposed and adopted; 3rd R., 655. R. A., 671. (1979, c. 84)

Bill 76.—An Act to amend the Family Allowances Act in its applicability to handicapped children.—Mr Lazure.—1st R., 562. 2nd R. (Lt-G.); in Committee of the Whole; reported; report adopted; 3rd R., 581. R. A., 610. (1979, c. 60)

Bill 77.—An Act respecting child day care.—Mr Lazure.—1st R., 562. Petition tabled (*Sessional Paper No. 390*), 578. Motion for 2nd R. (Lt-G.); debate; debate concluded; motion put to the vote; entry of names postponed, 580. Entry of names; motion adopted on div.; 2nd R.; referred to Committee on Social Affairs, 584. Reported (*Sessional Paper No. 410*), 596. 1st and 2nd R. confirmed, 609. Consideration of report; amdt proposed and adopted; 3rd R. on div., 654. R. A., 671. (1979, c. 85)

Bill 78.—An Act respecting safety in sports.—Mr Lessard.—1st R., 562. 1st R. confirmed, 609. 2nd R.; referred to Committee on Recreation, Fish and Game, 614. Reported (*Sessional Paper No. 438*), 631. Consideration of report; amdts proposed; debate; amdts adopted; report adopted; 3rd R., 652, 653. R. A., 671. (1979, c. 86)

Bill 79.—An Act to amend the Notarial Act.—Mr Morin (Sauvé).—1st R., 641. 2nd R.; in Committee of the Whole; reported; report adopted; 3rd R., 666. R. A., 671. (1979, c. 87)

Bill 80.—An Act to amend the Succession Duty Act and to again amend the Taxation Act.—Mr Clair.—1st R., 663. 2nd R. on div.; referred to Committee on Revenue, 812. Reported (*Sessional Paper No. 618*), 870. Consideration of report; report adopted; 3rd R. on div., 880. R. A., 884. (1980, c. 7)

Bill 82.—An Act respecting a judgment rendered in the Supreme Court of Canada on 13 December 1979 on the language of the legislature and the courts in Québec.—Mr Laurin.—1st R.; motion for 2nd R.; debate; motion adopted; 2nd

Bills:—Continued

R.; in Committee of the Whole; Sessional Papers Nos. 420 to 432 incl. tabled; amended; reported; report adopted; motion for 3rd R.; debate; motion adopted; 3rd R., 609. R. A., 611. (1979, c. 61)

Bill 83.—An Act to promote the payment of support.—Mr Bédard.—1st R., 641. Motion for the tabling of a reprint of the Bill; motion taken under advisement, 837. Ruling by the President, 839. (*See Bill 183*)

Bill 85.—An Act to amend the Act respecting the Société de développement coopératif.—Mr Joron.—1st R., 631. 2nd R.; in Committee of the Whole; reported; report adopted; 3rd R., 664. R. A., 671. (1979, c. 55)

Bill 86.—An Act respecting the forestry fund.—Mr Bérubé.—1st R., 641. 2nd R. (Lt-G.); in Committee of the Whole; reported; report adopted, 817-818. 3rd R., 836. R. A., 884. (1980, c. 8)

Bill 87.—An Act to amend the Electricity Municipalization Act and the Rural Electrification Act.—Mr Bérubé.—1st R., 641. 2nd R.; referred in Committee of the Whole, 818. Considered in Committee of the Whole; reported; report adopted, 835. 3rd R., 836. R. A., 884. (1980, c. 9)

Bill 88.—An Act to ensure the maintaining of electrical services and to provide the conditions of employment of the employees of Hydro-Québec.—Mr Johnson.—1st R.; motion for 2nd R.; debate; debate suspended, 624. Resuming debate; motion adopted (vote); 2nd R.; in Committee of the Whole; amended and reported; report adopted; 3rd R. (vote), 625, 626. R. A., 629. (1979, c. 62)

Bill 89.—An Act to establish a new Civil Code and to reform family law.—Mr Bédard.—1st R., 691.

Bill 90.—An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the fiscal year ending 31 March 1981, and for other purposes connected with the public service.—Mr Parizeau.—1st, 2nd and 3rd R. on div., 783. R. A., 783. (1980, c. 4)

Bill 91.—An Act to amend the Act respecting labour standards and the Act respecting manpower vocational training and qualification.—Mr Johnson.—1st R., 758. 2nd R.; in Committee of the Whole; amended; reported; 3rd R., 798. R. A., 800. (1980, c. 5)

Bill 92.—An Act respecting the Société québécoise d'assainissement des eaux.—Mr Léger.—1st R., 763. 2nd R.; referred to Committee on the Protection of the Environment, 830. Reported (*Sessional Paper No. 584*), 852. Consideration of report; report adopted; 3rd R. on div., 870. R. A., 884. (1980, c. 10)

Bills:—Continued

Bill 93.—An Act to ensure the resumption of certain services of the city of Montréal and the Communauté urbaine de Montréal.—Mr Johnson.—1st R.; leave granted to the member for Rouyn-Noranda to speak during debate on the 3rd R.; 2nd R.; in Committee of the Whole; amended; reported; report adopted; 3rd R. (vote), 750-752. R. A., 752. (1980, c. 1)

Bill 94.—An Act to again amend the Act respecting building contractors vocational qualifications and respecting other legislation.—Mr Johnson.—1st R., 763. 2nd R.; in Committee of the Whole; reported; report adopted; 3rd R., 772. R. A., 773. (1980, c. 2)

Bill 95.—An Act to amend the Act respecting electoral representation and the Territorial Division Act.—Mr Bédard.—1st R.; 2nd R. (Lt-G.) on div.; in Committee of the Whole; reported; report adopted; 3rd R. on div., 753-754. R. A., 774. (1980, c. 3)

Bill 96.—An Act to amend various legislative provisions.—Mr Bédard.—1st R., 803. 2nd R.; referred to Committee on Justice, 856. Reported (*Sessional Paper No. 616*), 869. Consideration of report; report adopted; 3rd R., 878. R. A., 884. (1980, c. 11)

Bill 97.—An Act to amend the Québec Wood Salvage, Logging and Forest Development Company Act.—Mr Bérubé.—Bill placed on the Agenda Paper at the stage it had reached at prorogation, 103. Motion for 2nd R. (Lt-G.); debate; debate adjourned, 111, 112. Resuming the debate; motion adopted on div.; 2nd R.; referred to Committee on Lands and Forests, 116. Reported (*Sessional Paper No. 39*), 136. Motion for the consideration of the report; debate; amdt proposed; report adopted, 221. Motion for 3rd R.; debate; motion adopted; 3rd R., 227. R. A., 245. (1979, c. 8)

Bill 98.—An Act to repeal the Act respecting Certified Technicians and to amend certain legislative provisions.—Mr Morin (Sauvé).—1st R., 794. 2nd R.; referred to Committee on Professional Corporations, 830. Reported (*Sessional Paper No. 589*), 859. Consideration of report; report adopted; 3rd R., 877. R. A., 884. (1980, c. 12)

Bill 99.—An Act to again amend the Act to govern the financing of political parties.—Mr Bédard.—1st R., 803.

Bill 100.—An Act to amend the Referendum Act.—Mr Bédard.—1st R., 794. 2nd R.; in Committee of the Whole; reported; report adopted; 3rd R., 796. R. A., 800. (1980, c. 6)

Bill 101.—An Act to amend the Public Officers Act.—Mr Parizeau.—Bill placed on Agenda Paper at the stage it had reached at prorogation, 103. 2nd R. (*Sessional Order 119A*); referred to Committee on Finance and Public Accounts,

Bills:—Continued

310. Reported (*Sessional Paper No. 194*), 347. Consideration of report; report adopted; 3rd R., 354. R. A., 398.(1979, c. 43)

Bill 102.—An Act to amend the Taxation Act and certain legislation.—Mr Clair.—1st R., 803. 2nd R. on div.; referred to Committee on Revenue, 816. Reported (*Sessional Paper No. 619*), 871. Consideration of report; report adopted, 880. 3rd R. on div., 881. R. A., 884. (1980, c. 13)

Bill 103.—An Act to again amend the Fuel Tax Act and other legislation.—Mr Clair.—1st R., 803. 2nd R. on div.; referred to Committee on Revenue, 817. Reported (*Sessional Paper No. 619*), 871. Consideration of report; report adopted, 880. 3rd R. on div., 881. R. A., 884. (1980, c. 14)

Bill 104.—An Act to again amend the Succession Duty Act.—Mr Clair.—1st R., 803. 2nd R. on div.; referred to Committee on Revenue, 812. Reported (*Sessional Paper No. 619*), 871. Consideration of report; report adopted, 880. 3rd R. on div., 881. R. A., 884. (1980, c. 15)

Bill 105.—An Act to amend certain provisions of law respecting democratic procedure and the remuneration of elected officials, in municipalities.—Mr Tardif.—1st R., 803. Reprint tabled, 834. 2nd R.; referred to Committee on Municipal Affairs, 848. Order concerning the report of the Committee, 874. Reported (*Sessional Paper No. 622*), 876. Consideration of report; amdts proposed; debate; debate concluded; amdts adopted; report adopted, 881. 3rd R. on div., 882. R. A., 884. (1980, c. 16)

Bill 106.—An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the fiscal year ending 31 March 1981, and for other purposes connected with the public service.—Mr Parizeau.—1st, 2nd and 3rd R., 884. R. A., 884. (1980, c. 17)

Bill 107.—An Act to establish the Régie du logement and to amend the Civil Code and other legislation.—Mr Tardif.—Bill placed on the Agenda Paper at the stage it had reached at prorogation, 103. Reported (*Sessional Paper No. 29*), 120. Reprint of Bill tabled, 347. Motion for 2nd R. (Lt-G.); debate; Sessional Papers Nos. 227, 228 and 229 tabled; debate suspended, 393. Resuming debate; motion adopted on div. (vote); 2nd R.; referred to Committee on Municipal Affairs, 394. Reported (*Sessional Paper No. 258*), 425. Consideration of report; amdts proposed by Mr Tardif adopted; other amdts rejected on div.; report adopted on div., 472. Order for 3rd R. discharged; Bill referred to Committee of the Whole; amended; reported; report adopted; motion for 3rd R.; debate; debate concluded; motion put to the vote; entry of names postponed, 479. Entry of names; motion adopted on div. (vote); 3rd R., 480. R. A., 488. (1979, c. 48)

Bill 108.—An Act to amend the Act respecting the Government and Public Employees Retirement Plan, the Act respecting the Teachers Pension Plan and

Bills:—Continued

the Act respecting the Civil Service Superannuation Plan.—Mr Gendron.—1st R., 853. 2nd R.; in Committee of the Whole; amended and reported; report adopted; 3rd R., 874. R. A., 885. (1980, c. 18)

Bill 109.—An Act to amend the Act respecting labour relations in the construction industry, and respecting the representativeness of certain representative associations.—Mr Johnson.—1st R., 853. 2nd R.; referred to Committee on Labour and Manpower, 876.

Bill 111.—An Act to amend various provisions respecting elections.—Mr Bédard.—1st R., 844. 2nd R.; referred to Committee on the Presidency of the Council and the Constitution, 856. Reported (*Sessional Paper No. 617*), 869. Consideration of report; report adopted; 3rd R., 879. R. A., 885. (1980, c. 19)

Bill 112.—An Act respecting the Communauté urbaine de Montréal.—Mr Tardif.—1st R., 853. 2nd R.; referred to Committee on Municipal Affairs, 863. Reported verbally; report adopted, 875. 3rd R., 882. R. A., 885. (1980, c. 20)

Bill 119.—An Act to incorporate certain municipalities of the Outaouais.—Mr Tardif.—Bill placed on the Agenda Paper at the stage it had reached at prorogation, 103. Resuming the debate; amdt proposed; *Sessional Paper No. 37* tabled; amdt rejected on div. (vote); debate concluded; motion put to the vote; entry of names postponed, 131-133. Entry of names; motion adopted; 2nd R.; referred to Committee on Municipal Affairs, 136. Reported (*Sessional Paper No. 82*), 189. Consideration of report; report adopted on div., 197. Motion for 3rd R.; debate; *Sessional Paper No. 113* tabled; motion adopted on div.; 3rd R., 219. R. A., 245. (1979, c. 95)

Bill 121.—An Act to amend the Act to establish the Société nationale de l'amiante.—Mr Bérubé.—Bill placed on the Agenda Paper at the stage it had reached at prorogation, 103. Motion for 2nd R.; debate; amdt proposed; debate adjourned, 253. Resuming debate; debate adjourned, 259. Resuming debate; motion of adjournment of debate (S.O. 77); limited debate; debate on motion for 2nd R. adjourned, 261. Resuming debate; amdt rejected on div. (vote); debate adjourned, 276. Resuming debate; debate concluded; motion put to the vote; entry of names postponed, 281. Entry of names; motion adopted; 2nd R.; referred to Committee on National Resources, 284. Reported (*Sessional Paper No. 175*), 319. Consideration of report; amdts proposed; debate; conference of House Leaders; amdts adopted on div.; report adopted, 335. Motion for 3rd R.; debate concluded; motion put to the vote; entry of names postponed, 358. Entry of names; motion adopted on div.; 3rd R., 363. R. A., 399. (1979, c. 44)

Bill 125.—An Act respecting land use planning and development.—Mr Léonard.—Bill placed on the Agenda Paper at the stage it had reached at prorogation, 103. Reported (*Sessional Paper No. 78*), 179. Reprint of Bill tabled, 300. Motion for 2nd R.; debate; amdt proposed; debate adjourned, 336. Resuming debate; amdt rejected on div. (vote); debate adjourned, 344-346.

Bills:—Continued

Resuming debate; debate concluded; motion put to the vote; entry of names postponed, 349. Entry of names; motion adopted on div.; 2nd R.; referred to Committee on Municipal Affairs, 353. Reported (*Sessional Paper No. 254*), 422. Consideration of report; amdots adopted; other amdots put to the vote; entry of names postponed; leave granted for third reading at next sitting, 479. Entry of names; amdots by Mr Goulet rejected on div. (vote); report adopted on div., 481. Motion for 3rd R.; debate; debate concluded; motion put to the vote; entry of names postponed, 483. Entry of names; motion adopted on div. (vote); 3rd R., 486. R. A., 530. (1979, c. 51)

Bill 126.—An Act respecting labour standards.—Mr Johnson.—Bill placed on the Agenda Paper at the stage is had reached at prorogation, 103. Reported (*Sessional Paper No. 30*), 121. Motion for 2nd R. (Lt-G.); debate; motion adopted; 2nd R.; referred to Committee on Labour and Manpower, 150. Reprint of Bill tabled, 314. Reported (*Sessional Paper No. 179*), 324. Consideration of report; report adopted; motion for 3rd R.; debate; debate concluded; motion put to the vote; entry of names postponed, 335. Entry of names; motion adopted; 3rd R., 342. R. A., 399. (1979, c. 45)

Bill 183.—An Act to promote the payment of support.—Mr Bédard.—1st R., 844. Motion for 2nd R.; debate; amdot proposed; amdot rejected on div.; main motion adopted; 2nd R.; referred to Committee on Justice, 855. Reported (*Sessional Paper No. 616*), 869. Consideration of report; debate; debate concluded; report adopted; 3rd R., 878. R. A., 885. (1980, c. 21)

Bill 187.—An Act respecting BNP Canada Inc.—Mr Michaud.—1st R.; referred to Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions, 853. Reported (*Sessional Paper No. 618*); report adopted, 870. Order to suspend Standing Order 118A, 878. 2nd and 3rd R., 880. R. A., 885. (1980, *insert here the chapter number*)

Bill 189.—An Act respecting the Fédération des Magasins Co-op.—Mr Bertrand.—1st R., 602. 1st R. confirmed, 609. 2nd R.; in Committee of the Whole; reported; report adopted; 3rd R., 659. R. A., 671. (1979, c. 89)

Bill 190.—An Act respecting the Common of the Seigniorship of Yamaska.—Mr Bertrand.—1st R.; referred to Committee on Justice, 501. 1st R. confirmed, 609. Consideration of Bill deferred to a later date, 663.

Bill 191.—An Act to regulate the use of tobacco in public places.—Mr Blank.—1st R., 184. 1st R. confirmed, 609.

Bill 192.—An Act respecting La Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec.—Mr Bertrand.—1st R., 602. 1st R. confirmed, 609. 2nd R.; in Committee of the Whole; reported; report adopted; 3rd R., 658. R. A., 672. (1979, c. 90)

Bills:—Continued

Bill 193.—An Act to amend the Farm Products Marketing Act.—Mr Du-bois.—1st R., 129. 1st R. confirmed, 609.

Bill 194.—An Act respecting parcels of land of the Fabrique de la paroisse de Saint-Elzéar.—Mr Ouellette.—1st R.; referred to Committee on Justice, 805. Reported (*Sessional Paper No. 615*); report adopted, 869. Order to suspend Standing Order 118A; 2nd and 3rd R., 878. R. A., 885. (1980, *insert here the chapter number*)

Bill 195.—An Act to amend the Election Act.—Mr Gratton.—1st R., 136. 1st R. confirmed, 609.

Bill 196.—An Act to amend the Act respecting the Fédération de Québec des Unions régionales des Caisses Populaires Desjardins.—Mr Clair.—1st R., 306. Motion for 2nd R.; debate; motion adopted; 2nd R.; in Committee of the Whole; amended; reported; report adopted, 350. 3rd R., 355. R. A., 399. (1979, c. 46)

Bill 197.—An Act respecting parcels of land of the Fabrique de la paroisse de Saint-Édouard de Lotbinière.—Mr Biron.—1st R.; referred to Committee on Justice, 805. Reported (*Sessional Paper No. 615*); report adopted, 869. Order to suspend Standing Order 118A, 878. 2nd and 3rd R., 879. R. A., 885. (1980, *insert here the chapter number*)

Bill 198.—Delegated Legislation Act.—Mr Forget.—1st R., 332. 1st R. confirmed, 609.

Bill 199.—An Act to again amend the Election Act.—Mr Grenier.—1st R., 426. 1st R. confirmed, 609.

Bill 200.—An Act to amend the Charter of the city of Montréal.—Mr Laplante.—Report of Law Clerk tabled (*Sessional Paper No. 403*), 590. 1st R.; referred to Committee on Municipal Affairs, 591. 1st R. confirmed, 609. Reported (*Sessional Paper No. 498*), 721. 2nd R.; in Committee of the Whole; amended; reported; report adopted; 3rd R., 805. R. A., 807. (1980, *insert here the chapter number*)

Bill 204 —An Act respecting the town of Gagnon.—Mr Perron.—Report of Law Clerk tabled (*Sessional Paper No. 339*), 500. 1st R.; referred to Committee on Municipal Affairs, 501. 1st R. confirmed, 609. Reported (*Sessional Paper No. 498*); report adopted, 721. 2nd and 3rd R., 806. R. A., 807. (1980, *insert here the chapter number*)

Bill 205.—An Act to amend the charter of the city of Verdun.—Mr Lalonde.—Report of Law Clerk tabled (*Sessional Paper No. 452*), 642. 1st R., 642. Referred to Committee on Municipal Affairs, 643. Reported (*Sessional Paper*

Bills:—Continued

No. 498); report adopted, 721. 2nd and 3rd R., 806. R. A., 807. (1980, *insert here the chapter number*)

Bill 207.—An Act respecting the Malvina Beauchamp estate.—Mr Godin.—Report of Law Clerk tabled (*Sessional Paper No. 170*), 305. 1st R.; referred to Committee on Justice, 306. Reported (*Sessional Paper No. 190*); report adopted, 339. 2nd and 3rd R., 377. R. A., 399. (1979, c. 98)

Bill 208.—An Act to repeal the Act respecting the Collège Saint-Paul.—Mr Laplante.—Report of Law Clerk tabled (*Sessional Paper No. 544*), 802. 1st R.; referred to Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions, 804. Reported (*Sessional Paper No. 618*); report adopted, 870. 2nd and 3rd R., 879. R. A., 885. (1980, *insert here the chapter number*)

Bill 209.—An Act to annex certain territories to the territory of the town of Fermont.—Mr Perron.—Report of Law Clerk tabled (*Sessional Paper No. 330*), 489. 1st R.; referred to Committee on Municipal Affairs, 490. 1st R. confirmed, 609. Reported (*Sessional Paper No. 498*); report adopted, 721. 2nd and 3rd R., 806. R. A., 807. (1980, *insert here the chapter number*)

Bill 213.—An Act respecting the company Centre de rénovation La Tuque Inc.—Mr Jolivet.—Report of Law Clerk tabled (*Sessional Paper No. 83*); 1st R.; referred to Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions, 190. Consideration of Bill suspended (*Sessional Paper No. 172*), 313. Reported (*Sessional Paper No. 402*), 590. 1st R. confirmed, 609. 2nd and 3rd R., 657. R. A., 672. (1979, c. 116)

Bill 216.—An Act to amend the Charter of the city of Québec.—Mr Guay.—Report of Law Clerk tabled (*Sessional Paper No. 403*), 590. 1st R.; referred to Committee on Municipal Affairs, 591. 1st R. confirmed, 609. Reported (*Sessional Paper No. 498*); report adopted, 721. 2nd R.; in Committee of the Whole; amended; reported; report adopted; 3rd R., 805. R. A., 807. (1980, *insert here the chapter number*)

Bill 217.—An Act to amend the Act to incorporate the "Monastère des Augustines Hospitalières de Lévis".—Mr Ouellette.—Report of Law Clerk tabled (*Sessional Paper No. 317*), 476. 1st R.; referred to Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions, 477. Reported (*Sessional Paper No. 402*); report adopted, 590. 1st R. confirmed, 609. 2nd and 3rd R., 657. R. A., 672. (1979, c. 117)

Bill 218.—An Act respecting the municipal corporation of the parish of Notre-Dame de l'Île Perrot.—Mr Dussault.—Report of Law Clerk tabled (*Sessional Paper No. 377*), 546. 1st R.; referred to Committee on Municipal Affairs, 546. 1st R. confirmed, 609. Reported (*Sessional Paper No. 468*); report adopted, 662. 2nd and 3rd R., 664. R. A., 672. (1979, c. 118)

Bills:—Continued

Bill 219.—An Act respecting Les Augustines de la miséricorde de Jésus du monastère de Roberval.—Mr Lamontagne.—Report of Law Clerk tabled (*Sessional Paper No. 317*), 476. 1st R.; referred to Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions, 477. Reported (*Sessional Paper No. 402*); report adopted, 590. 1st R. confirmed, 609. 2nd and 3rd R., 657. R. A., 672. (1979, c. 119)

Bill 220.—An Act to amend the charter of Le prêt hypothécaire.—Mr Bertrand.—Report of Law Clerk tabled (*Sessional Paper No. 147*), 274. 1st R.; referred to Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions, 275. Reported (*Sessional Paper No. 172*); report adopted, 313. 2nd and 3rd R., 378. R. A., 399. (1979, c. 99)

Bill 222.—An Act respecting the Société mutuelle de réassurance du Québec.—Mr Bertrand.—Report of Law Clerk tabled (*Sessional Paper No. 147*), 274. 1st R.; referred to Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions, 275. Reported (*Sessional Paper No. 172*); report adopted, 313. 2nd and 3rd R., 378. R. A., 399. (1979, c. 100)

Bill 226.—An Act respecting the town of Fermont.—Mr Perron.—Report of Law Clerk tabled (*Sessional Paper No. 544*), 802. 1st R.; referred to Committee on Municipal Affairs, 804.

Bill 227.—An Act respecting the town of Brossard.—Mr Michaud.—Report of Law Clerk tabled (*Sessional Paper No. 87*); 1st R.; referred to Committee on Municipal Affairs, 196. Reported (*Sessional Paper No. 153*); report adopted, 283. 2nd and 3rd R., 378. R. A., 399. (1979, c. 101)

Bill 228.—An Act respecting the estate of Pierre Victor Rougier.—Mr Paquette.—Report of Law Clerk tabled (*Sessional Paper No. 136*); 1st R.; referred to Committee on Justice, 256. Reported (*Sessional Paper No. 190*); report adopted, 339. 2nd and 3rd R., 378. R. A., 399. (1979, c. 102)

Bill 230.—An Act respecting the city of Saint-Jean-sur-Richelieu.—Mr Proulx.—Report of Law Clerk tabled (*Sessional Paper No. 381*), 553. 1st R., referred to Committee on Municipal Affairs, 554. 1st R. confirmed, 609. Consideration of Bill suspended, 662.

Bill 231.—An Act respecting the Hellenic Community of Montreal.—Mr Godin.—Report of Law Clerk tabled (*Sessional Paper No. 544*), 802. 1st R.; referred to Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions, 804. Reported (*Sessional Paper No. 618*); report adopted, 870. 2nd and 3rd R., 880. R. A., 885. (1980, insert here the chapter number)

Bill 232.—An Act respecting the Cooperative Agricultural Association of the township of Granby.—Mr Verreault.—Report of Law Clerk tabled (*Sessional Paper No. 132*), 249. 1st R.; referred to Committee on Consumer Affairs,

Bills:—Continued

Cooperatives and Financial Institutions, 250. Reported (*Sessional Paper No. 172*); reported, 313. 2nd and 3rd R., 378. R. A., 399. (1979, c. 103)

Bill 233.—An Act respecting the Club de golf Montmagny inc.—Mr Giason.—Report of Law Clerk tabled (*Sessional Paper No. 393*), 579. 1st R.; referred to Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions, 579. Reported (*Sessional Paper No. 402*); report adopted, 590. 1st R. confirmed, 609. 2nd and 3rd R., 658. R. A., 672. (1979, c. 120)

Bill 234.—An Act respecting the Julien Levasseur estate.—Mr Marcoux.—Report of Law Clerk tabled (*Sessional Paper No. 47*), 142. 1st R.; referred to Committee on Justice, 142. Reported (*Sessional Paper No. 190*); report adopted, 339. 2nd and 3rd R., 378. R. A., 399. (1979, c. 104)

Bill 235.—An Act respecting the creation of two new municipalities in the county of Rivière-du-Loup.—Mr Boucher.—Report of Law Clerk tabled (*Sessional Paper No. 544*), 802. 1st R.; referred to Committee on Municipal Affairs, 804.

Bill 236.—An Act respecting the amalgamation of Magasin Co-Op de Sainte-Hénédine and Société coopérative agricole Etchemin.—Mr Ouellette.—Report of Law Clerk tabled (*Sessional Paper No. 384*), 561. 1st R.; referred to Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions, 562. Reported (*Sessional Paper No. 402*); report adopted, 590. 1st R. confirmed, 609. 2nd and 3rd R., 657. R. A., 672. (1979, c. 121)

Bill 237.—An Act to amend the charter of Crédit Foncier Franco-Canadien.—Mr Clair.—Report of Law Clerk tabled (*Sessional Paper No. 147*), 274. 1st R.; referred to Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions, 275. Reported (*Sessional Paper No. 172*); report adopted, 313. 2nd and 3rd R., 378. R. A., 399. (1979, c. 105)

Bill 238.—An Act respecting the Joseph L. Greenspon estate.—Mr Blank.—Report of Law Clerk tabled (*Sessional Paper No. 325*), 485. 1st R.; referred to Committee on Justice, 485. 1st R. confirmed, 609. Reported (*Sessional Paper No. 469*); report adopted, 663. 2nd and 3rd R., 665. R. A., 672. (1979, c. 122)

Bill 239.—An Act respecting the Nicholas (Nicolas) Minailo estate.—Mr Laplante.—Report of Law Clerk tabled (*Sessional Paper No. 47*), 142. 1st R.; referred to Committee on Justice, 142. Reported (*Sessional Paper No. 190*); report adopted, 339. 2nd and 3rd R., 379. R. A., 399. (1979, c. 106)

Bill 241.—An Act to amend the Act to incorporate The Sisters of St. Joseph of St. Hyacinthe.—Mr Cordeau.—Report of Law Clerk tabled (*Sessional Paper No. 377*), 546. 1st R.; referred to Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions, 547. Reported (*Sessional Paper*

Bills:—Continued

No. 402); report adopted, 590. 1st R. confirmed, 609. 2nd and 3rd R., 658. R. A., 672. (1979, c. 124)

Bill 242.—An Act respecting an immoveable of Les Soeurs Servantes du Saint-Coeur de Marie.—Mr Gravel.—Report of Law Clerk tabled (*Sessional Paper No. 544*), 802. 1st R.; referred to Committee on Justice, 804. Reported (*Sessional Paper No. 615*); report adopted, 869. 2nd and 3rd R., 878. R. A., 885. (1980, *insert here the chapter number*)

Bill 244.—An Act to amend the Charter of the city of Hull.—Mr Bertrand.—1st R.; referred to Committee on Municipal Affairs, 457. 1st R. confirmed, 609. Reported (*Sessional Paper No. 468*); report adopted, 662. 2nd and 3rd R., 665. R. A., 672. (1979, c. 124)

Bill 245.—An Act respecting the city of Pointe-aux-Trembles.—Mr Lefebvre.—Report of Law Clerk tabled (*Sessional Paper No. 83*); 1st R.; referred to Committee on Municipal Affairs, 190. Reported (*Sessional Paper No. 153*); report adopted, 283. 2nd and 3rd R., 379. R. A., 399. (1979, c. 107)

Bill 248.—An Act respecting the Charles Frenette estate.—Mr Bertrand.—Report of Law Clerk tabled (*Sessional Paper No. 121*), 229. 1st R.; referred to Committee on Justice, 230. Reported (*Sessional Paper No. 190*); report adopted, 339. 2nd and 3rd R., 377. R. A., 399. (1979, c. 108)

Bill 251.—An Act respecting the City of Saint-Laurent.—Mr Forget.—Report of Law Clerk tabled (*Sessional Paper No. 453*), 642. 1st R.; referred to Committee on Municipal Affairs, 643. Reported (*Sessional Paper No. 498*); report adopted, 721. 2nd and 3rd R., 806. R. A., 807. (1980, *insert here the chapter number*)

Bill 252.—An Act respecting certain immoveables of the cadastre of the parish of Saint-Jean-Chrysostôme, registration division of Châteauguay.—Mr Dubois.—Report of Law Clerk tabled (*Sessional Paper No. 439*); 1st R.; referred to Committee on Justice, 636. Reported (*Sessional Paper No. 469*); report adopted, 663. 2nd and 3rd R., 665. R. A., 672. (1979, c. 125)

Bill 254.—An Act respecting Lambda Chi Alpha (McGill) Housing Corporation.—Mr Ciaccia.—Report of Law Clerk tabled (*Sessional Paper No. 111*), 215. 1st R.; referred to Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions, 216. Reported (*Sessional Paper No. 172*); report adopted, 313. 2nd and 3rd R., 379. R. A., 400. (1979, c. 109)

Bill 257.—An Act to incorporate the Société de la centrale de traitement d'eau de Chambly-Marierville-Richelieu.—Mr Beauséjour.—Report of Law Clerk tabled (*Sessional Paper No. 186*); 1st R.; referred to Committee on Municipal Affairs, 332. Reported (*Sessional Paper No. 192*); report adopted, 341. 2nd and

Bills:—Continued

3rd R., 379. 3rd R. rescinded; referred to Committee of the Whole; amended; reported; report adopted; 3rd R., 392. R. A., 400. (1979, c. 110)

Bill 261.—An Act to amend the charter of Crédit Foncier Franco-Canadien.—Mr Michaud.—Report of Law Clerk tabled (*Sessional Paper No. 574*), 844. 1st R.; referred to Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions, 845. Reported (*Sessional Paper No. 618*); report adopted, 870. 2nd and 3rd R., 880 R. A., 885. (1980, *insert here the chapter number*)

Bill 262.—An Act respecting Claude Desfossés.—Mr Paquette.—Report of Law Clerk tabled (*Sessional Paper No. 136*); 1st R.; referred to Committee on Justice, 256. Reported (*Sessional Paper No. 190*); report adopted, 339. 2nd and 3rd R., 379. R. A., 400. (1979, c. 111)

Bill 263.—An Act respecting the municipality of Notre-Dame-de-la-Merci.—Mr Chevette.—Report of Law Clerk tabled (*Sessional Paper No. 574*), 844. 1st R.; referred to Committee on Municipal Affairs, 845. Reported (*Sessional Paper No. 614*); report adopted, 868. 2nd and 3rd R., 877. R. A., 885. (1980, *insert here the chapter number*)

Bill 267.—An Act respecting the town of Dégelis.—Mr Lévesque (Kamou-raska-Témiscouata).—Report of Law Clerk tabled (*Sessional Paper No. 64*); 1st R.; referred to Committee on Municipal Affairs, 162. 1st R. confirmed, 609.

Bill 268.—An Act respecting the city of Chicoutimi.—Mr Desbiens.—Report of Law Clerk tabled (*Sessional Paper No. 585*), 853. 1st R.; referred to Committee on Municipal Affairs, 854. Reported (*Sessional Paper No. 614*); report adopted, 868. 2nd and 3rd R., 877. R. A., 885. (1980, *insert here the chapter number*)

Bill 273.—An Act to amend the Central Québec Industrial Park Corporation Act.—Mr Fontaine.—Report of Law Clerk tabled (*Sessional Paper No. 111*), 215. 1st R.; referred to Committee on Municipal Affairs, 216. Reported (*Sessional Paper No. 153*); report adopted, 283. 2nd and 3rd R., 379. R. A., 400. (1979, c. 112)

Bill 275.—An Act respecting the town of Anjou.—Mr Laplante.—Report of Law Clerk tabled (*Sessional Paper No. 31*), 121. 1st R.; referred to Committee on Municipal Affairs, 121. Reported (*Sessional Paper No. 153*); report adopted, 283. 2nd and 3rd R., 379. 3rd R. rescinded; referred to Committee of the Whole; amended; reported; report adopted; 3rd R., 395. R. A., 400. (1979, c. 113)

Bill 278.—An Act respecting the town of Sainte-Agathe-des-Monts.—Mr Clair.—Report of Law Clerk tabled (*Sessional Paper No. 128*), 239. 1st R.; referred to Committee on Municipal Affairs, 240. Reported (*Sessional Paper No. 153*); report adopted, 283. 2nd and 3rd R., 380. R. A., 400. (1979, c. 114)

Bills:—Continued

Bill 279.—An Act respecting L'Oeuvre Pontificale de la Propagation de la Foi (Conseil de Québec).—Mr Bertrand.—Report of Law Clerk tabled (*Sessional Paper No. 128*), 239. 1st R.; referred to Committee on Municipal Affairs, 240. 1st R. confirmed, 609.

Bill 280.—An Act to amend the Act respecting the city of Salaberry-de-Valleyfield.—Mr Lavigne.—Report of Law Clerk tabled (*Sessional Paper No. 301*), 463. 1st R.; referred to Committee on Municipal Affairs, 464. 1st R. confirmed, 609. Reported (*Sessional Paper No. 468*); report adopted, 662. 2nd and 3rd R., 665. R. A., 673. (1979, c. 126)

Bill 281.—An Act respecting the Séminaire de Québec.—Mr Guay.—Report of Law Clerk tabled (*Sessional Paper No. 95*); 1st R.; referred to Committee on Education, 204. Reported (*Sessional Paper No. 118*), 224. 2nd and 3rd R., 243. R. A., 245. (1979, c. 96)

Bill 284.—An Act to repeal the Charter of the Société de Saint-Jean-Baptiste diocésaine de Rimouski.—Mr Marcoux.—Report of Law Clerk tabled (*Sessional Paper No. 95*), 204. 1st R.; referred to Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions, 205. Reported (*Sessional Paper No. 172*); report adopted, 313. 2nd and 3rd R., 380. R. A., 400. (1979, c. 115)

BNP CANADA INC.:—An Act respecting—. Bill 187.

BOOK INDUSTRY:—An Act respecting the development of Québec firms in the—. Bill 51.

BROSSARD:—An Act respecting the town of—. Bill 227.

Budget and Estimates:

For the fiscal year ending 31 March 1980:

Bills 15, 46 and 64.

Budget tabled:

Sessional Paper No. 28, 117.

Sessional Paper No. 351, 519.

Order concerning the consideration of the provisional appropriations, 112.

Committee of the Whole for the consideration of the estimates, 119; 201; 543; 586.

Reports, 119; 587.

Budget and Estimates:—Continued

For the fiscal year ending 31 March 1981:

Bills 90 and 106.

Budget tabled:

Sessional Paper No. 511, 755.

Committee of the Whole for the consideration of the estimates, 757; 782; 840.

Reports, 782; 840.

Motion:“That the estimates of each Department be referred to the appropriate Standing Committee for consideration, with the exception of the estimates of the National Assembly and any other estimates which shall be deemed expedient by the Government House Leader to refer to the Committee of the Whole,” Motion adopted, 117; 755.

Sittings of the Standing Committees of the National Assembly for the consideration of the estimates of the Departments, for 1979/80 and 1980/81:

Committee on Agriculture, Fisheries and Food, 218; 225; 230; 231; 242; 839; 845; 846; 847; 855.

Committee on the Civil Service, 125; 131; 781.

Committee on Communications, 156; 163; 170; 781; 786; 787.

Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions, 174; 181; 182; 187; 816; 830.

Committee on Cultural Affairs, 191; 821; 829.

Committee on Education, 191; 196; 211; 212; 217; 218; 811; 816; 821.

Committee on Energy and Resources, 155; 170; 187; 789; 790; 795; 796.

Committee on Finance and Public Accounts, 215; 276; 820; 829.

Committee on Immigration, 175; 786; 787.

Committee on Industry, Trade and Tourism, 251; 258; 264; 780; 781; 786; 787.

Budget and Estimates:—Continued

Committee on Intergovernmental Affairs, 248; 250; 838; 839.

Committee on Justice, 144; 149; 155; 156; 845; 846; 847.

Committee on Labour and Manpower, 241; 248; 252; 835; 838; 839.

Committee on Lands and Forests, 175; 181; 182.

Committee on Municipal Affairs, 138; 139; 143; 144; 816; 830.

Committee on the National Assembly, 264; 276.

Committee on the Presidency of the Council and the Constitution, 264; 276; 846; 854.

Committee on Professional Corporations, 218; 821.

Committee on the Protection of the Environment, 125; 130; 131; 795; 811; 812.

Committee on Public Works and Supply, 251; 258; 845.

Committee on Recreation, Fish and Game, 139, 143; 144; 149; 795; 811; 812.

Committee on Revenue, 264; 821.

Committee on Social Affairs, 218; 225; 231; 241; 248; 252; 821; 829; 835.

Committee on Transport, 191; 197; 211; 212; 790; 796.

*Report grouping the reports of the Standing Committees which considered the estimates of the budget for the 1979/80 fiscal year:—*Tabled, 279. (Sessional Paper No. 150). Report adopted, 280.

*Report grouping the reports of the Standing Committees which considered the estimates of the budget for the 1980/81 fiscal year:—*Tabled, 860. (Sessional Paper No. 590). Report adopted, 883.

BUDGET SPEECH:

Debate on the budget speech (1979/80), 117. Debate adjourned, 117. Resuming debate; 1st motion of no-confidence proposed; debate adjourned, 126; 145; 165. Resuming debate; 2nd motion of no-confidence proposed; Sessional Paper No. 88 tabled; debate concluded; motions of no-confidence rejected on div. (votes); main motion adopted on div. (vote), 197-199.

Budget Speech:—Continued

Debate on the budget speech (1980/81), 755. Debate adjourned, 755. Resuming debate; motions of no-confidence proposed; debate adjourned, 771, 772. Resuming debate; debate adjourned, 787; 797; 799. Resuming debate; debate concluded; motions of no-confidence put to the vote; entry of names postponed, 822, 823. Entry of names; motions rejected on div. (votes); main motion adopted on div. (vote), 825-828.

BUILDING CONTRACTORS VOCATIONAL QUALIFICATIONS:—An Act to again amend the Act respecting—, and respecting other legislation. Bill 94.

C

CENTRAL QUÉBEC INDUSTRIAL PARK CORPORATION ACT:—An Act to amend the—. Bill 273.

CENTRE DE RÉNOVATION LA TUQUE INC.:—An Act respecting the company—. Bill 213.

CERTIFIED TECHNICIANS:—An Act to repeal the Act respecting—, and to amend certain legislative provisions. Bill 98.

CHARTER OF THE CITY OF HULL:—An Act to amend the—. Bill 244.

CHARTER OF THE CITY OF MONTRÉAL:—An Act to amend the—. Bill 200.

CHARTER OF THE CITY OF QUÉBEC:—An Act to amend the—, the Charter of the City of Montreal and other legislation. Bill 22.

CHARTER OF THE CITY OF QUÉBEC:—An Act to amend the—. Bill 216.

CHARTER OF THE CITY OF VERDUN:—An Act to amend the—. Bill 205.

CHICOUTIMI:—An Act respecting the city of—. Bill 268.

CHILD DAY CARE:—An Act respecting—. Bill 77.

CIVIL CODE:—An Act to amend the—. Bill 31.

CIVIL CODE:—An Act to establish a new—, and to reform family law. Bill 89.

CLUB DE GOLF MONTMAGNY INC.:—An Act respecting the—. Bill 233.

CODE OF CIVIL PROCEDURE:—An Act to amend the—, and other legislation. Bill 40.

COLLECTION OF CERTAIN DEBTS:—An Act respecting the—. Bill 54.

COLLÈGE SAINT-PAUL:—An Act to repeal the Act respecting the—. Bill 208.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE:—Renewal of mandates, and appointments to the—, 871.

Committees of the National Assembly (at prorogation of the 4th Session of the 31st Legislature):

Committee on Agriculture, Fisheries and Food:—Members and participating members appointed, 75. Reports, 380; 578; 584; 640.

Committee on the Civil Service:—Members and participating members appointed, 76.

Committee on Communications:—Members and participating members appointed, 75.

The Committee to sit for the consideration of Bills 4 and 5. Reports, 262; 341; 407.

Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions:—Members and participating members appointed, 75. Reports, 224; 313; 380; 511; 540; 590; 870.

Committee on Cultural Affairs:—Members and participating members appointed, 74. Reports, 305; 407; 525.

Committee on Education:—Members and participating members appointed, 76. Reports, 224; 347; 362; 641.

The Committee to sit for the consideration of Bills 24 and 25. Reports, 291; 362.

Committee on Energy and Resources:—Members and participating members appointed, 78, (*Committee on Natural Resources and Committee on Lands and Forests*). Report, 553.

The Committee to sit for the consideration of Bill 121. Report, 319.

The Committee to sit to meet with the parties concerned by the Hydro-Québec conflict, 619. Report, 621.

Committee on Finance and Public Accounts:—Members and participating members appointed, 76. Report, 347.

Committee on Financial Commitments:—Members and participating members appointed, 76.

Committees of the National Assembly:—Continued

Sittings (4th Session, 31st Legislature): 22, 23 and 28 March, 3 and 31 May, 9 and 30 August, 25 October, 29 November 1979; 31 January, 28 February, 27 March and 5 June 1980.

*Committee on Immigration:—*Members and participating members appointed, 77.

*Committee on Industry, Trade and Tourism:—*Members and participating members appointed, 77. Report, 384.

The Committee to sit for consideration of the Industrial Recovery Programme of Marine Industries Limited, 300.

The Committee to sit to hear officials of the General Investment Corporation of Québec, 527. Report, 578.

The Committee to sit to hear officials of Sidbec on Bill 73. Report, 596. Consideration of Bill following second reading. Report, 641.

The Committee to sit for discussion of Directive No. 2 regarding the General Investment Corporation of Québec. Report, 666.

*Committee on Intergovernmental Affairs:—*Members and participating members appointed, 75.

*Committee on Justice:—*Members and participating members appointed, 77. Reports, 339; 362; 380; 406; 407; 545; 640; 662; 663; 869.

The Committee to sit for the consideration of the proposed family law reform. Report, 124.

*Committee on Labour and Manpower:—*Members and participating members appointed, 79.

The Committee to sit for the consideration of the implementation of the regulations respecting placements in the construction industry. Report, 85.

The Committee to sit for the consideration of Bill 126, An Act respecting labour standards. Reports, 121; 324.

The Committee to sit for the consideration of Bill 17. Reports, 431 and 636.

The Committee to sit to hear union representatives of the City of Montreal blue-collar workers. Report, 749.

Committees of the National Assembly:—Continued

*Committee on Municipal Affairs:—*Members and participating members appointed, 75. Reports, 189; 283; 292; 340; 341; 596; 662; 721; 868.

The Committee, as formed during the last Session, to sit for the consideration of Bill 107, 3. Reports, 120; 425.

The Committee to sit for the consideration of Bill 125. Reports, 179; 422.

The Committee to sit to hear the representatives of the FCSQ, the UMQ and the UCCQ in regard to the terms and conditions of Bill 57, 570. Report, 667.

The Committee to sit for the consideration of Bill 105. Report, 875.

*Committee on the National Assembly:—*Appointed, 3. Members appointed, 3. Reports, 73; 280.

The Committee to sit to consider the report of the Subcommittee on Members' allowances. Report, 215.

The Subcommittee to sit in camera to discuss Québec Government corporations, 442.

The Committee to sit to make necessary changes in the membership of various Standing Committees, and to hear the Members of the Commission de la représentation. Report, 776.

The Committee to sit to consider the regulations ensuing from the Election Act. Report, 844.

The Committee to sit to form a Subcommittee for the consideration of a draft Bill respecting the National Assembly. Verbal report and members appointed, 876.

*Committee on the Presidency of the Council and the Constitution:—*Members and participating members appointed, 77. Reports, 546; 869.

The Committee to sit for the purpose of hearing the members of the Standing Commission on Reform of the Electoral Districts, 477. Report, 489.

*Committee on Professional Corporations:—*Members and participating members appointed, 76.

Committees of the National Assembly:—Continued

The Committee to sit for the consideration of the draft regulations respecting authorized medical and nursing procedures. Reports, 162; 859.

*Committee on the Protection of the Environment:—*Members and participating members appointed, 78. Reports, 476; 852.

*Committee on Public Works and Supply:—*Members and participating members appointed, 79.

*Committee on Recreation, Fish and Game:—*Members and participating members appointed, 78. (*Committee on Youth, Recreation and Sports and Committee on Tourism, Fish and Game*). Reports, 362; 631.

*Committee on Revenue:—*Members and participating members appointed, 78. Reports, 351; 870.

*Committee on Social Affairs:—*Members and participating members appointed, 75. Reports, 314; 525; 596.

The Committee to sit for the consideration of Bill 1. Report, 223.

The Committee to sit for the consideration of the Draft Bill respecting child day-care services. Report, 453.

*Committee on Transport:—*Members and participating members appointed, 78.

The Committee to sit to hear representatives of organizations in regard to the reform of the Highway Code, 353. Report, 406.

The Committee to sit to consider the CEGIR Report on the Québec Transport Commission. Report, 407.

*Standing Committees:—*Chairmen and members of the various—, appointed, 74. Changes made to the list of Members of the—, 280 (*Sessional Paper No. 151*). New list of—, 477; 776. New list of Union Nationale Members of the—, 737.

COMMON OF THE SEIGNIORY OF YAMASKA:—An Act respecting the—. Bill 190.

COMMUNAUTÉ URBAINE DE MONTRÉAL:—An Act respecting the—. Bill 112.

COMPANIES ACT:—An Act to amend the—, and other legislation. Bill 34.

CONFÉDÉRATION DES CAISSES POPULAIRES ET D'ÉCONOMIE DES JARDINS DU QUÉBEC:—An Act respecting the—. Bill 192.

CONSEIL DES COLLÈGES:—An Act respecting the—. Bill 24.

CONSTITUT OR TENURE SYSTEM ACT:—An Act to amend the—. Bill 52.

COOPERATIVE AGRICULTURAL ASSOCIATION OF THE TOWNSHIP OF GRANBY:—
An Act respecting the—. Bill 232.

COOPERATIVE ASSOCIATIONS ACT:—An Act to amend the—. Bill 19.

COURTS OF JUSTICE ACT:—An Act to amend the—, the Government and Public
Employees Retirement Plan and other legislation. Bill 49.

CRÉDIT FONCIER FRANCO-CANADIEN:—An Act to amend the charter of—.
Bill 237.

CRÉDIT FONCIER FRANCO-CANADIEN:—An Act to amend the charter of—. Bill
261.

CROP INSURANCE ACT:—An Act to amend the—, and the Act respecting farm
income stabilization insurance. Bill 59.

D

Debates at Adjournment (under Standing Order 174):

Mr Fontaine:—An industrial waste spill in the Bécancour industrial park,
126.

Mr Fontaine:—The dossier on La Parmentière Inc., 438. Debate postponed,
439. Debate, 444.

Mr Goldbloom:—Pre-election publicity, and the spirit and the letter of the
Election Act and the Act to govern the financing of political parties, 97.
Sessional Paper No. 19 was tabled at the end of the debate.

Mr Grenier:—The federal-provincial agreement on the pulp and paper
industry, 225.

Mr Lamontagne:—The bankruptcy of Thibeault et Associés inc., 112.

DÉGELIS:—An Act respecting the town of—. Bill 267.

DELEGATED LEGISLATION ACT:—Bill 198.

DEMOCRATIC PROCEDURE AND THE REMUNERATION OF ELECTED OFFICIALS, IN
MUNICIPALITIES:—An Act to amend certain provisions of law respecting—.
Bill 105.

DEPARTMENTS:—An Act respecting certain government—. Bill 66.

DESFOSSÉS:—An Act respecting Claude—. Bill 262.

E

EDUCATION ACT:—An Act to amend the—. Bill 30.

EDUCATION ACT:—An Act to again amend the—. Bill 71.

EDUCATIONAL PROGRAMMING:—An Act respecting—. Bill 4.

ELECTION ACT:—Bill 9.

ELECTION ACT:—An Act to amend the—. Bill 195.

ELECTION ACT:—An Act to again amend the—. Bill 199.

ELECTION ACT:—An Act to again amend the—. Bill 58.

ELECTIONS:—An Act to amend various provisions respecting—. Bill 111.

ELECTIONS IN CERTAIN MUNICIPALITIES:—An Act to amend the Act respecting the—, and amending the Cities and Towns Act. Bill 44.

ELECTORAL REPRESENTATION:—Appointments to the Commission de la représentation, 668.

ELECTORAL REPRESENTATION:—An Act respecting—. Bill 10.

ELECTORAL REPRESENTATION:—An Act to amend the Act respecting—, and the Territorial Division Act. Bill 95.

ELECTRICITY MUNICIPALIZATION ACT:—An Act to amend the—, and the Rural Electrification Act. Bill 87.

ENERGY AND RESOURCES:—An Act respecting the Ministère de l'énergie et des ressources. Bill 72.

ENVIRONMENT:—An Act respecting the Ministère de l'environnement. Bill 50.

F

FABRIQUE DE LA PAROISSE DE SAINT-ÉDOUARD DE LOTBINIÈRE:—An Act respecting parcels of land of the—. Bill 197.

FABRIQUE DE LA PAROISSE DE SAINT-ELZÉAR:—An Act respecting parcels of land of the—. Bill 194.

FAMILY ALLOWANCES ACT IN ITS APPLICABILITY TO HANDICAPPED CHILDREN:—An Act to amend the—. Bill 76.

FAMILY LAW:—An Act to establish a new Civil Code and to reform—. Bill 89.

FARM PRODUCTS MARKETING ACT:—An Act to amend the—. Bill 193.

FÉDÉRATION DE QUÉBEC DES UNIONS RÉGIONALES DES CAISSES POPULAIRES DESJARDINS:—An Act to amend the Act respecting the—. Bill 196.

FÉDÉRATION DES MAGASINS CO-OP:—An Act respecting the—. Bill 189.

FERMONT:—An Act to annex certain territories to the territory of the town of—. Bill 209.

FERMONT:—An Act respecting the town of—. Bill 226.

FINANCING OF POLITICAL PARTIES:—Salaries of members, 873.

FINANCING OF POLITICAL PARTIES:—An Act to amend the Act to govern the—. Bill 47.

FINANCING OF POLITICAL PARTIES:—An Act to again amend the Act to govern the—. Bill 99.

FORESTRY FUND:—An Act respecting the—. Bill 86.

FRENETTE ESTATE:—An Act respecting the Charles—. Bill 248.

FUEL TAX ACT:—An Act to amend the—. Bill 65.

FUEL TAX ACT:—An Act to again amend the—, and other legislation. Bill 103.

G

GAGNON:—An Act respecting the town of—. Bill 204.

GENERAL AND VOCATIONAL COLLEGES ACT:—An Act to amend the—. Bill 25.

GOVERNMENT AND PUBLIC EMPLOYEES RETIREMENT PLAN:—An Act to amend the Courts of Justice Act, the—, and other legislation. Bill 49.

GOVERNMENT AND PUBLIC EMPLOYEES RETIREMENT PLAN:—An Act to amend the Act respecting the—, the Act respecting the Teachers Pension Plan and the Act respecting the Civil Service Superannuation Plan. Bill 108.

GRAIN ACT:—Bill 75.

GREENSPON ESTATE:—An Act respecting the Joseph L.—. Bill 238.

H

HELLENIC COMMUNITY OF MONTREAL:—An Act respecting the—. Bill 231.

HYDRO-QUÉBEC:—An Act to ensure the maintaining of electrical services and to provide the conditions of employment of the employees of—. Bill 88.

I

INAUGURAL MESSAGE:—

Inaugural message by the Prime Minister, 3. Consideration; debate; debate adjourned, 3. Resuming debate; 1st motion of no-confidence proposed; debate adjourned, 80. Resuming debate; 2nd motion of no-confidence proposed; debate adjourned, 83; 87; 89; 91; 96. Resuming debate; debate concluded; motions put to the vote; entry of names postponed, 104. Entry of names; motions of no-confidence rejected, 108.

INCOME SECURITY FOR CREE HUNTERS AND TRAPPERS WHO ARE BENEFICIARIES UNDER THE AGREEMENT CONCERNING JAMES BAY AND NORTHERN QUÉBEC:—An Act respecting—. Bill 12.

INSTITUT QUÉBÉCOIS DE RECHERCHE SUR LA CULTURE:—An Act to establish the—. Bill 2.

INSURANCE:—An Act to amend the Act respecting—, and to again amend the Civil Code. Bill 36.

INTERMUNICIPAL AGREEMENTS:—An Act to amend the Municipal Code and the Cities and Towns Act in their applicability to—. Bill 74.

J

JUDGMENT RENDERED IN THE SUPREME COURT OF CANADA:—An Act respecting a—, on 13 December 1979 on the language of the legislature and the courts in Québec. Bill 82.

L

LABOUR RELATIONS IN THE CONSTRUCTION INDUSTRY:—An Act to amend the Act respecting—, and respecting the representativeness of certain representative associations. Bill 109.

LABOUR STANDARDS:—An Act to amend the Act respecting—, and the Act respecting manpower vocational training and qualification. Bill 91.

LABOUR STANDARDS:—An Act respecting—. Bill 126.

LAMBDA CHI ALPHA (McGILL) HOUSING CORPORATION:—An Act respecting—. Bill 254.

LAND USE PLANNING AND DEVELOPMENT:—An Act respecting—. Bill 125.

LANGLOIS, MRS LISE:—Appointed Member of the Commission de la fonction publique, 153.

LEGISLATION:—An Act to amend or repeal certain—. Bill 35.

LEGISLATIVE PROVISIONS:—An Act to amend various—. Bill 96.

LEVASSEUR ESTATE:—An Act respecting the Julien—. Bill 234.

LIQUOR PERMITS:—An Act respecting—. Bill 55.

M

MARITIME FISHERIES CREDIT ACT:—An Act to amend the—. Bill 29.

MINAILO ESTATE:—An Act respecting the Nicholas (Nicolas)—. Bill 239.

MINING DUTIES ACT:—An Act to amend the—. Bill 60.

MONASTÈRE DES AUGUSTINES HOSPITALIÈRES DE LÉVIS:—An Act to amend the Act to incorporate the—. Bill 217.

MONTREAL URBAN COMMUNITY ACT:—An Act to amend the—. Bill 63.

Motions of Privilege:

Motion under section 8 of the Referendum Act (1978, c. 6):

Mr Lévesque (Taillon):—Motion concerning the referendum question. Directive by the President; allocation of time; debate; amdts proposed; debate adjourned, 683-687. Resuming debate; debate adjourned, 689-691. Resuming debate; sub-amdt proposed; debate adjourned, 697-699. Resuming debate; debate adjourned, 703-706; 707-709; 712-714. Resuming debate; amdt proposed; debate adjourned, 716-718. Resuming debate; debate adjourned, 722-725; 727-730; 732-735. Resuming debate; debate concluded; amdts and

Motions of Privilege:—Continued

sub-amdt put to the vote; main motion, as amended, adopted on div. (vote), 741-748.

Motions under Standing Order 24:

Mr Biron:—The attitude of the Government in the negotiations of collective agreements in the public and parapublic sectors. Allocation of time; debate; motion rejected on div. (vote), 442.

Mr Forget:—The contemptuous and reprehensible attitude of the Government towards judicial power. Allocation of time; debate; motion rejected on div. (vote), 847.

Mr Ryan:—Motion censuring the Government for hedging and posturing in the preparation of the referendum. Allocation of time; debate; motion rejected on div. (vote), 423.

Motions proposing an emergency debate (under Standing Order 78):

Mr Biron:—The closure of the Port-Cartier I.T.T. Rayonier plant. Motion ruled out of Order by the President, 408.

Mr Bisaillon:—The difficult situation created at the Institution Charlevoix-Boyer by a labour dispute. Motion ruled out of Order by the President, 388.

Mr Fontaine:—The troubling situation in several regions as a result of the strike by Hydro-Québec. Motion ruled out of Order by the President, 591. Second motion given private consideration, 618.

Mr Grenier:—The disturbing situation in several Montreal hospitals. Motion ruled out of Order by the President, 408.

Mr Lavoie:—The strike which paralyzed the Montreal public transit system. Motion ruled out of Order by the President, 426.

Mrs Lavoie-Roux:—The alarming situation in several hospitals. Motion ruled out of Order by the President, 275.

Mrs Lavoie-Roux:—The alarming situation in several hospitals, more especially, in the Montreal region. Motion ruled in Order by the President; debate; Sessional Papers Nos. 161 and 162 tabled during debate; debate concluded, 294 and 295.

Mr Pagé:—The strike which kept public transportation at a standstill in the Québec City area. Motion ruled out of Order by the President, 300.

Motions of Privilege:—Continued

Mr Pagé:—The situation in Montreal on account of the strike of blue collar workers. Motion ruled in Order; debate; debate concluded, 703.

Mr Ryan:—The position of the Government of Québec at the constitutional conference on 9 June 1980. Motion ruled out of Order by the President, 811.

Motions under Standing Order 79:

Mr Lavoie:—Motion requesting the President to table all the documents submitted by the Commission des droits de la personne. Question given private consideration, 364, 365. Motion ruled out of Order by the President, 409.

Motions, Substantive (under Standing Order 91):

Mr Biron:—The right to strike in the public and parapublic sectors. Debate; amdt proposed; sub-amdt proposed; debate adjourned, 451, 452. Resuming debate; debate concluded; sub-amdt rejected on div. (vote); amdt adopted on div. (vote); main motion adopted (vote), 467-470.

Mr Cordeau:—The water purification programme of the Government. Debate; amdt proposed; debate concluded; motions put to the vote; entry of names postponed, 759. Entry of names; amdt adopted (vote); main motion adopted (vote), 763.

Mr Fontaine:—The government policy designed to project a more cohesive image of the Government. Debate; debate adjourned, 188. Resuming debate; amdt proposed; amdt rejected on div. (vote); main motion rejected on div. (vote), 212.

Mr Lalonde:—The convening of parliamentary committees to consider all aspects of the deficit in school board financing. Debate; debate adjourned, 792.

Mr Levesque (Bonaventure):—The sovereignty-association option of the Government. Debate; debate adjourned, 121. Resuming debate; motion rejected on div. (vote), 139.

Mr Levesque (Bonaventure):—Motion urging the Government to act upon the by-election promises of the governing party. Debate; debate adjourned, 530. Resuming debate; amdt proposed; amdt rejected on div. (vote); main motion rejected on div. (vote), 558.

Motions, Substantive:—Continued

Mr Raynauld:—The fiscal policy of the Government on automobile expenses for self-employed workers. Debate; debate adjourned, 159. Resuming debate; motion rejected on div. (vote), 170.

Mr Ryan:—Motion urging the Government to assume the leadership that devolves on Québec in order to bring about a renewed federalism. Debate; amdt proposed (ruling by the President); sub-amdt proposed; debate adjourned, 235-237. Resuming debate; 2nd sub-amdt proposed; debate concluded; 2nd sub-amdt rejected on div. (vote); 1st sub-amdt adopted on div. (vote); motion of amdt adopted on div. (vote); main motion adopted on div. (vote), 267-270.

Mr Ryan:—The use of public funds for partisan aims in the referendum. Debate; debate adjourned, 418. Resuming debate; motion rejected on div. (vote), 435.

Mr Samson:—The interest rate of the Bank of Canada. Debate; amdt proposed; sub-amdt under private consideration; debate adjourned, 487. Leave granted to postpone vote, 507. Resuming debate; sub-amdt reworded (ruling by the President); debate concluded, 508-510. Putting to the vote; sub-amdt rejected on div. (vote); amdt adopted (vote); main motion adopted (vote), 512-514.

Motions without Notice:

Armenian genocide perpetrated in Turkey:—Motion inviting the people of Québec to commemorate each year the—, 794.

Awards of the Government of Québec:—Congratulations to the recipients of the five—, 432.

Bertrand, Mr Lionel:—Condolences to the family of—, 121.

Canada Winter Games:—Congratulations extended to the Québec team for its first-place standing at the—, 79.

Cardinal Léger:—Best wishes to His Eminence Paul-Émile—, on the occasion of the fiftieth anniversary of his ordination to the priesthood, 230.

Credit Union Week:—Motion in honour of—, 432.

International Day of the Child:—Motion on the occasion of—, 446.

International Women's Day:—Best wishes extended to all women, in honour of—, 82.

Motions without Notice:—Continued

International Year of the Child:—Motion to salute a group of young people present in the galleries, 547.

James Bay project:—Congratulations to all those men and women who have helped to bring about the—. Motion; debate; motion of adjournment; limited debate; motion of adjournment withdrawn; main motion adopted (vote), 453, 454.

La Baie:—Congratulations to the members of the Junior Chamber and station CKPB, 860.

Leblanc-Bantey, Mrs Denise:—Congratulations to—, on the birth of her baby daughter, 162.

May Day:—Homage rendered to all the workers of Québec, 180.

Mayors and councillors:—Congratulations to the newly-elected or re-elected—, 477.

Member for a Day:—Congratulations to Miss Claire Morais on the occasion of her election as—, 501.

Members of the National Assembly:—Sincere wishes for a rapid recovery, forwarded to four—, 90.

Monsignor Victor Tremblay:—Tribute paid to the memory of—, 363.

Montréal Canadiens:—Congratulations to the—, on their Stanley Cup victory, 247.

National Assembly hockey team:—Congratulations to the—, for having outscored the regional Press Club at Sainte-Marie-de-Beauce, 108.

Newfoundland House of Assembly:—Congratulations to the newly-elected Members of the—, 352.

Oxfam-Québec fund raising campaign:—Motion to support the—, 617.

Prime Minister of Canada:—Congratulations to Mr Joe Clark. Motion; debate; debate adjourned, 248. Motion adopted, 352.

Prime Minister of Québec:—Congratulations to the—, and Mme Corinne Côté-Lévesque on the occasion of their marriage, 180.

Prix Goncourt:—Congratulations to Antonine Maillet, 1979 winner of the—, 517.

Québec National Holiday:—Motion to underline the—, and Canada Day, 874.

Québec Nordiques:—Congratulations to the—, and the fans of professional hockey, 129. Best wishes for success extended to the—, 411.

Royal Agricultural Winter Fair:—Congratulations to the four winners of prizes at the—, 579.

Sainte-Foy air tragedy:—Condolences to the families of the victims, 129.

Sympathy expressed to the families of four eminent Québécois, 702.

Trudeau, Mr Pierre Elliott:—Gratitude and appreciation expressed on the occasion of the resignation of—, 525.

Union Nationale:—Motion on the occasion of the 44th anniversary of the formation of the—, 487.

Villeneuve, Mr Gilles:—Congratulations to—, who captured the American Grand Prix, 148.

Volunteer Week:—Proclamation of—, 154.

MUNICIPAL CODE:—An Act to amend the—, the Cities and Towns Act and other legislation. Bill 39.

MUNICIPAL COMMISSION ACT:—An Act to amend the—. Bill 33.

MUNICIPALITIES OF THE OUTAOUAIS AND HAUT-SAGUENAY:—An Act to amend the Act respecting certain—. Bill 32.

MUNICIPAL TAXATION:—An Act respecting—, and providing amendments to certain legislation. Bill 57.

N

NASKAPI DEVELOPMENT CORPORATION:—An Act to establish the—. Bill 27.

National Assembly:

Adjournment from 11 to 24 April 1979, 159 (limited debate).

Adjournment from 21 December 1979 to 4 March 1980, 669.

Adjournment from 1 to 9 April 1980, 788.

National Assembly:—Continued

Adjournment from 15 April to 3 June 1980, 806.

*Beauce South:—*Warrant for the issue of a writ of election for the Electoral District of—, 148.

*Bellemare, Mr Maurice:—*Resignation of—, as House Leader of the Union Nationale, 457. Resignation as Member for the Electoral District of Johnson, 632.

Bills assented to, 122; 244; 254; 270; 395; 440; 488; 497; 530; 550; 610; 611; 629; 669; 752; 773; 783; 800; 806; 883.

*Biron, Mr Rodrigue:—*Resignation of—, as Leader of the Union Nationale, 678.

*Blue-collar workers of the city of Montreal:—*Motion to suspend the application of certain Standing Orders in order to pass Bill 93, 749.

*Burns, Mr Robert:—*Resignation of—, 401.

*Cardinal, Mr Jean-Guy:—*Moment of silence observed in memory of—, 99. Adjournment of the Assembly as a sign of mourning, 100.

*Chaput-Rolland, Mrs Solange:—*Elected Member for Prévost, 535.

*Chevrette, Mr Guy:—*New Chief Government Whip, 421.

Conferences of House Leaders, 335; 443; 494; 770; 847.

*D'Arcy McGee:—*Warrant for the issue of a writ of election for the Electoral District of—, 431.

Debate under section 31 of the Act respecting electoral representation, 783; 787.

*Dubois, Mr Claude:—*Resignation of—, from the caucus of the Union Nationale Party, 402.

*Goldbloom, Mr Victor:—*Resignation of—, 426.

*Goulet, Mr Bertrand:—*Appointed Whip of the Union Nationale, 677.

*Grenier, Mr Fernand:—*Resignation of—, 675.

*House Leader of the Union Nationale:—*Mr Yvon Brochu named—, 499.

National Assembly:—Continued

Hydro-Québec labour dispute:—Motion to suspend the application of certain Standing Orders in order to pass Bill 88, 623.

Judgment rendered in the Supreme Court of Canada:—Motion to suspend the application of certain Standing Orders in order to pass Bill 82, 606.

Lalande, Mr Georges:—Elected Member for Maisonneuve, 535.

LeMoignan, Mr Michel:—Appointed Interim Leader of the Union Nationale, 678.

Levesque, Mr Gérard:—Named House Leader of the Official Opposition, 203.

Marx, Mr Herbert:—Elected Member for D'Arcy McGee, 577.

Mathieu, Mr Hermann:—Elected Member for Beauce South, 534.

Oral Question Period:—Reply by the Minister of Social Affairs to a question by Mr Cordeau, 637.

Prévost:—Warrant for the issue of a writ of election for the Electoral District of—, 101.

Questions of Privilege, 343; 364; 409.

Raynauld, Mr André:—Resignation of—, as Member for the Electoral District of Outremont, 810.

Referendum Act:—Motion concerning the subsidy to be granted to each of the national committees pursuant to section 40 of the—. Motion adopted, 748.

Referendum Act:—Motion concerning the passage of a bill to amend the—. Motion adopted, 785.

Rivest, Mr Jean-Claude:—Elected Member for Jean-Talon, 202.

Roy, Mr Fabien:—Resignation of—, 143.

Rulings by the President, 236; 275; 301; 343; 388; 408; 409; 426; 451; 509; 591; 683; 703; 811; 839.

Russell, Mr Armand:—Resignation of—, 676.

Ryan, Mr Claude:—Elected Member for Argenteuil, 202.

National Assembly:—Continued

*Sessional Orders of the National Assembly:—*Order concerning the—, 4.
Renewed for the current Session, 107. Amended, 477.

*Social Credit Democratic Party:—*New name for *The Democrats*, 677.

The Assembly to sit on Monday, 4 June 1979, at two o'clock p.m., 276.

The Assembly to sit on Monday, 12 November 1979, at ten o'clock a.m.:—
Special sitting to pass Bill 62, An Act respecting proposals to employees
in the education, social affairs and civil service sectors, 493.

*Tremblay, Mr Rodrigue:—*Resignation as Member of the Parti Québécois,
402.

*Vice-President of the National Assembly:—*Mr Claude Vaillancourt
(Jonquière) elected—, 241.

NON-RESIDENTS:—An Act governing the acquisition of farm land by—. Bill 41.

NORTHEASTERN QUÉBEC AGREEMENT:—An Act respecting the legislation
provided for in the—, and amending other legislation. Bill 26.

NOTARIAL ACT:—An Act to amend the—. Bill 79.

NOTRE-DAME DE L'ÎLE PERROT:—An Act respecting the municipal corporation
of the parish of—. Bill 218.

NOTRE-DAME-DE-LA -MERCY:—An Act respecting the municipality of—. Bill 263.

O

OCCUPATIONAL HEALTH AND SAFETY:—An Act respecting—. Bill 17.

OEUVRE PONTIFICALE DE LA PROPAGATION DE LA FOI (CONSEIL DE QUÉBEC):—
An Act respecting L'—. Bill 279.

OUTAOUAIS:—An Act to incorporate certain municipalities of the—. Bill 119.

P

PARKS ACT:—An Act to amend the—. Bill 69.

PAYMENT OF SUPPORT:—An Act to promote the—. Bills 83 and 183.

PENSION PLAN:—An Act to amend the Act respecting the Québec—. Bill 56.

POINTE-AUX-TREMBLES:—An Act respecting the city of—. Bill 245.

POLICE ACT:—An Act to amend the—. Bill 48.

POLICE FORCE OF CREE VILLAGES AND OF THE NASKAPI VILLAGE:—An Act respecting the—. Bill 38.

PRESSURE VESSELS:—An Act respecting—, and other legislation. Bill 61.

PRÊT HYPOTHÉCAIRE:—An Act to amend the charter of Le—. Bill 220.

PROPOSALS TO EMPLOYEES IN THE EDUCATION, SOCIAL AFFAIRS AND CIVIL SERVICE SECTORS:—An Act respecting—. Bill 62.

PROTECTION OF PERSONS AND PROPERTY IN THE EVENT OF DISASTER:—An Act respecting the—. Bill 28.

PUBLIC OFFICERS ACT:—An Act to amend the—. Bill 101.

PUBLIC PROTECTOR:—Salary, 873.

Q

QUÉBEC BROADCASTING BUREAU ACT:—An Act to amend the—. Bill 5.

QUÉBEC CARTOGRAPHY COMPANY:—An Act to amend the—. Bill 20.

QUÉBEC INDUSTRIAL DEVELOPMENT ASSISTANCE ACT:—An Act to amend the—, Bill 7.

QUEBEC WOOD SALVAGE, LOGGING AND FOREST DEVELOPMENT COMPANY ACT:—An Act to amend the—. Bill 97.

Questions and Answers:

Automobile insurance:—Since the coming into force of the new—, how many motorists have been found not to hold a minimum \$50 000 public liability insurance, 365.

Bagot:—What is the total area of land held by the Department of Transport in the County of—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 529. (See also *Sessional Papers*.)

Baie Trinité:—Has the Government followed up on a request for a cost estimate study concerning a railcar ferry terminus, 265.

Buses:—How many—, have been purchased through a government grant. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 266. (See also *Sessional Papers*.)

Questions and Answers:—Continued

Charbonneau, Mr Jean-Guy:—What occupation did—, exercise before being appointed Assistant Deputy Minister of the Department of Agriculture and Food, 366. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 645. (See also *Sessional Papers*.)

Chauffeurs and bodyguards:—How many persons served as—, for each of the Members of the Cabinet, 527.

Cloutier, Mr Pierre:—Is he still employed by the Government, 137.

Communication-Québec:—What is the address of the— office in Saint-Jean. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 207. (See also *Sessional Papers*.)

Communications:—Did the Department of—, hold organizational meetings. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 205. (See also *Sessional Papers*.)

Coordinators in agricultural regions:—What are the names and salaries of the—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 646. (See also *Sessional Papers*.)

Dagenais, Mr François:—What occupation did—, exercise before being appointed Assistant Deputy Minister of the Department of Agriculture and Food. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 645. (See also *Sessional Papers*.)

Desgagné, Mr André:—Is there any relation between—, Chairman of the Québec Professions Board, and a Parti Québécois candidate in the 1973 general election. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 168. (See also *Sessional Papers*.)

Dion, Mr Marc:—What position does—, hold in the Department of Agriculture and Food. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 647. (See also *Sessional Papers*.)

Director of the Farm Buildings and Farm Machinery Service:—Why were two competitions of advancement held for the position of—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 649. (See also *Sessional Papers*.)

Drainage work on the St.Regis River:—What are the names of the tenderers for—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 450. (See also *Sessional Papers*.)

Employees hired on a fee or salary basis:—How many employees were—, from 26 November 1976 to 21 March 1979. (Question converted into

Questions and Answers:—Continued

a motion for the tabling of a document), 604. (See also *Sessional Papers*.)

Engineering Branch (Agriculture):—Is the Montreal office of the— still in operation. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 769. (See also *Sessional Papers*.)

Engineering Branch (Agriculture):—What are the names of the persons who applied for the position of Director General of Engineering in the Department of Agriculture, Fisheries and Food. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 765. (See also *Sessional Papers*.)

Environment:—Does the Government still intend to levy a special tax on industrial plants to help defray the cost of air and water pollution control, 432.

Environment:—How many affidavit forms, to be used by citizens in controlling polluters, have been returned to the Department. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 433. (See also *Sessional Papers*.)

Environment:—Have there been any new developments following the meeting of the Minister of the—, with citizens' groups at Saint-Michel, 644.

Family planning clinics:—What are the names of the hospital centres that have agreed to set up—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 157. (See also *Sessional Papers*.)

Félix Leclerc:—What amount did—, receive for his participation in an advertising campaign, 326.

Fiset, Mrs Raymonde:—Did—, hold a position in the Department of Justice. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 731. (See also *Sessional Papers*.)

F.L.Q. members exiled in Paris:—What was the total cost to the Government of the return of the—, 156.

Grants:—Which constituencies received—, under the programme of assistance to municipal network improvement. (Question converted into a motion for the tabling of a document, 449. (See also *Sessional Papers*.)

Grievances in the Education and Social Affairs sectors:—How many—, were submitted in 1976, 1977 and 1978. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 604. (See also *Sessional Papers*.)

Questions and Answers:—Continued

International Salon of Food and Agriculture:—What amount did the Government contribute to the—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 767. (See also *Sessional Papers*.)

Lauzon, Mrs Adèle:—Is she employed by the Government. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 234. (See also *Sessional Papers*.)

Laval:—Have representations been made by the Habitations de l'Île tenants' association in—, in order to benefit from rental grants, 416.

Leduc, Dr. Roger:—Has—, performed services for the Order of Veterinary Surgeons. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 648. (See also *Sessional Papers*.)

Legal Services Commission:—What is the total appropriation and expenditure of the—, for 1978/79 and 1979/80. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 732. (See also *Sessional Papers*.)

Lemieux, Bourdages, Morin, Doucet, Simard et Associés:—What was the total amount paid by the Government in professional fees to—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 652. (See also *Sessional Papers*.)

Le Rouzès, Mr Serge:—Is he employed by the Department of Agriculture and Food. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 651. (See also *Sessional Papers*.)

Licences to extra-provincial companies:—Has the Government cancelled the licences of—, 417.

Loto-Québec:—What were the gross and the net revenues of—, 415.

Mobile homes:—What decision has been reached concerning the reduction of the sales tax on—, 414.

Non-governmental publications:—What amount was expended for the distribution of—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 448. (See also *Sessional Papers*.)

Opinion polls:—What is the number of contracts let for the purpose of conducting opinion polls. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 648. (See also *Sessional Papers*.)

Pensions of orphans and of children of disabled contributors:—Have representations been made for an increase in the—. (Question con-

Questions and Answers:—Continued

verted into a motion for the tabling of a document), 791. (See also *Sessional Papers*.)

Provincial Parks:—How many regular or casual employees were working for the Government in various—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 158. (See also *Sessional Papers*.)

Publications:—How many—have been funded by the Government. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 327. (See also *Sessional Papers*.)

Publications printed at public expense:—How many publications have been printed at public expense. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 557. (See also *Sessional Papers*.)

Québec Liquor Corporation:—Did the—, lease premises at Cap-de-la-Madeleine. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 372. (See also *Sessional Papers*.)

Racehorse industry:—What is the name of the consulting firm chosen to prepare a study on the—, 167.

Ratelle, Mr Gilles:—What was the total amount paid to—, and to Mr Luc Ratelle, Advocate, of Joliette. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 387. (See also *Sessional Papers*.)

Recreation map:—At what stage is the revision of the—, undertaken by the Minister responsible for the H.C.J.L.S.—, 790.

Rouyn-Noranda:—What were the estimates allocated by the Department of Transport to the Electoral District of—, 447.

Saint-Hyacinthe:—What is the total area of land held by the Department of Transport in the County of—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 449. (See also *Sessional Papers*.)

Salt mining operations in the Magdalen Islands:—Has SOQUEM management submitted a recommendation in regard to—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 417. (See also *Sessional Papers*.)

School Boards:—What is the total amount in debts incurred by—, 185.

Shawinigan and Autoroute 55:—What is the best layout to link—, 265.

Questions and Answers:—Continued

*Sherbrooke:—*What amounts have been spent on low-cost housing in—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 447. (See also *Sessional Papers*.)

*Standard Life:—*Did the directors of—, contact the Government before releasing their assets to Manufacturers Life, 231.

*Symposium on rational farm inputs improvement:—*How many delegates attended the—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 206. (See also *Sessional Papers*.)

*Transport:—*What is the total amount of the lapsed appropriations of the Department of—, 446.

*Transport:—*What were the estimates allocated by the Department of—, to the Rouyn-Noranda constituency, 447.

*Transport:—*What is the total area of land held by the Department of—, in the County of Saint-Hyacinthe. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 449. (See also *Sessional Papers*.)

*Transquébécoise:—*What is the amount spent on the Saint-Albert—Richmond section of the—, 166.

*Tricofil Inc.:—*What amount did the Department of Industry and Commerce pay to—, 168.

*Trips by the Prime Minister:—*Who are the civil servants who accompanied the Prime Minister to Louisiana and Washington. (Questions converted into motions for the tabling of documents), 233. (See also *Sessional Papers*.)

*University professors:—*Has the Government retained the services of—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 186. (See also *Sessional Papers*.)

*Verrette, Mr Yvon:—*What position does—, hold in the Department of Education, as of May 1979. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 528. (See also *Sessional Papers*.)

*Vinet, Mr Denys:—*On what date was—, appointed Director of the Agricultural Hydraulics Service, 367.

Questions for Debate (under Standing Order 174 A):

*Mr Bellemare:—*The progress of negotiations on collective agreements in the public and parapublic sectors. Notice, 154. Debate, 174.

Questions for Debate:—Continued

Mr Bellemare:—Measures that the Government intends to take to protect the public faced with numerous work stoppages. Notice, 438. Debate postponed *sine die*, 454.

Mr Biron:—The rôle of Québec Government corporations. Notice, 219. Debate, 241.

Mr Ciaccia:—The energy policy. Notice, 541. Debate postponed, 563. Debate, 585.

Mr Forget:—Public transit problems in the Montreal area. Notice, 454. Debate, 471.

Mr Goulet:—The policy of the Government regarding the building, funding and maintenance of the provincial network of roads and highways. Notice, 719. Debate, 740.

Mr Gratton:—Government advertising paid out of public funds. Notice, 174.

Mr Grenier:—The definition of a family policy. Notice, 492. Debate, 514.

Mr Lalonde:—Recent investigation procedures of the Québec Police Force Intelligence Service. Notice, 124. Debate, 143.

Mr Lavoie:—Electoral reform and reform of the electoral districts. Notice, 95. Debate postponed, 104. Debate, 124.

Mrs Lavoie-Roux:—The indifference of the Government to the demands of the Council on the Status of Women. Notice, 242. Debate, 250.

Mrs Lavoie-Roux:—The maintaining of essential services in the social affairs sector. Notice, 423. Debate, 439.

Mrs Lavoie-Roux:—Government policy in regard to reception centres, hospital centres for extended treatment and home care. Notice, 697. Debate, 715.

Mr Pagé:—The implementation of the Regulation respecting placements in the construction industry. Notice, 511. Debate, 541.

Mr Raynauld:—The White Paper on sovereignty-association. Notice, 471. Debate, 491.

Mr Raynauld:—The economic consequences of sovereignty-association. Notice, 740. Debate postponed, 770. Debate, 795.

Questions for Debate:—Continued

Mr Scowen:—The bleak economic situation in the private sector in Montreal. Notice, 190. Debate, 217.

R

REAL ESTATE ASSESSMENT ACT:—An Act to amend the Act to amend the—, and to amend other legislation. Bill 23.

REAL ESTATE TAX REFUND ACT:—Bill 6.

REFERENDUM ACT:—An Act to amend the—. Bill 100.

RÉGIE DU LOGEMENT:—An Act to establish the—, and to amend the Civil Code and other legislation. Bill 107.

REGISTER OF ELECTORS:—An Act respecting the—. Bill 3.

RESUMPTION OF CERTAIN SERVICES OF THE CITY OF MONTREAL AND THE COMMUNAUTÉ URBAINE DE MONTRÉAL:—An Act to ensure the—. Bill 93.

RETAIL SALES TAX ACT:—An Act to amend the—, and to make the Government and government agencies subject to certain fiscal laws. Bill 18.

RETAIL SALES TAX ACT:—An Act to again amend the—, and to amend other legislation. Bill 68.

ROLL OF RENTAL VALUES OF THE CITY OF MONTREAL, OF VILLE SAINT-PIERRE, AND OF THE CITIES OF CÔTE-SAINT-LUC, OUTREMONT AND WESTMOUNT. An Act respecting the—. Bill 21.

ROUGIER:—An Act respecting the estate of Pierre Victor—. Bill 228.

S

SAFETY IN SPORTS:—An Act respecting—. Bill 78.

SAINTE-AGATHE-DES-MONTS:—An Act respecting the town of—. Bill 278.

SAINT-JEAN-CHRYSTÔME, REGISTRATION DIVISION OF CHÂTEAUGUAY:—An Act respecting certain immoveables of the cadastre of the parish of—. Bill 252.

SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU:—An Act respecting the city of—. Bill 230.

SAINT-LAURENT:—An Act respecting the City of—. Bill 251.

SALABERRY-DE-VALLEYFIELD:—An Act to amend the Act respecting the city of—. Bill 280.

SECURITIES ACT IN ITS APPLICABILITY TO THE CONTRACT OF CONCESSION OR OF FRANCHISING:—An Act to amend the—. Bill 70.

SECURITY FUND CORPORATIONS:—An Act respecting—. Bill 53.

SÉMINAIRE DE QUÉBEC:—An Act respecting the—. Bill 281.

Sessional Papers:

Advertising campaigns of the Government:—Report by CROP Inc. regarding—. Tabled, 141 (*Sessional Paper No. 45.*)

Advertising services:—Directive from the Treasury Board regarding Government contracts for—. Tabled, 141. (*Sessional Paper No. 46.*)

Advisory Council on Ecological Reserves:—Annual Report for 1978/79. Tabled, 809. (*Sessional Paper No. 546.*)

Advisory Council on Labour and Manpower:—Annual Report for 1977/78. Tabled, 82. (*Sessional Paper No. 9.*)

Advisory Council on Labour and Manpower:—Annual Report for 1978/79. Tabled, 867. (*Sessional Paper No. 608.*)

Advisory Council on the Environment:—Annual Report for 1978/79. Tabled, 710. (*Sessional Paper No. 493.*)

Agriculture:—Annual Report of the Department of—, for 1977/78. Tabled, 107. (*Sessional Paper No. 27.*)

Agrologists:—Annual Report of the Order of—, for 1978/79. Tabled, 453. (*Sessional Paper No. 288.*)

Alcan Research Centre:—Press release announcing the establishment of new experimental facilities at the—. Tabled, 142. (*Sessional Paper No. 48.*)

Allowances to Members:—Resolution passed by the Commission of Internal Economy concerning—. Tabled, 384. (*Sessional Paper No. 222.*)

Architects:—Annual Report of the Order of—, for 1978/79. Tabled, 506. (*Sessional Paper No. 342.*)

Sessional Papers:—Continued

Asbestos:—Correspondence between the President of Asbestos Corporation Limited and Mr Michel Caron, Deputy Minister of Finance. Tabled, 136. (*Sessional Paper No. 40.*)

Asbestos:—Copies of Order in Council 1355-80, of the agreement and of the report by Currie, Coopers & Lybrand concerning the acquisition of shares by the Société nationale de l'amiante. Tabled, 843. (*Sessional Papers Nos. 569, 570 and 571.*)

Asbestos Corporation Limited:—Declaration by Senator Percy (Illinois) on the subject of—. Tabled, 217. (*Sessional Paper No. 112.*)

Asbestos Corporation Limited:—Copies of the correspondence concerning the confidentiality of the Lazard Frères & Co. Report. Tabled, 292. (*Sessional Paper No. 160.*)

Asbestos tailings:—Order in Council concerning the setting up of a production unit for the extraction of magnesium compounds from—. Tabled, 195. (*Sessional Paper No. 86.*)

Assistance programmes for Québec industrial and business firms:—Guide to—. Tabled, 73. (*Sessional Paper No. 2.*)

Auditor General:—Annual Report for 1977/78. Tabled, 153. (*Sessional Paper No. 52.*)

Auditor General:—Audit Report on the accounts relating to the—, for the fiscal year ended 31 March 1978. Tabled, 1979. (*Sessional Paper No. 76.*)

Auditor General:—Annual Report for 1978/79. Tabled, 815. (*Sessional Paper No. 550.*)

Auditor General:—Audit Report on the accounts relating to the—, for the fiscal year ended 31 March 1979. Tabled, 721. (*Sessional Paper No. 497.*)

Auditor General:—Audit Report regarding the mandate for an inquiry into public elementary and secondary education. Tabled, 785. (*Sessional Paper No. 530.*)

Auditor General:—Annual Report for 1978/79. Tabled, 815. (*Sessional Paper No. 550.*)

Automobile insurance:—Annual Report of the Régie de l'assurance automobile, for 1978/79. Tabled, 273. (*Sessional Paper No. 146.*)

Sessional Papers:—Continued

Automobile insurance:—Annual Report of activities of the Régie de l'assurance automobile and of the Fonds d'indemnisation automobile, for the fiscal year ended 29 February 1980. Tabled, 820. (*Sessional Paper No. 555.*)

Bagot:—What is the total area of land held by the Department of Transport in the County of—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 529. (*Sessional Paper No. 359.*)

Bank of Canada:—Copy of a letter written to the federal Minister of Industry, Trade and Commerce regarding the high interest rates of the—. Tabled, 553. (*Sessional Paper No. 379.*)

Bar of the Province of Québec:—Annual Report for 1978/79. Tabled, 476. (*Sessional Paper No. 313.*)

Barre, Mr Raymond:—Excerpts from two speeches by—, in regard to a proposal for a confederal organization of Europe. Tabled, 780. (*Sessional Paper No. 528.*)

Beauce South:—Warrant for the issue of a Writ of Election for the Electoral District of—. Tabled, 148. (*Sessional Paper No. 51.*)

Biron, Mr Rodrigue:—Letter of resignation of—, as Leader of the Union Nationale. Tabled, 678. (*Sessional Paper No. 477.*)

Black Lake:—Copy of all correspondence between the Minister of Transport and the—Citizens' Committee. Tabled, 368. (*Sessional Paper No. 207.*)

Blue-collar workers of the city of Montreal:—Report of the Standing Committee on Labour and Manpower which sat to hear union representatives of the—. Tabled, 749. (*Sessional Paper No. 509.*)

Buckingham:—Copy of a letter regarding the proposed division of the City of—. Tabled, 219. (*Sessional Paper No. 113.*)

Budget:—Estimates of expenditures for the fiscal year ending 31 March 1980. Tabled, 117. (*Sessional Paper No. 28.*)

Budget:—Estimates of expenditures for the fiscal year ending 31 March 1981. Tabled, 755. (*Sessional Paper No. 511.*)

Budget, Supplementary (No. 1), 1979/80:—Tabled, 519. (*Sessional Paper No. 351.*)

Burns, Mr Robert:—Letter of resignation of—. Tabled, 401. (*Sessional Paper No. 230.*)

Sessional Papers:—Continued

Buses:—How many—, have been purchased through a government grant. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 266. (*Sessional Paper No. 141.*)

Bus safety:—Report of the Commission of inquiry into—. Tabled, 124. (*Sessional Paper No. 35.*)

By-elections in Argenteuil and Jean-Talon:—Order in Council concerning the—. Tabled, 101. (*Sessional Paper No. 20.*)

By-elections in Beauce South, D'Arcy McGee, Maisonneuve and Prévost:—Orders in Council regarding the—. Tabled, 437. (*Sessional Paper No. 271.*)

Canada-Québec subsidiary agreement:—Copy of the amendment to an existing—, on forestry development. Tabled, 229. (*Sessional Paper No. 120.*)

Canadian Distex Corporation Ltd.:—Copy of the Order in Council concerning the acquisition by the Société nationale de l'amiante of shares of—. Tabled, 255. (*Sessional Paper No. 135.*)

Capital budgets:—Report regarding—, for government and paragovernment engineering and construction projects. Tabled, 184. (*Sessional Paper No. 79.*)

CEGIR:—Final Study Report by—, on the Québec Transport Commission. Tabled, 147. (*Sessional Paper No. 50.*)

Central Listing:—Copy of the list of Suppliers of services and building contractors and professionals who applied for—. Tabled, 208-210. (*Sessional Papers Nos. 100 to 106 incl.*)

Central Québec Industrial Park Corporation:—Annual Report for 1977/78. Tabled, 273. (*Sessional Paper No. 144.*)

Central Québec Industrial Park Corporation:—Annual Report for 1978/79. Tabled, 867. (*Sessional Paper No. 609.*)

Central registry of electors:—Copy of all contracts let for the putting into operation of a—. Tabled, 467. (*Sessional Paper No. 308.*)

Centres d'Accueil Lanaudière:—Inquiry Report on Les—. Tabled, 190. (*Sessional Paper No. 84.*)

Chaput-Rolland, Mrs Solange:—Certificate of the election of—, Member for Prévost. Tabled, 536. (*Sessional Paper No. 365.*)

Sessional Papers:—Continued

Charbonneau, Mr Jean-Guy:—What occupation did—, exercise before being appointed Assistant Deputy Minister of the Department of Agriculture and Food. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 645. (*Sessional Paper No. 454.*)

Charter of the French Language:—Copy of a legal opinion on the implementation of the—. Tabled, 210. (*Sessional Paper No. 107.*)

Chartered Accountants:—Annual Report of the Order of—, for 1978/79. Tabled, 331. (*Sessional Paper No. 183.*)

Chartered Administrators:—Annual Report of the Professional Corporation of—, for 1978/79. Tabled, 430. (*Sessional Paper No. 260.*)

Chartered Appraisers:—Annual Report of the Professional Corporation of—, for 1978/79. Tabled, 540. (*Sessional Paper No. 367.*)

Chemists:—Annual Report of the Order of—, for 1978/79. Tabled, 463. (*Sessional Paper No. 295.*)

Chief Government Whip:—Letter informing the Assembly that Mr Guy Chevette is the new—. Tabled, 421. (*Sessional Paper No. 251.*)

Chiropractors:—Annual Report of the Order of—, for 1978/79. Tabled, 540. (*Sessional Paper No. 368.*)

Civil Service:—Opinions given by the Commission de la fonction publique on various regulations. Tabled, 323, 403, 430, 507, 589, 695, 762, 775, 809, 837, 851 (*Sessional Papers Nos. 176, 235, 259, 347, 399, 485, 518, 525, 547, 567, 575.*)

Civil Service:—Annual Report of the Commission de la fonction publique, for 1978/79. Tabled, 406. (*Sessional Paper No. 240.*)

Civil Service:—Annual Report of the Commission de la fonction publique, for 1979/80. Tabled, 865. (*Sessional Paper No. 591.*)

Civil Service:—Annual Report of the Department of the—, for 1978/79. Tabled, 476. (*Sessional Paper No. 315.*)

Comité de la protection de la jeunesse:—Annual Report for 1978/79. Tabled, 475. (*Sessional Paper No. 311.*)

Commission administrative des régimes d'assurance-stabilisation des revenus agricoles:—Annual Report for 1978. Tabled, 793. (*Sessional Paper No. 535.*)

Sessional Papers:—Continued

*Commission des droits de la personne:—*Annual Report for 1978. Tabled, 351. (*Sessional Paper No. 196.*)

*Commission of Internal Economy of the National Assembly:—*Copies of two Orders in Council appointing three commissioners and three substitute commissioners. Tabled, 93. (*Sessional Paper No. 13.*)

*Commission of Internal Economy of the National Assembly:—*Order in Council appointing Mr François Gendron Commissioner of Internal Economy. Tabled, 490. (*Sessional Paper No. 332.*)

*Commission of inquiry into the cost of the 21st Olympiad:—*Report of the—. Tabled, 819. (*Sessional Paper No. 551.*)

*Commission québécoise des libérations conditionnelles:—*Annual Report for 1978/79. Tabled, 601. (*Sessional Paper No. 412.*)

*Commissions:—*List of—, issued to officers in the civil service in 1978. Tabled, 102. (*Sessional Paper No. 22.*)

*Communication-Québec:—*What is the address of the— office in Saint-Jean. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 207. (*Sessional Paper No. 99.*)

*Communications:—*Did the Department of—, hold organizational meetings. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 205. (*Sessional Paper No. 97.*)

*Communications:—*Annual Report of the Department of—, for 1977/78. Tabled, 247. (*Sessional Paper No. 130.*)

*Communications:—*Annual Report of the Department of—, for 1978/79. Tabled, 602. (*Sessional Paper No. 414.*)

*Communications:—*Annual Report of the Department of—, for 1979/80. Tabled, 866. (*Sessional Paper No. 602.*)

*Conseil de la langue française:—*Annual Report for 1978/79. Tabled, 866. (*Sessional Paper No. 594.*)

*Conservation officer training programme:—*Letter concerning a—. Tabled, 501. (*Sessional Paper No. 340.*)

*Constitution:—*List of the twelve topics submitted on 17 June 1980 to the Ministers on the—. Tabled, 871. (*Sessional Paper No. 620.*)

Sessional Papers:—Continued

Constitutional Conference:—Copies of telegrams relating to the—, held in Ottawa on 9 June 1980. Tabled, 819. (*Sessional Papers Nos. 552 and 553.*)

Constitutional Conference:—Documents relating to the—, held in Ottawa on 9 June 1980. Tabled, 833 and 834. (*Sessional Papers Nos. 558, 559, 560 and 561.*)

Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions:—Annual Report of the Department of—, for 1978/79. Tabled, 540. (*Sessional Paper No. 369.*)

Consumer protection:—Annual Report of the Office de la protection du consommateur, for 1978/79. Tabled, 476. (*Sessional Paper No. 314.*)

Consumer protection:—Annual Report of the Office de la protection du consommateur, for 1979/80. Tabled, 867. (*Sessional Paper No. 605.*)

Convention Centre:—Master Schedule for the construction of the Montreal—. Tabled, 185. (*Sessional Paper No. 80.*)

Coordinators in agricultural regions:—What are the names and salaries of the—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 646. (*Sessional Paper No. 456.*)

Council of Universities:—Annual Report for 1977/78. Tabled, 102. (*Sessional Paper No. 23.*)

Council of Universities:—Annual Report for 1978/79. Tabled, 406. (*Sessional Paper No. 236.*)

County Communities:—Document entitled: *Jurisdictions of*—. Tabled, 737. (*Sessional Paper No. 507.*)

CRIQ:—Annual Report of the Centre de recherche industrielle du Québec, for 1978/79. Tabled, 383. (*Sessional Paper No. 216.*)

CRIQ:—Annual Report of the Centre de recherche industrielle du Québec, for 1979/80. Tabled, 852. (*Sessional Paper No. 583.*)

Cultural Affairs:—Annual Report of the Department of—, for 1978/79. Tabled, 361. (*Sessional Paper No. 201.*)

Cultural Property Commission:—Annual Report for 1978/79. Tabled, 500. (*Sessional Paper No. 336.*)

Sessional Papers:—Continued

*Cultural Property Commission:—*Notice from the—. Tabled, 701 and 789. (Sessional Papers Nos. 488 and 532.)

*Dagenais, Mr François:—*What occupation did—, exercise before being appointed Assistant Deputy Minister of the Department of Agriculture and Food. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 645. (Sessional Paper No. 455.)

*D'Arcy McGee:—*Warrant for the issue of a new Writ of Election for the Electoral District of—. Tabled, 431. (Sessional Paper No. 266.)

*Dawson College:—*Report on the inquiry into the organization and operation of—. Tabled, 583. (Sessional Paper No. 395.)

*Dental Hygienists:—*Annual Report of the Professional Corporation of—, for 1978/79. Tabled, 500. (Sessional Paper No. 335.)

*Dental Technicians:—*Annual Report of the Professional Corporation of—, for 1978/79. Tabled, 489. (Sessional Paper No. 327.)

*Dentists:—*Annual Report of the Order of—, for 1978/79. Tabled, 545. (Sessional Paper No. 371.)

*Denturologists:—*Annual Report of the Order of—, for 1978/79. Tabled, 438. (Sessional Paper No. 274.)

*Desgagné, Mr André:—*Is there any relation between—, Chairman of the Québec Professions Board, and a Parti Québécois candidate in the 1973 general election. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 168. (Sessional Paper No. 69.)

*Dieticians:—*Annual Report of the Professional Corporation of—, for 1978/79. Tabled, 453. (Sessional Paper No. 289.)

*Dion, Mr Marc:—*What position does—, hold in the Department of Agriculture and Food. (Question converted into a motion for the tabling of a document), Tabled, 647. (Sessional Paper No. 457.)

*Director of the Farm Buildings and Farm Machinery Service:—*Why were two competitions of advancement held for the position of—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 649. (Sessional Paper No. 460.)

*Directory of Québec manufacturers and their products (1979):—*Tabled, 204. (Sessional Paper No. 92.)

Sessional Papers:—Continued

*Directory of Québec manufacturers and their products (1980):—*Tabled, 844. (*Sessional Paper No. 572.*)

*Disappearance of cultural property:—*Report on the—. Tabled, 834. (*Sessional Paper No. 563.*)

*Disposable income adjusted for the cost of living differential:—*Table showing a Montreal-Toronto comparison of the—. Tabled, 198. (*Sessional Paper No. 88.*)

*Draft Bill respecting child day-care services:—*Tabled, 406. (*Sessional Paper No. 239.*)

*Draft Bill respecting the National Assembly:—*Tabled, 859. (*Sessional Paper No. 587.*)

*Drainage work on the St. Regis River:—*What are the names of the tenderers for—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 450. (*Sessional Paper No. 287.*)

*Driscoll College Inc.:—*Document from the Department of Education concerning—. Tabled, 173. (*Sessional Paper No. 74.*)

*Dubois, Mr Claude:—*Letter of resignation of—. Tabled, 402. (*Sessional Paper No. 231.*)

*Economic Accounts of Québec, 1962-1977:—*Annual estimates of the—. Tabled, 123. (*Sessional Paper No. 33.*)

*Economic Accounts of Québec, 1961-1978:—*Annual estimates of the—. Tabled, 753. (*Sessional Paper No. 510.*)

*Economic associations:—*Two studies on possible—. Tabled, 93. (*Sessional Papers Nos. 14 and 15.*)

*Economic policy overview:—*Entitled *Challenges for Québec*. Tabled, 406. (*Sessional Paper No. 237.*)

*Economic Summit:—*Copy of a paper prepared by Mr J.-Thomas Bernard in conjunction with the—. Tabled, 266. (*Sessional Paper No. 142.*)

*Education:—*Annual Report of the Department of—, for 1976/77 and 1977/78. Tabled, 161. (*Sessional Paper No. 60.*)

*Education:—*Annual Report of the Department of—, for 1978/79. Tabled, 517. (*Sessional Paper No. 350.*)

Sessional Papers:—Continued

Election Act:—Copy of a letter from the President of the Commission des droits de la personne, together with recommendations for amendments to the—. Tabled, 300. (*Sessional Paper No. 165.*)

Electoral representation:—Preliminary report of the Commission de la représentation, consisting of an explanatory text and technical descriptions of the 122 proposed electoral divisions. Tabled, 749. (*Sessional Paper No. 508.*)

Electricity and Gas Board:—Annual Report for 1978/79. Tabled, 596. (*Sessional Paper No. 406.*)

Employees hired on a fee or salary basis:—How many employees were—, from 26 November 1976 to 21 March 1979. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 604. (*Sessional Paper No. 417.*)

Energy:—Statement by Mr Bérubé at the Federal-Provincial First Ministers' Conference on—. Tabled, 613. (*Sessional Paper No. 434.*)

Energy Branch:—Annual Report for 1978/79. Tabled, 639. (*Sessional Paper No. 443.*)

Engineering Branch (Agriculture):—What are the names of the persons who applied for the position of Director General of Engineering in the Department of Agriculture, Fisheries and Food. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 765. (*Sessional Paper No. 519.*)

Engineering Branch (Agriculture):—Is the Montreal office of the—, still in operation. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 769. (*Sessional Paper No. 521.*)

Engineers:—Annual Report of the Order of—, for 1978/79. Tabled, 441. (*Sessional Paper No. 276.*)

Enumeration, 1978:—Registration form used by the Parti Québécois enumerators in urban areas. Tabled, 241. (*Sessional Paper No. 129.*)

Environment:—Study on public perception of the—, prepared by Pluram Inc. Tabled, 425. (*Sessional Paper No. 257.*)

Environment:—How many affidavit forms to be used by citizens in controlling polluters, have been returned to the Department of the—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 433. (*Sessional Paper No. 267.*)

Sessional Papers:—Continued

*Environmental Protection Services:—*Annual Report for 1977/78. Tabled, 457. (*Sessional Paper No. 291.*)

*Environmental Protection Services:—*Annual Report for 1978/79. Tabled, 730. (*Sessional Paper No. 502.*)

*Essential services:—*Table showing the outcome of negotiations on the maintaining of—. Tabled, 85. (*Sessional Paper No. 11.*)

*Essential services:—*Copies of a resolution and of a telegram concerning—, at the Institut de Cardiologie de Québec and at the Hôpital du Sacré-Coeur in Montreal. Tabled, 295. (*Sessional Papers Nos. 161 and 162.*)

*Essential services:—*Copy of a letter addressed to Chief Judge Jean-Paul Geoffroy, concerning the maintenance of—, in six hospitals. Tabled, 315. (*Sessional Paper No. 174.*)

*Essential services:—*Copy of a letter sent by the Minister of Transport, concerning highway maintenance and the agreement on—. Tabled, 485. (*Sessional Paper No. 324.*)

*Ethnic communities:—*Information Paper on Québec Government Departments in relation to—. Tabled, 153. (*Sessional Paper No. 53.*)

*Excise tax on fuel:—*Copy of a letter sent to the Prime Minister of Canada regarding the federal—. Tabled, 583. (*Sessional Paper No. 394.*)

*Excise tax on fuel:—*Copy of a telegram sent to the Prime Minister of Canada concerning the—. Tabled, 613. (*Sessional Paper No. 433.*)

*Executive Council:—*Annual Report for 1978/79. Tabled, 621. (*Sessional Paper No. 435.*)

*Family and Social Affairs Council:—*Annual Report for 1978/79. Tabled, 506. (*Sessional Paper No. 346.*)

*Family planning clinics:—*What are the names of the hospital centres that have agreed to set up—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 157. (*Sessional Paper No. 55.*)

*Farm-loan insurance and forestry-loan insurance:—*Annual Report of the Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers, for the fiscal year ended 31 March 1979. Tabled, 430. (*Sessional Paper No. 262.*)

*Financial Statements of Québec:—*For the fiscal year ended 31 March 1979. Tabled, 661. (*Sessional Paper No. 465.*)

Sessional Papers:—Continued

Financial Statements of Québec Government businesses:—For 1977/78. Tabled, 313. (*Sessional Paper No. 171.*)

Financing of political parties:—Copy of a legal opinion prepared by Professor Henri Brun, regarding Bill 2. Tabled, 138. (*Sessional Paper No. 41.*)

Financing of political parties:—First Annual Report of the Director General of the—. Tabled, 403. (*Sessional Paper No. 234.*)

Fiset, Mrs Raymonde:—Did—, hold a position in the Department of Justice. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 731. (*Sessional Paper No. 505.*)

Fisheries Branch:—Copy of an article regarding the decentralization of the—. Tabled, 414. (*Sessional Paper No. 249.*)

Flag of the Province of Québec:—Copies of three Orders in Council concerning the official—. Tabled, 330. (*Sessional Paper No. 181.*)

Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers:—Annual Report for the fiscal year ended 31 March 1979. Tabled, 430. (*Sessional Paper No. 262.*)

Forest Engineers:—Annual Report of the Order of—, for 1978/79. Tabled, 553. (*Sessional Paper No. 378.*)

Francization:—Copy of a study by Mr Roger Putzel on top management reaction to—. Tabled, 266. (*Sessional Paper No. 143.*)

Francophones in the labour market:—Copy of a study on the place of—. Tabled, 211. (*Sessional Paper No. 109.*)

French Language:—Annual Report of the Commission de surveillance de la langue française, for 1978/79. Tabled, 789. (*Sessional Paper No. 531.*)

French Language:—Annual Report of the Conseil de la langue française, for 1978/79. Tabled, 866. (*Sessional Paper No. 594.*)

General Investment Corporation of Québec:—Annual Report for 1978. Tabled, 249. (*Sessional Paper No. 131.*)

General Investment Corporation of Québec:—Interim Report for the final quarter of 1979. Tabled, 730. (*Sessional Paper No. 501.*)

General Investment Corporation of Québec:—Annual Report for 1979. Tabled, 852. (*Sessional Paper No. 582.*)

Sessional Papers:—Continued

General Investment Corporation of Québec:—Directive aimed at increasing the activities of the—, to include the petrochemical industry. Tabled, 530. (*Sessional Paper No. 361.*)

Golden Age Federation:—Telegram sent by the—, concerning the strikes in the public and parapublic sectors. Tabled, 441. (*Sessional Paper No. 279.*)

Government expenditures:—A breakdown of new priority—, for 1979/80. Tabled, 465. (*Sessional Paper No. 303.*)

Grants:—Which constituencies received—, under the programme of assistance for municipal network improvement. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 449. (*Sessional Paper No. 286.*)

Greater Montreal Golden Age Council Inc.:—Copy of all correspondence relating to the integration of—, and that of the Laval Region. Tabled, 792. (*Sessional Paper No. 534.*)

Green Paper on primary and secondary education:—Synthesis of public opinion on the—. Tabled, 425. (*Sessional Paper No. 255.*)

Green Paper on scientific research:—Tabled, 82. (*Sessional Paper No. 7.*)

Green Paper on the reform of the electoral system:—Tabled, 161. (*Sessional Paper No. 59.*)

Grenier, Mr Fernand:—Letter of resignation by—, as Member for the Electoral District of Mégantic-Compton. Tabled, 675. (*Sessional Paper No. 473.*)

Grievances in the Education and Social Affairs sectors:—How many—, were submitted in 1976, 1977 and 1978. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 604. (*Sessional Paper No. 418.*)

Gulf Canada Ltd.:—Copy of the correspondence with—, in regard to the fiscal disparity between the Québec and the Ontario and Alberta Taxation Schemes. Tabled, 465. (*Sessional Paper No. 302.*)

Habitat, environment and culture:—Copy of a text prepared by Professor Jean-Claude Marsan. Tabled, 169. (*Sessional Paper No. 72.*)

Harmonization of federal and Québec taxation schemes:—Document relating to the—. Tabled, 661. (*Sessional Paper No. 463.*)

Sessional Papers:—Continued

*Haut-commissariat à la jeunesse, aux loisirs et aux sports:—*Annual Report of the—, for 1976/77 and 1977/78. Tabled, 161. (*Sessional Paper No. 60.*)

*Hearing-aid Acousticians:—*Annual Report of the Order of—, for 1978/79. Tabled, 441. (*Sessional Paper No. 277.*)

*Highway Code:—*Draft of the—. Tabled, 351. (*Sessional Paper No. 197.*)

*Home Insulation Programme:—*Copy of a letter concerning the Canadian—. Tabled, 224. (*Sessional Paper No. 119.*)

*House Leader of the Union Nationale:—*Letter informing the Assembly that Mr Yvon Brochu had been named—. Tabled, 499. (*Sessional Paper No. 333.*)

*Hydro-Québec:—*Financial Statement and Statistics for 1978. Tabled, 262. (*Sessional Paper No. 139.*)

*Hydro-Québec:—*Annual Report for 1978. Tabled, 506. (*Sessional Paper No. 344.*)

*Hydro-Québec:—*Annual Report for 1979. Tabled, 825. (*Sessional Paper No. 557.*)

*Immigration:—*Two tables showing the value of investments and the number of landed immigrants from 1968 to 1978. Tabled, 205. (*Sessional Paper No. 96.*)

*Impact of transfers on income distribution in Québec, 1967-1975:—*Report on the—. Tabled, 866. (*Sessional Paper No. 601.*)

*Income security:—*First report of the task force on—. Tabled, 73. (*Sessional Paper No. 1.*)

*Income supplement programme:—*Copies of two letters written to the Minister of National Health and Welfare concerning the implementation of an—. Tabled, 164. (*Sessional Paper No. 65.*)

*Income support and supplementation:—*Working Paper on—, entitled *Federal-Provincial Social Security Review*. Tabled, 164. (*Sessional Paper No. 66.*)

*Industrial Administration Accountants:—*Annual Report of the Professional Corporation of—, for 1978/79. Tabled, 545. (*Sessional Paper No. 372.*)

Sessional Papers:—Continued

Industrial Relations Counsellors:—Annual Report of the Professional Corporation of—, for 1978/79. Tabled, 484. (Sessional Paper No. 319.)

Industry and Commerce:—Annual Report of the Department of—, for 1978/79. Tabled, 859. (Sessional Paper No. 588.)

Institut national de productivité:—Annual Report for 1978/79. Tabled, 485. (Sessional Paper No. 323.)

Intergovernmental Affairs:—Annual Report of the Department of—, for 1977/78. Tabled, 239. (Sessional Paper No. 127.)

Intergovernmental Affairs:—Annual Report of the Department of—, for 1978/79. Tabled, 815. (Sessional Paper No. 548.)

International Salon of Food and Agriculture:—What amount did the Government contribute to the—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 767. (Sessional Paper No. 520.)

James Bay Development Corporation:—Annual Report for 1978. Tabled, 291. (Sessional Paper No. 156.)

James Bay Development Corporation:—Annual Report for 1979. Tabled, 852. (Sessional Paper No. 581.)

James Bay Energy Corporation:—Report of activities for 1978. Tabled, 305. (Sessional Paper No. 168.)

Judgment by the Supreme Court of Canada:—Documents tabled during consideration of Bill 82. Tabled, 608 and 609. (Sessional Papers Nos. 420 to 432 incl.)

Justice:—Report of the activities of the Department of—, for 1977/78 and 1978/79. Tabled, 331. (Sessional Paper No. 184.)

Justice:—Annual Report of the Department of—, for 1978/79. Tabled, 785. (Sessional Paper No. 529.)

Keable Commission:—Authorized Treasury Board allocation for the reimbursement of certain expenses incurred by the—, in consequence of closed sessions with a witness. Tabled, 854. (Sessional Paper No. 586.)

Labour and Manpower:—Annual Report of the Department of—, for 1978/79. Tabled, 662. (Sessional Paper No. 466.)

Labour relations in Québec:—Copy of a study by Professor Léo Roback regarding—. Tabled, 169. (Sessional Paper No. 73.)

Sessional Papers:—Continued

*Lalande, Mr Georges:—*Certificate of the election of—, Member for Maison-neuve. Tabled, 535. (*Sessional Paper No. 364.*)

*Lanaudière:—*Inquiry Report on Les Centres d'Accueil—. Tabled, 190. (*Sessional Paper No. 84.*)

*Lands and Forests:—*Annual Report of the Department of—, for 1978/79. Tabled, 596. (*Sessional Paper No. 407.*)

*Land Surveyors:—*Annual Report of the Order of—, for 1978/79. Tabled, 761. (*Sessional Paper No. 514.*)

*Language situation in elementary and secondary schools:—*Study of the Conseil de la langue française on the—, from 1971/72 to 1978/79. Tabled, 567. (*Sessional Paper No. 385.*)

*Large and medium-sized firms:—*A list of—, that have closed down since 1 January 1977. Tabled, 168. (*Sessional Paper No. 70.*)

*LaSalle hospital centre:—*Copy of a study concerning the—. Tabled, 234. (*Sessional Paper No. 125.*)

*Lauzon, Mrs Adèle:—*Is she employed by the Government. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 234. (*Sessional Paper No. 124.*)

*Laval:—*Copy of all correspondence pertaining to the integration into the MUCTC of the City of Laval public transportation service. Tabled, 466. (*Sessional Paper No. 305.*)

*Laval:—*Copy of all correspondence with the City of—, pertaining to the REM Mirabel project. Tabled, 466. (*Sessional Paper No. 306.*)

*Law Clerk of the National Assembly:—*Report on Private Bill 275. Tabled, 121. (*Sessional Paper No. 31.*)

*Law Clerk of the National Assembly:—*Report on Private Bills 234 and 239. Tabled, 142. (*Sessional Paper No. 47.*)

*Law Clerk of the National Assembly:—*Report on Private Bill 267. Tabled, 162. (*Sessional Paper No. 64.*)

*Law Clerk of the National Assembly:—*Report on Private Bills 213 and 245. Tabled, 190. (*Sessional Paper No. 83.*)

*Law Clerk of the National Assembly:—*Report on Private Bill 227. Tabled, 196. (*Sessional Paper No. 87.*)

Sessional Papers:—Continued

Law Clerk of the National Assembly:—Reports on Private Bills 281 and 284. Tabled, 204. (Sessional Paper No. 95.)

Law Clerk of the National Assembly:—Reports on Private Bills 254 and 273. Tabled, 215. (Sessional Paper No. 111.)

Law Clerk of the National Assembly:—Report on Private Bill 248. Tabled, 229. (Sessional Paper No. 121.)

Law Clerk of the National Assembly:—Reports on Private Bills 278 and 279. Tabled, 239. (Sessional Paper No. 128.)

Law Clerk of the National Assembly:—Report on Private Bill 232. Tabled, 249. (Sessional Paper No. 132.)

Law Clerk of the National Assembly:—Reports on Private Bills Nos. 228 and 262. Tabled, 256. (Sessional Paper No. 136.)

Law Clerk of the National Assembly:—Reports on Private Bills 220, 222 and 237. Tabled, 273. (Sessional Paper No. 147.)

Law Clerk of the National Assembly:—Report on Private Bill 207. Tabled, 305. (Sessional Paper No. 170.)

Law Clerk of the National Assembly:—Report on Private Bill 257. Tabled, 332. (Sessional Paper No. 186.)

Law Clerk of the National Assembly:—Report on Private Bill 244. Tabled, 457. (Sessional Paper No. 292.)

Law Clerk of the National Assembly:—Report on Private Bill 280. Tabled, 463. (Sessional Paper No. 301.)

Law Clerk of the National Assembly:—Reports on Private Bills 217 and 219. Tabled, 476. (Sessional Paper No. 317.)

Law Clerk of the National Assembly:—Report on Private Bill 238. Tabled, 485. (Sessional Paper No. 325.)

Law Clerk of the National Assembly:—Report on Private Bill 209. Tabled, 490. (Sessional Paper No. 330.)

Law Clerk of the National Assembly:—Report on Private Bill 204. Tabled, 500. (Sessional Paper No. 339.)

Law Clerk of the National Assembly:—Reports on Private Bills 218 and 241. Tabled, 546. (Sessional Paper No. 377.)

Sessional Papers:—Continued

*Law Clerk of the National Assembly:—*Report on Private Bill 230. Tabled, 553. (*Sessional Paper No. 381.*)

*Law Clerk of the National Assembly:—*Report on Private Bill 236. Tabled, 561. (*Sessional Paper No. 384.*)

*Law Clerk of the National Assembly:—*Report on Private Bill 233. Tabled, 579. (*Sessional Paper No. 393.*)

*Law Clerk of the National Assembly:—*Reports on Private Bills 200 and 216. Tabled, 590. (*Sessional Paper No. 403.*)

*Law Clerk of the National Assembly:—*Report on Private Bill 252. Tabled, 636. (*Sessional Paper No. 439.*)

*Law Clerk of the National Assembly:—*Report on Private Bill 205. Tabled, 642. (*Sessional Paper No. 452.*)

*Law Clerk of the National Assembly:—*Report on Private Bill 251. Tabled, 642. (*Sessional Paper No. 453.*)

*Law Clerk of the National Assembly:—*Reports on Private Bills 208, 226, 231, 235 and 242. Tabled, 802. (*Sessional Paper No. 544.*)

*Law Clerk of the National Assembly:—*Reports on Private Bills 261 and 263. Tabled, 844. (*Sessional Paper No. 574.*)

*Law Clerk of the National Assembly:—*Report on Private Bill 268. Tabled, 853. (*Sessional Paper No. 585.*)

*Leader of the Union Nationale:—*Letter informing the President that Mr Michel LeMoignan was designated to serve as—. Tabled, 678. (*Sessional Paper No. 478.*)

*Leduc, Dr Roger:—*Has—, performed services for the Order of Veterinary Surgeons. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 648. (*Sessional Paper No. 458.*)

*Legal Services Commission:—*Annual Report for 1978/79. Tabled, 445. (*Sessional Paper No. 280.*)

*Legal Services Commission:—*What is the total appropriation and expenditure of the—, for 1978/79 and 1979/80. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 732. (*Sessional Paper No. 506.*)

Sessional Papers:—Continued

*Legislation:—*Publication on the drafting of—, and Report on legal language and the system of—, prepared by the Conseil de la langue française. Tabled, 866. (*Sessional Papers Nos. 595 and 596.*)

*Lemieux, Bourdages, Morin, Doucet, Simard et Associés:—*What was the total amount paid by the Government in professional fees to—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 652. (*Sessional Paper No. 462.*)

*Le Rouzès, Mr Serge:—*Is he employed by the Department of Agriculture and Food. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 651. (*Sessional Paper No. 461.*)

*Levesque, Mr Gérard D.:—*Letter informing the Assembly that—, will serve as House Leader of the Official Opposition. Tabled, 203. (*Sessional Paper No. 91.*)

*Library of the Legislature:—*Annual Report of the Librarian on the activities of the—, for 1979. Tabled, 815. (*Sessional Paper No. 549.*)

*Licensed General Accountants:—*Annual Report of the Professional Corporation of—, for 1978/79. Tabled, 475. (*Sessional Paper No. 312.*)

*Licences issued to extra-provincial corporations:—*A statement showing the—, during the 1978/79 fiscal year. Tabled, 291. (*Sessional Paper No. 157.*)

*Licences issued to extra-provincial corporations:—*A statement showing the—, during the 1979/80 fiscal year. Tabled, 867. (*Sessional Paper No. 606.*)

*Loto-Québec:—*Report of the Société d'exploitation des loteries et courses on the subject of casinos. Tabled, 141. (*Sessional Paper No. 44.*)

*Loto-Québec:—*Annual Report of the Société des loteries et courses, for 1978/79. Tabled, 361. (*Sessional Paper No. 200.*)

*Loto-Québec:—*Annual Report for 1979/80. Tabled, 866. (*Sessional Paper No. 597.*)

*Magnesium compounds from asbestos tailings:—*Order in Council concerning the setting up of a production unit for the extraction of—. Tabled, 195. (*Sessional Paper No. 86.*)

*Malouf Report:—*Report of the Commission of inquiry into the cost of the 21st Olympiad. Tabled, 819. (*Sessional Paper No. 551.*)

Sessional Papers:—Continued

*Marigot Local Community Service Centre:—*List of staff on the payroll of the—. Tabled, 434 and 529. (*Sessional Papers Nos. 269 and 360.*)

*Marine Industries Limited:—*Industrial Recovery Programme for—. Tabled, 273. (*Sessional Paper No. 145.*)

*Marsan, Mr Jean-Claude:—*Copy of a text prepared by—, on problems related to habitat, environment and culture. Tabled, 169. (*Sessional Paper No. 72.*)

*Marx, Mr Herbert:—*Certificate of the election of—, Member for D'Arcy McGee. Tabled, 577. (*Sessional Paper No. 389.*)

*Mathieu, Mr Hermann:—*Certificate of the election of—, Member for Beauce South. Tabled, 534. (*Sessional Paper No. 363.*)

*Medical Technologists:—*Annual Report of the Professional Corporation of—, for 1978/79. Tabled, 524. (*Sessional Paper No. 353.*)

*Mille-Îles Local Community Service Centre:—*List of staff on the payroll of the—. Tabled, 434 and 529. (*Sessional Papers Nos. 270 and 360.*)

*Ministers' tours of Québec:—*Document completing the answers supplied on 18 October 1978 to a question concerning—. Tabled, 369. (*Sessional Paper No. 208.*)

*Montebello Summit Conference:—*Programme outline for the—. Tabled, 81. (*Sessional Paper No. 4.*)

*Montebello Summit Conference:—*Working paper in preparation for the—. Tabled, 81. (*Sessional Paper No. 5.*)

*M.N.A.'s:—*Copy of a report by Professor Vincent Lemieux on the rôle of—, and the system of representation in the National Assembly. Tabled, 138. (*Sessional Paper No. 42.*)

*Municipal Affairs:—*Annual Report of the Department of—, for 1978/79. Tabled, 422. (*Sessional Paper No. 252.*)

*National Archives of Québec:—*Report for the period 1 January 1976 to 31 March 1977. Tabled, 430. (*Sessional Paper No. 261.*)

*National Holiday Planning Committee:—*Annual Report for the period ended 31 July 1979. Tabled, 602. (*Sessional Paper No. 416.*)

*Natural Resources:—*Annual Report of the Department of—, for 1977/78. Tabled, 255. (*Sessional Paper No. 134.*)

Sessional Papers:—Continued

- Natural Resources*:—Annual Report of the Department of—, for 1978/79. Tabled, 730. (*Sessional Paper No. 500.*)
- Negotiations in the public and parapublic sectors*:—Proposals made to employees in the public and parapublic sectors. Tabled, 524 and 536. (*Sessional Papers Nos. 355 and 366.*)
- Non-governmental publications*:—What amount was expended for the distribution of—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 448. (*Sessional Paper No. 284.*)
- Norman Bethune Local Community Service Centre*:—List of staff on the payroll of the—. Tabled, 433 and 529. (*Sessional Papers Nos. 268 and 360.*)
- Notaries*:—Annual Report of the Order of—, for 1978/79. Tabled, 446. (*Sessional Paper No. 281.*)
- Nurses*:—Annual Report of the Order of—, for 1978/79. Tabled, 639. (*Sessional Paper No. 442.*)
- Nursing Assistants*:—Annual Report of the Professional Corporation of—, for 1978/79. Tabled, 279. (*Sessional Paper No. 149.*)
- Occupational health and safety*:—Copies of studies intended for the drafting of general legislation on—. (*Sessional Paper No. 108.*)
- Occupational Therapists*:—Annual Report of the Professional Corporation of—, for 1978/79. Tabled, 463. (*Sessional Paper No. 294.*)
- Office de la construction*:—Financial Statements for the period ended 31 December 1978. Tabled, 463. (*Sessional Paper No. 297.*)
- Office de la construction*:—Annual Report for 1978. Tabled, 463. (*Sessional Paper No. 298.*)
- Office de la construction*:—Report of a special audit concerning the—. Tabled, 463. (*Sessional Paper No. 299.*)
- Office de la construction*:—Comments and measures taken by the—, as a follow-up to the report of the Auditor General. Tabled, 761. (*Sessional Paper No. 516.*)
- Office de la langue française*:—Report of activities for 1978/79. Tabled, 590. (*Sessional Paper No. 401.*)

Sessional Papers:—Continued

*Office de la protection du consommateur:—*Annual Report for 1978/79. Tabled, 476. (*Sessional Paper No. 314.*)

*Office franco-québécois pour la jeunesse:—*Annual Report for 1978. Tabled, 696. (*Sessional Paper No. 486.*)

*Olympic Stadium tower:—*Reports on the condition of the—. Tabled, 865. (*Sessional Paper No. 592.*)

*Opinion polls:—*What is the number of contracts let for the purpose of conducting opinion polls. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 648 and 711. (*Sessional Papers Nos. 459 and 494.*)

*Opinion polls:—*Copies of the results of all the—, conducted since November 1976. Tabled, 712. (*Sessional Paper No. 495.*)

*Optometrists:—*Annual Report of the Order of—, for 1978/79. Tabled, 524. (*Sessional Paper No. 354.*)

*Outaouais Development Corporation:—*Annual Report for 1978/79. Tabled, 500. (*Sessional Paper No. 337.*)

*Partition: The Price of Québec's Independence:—*Manuscript of a book entitled:—. Tabled, 730. (*Sessional Paper No. 504.*)

*Pavillon des jeunes de Saint-Damien:—*Copy of a letter concerning the—. Tabled, 284. (*Sessional Paper No. 154.*)

*Pension Plan:—*Actuarial Report as at 31 December 1978. Tabled, 384. (*Sessional Paper No. 220.*)

*Pensions of orphans and children of disabled contributors:—*Have representations been made for an increase in the—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 791. (*Sessional Paper No. 533.*)

*Personal information files of the public administration:—*Copy of a study on—. Tabled, 467 and 487. (*Sessional Papers Nos. 307 and 326.*)

*Petit Séminaire de Nicolet:—*Press release and correspondence in regard to the restoration of the—. Tabled, 794. (*Sessional Paper No. 538.*)

*Petition for a return to work at the QUCTC:—*Tabled, 299. (*Sessional Paper No. 164.*)

Sessional Papers:—Continued

*Petition from citizens of Québec concerning the referendum:—*Tabled, 701. (Sessional Paper No. 490.)

*Petition from citizens requesting a nursing home for the aged in Saint-Léonard-d'Aston:—*Tabled, 868. (Sessional Paper No. 613.)

*Petition from the anti-pollution committee of the upper and middle Saint-François basin:—*Tabled, 438. (Sessional Paper No. 275.)

*Petition from the Association of Day-Care Centres' Owners of Québec Inc.:—*Tabled, 578. (Sessional Paper No. 390.)

*Petition from the citizen's committee for the preservation of the Lachine Rapids:—*Tabled, 868. (Sessional Paper No. 611.)

*Petition from the citizens of the City of Buckingham:—*Tabled, 132. (Sessional Paper No. 37.)

*Petition from the residents in the Bécancour basin:—*Tabled, 94. (Sessional Paper No. 16.)

*Petition from the Sacré-Coeur district citizens' committee and the Rimouski community health department:—*Tabled, 868. (Sessional Paper No. 612.)

*Petition in support of the Matapédia Valley pulp and paper mill project:—*Tabled, 762. (Sessional Paper No. 517.)

*Petition presented on the occasion of the 65th anniversary of the genocide of the Armenian people:—*Tabled, 793. (Sessional Paper No. 537.)

*Petition signed by the employees of Minibus Forest Inc.:—*Tabled, 802. (Sessional Paper No. 542.)

*Physicians:—*Annual Report of the Professional Corporation of—, for 1978/79. Tabled, 589. (Sessional Paper No. 400.)

*Physiotherapists:—*Annual Report of the Professional Corporation of—, for 1978/79. Tabled, 500. (Sessional Paper No. 334.)

*Podiatrists:—*Annual Report of the Order of—, for 1978/79. Tabled, 446. (Sessional Paper No. 282.)

*Police investigation:—*Copy of the correspondence on an alleged—. Tabled, 94. (Sessional Paper No. 17.)

Sessional Papers:—Continued

*Police investigations:—*Affidavits sworn by three citizens of Chomedey in connection with alleged—. Tabled, 94. (*Sessional Paper No. 18.*)

*Prévost:—*Warrant for the issue of a Writ for the election of a Member for the Electoral District of—. Tabled, 102. (*Sessional Paper No. 21.*)

*Private Education Advisory Commission:—*Annual Report for 1977/78. Tabled, 339. (*Sessional Paper No. 187.*)

*Professional fees:—*A document completing the partial answers given in 1977 and 1978. Tabled, 158. (*Sessional Paper No. 57.*)

*Protection of persons from torture:—*Order in Council regarding the United Nations Declaration on the—. Tabled, 595. (*Sessional Paper No. 404.*)

*Protection of Privacy Act:—*Annual Report respecting the authorizations obtained by the Attorney General under the—, for 1978. Tabled, 662. (*Sessional Paper No. 467.*)

*Provincial Parks:—*How many regular or casual employees were working for the Government in various—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 158. (*Sessional Paper No. 56.*)

*Psychologists:—*Annual Report of the Professional Corporation of—, for 1978/79. Tabled, 279. (*Sessional Paper No. 148.*)

*Public Accounts of the Government of Québec:—*Volumes 1 and 2 of the—, for 1978/79. Tabled, 661. (*Sessional Paper No. 464.*)

*Publications:—*How many—, have been funded by the Government. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 327. (*Sessional Paper No. 180.*)

*Publications:—*What amount was expended for the distribution of non-governmental—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 448. (*Sessional Paper No. 284.*)

*Publications printed at public expense:—*How many publications have been printed at public expense. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 557. (*Sessional Paper No. 382.*)

*Public Curator:—*Annual Report for the year ended 31 December 1978. Tabled, 437. (*Sessional Paper No. 272.*)

*Public Protector:—*Part I of the Annual Report for 1978. Tabled, 141. (*Sessional Paper No. 43.*)

Sessional Papers:—Continued

*Public Protector:—*Part II of the Annual Report for 1978. Tabled, 589.
(*Sessional Paper No. 398.*)

*Public Protector:—*Part I of the Annual Report for 1979. Tabled, 775.
(*Sessional Paper No. 524.*)

*Public Works Act:—*Orders in Council under Division 2 of the—. Tabled,
166. (*Sessional Paper No. 68.*)

*Public Works and Supply:—*Annual Report of the Department of—, for
1978/79. Tabled, 573. (*Sessional Paper No. 387.*)

*Québec Agricultural Marketing Board:—*Annual Report for 1978/79.
Tabled, 793. (*Sessional Paper No. 536.*)

*Québec Autoroutes Authority:—*Annual Report for 1978. Tabled, 162.
(*Sessional Paper No. 62.*)

*Québec Autoroutes Authority:—*Annual Report for 1979. Tabled, 802.
(*Sessional Paper No. 541.*)

*Québec Broadcasting Bureau:—*Annual Report for 1977/78. Tabled, 361.
(*Sessional Paper No. 202.*)

*Québec Cartography Company:—*Annual Report for 1977/78. Tabled, 204.
(*Sessional Paper No. 93.*)

*Québec Cartography Company:—*Annual Report for 1978/79. Tabled, 506.
(*Sessional Paper No. 345.*)

*Québec Deposit and Investment Fund:—*Annual Report for 1978. Tabled,
123. (*Sessional Paper No. 32.*)

*Québec Deposit and Investment Fund:—*Annual Report for 1979. Tabled,
775. (*Sessional Paper No. 522.*)

*Québec Deposit and Investment Fund:—*Copy of the Regulations of the—.
Tabled, 179. (*Sessional Paper No. 77.*)

*Québec Deposit and Investment Fund:—*Copies of Orders in Council concerning the Regulations of the—. Tabled, 682. (*Sessional Paper No. 483.*)

*Québec Deposit Insurance Board:—*Annual Report for 1978. Tabled, 223.
(*Sessional Paper No. 115.*)

Sessional Papers:—Continued

Québec Deposit Insurance Board:—Annual Report for 1979. Tabled, 825. (Sessional Paper No. 556.)

Québec Family Allowances Plan:—Annual Report of activities for 1978/79. Tabled, 339. (Sessional Paper No. 188.)

Québec Farm Credit Bureau:—Annual Report for the fiscal year ended 31 March 1979. Tabled, 430. (Sessional Paper No. 263.)

Québec Farm Credit Bureau:—Annual Report on forestry credit, for 1978/79. Tabled, 506. (Sessional Paper No. 343.)

Québec Ferry Company:—Annual Report for 1978/79. Tabled, 463. (Sessional Paper No. 296.)

Québec Health Insurance Board:—Annual Report for 1978/79. Tabled, 384. (Sessional Paper No. 221.)

Québec Health Insurance Board:—Annual Report for 1979/80. Tabled, 867. (Sessional Paper No. 610.)

Québec Housing Corporation:—Annual Report for the fiscal year ended 31 December 1978. Tabled, 730. (Sessional Paper No. 503.)

Québec Industrial Development Corporation:—Annual Report for 1978/79. Tabled, 383. (Sessional Paper No. 215.)

Québec Industrial Development Corporation:—Interim Report for the first half of the fiscal year 1979/80. Tabled, 561. (Sessional Paper No. 383.)

Québec Industrial Development Corporation:—Annual Report for the fiscal year ended 31 March 1980. Tabled, 834. (Sessional Paper No. 562.)

Québec Interprofessional Council:—Annual Report for 1978/79. Tabled, 484. (Sessional Paper No. 318.)

Québec Liquor Corporation:—Did the—, lease premises at Cap-de-la-Madeleine. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 372. (Sessional Paper No. 211.)

Québec Liquor Corporation:—Annual Report for 1978/79. Tabled, 485. (Sessional Paper No. 322.)

Québec Liquor Permit Control Commission:—Report of activities for 1978/79. Tabled, 595. (Sessional Paper No. 405.)

Sessional Papers:—Continued

Québec Mining Exploration Company (SOQUEM):—Annual Report for 1978/79. Tabled, 384. (Sessional Paper No. 217.)

Québec Mining Exploration Company (SOQUEM):—Annual Report for 1979/80. Tabled, 852. (Sessional Paper No. 580.)

Québec Municipal Commission:—Annual Report for 1978/79. Tabled, 422. (Sessional Paper No. 253.)

Québec Municipal Commission:—Copies of claims for travel and assignment expenses incurred by members of the—. Tabled, 387. (Sessional Paper No. 226.)

Québec Official Publisher:—Annual Report showing the number of copies of statutes printed, etc. Tabled, 567. (Sessional Paper No. 386.)

Québec Pension Board:—Annual Report for 1978. Tabled, 135. (Sessional Paper No. 38.)

Québec Pension Board:—Overview of communications activities at the—. Tabled, 284. (Sessional Paper No. 155.)

Québec Pension Commission:—Annual Report for 1978. Tabled, 441. (Sessional Paper No. 278.)

Québec Petroleum Operations Company (SOQUIP):—Annual Report for 1978/79. Tabled, 715. (Sessional Paper No. 496.)

Québec Planning and Development Bureau:—Annual Report for 1978/79. Tabled, 852. (Sessional Paper No. 579.)

Québec Police Commission:—Annual Report for 1978. Tabled, 262. (Sessional Paper No. 138.)

Québec Police Commission:—Annual Report for 1979. Tabled, 851. (Sessional Paper No. 577.)

Québec Police Force:—Annual Report for 1977/78. Tabled, 153. (Sessional Paper No. 54.)

Québec Police Force:—Annual Report for 1979. Tabled, 843. (Sessional Paper No. 568.)

Québec Professions Board:—Annual Report for 1978/79. Tabled, 223. (Sessional Paper No. 114.)

Sessional Papers:—Continued

Québec Professions Board:—Annual Report for 1979/80. Tabled, 866. (*Sessional Paper No. 598.*)

Québec Public Service Board:—Annual Report for 1977/78. Tabled, 123. (*Sessional Paper No. 34.*)

Québec Real Estate Development Corporation:—Annual Report for the fiscal year ended 31 March 1979. Tabled, 414. (*Sessional Paper No. 247.*)

Québec Securities Commission:—Statistical Report of the—. Tabled, 425. (*Sessional Paper No. 256.*)

Québec Transport Commission:—Annual Report for 1978/79. Tabled, 384. (*Sessional Paper No. 219.*)

Québec Transport Commission:—Annual Report for 1979/80. Tabled, 867. (*Sessional Paper No. 607.*)

Québec Wood Salvage, Logging and Forest Development Company (REX-FOR):—Annual Report for 1977/78. Tabled, 204. (*Sessional Paper No. 94.*)

Québec Wood Salvage, Logging and Forest Development Company (REX-FOR):—Annual Report for 1978/79. Tabled, 679. (*Sessional Paper No. 480.*)

Radiology Technicians:—Annual Report of the Order of—, for 1978/79. Tabled, 489. (*Sessional Paper No. 328.*)

Radio-Québec:—Annual Report for 1978/79. Tabled, 867. (*Sessional Paper No. 603.*)

Ransacking of LG-2:—Copy of a document on the out-of-court settlement resulting from the—. Tabled, 235. (*Sessional Paper No. 126.*)

Ratelle, Mr Gilles:—What was the total amount paid to—, and to Mr Luc Ratelle, Advocate, of Joliette. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 387. (*Sessional Paper No. 225.*)

Reception centres:—Minutes of the meeting of the Joint Committee of the Association des centres d'accueil and of the Department of Social Affairs regarding staffing needs in—. Tabled, 702. (*Sessional Paper No. 491.*)

Recreational and cultural activities:—Study on the habits of Québécois in regard to—. Tabled, 701. (*Sessional Paper No. 489.*)

Sessional Papers:—Continued

*Referendum:—*Rules of action addressed to party militants by Mr Louis O'Neill. Tabled, 458. (*Sessional Paper No. 293.*)

*Referendum:—*Copy of a letter by the Director General of Elections concerning the proclamation of certain sections of the Election Act for the—. Tabled, 758. (*Sessional Paper No. 512.*)

*Referendum:—*Letter informing the President of the composition of the Conseil du référendum. Tabled, 681. (*Sessional Paper No. 481.*)

*Referendum question:—*Legal opinion on the formulation of the—. Tabled, 679. (*Sessional Paper No. 479.*)

*Reform of municipal taxation and of the financing of the urban communities, the regional community and public transportation:—*Document tabled during the consideration of Bill 57. Tabled, 574. (*Sessional Paper No. 388.*)

*Reform of the Electoral Districts:—*Report of the Standing Committee on the Presidency of the Council and the Constitution which sat to hear the members of the Standing Commission on—. Tabled, 489. (*Sessional Paper No. 329.*)

*Régie de l'assurance-récolte:—*Annual Report for 1978/79. Tabled, 640. (*Sessional Paper No. 446.*)

*Régie des entreprises de construction:—*Annual Report for 1978/79. Tabled, 351. (*Sessional Paper No. 198.*)

*Régie des installations olympiques:—*Annual Report for 1978. Tabled, 107. (*Sessional Paper No. 26.*)

*Régie des installations olympiques:—*Annual Report for 1979. Tabled, 837. (*Sessional Paper No. 566.*)

*Régie des loteries et courses:—*Annual Report for 1978/79. Tabled, 596. (*Sessional Paper No. 408.*)

*Régie des loteries et courses:—*Annual Report for 1979/80. Tabled, 867. (*Sessional Paper No. 604.*)

*Régie du logement:—*Regulations and draft regulations tabled during the consideration of Bill 107. Tabled, 393. (*Sessional Papers Nos. 227 228 and 229.*)

*Regional health and social services councils:—*Annual Reports for 1978/79. Tabled, 414. (*Sessional Paper No. 248.*)

Sessional Papers:—Continued

Register of electors:—Copies of documents pertaining to Bill 3, An Act respecting the—. Tabled, 369. (*Sessional Paper No. 210.*)

Register of electors:—Table showing the contracts authorized by the Treasury Board in connection with the—. Tabled, 386. (*Sessional Paper No. 224.*)

Remissions of duties and penalties:—Detailed statement of—. Tabled, 102. (*Sessional Paper No. 24.*)

Revenue:—Annual Report of the Department of—, for 1978/79. Tabled, 640. (*Sessional Paper No. 444.*)

Rivest, Mr Jean-Claude:—Copy of a circular letter soliciting special contributions in aid of—. Tabled, 97. (*Sessional Paper No. 19.*)

Rivest, Mr Jean-Claude:—Certificate of the election of—, Member for Jean-Talon. Tabled, 201. (*Sessional Paper No. 89.*)

Roback, Mr Léo:—Copy of a study by—, on the state of labour relations in Québec. Tabled, 169. (*Sessional Paper No. 73.*)

Rocard, Mr Michel:—Counter-arguments by—, to the European federalism expounded by Mr Robert Bourassa. Tabled, 780. (*Sessional Paper No. 527.*)

Rocard, Mr Michel:—Copy of a letter by Mr Jean-Noël Lavoie, addressed to—, and copy of Mr Robert Bourassa's reply to Mr Rocard. Tabled, 802. (*Sessional Paper No. 543.*)

Russell, Mr Armand:—Letter of resignation by—, as Member for the Electoral District of Brôme-Missisquoi. Tabled, 676. (*Sessional Paper No. 474.*)

Ryan, Mr Claude:—Certificate of the election of—, Member for Argenteuil. Tabled, 202. (*Sessional Paper No. 90.*)

Saint-Hyacinthe:—What is the total area of land held by the Department of Transport in the County of—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 449. (*Sessional Paper No. 285.*)

Salt mining operations in the Magdalen Islands:—Has SOQUEM management submitted a recommendation in regard to—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 417. (*Sessional Paper No. 250.*)

Sessional Papers:—Continued

- Salt mining operations in the Magdalen Islands:*—Background paper on the Canada-Québec subsidiary agreement on the industrial infrastructures related to the proposed—. Tabled, 834. (*Sessional Paper No. 564.*)
- Salt mining operations in the Magdalen Islands:*—Copy of the Canada-Québec subsidiary agreement on industrial infrastructures related to the proposed—. Tabled, 835. (*Sessional Paper No. 565.*)
- Savings:*—Copy of a study on—, carried out by Professor Henri-Paul Rousseau. Tabled, 508. (*Sessional Paper No. 348.*)
- Savings in Québec:*—Copy of a study on the main sources of—. Tabled, 159. (*Sessional Paper No. 58.*)
- Science policy:*—Problem analysis prepared by the Conseil de la politique scientifique. Tabled, 82. (*Sessional Paper No. 8.*)
- Scientific research policy:*—Statement of policy objectives and plan of action for the implementation of a—. Tabled, 852. (*Sessional Paper No. 578.*)
- Seating plan, National Assembly:*—Tabled, 403, 533 and 682. (*Sessional Papers Nos. 233, 362 and 482.*)
- Sectorial powers of various Departments:*—Document dealing with the—. Tabled, 883. (*Sessional Paper No. 623.*)
- Sherbrooke:*—What amounts have been spent on low-cost housing in—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 447. (*Sessional Paper No. 283.*)
- Shipbuilding and Repair Industry:*—Correspondence concerning the recommendations of the Consultative Task Force on the Canadian—. Tabled, 195. (*Sessional Paper No. 85.*)
- Sidbec:*—Annual Report of the activities of—, and its subsidiaries, for 1978. Tabled, 255. (*Sessional Paper No. 133.*)
- Sidbec:*—Annual Report of the activities of—, and its subsidiaries, for 1979. Tabled, 809. (*Sessional Paper No. 545.*)
- Social Affairs:*—Annual Report of the Department of—, for 1977/78. Tabled, 103. (*Sessional Paper No. 25.*)
- Social Affairs:*—Annual Report of the Department of—, for 1978/79. Tabled, 710. (*Sessional Paper No. 492.*)

Sessional Papers:—Continued

Social Affairs Commission:—Annual Report for 1978/79. Tabled, 545. (Sessional Paper No. 373.)

Social Credit Democratic Party:—New name for *The Democrats*. Tabled, 677. (Sessional Paper No. 475.)

Social Workers:—Annual Report of the Professional Corporation of—, for 1978/79. Tabled, 761. (Sessional Paper No. 515.)

Société de développement coopératif:—Annual Report for 1978/79. Tabled, 484. (Sessional Paper No. 320.)

Société Inter-Port de Québec:—Annual Report for 1978/79. Tabled, 775. (Sessional Paper No. 523.)

Société québécoise d'information juridique:—Annual Report for 1978/79. Tabled, 851. (Sessional Paper No. 576.)

Société québécoise d'information juridique:—Annual Report for 1979/80. Tabled, 865. (Sessional Paper No. 593.)

Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires (SOQUIA):—Annual Report for 1978/79. Tabled, 430. (Sessional Paper No. 264.)

Socio-economic conferences:—An assessment of—, held in Québec. Tabled, 81. (Sessional Paper No. 6.)

Special Grants:—List of—, made by the Executive Council. Tabled, 466. (Sessional Paper No. 304.)

Special warrants:—Authorized since the adjournment of the National Assembly. Tabled, 682 and 820. (Sessional Papers Nos. 484 and 554.)

Speech Therapists and Audiologists:—Annual Report of the Professional Corporation of—, for 1978/79. Tabled, 437. (Sessional Paper No. 273.)

SPICAM:—Annual Report for 1978/79. Tabled, 484. (Sessional Paper No. 321.)

Standing Commission on Reform of the Electoral Districts:—Proposals for readjustment of the electoral districts and an electoral map prepared by the—. Tabled, 475. (Sessional Paper No. 310.)

Standing Committee on Agriculture:—Report of the—, which considered Bill 16. Tabled, 380. (Sessional Paper No. 212.)

Sessional Papers:—Continued

*Standing Committee on Agriculture and Food:—*Report of the—, which considered Bill 43. Tabled, 578. (*Sessional Paper No. 391.*)

*Standing Committee on Agriculture and Food:—*Report of the—, which considered Bill 41. Tabled, 584. (*Sessional Paper No. 397.*)

*Standing Committee on Agriculture and Food:—*Report of the—, which considered Bill 75. Tabled, 640. (*Sessional Paper No. 447.*)

*Standing Committee on Agriculture and Food:—*Report of the—, which considered Bill 59. Tabled, 640. (*Sessional Paper No. 448.*)

*Standing Committee on Communications:—*Reports of the—, which considered Bills 4 and 5. Tabled, 262, 341 and 407. (*Sessional Papers Nos. 140, 193 and 246.*)

*Standing Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions:—*Report of the—, which considered Bill 19. Tabled, 224. (*Sessional Paper No. 117.*)

*Standing Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions:—*Report of the—, which considered Private Bills 213, 220, 222, 232, 237, 254 and 284. Tabled, 313. (*Sessional Paper No. 172.*)

*Standing Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions:—*Report of the—, which considered Bills 34, 36 and 45. Tabled, 380. (*Sessional Paper No. 214.*)

*Standing Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions:—*Report of the—, which considered Bill 53. Tabled, 511. (*Sessional Paper No. 349.*)

*Standing Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions:—*Report of the—, which considered Bill 54. Tabled, 540. (*Sessional Paper No. 370.*)

*Standing Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions:—*Report of the—, which considered Private Bills 213, 217, 219, 233, 236 and 241. Tabled, 590. (*Sessional Paper No. 402.*)

*Standing Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions:—*Report of the—, which considered Bill 187 and Private Bills 208, 231 and 261. Tabled, 870. (*Sessional Paper No. 618.*)

*Standing Committee on Cultural Affairs:—*Report of the—, which considered Bill 2. Tabled, 305. (*Sessional Paper No. 169.*)

Sessional Papers:—Continued

*Standing Committee on Cultural Affairs:—*Reports of the—, which considered Bill 51. Tabled, 407 and 525. (*Sessional Papers Nos. 243 and 356.*)

*Standing Committee on Education:—*Report of the—, which considered Private Bill 281. Tabled, 224. (*Sessional Paper No. 118.*)

*Standing Committee on Education:—*Reports of the—, which considered Bills 24 and 25. Tabled, 291, 347 and 362. (*Sessional Papers Nos. 195 and 204.*)

*Standing Committee on Education:—*Report of the—, which considered Bill 30. Tabled, 362. (*Sessional Paper No. 205.*)

*Standing Committee on Education:—*Report of the—, which considered Bill 71. Tabled, 641. (*Sessional Paper No. 451.*)

*Standing Committee on Energy and Resources:—*Report of the—, which sat to hear the parties concerned by the Hydro-Québec conflict. Tabled, 621. (*Sessional Paper No. 436.*)

*Standing Committee on Energy and Resources:—*Report of the—, which considered Bill 60. Tabled, 553. (*Sessional Paper No. 380.*)

*Standing Committee on Finance and Public Accounts:—*Report of the—, which considered Bill 101. Tabled, 347. (*Sessional Paper No. 194.*)

*Standing Committee on Industry and Commerce:—*Report of the—, which considered the Industrial Recovery Programme for Marine Industries Limited. Tabled, 300. (*Sessional Paper No. 167.*)

*Standing Committee on Industry and Commerce:—*Report of the—, which considered Bills 7 and 29. Tabled, 384. (*Sessional Paper No. 223.*)

*Standing Committee on Industry and Commerce:—*Report of the—, which sat to hear the representatives of the General Investment Corporation of Québec. Tabled, 578. (*Sessional Paper No. 392.*)

*Standing Committee on Industry, Trade and Tourism:—*Report of the—, which sat to hear officials of Sidbec on Bill 73. Tabled, 596. (*Sessional Paper No. 411.*)

*Standing Committee on Industry, Trade and Tourism:—*Report of the—, which considered Bill 73. Tabled, 641. (*Sessional Paper No. 450.*)

*Standing Committee on Industry, Trade and Tourism:—*Report of the—, which sat for discussion of Directive No. 2 regarding the General

Sessional Papers:—Continued

Investment Corporation of Québec. Tabled, 666. (*Sessional Paper No. 471.*)

*Standing Committee on Justice:—*Report of the—, which considered the proposed family law reform. Tabled, 124. (*Sessional Paper No. 36.*)

*Standing Committee on Justice:—*Report of the—, which considered Private Bills 207, 228, 234, 239, 248 and 262. Tabled, 340. (*Sessional Paper No. 190.*)

*Standing Committee on Justice:—*Report of the—, which considered Bills 11, 31, 35, 38 and 40. Tabled, 362. (*Sessional Paper No. 203.*)

*Standing Committee on Justice:—*Report of the—, which considered Bill 49. Tabled, 380. (*Sessional Paper No. 213.*)

*Standing Committee on Justice:—*Reports of the—, which sat to consider Bill 48. Tabled, 406 and 663. (*Sessional Papers Nos. 242 and 470.*)

*Standing Committee on Justice:—*Report of the—, which considered Bill 28. Tabled, 407. (*Sessional Paper No. 245.*)

*Standing Committee on Justice:—*Report of the—, which considered Bill 55. Tabled, 545. (*Sessional Paper No. 374.*)

*Standing Committee on Justice:—*Report of the—, which considered Bill 52. Tabled, 640. (*Sessional Paper No. 449.*)

*Standing Committee on Justice:—*Report of the—, which considered Bill 190 and Private Bills 238 and 252. Tabled, 662. (*Sessional Paper No. 469.*)

*Standing Committee on Justice:—*Report of the—, which considered Bills 194 and 197 and Private Bill 242. Tabled, 869. (*Sessional Paper No. 615.*)

*Standing Committee on Justice:—*Report of the—, which considered Bills 96 and 183. Tabled, 869. (*Sessional Paper No. 616.*)

*Standing Committee on Labour and Manpower:—*Report of the—, which considered the implementation of the regulations respecting placements in the construction industry. Tabled, 85. (*Sessional Paper No. 12.*)

*Standing Committee on Labour and Manpower:—*Reports of the—, which considered Bill 126. Tabled, 121 and 324. (*Sessional Papers Nos. 30 and 179.*)

Sessional Papers:—Continued

Standing Committee on Labour and Manpower:—Reports of the—, which considered Bill 17. Tabled, 431 and 636. (Sessional Papers Nos. 265 and 440.)

Standing Committee on Labour and Manpower:—Report of the—, which sat to hear union representatives of the blue-collar workers of the city of Montréal. Tabled, 749. (Sessional Paper No. 509.)

Standing Committee on Lands and Forests:—Report of the—, which considered Bill 97. Tabled, 136. (Sessional Paper No. 39.)

Standing Committee on Municipal Affairs:—Reports of the—, which considered Bill 107. Tabled, 120 and 425. (Sessional Papers Nos. 29 and 258.)

Standing Committee on Municipal Affairs:—Reports of the—, which considered Bill 125. Tabled, 179 and 422. (Sessional Papers Nos. 78 and 254.)

Standing Committee on Municipal Affairs:—Report of the—, which considered Bill 119. Tabled, 189. (Sessional Paper No. 82.)

Standing Committee on Municipal Affairs:—Report of the—, which considered Private Bills 227, 245, 273, 275 and 278. Tabled, 283. (Sessional Paper No. 153.)

Standing Committee on Municipal Affairs:—Report of the—, which considered Bill 22. Tabled, 292. (Sessional Paper No. 159.)

Standing Committee on Municipal Affairs:—Report of the—, which considered Bills 33, 39 and 44. Tabled, 240. (Sessional Paper No. 191.)

Standing Committee on Municipal Affairs:—Report of the—, which considered Private Bill 257. Tabled, 341. (Sessional Paper No. 192.)

Standing Committee on Municipal Affairs:—Report of the—, which considered Bill 74. Tabled, 596. (Sessional Paper No. 409.)

Standing Committee on Municipal Affairs:—Report of the—, on Private Bills 218, 230, 244 and 280. Tabled, 662. (Sessional Paper No. 468.)

Standing Committee on Municipal Affairs:—Report of the—, which considered Bill 57. Tabled, 667. (Sessional Paper No. 472.)

Standing Committee on Municipal Affairs:—Report of the—, which considered Private Bills Nos. 200, 204, 205, 209, 216 and 251. Tabled, 721. (Sessional Paper No. 498.)

Sessional Papers:—Continued

*Standing Committee on Municipal Affairs:—*Report of the—, which considered Private Bills 263 and 268. Tabled, 868. (*Sessional Paper No. 614.*)

*Standing Committee on Municipal Affairs:—*Report of the—, which considered Bill 105. Tabled, 875. (*Sessional Paper No. 622.*)

*Standing Committee on the National Assembly:—*Report of the—, which met to nominate the members of the Standing Committees. Tabled, 73. (*Sessional Paper No. 3.*)

*Standing Committee on the National Assembly:—*Report of the Subcommittee on Members' allowances. Tabled, 215. (*Sessional Paper No. 110.*)

*Standing Committee on the National Assembly:—*Report of the—, which sat for the purpose of appointing new Chairmen of the Standing Committees. Tabled, 280. (*Sessional Paper No. 151.*)

*Standing Committee on the National Assembly:—*Report of the—, which sat to hear the members of the Commission de la représentation, and to make necessary changes in the membership of various Standing Committees. Tabled, 776. (*Sessional Paper No. 526.*)

*Standing Committee on the National Assembly:—*Report of the—, which sat to consider the regulations ensuing from the Election Act. Tabled, 844. (*Sessional Paper No. 573.*)

*Standing Committee on Natural Resources:—*Report of the—, which considered Bill 121. Tabled, 319. (*Sessional Paper No. 175.*)

*Standing Committee on the Presidency of the Council and the Constitution:—*Report of the—, which sat to hear the members of the Standing Commission on Reform of the Electoral Districts. Tabled, 489. (*Sessional Paper No. 329.*)

*Standing Committee on the Presidency of the Council and the Constitution:—*Report of the—, which considered Bill 9. Tabled, 546. (*Sessional Paper No. 375.*)

*Standing Committee on the Presidency of the Council and the Constitution:—*Report of the—, which considered Bill 10. Tabled, 546. (*Sessional Paper No. 376.*)

*Standing Committee on the Presidency of the Council and the Constitution:—*Report of the—, which considered Bill 111. Tabled, 869. (*Sessional Paper No. 617.*)

Sessional Papers:—Continued

*Standing Committee on Professional Corporations:—*Report of the—, which considered the proposed regulations respecting authorized medical and nursing procedures. Tabled, 162. (*Sessional Paper No. 63.*)

*Standing Committee on Professional Corporations:—*Report of the—, which considered Bill 98. Tabled, 859. (*Sessional Paper No. 589.*)

*Standing Committee on the Protection of the Environment:—*Report of the—, which considered Bill 50. Tabled, 476. (*Sessional Paper No. 316.*)

*Standing Committee on the Protection of the Environment:—*Report of the—, which considered Bill 92. Tabled, 852. (*Sessional Paper No. 584.*)

*Standing Committee on Recreation, Fish and Game:—*Report of the—, which considered Bill 78. Tabled, 631. (*Sessional Paper No. 438.*)

*Standing Committee on Revenue:—*Report of the—, which considered Bills 6, 8, 14, 18 and 42. Tabled, 351. (*Sessional Paper No. 199.*)

*Standing Committee on Revenue:—*Report of the—, which considered Bills 80, 102, 103 and 104. Tabled, 870. (*Sessional Paper No. 619.*)

*Standing Committee on Social Affairs:—*Report of the—, which considered Bill 1. Tabled, 223. (*Sessional Paper No. 116.*)

*Standing Committee on Social Affairs:—*Report of the—, which considered Bill 13. Tabled, 314. (*Sessional Paper No. 173.*)

*Standing Committee on Social Affairs:—*Report of the—, which considered the Draft Bill on child day-care services. Tabled, 453. (*Sessional Paper No. 290.*)

*Standing Committee on Social Affairs:—*Report of the—, which considered Bill 56. Tabled, 525. (*Sessional Paper No. 357.*)

*Standing Committee on Social Affairs:—*Report of the—, which considered Bill 77. Tabled, 596. (*Sessional Paper No. 410.*)

*Standing Committee on Tourism, Fish and Game:—*Report of the—, which considered Bill 37. Tabled, 362. (*Sessional Paper No. 206.*)

*Standing Committee on Transport:—*Report of the—, which sat to hear private persons and organizations interested in the Draft Highway Code. Tabled, 406. (*Sessional Paper No. 241.*)

Sessional Papers:—Continued

*Standing Committee on Transport:—*Report of the—, which considered the CEGIR Study Report on the Québec Transport Commission. Tabled, 407. (*Sessional Paper No. 244.*)

*Standing Committees:—*Report grouping the reports of the—, which considered the estimates of the budget for the 1979/80 fiscal year. Tabled, 279. (*Sessional Paper No. 150.*)

*Standing Committees:—*Report grouping the reports of the—, which considered the estimates of the budget for the 1980/81 fiscal year. Tabled, 860. (*Sessional Paper No. 590.*)

*Statistics on personal income tax in Québec:—*Tabled, 463. (*Sessional Paper No. 300.*)

*Status of women:—*Account of Government action in areas related to the—, for 1979/80. Tabled, 697. (*Sessional Paper No. 487.*)

*Study Committee on the functioning and development of trade in Québec:—*Final report of the—. Tabled, 85. (*Sessional Paper No. 10.*)

*Study Committee on the future of the major shipbuilding yards:—*Report of the—. Tabled, 283. (*Sessional Paper No. 152.*)

*Superintendent of Insurance:—*Annual Report for the fiscal year ended 31 December 1978. Tabled, 640. (*Sessional Paper No. 445.*)

*Superintendent of Insurance:—*Annual Report on automobile insurance rates, for 1978. Tabled, 339. (*Sessional Paper No. 189.*)

*Superintendent of Insurance:—*Annual Report of the—, on automobile insurance rates, for 1979. Tabled, 801. (*Sessional Paper No. 540.*)

*Superior Council of Education:—*Annual Report on the state and needs of education, for 1978/79. Tabled, 631. (*Sessional Paper No. 437.*)

*Superior Council of Education:—*Annual Report of the activities of the—, for 1978/79. Tabled, 639. (*Sessional Paper No. 441.*)

*Symposium on rational farm inputs improvements:—*How many delegates attended the—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 206. (*Sessional Paper No. 98.*)

*Symposium on vocational education and manpower training:—*Report on the—, held at Saint-Anselme. Tabled, 500. (*Sessional Paper No. 338.*)

Sessional Papers:—Continued

*Task Force on the development of the Lower North Shore:—*Report of the—. Tabled, 801. (*Sessional Paper No. 539.*)

*Taxi operations:—*Report on a study of—. Tabled, 324. (*Sessional Paper No. 178.*)

*Taxi transportation:—*Report of the consultation tour on Regulation 6 respecting—, (CONTAX). Tabled, 323. (*Sessional Paper No. 177.*)

*The 3rd Option:—*A book entitled—. Tabled, 583. (*Sessional Paper No. 396.*)

*Tourism, Fish and Game:—*Annual Report of the Department of—, for 1977/78. Tabled, 147. (*Sessional Paper No. 49.*)

*Tourism, Fish and Game:—*Annual Report of the Department of—, for 1978/79. Tabled, 602. (*Sessional Paper No. 415.*)

*Town Planners:—*Annual Report of the Professional Corporation of—, for 1977/78. Tabled, 166. (*Sessional Paper No. 67.*)

*Transport:—*Annual Report of the Department of—, for 1978/79. Tabled, 331. (*Sessional Paper No. 185.*)

*Transport:—*What is the total area of land held by the Department of—, in the County of Saint-Hyacinthe. (Question converted into a motion for the tabling of a document), Tabled, 449. (*Sessional Paper No. 285.*)

*Tremblay, Mr Rodrigue:—*Letter of resignation of—. Tabled, 402. (*Sessional Paper No. 232.*)

*Trips by the Prime Minister:—*Who are the civil servants who accompanied the Prime Minister to Louisiana and Washington. (Questions converted into motions for the tabling of documents). Tabled, 233. (*Sessional Papers Nos. 122 and 123.*)

*Unemployment among graduates of Québec universities, junior colleges and high schools:—*Copy of a study carried out on the rate of—. Tabled, 605. (*Sessional Paper No. 419.*)

*Unions under trusteeship:—*Annual Report for 1978/79. Tabled, 384. (*Sessional Paper No. 218.*)

*Université du Québec:—*Annual Report for 1978/79. Tabled, 601. (*Sessional Paper No. 413.*)

Sessional Papers:—Continued

- Université du Québec*:—Statistical Report for 1978/79. Tabled, 866. (*Sessional Paper No. 600.*)
- Universities*:—Report on the inquiry into the placement of graduates of Québec—. Tabled, 169. (*Sessional Paper No. 71.*)
- Universities*:—Report of the Angers Commission on—. Tabled, 300. (*Sessional Paper No. 166.*)
- University graduates*:—Study prepared by Mr Marc Audet on the integration of—, into the labour market. Tabled, 524. (*Sessional Paper No. 352.*)
- University investments quinquennial plan, 1978-1983*:—Tabled, 161. (*Sessional Paper No. 61.*)
- University investments quinquennial plan, 1979-1984*:—Tabled, 866. (*Sessional Paper No. 599.*)
- University professors*:—Has the Government retained the services of—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 186. (*Sessional Paper No. 81.*) See also *Sessional Papers Nos. 580 and 595*, tabled in 1978.
- Verrette, Mr Yvon*:—What position does—, hold in the Department of Education, as of May 1979. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 528. (*Sessional Paper No. 358.*)
- Veterinary Surgeons*:—Annual Report of the Order of—, for 1978/79. Tabled, 331. (*Sessional Paper No. 182.*)
- Viabec*:—Procedures of the General Purchasing Service concerning the rental of movables not covered in the rental rates index, and copies of the correspondence pertaining to the car rental agency—. Tabled, 722. (*Sessional Paper No. 499.*)
- Vocational Guidance Counsellors*:—Annual Report of the Professional Corporation of—. Tabled, 506. (*Sessional Paper No. 341.*)
- Whip of the Union Nationale*:—Letter informing the President that Mr Bertrand Goulet had been appointed—. Tabled, 677. (*Sessional Paper No. 476.*)
- White Paper on a cultural development policy*:—Copies of two papers drafted by Professor Maurice Bouchard for the—. Tabled, 369. (*Sessional Paper No. 209.*)

Sessional Papers:—Continued

*White Paper on recreation in Québec:—*Tabled, 406. (*Sessional Paper No. 238.*)

*White Paper on sovereignty-association:—*Entitled *Québec-Canada: A New Deal*. Tabled, 471. (*Sessional Paper No. 309.*)

*White Paper on sovereignty-association:—*Document showing the cost of publication of the—. Tabled, 490. (*Sessional Paper No. 331.*)

*Work income supplement:—*Copy of a telegram sent by Miss Monique Bégin concerning Bill 1. Tabled, 259. (*Sessional Paper No. 137.*)

*Work income supplement:—*Copy of a letter by the President of the Commission des droits de la personne commenting on Bill 1. Tabled, 299. (*Sessional Paper No. 163.*)

*Work Income Supplement Regulations:—*Draft—. Tabled, 176. (*Sessional Paper No. 75.*)

*Workmen's Compensation Commission:—*Annual Report for 1979. Tabled, 758. (*Sessional Paper No. 513.*)

*World Film Festival:—*Correspondence concerning the financial assistance sought by the—, from the Department of Communications. Tabled, 871. (*Sessional Paper No. 621.*)

*Youth protection:—*Annual Report of the Comité de la protection de la jeunesse, for 1978/79. Tabled, 475. (*Sessional Paper No. 311.*)

SIDBEC:—An Act to amend the Act respecting the establishment of an integrated steel complex by—. Bill 73.

SISTERS OF ST. JOSEPH OF ST. HYACINTHE:—An Act to amend the Act to incorporate The—. Bill 241.

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT COOPÉRATIF:—An Act to amend the Act to incorporate the—. Bill 45.

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT COOPÉRATIF:—An Act to amend the Act respecting the—. Bill 85.

SOCIÉTÉ D'EXPLOITATION DE LA CENTRALE DE TRAITEMENT D'EAU CHAMBLY-MARIEVILLE-RICHELIEU:—An Act to incorporate the—. Bill 257.

SOCIÉTÉ MUTUELLE DE RÉASSURANCE DU QUÉBEC:—An Act respecting the—. Bill 222.

SOCIÉTÉ NATIONALE DE L'AMIANTE:—An Act to amend the Act to establish the—. Bill 121.

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX:—An Act respecting the—. Bill 92.

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INITIATIVES AGRO-ALIMENTAIRES:—An Act to amend the Act to constitute the—. Bill 16.

SOCIÉTÉ SAINT-JEAN-BAPTISTE DIOCÉSAIN DE RIMOUSKI:—An Act to repeal the Charter of the—. Bill 284.

SOEURS SERVANTES DU SAINT-COEUR DE MARIE:—An Act respecting an immoveable of—. Bill 242.

Statements by Ministers:

Mr Bédard.—The entry of women's maiden names on the voters' list, 429.

Mr Joron.—The rates of the Régie de l'assurance automobile, 421.

Mr Léonard.—The modernization of pulp and paper mills, and forestry development, 215.

Mr Lessard.—The acquisition of Nordair Ltd., 601.

Mr Lessard.—The policy of the Government in regard to the development and management of salmon rivers, 793.

Mr Lévesque (Taillon).—Statement announcing a timetable for the referendum, 383.

Mr Lévesque (Taillon).—Announcement of 20 May 1980 as the date of the referendum on the political future of Québec, 801.

Mr Lévesque (Taillon).—The proposed question in the referendum on the constitutional future of Québec, 639.

Mr Parizeau.—The progress of negotiations in the public and parapublic sectors. Leave granted, 518. Statements, 530, 536.

Mr Parizeau.—Tax increases in the federal budget and its effects on the fiscal policy of the Government of Québec, 595.

Mr Parizeau.—Amendments made to the Taxation Act in order to harmonize the Québec taxation scheme with that of the federal Government. Sessional Paper No. 463 tabled, 661.

STOCK SAVINGS PLAN:—An Act respecting—, and to again amend the Taxation Act and to amend the Securities Act. Bill 8.

SUCCESSION DUTY ACT:—An Act to amend the—, and to again amend the Taxation Act. Bill 80.

SUCCESSION DUTY ACT:—An Act to again amend the—. Bill 104.

T

TAXATION ACT:—An Act to amend the—, and to amend the Act to amend the Taxation Act and certain fiscal legislation. Bill 14.

TAXATION ACT:—An Act to again amend the—, and to amend other legislation. Bill 42.

TAXATION ACT:—An Act to amend the—, and certain legislation. Bill 102.

TERRITORIAL DIVISION ACT:—An Act to amend the—. Bill 11.

TOBACCO IN PUBLIC PLACES:—An Act to regulate the use of—. Bill 191.

TOURIST DEVELOPMENT:—An Act respecting assistance for—. Bill 37.

W

WORK INCOME SUPPLEMENT:—An Act respecting—. Bill 1.

TABLE DE CONCORDANCE — CONCORDANCE TABLE

1979

CHAPITRE — PROJET DE LOI — CHAPTER — BILL

CHAP. P.L./BILL		CHAP. P.L./BILL		CHAP. P.L./BILL	
1	84	43	101	85	77
2	110	44	121	86	78
3	128	45	126	87	79
4	116	46	196	88	63
5	15	47	58	89	189
6	19	48	107	90	192
7	23	49	50	91	266
8	97	50	62	92	269
9	1	51	125	93	283
10	2	52	4	94	21
11	5	53	53	95	119
12	6	54	56	96	281
13	7	55	85	97	32
14	8	56	9	98	207
15	11	57	10	99	220
16	12	58	64	100	222
17	13	59	69	101	227
18	14	60	76	102	228
19	16	61	82	103	232
20	18	62	88	104	234
21	20	63	17	105	237
22	22	64	28	106	239
23	24	65	41	107	245
24	25	66	43	108	248
25	26	67	48	109	254
26	27	68	51	110	257
27	29	69	52	111	262
28	30	70	54	112	273
29	31	71	55	113	275
30	33	72	57	114	278
31	34	73	59	115	284
32	35	74	60	116	213
33	36	75	61	117	217
34	37	76	65	118	218
35	38	77	66	119	219
36	39	78	68	120	233
37	40	79	70	121	236
38	42	80	71	122	238
39	44	81	72	123	241
40	45	82	73	124	244
41	46	83	74	125	252
42	49	84	75	126	280

PROJET DE LOI — CHAPITRE — BILL — CHAPTER

P.L./BILL	CHAP.	P.L./BILL	CHAP.	P.L./BILL	CHAP.
1	9	44	39	116	4
2	10	45	40	119	95
4	52	46	41	121	44
5	11	48	67	125	51
6	12	49	42	126	45
7	13	50	49	128	3
8	14	51	68	189	89
9	56	52	69	192	90
10	57	53	53	196	46
11	15	54	70	207	98
12	16	55	71	213	116
13	17	56	54	217	117
14	18	57	72	218	118
15	5	58	47	219	119
16	19	59	73	220	99
17	63	60	74	222	100
18	20	61	75	227	101
19	6	62	50	228	102
20	21	63	88	232	103
21	94	64	58	233	120
22	22	65	76	234	104
23	7	66	77	236	121
24	23	68	78	237	105
25	24	69	59	238	122
26	25	70	79	239	106
27	26	71	80	241	123
28	64	72	81	244	124
29	27	73	82	245	107
30	28	74	83	248	108
31	29	75	84	252	125
32	97	76	60	254	109
33	30	77	85	257	110
34	31	78	86	262	111
35	32	79	87	266	91
36	33	82	61	269	92
37	34	84	1	273	112
38	35	85	55	275	113
39	36	88	62	278	114
40	37	97	8	280	126
41	65	101	43	281	96
42	38	107	48	283	93
43	66	110	2	284	115

TABLE DE CONCORDANCE — CONCORDANCE TABLE

1980

CHAPITRE — PROJET DE LOI — CHAPTER — BILL

CHAP.	P.L./BILL	CHAP.	P.L./BILL	CHAP.	P.L./BILL
1	93	8	86	15	104
2	94	9	87	16	105
3	95	10	92	17	106
4	90	11	96	18	108
5	91	12	98	19	111
6	100	13	102	20	112
7	80	14	103	21	183

PROJET DE LOI — CHAPITRE — BILL — CHAPTER

P.L./BILL	CHAP.	P.L./BILL	CHAP.	P.L./BILL	CHAP.
80	7	94	2	104	15
86	8	95	3	105	16
87	9	96	11	106	17
90	4	98	12	108	18
91	5	100	6	111	19
92	10	102	13	112	20
93	1	103	14	183	21